LENINE

œuvres

tome
4

1898
avril
1901

LÉNINE

à propos de notre statistique des fabriques et des usines • le capitalisme dans l'agriculture • protestation des social-démocrates de russie • projet de programme pour notre parti • à propos des grèves • comment l'« iskra » faillit s'éteindre • les objectifs immédiats de notre mouvement • le parti ouvrier et la paysannerie

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

LÉNINE

ŒUVRES

4

L'EDITION RUSSE EST PUBLIEE PAR DECISION DU IX^{e} CONGRES DU P.C.(b)R. ET DU II^{e} CONGRES DES SOVIETS DE L'U.R.S.S.

ИНСТИТУТ МАРКСИЗМА-ЛЕНИНИЗМА ПРИ ЦК КПСС

В. И. ЛЕНИН

СОЧИНЕНИЯ

Издание четвертое

ГОСУДАРСТВЕННОЕ ИЗДАТЕЛЬСТВО
ПОЛИТИЧЕСКОЙ ЛИТЕРАТУРЫ
МОСКВА

V. LÉNINE

ŒUVRES

TOME 4

1898–avril 1901

EDITIONS SOCIALES * PARIS
EDITIONS EN LANGUES ETRANGERES* MOSCOU
1959

PREFACE

Les travaux qui composent le tome 4 des œuvres de Lénine ont été rédigés de février 1898 à février 1901. Ils sont consacrés à la lutte pour la victoire du marxisme révolutionnaire dans le mouvement ouvrier et à la dénonciation des conceptions antirévolutionnaires des populistes, des « marxistes légaux » et des « économistes ».

Les articles « Note sur la théorie des marchés (A propos de la polémique entre MM. Tougan-Baranovski et Boulgakov) », « Nouvelles remarques sur la théorie de la réalisation » et « Le capitalisme dans l'agriculture (A propos d'un livre de Kautsky et d'un article de M. Boulgakov) » sont dirigés contre les « marxistes légaux », qui voulaient subordonner et adapter le mouvement ouvrier aux intérêts de la bourgeoisie.

Ce tome comprend les premiers travaux de Lénine contre l'« économisme » : *Protestation des social-démocrates de Russie*, les articles pour le n° 3 de la *Rabotchaïa Gazéta*, « Un mouvement rétrograde dans la social-démocratie russe » et «A propos d'une *Profession de foi** ». Dans ces textes, Lénine a mis en lumière l'opportunisme des «économistes » et a montré que l'« économisme » était une variété de l'opportunisme international (« du bernsteinianisme poussé sur le sol russe »). Aux positions antimarxistes des « économistes », Lénine opposa un plan de fusion du socialisme et du mouvement ouvrier.

Certains articles sont des modèles de polémique accusatrice, à laquelle Lénine attribuait une énorme importance

* En français dans le texte. (*N. R.*)

dans la lutte contre l'arbitraire des fonctionnaires tsaristes et pour l'éveil de la conscience des masses populaires. Tels sont : « Cogne, mais sans que mort s'ensuive!», « A quoi bon hâter la marche du temps ? » et « Une statistique objective », groupés sous le titre *Notes de circonstance*, « Enrôlement forcé de 183 étudiants », la préface à la brochure sur la fameuse célébration du 1er Mai 1900 à Kharkov : *Les journées de mai à Kharkov*, l'article « A propos des conseils de prud'hommes » rédigé à la suite de l'attribution de fonctions policières à l'inspection des fabriques.

Ce tome contient les écrits relatifs à l'organisation du journal marxiste illégal *Iskra* destiné à toute la Russie : *Projet de déclaration de la rédaction de l'« Iskra » et de la « Zarïa »*, *Comment l'« Iskra » faillit s'éteindre* et *Déclaration de la rédaction de l'« Iskra »*.

Ces documents, ainsi que les articles « Notre programme », « Projet de programme pour notre parti », « Les objectifs immédiats de notre mouvement » et « Le Parti ouvrier et la paysannerie», définissent les tâches qui se posaient aux organisations marxistes et au mouvement ouvrier de Russie à l'heure où Lénine entreprit résolument de fonder un parti qui lutterait sous un seul drapeau, le drapeau du marxisme révolutionnaire, contre l'opportunisme, les méthodes « artisanales », le désarroi idéologique et les flottements.

On trouvera dans ce tome, pour la première fois dans les Œuvres de Lénine, le *Projet d'accord* avec le groupe de Plékhanov « Libération du Travail », en vue de l'édition du journal *Iskra* et de la revue *Zarïa*. C'est sur la base du *Projet* que fut entreprise la publication de l'*Iskra*.

V. LENINE

1897

A PROPOS DE NOTRE STATISTIQUE DES FABRIQUES ET DES USINES

(LES NOUVEAUX EXPLOITS STATISTIQUES DU PROFESSEUR KARYCHEV)[1]

Le public russe s'intéresse vivement à notre statistique des fabriques et des usines et aux principales conclusions qui s'en dégagent. On le conçoit puisque cette question est liée à celle plus vaste de la « destinée du capitalisme en Russie ». Malheureusement, l'état de notre statistique n'est nullement à la hauteur de l'intérêt qu'elle suscite. Cette branche de la statistique économique se trouve chez nous dans une situation vraiment lamentable, et plus lamentable encore est peut-être le fait que les gens qui s'en occupent manifestent souvent une étonnante incompréhension des chiffres qu'ils ont à manier, de leur signification, de leur valeur pour justifier telles ou telles conclusions. Ce jugement s'applique fort bien au dernier ouvrage de M. Karychev, publié d'abord dans le *Bulletin de l'Institut d'agriculture de Moscou* (IV[e] année, fasc.1), puis édité en brochure sous le titre ronflant de *Matériaux sur l'économie nationale russe. I. Notre industrie usinière en 1894-95* (Moscou 1898). M. Karychev s'efforce, dans cet ouvrage, de tirer des conclusions de la récente publication éditée par le département du Commerce et des Manufactures sur notre industrie de fabrique et d'usine *. Nous nous proposons d'examiner en

* « Ministère des Finances. Département du Commerce et des Manufactures. L'industrie usinière en Russie. *Liste des fabriques et des usines* ». Saint-Pétersbourg 1897, 63+VI+1047 pages.

détail des conclusions de M. Karychev, plus spécialement ses procédés d'interprétation. Il nous semble qu'un tel examen sera utile non seulement pour préciser la méthode d'après laquelle M. le professeur un tel élabore ses matériaux (il suffirait d'y consacrer quelques lignes d'un compte rendu), mais encore pour établir dans quelle mesure les données de notre statistique des fabriques et des usines sont dignes de confiance, à quelles conclusions elle permet d'aboutir, quelles en sont les principales exigences et les tâches de ceux qui l'étudient.

Le document utilisé par M. Karychev contient, comme l'indique son titre même, la liste des fabriques et des usines de l'Empire en 1894-95. La publication d'une liste complète de toutes les fabriques et usines (c'est-à-dire des établissements industriels *relativement* les plus importants, compte tenu des conceptions différentes de l'importance des établissements) n'est pas une nouveauté chez nous. MM. Orlov et Boudagov ont établi dès 1881 un *Index des fabriques et usines* dont la dernière édition (la 3e) a paru en 1894. Bien plus tôt encore, dès 1869, l'*Annuaire du ministère des Finances* (fasc. I) comprenait une liste des fabriques dans les notes jointes aux états statistiques concernant l'industrie. Tous ces matériaux ont mis à profit les états que les propriétaires de fabriques et d'usines sont tenus par la loi de fournir annuellement au ministère. S'il se distingue des éditions antérieures par des renseignements un peu plus abondants, le document émanant du département du Commerce et des Manufactures n'en présente pas moins d'énormes défauts, n'existant pas dans les textes précédents, et qui compliquent au plus haut point son utilisation en tant que source statistique sur les fabriques et les usines. L'introduction à la *Liste* souligne le caractère insuffisant des statistiques antérieures et définit ainsi clairement le but de la publication, conçue non seulement comme un ouvrage de référence, mais plus spécialement comme un recueil de statistiques. Or, en tant que tel, la *Liste* frappe l'attention par l'absence complète de chiffres globaux, quels qu'ils soient. Il est permis d'espérer qu'une telle publication, la première en son genre, qui ne comporte pas de chiffres récapitulatifs sera aussi la dernière. D'autre part, pour un ouvrage de référence, l'énorme quantité de matériaux bruts pré-

sentés sous forme d'accumulation de chiffres est un fatras superflu. L'introduction à la *Liste* critique sévèrement les états fournis jusque-là au ministère par les fabricants, en disant qu'ils « contenaient toujours des renseignements confus, les mêmes d'année en année, et ne permettant pas de déterminer exactement ne fût-ce que la quantité des marchandises produites. Or, des données les plus complètes et dignes de confiance, autant que possible, sur la production sont absolument indispensables » (p. 1). Nous n'avons aucunement l'intention de défendre l'ancien système, entièrement périmé, de notre statistique des fabriques et des usines, système qui par sa structure et ses caractéristiques est typique pour la période antérieure à l'abolition du servage. Mais, aujourd'hui encore, les améliorations apportées à cette statistique sont malheureusement *presque imperceptibles*. L'énorme *Liste* qui vient d'être publiée ne permet pas encore de dire que le moindre perfectionnement sérieux ait été apporté à ce vieux système unanimement reconnu comme défectueux. Les états fournis « ne permettaient pas de déterminer exactement ne fût-ce que la quantité des marchandises produites »... Oui, mais il se trouve que la *Liste*, toute récente qu'elle soit, ne donne absolument aucun renseignement sur ce point, alors que l'*Index* de M. Orlov, par exemple, en contenait pour un très grand nombre de fabriques, et même pour leur totalité dans certaines branches de production, ou peu s'en faut, si bien que le tableau récapitulatif citait des chiffres sur les quantités produites (dans les tanneries, les distilleries, les briqueteries, les semouleries, les minoteries, dans la fabrication de la cire et du saindoux, dans le teillage du lin et la brasserie). Or, les matériaux de l'*Index* utilisaient précisément les anciens états. La *Liste* ne renferme aucune indication sur l'outillage alors que l'*Index* en fournissait pour plusieurs branches de la production. L'« Introduction » décrit de la façon suivante le changement intervenu dans notre statistique des fabriques et des usines : auparavant, les renseignements étaient donnés par les fabricants « selon un formulaire sommaire et peu clair », par l'intermédiaire de la police, et ne faisaient l'objet d'aucune vérification. « On obtenait ainsi des matériaux n'autorisant aucune conclusion plus ou moins valable » (p. l). A présent, on a dressé un nouveau formulaire,

beaucoup plus détaillé, et les inspecteurs de fabrique sont chargés de rassembler et de contrôler les statistiques sur les fabriques et les usines. Au premier abord, on pourrait s'attendre maintenant à des données vraiment acceptables, car un formulaire convenablement établi et la garantie qu'elles seront vérifiées sont les deux principales conditions de réussite en matière de statistique. Mais, en fait, c'est le même état de chaos primitif qu'auparavant. Le formulaire détaillé avec explications n'est pas reproduit dans l'« Introduction » à la *Liste*, bien que la méthode statistique exige la publication du formulaire qui a servi à recueillir les renseignements. L'examen qui va suivre des matériaux fournis par la *Liste* nous montrera que les questions *essentielles* de la statistique des fabriques et des usines ne sont aucunement tirées au clair. En ce qui concerne la vérification des données, voici l'opinion d'une personne qui s'en est effectivement occupée, à savoir l'inspecteur en chef des fabriques pour la province de Kherson, M. Mikouline, auteur d'un livre qui analyse les statistiques recueillies d'après le nouveau système dans la province de Kherson.

« La vérification effective de tous les chiffres fournis par les propriétaires des établissements industriels dans les états transmis par eux s'étant révélée impossible, ceux-ci ont été renvoyés pour rectification seulement dans les cas où les réponses étaient en désaccord flagrant avec les données indiquées par d'autres entreprises semblables ou des renseignements obtenus lors des inspections. *En tout cas, la responsabilité quant à l'exactitude des chiffres cités dans les états de chaque établissement incombe aux personnes qui les ont communiqués.* » (*L'Industrie usinière et l'industrie artisanale dans la province de Kherson*. Odessa 1897, préface. Souligné par nous.) Ainsi, la responsabilité pour l'exactitude des données incombe comme autrefois aux fabricants eux-mêmes. Non seulement les inspecteurs des fabriques n'ont pas pu vérifier tous les chiffres, mais ils n'ont même pas rendu possible (comme nous le verrons par la suite) la comparaison des données similaires.

Nous passerons en revue ci-après tous les défauts de la *Liste* et des matériaux qu'elle fournit. L'essentiel, comme nous l'avons déjà dit, c'est l'absence complète de résultats

d'ensemble (les auteurs de l'*Index* dressaient des bilans et les complétaient à chaque édition). M. Karychev, qui bénéficiait du concours de deux collaborateurs, a eu l'heureuse idée de combler au moins en partie cette lacune, et d'établir le bilan de notre industrie usinière d'après la *Liste*. Cette entreprise est très utile et tout le monde lui saurait gré de l'avoir menée à bien si..., si M. Karychev avait, primo, cité complètement ne fût-ce que certains des résultats d'ensemble obtenus par lui, et, secundo, s'il n'avait pas manifesté dans sa méthode d'interprétation des matériaux un manque d'esprit critique qui frise le sans-gêne. Les traitant à la légère et ne les ayant pas dépouillés tant soit peu « sérieusement » *, M. Karychev s'est hâté d'en tirer des « conclusions », commettant ainsi, naturellement, toute une série d'erreurs des plus curieuses.

Commençons tout d'abord par la question fondamentale en matière de statistique industrielle : quels établissements convient-il de classer parmi les « fabriques et usines » ? M. Karychev ne la pose même pas ; il estime sans doute que « fabrique et usine », c'est quelque chose de parfaitement défini. Parlant de la *Liste*, il soutient, avec une hardiesse digne d'un meilleur sort, que cette publication, différente en cela des précédentes, recense non seulement les *grosses* fabriques, mais *toutes* les fabriques. Cette affirmation répétée à deux reprises (pp. 23 et 34) est *nettement erronée*. En réalité, c'est tout le contraire : la *Liste* enregistre seulement *les plus gros* établissements, à la différence des publications statistiques antérieures. Nous expliquerons tout à l'heure comment M. Karychev a pu « ne pas remarquer » pareille « vétille », mais nous commencerons par une référence historique. Jusque vers 1885, il n'existait dans notre statistique des fabriques et des usines *aucune* définition et *aucune* règle limitant la notion de fabrique aux plus grandes entreprises industrielles. La statistique des « fabriques et usines » comprenait pêle-mêle les établis-

* Contrairement à l'opinion de l'auteur du compte rendu paru dans les *Rousskiĕ Viĕdomosti* (1898, n° 144), qui est visiblement aussi peu capable d'adopter une attitude critique à l'égard des conclusions de M. Karychev que M. Karychev lui-même à l'égard des chiffres fournis par la *Liste*.

sements industriels (et artisanaux) de toute espèce, ce qui entraînait évidemment un chaos inextricable du fait qu'il est absolument inconcevable de dresser une liste complète de toutes les entreprises de ce genre avec les moyens dont nous disposons (c'est-à-dire sans un recensement rigoureux des industries) ; dans certaines provinces ou certaines branches de la production, on faisait entrer en ligne de compte des centaines ou des milliers d'établissements de très faible importance, et dans d'autres seulement les plus grosses « fabriques ». Il est donc naturel que ceux qui ont tenté les premiers d'analyser scientifiquement les données de notre statistique des fabriques et des usines (dans les années 60) aient consacré toute leur attention à cette question et se soient efforcés de distinguer les branches de production où les données sont plus ou moins dignes de foi, et celles où elles sont tout à fait douteuses, de séparer les établissements assez importants pour fournir des données satisfaisantes et ceux trop petits pour qu'il en soit de même. Bouchin *, Bock ** et Timiriazev *** ont donné des indications extrêmement précieuses sur toutes ces questions et, si elles avaient été soigneusement suivies et développées par les auteurs de notre statistique des fabriques et des usines, nous disposerions probablement aujourd'hui de données très acceptables. Mais toutes ces indications sont pratiquement restées lettres mortes, selon l'habitude, et la statistique des fabriques et des usines a conservé son aspect chaotique. A partir de 1889, le département du Commerce et des Manufactures a commencé à publier des *Recueils de données sur l'industrie de fabrique et d'usine en Russie* (pour 1885 et les années suivantes), qui marquent un certain progrès : on a éliminé les petites entreprises, c'est-à-dire celles dont la production est inférieure à 1 000 roubles. Il va de soi que cette norme était

* *Annuaire du ministère des Finances*, fascicule I, Saint-Pétersbourg 1869.

** *Annales statistiques de l'Empire de Russie*, série II, fasc. 6. Saint-Pétersbourg 1872. Matériaux statistiques sur l'industrie de fabrique et d'usine de la Russie d'Europe, élaborés sous la direction de *I. Bock*.

*** *Atlas statistique des principales industries usinières de la Russie d'Europe avec la liste des fabriques et des usines.* Trois fascicules, Saint-Pétersbourg 1869, 1870 et 1873.

trop basse et trop simpliste : il eût été ridicule d'escompter un recensement *complet* de *tous* les établissements industriels ayant une production supérieure à cette somme puisque les renseignements étaient recueillis par la police. Comme par le passé, dans certaines provinces et certaines industries on tenait compte d'une quantité de petites entreprises dont la production se situait entre 2 000 et 5 000 roubles, tandis que d'autres provinces et d'autres branches les omettaient. Nous en verrons des exemples plus loin. Enfin, le dernier système en date de notre statistique des fabriques et des usines a introduit un indice tout différent pour définir la notion de « fabrique et usine ». Sont objets du recensement « tous les établissements industriels » (parmi « *ceux qui sont du ressort » de l'inspection des fabriques*) « employant un minimum de 15 ouvriers, et également ceux qui, avec un nombre d'ouvriers inférieur à 15, possèdent une chaudière à vapeur, une machine à vapeur *ou d'autres moteurs mécaniques et machines ou des installations d'usine ou de fabrique* »*. Nous devons analyser en détail ladite définition (dont nous soulignons les points particulièrement obscurs), mais remarquons d'ores et déjà que cette notion de « fabrique et usine » est entièrement nouvelle dans notre statistique : jusqu'à présent, on n'avait jamais essayé de la limiter aux établissements employant un nombre déterminé d'ouvriers, ou possédant un moteur à vapeur, etc. D'une façon générale, déterminer rigoureusement la notion de « fabrique et usine » est absolument indispensable, mais la définition qu'on propose est malheureusement très imprécise, obscure et vague. Voici les caractéristiques à retenir pour les établissements recensés par la statistique « des fabriques et des usines » : 1° Le fait que l'entreprise est du ressort de l'inspection des fabriques. On exclut apparemment les établissements qui appartiennent au Trésor, etc., les entreprises minières et métallurgiques, etc. Mais la *Liste* comprend nombre de fabriques appartenant au Trésor et à l'Etat (voir la liste alphabéti-

* Circulaire du 7 juin 1895 citée par Kobéliatski (*Instructions pour les fonctionnaires de l'inspection des fabriques, etc.*, 4e édition, Saint-Pétersbourg 1897, p. 35. Souligné par nous). Dans l'« Introduction » à la *Liste* cette circulaire n'est pas reproduite, et M. Karychev ne s'est pas soucié de savoir en interprétant les matériaux de la *Liste*, ce que celle-ci entend par « fabriques et usines » !!

que, pp. 1 et 2), et nous ne savons pas si elles ont été enregistrées dans toutes les provinces, si les données les concernant ont été vérifiées par l'inspection des fabriques, etc. Il faut d'ailleurs souligner que tant que notre statistique des fabriques et des usines ne sera pas débarrassée de la toile d'araignée des divers « départements » dont relèvent les différents établissements industriels, elle *ne saurait être* satisfaisante : les limites des départements se confondent souvent et subissent des modifications ; des programmes même identiques ne seront jamais appliqués d'une façon absolument identique par des services différents. Une organisation rationnelle exige absolument que l'on concentre tous les renseignements ayant trait à tous les établissements industriels dans une seule organisation chargée uniquement de la statistique, et qui veillerait attentivement à ce que les procédés utilisés pour rassembler et élaborer les données soient les mêmes. Tant que cela n'est pas réalisé, il est indispensable de considérer avec une extrême circonspection la statistique des fabriques et des usines, qui tantôt inclut, tantôt exclut (suivant les époques et les provinces) les entreprises relevant « d'un autre service ». Par exemple, les entreprises minières et métallurgiques sont depuis longtemps éliminées de notre statistique, mais l'*Index* d'Orlov n'en a pas moins compté, même dans sa dernière édition, nombre de ces entreprises (presque toute la production des rails, les usines d'Ijevsk et de Votkinsk dans la province de Viatka, etc.) que la *Liste* ne cite pas, alors qu'elle recense dans quelques autres provinces des usines métallurgiques qui ne figuraient pas auparavant dans la statistique «des fabriques et des usines » (par exemple, la fonderie de cuivre Siemens dans la province d'Elizavetpol, p. 330). L'« Introduction » à la *Liste* mentionne dans la section VIII la sidérurgie, les hauts fourneaux, les fonderies de fonte et de cuivre, etc. (p. III), mais ne précise pas le moins du monde comment on a différencié les usines métallurgiques des entreprises « du ressort » du département du Commerce et des Manufactures. 2° Seuls les établissements *industriels* sont soumis au recensement. Cet indice n'est nullement aussi clair qu'il le semble au premier abord : pour classer séparément les établissements artisanaux et agricoles, il faut observer des règles détaillées et minutieuses, établies en fonction de

chaque industrie. D'abondants exemples de la confusion créée par l'absence de ces règles seront donnés un peu plus loin. 3° Le nombre des ouvriers de l'entreprise ne doit pas être inférieur à 15. On ne sait pas s'il faut compter seulement les ouvriers qui travaillent à l'intérieur de l'établissement ou également ceux qui travaillent au dehors ; on n'explique pas comment les distinguer les uns des autres (c'est d'ailleurs une question malaisée), s'il faut compter les travailleurs auxiliaires, etc. Dans le livre déjà cité, M. Mikouline fournit des exemples de la confusion qui découle de ce manque de clarté. La *Liste* cite bon nombre d'entreprises qui ont des ouvriers *seulement* à l'extérieur, en dehors de leur enceinte. Il va de soi que la tentative d'englober *tous* les établissements de ce genre (c'est-à-dire tous les magasins qui distribuent du travail, toutes les entreprises fournissant de l'ouvrage aux industries dites artisanales, etc.) ne peut que faire sourire, étant donné le système actuellement utilisé pour recueillir les renseignements ; quant aux chiffres fragmentaires concernant quelques provinces et quelques branches de la production, ils sont insignifiants et ne font qu'embrouiller les choses. 4° Au nombre des « fabriques et usines » figurent tous les établissements possédant une chaudière à vapeur ou une machine à vapeur. Voilà un indice très précis et très bien choisi, car l'utilisation de la vapeur est réellement caractéristique du développement de la grande industrie mécanique. 5° De même, les établissements possédant « d'autres moteurs mécaniques » (pas à vapeur). Cet indice est très vague et trop général : il permet de classer parmi les fabriques les établissements utilisant comme force motrice l'eau, le vent ou un cheval. Comme il ne saurait être question de recenser tous les établissements de ce genre, il doit inévitablement en résulter une confusion dont nous verrons des exemples tout à l'heure. 6° Au nombre des « fabriques et usines » figurent les entreprises ayant « des installations d'usines et de fabriques ». Ce dernier indice, absolument indéterminé et vague, réduit à néant tous les précédents et rend inévitablement les données chaotiques et non comparables. Cette définition sera immanquablement comprise de façon différente suivant les provinces, et d'ailleurs est-ce bien là une définition ? On appelle fabrique ou usine un établissement qui possède des installations de fabrique

ou d'usine... Tel est le dernier mot de notre statistique dans ce domaine. Il n'est pas étonnant qu'elle soit si peu satisfaisante. Citons des exemples empruntés à *toutes* les sections de la *Liste* pour montrer comment, dans certaines provinces et dans certaines industries, on recense les plus petits établissements, ce qui sème la confusion, car il ne saurait être question de dénombrer toutes les entreprises de ce genre. Voici la section I : « Traitement du coton. » Aux pages 10 et 11, on relève cinq « fabriques » installées dans des villages de la province de Vladimir et teignant contre paiement des filés et des toiles de lin (sic) appartenant à des tiers. Au lieu d'indiquer la valeur totale de la production, on note le prix exigé pour la teinture, qui va de 10 r. (?) à 600 r., avec un nombre d'ouvriers allant de 0 (cela signifie-t-il qu'on n'a pas de renseignements sur le nombre des ouvriers ou qu'il n'y a pas d'ouvriers *salariés* ? on n'en sait rien) à 3. Il n'existe aucun moteur. Ce sont des teintureries paysannes, c'est-à-dire des ateliers d'artisans des plus primitifs, recensés par hasard dans une province et omis, cela va de soi, dans les autres. La section II (traitement de la laine) signale dans la même province de Vladimir des « fabriques » où l'on carde à la main la laine appartenant à des tiers, moyennant 12 à 48 r. par an, avec 0 ou 1 ouvrier. Voici une fabrique de soie (section III, n° 2517) installée à la campagne, employant 3 ouvriers, avec une production valant 660 r., et où l'on travaille à la main. Voici encore des teintureries villageoises, dans la même province, avec 0 à 3 ouvriers, où l'on travaille à la main, la somme reçue pour le traitement de la toile variant entre 150 et 550 r. (section IV, travail du lin, p. 141). Une « fabrique» de nattes de tille (section V) emploie 6 ouvriers, avec une production manuelle valant 921 r. (n° 3936), dans la province de Perm. Dans d'autres provinces (par exemple dans celle de Kostroma), il existe aussi, évidemment, nombre d'établissements de ce genre, mais ils n'ont pas été considérés comme des fabriques. Voici une imprimerie (section VI), avec 1 ouvrier et une production estimée à 300 r. (n° 4167) ; dans d'autres provinces on n'a tenu compte que des imprimeries importantes ; ailleurs, aucune n'est mentionnée. Voici une scierie qualifiée d'« usine » avec 3 ouvriers, laquelle reçoit une somme de 100 r. pour la fabrication de douves (section VII,

n° 6274). Voici une usine pour le travail manuel des métaux (section VIII) avec 3 ouvriers, et une production valant 575 r. (n° 8962). La section IX (traitement des produits minéraux) comprend un très grand nombre de tout petits établissements, spécialement des briqueteries, par exemple avec 1 ouvrier et une production évaluée à 48-50 r., etc. Dans la section X (traitement des produits de l'élevage) figurent de petites chandelleries, des mégisseries et autres, etc., où 0-1-2 ouvriers travaillent à la main, avec une production valant quelques centaines de roubles (pp. 489, 507, etc.). Mais les petites entreprises de type purement artisanal se trouvent surtout dans la section XI (traitement des produits alimentaires), dans les huileries et particulièrement dans la meunerie. C'est dans cette dernière branche qu'il importe le plus de distinguer avec netteté les « usines » et les petits établissements, mais jusqu'à présent on ne l'a pas fait et, dans toutes les publications de notre statistique, règne à cet égard un chaos complet. Une tentative de mettre un peu d'ordre dans la statistique de la meunerie de type industriel, faite par le premier congrès des secrétaires des comités de statistique des provinces (en mai 1870)*, est restée vaine, et, depuis, les auteurs de notre statistique des fabriques et des usines ne semblent aucunement se soucier du fait que leurs publications sont complètement inutilisables. Au nombre des « fabriques et usines », la *Liste* a fait figurer, par exemple, des moulins à vent employant un ouvrier et recevant pour son travail 0 à 52 r., etc. (pp. 587, 589 et *passim*), des moulins à eau avec une seule roue, employant 1 ouvrier et touchant 34 à 80 r., etc. (p. 589 et *passim*), etc. Il va de soi qu'une telle « statistique » est tout simplement ridicule, car l'énumération de ces moulins permettrait de remplir encore un tome et même plusieurs sans pourtant fournir une liste complète. Même la section des produits chimiques (section XII) comprend de petits établissements comme des goudronneries de village

* Aux termes du projet de règlement du congrès touchant le collectage de renseignements sur l'industrie, on excluait du nombre des fabriques tous les moulins ayant moins de 10 paires de meules, mais non les semouleries. *Annales statistiques*, série II, fascicule 6. Introd., p. XIII.

employant de 1 à 3 ouvriers et dont la production s'échelonne entre 15 et 300 r. (p. 995 et *passim*). Avec de tels procédés, on pourrait en arriver à cette « statistique » proposée dans les années 60 par le fameux *Recueil statistique militaire*, qui totalisait dans la Russie d'Europe 3 086 «usines » de goudron et de poix, dont 1 450 dans la province d'Arkhangelsk (avec 4 202 ouvriers et une production évaluée à 156 274 r., soit en moyenne moins de 3 ouvriers et un peu plus de 100 r. par « usine »). Comme par un fait exprès, c'est précisément la province d'Arkhangelsk qui fait complètement défaut dans la *Liste* en ce qui concerne cette section : il faut croire que désormais les paysans n'y distillent plus de goudron et ne fabriquent plus de poix ! Remarquons que tous ces exemples se rapportent à des établissements qui ne répondent pas aux définitions de la circulaire du 7 juin 1895. Aussi, leur recensement est-il *purement fortuit* : dans certaines provinces (peut-être même dans certains districts) on les a comptés, dans la plupart on les a omis. D'après une statistique antérieure (celle de 1885), de telles entreprises avec une production valant moins de 1 000 r. étaient exclues.

N'ayant absolument rien compris à cette question essentielle de la statistique des fabriques et des usines, M. Karychev ne s'est cependant pas gêné pour tirer des « conclusions » des chiffres obtenus par lui après dépouillement. Il affirme d'abord que le nombre des fabriques en Russie diminue (p. 4 et *passim*). Pour parvenir à cette conclusion, M. Karychev a tout simplement pris le nombre des fabriques en 1885 d'après les données fournies par le département du Commerce et des Manufactures (17 014) et en a soustrait le nombre des fabriques en Russie d'Europe d'après la *Liste* (14 578). Il obtient une diminution de 14,3%: M. le professeur va jusqu'à calculer le pourcentage, sans se laisser troubler par le fait que les chiffres de 1885 ne comprennent pas les usines soumises à l'accise; il se borne à noter que l'adjonction de ces établissements accentuerait la « réduction » du nombre des fabriques. Et l'auteur entreprend d'examiner dans quelle partie de la Russie cette « réduction du nombre des établissements » (p. 5) s'opère « le plus rapidement ». En réalité, *il ne se produit aucune réduction : le nombre des fabriques en Russie ne diminue pas, mais augmente*, et

la conclusion forgée de toutes pièces par M. Karychev résulte du fait que le savant professeur compare des données nullement comparables *. Et cette impossibilité de comparer ne tient nullement à l'absence, pour 1885, de chiffres concernant les usines soumises à l'accise. M. Karychev aurait pu se référer à des chiffres englobant les usines de cette catégorie (en les tirant de l'*Index* déjà cité d'Orlov, établi d'après les mêmes états du département du Commerce et des Manufactures) ; il aurait ainsi fixé : le nombre des « fabriques » dans la Russie d'Europe à *27 986* pour 1879, *27 235* pour 1884, *21 124* pour 1890, et la « réduction » en 1894-95 (14 578) paraîtrait infiniment plus élevée. Le malheur est que tous ces chiffres ne se prêtent pas à la comparaison, parce que la notion de « fabrique » n'est pas identique dans les publications anciennes et les publications actuelles, et aussi parce qu'on fait figurer parmi les « fabriques », au petit bonheur (pour certaines provinces et pour certaines années), de minuscules établissements qu'il serait ridicule de vouloir recenser entièrement avec les moyens dont dispose notre statistique. Si, par exemple, M. Karychev s'était donné la peine d'analyser la notion de « fabrique » telle que la *Liste* la définit, il aurait vu que, pour comparer le nombre des fabriques indiqué dans cette édition à celui des autres éditions, *il est indispensable de considérer seulement les entreprises employant 15 ouvriers ou plus*, vu que les établissements de *ce genre* sont les *seuls* à avoir été recensés sans aucune restriction par la *Liste* pour toutes les provinces et toutes les industries. Comme il s'agit en l'occurrence d'entreprises relativement importantes, leur recensement est le plus satisfaisant, dans les éditions anciennes également. Apres nous être assuré que les données que nous comparons sont effectivement comparables calculons le nombre des fabriques employant 16 ouvriers

* En 1889, M. Karychev se servait (*Iouriditcheski Vestnik* n° 9) des données empruntées aux rapports adressés au tsar par MM. les gouverneurs, relatives à l'année 1885, comprenant des milliers de minuscules moulins, huileries, briqueteries, poteries, tanneries, mégisseries et autres ateliers d'artisans, et il fixait le nombre des « fabriques » dans la Russie d'Europe à *62 801* ! On s'étonne qu'il n'ait pas calculé le pourcentage de « réduction » actuelle du nombre des fabriques, par rapport à ce chiffre.

et plus*, d'après l'*Index* pour 1879 et d'après la *Liste* pour 1894-95, en ce qui concerne la Russie d'Europe. On obtient les chiffres instructifs que voici :

		NOMBRE DES FABRIQUES ET DES USINES DANS LA RUSSIE D'EUROPE		
Sources	Années	Total	Employant 16 ouvriers et plus	Employant moins de 16 ouvriers
Index, 1re éd.	1879	27 986**	4 551	23 435
— 3e —	1890	21 124	6 013	15 111
Liste	1894-95	14 578	6 659 6 372 sans les imprimeries	7 919

Ainsi, la comparaison des chiffres qui seuls peuvent être reconnus comme approximativement similaires, comparables et complets, montre que *le nombre des fabriques en Russie s'accroît*, et même assez rapidement : en 15-16 ans (de 1879 à 1894-95), il passe de 4 500 à 6 400, soit une augmentation de 40% (en 1879 et en 1890, les imprimeries n'étaient pas comptées parmi les fabriques). Quant aux établissements employant moins de 16 ouvriers, il serait *absurde* de comparer leur nombre pour les années indiquées, parce que toutes ces publications ont adopté des définitions différentes de la notion de « fabriques » et des indices différents pour exclure de petites entreprises. En 1879, on n'éliminait *aucune* de ces dernières ; *de ce fait*, les branches touchant l'agriculture et les industries paysannes (meuneries, huileries, briqueteries, tanneries, poteries, etc.) comprenaient une énorme quantité de tout petits établissements omis dans les éditions postérieures. En 1890, on laissait déjà de côté quelques petits établissements (dont la production totale n'atteignait pas une valeur de 1 000 r.), d'où une réduction du nombre des petites « fabriques ». Enfin, en

* Nous prenons 16 et non 15 ouvriers, d'une part, parce que le dénombrement des fabriques employant 16 ouvriers et plus a déjà été fait dans l'*Index* pour 1890 (3e éd., p. X) et, d'autre part, parce que les explications du ministère des Finances se réfèrent parfois à cette norme (voir Kobéliatski, ouvrage cité, p. 14).

** Quelques renseignements faisant défaut, on y a suppléé par des chiffres approximatifs : voir l'*Index*, p. 695.

1894-95, on élimina une quantité d'entreprises employant moins de 15 ouvriers, ce qui réduisit d'un seul coup presque de moitié le nombre des petites « fabriques » par rapport à 1890. On peut comparer les nombres des fabriques pour 1879 et 1890 par un autre moyen, en relevant les établissements dont la production est d'au moins 2 000 r. En effet, les totaux de l'*Index* que nous avons cités plus haut se rapportent à toutes les entreprises enregistrées, alors que, dans la *liste nominative* des fabriques, l'*Index* a inclus seulement celles dont la production était d'au moins 2 000 r. Le nombre d'entreprises de ce genre peut être considéré comme approximativement comparable (bien que la liste de ces établissements, dans l'état actuel de notre statistique, ne puisse jamais être complète), excepté toutefois la meunerie. Ici, le recensement présente un caractère entièrement accidentel dans l'*Index* aussi bien que dans le *Recueil* du département du Commerce et des Manufactures pour les différentes provinces et les différentes années. Dans certaines provinces, on ne range parmi les « fabriques » que les moulins à vapeur; dans d'autres, on leur adjoint les gros moulins à eau ; ailleurs, on fait entrer en ligne de compte des centaines de moulins à vent ; dans d'autres même les moulins mus par un cheval, etc. L'indice de la valeur de la production n'élimine nullement le chaos qui règne dans la statistique des moulins de type industriel, parce qu'au lieu de cette valeur on prend la quantité de farine, qui dépasse souvent, même dans les très petits moulins, 2 000 pouds par an. Aussi le nombre des moulins qui figurent dans la statistique des fabriques et des usines fait-il des bonds incroyables d'une année à l'autre, à cause de la disparité des procédés de recensement. Par exemple, le *Recueil* pour 1889, 1890 et 1891 a dénombré dans la Russie d'Europe 5 073, 5 605 et 5 201 moulins. Dans la province de Voronèje, le nombre des moulins, estimé à 87 en 1889, s'est d'emblée élevé à 285 en 1890 et 483 en 1892 par suite du rattachement fortuit des moulins à vent. Dans la région du Don, le nombre des moulins est passé de 59 en 1887 à 545 en 1888 et 976 en 1890, pour retomber à 685 en 1892 (parce que les moulins à vent étaient tantôt inclus, tantôt exclus), etc., etc. On comprend qu'on ne puisse se servir de pareilles données. Aussi prenons-nous seulement les moulins à vapeur et, en leur adjoignant les

établissements des autres industries dont la production a une valeur d'au moins 2 000 r., nous obtenons pour la Russie d'Europe un nombre de fabriques d'environ 11 500 en 1879, et 15 500 en 1890 *. Donc, nous constatons de nouveau une *augmentation du nombre des fabriques*, et non la diminution imaginée par M. Karychev. La théorie de ce dernier sur la « réduction du nombre des établissements » dans l'industrie usinière en Russie n'est rien de plus qu'une fable reposant sur une connaissance plus qu'insuffisante des matériaux qu'il a entrepris d'élaborer. M. Karychev parlait du nombre des fabriques de la Russie dès 1889 (*Iouriditcheski Vestnik*, n° 9), en comparant des chiffres parfaitement inutilisables empruntés aux rapports adressés au tsar par MM. les gouverneurs et reproduits dans le *Recueil de renseignements sur la Russie pour 1884-1885* (Saint-Pétersbourg 1887, tableau XXXIX) avec les chiffres bizarres du *Recueil statistique militaire* (fascicule IV, Saint-Pétersbourg 1871), qui comptait parmi les « fabriques » des milliers de tout petits établissements appartenant à des gens de métier et simples artisans, des milliers de plantations de tabac (sic, voir pp. 345 et 414 du *Recueil statistique militaire* sur les « fabriques » de tabac de la province de Bessarabie), des milliers de moulins et d'huileries de campagne, etc. Il n'est pas surprenant que, dans ces conditions, le *Recueil statistique militaire* ait dénombré plus de 70 000 « fabriques » dans la Russie d'Europe en 1866. On s'étonne qu'il se soit trouvé un homme assez dénué d'attention et d'esprit critique à l'égard des chiffres imprimés pour prendre ce recueil comme base de ses calculs **.

* Il est impossible d'obtenir un chiffre correspondant d'après la *Liste*, premièrement, parce qu'elle a rejeté de nombreux établissements dont la production atteint 2 000 r. et davantage, mais qui emploient moins de 15 ouvriers. Deuxièmement, parce que la *Liste* a calculé la valeur de la production en défalquant l'accise (et cela contrairement aux statistiques précédentes). Troisièmement, parce que la *Liste* tient compte parfois non de la valeur de la production, mais de la somme payée pour le traitement de la matière première.

** M. Tougan-Baranovski a déjà montré, à propos du nombre des ouvriers des fabriques et des usines, que les données fournies par le *Recueil statistique militaire* étaient absolument inutilisables (voir son livre : *La fabrique...* etc., Saint-Pétersbourg 1898, pp. 336 et suivantes, et le *Mir Boji*[a] 1898, n° 4) et MM. N. — on [a] et Karychev répondent par le silence à son défi. En vérité, il ne leur reste rien de mieux à faire.

Ici, il est indispensable de faire une petite digression. De sa théorie sur la réduction du nombre des fabriques, M. Karychev déduit l'existence d'une concentration industrielle. Il va de soi que, tout en repoussant sa théorie, nous ne rejetons nullement cette conclusion, qui est seulement établie de façon incorrecte. Pour démontrer la réalité de ce processus de concentration, il faut considérer à part les plus gros établissements. Prenons, par exemple, ceux qui emploient 100 ouvriers et plus. En mettant en regard le nombre de ces entreprises, de leurs ouvriers ainsi que la valeur de leur production, et les données relatives à l'ensemble des établissements, on obtient le tableau que voici :

Voir la note*	Année 1879			Année 1890			Année 1894/95		
	Nombre		Valeur de la production, en milliers de roubles	Nombre		Valeur de la production, en milliers de roubles	Nombre		Valeur de la production, en milliers de roubles
	des fabriques	des ouvriers		des fabriques	des ouvriers		des fabriques	des ouvriers	
Toutes les «fabriques et usines»	27 986	763 152	1 148 134	21 124	875 764	1 500 371	14 578	885 555	1 345 346
Etablissements employant 100 ouvriers et plus	1 238	509 643	629 926	1 431	623 146	858 588	1 468	655 670	955 283
% *par rapport au total*	—	66,8%	54,8%	—	71,1%	57,2%	—	74%	70,8%

On voit par ce tableau que le nombre des gros établissemets augmente, ainsi que celui de leurs ouvriers et la valeur de leur production, dont la part est toujours plus grande dans le nombre total des ouvriers et dans la valeur

* Les sources sont les mêmes. Pour 1879, comme nous l'avons déjà indiqué, quelques données ont été complétées approximativement. Les chiffres globaux de l'*Index* et de la *Liste* ne peuvent être comparés, mais nous confrontons ici *seulement des pourcentages* par rapport au nombre total des ouvriers et à la valeur totale de la production ; or, ces données sont beaucoup plus dignes de foi (comme on le verra ci-après) que le chiffre global des fabriques. Le dénombrement des gros établissements est emprunté à un ouvrage sur le *Capitalisme en Russie* que l'auteur de ces lignes prépare pour l'impression[4].

globale de la production des « fabriques et usines » officiellement recensées. On nous fera peut-être remarquer que, s'il se produit une concentration industrielle, c'est que les grandes entreprises évincent les petites et que le nombre de ces dernières diminue, ainsi que, par conséquent, le nombre total des établissements. Seulement, d'abord, cette dernière conclusion ne s'applique plus aux « fabriques et usines » *mais à l'ensemble des entreprises industrielles*, dont nous n'avons pas le droit de parler, car nous ne possédons pas la moindre statistique tant soit peu digne de foi et complète sur les établissements industriels. Et puis, même d'un point de vue purement théorique, on ne saurait dire a priori que, dans une société capitaliste en voie de développement, il doive toujours et à coup sûr y avoir réduction du nombre des établissements industriels vu que, parallèlement au processus de concentration de l'industrie, la population paysanne se détache de l'agriculture, les petits établissements se multiplient dans les régions retardataires du pays par suite de la désagrégation de l'exploitation paysanne semi-naturelle, etc. *

Revenons à M. Karychev. C'est tout juste s'il n'accorde pas le maximum d'attention aux données les moins sûres (concernant précisément le nombre des « fabriques et usines »). Il répartit les provinces en groupes selon le nombre des « fabriques », dessine un diagramme où il reporte ces groupes, et dresse un tableau spécial des provinces ayant le plus grand nombre de « fabriques » pour chaque industrie (pp. 16 et 17) ; il calcule une quantité de pourcentages indiquant le nombre des fabriques par province par rapport au nombre total des fabriques (pp. 12-15). Ce faisant, M. Karychev a négligé une vétille: il a oublié de se demander *si les nombres des fabriques dans les différentes provinces sont comparables*. Cette question doit être tranchée par la négative et, de ce fait, la plus grande partie des calculs, des comparaisons et des raisonnements de M. Karychev se réduit à d'innocents exercices de statistique. Si M. le pro-

* Par exemple, le « recensement des artisans » pour 1894-95 dans la province de Perm a montré que, depuis la réforme, il se crée sans cesse dans les campagnes un nombre toujours croissant de petites entreprises industrielles. Voir l'*Etude sur la région de Perm. Essai sur l'état de l'industrie artisanale dans la province de Perm*, Perm 1896.

fesseur avait pris connaissance de la définition des « fabriques et usines » selon la circulaire du 7 juin 1895, il aurait aisément soupçonné qu'une définition aussi peu claire *ne pouvait pas* être appliquée d'une façon identique dans les différentes provinces, et il aurait pu être amené à cette même conclusion s'il avait pris connaissance plus attentivement de la *Liste* elle-même. Citons quelques exemples. D'après le nombre des établissements industriels, dans la section XI (traitement des produits alimentaires ; c'est dans ce groupe que le nombre des fabriques est le plus considérable), M. Karychev classe en tête les provinces de Voronèje, de Viatka et de Vladimir (p. 12). Mais l'abondance des « fabriques et usines » dans ces provinces s'explique avant tout par une *circonstance purement fortuite*, par le fait qu'on y a recensé de petites entreprises dont il n'a pas été tenu compte dans les autres provinces. Par exemple, dans celle de Voronèje, il s'est trouvé de nombreuses « usines » tout simplement parce qu'on y a enregistré les petits moulins (sur 124 moulins, il y en a seulement 27 à vapeur et un grand nombre à eau avec 1, 2, 3 roues. Dans les autres provinces, ce genre de moulins n'était pas compté ; du reste, il aurait été impossible de les dénombrer complètement) et les petites huileries (en majorité mues par des chevaux), contrairement à ce qui s'est fait ailleurs. Dans la province de Viatka, sur 116 moulins, il n'y en a que 3 à vapeur ; dans celle de Vladimir on a enregistré une dizaine de moulins à vent et 168 huileries, dont une grande partie est mue par le vent, par un cheval ou à la main. S'il y a moins d'établissements industriels dans les autres provinces, cela ne signifie nullement qu'il ne s'y trouve pas de moulins à vent, de petits moulins à eau, etc. Tout simplement on ne les a pas comptés. Dans bien des provinces, on a enregistré presque uniquement les moulins à vapeur (provinces de Bessarabie, d'Ekatérinoslav, de Tauride, de Kherson, etc.); quant à la production meunière, elle est représentée par 2 308 « fabriques » sur les 6 233 existant en Russie d'Europe dans la section XI. Il était absurde de parler de la répartition des fabriques par province sans avoir tiré au clair le caractère *disparate* des données. Prenons la section IX, le traitement des produits minéraux. Voici, par exemple, 96 briqueteries, dans la province de Vladimir, et 31 dans la province du Don, soit moins du tiers.

Selon l'*Index* (pour 1890), c'était le contraire : 16 usines dans la province de Vladimir et 61 dans celle du Don. Il apparaît que dans la première province, d'après la *Liste*, 5 usines seulement sur 96 emploient 16 ouvriers et plus, et dans la seconde, 26 (sur 31). De toute évidence, cela s'explique simplement par le fait que, dans la région du Don, on n'a pas compté les petites briqueteries parmi les « usines » aussi généreusement que dans celle de Vladimir, et voilà tout (on travaille à la main dans toutes les petites briqueteries de la province de Vladimir). M. Karychev ne voit rien de tout cela (p. 14). A propos de la section X (traitement des produits de l'élevage), il dit que, dans l'écrasante majorité des provinces, les établissements ne sont pas nombreux, mais que « celle de Nijni-Novgorod tranche nettement sur les autres avec ses 252 fabriques » (p. 14). Cela provient principalement de ce que, dans cette province, on a compté un très grand nombre de petites entreprises où l'on travaille à la main (parfois avec la force motrice fournie par un cheval ou par le vent), alors qu'on les a négligées dans les autres. Par exemple, dans la province de Moguilev, la *Liste* cite seulement 2 fabriques se rapportant à cette section ; chacune d'elles emploie plus de 15 ouvriers. Mais les petites usines traitant les produits de l'élevage auraient pu aussi être dénombrées par dizaines dans la province de Moguilev, comme l'a fait l'*Index* pour 1890, en y relevant 99 usines de cette catégorie. On se demande alors quel sens ont les calculs de M. Karychev sur les pourcentages de répartition de « fabriques » comprises de façon si différente.

Pour montrer plus concrètement les diverses manières de comprendre le terme de « fabrique » dans les différentes provinces, prenons deux provinces voisines : celles de Vladimir et de Kostroma. Dans la première, selon la *Liste*, il y a 993 « fabriques », dans la seconde 165. Dans la province de Vladimir, toutes les branches de production (ou sections) comprennent de tout petits établissements qui par leur nombre écrasent les gros (seuls 324 établissements emploient 16 ouvriers ou plus). Dans la province de Kostroma, il y a très peu de petits établissements (112 fabriques sur 165 emploient 16 ouvriers ou plus), bien que chacun comprenne qu'on pourrait y compter aussi bon nombre de moulins à

vent, d'huileries, de petites féculeries, briqueteries, distilleries de goudron, etc., etc. *

L'insouciance de M. Karychev quant à l'authenticité des chiffres qu'il utilise arrive à son comble lorsqu'il compare les nombres des « fabriques » par province, pour 1894-95 (d'après la *Liste*) et pour 1885 (d'après le *Recueil*). Il déclare le plus sérieusement du monde que le nombre des fabriques a augmenté dans la province de Viatka, qu'il a « considérablement diminué » dans celle de Perm, qu'il a augmenté de façon substantielle dans celle de Vladimir, etc. (pp. 6-7). « Et en cela on peut voir, conclut sentencieusement notre auteur, que la diminution du nombre des fabriques sur laquelle nous avons attiré l'attention touche moins les contrées ayant une industrie plus développée, plus ancienne, que celles où elle est plus jeune » (p. 7.). Une telle conclusion rend un son tout à fait « savant » ; dommage seulement qu'elle soit parfaitement absurde. Les chiffres utilisés par M. Karychev sont le produit du plus pur hasard. Par exemple, dans la province de Perm, le nombre des « fabriques » entre 1885 et 1890 était respectivement, d'après le *Recueil*, de 1 001, 895, 951, 846, 917 et 1 002, après quoi il est brusquement tombé à 585 en 1891. Une des causes de ces bonds est que l'on compte parmi les « fabriques », tantôt 469 moulins (1890), tantôt 229 (1891). Si la *Liste* ne totalise dans cette province que 362 fabriques, il ne faut pas oublier qu'elle n'inclut que 66 moulins. Si, dans la province de Vladimir, le nombre des « fabriques » a augmenté, il faut se rappeler que la *Liste* y a recensé de petits établissements. Dans la province de Viatka, le *Recueil* a enregistré entre 1887 et 1892 1, 2, 2, 30, 28 et 25 moulins respectivement, et la *Liste*, 116. Bref, la comparaison entreprise par M. Karychev ne fait que souligner tant et plus son inaptitude

* Voici encore un exemple montrant comment le nombre des « fabriques » est fixé arbitrairement dans notre système « moderne » de statistique. Pour 1894-95, la *Liste* enregistre dans la province de Kherson 471 fabriques (M. Karychev, ouv. cité, p. 5), alors que, pour 1896, M. Mikouline compte soudain 1 249 « établissements du type fabrique et usine » (ouv. cité, p. XIII), dont 773 munis d'un moteur mécanique et 109 sans moteur mécanique, avec un nombre d'ouvriers dépassant la quinzaine. Tant que la notion de « fabrique » ne sera pas claire, de tels bonds seront toujours inévitables.

absolue à s'orienter dans les chiffres fournis par des sources différentes.

Citant le nombre des fabriques par sections (groupes d'industries) et calculant les pourcentages par rapport au chiffre total, M. Karychev perd de vue, une fois de plus, que dans les diverses sections l'importance des petits établissements n'est pas la même (par exemple, dans les industries textile et métallurgique, ils sont moins nombreux que partout ailleurs, soit environ 1/3 pour la Russie d'Europe ; tandis que, dans l'industrie traitant les produits de l'élevage et les produits alimentaires, ils représentent les 2/3 du total). Il s'ensuit qu'il compare des grandeurs disparates et que ses calculs de pourcentage (p. 8) sont complètement dénués de sens. Bref, dans la question du nombre des « fabriques » et de leur répartition géographique, M. Karychev a manifesté une incompréhension pleine et entière du caractère des chiffres dont il se sert et du degré de confiance à leur accorder.

Passant au nombre des ouvriers, nous devons dire avant tout que les chiffres globaux, concernant ces derniers dans notre statistique des fabriques et des usines, sont beaucoup plus dignes de foi que les chiffres indiqués pour les fabriques. Evidemment, il y a encore ici pas mal de confusion, et aussi des chiffres omis ou minimisés. Mais les données sont moins disparates ; le flottement excessif du nombre des petits établissements, tantôt inclus, tantôt exclus, dans celui des fabriques, se reflète très peu sur le chiffre global des ouvriers, pour cette simple raison que même un pourcentage considérable de très petits établissements ne représente qu'un faible pourcentage du nombre total des ouvriers. Nous avons vu ci-dessus que, pour 1894-95, 1 468 fabriques (10% du nombre total) concentrent 74% des ouvriers. Le nombre des petites fabriques (employant moins de 16 ouvriers) est de 7 919 sur 14 578, soit plus de la moitié, mais leur personnel ouvrier atteint approximativement (même si l'on compte en moyenne 8 ouvriers par établissement) environ 7%. C'est ce qui fait qu'avec des variations énormes dans le nombre des fabriques pour 1890 (d'après l'*Index*) et pour 1894-95, celles du nombre des ouvriers sont insignifiantes : en 1890, ils étaient 875 764 dans les 50 provinces de la Russie d'Europe, et, en 1894-95, 885 555

(nous ne comptons que les ouvriers dans les entreprises). En retranchant du premier chiffre les ouvriers des lamineries de rails (24 445) et des sauneries (3 704), qui ne figurent pas dans la *Liste*, et du second chiffre les ouvriers des imprimeries (16 521), qui sont exclus de l'*Index*, on obtient 847 615 ouvriers pour 1890, et 869 034 pour 1894-95, soit une augmentation de 2,5%. Il va de soi que ce pourcentage ne peut traduire l'accroissement réel, vu qu'en 1894-95 on a éliminé beaucoup de petits établissements ; mais d'une façon générale, la similitude de ces chiffres montre que les données d'ensemble sur la totalité des ouvriers sont relativement valables et qu'on peut relativement s'y fier. M. Karychev, à qui nous avons emprunté le chiffre total des ouvriers, n'indique pas avec précision les branches de production enregistrées en 1894-95 par rapport aux publications antérieures, et ne signale pas l'omission dans la *Liste* de beaucoup d'établissements considérés auparavant comme des fabriques. Pour ses comparaisons avec le passé, il utilise toujours les mêmes données absurdes du *Recueil statistique militaire* et répète les mêmes inepties sur la prétendue réduction du nombre des ouvriers par rapport à la population, inepties déjà réfutées par M. Tougan-Baranovski (voir ci-dessus). Vu que les renseignements relatifs au nombre des ouvriers sont plus dignes de foi, ils méritaient d'être dépouillés plus soigneusement que ceux touchant le nombre des fabriques, mais c'est le contraire qui s'est produit avec M. Karychev. Il ne groupe même pas les fabriques d'après le nombre des ouvriers, ce qui serait nécessaire au premier chef, puisque la *Liste* considère le nombre des ouvriers comme un indice essentiel d'une fabrique. D'après les chiffres indiqués par nous ci-dessus, on voit que la concentration des ouvriers est considérable.

Au lieu de grouper les fabriques suivant le personnel ouvrier, M. Karychev s'est livré à des calculs plus simples, tendant à déterminer le nombre moyen d'ouvriers par fabrique. Comme les renseignements sur le nombre des fabriques, ainsi que nous l'avons vu, sont particulièrement sujets à caution, fortuits et disparates, tous ces calculs fourmillent d'erreurs. M. Karychev compare le nombre moyen des ouvriers par fabrique en 1886 et en 1894-95, et en déduit que « les fabriques du type moyen s'agrandissent »

(pp. 23 et 32-33), sans se douter qu'en 1894-95 on n'a compté que les plus gros établissements, si bien que la comparaison est boiteuse. Tout à fait curieuse est la confrontation du nombre moyen des ouvriers par fabrique dans différentes provinces (p. 26) ; M. Karychev en arrive, par exemple, à conclure que dans celle de Kostroma, « on rencontre un type moyen d'industrie plus important que dans les autres provinces » : 242 ouvriers par fabrique contre 125 dans celle de Vladimir. Il ne vient même pas à l'esprit du savant professeur que cela tient tout simplement à la diversité des procédés de recensement, comme on l'a déjà expliqué plus haut. Ayant perdu de vue la proportion inégale des gros et des petits établissements dans les différentes provinces, M. Karychev a imaginé un procédé fort simple pour *éluder* les difficultés de ce problème. Plus précisément, il multiplie le nombre moyen des ouvriers *employés par fabrique pour toute la Russie d'Europe* (puis pour la Pologne et le Caucase) par le nombre des fabriques dans chaque province, et reporte les groupes ainsi obtenus sur diagramme spécial (n° 3). C'est si simple, en effet ! A quoi bon grouper les fabriques d'après le nombre de leurs ouvriers, à quoi bon examiner la proportion relative des gros et des petits établissements dans les diverses provinces, alors que nous pouvons, par ce procédé si simple, *ramener artificiellement* les dimensions « moyennes » des fabriques dans les provinces à une seule norme commune ? A quoi bon examiner si beaucoup ou peu de petits ou très petits établissements ont été comptés parmi les fabriques dans les provinces de Vladimir ou de Kostroma, alors que nous pouvons « tout simplement » prendre le nombre moyen des ouvriers par fabrique pour *toute* la Russie d'Europe et le multiplier par le nombre des fabriques de *chaque* province ? La belle affaire si un tel procédé met sur le même plan des centaines de moulins à vent ou d'huileries accidentellement recensés et de grosses fabriques ! Le lecteur n'y verra que du feu et fera confiance—pourquoi pas ? — à la « statistique » forgée de toutes pièces par M. le professeur !

Outre les ouvriers travaillant dans l'établissement, la *Liste* comporte encore une colonne concernant spécialement les ouvriers qui travaillent « en dehors de l'établissement, à l'extérieur ». On y trouve non seulement ceux qui exécu-

tent à domicile des commandes des fabriques (Karychev, p. 20), mais encore les ouvriers auxiliaires, etc. Le nombre de ces travailleurs tel qu'il ressort de la *Liste* (66 460 dans l'Empire) ne peut aucunement être considéré comme « un indice du développement atteint chez nous par ce qu'on appelle le secteur extérieur des fabriques » (Karychev, p. 20), car, avec le système actuel de statistique des fabriques et des usines, il ne saurait être question d'un recensement tant soit peu complet des ouvriers de ce genre. M. Karychev dit avec beaucoup de légèreté : « 66 500 pour toute la Russie avec ses millions d'artisans et il ressort de toutes les sources, c'est peu » (*ibid*.). Pour écrire cela, il faut avoir oublié qu'une grande partie sinon la plus grande de ces « millions d'artisans », comme de gens de métier, travaille pour des revendeurs, c'est-à-dire que ce sont également des « ouvriers travaillant en dehors des établissements». Il suffit de jeter un coup d'œil sur les pages de la *Liste* se rapportant aux régions connues par leurs industries « artisanales » pour se convaincre du caractère entièrement fortuit et fragmentaire du recensement des « ouvriers travaillant en dehors des établissements ». Par exemple, en ce qui concerne la section II (traitement de la laine), la *Liste* ne compte dans la province de Nijni-Novgorod que 28 ouvriers de cette catégorie, dans la ville d'Arzamas et dans la banlieue de Vyïezdnaïa (p. 89), alors que les *Travaux de la commission d'études sur l'industrie artisanale en Russie* (fascicules V et VI) nous apprennent qu'il y a dans ces localités plusieurs centaines (un millier peut-être) d'« artisans » travaillant pour des patrons. Dans le district Sémionovski, la *Liste* n'indique pas du tout d'ouvriers travaillant en dehors des établissements, alors que la statistique du zemstvo nous apprend que plus de 3 000 « artisans » y peinent pour des patrons dans l'industrie du feutre et des semelles. Dans l'industrie des accordéons de la province de Toula, la *Liste* ne relève qu'une « fabrique » avec 17 ouvriers à domicile (p.395), alors que les mêmes *Travaux de la commission...* etc., enregistraient dès 1882 2 000 à 3 000 artisans employés par les fabricants d'accordéons (fasc. IX). Il est donc tout simplement ridicule de considérer le chiffre de 66 500 ouvriers travaillant en dehors des établissements comme tant soit peu digne de foi et de disserter sur la répartition de

ces ouvriers par province et par industrie comme le fait M. Karychev, qui va jusqu'à tracer un diagramme. Ces chiffres n'ont rien à voir avec le volume du travail à domicile pour des capitalistes (dont la détermination n'est possible que si l'on possède un inventaire complet de l'industrie, comprenant tous les magasins et autres établissements ou les particuliers distribuant du travail à domicile) ; ils permettent simplement de différencier les ouvriers employés dans les établissements, c'est-à-dire les ouvriers de fabrique proprement dits, de ceux qui travaillent au dehors. Jusqu'à présent, ces catégories étaient très souvent confondues : même dans l'*Index* pour 1890, on trouve à plusieurs reprises des exemples de cette confusion. A présent, dans la *Liste*, on fait une première tentative pour y mettre fin.

Les chiffres de la *Liste* touchant la production annuelle des fabriques ont été dépouillés par M. Karychev de façon plus satisfaisante, surtout parce que l'auteur a enfin adopté ici un groupement des fabriques suivant l'importance de leur production au lieu de prendre les « moyennes » habituelles. A la vérité, il ne parvient pas, malgré tout, à échapper à ces « moyennes » (importance de la production par fabrique), et compare même celles de 1894-95 à celles de 1885 — procédé absolument inopérant, comme nous l'avons vu plus d'une fois. Remarquons que les chiffres d'ensemble relatifs à la production annuelle des fabriques sont infiniment plus sûrs que ceux ayant trait au nombre des fabriques, pour la raison déjà indiquée du faible rôle joué par les petits établissements. Par exemple, selon la *Liste*, il existe en tout dans la Russie d'Europe 245 fabriques dont la production dépasse un million de roubles, soit 1,9% du nombre total, mais elles concentrent 45,6% de la production annuelle de toutes les fabriques de la Russie d'Europe (Karychev, p. 38), alors que celles dont la production est inférieure à 5 000 r. représentent 30,8% de l'ensemble des établissements industriels mais fournissent seulement 0,6% de la production totale, soit une part tout à fait insignifiante. Il faut cependant faire cette réserve que, dans ces calculs, M. Karychev perd de vue la différence entre la valeur de la production et les sommes payées pour le traitement des matières premières. Cette très importante distinction est in-

troduite pour la première fois dans notre statistique des fabriques et des usines par la *Liste* *. On comprend qu'il soit absolument impossible de comparer ces deux grandeurs et qu'il convenait de les séparer. M. Karychev ne le fait pas, et il est permis de présumer que ce faible pourcentage de la production annuelle des petits établissements résulte en partie de ce qu'on a inclus des entreprises qui ont indiqué non la valeur des produits traités, mais seulement les sommes payées pour leur traitement. Nous citerons ci-après un exemple d'erreur commise par M. Karychev pour avoir méconnu cette distinction. Cette dernière, établie par la *Liste* entre les sommes payées pour le traitement des matières premières et la valeur du produit, et aussi l'omission de l'accise dans le prix de production, font que les chiffres de la *Liste* ne peuvent être comparés à ceux des publications antérieures. D'après ce document, la production de toutes les fabriques de la Russie d'Europe représente 1 345 millions de roubles et d'après l'*Index* pour 1890, 1 501 millions. Mais si on retranchait du second chiffre le montant de l'accise (environ 250 millions de roubles pour la seule production des distilleries), le premier chiffre serait nettement supérieur.

Dans l'*Index* (2e et 3e éditions), on répartissait les fabriques et les usines en groupes selon l'importance de la production annuelle (sans indiquer la part de chaque groupe dans la production totale), mais cette répartition ne peut être comparée aux données de la *Liste*, par suite des différences signalées ci-dessus dans les procédés de recensement et dans la façon de déterminer la valeur de la production annuelle.

Il nous reste encore à examiner un raisonnement erroné de M. Karychev. Pour ce qui est de la valeur globale de la

* Toutefois, rien ne nous garantit malheureusement que la *Liste* a établi cette distinction avec rigueur et esprit de suite ; nous voulons dire que la valeur du produit n'a été indiquée *que* pour les fabriques qui vendent réellement leur production, et les sommes payées pour le traitement des matières premières seulement pour celles qui traitent des matières premières fournies de l'extérieur. Il est possible, par exemple, que dans la meunerie (c'est là qu'on rencontre le plus fréquemment la distinction indiquée) les patrons aient indiqué tout à fait au hasard tantôt l'un, tantôt l'autre des deux chiffres. Cette question devrait être examinée spécialement.

production annuelle des fabriques et des usines par province, il n'a pas pu s'empêcher de faire là encore une comparaison avec les chiffres de 1885-1891, c'est-à-dire avec les données du *Recueil*. Ces dernières ne comportent aucun renseignement sur les productions soumises à l'accise et, pour cette raison, M. Karychev se borne à chercher s'il n'y a pas de provinces dans lesquelles le total de la production en 1894-95 est *moindre* que dans les années précédentes. Il s'en trouve 8 (pp. 39-40), et M. Karychev disserte à ce propos sur « un mouvement de recul affectant l'industrie » dans les provinces « les moins industrialisées », sur un « indice éventuel de la situation difficile des petits établissements en concurrence avec les grosses entreprises », etc. Tous ces raisonnements seraient peut-être très profonds si... s'ils n'étaient pas faux d'un bout à l'autre. Là encore, M. Karychev n'a pas remarqué qu'il compare des données absolument disparates. Pour démontrer qu'elles ne sont pas comparables, nous allons examiner les chiffres concernant chacune des provinces indiquées *. Dans celle de Perm, la valeur totale de la production est de 20 300 000 r. en 1890 (*Index*) et de 13 100 000 r. en 1894-95 ; notamment pour la meunerie elle est en 1890 de 12 700 000 r. (pour 469 moulins!) et en 1894-95 de 4 900 000 r. (pour 66 moulins). Partant, la « diminution » apparente résulte tout simplement du recensement fortuit d'un nombre différent de moulins. Quant aux moulins à vapeur, par exemple, leur nombre est passé de 4 en 1890 et 1891 à 6 en 1894-95. Ainsi s'explique aussi la « diminution » de la production dans la province de Simbirsk (1890 : 230 moulins et 4 800 000 r.; 1894-95 : 27 moulins et 1 700 000 r. Moulins à vapeur : 10 et 13). Dans la province de Viatka, le total de la production est de 8 400 000 r. en 1890, et de 6 700 000 r. en 1894-95, soit une diminution de 1 700 000 r. Mais en 1890, on comp-

* Nous nous servons des données, non pas du *Recueil* mais de l'*Index* pour 1890, *en défalquant les productions soumises à l'accise.* Ceci fait, les chiffres de l'*Index* ne diffèrent presque pas de ceux du *Recueil*, car ils reposent sur les mêmes renseignements provenant du département du Commerce et des Manufactures. Pour mettre à nu l'erreur de M. Karychev, nous avons besoin de données détaillées, non seulement sur les diverses industries, mais encore sur les diverses fabriques.

tait dans cette province deux usines métallurgiques, celles de Votkinsk et d'Ijevsk, dont la production d'ensemble est précisément égale à 1 700 000 r. ; en 1894-95, ces entreprises n'ont pas été considérées comme « relevant » du département de la Métallurgie. Dans la province d'Astrakhan la production s'élevait à 2 500 000 r. en 1890 et à 2 100 000 r. en 1894-95. Mais en 1890 on a recensé la production des sauneries (346 000 r.), alors qu'en 1894-95 on ne l'a pas considérée comme faisant partie des industries « minière et métallurgique ». Pour la province de Pskov, on a 2 700 000 r. en 1890 et 2 300 000 r. en 1894-95 ; mais en 1890 on a compté 45 teilleries de lin avec une production de 1 200 000 r., et en 1894-95 4 *filatures de lin* seulement avec 248 000 r. Il va de soi que les teilleries de lin n'ont pas disparu de la province de Pskov, mais que tout simplement on ne les a pas recensées (peut-être parce que la plupart travaillent à la main et emploient moins de 15 ouvriers). Dans la province de Bessarabie, on a enregistré par des procédés différents la production de la meunerie, bien qu'en 1890 et en 1894-95 on ait le même nombre de moulins (97) ; en 1890, on a compté la quantité de farine moulue : 4 300 000 pouds = 4 300 000 r. ; tandis qu'en 1894-95, la plupart des moulins ont indiqué *seulement le prix payé pour la mouture*, si bien que le total de leur production (1 800 000 r). ne saurait être comparé avec le chiffre de 1890. Voici quelques exemples qui illustrent cette disparité. Les deux moulins de Levenson ont atteint en 1890 une production de 335 000 r. (*Index*, p. 424) et en 1894-95 69 000 r. seulement *payés pour la mouture* (*Liste* n ° 14 231 — 2). Au contraire, le moulin de Schwarzberg accuse une production de 125 000 r. en 1890 (*Index*, p. 425) et de 175 000 r. en 1894-95 (*Liste*, n ° 14214) ; sur la valeur globale de la production de la meunerie en 1894-95, 1 400 000 r. se rapportent à la valeur du produit et 400 000 r. aux sommes payées pour la mouture. Il en est de même pour la province de Vitebsk : en 1890, on y recense 241 moulins avec une valeur de la production de 3 600 000 r. et , en 1894-95, 82 moulins avec une valeur de 120 000 r., la plupart des moulins ayant indiqué seulement les sommes payées pour la mouture (le nombre des moulins à vapeur était de 37 en 1890, 51 en 1891 et 64 en 1894-95), si bien que sur ces 120 000 r. *plus de la moitié*

représentent non la valeur du produit, mais les sommes payées pour la mouture. Enfin, dans la dernière province, celle d'Arkhangelsk, le « mouvement de recul affectant l'industrie » découvert par M. Karychev s'explique tout simplement par une étrange erreur dans ses calculs: en réalité, la production totale des fabriques d'Arkhangelsk selon la *Liste* n'est pas de 1 300 000 r. comme il l'indique à deux reprises (pp. 40 et 39 ; contre 3 200 000 r. en 1885-1891), mais bien *6 900 000 r.* dont 6 500 000 r. pour 18 scieries (*Liste*, p. 247).

Dressant le bilan de ce qui précède, on est amené à conclure que M. Karychev a dépouillé les matériaux avec un manque stupéfiant d'attention et d'esprit critique, et qu'il a commis pour cette raison une série d'erreurs des plus grossières. Quant aux calculs auxquels il s'est livré avec ses collaborateurs à partir des chiffres de la *Liste*, il convient de dire que leur valeur statistique perd beaucoup du fait que M. Karychev n'a pas publié de résultats complets, c'est-à-dire le nombre des fabriques et des ouvriers, ainsi que la valeur globale de la production pour toutes les provinces et toutes les branches industrielles (bien qu'il ait visiblement effectué ces calculs et que leur publication intégrale eût, d'une part, rendu possible une vérification et, d'autre part, apporté une aide notable à tous ceux qui se servent de la *Liste*). Ainsi, l'élaboration purement statistique des matériaux s'est révélée extrêmement fragmentaire, incomplète, non systématique, et les conclusions que M. Karychev s'est hâté de dégager sont en grande partie un exemple de ce qu'il ne faut pas faire avec les chiffres.

Passant à la question, posée plus haut, de l'état actuel de notre statistique des fabriques et des usines, nous devons dire avant tout que si « des données statistiques complètes et dignes de foi sur les diverses branches de la production » sont « absolument indispensables » (c'est ainsi que s'exprime l'« Introduction » à la *Liste*, et il est impossible de ne pas être d'accord là-dessus), il faut, pour les obtenir, un recensement rationnel des industries comprenant la totalité des établissements, des entreprises et des travaux industriels, et renouvelé périodiquement après un laps de temps déterminé. Si les chiffres du premier

recensement national du 28 janvier 1897[5] sur les occupations auxquelles se livre la population se révèlent satisfaisants et s'ils sont mis en œuvre, comme il se doit, ils faciliteront de beaucoup le recensement des industries. Mais jusque-là, tant qu'il n'y en a point, il ne peut être question que d'enregistrer quelques gros établissements industriels. Le système actuel de collectage et d'interprétation des renseignements statistiques sur ces grandes entreprises (les « fabriques et usines » selon la terminologie en vigueur) doit être reconnu comme absolument insuffisant. Le premier défaut en est l'éparpillement de la statistique dans différents « services » et l'absence d'une organisation spécialisée, consacrée tout entière à la statistique, centralisant le collectage, la vérification et l'examen de tous les renseignements concernant l'ensemble des fabriques et des usines. Quand on dépouille les données de la statistique actuelle en Russie, on s'engage sur un terrain cloisonné en tous sens par les frontières de divers « services » (dont les procédés et les moyens d'enregistrement sont différents, etc.). Il arrive même que ces démarcations passent à l'intérieur de certaines entreprises, de telle sorte qu'une partie de l'usine (par exemple la fonderie) relève du département de la métallurgie, et une autre (par exemple, la fabrication d'articles en fer) du département du Commerce et des Manufactures. On comprend combien cela complique l'utilisation des données et dans quelles erreurs risquent de tomber (et tombent effectivement) les chercheurs qui n'accordent pas une attention suffisante à cette question complexe. Notamment pour ce qui est de la vérification des renseignements, il faut dire que l'inspection des fabriques ne sera évidemment jamais en mesure de vérifier si toutes les déclarations de tous les propriétaires de fabrique sont conformes à la réalité. Avec le système actuel (quand les renseignements sont recueillis non au moyen d'un recensement effectué par un corps spécial d'agents, mais par l'envoi de questionnaires aux propriétaires de fabrique), il faut surtout que l'organisation statistique centrale communique *sans intermédiaire* avec tous les propriétaires de fabriques et d'usines, qu'elle contrôle régulièrement l'*homogénéité* des renseignements en veillant à ce qu'ils soient

complets, à ce qu'on envoie les questionnaires dans *tous* les centres industriels tant soit peu importants, qu'elle ne laisse pas passer accidentellement des données disparates et ne tolère pas d'applications et d'interprétations différentes du formulaire. Le second défaut fondamental du système actuel est que le mode de collectage des renseignements n'est absolument pas au point. Si un tel formulaire est élaboré dans les bureaux sans être soumis à la critique des spécialistes et (ce qui est particulièrement important) sans être largement discuté dans la presse, les données *ne pourront jamais être* tant soit peu complètes et de même nature. Nous avons vu, par exemple, à quel point la question essentielle — qu'est-ce qu'une « fabrique » ou une « usine » ? — est mal résolue à l'heure actuelle. En l'absence de recensements industriels et avec un système consistant à recueillir les renseignements auprès des industriels eux-mêmes (par l'intermédiaire de la police, de l'inspection des fabriques, etc.), la notion de « fabrique et d'usine » doit nécessairement être définie avec une précision rigoureuse et limitée aux seuls établissements assez importants pour qu'on puisse espérer les recenser *toujours et partout, sans omissions*. Les éléments majeurs de la définition actuellement admise pour les « établissements nommés fabriques et usines » semblent avoir été assez bien choisis : 1° au moins 15 ouvriers *à l'intérieur de l'établissement* (étant entendu qu'il reste à préciser la distinction entre les ouvriers auxiliaires et les ouvriers de fabrique et d'usine au sens propre du terme, la fixation du nombre moyen des ouvriers dans l'année, etc.), et 2° la présence d'un moteur à vapeur (fût-ce avec un nombre d'ouvriers inférieur à 15). Par malheur, à ces indices on en a ajouté d'autres, tout à fait indéterminés, alors que l'élargissement de cette définition requiert une extrême prudence. Si, par exemple, on ne peut laisser de côté les plus gros établissements pourvus d'un moteur hydraulique, il faut indiquer avec la plus grande précision quelles entreprises de ce genre au juste doivent être recensées (puissance minimum du moteur, ou nombre minimum d'ouvriers, etc.). Si, pour certaines industries, on estime indispensable de recenser aussi des établissements plus petits, il faut énumérer ces branches avec une précision non moins grande et donner

d'autres indices permettant de définir clairement la notion de «fabrique ou d'usine». Les branches de la production où les «fabriques ou usines» se confondent avec les établissements «artisanaux» ou «agricoles» (industrie du feutre, briqueteries, tanneries, moulins, huileries et beaucoup d'autres) doivent faire l'objet d'une attention toute spéciale. Nous pensons que les deux indices qu'on vient de mentionner ne doivent en aucun cas être élargis, parce qu'avec le système actuellement employé pour recueillir les renseignements, il est douteux que même ces établissements relativement importants puissent être enregistrés sans aucune omission. Et une transformation de ce système peut se traduire, soit par des modifications partielles et ne touchant à rien d'essentiel, soit par l'introduction de recensements industriels intégraux. En ce qui concerne l'étendue des renseignements, autrement dit le nombre des questions posées aux industriels, il convient ici également d'établir une différence radicale entre le recensement industriel et la statistique du type actuel. C'est seulement dans le premier cas qu'il est possible et nécessaire de viser à obtenir des indications complètes (question sur l'historique de l'établissement, ses rapports avec les entreprises et la population des alentours, l'aspect commercial de l'affaire, les matières premières et les matériaux auxiliaires, la quantité et le genre de la production, les salaires, la longueur de la journée de travail, les équipes, le travail de nuit et les heures supplémentaires, etc., etc.). Dans le second cas, il importe de se montrer très prudent : mieux vaut recevoir peu de données relativement dignes de foi, complètes et de même nature, que d'abondants renseignements fragmentaires, douteux et impossibles à comparer. Le seul point absolument indispensable concerne l'outillage et la quantité des articles fabriqués.

En disant que notre statistique des fabriques et des usines n'est absolument pas satisfaisante, nous ne prétendons nullement que ses données ne méritent pas d'être examinées ni élaborées. Bien au contraire. Nous avons analysé en détail les défauts du système actuel afin de souligner la nécessité d'une interprétation particulièrement minutieuse des chiffres. Le but principal et essentiel de cette mise en œuvre doit être de séparer l'ivraie du bon grain,

les matériaux relativement valables de ceux qui ne le sont guère. Comme nous l'avons vu, la principale erreur de M. Karychev (et de beaucoup d'autres) consiste précisément à ne pas avoir effectué cette distinction. Les chiffres concernant le nombre des « fabriques et usines » sont le moins précis et ne peuvent en aucun cas être utilisés sans un examen préalable et attentif (relever les établissements les plus importants, etc.). Les indications touchant le nombre des ouvriers et la valeur de la production sont beaucoup plus dignes de foi dans leurs résultats d'ensemble (une analyse rigoureuse est cependant nécessaire pour préciser de quelles productions il a été tenu compte, comment a eu lieu le recensement, de quelle façon a été déterminée la valeur de la production, etc.). Des résultats plus détaillés révéleraient que les chiffres ne sont pas comparables et que leur utilisation entraîne des erreurs. Seule l'ignorance de toutes ces circonstances peut expliquer l'invention des fables sur la diminution en Russie du nombre des fabriques et des ouvriers qui y travaillent (par rapport au chiffre de la population), fables que les populistes ont mis tant de zèle à répandre.

Quant à l'étude proprement dite des matériaux, elle doit nécessairement être basée sur les renseignements concernant chaque fabrique prise à part, c'est-à-dire sur une documentation mise en fiches. Ces dernières doivent être classées avant tout par unités territoriales. La province est une unité trop vaste. La question de la répartition géographique de l'industrie est si importante qu'elle requiert des groupements par villes, par banlieues, par villages ou groupes de villages formant des régions ou des centres industriels. Il faut ensuite un classement par industries. Sous ce rapport, le dernier système adopté par notre statistique des fabriques et des usines a introduit, à notre avis, une modification regrettable en rompant radicalement avec l'ancienne classification des industries, en vigueur depuis les années 60 (et même avant). La *Liste* a groupé d'une façon nouvelle les branches de la production réparties en 12 sections : si l'on se borne à envisager les données section par section, on obtient des cadres démesurément larges, qui englobent et confondent les productions les plus diverses (industries du drap et du feutre,

scieries et fabrication des meubles, papeterie et imprimerie, fonderies et bijouterie, briqueteries et fabriques de porcelaine, industries du cuir et de la cire, huileries associées aux raffineries de sucre, brasseries et manufactures de tabac, etc.). Mais si l'on subdivise en détail toutes ces sections d'après les industries, on obtient (voir Mikouline, ouv. cité) des groupes morcelés à l'extrême, au nombre *de plus de 300 !* L'ancien système, qui comprenait 10 sections et environ 100 branches (91 d'après l'*Index* pour 1890) nous paraît beaucoup mieux conçu. En outre, il est nécessaire de classer les fabriques *d'après le nombre des ouvriers, la nature de la force motrice* et *le volume de la production.* Cela est particulièrement indispensable d'un point de vue purement théorique pour étudier l'état et le développement de l'industrie, pour dégager des matériaux dont on dispose des données relativement valables et éliminer celles qui ne le sont guère. L'absence d'une telle classification (indispensable à l'intérieur des groupes territoriaux et des groupes d'industries) est le défaut essentiel de nos publications statistiques actuelles sur les fabriques et les usines, qui ne permettent de déterminer que des « moyennes », souvent entièrement fictives et conduisant à de grossières erreurs. Enfin, le classement d'après tous ces indices ne doit pas se limiter à préciser le nombre des établissements dans chaque groupe (et dans chaque sous-groupe), mais doit absolument s'accompagner du calcul, pour chaque section, du nombre des ouvriers et de la valeur de la production, tant dans les établissements utilisant la force motrice de la vapeur que dans ceux où l'on travaille à la main, etc. En d'autres termes, en dehors des tableaux de *groupes* il faut aussi des tableaux *synoptiques.*

On aurait tort de penser qu'un semblable dépouillement exigerait un énorme travail. Les bureaux des statistiques des zemstvos, avec leur budget modeste et leur personnel réduit, s'acquittent d'un labeur beaucoup plus compliqué dans chaque district : ils établissent 20 000, 30 000 ou 40 000 fiches (or, le nombre des entreprises relativement importantes, du type « fabrique et usine», de la Russie tout entière ne serait vraisemblablement supérieur à 15-16 000) ; ajoutez que les renseignements portés sur chaque

fiche sont infiniment plus abondants : dans les recueils de statistique des zemstvos il y a parfois jusqu'à plusieurs centaines de colonnes verticales, alors que dans la *Liste*, par exemple, il y en a moins de 20. Malgré cela, les meilleurs recueils des zemstvos renferment non seulement des tableaux d'ensemble d'après des indices déterminés, mais encore des tableaux synoptiques, qui associent différents indices.

Une telle mise en œuvre fournirait, primo, des matériaux indispensables pour la science économique. Secundo, elle permettrait de distinguer définitivement les données relativement valables et celles qui ne le sont guère. Le caractère accidentel des chiffres concernant certaines branches de la production, certaines provinces, certains points du programme, etc., sauterait aux yeux. Il deviendrait possible de dégager des matériaux relativement complets, dignes de foi et de même nature. On obtiendrait des indications précieuses pour poursuivre ces recherches avec succès.

Rédigé en août 1898

Conforme au texte du recueil

Publié en 1898 dans le recueil: Vladimir Iline : « Etudes et articles économiques »

COMPTE RENDU

A. BOGDANOV. *Cours abrégé de science économique.* Moscou 1897. Edité par la librairie A. Mourinova. 290 pages. Prix: 2 roubles.

La publication du livre de M. Bogdanov est un événement dans notre littérature économique : non seulement c'est un guide « qui ne fera pas double emploi » avec les autres ouvrages (comme l'« espère » l'auteur dans sa préface), mais c'est positivement le meilleur de tous. Aussi nous proposons-nous, dans cette note, d'attirer l'attention des lecteurs sur les mérites insignes de ce livre et de relever quelques points peu importants sur lesquels on pourrait, à notre avis, apporter des améliorations dans les éditions suivantes ; étant donné le vif intérêt du public pour les questions économiques, il est permis de penser que les éditions suivantes de ce livre utile ne se feront pas attendre longtemps.

Le principal mérite du *Cours* de M. Bogdanov, c'est la continuité de pensée qui s'affirme de la première à la dernière page de cet ouvrage, qui traite de questions fort nombreuses et fort vastes. Dès le début, l'auteur donne une définition claire et précise de l'économie politique, « la science qui étudie les rapports sociaux de production et de répartition dans leur développement » (p. 3). Nulle part il ne s'écarte de cette conception, souvent fort mal comprise par de savants professeurs d'économie politique qui perdent de vue les « rapports sociaux de la production » pour disserter sur la production en général et qui emplissent leurs volumineux ouvrages d'un amas de banalités et d'exemples insipides et n'ayant absolument aucun rapport avec la science sociale. L'auteur n'a rien de commun

avec cette scolastique qui incite souvent les faiseurs de manuels à faire étalage de leur subtilité dans des « définitions » et dans l'analyse des indices singuliers correspondant à chacune d'elles. Non seulement la clarté de son exposé n'y perd rien, mais elle ne fait qu'y gagner, et le lecteur acquiert, par exemple, une idée précise d'une catégorie comme le *capital*, dans sa signification à la fois sociale et historique. C'est sur la conception de l'économie politique en tant que science des modes de production sociale considérés dans leur développement historique que repose le tableau méthodique de cette science dans le *Cours* de M. Bogdanov. Commençant par des « notions générales » succinctes (pp. 1 à 19) et terminant par une brève « histoire des doctrines économiques » (pp. 235 à 290), l'auteur retrace l'objet de cette science dans la section « C. Processus du développement économique ». Il ne procède pas d'une façon dogmatique (comme c'est la coutume dans la plupart des manuels), mais donne une caractéristique des périodes successives de l'évolution économique, à savoir : communisme primitif de la gens, esclavage, féodalité et corporations, et enfin le capitalisme. C'est ainsi, précisément, qu'il convient d'exposer l'économie politique. On objectera peut-être qu'en procédant de la sorte l'auteur devra inévitablement morceler une seule et même section théorique (par exemple, celle de la monnaie) en fonction de différentes périodes et tomber dans des redites. Mais ce défaut de pure forme est entièrement racheté par les mérites fondamentaux de l'exposé historique. D'ailleurs est-ce bien là un défaut ? Les redites, tout à fait insignifiantes, sont utiles pour le débutant, parce qu'elles l'aident à s'assimiler plus solidement des principes particulièrement importants. Par exemple, l'étude des différentes fonctions de la monnaie rapportées aux diverses périodes du développement économique montre de façon concrète aux étudiants que l'analyse théorique de ces fonctions n'est pas fondée sur une spéculation abstraite, mais sur une étude précise de ce qui s'est réellement passé dans l'évolution historique de l'humanité. L'idée de structures différentes, historiquement déterminées, de l'économie sociale, devient plus cohérente. Or, un manuel d'économie politique a pour objet de donner à quiconque étudie

cette science des notions sur les différents systèmes d'économie sociale et sur les principaux traits de chacun d'eux ; il s'agit de faire en sorte que la personne qui s'est assimilé un manuel élémentaire dispose d'un fil conducteur sûr pour avancer dans ce domaine, prenne goût à cette étude en comprenant qu'aux questions de la science économique se rattachent de la façon la plus immédiate les problèmes essentiels de la vie sociale contemporaine. Dans les 99% des cas, c'est précisément ce qui manque aux manuels d'économie politique. Et leur défaut n'est pas tant de se borner d'habitude à présenter un seul système d'économie sociale (c'est-à-dire le capitalisme), que de ne pas savoir concentrer l'attention du lecteur sur les caractéristiques primordiales de ce système ; de ne pas savoir en déterminer avec précision la signification historique, de montrer le processus (et les conditions) de son apparition, d'une part, et les tendances de son développement, d'autre part ; de ne pas savoir aborder les aspects et les phénomènes particuliers de la vie économique contemporaine comme les parties intégrantes d'un système donné d'économie sociale, comme des manifestations de ses traits prédominants ; de ne pas savoir donner au lecteur un guide sûr, parce que, généralement, ils ne s'en tiennent pas à un système bien arrêté ; de ne pas savoir, enfin, intéresser les étudiants, parce qu'ils conçoivent de façon extrêmement étroite et décousue la portée des questions économiques, en mêlant « en un désordre poétique » les « facteurs » économique, politique, moral, etc. Seule la *conception matérialiste de l'histoire* apporte la lumière dans ce chaos et permet d'avoir une vue large, cohérente et raisonnée sur une structure déterminée de l'économie sociale en tant que fondement d'une structure particulière de la vie sociale dans son ensemble.

Ce qui fait le mérite du *Cours* de M. Bogdanov, c'est que l'auteur s'en tient fermement au matérialisme historique. Pour caractériser une certaine période du développement économique, il trace généralement dans son « exposé » une esquisse des régimes politiques, des rapports familiaux, des courants principaux de la pensée sociale *dans leur liaison* avec les traits essentiels de la structure économique correspondante. Après avoir expliqué comment un régime économique donné a engendré une division

déterminée de la société en classes, l'auteur montre comment *ces classes* se sont manifestées dans la vie politique, familiale, intellectuelle de la période historique considérée, comment les intérêts de ces classes se sont reflétés dans des écoles économiques bien définies, comment, par exemple, les intérêts du capitalisme ascendant ont été traduits par l'école de la libre concurrence, et les intérêts de la même classe dans la période la plus récente par l'école des économistes vulgaires (p. 284), l'école apologétique. L'auteur a pleinement raison de signaler le lien qui rattache à la situation de classes déterminées l'école historique (p. 284) et l'école des « réformateurs de la chaire »[6] (école « réaliste » ou « historico-éthique »), que l'on doit considérer comme une « école du compromis » (p. 287), avec sa conception fausse et inepte de l'origine et du rôle « en dehors des classes » des institutions juridico-politiques (p. 288), etc. C'est aussi en fonction de l'évolution du capitalisme que l'auteur examine les doctrines de Sismondi et de Proudhon, qu'il range à juste titre parmi les économistes petits-bourgeois, en montrant que leurs idées ont pour racines les intérêts d'une classe particulière de la société capitaliste, classe qui occupe « une place intermédiaire, de transition » (p. 279), et en reconnaissant sans détours leur sens réactionnaire (pp. 280-281). Grâce à la fermeté de ses conceptions et à son aptitude à considérer les divers aspects de la vie économique en corrélation avec les traits essentiels d'une structure économique donnée, l'auteur a apprécié à sa juste valeur la signification de phénomènes tels que la participation des ouvriers aux bénéfices de l'entreprise (une des « formes du salaire » qui « peut trop rarement se révéler avantageuse pour le chef d'entreprise » (pp. 132-133), ou bien les associations de producteurs qui, « s'organisant dans le cadre des rapports capitalistes », « ne font en somme qu'augmenter le nombre des petits bourgeois » (p. 187).

Nous savons que ce sont précisément ces particularités du *Cours* de M. Bogdanov qui susciteront de nombreux reproches. Seront mécontents, cela va de soi, les tenants et les adeptes de l'école « éthico-sociologique » en Russie. Mécontents seront ceux qui estiment que « la question de la conception économique de l'histoire est d'ordre pure-

ment académique » *, et bien d'autres encore... Mais en dehors de ce mécontentement partisan, pour ainsi dire, on indiquera sans doute ceci : poser les problèmes avec autant d'ampleur a entraîné une extrême concision dans l'exposé de ce « cours abrégé » qui traite à la fois, en 290 petites pages, de toutes les périodes du développement économique, depuis la communauté du clan et les sauvages jusqu'aux cartels et trusts capitalistes, ainsi que de la vie politique et familiale du monde antique et du moyen âge, sans parler de l'histoire des doctrines économiques. L'exposé de M. Bogdanov, c'est vrai, est extrêmement succinct, comme il le signale lui-même dans la préface en qualifiant son livre de « résumé ». Il est certain que quelques-unes des remarques laconiques de l'auteur, qui se rapportent le plus souvent à des faits d'ordre historique et parfois à des questions plus spéciales de l'économie théorique, seront peu accessibles au lecteur débutant désireux de s'initier à l'économie politique. Il nous semble pourtant qu'on ne peut en faire grief à l'auteur. Nous dirions même, sans craindre le paradoxe, que ce genre de remarques nous apparaîtrait plutôt comme un mérite. En effet, si l'auteur avait voulu exposer, expliquer et motiver en détail chacune de ces remarques, son travail aurait pris une ampleur immense ne correspondant absolument pas aux objectifs d'un manuel abrégé. Au demeurant, il serait chimérique de prétendre exposer dans un cours quelconque, fût-il le plus volumineux, les résultats de la science contemporaine sur l'ensemble de l'évolution économique et sur l'histoire des doctrines depuis Aristote jusqu'à Wagner. S'il avait exclu toutes les observations de ce genre, son livre aurait nettement perdu de son intérêt en rétrécissant les limites et la portée de l'économie politique. Telles quelles, ces remarques brèves seront, pensons-nous, très profitables à la fois aux maîtres et aux étudiants. C'est évident en ce qui concerne les premiers. Quant aux seconds, ils verront par l'ensemble de ces observations qu'on ne saurait étudier l'économie

* C'est l'opinion du critique de la revue *Rousskaïa Mysl* (novembre 1897, rubrique bibliographique, p. 517). En voilà des farceurs !

politique à la légère mir nichts dir nichts *, sans aucune connaissance préalable, sans s'être familiarisé avec de fort nombreuses et fort importantes questions ayant trait à l'histoire, à la statistique, etc. Les étudiants verront qu'on ne peut s'initier aux problèmes de l'économie sociale dans son développement et de son influence sur la société en se bornant à consulter un seul ou même plusieurs de ces manuels et de ces cours qui se distinguent souvent par une étonnante « aisance dans l'exposé », mais aussi par un étonnant manque d'idées, par l'habitude de parler pour ne rien dire ; ils verront que les questions économiques sont indissolublement liées aux problèmes les plus brûlants de l'histoire et de la réalité contemporaine, et que ces derniers plongent leurs racines dans les rapports sociaux de production. Tel est précisément le principal objet de tout manuel : donner les notions de base sur le sujet traité et montrer dans quelle direction il convient de l'approfondir et pourquoi une telle étude est importante.

Indiquons à présent les endroits du livre de M. Bogdanov qui exigent, à notre avis, des améliorations ou des compléments. Nous espérons que l'honorable auteur ne nous en voudra pas d'être quelque peu tatillon et même de chercher la petite bête : dans un abrégé, chaque phrase et même chaque mot a une signification incomparablement plus importante que dans un exposé circonstancié et détaillé.

M. Bogdanov s'en tient d'habitude à la terminologie de l'école économique à laquelle il se rattache. Mais, parlant de la forme de la valeur, il remplace ce terme par l'expression « la formule de l'échange » (pp. 39 et suivantes) qui nous semble malheureuse ; si le terme « forme de la valeur » est en effet peu commode dans un manuel abrégé, il vaudrait peut-être mieux dire à sa place : forme de l'échange ou degré de développement de l'échange, sinon on obtient des énoncés tels que « le règne de la deuxième formule de l'échange » (p. 43) (?). Parlant du capital, l'auteur a eu tort de ne pas indiquer la formule générale du capital,

* Comme l'a très justement noté Kautsky dans la préface à son livre bien connu : *Marx's Oekonomische Lehren* (*La doctrine économique de K. Marx.* — *N.R.*)

qui aurait aidé les étudiants à comprendre que le capital marchand et le capital industriel sont de même nature.— Lorsqu'il caractérise le capitalisme, il omet de signaler l'accroissement de la population industrielle et commerçante aux dépens de la population agricole, et la concentration de la population dans les grandes villes ; cette lacune est d'autant plus sensible que, à l'endroit du moyen âge, il a traité en détail des rapports entre la ville et la campagne (pp. 63 à 66), tandis qu'à propos de la cité moderne, il s'est borné à quelques mots sur la subordination de la campagne à la ville (p.174). Dans l'histoire de l'industrie, l'auteur place résolument le « système domestique de production capitaliste » * « à mi-chemin entre l'artisanat et la manufacture » (p.156, *thèse* 6). En l'occurrence, une telle simplification ne nous apparaît pas très heureuse. L'auteur du *Capital* décrit le travail capitaliste à domicile dans la section consacrée à l'industrie mécanique, en le rapportant directement à l'action transformatrice exercée par cette dernière sur les anciennes formes de travail. Effectivement, des formes de travail à domicile comme celles qui règnent, par exemple, en Europe et en Russie dans l'industrie de la confection ne peuvent absolument pas être placées « à mi-chemin entre l'artisanat et la manufacture ». Elles se situent *au-delà* de la manufacture dans le développement historique du capitalisme et il aurait fallu, pensons-nous, dire quelques mots à ce sujet. — Une lacune sensible du chapitre sur la phase du machinisme dans le capitalisme **, c'est l'absence d'un paragraphe sur l'armée de réserve du travail et la surpopulation capitaliste, engendrée par l'industrie mécanique, sur sa signification dans le mouvement cyclique de l'industrie, sur ses principales formes. Les brèves allusions à ces phénomènes faites sur les pages 205 et 270, sont absolument insuffisantes. — L'affirmation de l'auteur sui-

* Pp. 93, 95, 147, 156. Il nous semble que l'auteur a été bien inspiré en remplaçant par ce terme la formule : « système domestique de grande production », introduite dans nos publications économiques par Korsak.

** La distinction rigoureuse entre la période manufacturière et la période du machinisme dans l'évolution du capitalisme est un très grand mérite du *Cours* de M. Bogdanov.

vant laquelle, « au cours du dernier demi-siècle », « le profit croît beaucoup plus rapidement que la rente » (p.179) est trop hardie. Non seulement Ricardo (contre qui M. Bogdanov dirige cette remarque), mais Marx aussi constate une tendance générale de la rente à augmenter très rapidement dans les conditions les plus différentes (cet accroissement peut se produire même lorsque le prix du blé est en baisse). La chute du prix du blé (et de la rente dans certaines conditions), provoquée ces derniers temps par la concurrence des terres vierges d'Amérique, d'Australie, etc., ne s'est brusquement accentuée qu'à partir des années 70, et la note d'Engels, consacrée à la crise agraire contemporaine, dans la section sur la rente (*Das Kapital*, III, 2, 259-260[7]) a été formulée d'une façon beaucoup plus prudente. Engels y constate l'existence d'une « loi » de l'augmentation de la rente dans les pays civilisés, qui explique « l'étonnante vitalité de la classe des grands propriétaires fonciers », et il dit simplement un peu plus loin que cette vitalité « s'épuise graduellement » (allmählig sich erschöpft). — Les paragraphes portant sur l'agriculture sont également d'une brièveté excessive. En ce qui concerne la rente (capitaliste), l'auteur se borne à indiquer, très rapidement, qu'elle est fonction de l'agriculture capitaliste. (« Dans la période du capitalisme, la terre continue d'être propriété privée et joue le rôle de capital » (p.127), — et c'est tout !) Il aurait fallu s'étendre quelque peu, afin d'éviter tout malentendu, sur la naissance d'une bourgeoisie rurale, sur la situation des ouvriers agricoles et sur les différences entre celle-ci et celle des ouvriers de fabrique (niveau plus bas des besoins et du genre de vie ; vestiges de la fixation à la glèbe ou de diverses Gesindeordnungen *, etc.). Dommage aussi que l'auteur n'ait pas abordé la question de la genèse de la rente capitaliste. Après les remarques qu'il a faites sur les colons[8] et les paysans dépendants, et plus loin sur les fermages de nos paysans, il aurait fallu caractériser brièvement la marche générale suivie par le développement de la rente : de la rente-travail (Arbeitsrente) à la rente

* Dispositions légales qui définissaient les rapports réciproques entre les possesseurs de la terre et les paysans serfs. (*N.R.*)

en nature (Produktenrente), puis à la rente en argent (Geldrente), et enfin de celle-ci à la rente capitaliste (voir *Das Kapital*, III, 2, Kap. 47[e]). Faisant état de l'évincement par le capitalisme des métiers auxiliaires et de la disparition de la stabilité de l'exploitation paysanne, qui s'ensuivit, l'auteur s'exprime dans ces termes : « Les exploitations paysannes dans leur généralité s'appauvrissent, — la somme globale des valeurs produites par elles diminue » (p.148). C'est loin d'être précis. La ruine de la paysannerie par le capitalisme consiste dans son éviction par la bourgeoisie rurale qui se forme à partir de cette paysannerie elle-même. M. Bogdanov aurait difficilement pu décrire, par exemple, la décadence des exploitations paysannes en Allemagne sans effleurer la question des Vollbauer *. A l'endroit cité, il parle des paysans en général, mais plus loin il cite un fait tiré de la vie en Russie ; or, il est plus que risqué de parler du paysan russe « en général ». L'auteur dit dans cette même page : « Ou bien le paysan ne s'occupe que d'agriculture, ou bien il se rend à la manufacture », c'est-à-dire, ajouterons-nous, qu'il se transforme soit en bourgeois rural, soit en prolétaire (possédant un lopin de terre). Il aurait fallu mentionner ce processus sous ses deux aspects. — Enfin, comme défaut général du livre, nous devons noter le manque d'exemples empruntés à la vie en Russie. Pour de très nombreuses questions (l'organisation de la production au moyen âge, le développement du machinisme et des voies ferrées, l'augmentation de la population urbaine, les crises et les cartels, la différence entre fabrique et manufacture, etc.), de tels matériaux, tirés de nos publications économiques, seraient très importants, car l'assimilation du sujet est rendue beaucoup plus difficile pour le débutant, faute d'exemples connus de lui. Il nous semble que l'élimination de ces lacunes augmenterait peu les dimensions du livre et ne gênerait pas sa large diffusion qui apparaît fort souhaitable sous tous les rapports.

Rédigé en février 1898 *Conforme au texte de la revue*
Publié en avril 1898 dans le n° 4 de la revue « Mir Boji »

* Paysans qui possèdent une terre d'un seul tenant (indivise). (*N.R.*)

NOTE SUR LA THEORIE DES MARCHES

(A PROPOS DE LA POLÉMIQUE ENTRE MM. TOUGAN-BARANOVSKI ET BOULGAKOV)

La question des marchés dans la société capitaliste a pris, comme on le sait, une place extrêmement importante dans la doctrine des économistes populistes, avec à leur tête MM. V.V. [10] et N.—on. Il est donc tout à fait naturel que les économistes qui désapprouvent les théories populistes aient estimé nécessaire d'attirer l'attention sur cette question et d'éclaircir, au premier chef, les points fondamentaux, les principes abstraits de la « théorie des marchés ». C'est ce qu'essaya de faire en 1894 M. Tougan-Baranovski dans *Les crises industrielles dans l'Angleterre contemporaine*, au chapitre I[er] de la 2[e] partie : « La théorie des marchés .» L'année dernière, M. Boulgakov consacra à cette question son livre *Les marchés dans la production capitaliste* (Moscou 1897). Les deux auteurs se rejoignent dans leurs conceptions essentielles ; les deux ouvrages sont centrés sur une analyse de la « circulation et de la reproduction de l'ensemble du capital social », laquelle reprend le remarquable exposé de Marx dans la 3[e] section du livre II du *Capital*. Les deux économistes s'accordent pour considérer que les théories de MM. V. V. et N. — on sur le marché (notamment le marché intérieur) dans la société capitaliste sont absolument erronées et dues soit à l'ignorance soit à l'incompréhension de l'analyse de Marx. L'un et l'autre professent : au cours de son développement la production capitaliste crée elle-même son marché, essentiellement aux dépens *des moyens de production et non des biens de consommation* ; la réalisation du produit en général, et

de la plus-value en particulier, est parfaitement explicable sans que l'on fasse intervenir le marché extérieur ; la nécessité du marché extérieur pour un pays capitaliste ne découle nullement des conditions de la réalisation (comme le supposent MM. V.V. et N.—on), mais des conditions historiques, etc. Etant aussi pleinement d'accord, MM. Boulgakov et Tougan-Baranovski, semble-t-il, n'ont aucun motif de querelle et peuvent conjuguer leurs efforts afin de faire une critique plus fondamentale de l'économie populiste. En fait, il s'est déclenché une polémique entre les deux auteurs (Boulgakov, ouv. cité, pp. 246-257 et *passim* ; Tougan-Baranovski dans le *Mir Boji*, n°6, 1898 : « Capitalisme et marché », à propos du livre de S. Boulgakov). A notre avis, M. Boulgakov comme M. Tougan-Baranovski sont allés un peu trop loin dans leur polémique qui a pris un caractère trop personnel. Essayons de voir s'il existe entre eux des divergences réelles et, dans l'affirmative, qui des deux a davantage raison.

Tout d'abord, M. Tougan-Baranovski accuse M. Boulgakov d'être « peu original » et de trop aimer jurare in verba magistri* (*Mir Boji*, p. 123). «La solution que j'ai exposée quant au rôle que joue le marché extérieur pour un pays capitaliste, solution que M. Boulgakov a admise sans réserve, n'a nullement été empruntée à Marx », déclare M. Tougan-Baranovski. Il nous semble que cette affirmation est inexacte, car M. Tougan-Baranovski a pris cette solution *justement chez Marx* ; il ne fait aucun doute non plus que M. Boulgakov a puisé à la même source, si bien que la discussion ne peut pas porter sur l'« originalité », mais sur l'interprétation de telle où telle thèse de Marx, sur la nécessité d'exposer Marx de telle ou telle façon. M. Tougan-Baranovski dit que Marx, « dans son livre II, n'aborde nullement la question du marché extérieur » (ouv. cité). C'est inexact. Dans la même section (la 3e) du livre II où il analyse la réalisation du produit, Marx explique nettement le rôle joué à cet égard par le commerce extérieur et, de ce fait, par le marché extérieur. Voici ce qu'il dit :

« La production capitaliste ne saurait exister sans

* Jurer par les paroles du maître. (*N.R.*)

commerce extérieur. Mais, si nous supposons une reproduction annuelle normale à une échelle donnée, nous supposons aussi par là que le commerce extérieur *remplace les articles* (Artikel — marchandises) *indigènes seulement par des articles d'une forme d'usage et d'une forme naturelle différentes*, sans affecter les rapports de valeur. Il n'affecte donc pas non plus les rapports de valeur selon lesquels les deux catégories : moyens de production et biens de consommation, échangent réciproquement leur produit, et pas davantage les rapports entre capital constant, capital variable et plus-value, selon lesquels se décompose la valeur du produit de chacune de ces sections. L'introduction du commerce extérieur dans l'analyse de la valeur du produit annuellement reproduite ne peut que créer de la confusion, sans apporter aucun élément nouveau, soit au problème, soit à sa solution. Il faut donc en faire entièrement abstraction... » (*Das Kapital*, II[1], S. 469)[11]. Les mots soulignés l'ont été par nous.) La « solution du problème » donnée par M. Tougan-Baranovski s'énonce ainsi : « ...dans chacun des pays qui importent des marchandises de l'étranger, il peut y avoir du capital en excédent ; pour un tel pays, le marché extérieur est absolument nécessaire » (*Les crises industrielles*, p. 429. Cité dans le *Mir Boji*, passage cité, p. 121) ; ce qui est une simple paraphrase de la thèse de Marx. Ce dernier dit qu'en analysant la réalisation, il ne faut pas tenir compte du commerce extérieur, car celui-ci ne fait que remplacer certaines marchandises par d'autres. M. Tougan-Baranovski écrit, examinant cette même question de la réalisation (*Les crises industrielles*, chap. I[er] de la 2[e] partie), qu'un pays qui importe des marchandises doit aussi en exporter, c'est-à-dire avoir un marché extérieur. On peut se demander, après cela, si « la solution du problème » donnée par M. Tougan-Baranovski « n'a nullement été empruntée à Marx ». M. Tougan-Baranovski dit plus loin que « les livres II et III du *Capital* ne sont que des ébauches qui sont loin d'être achevées » et que, « pour cette raison, nous ne retrouvons pas au livre III les conclusions de l'analyse remarquable présentée dans le livre II » (ouv. cité, p. 123). Cette affirmation, elle aussi, est inexacte. A côté d'analyses particulières de la reproduction sociale (*Das Kapital*, III, 1, 289)[12] — explication du sens et de la mesure dans

lesquels la réalisation du capital constant est « indépendante » de la consommation individuelle, — « nous trouvons dans le livre III » un chapitre spécial (le 49e : « A propos de l'analyse du procès de production ») consacré aux conclusions de l'exposé remarquable du livre II ; dans ce chapitre les résultats de cette analyse sont appliqués à la solution du très important problème des formes du revenu social dans la société capitaliste. Enfin, il convient de considérer également comme inexacte l'affirmation de M. Tougan-Baranovski selon laquelle « Marx, dans le livre III du *Capital*, s'exprime sur cette question d'une manière totalement différente », ce livre « contenant même des affirmations entièrement réfutées par cette analyse » (ouv. cité, p. 123). M. Tougan-Baranovski cite à la page 122 de son article deux de ces considérations qui seraient en contradiction avec la doctrine fondamentale de Marx. Examinons-les de plus près. Dans le livre III, Marx dit : « Les conditions de l'exploitation immédiate et celles de sa réalisation ne sont pas identiques. Elles ne diffèrent pas seulement par le temps et le lieu, théoriquement non plus elles ne sont pas liées. Les unes n'ont pour limite que la force productive de la société, les autres, les proportions respectives des diverses branches de production et la capacité de consommation de la société... Plus la force productive (de la société) se développe, plus elle entre en conflit avec la base étroite sur laquelle sont fondés les rapports de consommation. » (III, 1, p. 226. Trad. russe, p.189 [13].) M. Tougan-Baranovski interprète ce passage dans ces termes : « La proportionnalité dans la répartition de la production nationale ne suffit pas à garantir la possibilité d'un débouché pour les produits. Ces derniers peuvent ne pas trouver de marché, même si la répartition de la production obéit à certaines proportions — tel est, semble-t-il, le sens des paroles précitées de Marx. » Non, le sens de ces paroles n'est pas celui-là. Il n'y a aucune raison d'y voir une *rectification* quelconque à la théorie de la réalisation exposée dans le livre II. Marx ne fait que constater ici cette contradiction du capitalisme déjà signalée dans d'autres passages du *Capital*, à savoir la contradiction entre la tendance à élargir *sans limites* la production et la nécessité d'une consommation *limitée* (par

suite de la prolétarisation des masses populaires). M. Tougan-Baranovski n'ira certes pas contester que cette contradiction soit *inhérente* au capitalisme ; et puisque Marx en fait mention dans ce même passage, nous n'avons aucun droit de chercher un autre sens à ses paroles. « La capacité de consommation de la société » et « les proportions respectives des diverses branches de production » ne sont nullement des conditions isolées, indépendantes, sans liaison réciproque. Au contraire, un état déterminé de la consommation constitue l'un des éléments de la proportionnalité. En effet, l'analyse de la réalisation a montré que la formation d'un marché intérieur pour le capitalisme se fait moins en fonction des biens de consommation qu'en fonction des moyens de production. Il s'ensuit que la section I de la production sociale (fabrication des moyens de production) peut et doit se développer plus vite que la section II (fabrication des biens de consommation). Mais il n'en résulte naturellement pas que la fabrication des moyens de production puisse se développer *d'une manière absolument indépendante* de celle des biens de consommation et *sans aucun lien avec elle*. Marx dit à ce sujet : « Comme nous l'avons vu (livre II, section III), une circulation continuelle se fait entre le capital constant et le capital constant ; cette circulation est d'abord indépendante de la consommation individuelle dans la mesure où elle n'y entre pas ; néanmoins, elle est définitivement limitée par cette dernière parce que la production du capital constant ne se fait jamais pour elle-même, mais uniquement parce qu'on en utilise davantage dans les sphères de production destinées à la consommation individuelle » (III, 1, 289. Trad. russe, 242[14]). Ainsi, en dernière instance, la consommation productive (la consommation des moyens de production) est toujours liée à la consommation individuelle, dont elle dépend toujours. Cependant, le capitalisme est caractérisé, d'un côté, par la tendance à élargir à l'infini la consommation productive, à élargir à l'infini l'accumulation et la production, et, de l'autre, par la prolétarisation des masses populaires, ce qui impose des bornes assez étroites à l'élargissement de la consommation individuelle. Il est évident que nous avons affaire ici à une contradiction de la production capitaliste et Marx, dans le pas-

sage cité, ne fait que le constater *. L'analyse de la réalisation dans le livre II ne récuse nullement cette contradiction (quoi qu'en pense M. Tougan-Baranovski), mais montre au contraire le lien existant entre la consommation productive et la consommation individuelle. Il va de soi qu'on commettrait une erreur grossière en déduisant de cette contradiction du capitalisme (ou de ses autres contradictions) que celui-ci est impossible ou qu'il n'a aucun caractère progressif par rapport aux régimes économiques précédents (comme se plaisent à le faire nos populistes). Le développement du capitalisme ne peut se dérouler qu'à travers une série de contradictions, et la mise en évidence de ces dernières ne fait que démontrer le caractère historiquement transitoire du capitalisme, les conditions et les causes de sa tendance à passer à une forme supérieure.

Ce qui précède nous amène à conclure que la solution du problème relatif au rôle du marché extérieur, exposée par M. Tougan-Baranovski, est bel et bien empruntée à Marx ; il n'y a aucune contradiction entre les livres II et III du *Capital* au sujet de la réalisation (et de la théorie des marchés).

Poursuivons. M. Boulgakov accuse M. Tougan-Baranovski d'avoir apprécié d'une manière inexacte les théories des économistes antérieurs à Marx au sujet des marchés. A son tour, M. Tougan-Baranovski accuse M. Boulgakov de

---

* Tel est exactement le sens d'un autre passage cité par M. Tougan-Baranovski (III, 1, 231-232 jusqu'à la fin du paragraphe[15]), de même que l'observation suivante sur les crises : « La cause ultime de toutes les crises effectives reste toujours la pauvreté et la limitation de la consommation des masses, ce qui s'oppose à la tendance de la production capitaliste à développer les forces productives comme si la seule limite de leur développement était la capacité absolue de consommation de la société. » (*Das Kapital*, III, 2, 21. Trad. russe, p. 395.[16]) La remarque suivante de Marx a le même sens : « Contradiction dans le mode de production capitaliste : les ouvriers, en tant qu'acheteurs de marchandises, sont importants pour le marché. Mais, à les considérer comme vendeurs de leur marchandise — la force de travail — la société capitaliste tend à les réduire au minimum du prix. » (*Das Kapital*, II, 303[17].) Nous avons déjà parlé dans le *Noroïé Slovo* de mai 1897 (voir V. Lénine, Œuvres, tome 2, pp. 166-167.—N.R.) de l'interprétation inexacte donnée par M. N.— on de ce passage. Il n'y a aucune contradiction entre toutes ces citations et l'analyse de la réalisation de la IIIe section du livre II.

détacher les conceptions de Marx de la base scientifique sur laquelle elles ont grandi et de présenter les choses comme si « les vues de Marx n'avaient aucun lien avec celles de ses prédécesseurs ». Ce dernier grief n'est absolument pas fondé, car non seulement M. Boulgakov n'a pas émis une opinion aussi absurde, mais il a au contraire exposé les conceptions des représentants des différentes écoles antérieures à Marx. A notre avis, l'un et l'autre ont eu le tort, dans l'historique des problèmes, d'accorder si peu d'attention à Adam Smith, sur qui il aurait fallu s'arrêter longuement, sans faute, quand on entreprend une analyse *spéciale* de la « théorie des marchés » ; « sans faute », parce que Adam Smith est justement le père de la doctrine erronée selon laquelle le produit social se décompose en capital variable et plus-value (salaire, profit et rente, selon la terminologie d'Adam Smith), doctrine qui s'est maintenue obstinément jusqu'à Marx et qui ne permettait pas non seulement de résoudre, mais même de poser correctement le problème de la réalisation. M. Boulgakov a absolument raison de dire qu'« étant donné l'inexactitude des points de départ et la formulation erronée du problème lui-même, ces controverses » (qui se sont élevées au sujet de la théorie des marchés dans les publications économiques) « ne pouvaient aboutir qu'à des débats stériles et scolastiques » (note de la page 21, ouvrage cité). Or, l'auteur n'a accordé en tout et pour tout qu'une petite page à Adam Smith, négligeant l'analyse détaillée et brillante de la théorie de cet économiste faite par Marx dans le chapitre 19 du livre II du *Capital* (§ II, pp. 353-383 [18]) et s'arrêtant, par contre, aux doctrines d'auteurs sans originalité et de second plan comme J. S. Mill et von Kirchmann. Quant à M. Tougan-Baranovski, il a *complètement laissé de côté A. Smith*, et c'est pour cette raison que, dans l'exposé des conceptions des économistes postérieurs, il *a perdu de vue leur erreur fondamentale* (qui répète l'erreur précitée de Smith). Que l'analyse, dans ces conditions, n'ait pu être satisfaisante, cela s'entend. Bornons-nous à deux exemples. Après avoir tracé son schéma n°1, qui explique la reproduction simple, M. Tougan-Baranovski déclare : « Mais le cas de reproduction simple que nous avons supposé ne soulève aucun doute ; les capitalistes,

conformément à notre hypothèse, consomment tout leur profit ; il va donc de soi que l'offre de marchandises ne dépassera pas la demande » (*Les crises industrielles*, p. 409). C'est inexact. Cela « n'allait » pas du tout « de soi » pour les économistes antérieurs, car ils ne savaient même pas expliquer la simple reproduction du capital social ; du reste, c'est impossible si l'on ne comprend pas que le produit social se divise, quant à sa valeur, en *capital constant* + capital variable + plus-value et quant à sa forme matérielle, en deux grandes sections : les moyens de production et les biens de consommation. C'est pourquoi cette question a, elle aussi, soulevé chez Adam Smith des « doutes » dans lesquels, comme l'a montré Marx, il s'est empêtré. Si les économistes suivants ont repris l'*erreur* de Smith, sans partager ses *doutes*, cela prouve seulement qu'ils ont fait en cette matière un pas en arrière au point de vue théorique. M. Tougan-Baranovski énonce une affirmation tout aussi inexacte lorsqu'il dit : « La théorie de Say-Ricardo est absolument juste sur le plan théorique ; si leurs adversaires s'étaient donné la peine de calculer, en chiffres, la façon dont se répartissent les marchandises dans l'économie capitaliste, ils comprendraient aisément que la négation de cette théorie implique contradiction » (ouv. cité, p. 427). Non, la théorie de Say-Ricardo est absolument fausse sous l'angle théorique : Ricardo a fait sienne l'erreur de Smith (voir Œuvres, trad. Sieber, Saint-Pétersbourg 1882, p. 221), et Say l'a aggravée encore en affirmant que la distinction entre le produit global et le produit net est entièrement subjective. Et Say-Ricardo ainsi que leurs adversaires auront beau « jongler avec les chiffres » aussi longtemps qu'il leur plaira, ils n'arriveront jamais à rien, car il ne s'agit nullement de chiffres en l'occurrence, comme l'a déjà très justement fait remarquer Boulgakov à propos d'un autre passage du livre de M. Tougan-Baranovski (Boulgakov, ouv. cité, p. 21, note).

Nous en arrivons maintenant à l'autre sujet de la discussion qui oppose M. Boulgakov à M. Tougan-Baranovski : la question des schémas chiffrés et de leur signification. Le premier affirme : « du fait qu'ils s'écartent de leur modèle » (c'est-à-dire du schéma de Marx), les schémas de M. Tougan-Baranovski « perdent pour une grande part

leur force de conviction et n'expliquent pas le processus de la reproduction sociale » (ouv. cité, p. 248), alors que M. Tougan-Baranovski déclare que « M. Boulgakov ne comprend pas clairement la destination même de tels schémas » (*Mir Boji*, n°6, 1898, p.125). A notre avis, dans le cas présent, la vérité est tout entière du côté de M. Boulgakov. C'est plutôt M. Tougan-Baranovski qui « ne comprend pas clairement la signification des schémas » en admettant qu'ils « démontrent la justesse de la conclusion » (*ibid.*). Les schémas ne peuvent rien démontrer par eux-mêmes ; ils ne peuvent qu'*illustrer* un processus, *si les éléments particuliers en sont éclairés par l'analyse théorique*. M. Tougan-Baranovski a établi ses propres schémas, distincts de ceux de Marx (et infiniment moins clairs que ces derniers), en omettant par surcroît l'explication théorique des éléments du processus qu'ils sont destinés à illustrer. La thèse fondamentale de la théorie de Marx, qui a montré que le produit social se décompose non pas seulement en capital variable + plus-value (comme le pensaient A. Smith, Ricardo, Proudhon, Rodbertus, etc.), mais en capital constant + les parties précitées, — cette thèse, M. Tougan-Baranovski ne l'a absolument pas expliquée, encore qu'il l'ait adoptée dans ses schémas. Le lecteur *n'est pas en mesure de comprendre* cette thèse fondamentale de la nouvelle théorie. M. Tougan-Baranovski n'a absolument pas motivé la nécessité de distinguer les deux sections de la production sociale (I : les moyens de production et II : les biens de consommation), alors que, selon la juste remarque de M. Boulgakov, « il y a plus de sens théorique dans cette seule distinction que dans toutes les controverses sur la théorie des marchés qui l'ont précédée » (ouv. cité, p. 27). C'est pourquoi l'exposé de la théorie de Marx est bien plus clair et plus exact chez M. Boulgakov que chez M. Tougan-Baranovski.

Un examen plus serré du livre de M. Boulgakov nous amène, pour conclure, à faire la remarque suivante. Environ un tiers de son ouvrage est consacré aux questions de « la différence des cycles du capital » et du « fonds des salaires ». Les chapitres qui portent ces titres nous semblent les moins heureux. Dans le premier, l'auteur tente de compléter (voir p.63, note) l'analyse de Marx et se

plonge dans des calculs et des schémas extrêmement compliqués pour illustrer le processus de réalisation, compte tenu des différences dans le cycle du capital. Il nous semble que la conclusion à laquelle est arrivé finalement M. Boulgakov (à savoir que, pour expliquer la réalisation, étant donné la différence des cycles du capital, il faut supposer l'existence de réserves chez les capitalistes des deux sections, voir p. 85) découle tout naturellement des lois générales de la production et de la circulation du capital, et qu'en conséquence il n'était nullement besoin de présumer divers cas de rapports entre les cycles du capital dans les sections II et I et de dresser toute une série de graphiques. Mêmes considérations en ce qui concerne le second chapitre. M. Boulgakov indique fort justement que M. Herzenstein fait erreur en prétendant relever une contradiction dans la théorie de Marx sur cette question. L'auteur fait remarquer à bon droit que, « si l'on prend un cycle d'un an pour tous les capitaux, les capitalistes sont, au début de l'année considérée, les propriétaires à la fois du produit total de l'année écoulée et de la somme d'argent égale à cette valeur » (pp. 142-143). Mais c'est bien en vain que M. Boulgakov a emprunté (pp. 92 et suiv.) aux économistes antérieurs leur manière purement scolastique de poser cette question (le salaire est-il prélevé sur la production en cours ou sur la production de la période de travail écoulée ?), et s'est créé des complications superflues en « écartant » l'indication de Marx qui « semble contredire son point de vue fondamental », en raisonnant comme si « le salaire n'était pas pris sur le capital, mais sur la production courante » (p. 135). Marx ne pose pas du tout la question de cette manière. Si M. Boulgakov s'est senti obligé d'« écarter » le témoignage de Marx, c'est parce qu'il s'efforce d'attribuer à la théorie de ce dernier une manière de poser la question qui lui est totalement étrangère. Une fois qu'on a expliqué le processus d'ensemble de la production sociale en corrélation avec la consommation du produit par les différentes classes de la société, et la façon dont les capitalistes effectuent les investissements nécessaires à la circulation des marchandises, la question de savoir si le salaire est prélevé sur la production en cours ou sur la production antérieure perd toute

signification réelle. C'est pourquoi Engels, qui a publié les derniers livres du *Capital*, dit dans la préface du livre II que les considérations de Rodbertus, par exemple, pour déterminer « si le salaire provient du capital ou du revenu relèvent de la scolastique et sont réduites à néant dans la section III de ce deuxième livre du *Capital* » (*Das Kapital*, II, Vorwort, S. XXI [19]).

Rédigé fin 1898 *Conforme au texte de la revue*

Publié en janvier 1899 dans le n° 1 de la revue «Naoutchnoïé Obozrénié»[20]
Signé: Vladimir Iline.

COMPTE RENDU

PARVUS. *Le marché mondial et la crise agricole.* Essais économiques. Traduit de l'allemand par L. I. Saint-Pétersbourg 1898. Editions O. Popova (Bibliothèque éducative, série II, n°2). 142 pages. Prix: 40 copecks.

Le petit livre du publiciste allemand plein de talent, qui écrit sous le pseudonyme de Parvus, se compose de quelques essais caractérisant certains phénomènes de l'économie mondiale contemporaine et traitant plus spécialement de l'Allemagne. L'auteur met l'accent sur le développement du marché mondial et en décrit avant tout les étapes parcourues ces derniers temps parallèlement au déclin de l'hégémonie industrielle de l'Angleterre. Il formule des remarques extrêmement intéressantes sur le rôle joué par les vieux pays industriels qui servent de marché à des Etats capitalistes plus jeunes : par exemple, l'Angleterre absorbe une quantité toujours plus grande de produits fabriqués en Allemagne, représentant à l'heure actuelle de $^1/_5$ à $^1/_4$ de l'ensemble des exportations allemandes. Se fondant sur les données de la statistique commerciale et industrielle, Parvus brosse un tableau de l'originale division du travail entre les différents pays capitalistes, dont les uns produisent surtout pour les colonies, et d'autres pour l'Europe. Dans le chapitre « Les villes et les chemins de fer », l'auteur fait une tentative fort intéressante d'analyser les principales « formes de villes capitalistes » et leur importance dans la structure générale de l'économie capitaliste. Le reste de l'ouvrage, c'est-à-dire sa majeure partie (pp. 33 à 142), est consacré aux contradictions de l'agriculture capitaliste actuelle et à la crise agraire. L'auteur commence par expliquer l'influence de l'évolution industrielle sur le prix du blé, sur la rente foncière-

re, etc. Puis il expose la théorie de la rente foncière développée par Marx dans le livre III du *Capital* et met à nu, à partir de cette théorie, la cause essentielle des crises agraires capitalistes. Après avoir complété l'analyse purement théorique de cette question par des données se rapportant à l'Allemagne, Parvus conclut que « la cause ultime et fondamentale de la crise agraire est la hausse, due exclusivement à l'évolution du capitalisme, des rentes foncières et des prix corrélatifs de la terre ». « Eliminez ces prix, écrit-il, et l'agriculture européenne sera de nouveau en mesure de concurrencer l'agriculture russe et américaine. » « Son unique recours (de la propriété privée) contre la crise agraire, en dehors d'une conjoncture accidentellement favorable du marché mondial, c'est la vente aux enchères de toutes les propriétés foncières capitalistes » (141). Ainsi, la conclusion à laquelle aboutit Parvus s'accorde dans l'ensemble avec l'opinion d'Engels, qui a indiqué dans le livre III du *Capital* que la crise agricole actuelle rend impossibles les anciennes rentes foncières perçues par les propriétaires fonciers en Europe [21]. Nous recommandons instamment à tous les lecteurs qui s'intéressent à ces questions de prendre connaissance du livre de Parvus. Cet ouvrage constitue une excellente réplique aux dissertations courantes des populistes sur la crise agraire contemporaine, que l'on rencontre constamment dans la presse populiste et qui pèchent par un défaut essentiel : la crise est considérée indépendamment de tout lien avec l'évolution générale du capitalisme mondial, non du point de vue de classes sociales déterminées, mais dans le but exclusif d'en tirer une morale petite-bourgeoise sur la vitalité de la petite exploitation paysanne.

La traduction du livre de Parvus peut être tenue en gros pour satisfaisante, bien qu'on y relève à certains endroits des tournures malheureuses et des lourdeurs.

Rédigé en février 1899 *Conforme au texte de la revue*

Publié en mars 1899 dans le n° 3 de la revue « Natchalo »[22]
Signé : Vl. Iline

COMPTE RENDU

R. GVOZDEV. *Les koulaks-usuriers, leur importance économique et sociale.* Saint-Pétersbourg 1899. Editions N. Garine.

Le livre de M. Gvozdev dresse le bilan des données recueillies dans nos publications économiques sur l'intéressante question des koulaks-usuriers. L'auteur apporte de nombreuses indications sur le développement de la circulation et de la production marchandes antérieurement à la réforme, développement qui a suscité l'apparition du capital commercial et du capital usuraire. Puis il passe en revue les matériaux relatifs à l'usure dans la production du blé, au rôle joué par les koulaks en rapport avec les migrations, l'artisanat, les métiers d'appoint des paysans, et aussi avec les redevances et le crédit. M. Gvozdev signale très justement que les tenants de l'économie populiste ont formulé un jugement erroné sur les koulaks en les considérant comme une sorte d'« excroissance » sur l'organisme de la « production populaire », et non comme une des formes du capitalisme, indissolublement liée à l'ensemble de la structure de l'économie sociale russe. Les populistes ont voulu ignorer que l'existence des koulaks se rattache à la différenciation de la paysannerie, que les usuriers « vampires », etc., de la campagne sont apparentés aux « paysans diligents », ces représentants de la petite bourgeoisie rurale en Russie. Les vestiges d'institutions moyenâgeuses qui pèsent lourdement sur nos campagnes (le caractère de caste fermée de la communauté rurale [23], la fixation des paysans à leur lot de terre [24], la caution solidaire [25], l'inégalité des redevances selon les castes sociales) créent d'énormes entraves à l'investissement des petits capitaux dans la production, à leur placement dans l'agriculture et l'industrie. Tout cela a pour résultat na-

turel l'extension démesurée prise par *les formes inférieures et les pires qui soient du capital*, le capital commercial et le capital usuraire. Dans la masse des paysans « déshérités » qui traînent une existence quasi famélique sur leurs minuscules lots de terre, les rares paysans aisés deviennent inévitablement des exploiteurs de la pire espèce, qui asservissent les paysans pauvres en leur prêtant de l'argent, en les embauchant pendant l'hiver [28], etc., etc. En freinant l'évolution du capitalisme dans l'agriculture comme dans l'industrie, ces institutions surannées restreignent par là même la demande de main-d'œuvre, sans assurer en même temps aux paysans la moindre garantie contre l'exploitation la plus impudente et la plus illimitée, et même contre la mort par la famine. Les calculs approximatifs effectués par M. Gvozdev dans son livre au sujet des sommes versées par les paysans pauvres aux koulaks et aux usuriers montrent clairement l'inconsistance des comparaisons habituelles opposant au prolétariat d'Europe occidentale la paysannerie russe avec ses lots de terre. En réalité, la grande masse de cette paysannerie est dans une situation très inférieure à celle du prolétariat rural en Occident ; en réalité, nos paysans pauvres doivent être mis au rang des indigents, et l'on voit de plus en plus souvent revenir les temps où il était nécessaire de recourir à des mesures extraordinaires d'assistance en faveur des millions de paysans touchés par la famine. Si les institutions fiscales ne réunissaient pas artificiellement les paysans aisés et les paysans pauvres, ces derniers devraient être inévitablement classés dans la catégorie officielle des indigents, ce qui définirait de façon plus précise et plus conforme à la vérité l'attitude de la société actuelle envers ces couches de la population. L'ouvrage de M. Gvozdev est utile parce qu'il offre une vue d'ensemble des données sur le processus de la « paupérisation non prolétarienne » *, et qu'il caractérise à juste titre ce processus comme une forme inférieure et la pire qui soit de la différenciation de la paysannerie. M. Gvozdev semble bien connaître les publica-

* Parvus, *Le marché mondial et la crise agricole*. Saint-Pétersbourg 1898, p. 8, note.

tions économiques russes, mais son livre n'aurait eu que plus de valeur si l'auteur avait accordé moins de place à des citations tirées de divers articles de revues pour consacrer plus d'attention à une élaboration personnelle des matériaux utilisés. L'interprétation populiste des renseignements dont on dispose laisse habituellement dans l'ombre les aspects de cette question les plus importants sur le plan théorique. En outre, les jugements personnels de M. Gvozdev sont souvent trop généraux et trop vagues. C'est surtout le cas du chapitre consacré à l'industrie artisanale. Quelques passages du livre sont d'un style alambiqué et nébuleux.

Rédigé en février 1899 *Conforme au texte de la revue*

Publié en mars 1899 dans le n° 3 de la revue « Natchalo »
Signé : V. I. Iline

COMPTE RENDU

La Russie commerciale et industrielle. Indicateur à l'usage des marchands et des fabricants. Rédigé sous la direction de A. Blaou, directeur de la section de statistique au département du Commerce et des Manufactures. Saint-Pétersbourg 1899. Prix: 10 roubles.

Les éditeurs de cet énorme volume s'étaient fixé pour but de « combler une lacune dans notre littérature économique » (p. 1), plus précisément de donner à la fois l'adresse des entreprises commerciales et industrielles de toute la Russie et des renseignements sur « la situation de telle ou telle branche de l'industrie ». Il n'y aurait rien à redire à cette combinaison de références et de matériaux scientifico-statistiques si les uns et les autres étaient présentés sous une forme suffisamment complète. Or, il faut malheureusement constater que, dans cet ouvrage, les adresses tiennent beaucoup plus de place que les données statistiques, fragmentaires et insuffisamment analyseés. Tout d'abord, le grand défaut en est, par rapport aux publications antérieures du même type, qu'il n'indique pas les données statistiques pour *chacun* des établissements et *chacune* des entreprises figurant sur la liste. Par suite, l'énumération des établissements et des entreprises, qui occupe 2 703 grandes colonnes d'un texte très serré, perd toute portée scientifique. Or, dans l'état chaotique où se trouve notre statistique du commerce et de l'industrie, il est justement très important de posséder des chiffres concernant en particulier chaque établissement et chaque entreprise, car nos organismes officiels ne fournissent jamais un dépouillement tant soit peu acceptable de ces données, et se bornent à communiquer des résultats d'ensemble où les matériaux relativement dignes de foi sont mélangés à d'autres absolument sans valeur. Nous mon-

trerons tout à l'heure que cette dernière remarque s'applique également à l'ouvrage dont il est question ici ; mais, pour commencer, nous attirerons l'attention sur le procédé original employé par les auteurs. Alors qu'ils enregistrent les adresses des entreprises pour chaque industrie, ils n'indiquent leur nombre et le total de leur chiffre d'affaires que pour la Russie tout entière ; ils calculent le chiffre d'affaires moyen d'un établissement dans chaque branche de production et distinguent par un signe spécial les entreprises se situant au-dessus ou au-dessous de ce chiffre. Il eût été beaucoup plus rationnel (s'il était vraiment impossible de communiquer des renseignements sur chaque établissement pris à part) de définir quelques catégories d'entreprises identiques pour toutes les branches du commerce et de l'industrie (d'après le montant de leur chiffre d'affaires, le nombre de leurs ouvriers, la nature de la force motrice utilisée, etc.) et de répartir tous les établissements dans ces catégories. Il eût été possible, dans ces conditions, de voir tout au moins dans quelle mesure les matériaux étaient complets et comparables dans les différentes provinces et dans les différentes branches de production. En ce qui concerne, par exemple, la statistique des fabriques et des usines, il suffit de prendre connaissance de la définition extraordinairement vague de cette notion à la page 1 de l'ouvrage en question (en note), et de feuilleter les listes de fabricants dans quelques industries pour se convaincre que ces renseignements statistiques sont disparates. On ne peut donc considérer les résultats d'ensemble de la statistique des fabriques et des usines, fournis dans la section I de la 1re partie de *La Russie commerciale et industrielle* (« Aperçu historique et statistique de l'industrie et du commerce de la Russie ») qu'avec la plus grande circonspection. Nous y lisons qu'en 1896 (en partie en 1895), il existait dans tout l'Empire de Russie 38 401 fabriques ayant une production totale de 2 745 000 000 de roubles et employant 1 742 181 ouvriers, compte tenu des productions soumises ou non à l'accise et des entreprises métallurgiques. Nous pensons qu'on ne saurait, sans vérifications substantielles, comparer ce chiffre à ceux de notre statistique des fabriques et des usines pour les années précédentes. En 1896,

on a recensé une série de productions qui n'étaient pas comprises jusque-là (jusqu'en 1894-95) parmi les « fabriques et usines » : boulangeries, pêcheries, abattoirs, imprimeries et ateliers de lithographie, etc. La production globale de l'ensemble des entreprises minières et métallurgiques de l'Empire est évaluée à 614 000 000 de roubles, grâce à des méthodes originales à propos desquelles on se borne à nous faire savoir que la valeur de la fonte se trouve vraisemblablement comptée une deuxième fois dans celle du fer et de l'acier. En revanche, le nombre des ouvriers dans l'industrie minière et métallurgique est de toute évidence minimisé : on en indique 505 000 en 1895-96. Il s'agit soit d'une erreur, soit de l'omission de nombreuses entreprises minières. D'après les chiffres éparpillés dans le livre, on voit que le nombre des ouvriers s'élève à 474 000 rien que pour quelques branches faisant partie de cette section, sans compter les ouvriers occupés à l'extraction du charbon (environ 53 000) et du sel (environ 20 000), ni ceux employés dans les carrières (environ 10 000) et dans plusieurs autres exploitations minières (environ 20 000). En 1890, l'industrie minière et métallurgique de l'Empire comptait plus de 505 000 ouvriers, et ces branches, précisément, ont connu un développement très marqué depuis cette époque. Par exemple, dans cinq branches relevant de cette section et sur lesquelles le livre fournit des données historico-statistiques (hauts fourneaux, tréfileries, constructions mécaniques, articles d'or et de cuivre), on comptait en 1890, 908 établissements ayant une production de 77 000 000 de roubles et employant 69 000 ouvriers et, en 1896, 1 444 établissements avec une production d'environ 221 500 000 roubles et 147 000 ouvriers. En rassemblant toutes les données historico-statistiques éparses dans le livre et qui ne se rapportent malheureusement pas à toutes les branches mais seulement à quelques-unes (traitement du coton, produits chimiques et plus de 45 autres branches), on obtient les renseignements que voici en ce qui concerne l'ensemble de l'Empire : en 1890, 19 639 fabriques et usines ayant une production totale de 929 000 000 de roubles et employant 721 000 ouvriers, et, en 1896, 19 162 fabriques et usines avec une production totale de 1 708 000 000 de roubles et 985 000 ouvriers ; en ajoutant deux branches sou-

mises à l'accise, les raffineries de sucre et les distilleries (1890-91 : 116 000 ouvriers ; 1895-96 : 123 000 ouvriers) nous obtenons un nombre d'ouvriers de 837 000 et de 1 108 000, soit une augmentation de *presque un tiers en six ans*. Remarquons que la diminution du nombre des fabriques tient à un changement dans le mode de recensement des moulins : en 1890, on a compté parmi les fabriques 7 003 moulins (156 000 000 de roubles, 29 638 ouvriers) et en 1896 seulement 4 379 (272 000 000 de roubles, 37 954 ouvriers).

Telles sont les données qu'il est possible d'extraire de l'ouvrage examiné et qui permettent de se faire quelque idée de l'essor industriel de la Russie dans les années 90. On pourra analyser de plus près cette question quand seront publiées les statistiques complètes pour 1896.

Rédigé en février 1899 — *Conforme au texte de la revue*

Publié en mars 1899 dans le n° 3 de la revue « Natchalo »
Signé : V. I. Iline

NOUVELLES REMARQUES SUR LA THEORIE DE LA REALISATION

Le fascicule de janvier de *Naoutchnoïé Obozrénié* de l'année en cours (1899) a publié ma *Note sur la théorie des marchés* (à propos de la polémique entre MM. Tougan-Baranovski et Boulgakov) en la faisant suivre d'un article de P. Strouvé : « La question des marchés dans la production capitaliste (à propos du livre de Boulgakov et de l'article d'Iline) », qui « rejette dans une large mesure la théorie de Tougan-Baranovski, Boulgakov et Iline » (p. 63 de son article) et expose son point de vue sur la théorie de la réalisation soutenue par Marx.

A mon avis, la polémique de Strouvé contre ces auteurs repose moins sur une divergence de fond que sur l'idée erronée que se fait Strouvé de la théorie qu'ils défendent. Tout d'abord, il confond la théorie des marchés prônée par les économistes bourgeois, d'après qui, les produits s'échangeant contre des produits, la production et la consommation doivent par conséquent correspondre, avec la théorie de la réalisation de Marx qui a montré par son analyse *comment* s'opèrent la reproduction et la circulation de l'ensemble du capital social, c'est-à-dire comment s'opère la réalisation du produit dans la société capitaliste *. Ni Marx ni les auteurs qui ont exposé ses idées et avec lesquels polémise Strouvé n'ont conclu de cette analyse à une harmonie de la production et de la consommation ; tout au contraire, ils ont énergiquement souligné les contradictions inhérentes au capitalisme, contra-

* Voir mes *Etudes*, pp. 17 et suivantes. (Voir V. Lénine, Œuvres, tome 2, pp. 148 et suivantes.—*N.R.*)

dictions qui ne peuvent pas ne pas se manifester lors de la réalisation capitaliste*. Ensuite, Strouvé confond la théorie abstraite de la réalisation (la seule qu'aient traitée ses contradicteurs) avec les conditions historiques concrètes de la réalisation du produit capitaliste dans tel ou tel pays et à telle ou telle époque. C'est comme si l'on confondait la théorie abstraite de la rente foncière avec les conditions concrètes du développement du capitalisme agricole dans les différents pays. Ces deux erreurs fondamentales ont entraîné une série de malentendus dont l'éclaircissement exige l'analyse des divers points de l'article en question.

1. Strouvé n'est pas d'accord avec moi lorsque je soutiens qu'il est indispensable d'insister spécialement sur Adam Smith dans un exposé de la théorie de la réalisation. Si l'on veut remonter jusqu'à Adam, écrit-il, il faudrait insister non pas sur Smith, mais sur les physiocrates. Non, ce n'est pas exact. C'est bien Adam Smith qui ne s'est pas contenté d'admettre cette vérité (connue déjà des physiocrates) que les produits sont échangés contre des produits, mais a posé également la question de savoir comment sont compensées (réalisées) les différentes parties constitutives du *capital* et du produit social d'après leur valeur**. C'est pourquoi, tout en reconnaissant pleinement que la doctrine des physiocrates, par exemple le *Tableau économique*** de Quesnay, contenait des thèses « géniales pour son temps »****, tout en reconnaissant que l'analyse du processus de reproduction d'Adam Smith marque, à certains égards, un pas en arrière par rapport aux physiocrates (*Das Kapital*, I², 612, Anmerk. 32[28]), Marx a cependant consacré aux physiocrates environ une page et demie de

* Voir mes *Etudes*, pp. 20, 27, 24 et suivantes. (Voir V. Lénine, Œuvres, tome 2, pp. 152, 160-161, 157-158 et suivantes.—*N.R.*)

** Soit dit en passant, dans mon article du *Naoutchnoïé Obozrénie*, le terme de « valeur » [*stoïmost*] a partout été remplacé par « coût » [*zennost*]. Cela ne vient pas de moi, mais de la rédaction. Je n'attache pas une importance spéciale à l'emploi de l'un ou de l'autre de ces termes, mais je considère comme indispensable de faire remarquer que j'ai employé et emploie toujours le terme de « valeur » [*stoïmost*].

*** En français dans le texte. (*N.R.*)

**** F. Engels : *Herrn E. Dühring's Umwälzung der Wissenschaft*, Dritte Aufl. page 270[27]», tiré d'un chapitre rédigé par Marx.

son aperçu historique sur le problème de la réalisation (*Das Kapital*, II[1], S. 350-351[29]), alors qu'il a réservé plus de trente pages (*ibid.*, 351-383 [30]) à Adam Smith, en examinant en détail l'erreur fondamentale de ce dernier, héritée par toute l'économie politique de la période postérieure. Ainsi, il est indispensable d'insister sur Adam Smith, précisément pour expliquer la théorie de la réalisation soutenue par les économistes bourgeois, qui ont tous repris l'erreur de Smith.

2. M. Boulgakov a parfaitement raison de dire dans son livre que les économistes bourgeois ont confondu la circulation marchande simple et la circulation capitaliste des marchandises et que Marx a établi une différence entre l'une et l'autre. Strouvé estime que l'affirmation de M. Boulgakov repose sur un malentendu. A mon avis, tout au contraire, il y a ici malentendu non pas chez M. Boulgakov, mais chez Strouvé. En effet, comment ce dernier réfute-t-il M. Boulgakov? d'une façon extrêmement étrange : il le réfute en reprenant sa thèse. Strouvé dit : Marx ne saurait être considéré comme un partisan de la théorie de la réalisation selon laquelle les produits peuvent être réalisés à l'intérieur d'une société donnée, parce que « Marx a distingué très nettement la circulation simple des marchandises de la circulation capitaliste » (!! p. 48). Mais c'est là précisément ce qu'a soutenu M. Boulgakov ! C'est précisément pour cela que la théorie de Marx ne se réduit pas à répéter que les produits s'échangent contre des produits. C'est pour cela que M. Boulgakov a eu pleinement raison de classer parmi les « logomachies creuses et scolastiques » la dispute des économistes bourgeois et petits-bourgeois sur la possibilité d'une surproduction : les uns et les autres ont confondu la circulation marchande et la circulation capitaliste, ont répété l'erreur d'Adam Smith.

3. Strouvé a tort d'appeler la théorie de la réalisation une théorie de la répartition proportionnelle. Cela n'est pas précis, et conduit inévitablement à des malentendus. Il s'agit d'une théorie abstraite* qui montre comment s'opèrent la reproduction et la circulation de l'ensem-

* Voir mon article dans le *Naoutchnoïé Obozrénié*, p. 37 (voir le présent tome, p. 54.—*N.R.*).

ble du capital social. Ses prémisses exigent, en premier lieu, qu'on fasse abstraction du commerce extérieur, des marchés extérieurs. Mais tout en procédant de la sorte, la théorie de la réalisation ne soutient nullement qu'il ait jamais existé ou pu exister une société capitaliste sans commerce extérieur*. En second lieu, la théorie abstraite de la réalisation implique et doit impliquer une répartition proportionnelle du produit entre les différentes branches de la production capitaliste. Mais cela ne signifie nullement que la théorie de la réalisation soutienne que dans la société capitaliste les produits soient toujours répartis ou puissent être répartis proportionnellement**. M. Boulgakov a tout à fait raison de comparer la théorie de la réalisation à celle de la valeur. Celle-ci suppose et doit supposer l'égalité de l'offre et de la demande, mais elle n'affirme nullement que, dans la société capitaliste, cette égalité puisse être et soit toujours observée. Comme toute autre loi du capitalisme, celle de la réalisation « ne s'accomplit que par son non-accomplissement » (Boulgakov, cité dans l'article de Strouvé, p. 56). La théorie du taux moyen et égal du profit implique, au fond, la même répartition proportionnelle de la production entre ses dif-

---

* Voir mon article dans le *Naoutchnoïé Obozrénié*, p. 38 (voir le présent tome, p. 55.—*N.R.*). Voir *Etudes*, p. 25 (voir V. Lénine, Œuvres, tome 2, p.160.—*N.R.*) : « Ne nions-nous pas la nécessité d'un marché extérieur pour le capitalisme ? Bien sûr que non. Seulement la question du marché extérieur n'a absolument rien à voir avec celle de la réalisation. »

** « Non seulement les produits compensant la plus-value, mais aussi les produits compensant le capital variable... et le capital constant... ne se réalisent, de la même façon, qu'au milieu de « difficultés », de fluctuations incessantes qui s'accentuent à mesure que se développe le capitalisme »... (*Etudes*, p. 27.) (Voir V. Lénine, Œuvres, tome 2, p. 160.—*N.R.*) Peut-être Strouvé dira-t-il que ce passage est contredit par d'autres, par exemple, celui de la page 31 (voir V. Lénine, Œuvres, tome 2, p. 167.—*N.R.*) : ...« Les capitalistes *peuvent* réaliser la plus-value » ?... Cette contradiction n'est qu'apparente. Dans la mesure où nous adoptons la théorie abstraite de la réalisation (or, les populistes ont précisément mis en avant une théorie abstraite sur l'impossibilité de réaliser la plus-value), on ne peut échapper à la conclusion que la réalisation est possible. Mais, en exposant une théorie abstraite, il faut signaler les contradictions inhérentes au processus véritable de la réalisation. C'est d'ailleurs ce que j'ai fait dans mon article.

férentes branches. Mais Strouvé ne va tout de même pas, pour autant, appeler cette théorie une théorie de la répartition proportionnelle !

4. Strouvé conteste mon opinion, selon laquelle Marx accusait à juste titre Ricardo d'avoir répété l'erreur d'Adam Smith : « Marx avait tort », écrit-il. Or, Marx cite textuellement un passage tiré de Ricardo (II[1], 383 [31]). Strouvé ignore ce passage. A la page suivante, Marx rapporte l'opinion de Ramsay, qui a, lui aussi, relevé cette méprise de Ricardo. J'ai indiqué encore un autre passage des œuvres de ce dernier, où il dit sans ambages : « tout le produit du sol et du travail de chaque pays se divise en trois éléments : le salaire, le profit et la rente » (ici, le capital constant est omis par erreur. Voir Œuvres de Ricardo, traduction Sieber, p. 221). Strouvé reste muet sur ce passage également. Il cite seulement une note de Ricardo où celui-ci montre l'absurdité du raisonnement de Say sur la différence entre le revenu global et le revenu net. Dans le chapitre 49 du livre III du *Capital*, qui expose les conclusions tirées de la théorie de la réalisation, Marx reproduit justement cette note de Ricardo en l'accompagnant du commentaire suivant : « D'ailleurs, comme nous le verrons plus loin », — il entend évidemment le livre IV du *Capital*[32], qui n'est pas encore édité, — « Ricardo n'a réfuté nulle part l'analyse erronée du prix des marchandises que l'on trouve dans Smith, plus précisément la décomposition de ce prix en une somme des valeurs des revenus (Revenuen). Il ne songe pas au caractère erroné de cette explication et l'accepte pour exacte dans ses propres analyses, pour autant qu'il « perd de vue » l'élément constant de la valeur des marchandises. Il revient de temps à autre à ce même mode de représentation » (c'est-à-dire au mode de représentation de Smith. *Das Kapital*, III, 2, 377. Trad. russe, 696[33]). Nous laissons au lecteur le soin de juger qui a raison : est-ce Marx, selon lequel Ricardo reprend l'erreur de Smith*, ou bien Strouvé, selon lequel Ricardo

* La justesse de l'appréciation de Marx ressort également, avec une évidence frappante, du fait que Ricardo partageait l'opinion erronée de Smith sur l'accumulation du capital individuel. Ricardo pensait que la partie accumulée de la plus-value était entièrement dépensée par le salaire, alors qu'elle est dépensée : 1° pour le capital

« comprenait parfaitement (?) que tout le produit social n'est pas épuisé par le salaire, le profit et la rente » et « faisait abstraction inconsciemment (!) des éléments du produit social qui constituent les frais de production ». Peut-on *parfaitement* comprendre une chose et, en même temps, en faire *inconsciemment* abstraction ?

5. Non seulement Strouvé n'a pas réfuté l'affirmation de Marx suivant laquelle Ricardo a repris l'erreur de Smith, mais il l'a reproduite lui-même dans son article. « Il est étrange... de penser, écrit-il, que telle ou telle façon de partager le produit social en catégories puisse avoir une importance essentielle pour la conception générale de la réalisation, d'autant plus qu'en fait toutes les parties du produit réalisé prennent la forme du revenu global dans le processus de la réalisation, et que les économistes classiques les considéraient comme des revenus » (p. 48). C'est que justement ce *ne sont pas* toutes les parties du produit réalisé qui revêtent la forme du revenu (global) ; voilà précisément l'erreur de Smith, que Marx a éclaircie en montrant qu'une partie du produit réalisé n'affecte jamais et ne peut jamais affecter la forme d'un revenu. C'est la partie du produit social qui compense le capital constant consacré à la fabrication des moyens de production (capital constant de la section I, selon la terminologie de Marx). Par exemple, les graines de semence en agriculture ne prennent jamais la forme d'un revenu ; le charbon utilisé derechef pour l'extraction de la houille ne revêt jamais la forme d'un revenu, etc., etc. Le processus de reproduction et de circulation de l'ensemble du capital social ne peut être compris si l'on ne considère pas à part cette partie du produit brut qui ne peut servir que de capital, qui ne peut jamais affecter la forme d'un revenu*. Dans une société capitaliste en cours de développement, cette partie du produit social doit nécessairement croître plus vite que toutes les autres parties de ce produit. C'est uniquement par cette loi que l'on peut expliquer une des

constant et 2° pour le salaire. Voir *Das Kapital* I³, 611-613, chap. 22, paragraphe 2[3d]. Voir *Etudes*, p. 29, note (voir V. Lénine, Œuvres, tome 2, p. 166.—*N.R.*).

* Voir *Das Kapital*, III, 2, 375-376 (trad. russe, 696[25]), sur la différence entre le produit brut et le revenu brut.

plus profondes contradictions du capitalisme : la richesse nationale augmente à une vitesse énorme, alors que la consommation nationale s'accroît (si tant est qu'elle s'accroisse) très lentement.

6. Strouvé « ne comprend pas du tout » pourquoi la distinction faite par Marx entre le capital constant et le capital variable « est indispensable pour la théorie de la réalisation » et pourquoi j'« insiste particulièrement » sur ce point.

Cette incompréhension est, pour une part, le résultat d'un simple malentendu. Primo, Strouvé lui-même accorde à cette distinction le mérite d'embrasser tout le produit, et pas seulement les revenus. Un autre de ses mérites est qu'elle relie logiquement l'analyse du processus de réalisation à celle du processus de production du capital individuel. Quel est l'objet de la théorie de la réalisation ? Montrer *comment* s'opèrent la reproduction et la circulation de l'ensemble du capital social. N'est-il pas dès lors évident que le rôle du capital variable doit être radicalement différent de celui du capital constant ? Les produits qui compensent le capital variable doivent au bout du compte s'échanger contre des *biens de consommation* à l'usage des ouvriers et couvrir la consommation habituelle de ces derniers. Les produits qui compensent le capital constant doivent finalement s'échanger contre des *moyens de production* et être utilisés comme un capital pour une nouvelle production. Aussi, la distinction entre capital constant et capital variable est-elle absolument indispensable à la théorie de la réalisation. Secundo, le malentendu provient du fait qu'ici encore Strouvé entend tout à fait arbitrairement et à tort par théorie de la réalisation une théorie montrant que les produits sont répartis proportionnellement (voir notamment les pages 50-51). Nous avons déjà dit ci-dessus et nous répétons une fois encore qu'une telle interprétation de la théorie de la réalisation est erronée.

D'autre part, Strouvé ne comprend pas la question du fait qu'il estime indispensable de distinguer les catégories « sociologiques » et les catégories « économiques » de la théorie de Marx en formulant quelques remarques générales contre celle-ci. Je dois dire à ce propos, en premier lieu, que tout cela n'a absolument rien de commun avec

la théorie de la réalisation ; en second lieu, que je considère la distinction introduite par Strouvé comme confuse et que je n'y vois aucune utilité véritable. En troisième lieu, je tiens non seulement pour contestable, mais pour manifestement erronée l'affirmation suivante de Strouvé : « Marx lui-même, sans aucun doute, ne concevait pas clairement le rapport entre les fondements sociologiques » de sa théorie et l'analyse des phénomènes relatifs au marché, et « la théorie de la valeur, telle qu'elle est exposée dans les livres I et III du *Capital*, est indéniablement entachée d'une contradiction »*. Toutes ces déclarations de Strouvé sont complètement gratuites. Ce ne sont pas des arguments, mais des décrets. Ce sont les résultats anticipés de cette critique de la théorie marxiste que veulent entreprendre les néo-kantiens** . On verra bien avec le temps ce

* A cette dernière déclaration de Strouvé, j'oppose le plus récent exposé de la théorie de la valeur donné par K. Kautsky, qui dit et prouve que la loi du taux moyen du profit « ne détruit pas la loi de la valeur, mais se borne à la modifier ». *Die Agrarfrage*, S. 67-68. (*La question agraire*, pp. 67-68. —*N.R.*) Signalons à ce propos l'intéressante opinion de Kautsky dans la préface de son livre remarquable : « Si j'ai réussi à développer dans l'ouvrage que j'offre au public des idées neuves et fécondes, j'en suis redevable avant tout à mes deux grands maîtres ; je le souligne d'autant plus volontiers que depuis quelque temps, même dans nos milieux, s'élèvent des voix qui proclament vieilli le point de vue de Marx et d'Engels... A mon avis, ce scepticisme découle davantage des traits individuels des sceptiques que des particularités de la doctrine contestée. Je tire cette conclusion non seulement des résultats auxquels conduit l'analyse des objections des sceptiques, mais aussi de mon expérience personnelle. Au début de mon... activité, je ne nourrissais pas la moindre sympathie pour le marxisme. Je me comportais à son égard avec autant d'esprit critique et de méfiance que tous ceux qui, à présent, écrasent de leur dédain mon fanatisme dogmatique. C'est seulement après une certaine résistance que je suis devenu marxiste. Mais dès ce moment et par la suite, — chaque fois que des doutes ont surgi en moi sur une question de principe quelconque, — j'ai toujours fini par me convaincre que c'était moi qui avais tort et non mes maîtres. Une étude plus approfondie du sujet me contraignait à reconnaître le bien-fondé de leur opinion. Ainsi, toute étude nouvelle d'un sujet, toute tentative de reviser mes conceptions, renforçait ma conviction, fortifiait en moi l'adhésion à cette doctrine dont la diffusion et l'application sont devenues la tâche de ma vie. »

** A cette occasion voici quelques mots sur cette (future) « critique » qui a tant de séductions pour Strouvé. Aucun homme de bon sens n'élèvera évidemment d'objections contre la critique en géné-

que donnera cette critique. Pour l'instant, nous constatons qu'elle est stérile en ce qui concerne la théorie de la réalisation.

7. A propos de la signification des schémas de Marx dans la section III du livre II du *Capital*, Strouvé soutient qu'il est possible d'exposer convenablement la théorie abstraite de la réalisation en recourant aux procédés les plus variés de division du produit social. Cette affirmation surprenante s'explique entièrement si l'on se rappelle le malentendu fondamental de Strouvé en vertu duquel la théorie de la réalisation serait « complètement épuisée » (??!) par la thèse banale que les produits s'échangent contre des produits. C'est seulement par suite de ce malentendu que Strouvé a pu écrire une phrase comme celle-ci : « Le rôle que ces masses de marchandises » (réalisées) «jouent dans la production, la répartition, etc., la question de savoir si elles représentent un capital (sic!!) et lequel, constant ou variable, voilà qui est parfaitement indifférent en ce qui concerne le fond de la théorie en cause » (51). Pour la théorie de la réalisation de Marx, qui consiste dans l'analyse de la reproduction et de la circulation de l'ensemble du *capital* social, il serait indifférent de savoir si les marchandises représentent un capital !! Cela revient à dire que, pour le fond de la théorie de la

ral. Mais Strouvé reprend visiblement sa pensée favorite sur la fécondation du marxisme par la « philosophie critique ». N'ayant, cela va de soi, ni le désir ni la possibilité de m'appesantir ici sur la question du contenu philosophique du marxisme, je me bornerai donc à formuler la remarque suivante. Les disciples de Marx qui prêchent un « retour à Kant » n'ont jusqu'à présent absolument rien avancé qui prouve la nécessité d'un tel revirement et qui montre avec évidence ce que la théorie de Marx gagnerait à être fécondée par le néo-kantisme[36]. Ils ne se sont même pas acquittés de l'obligation qui leur incombe avant toute autre chose et qui consiste à analyser en détail et à réfuter l'appréciation négative portée par Engels sur le néo-kantisme. Au contraire, les disciples qui sont revenus, non à Kant, mais au matérialisme philosophique d'avant Marx, d'une part, et à l'idéalisme dialectique, d'autre part, ont donné un exposé remarquablement cohérent et précieux du matérialisme dialectique, en établissant qu'il est le produit légitime et inévitable de tout le développement le plus récent de la philosophie et de la science sociale. Il me suffit de renvoyer au travail bien connu de M. Beltov en langue russe et aux *Beiträge zur Geschichte des Materialismus* (Stuttgart 1896)[37] (*Essais sur l'histoire du matérialisme. — N. R.*) en langue allemande.

rente foncière, il serait indifférent de savoir si la population des campagnes se divise ou non en propriétaires fonciers, en capitalistes et en ouvriers, car cette théorie ne consisterait prétendument qu'à signaler la différence de fertilité de divers terrains.

C'est seulement en vertu de ce même malentendu que Strouvé a pu dire : « le rapport réciproque naturel entre les éléments de la consommation sociale — l'échange social d'*objets matériels* — apparaît au mieux » si l'on recourt, non pas à la division du produit selon Marx, mais à la division suivante : moyens de production + biens de consommation + plus-value (p. 50). En quoi consiste l'échange social d'objets matériels? Avant tout dans l'échange de moyens de production contre des biens de consommation. Mais comment mettre cet échange en lumière si l'on sépare la plus-value *des* moyens de production et *des* biens de consommation? Car enfin la plus-value s'incarne soit dans les moyens de production, soit dans les biens de consommation ! N'est-il pas clair qu'une telle division, inconsistante du point de vue logique (puisqu'elle confond la division selon la forme naturelle du produit et la division suivant les éléments de la valeur), *obscurcit* le procesus de l'échange social des objets matériels?*

8. Strouvé dit que j'ai attribué à Marx la théorie apologétique bourgeoise de Say-Ricardo (52), théorie de l'harmonie entre la production et la consommation (51), qui est en contradiction flagrante avec la doctrine de Marx sur l'évolution et la disparition finale du capitalisme (pp. 51-52); que, par suite, mon « raisonnement absolument juste » sur le fait que Marx, dans les livres II et III, souligne la contradiction inhérente au capitalisme entre l'extension illimitée de la production et la consommation limitée des masses populaires, « jette complètement par-dessus bord la théorie de la réalisation... » dont je me fais « par ailleurs le défenseur ».

Cette assertion de Strouvé est tout aussi erronée et

* Rappelons que Marx partage tout le produit social en deux sections selon la forme naturelle du produit : I° moyens de production ; II° biens de consommation. Puis, dans chacune de ces sections, le produit se divise en trois parties selon les éléments qui constituent la valeur : 1° capital constant, 2° capital variable, 3° plus-value.

se fonde également sur le malentendu indiqué plus haut et dont il est la victime.

Où Strouvé a-t-il pris que, par théorie de la réalisation, j'entends, non pas l'analyse du processus de la reproduction et de la circulation de l'ensemble du capital social, mais une théorie se bornant à affirmer que les produits s'échangent contre des produits, et enseignant qu'il y a harmonie entre la production et la consommation? Strouvé serait incapable de montrer, par une analyse de mes articles, que j'ai considéré la théorie de la réalisation dans le second sens, car j'ai dit sans ambages et très nettement que je l'envisageais précisément dans le premier sens. Voici ce qui est écrit dans l'article « Pour caractériser le romantisme économique », au chapitre où j'explique les erreurs de Smith et de Sismondi : « La question, ici, est justement de savoir *comment* s'opère la réalisation, *c'est-à-dire* la compensation de tous les éléments du produit social. Aussi, tout raisonnement sur le capital social et le revenu social ou, ce qui revient au même, sur la réalisation du produit dans la société capitaliste — doit commencer par distinguer... les moyens de production et les biens de consommation » (*Etudes*, p. 17*). « La question de la réalisation se ramène précisément à l'analyse de la compensation de toutes les parties du produit social quant à la valeur et à la forme matérielle » (*ibid.*, p. 26)**. Strouvé ne répète-t-il pas la même chose quand il écrit — soi-disant en contradiction avec moi — que la théorie qui nous intéresse « montre le mécanisme de la réalisation... pour autant qu'une telle réalisation existe » (*Naoutchnoïé Obozrêniê*, p. 62)? Suis-je en contradiction avec *cette* théorie que je défends quand je dis que la réalisation a lieu « seulement avec difficulté, au milieu de fluctuations incessantes qui s'accentuent à mesure que se développe le capitalisme dans les conditions d'une concurrence forcenée, etc. » (*Etudes*, p. 27 ***)? — quand je dis que la théorie populiste « atteste non seulement une incompréhension de cette réalisation, mais encore une compréhension

---

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 2, p. 149. (*N.R.*)
** *Ibid.*, pp. 160-161. (*N.R.*)
*** *Ibid.*, pp. 161-162. (*N.R.*)

très superficielle des contradictions propres à cette réalisation » (pp. 26-27)* ? — quand je dis que la réalisation du produit, qui s'opère moins en fonction des biens de consommation qu'en fonction des moyens de production, est « évidemment une contradiction, mais une contradiction qui s'observe dans la réalité, qui découle de la nature même du capitalisme » (p. 24**), qui « s'accorde pleinement avec la « mission » historique du capitalisme et sa structure sociale spécifique : la première » (c'est-à-dire la mission) « consiste précisément à développer les forces productives de la société (production pour la production) ; la seconde » (c'est-à-dire la structure sociale du capitalisme) « exclut leur utilisation par la masse de la population » (p. 20***)?

9. A propos des rapports entre la production et la consommation dans la société capitaliste, il semble qu'il n'existe pas de divergence entre Strouvé et moi. Mais lorsque ce dernier dit d'une thèse de Marx (celle affirmant que la consommation n'est pas le but de la production capitaliste) : « elle porte visiblement l'empreinte du caractère polémique de tout le système de Marx. Elle est tendancieuse... » (p. 53), je conteste résolument l'opportunité et le bien-fondé de telles formulations. Que la consommation ne soit pas le but de la production capitaliste, c'est un fait. La contradiction entre ce fait et la constatation que la production est liée finalement à la consommation, qu'elle en dépend dans la société capitaliste également, — cette contradiction n'est pas dans la doctrine, mais dans la vie elle-même. La théorie de la réalisation de Marx a une valeur scientifique immense précisément parce qu'elle montre comment cette contradiction prend corps, parce qu'elle place cette contradiction au premier plan. Le « système de Marx » revêt « un caractère polémique » non parce qu'il est « tendancieux »****,

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 2, p. 161. (*N.R.*)
** *Ibid.*, p. 157. (*N.R.*)
*** *Ibid.*, p. 153. (*N.R.*)
**** L'exemple classique des gens *à la* (en français dans le texte.— *N.R.*) A. Skvortsov, qui aperçoit un caractère tendancieux dans la théorie de Marx sur le taux moyen du profit, pourrait servir de mise en garde contre l'emploi de pareilles expressions.

mais parce qu'il retrace fidèlement, sur le plan théorique, toutes les contradictions qui sont dans la vie. C'est pourquoi, entre autres raisons, toutes les tentatives visant à s'assimiler le « système de Marx » en laissant de côté son « caractère polémique » restent et resteront vouées à l'insuccès : le « caractère polémique » du système ne fait que refléter exactement le « caractère polémique » du capitalisme lui-même.

10. « Quelle est la signification véritable de la théorie de la réalisation ? » demande Strouvé, et il cite l'opinion de Boulgakov pour qui la possibilité d'élargir la production capitaliste se manifeste pratiquement, encore qu'à travers une série de crises. « La production capitaliste progresse dans le monde entier», déclare M. Boulgakov. « Cet argument, réplique Strouvé, est absolument dénué de fondement. Car l'« élargissement de la production capitaliste » ne s'effectue pas en réalité dans l'Etat capitaliste idéal ou isolé que suppose Boulgakov et qui, selon son hypothèse, se suffit à lui-même, mais dans l'arène de l'économie mondiale, où se heurtent les degrés les plus divers du développement économique et les différentes formes de la vie économique » (p. 57).

Ainsi, l'objection de Strouvé se ramène à ceci : en fait, la réalisation ne s'effectue pas dans un Etat capitaliste isolé, se suffisant à lui-même, mais « dans l'arène de l'économie mondiale », c'est-à-dire par l'écoulement des produits dans d'autres pays. Il est facile de voir que cette objection repose sur une erreur. La question de la réalisation se trouvera-t-elle tant soit peu modifiée si on ne se limite pas au marché intérieur (le capitalisme « se suffisant à lui-même») et si on se réfère au marché extérieur, ou bien si on considère plusieurs pays au lieu d'un seul ? Si nous ne pensons pas que les capitalistes jettent leurs marchandises à la mer ou les donnent pour rien aux étrangers, si nous ne prenons pas des cas ou des moments particuliers, exceptionnels, nous devons apparemment admettre un certain équilibre des exportations et des importations. Dans le cas où un pays donné exporte certains produits en les réalisant « dans l'arène de l'économie mondiale », il importe, par contre, d'autres produits. Du point de vue de la théorie de la réalisation, il faut considérer que

« le commerce extérieur remplace les articles (Artikel — marchandises) indigènes seulement par des articles d'une forme d'usage et d'une forme naturelle différentes » (*Das Kapital*, II, 469[38]. Cité par moi dans *Naoutchnoïé Obozrénié*, p. 38*). Que nous prenions un seul pays ou un ensemble de pays, cela ne change rien à la nature même du processus de réalisation. Dans son objection à M. Boulgakov, Strouvé répète, par conséquent, la vieille erreur des populistes qui rattachaient la question de la réalisation à celle du marché extérieur **.

En fait, il n'y a rien de commun entre ces deux questions. Celle de la réalisation est abstraite, se rapporte à la théorie du capitalisme en général. Que nous envisagions un seul pays ou le monde entier, les lois fondamentales de la réalisation, découvertes par Marx, restent les mêmes.

La question du commerce extérieur ou du marché extérieur est historique, porte sur les conditions concrètes du développement du capitalisme dans tel ou tel pays et à telle ou telle époque***.

11. Arrêtons-nous encore un instant sur un problème qui « retient depuis longtemps l'attention » de Strouvé : quelle est la valeur scientifique véritable de la théorie de la réalisation ?

Exactement la même que celle de toutes les autres thèses de la théorie abstraite de Marx. Si Strouvé se sent troublé par le fait que « la réalisation absolue est l'idéal de la production capitaliste, mais nullement sa réalité », nous lui rappellerons que toutes les autres lois du capitalisme découvertes par Marx ne traduisent exactement de la même façon que l'idéal du capitalisme et nullement sa réalité. « Notre but, écrivait Marx, est de représenter l'organisation interne du mode de production capitaliste seulement, pour ainsi dire, dans sa moyenne idéale » («in ihrem idealen Durchschnitt». *Das Kapital*, III, 2, 367 ; trad. russe, p. 688 [39]). La théorie du capital suppose que

* Voir le présent tome, p. 56. (*N.R.*)

** J'ai examiné cette erreur des populistes dans mes *Etudes*, pp. 25-29. (Voir V. Lénine, Œuvres, tome 2, pp.159-164. — *N.R.*)

*** *Ibid.* Voir *Naoutchnoïé Obozrénié* n°1, p. 37. (Voir le présent tome, p. 54. *N.R.*)

l'ouvrier reçoit la valeur intégrale de sa force de travail. C'est là l'idéal du capitalisme, mais nullement sa réalité. La théorie de la rente suppose que la population agricole tout entière se trouve scindée en propriétaires fonciers, en capitalistes et en ouvriers salariés. C'est là l'idéal du capitalisme, mais nullement sa réalité. La théorie de la réalisation suppose une répartition proportionnelle de la production. C'est là l'idéal du capitalisme, mais nullement sa réalité.

La valeur scientifique de la théorie de Marx consiste en ceci qu'elle a élucidé le processus de la reproduction et de la circulation de l'ensemble du capital social. En outre, elle a montré de quelle manière se manifeste cette contradiction, inhérente au capitalisme, en vertu de laquelle l'énorme augmentation de la production ne s'accompagne nullement d'une augmentation correspondante de la consommation des masses populaires. C'est pourquoi, loin de restaurer la théorie apologétique bourgeoise (comme Strouvé se l'est imaginé), la théorie de Marx, au contraire, *fournit une arme extrêmement puissante contre l'apologétique*. Il découle de cette théorie que *même* si la reproduction et la circulation de l'ensemble du capital social sont idéalement régulières et proportionnelles, la contradiction n'en est pas moins inévitable entre l'essor de la production et les limites restreintes de la consommation. *En outre*, pratiquement, le processus de la réalisation ne se déroule pas selon une proportionnalité idéalement régulière, mais seulement au milieu de «difficultés», de « fluctuations », de « crises », etc.

Par ailleurs, la théorie de la réalisation de Marx fournit une arme extrêmement puissante non seulement contre l'apologétique, mais aussi contre la critique réactionnaire, petite-bourgeoise, du capitalisme. C'est bien cette critique du capitalisme qu'ont tenté d'épauler nos populistes par leur théorie erronée de la réalisation. Alors que la conception marxiste conduit inévitablement à reconnaître le caractère historiquement progressiste du capitalisme (développement des moyens de production et, par voie de conséquence, des forces productives de la société), sans estomper pour autant mais au contraire en faisant ressortir le caractère historiquement transitoire du capitalisme.

12. « En ce qui concerne la société capitaliste idéale ou isolée, se suffisant à elle-même », Strouvé soutient qu'une reproduction élargie y est impossible, « étant donné qu'elle ne saurait trouver les ouvriers supplémentaires qui lui sont absolument indispensables ».

Je ne puis en aucune façon partager cette opinion de Strouvé. L'impossibilité de puiser une main-d'œuvre supplémentaire dans l'armée de réserve du travail n'a pas été prouvée par lui, et d'ailleurs elle ne pouvait l'être. Contestant que l'accroissement net de la population puisse fournir ces ouvriers, il déclare bien gratuitement que « la reproduction élargie fondée sur l'accroissement net de la population n'est peut-être pas identique, arithmétiquement, à la reproduction simple, mais du point de vue capitaliste pratique, c'est-à-dire du point de vue économique, elle coïncide entièrement avec elle ». Sentant qu'on ne peut démontrer, sur le plan théorique, l'impossibilité de se procurer des ouvriers supplémentaires, Strouvé élude la question en alléguant les conditions historiques et pratiques. « Je ne pense pas, écrit-il, que Marx aurait pu résoudre la question historique (?!) sur la base de cette construction purement abstraite »... « Un capitalisme se suffisant à lui-même est un cas limite historiquement (!) inconcevable » ...« L'intensification du travail que l'on peut imposer à l'ouvrier est très étroitement limitée, non seulement sur le plan concret, mais aussi logiquement »... « L'accroissement continu de la productivité du travail ne peut manquer d'affaiblir la contrainte au travail elle-même »...

L'illogisme de toutes ces assertions saute aux yeux ! Jamais et nulle part aucun des contradicteurs de Strouvé n'a proféré cette absurdité qu'on pourrait résoudre une question historique à l'aide de constructions abstraites. Seulement, en l'espèce, c'est Strouvé lui-même qui a posé une question nullement historique mais entièrement abstraite, une question purement théorique « au sujet de la société capitaliste idéale » (p. 57). N'est-il pas évident qu'il esquive tout simplement la question ? Je ne songe évidemment pas à contester qu'il existe de nombreuses conditions historiques et pratiques (pour ne rien dire des contradictions immanentes du capitalisme) qui aboutissent et aboutiront à l'effondrement du capitalisme bien

plus tôt qu'à la transformation du capitalisme actuel en un capitalisme idéal. Mais pour ce qui est de la question purement théorique « au sujet de la société capitaliste idéale », je garde mon opinion antérieure qu'il n'existe aucune raison de nier la possibilité de la reproduction élargie dans une telle société.

13. « MM. V.V. et N. —on, poursuit Strouvé, ayant signalé des contradictions et des pierres d'achoppement dans le développement capitaliste de la Russie, on leur montre les schémas de Marx et on leur dit : les capitaux s'échangent toujours contre des capitaux... » (article cité de Strouvé, p. 62).

Cela est dit sur le ton le plus caustique. Dommage seulement que l'affaire soit présentée de façon parfaitement inexacte. Tout lecteur des *Essais d'économie « théorique »* de M.V.V. et du paragraphe XV de la seconde section des *Essais* de M. N. —on verra que ces deux auteurs ont posé précisément la question abstraite et théorique de la réalisation, celle de la réalisation du produit dans la société capitaliste en général. C'est un fait. C'est également un fait que, contre eux, d'autres auteurs « ont estimé indispensable d'expliquer *avant tout* les points fondamentaux, *abstraits et théoriques*, de la théorie des marchés » (selon les propres termes employés dans les premières lignes de mon article du *Naoutchnoïé Obozrénié*). Tougan-Baranovski a traité de la théorie de la réalisation dans le chapitre de son livre sur les crises qui a pour sous-titre : « Théorie des marchés ». Boulgakov donne comme sous-titre à son livre : « Etude théorique ». On se demande qui confond les questions abstraites, théoriques et les questions historiques, concrètes, les adversaires de Strouvé ou Strouvé lui-même ?

Sur la même page, Strouvé cite le passage où j'indique que la nécessité d'un marché extérieur ne découle pas des conditions de la réalisation, mais de conditions historiques. « Mais, réplique Strouvé (que voilà un « mais » bien caractéristique !), Tougan-Baranovski, Boulgakov et Iline n'ont élucidé que les conditions abstraites de la réalisation, et non ses conditions historiques » (p. 62). Si aucun de ces auteurs n'a abordé les conditions historiques, c'est justement parce qu'ils entendaient parler de questions théoriques abstraites et non de questions historiques con-

crètes. Dans mon livre : *Le développement du capitalisme en Russie* (« Du marché intérieur pour la grande industrie et du processus de sa formation en Russie »), dont l'impression est actuellement (mars 1899)* terminée, je ne pose pas la question de la théorie des marchés, mais celle du marché intérieur pour le capitalisme russe. Aussi les vérités abstraites de la théorie n'y jouent-elles que le rôle de thèses directrices, d'instruments servant à l'analyse des données concrètes.

14. Strouvé « maintient entièrement » son « point de vue » sur la théorie des « tierces personnes », qu'il a exposée dans ses *Notes critiques*. Pour ma part, je maintiens entièrement ce que j'ai dit à ce propos quand les *Notes critiques* sont sorties des presses [40].

A la page 251, Strouvé dit que l'argumentation de M. V. V. « s'appuie sur toute une théorie originale des marchés dans une société capitaliste constituée ». « Cette théorie, remarque-t-il, est juste dans la mesure où elle constate ce fait que la plus-value ne peut être réalisée dans la consommation ni des capitalistes ni des ouvriers, mais suppose celle de tierces personnes. » Par ces tierces personnes, Strouvé « entend en Russie les paysans exploitants russes » (p. 61 de l'article du *Naoutchnoïé Obozrénié*).

Ainsi, M.V.V. avance toute une théorie originale des marchés dans une société capitaliste constituée, et on le renvoie aux paysans exploitants russes ! N'est-ce pas là mélanger la question théorique abstraite de la réalisation et la question historique concrète du capitalisme en Russie ? Ensuite, si Strouvé reconnaît que la théorie de M.V.V. est exacte, ne fût-ce que partiellement, cela signifie qu'il laisse de côté les erreurs théoriques fondamentales de M. V.V. dans la question de la réalisation, qu'il laisse de côté cette opinion erronée que les « difficultés » de la réalisation capitaliste se limiteraient à la plus-value ou seraient spécialement liées à cette partie de la valeur des produits ; qu'il laisse de côté cette opinion erronée qui rattache la question du marché extérieur à celle de la réalisation.

L'affirmation de Strouvé suivant laquelle les paysans exploitants russes créent par leur décomposition un marché

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 3. (*N.R.*)

pour notre capitalisme est parfaitement justifiée (dans le livre cité ci-dessus, j'apporte une démonstration détaillée de cette thèse en analysant les données de la statistique des zemstvos). Mais la justification théorique de cette thèse n'a rien à voir avec la théorie de la réalisation des produits dans la société capitaliste ; elle se rapporte à la théorie de la formation d'une société capitaliste. Il faut également noter que l'expression de « tierces personnes » utilisée à propos des paysans est très malencontreuse et susceptible de provoquer des malentendus. Si les paysans sont des « tierces personnes » pour l'industrie capitaliste, les industriels, petits et grands, les fabricants et les ouvriers, sont des « tierces personnes » pour l'agriculture capitaliste. D'autre part, les paysans exploitants (les « tierces personnes ») créent un marché pour le capitalisme seulement dans la mesure où ils se différencient pour former les classes de la société capitaliste (bourgeoisie rurale et prolétariat rural), c'est-à-dire seulement dans la mesure où ils cessent d'être des « *tierces* » personnes et commencent à jouer un rôle *actif* dans le système capitaliste.

15. Strouvé dit : « Boulgakov fait subtilement remarquer qu'on ne peut établir aucune différence de principe entre le marché intérieur et le marché extérieur pour la production capitaliste. » Je m'associe entièrement à cette remarque : en effet, une frontière douanière ou politique ne sert souvent à rien lorsqu'il s'agit de distinguer le marché « intérieur » du marché « extérieur ». Mais, pour les raisons que je viens d'indiquer, je ne puis accorder à Strouvé qu'« il en découle... la théorie de la nécessité de tierces personnes ». La seule conclusion qui s'en dégage directement est la nécessité de ne pas s'arrêter, quand on analyse le capitalisme, à la distinction traditionnelle entre les marchés intérieur et extérieur. Sans fondement du point de vue strictement théorique, cette distinction est particulièrement inapplicable à des pays comme la Russie. On pourrait la remplacer par une autre, en distinguant par exemple les aspects suivants dans le processus du développement du capitalisme : 1) formation et évolution de rapports capitalistes dans les limites d'un territoire donné, entièrement peuplé et occupé ; 2) extension du capitalisme à d'autres territoires (en partie complètement inoccupés et qu'entreprennent de

peupler les originaires du vieux pays, en partie occupés par des peuplades restées en dehors du marché mondial et du capitalisme mondial). Le premier aspect pourrait être qualifié de développement du capitalisme en profondeur, et le second de développement du capitalisme en largeur*. Une telle distinction engloberait tout le processus de l'évolution historique du capitalisme : d'une part, dans les vieux pays qui ont élaboré au cours des siècles les diverses formes des rapports capitalistes jusqu'à la grande industrie mécanique inclusivement ; d'autre part, la puissante tendance qui pousse le capitalisme évolué à gagner d'autres territoires, à peupler et mettre en valeur de nouvelles parties du monde, à fonder des colonies, à entraîner les peuplades sauvages dans le tourbillon du capitalisme mondial. En Russie, cette dernière tendance du capitalisme s'est exprimée et continue à s'exprimer d'une façon particulièrement accusée aux confins de notre pays, ces régions dont la colonisation a reçu une impulsion si considérable après la réforme, dans la période capitaliste de l'histoire russe. Le Sud et le Sud-Est de la Russie d'Europe, le Caucase, l'Asie centrale, la Sibérie servent pour ainsi dire de colonies au capitalisme russe et lui assurent un gigantesque essor non seulement en profondeur, mais aussi en largeur.

Enfin, la distinction proposée est commode du fait qu'elle circonscrit nettement le domaine envisagé par la théorie de la réalisation. Il est clair que cette dernière se rapporte seulement au premier aspect, au développement du capitalisme en profondeur. Cette théorie (c'est-à-dire celle qui explique le processus de la reproduction et de la circulation du capital social dans son ensemble) doit nécessairement considérer pour ses analyses une société capitaliste repliée sur elle-même, c'est-à-dire faire abstraction de l'extension du capitalisme à d'autres pays, de l'échange de marchandises entre un pays et un autre, parce que ce processus n'apporte rien à la solution du problème de la réalisation, et ne fait que déplacer la question en l'appli-

* Il va de soi que, pratiquement, les deux aspects sont étroitement mêlés, et que leur séparation est une pure abstraction, un simple procédé adopté pour l'étude d'un processus complexe. Mon ouvrage mentionné ci-dessus est consacré exclusivement au premier de ces aspects : voir dans ce livre le chap. VIII, paragraphe V.

quant à plusieurs pays au lieu d'un seul. Il est clair également que la théorie abstraite de la réalisation doit prendre comme point de départ une société capitaliste idéalement développée.

Parlant des publications marxistes, Strouvé fait la remarque générale que voici : « Les refrains orthodoxes prévalent encore, mais ils ne peuvent étouffer le nouveau courant critique, parce que la vraie force, dans les questions scientifiques, est toujours du côté de la critique et non de la foi. » Comme on le voit d'après l'exposé qui précède, nous avons dû nous convaincre que le « nouveau courant critique » ne garantit pas contre la répétition d'anciennes erreurs. Non, restons plutôt « sous le signe de l'orthodoxie » ! Ne nous laissons pas persuader que l'orthodoxie permet d'accepter quoi que ce soit comme un article de foi, qu'elle exclut les applications dans un esprit critique et le progrès continu, qu'elle autorise à estomper les questions historiques derrière des schémas abstraits. S'il existe des disciples orthodoxes coupables de ces péchés vraiment graves, la faute en incombe entièrement à eux-mêmes et non à l'orthodoxie qui se distingue par des qualités diamétralement opposées.

Rédigé en mars 1899

Publié en août 1899 dans le n° 8 de la revue « Naoutchnoïé Obozrénié »

Signé : V. Iline

Conforme au texte de la revue

COMPTE RENDU

Karl Kautsky. *Die Agrarfrage.* Eine Uebersicht über die Tendenzen der modernen Landwirtschaft und die Agrarpolitik u.s.w. Stuttgart, Dietz, 1899*.

Après le livre III du *Capital*, l'ouvrage de Kautsky est la plus remarquable des publications économiques modernes. Jusqu'à présent, il manquait au marxisme une étude méthodique du capitalisme dans l'agriculture. Kautsky a désormais comblé cette lacune par la première partie de son volumineux ouvrage (450 p.), intitulée : «Le développement de l'agriculture dans la société capitaliste » (pp. 1 à 300). Dans sa préface, il note très justement que, sur la question du capitalisme agricole, il s'est amoncelé une masse « écrasante » de matériaux statistiques et d'un caractère descriptif ; il importe de mettre en lumière les « tendances fondamentales » de l'évolution dans ce secteur de l'économie nationale, de présenter les divers phénomènes du capitalisme agricole comme des « manifestations particulières d'un seul et même processus général (d'ensemble) » (eines Gesamtprozesses). En effet, les formes de l'agriculture et les rapports qui régissent la population des campagnes dans la société actuelle se distinguent par une diversité si considérable qu'il n'est rien de plus facile, pour un auteur, que de puiser dans un ouvrage quelconque une foule d'indications et de faits « confirmant » ses vues. C'est par ce procédé que notre presse populiste a échafaudé tout un corps de doctrines visant à prouver que la petite exploitation paysanne est viable, voire supérieure à la grande production agricole. Le propre de ces raisonnements est qu'ils montent en épin-

* Karl Kautsky. *La question agraire.* Essai sur les tendances de l'agriculture moderne et sur la politique agraire, etc. Stuttgart, Dietz, 1899. (*N.R.*)

gle des faits isolés et citent des cas particuliers sans même tenter de les relier au tableau d'ensemble du régime agraire des pays capitalistes en général, et aux tendances fondamentales de l'évolution actuelle de l'agriculture capitaliste. Kautsky ne commet pas cette erreur courante. Etudiant depuis plus de vingt ans la question du capitalisme dans l'agriculture, il dispose de matériaux extrêmement abondants ; notamment, Kautsky se réfère aux données des derniers recensements et enquêtes agricoles en Angleterre, en Amérique, en France (1892) et en Allemagne (1895). Mais jamais il ne s'égare dans l'amoncellement des faits, jamais il ne perd de vue la connexion qui rattache le phénomène le plus minime à la structure générale de l'agriculture capitaliste et à l'évolution générale du capitalisme.

Kautsky se pose non une question particulière, par exemple celle des rapports entre la grande et la petite production agricole, mais le problème général de savoir si le capital conquiert l'agriculture, s'il en modifie les formes de production et de propriété, et comment ce processus se déroule exactement. Reconnaissant pleinement le rôle considérable joué par les formes précapitalistes et non capitalistes de l'agriculture dans la société actuelle et la nécessité d'élucider leurs corrélations avec les formes purement capitalistes, Kautsky commence par caractériser avec beaucoup de précision et de clarté l'exploitation paysanne patriarcale et l'agriculture de l'époque féodale. Ayant ainsi établi les points de départ du développement du capitalisme dans l'économie agricole, il en arrive à l'« agriculture contemporaine ». Celle-ci est tout d'abord examinée sous son aspect technique (assolements, division du travail, machines, engrais, bactériologie), et le lecteur voit se dessiner un tableau frappant de la gigantesque révolution accomplie en quelques dizaines d'années par le capitalisme qui a fait une *science* d'un métier routinier. Ensuite vient l'étude du « caractère capitaliste de l'agriculture moderne » : un exposé bref et populaire, mais parfaitement exact et remarquablement bien présenté, de la théorie de Marx sur le profit et la rente. Kautsky montre que le système du fermage et celui des hypothèques ne sont que deux formes différentes d'un seul et même processus, signalé par Marx, de démarcation entre ceux qui exploitent la terre et ceux qui

la possèdent. Puis il examine les rapports entre la grande et la petite production, et constate que la supériorité technique de la première sur la seconde est indiscutable. Kautsky démontre cette thèse d'une manière circonstanciée et établit, avec force détails, que la petite production se maintient non en vertu de qualités techniques rationnelles, mais du fait que les petits paysans s'échinent davantage que les ouvriers salariés et abaissent le niveau de leurs besoins au-dessous de celui de ces derniers. Les données citées à ce propos sont extrêmement intéressantes et significatives au plus haut point. L'analyse de la question des associations agricoles l'amène à conclure qu'elles marquent un progrès indubitable, mais qu'elles sont une transition vers le capitalisme et non vers une production communautaire ; loin de diminuer la supériorité de la grande production sur la petite, ces associations l'accentuent. Il est absurde de croire que les paysans pourraient, dans la société actuelle, passer à la production communautaire. D'habitude, on se réfère aux statistiques qui ne témoignent pas de l'évincement de la petite exploitation agricole par la grande, mais indiquent seulement que l'évolution du capitalisme est beaucoup plus complexe dans l'agriculture que dans l'industrie. Même dans cette dernière, la tendance fondamentale du développement subit souvent les interférences de phénomènes comme l'extension du travail capitaliste à domicile, etc. Dans l'agriculture, ce qui empêche la petite production d'être évincée, c'est avant tout l'exiguïté des terrains ; l'achat de petites parcelles en vue de constituer un grand domaine se heurte à de très nombreuses difficultés ; quand l'agriculture prend un caractère intensif, une diminution de la surface cultivée est parfois compatible avec une augmentation de la quantité des produits obtenus (aussi la statistique, qui opère exclusivement sur les données concernant les surfaces cultivées, est-elle peu probante). La concentration de la production s'effectue par l'achat de nombreux domaines réunis aux mains d'un seul propriétaire, les latifundia ainsi constituées servent de base à l'une des formes les plus élevées de la grande agriculture capitaliste. Enfin, la grande propriété foncière elle-même n'aurait pas intérêt à éliminer complètement la petite : cette dernière lui fournit de la main-d'œuvre ! Aussi les propriétai-

res fonciers et les capitalistes font-ils souvent adopter des lois qui soutiennent artificiellement la petite paysannerie. La petite agriculture se maintient quand elle cesse de concurrencer la grande, quand elle en devient la pourvoyeuse en main-d'œuvre. Les rapports entre les gros et les petits propriétaires fonciers se rapprochent de plus en plus des rapports de capitalistes à prolétaires. Kautsky consacre un chapitre spécial richement documenté au processus de la « prolétarisation de la paysannerie », notamment à la question des « métiers d'appoint » des paysans, c'est-à-dire des diverses formes du travail salarié.

Après avoir tracé dans ses grandes lignes l'évolution du capitalisme dans l'agriculture, Kautsky entreprend de démontrer le caractère historiquement transitoire de ce système d'économie sociale. Plus se développe le capitalisme, et plus sont grandes les difficultés auxquelles se heurte l'agriculture commerciale (marchande). Le monopole de la propriété foncière (la rente foncière), le droit d'héritage, les majorats[41] font obstacle à la rationalisation de l'économie agricole. Les villes exploitent de plus en plus les campagnes, en enlevant aux agriculteurs leur meilleure main-d'œuvre, en soutirant une part toujours plus grande des richesses produites par la population rurale qui, par suite, perd la possibilité de restituer au sol ce qu'il fournit. Examinant en détail le dépeuplement des campagnes, Kautsky admet parfaitement que ce sont les exploitations des paysans moyens qui souffrent le moins du manque de main-d'œuvre, mais il ajoute aussitôt que les « bons citoyens » (nous pouvons ajouter : et les populistes russes) ont tort de se réjouir de cette situation, d'y voir le début d'une renaissance de la paysannerie, et qui démentirait l'application de la théorie de Marx à l'agriculture. Si la paysannerie ressent moins que les autres classes agricoles le manque d'ouvriers salariés, elle souffre par contre beaucoup plus gravement de l'usure, des redevances accablantes, du caractère irrationnel de son exploitation, de l'épuisement du sol, du travail exténuant et de la sous-consommation. Les vues des économistes petits-bourgeois enclins à l'optimisme sont réfutées nettement par le fait que non seulement les ouvriers agricoles, mais aussi les fils de paysans... fuient la campagne pour la ville ! Mais ce qui a bouleversé de

fond en comble l'agriculture européenne, c'est la concurrence du blé à bon marché importé d'Amérique, d'Argentine, d'Inde, de Russie, etc. Kautsky examine en détail la signification de ce fait engendré par le développement de l'industrie en quête de marchés. Il décrit la chute de la production céréalière en Europe sous l'influence de cette concurrence, la baisse de la rente, et insiste notamment sur l'« industrialisation de l'agriculture » qui se traduit d'un côté par le travail salarié des petits paysans dans l'industrie et, de l'autre, par le progrès des productions agricoles techniques (distillation, raffinage du sucre, etc.), et même par l'élimination de certaines branches agricoles au profit de l'industrie de transformation. Les économistes optimistes, dit Kautsky, ont tort de penser que ces changements de l'agriculture européenne peuvent la sauver de la crise : la crise gagne sans cesse en étendue et ne peut se terminer que par une crise générale du capitalisme. Evidemment, cela ne donne nullement le droit de parler de la ruine de l'agriculture, mais le caractère conservateur de cette dernière a disparu à jamais : l'économie agricole se métamorphose sans interruption, ce qui caractérise le mode de production capitaliste en général. « Une partie considérable des terres, écrit Kautsky, sert à la grande production agricole dont le caractère capitaliste se développe de plus en plus ; l'augmentation des fermages et des hypothèques, l'industrialisation de l'agriculture — tels sont les éléments qui préparent le terrain à la socialisation de la production agricole »... Il serait absurde de s'imaginer, dit Kautsky dans sa conclusion, qu'une partie de la société se développe dans une direction et une autre dans la direction opposée. En réalité, « l'évolution sociale s'effectue dans l'agriculture dans le même sens que dans l'industrie ».

Appliquant les résultats de son analyse théorique aux questions de la politique agraire, Kautsky se prononce, naturellement, contre toute tentative visant à soutenir et à « sauver » l'exploitation paysanne. Il n'y a aucune raison de croire, dit Kautsky, que la communauté rurale puisse passer à la grande agriculture communautaire (p. 338, paragraphe : « Der Dorfkommunismus »* ; voir p. 339).

* « Le communisme au village ». (*N.R.*)

« La protection de la paysannerie (Der Bauernschutz) ne porte pas sur la *personne* du paysan (nul, évidemment, ne se prononcerait contre une telle protection), mais sur sa *propriété*. Or, c'est précisément la propriété du paysan qui est la cause essentielle de sa paupérisation et de son abaissement. D'ores et déjà, les ouvriers agricoles salariés connaissent souvent une situation meilleure que celle des petits paysans. La protection de la paysannerie ne sauvegarde pas celle-ci contre la misère, mais sauvegarde les fers qui enchaînent le paysan à sa misère » (p. 320). La transformation radicale de l'agriculture entière par le capitalisme ne fait que commencer, mais elle progresse rapidement, en faisant du paysan un travailleur salarié et en accélérant l'exode rural. Toute tentative de freiner ce mouvement serait réactionnaire et nuisible : si pénibles qu'en soient les conséquences dans la société actuelle, les entraves apportées à ce processus ont des résultats pires encore et réduisent la population laborieuse à une situation encore plus misérable et désespérée. Dans la société actuelle, le seul objectif que puisse se fixer une action d'avant-garde est d'atténuer les effets funestes de l'essor capitaliste sur la population, de renforcer la conscience de cette dernière et sa capacité de défense collective. Pour cette raison, Kautsky insiste sur les mesures suivantes : nécessité d'assurer la liberté de déplacement, etc., suppression de tous les vestiges de la féodalité dans l'agriculture (par exemple, les Gesindeordnungen*, qui placent les ouvriers agricoles dans une situation personnellement dépendante et en font des demi-serfs), interdiction de faire travailler les enfants avant l'âge de 14 ans, journée de travail de huit heures, sévère police sanitaire des logements des ouvriers, etc., etc.

Il faut espérer que le livre de Kautsky paraîtra aussi en traduction russe.

Rédigé en mars 1899
Publié en avril 1899 dans le n° 4 de la revue « Natchalo »
Signé : Vl. Iline

Conforme au texte de la revue

* Voir le renvoi à la page 52.

COMPTE RENDU

HOBSON. *L'évolution du capitalisme contemporain.* Traduit de l'anglais. Saint-Pétersbourg 1898. Editions O. Popova. Prix: 1 r. 50.

A vrai dire, le livre de Hobson ne constitue pas une étude sur l'évolution du capitalisme contemporain, mais une série d'essais, utilisant surtout des données anglaises, sur le développement industriel de ces dernières années. Aussi le titre est-il un peu trop vaste : l'auteur ne traite pas du tout de l'agriculture, et il est loin d'examiner l'économie industrielle elle-même dans toute son ampleur. Par son orientation, Hobson se rattache, comme les écrivains bien connus, les époux Webb, à l'un des courants avancés de la pensée sociale anglaise. Il observe à l'égard du « capitalisme contemporain » une attitude critique, admettant sans réserve la nécessité de le remplacer par une forme supérieure d'économie sociale, et parlant de ce remplacement avec un sens pratique et réformateur typiquement anglais. C'est surtout par la voie empirique, sous l'influence de la récente histoire de la législation des fabriques, du mouvement ouvrier, de l'activité des municipalités en Angleterre, etc., qu'il acquiert la conviction que la réforme est indispensable. On ne relève pas chez lui de vues théoriques d'ensemble, cohérentes, pouvant servir de base à son programme de réformes et éclairer les questions particulières qui en découlent. Aussi, Hobson est-il surtout fort lorsqu'il s'agit de grouper et de décrire les dernières données statistiques et économiques. Par contre, dès qu'on touche aux questions théoriques générales de l'économie politique, il se montre très inférieur à sa tâche. Le lecteur russe est même surpris de voir comment un auteur ayant des connaissances aussi vastes et des aspirations aussi pratiques, qui

méritent pleinement la sympathie, se démène en vains efforts pour préciser ce qu'est le « capital », quel est le rôle de l'« épargne », etc. Ce point faible s'explique entièrement par le fait que J. St. Mill est pour lui, en matière d'économie politique, une plus grande autorité que Marx ; Hobson cite bien ce dernier une fois ou deux, mais, apparemment, il ne le connaît pas ou ne le comprend pas du tout. On ne peut s'empêcher de regretter que Hobson ait dépensé cette énorme quantité de travail improductif pour démêler les contradictions de l'économie politique bourgeoise et professorale. Dans les meilleurs des cas, il s'approche des solutions depuis longtemps indiquées par Marx ; dans les cas les moins favorables, il reprend des conceptions erronées qui sont en contradiction flagrante avec son attitude envers le « capitalisme contemporain ». Le chapitre le moins réussi est le septième : « Les machines et le marasme industriel ». Hobson s'y efforce de tirer au clair des questions théoriques concernant les crises, le capital social et le revenu social dans la société capitaliste, l'accumulation capitaliste. Des idées justes sur la non-correspondance de la production et de la consommation dans cette société, sur le caractère anarchique de l'économie capitaliste, sont noyées dans un tas de jugements scolastiques sur l'« épargne » (Hobson confond accumulation et « épargne ») et parmi des robinsonnades de tout genre (« supposons qu'un homme travaillant avec des moyens primitifs invente un nouvel outil ... économise sur sa nourriture », etc.), etc. Hobson aime beaucoup les diagrammes et, le plus souvent, il les utilise très adroitement pour illustrer son exposé. Mais le tableau qu'il donne du « mécanisme de la production » à la page 207 (ch. VII) ne peut que faire sourire un lecteur tant soit peu familiarisé avec le « mécanisme » réel de la « production » *capitaliste*. Hobson confond la production et le régime social de la production, et montre qu'il a une notion extrêmement vague de la nature du capital et de ses parties constitutives, ainsi que des classes en lesquelles se divise inévitablement la société capitaliste. Dans le chapitre VIII, il apporte des renseignements intéressants sur la composition de la population d'après ses occupations et sur les changements qu'elle subit avec le temps, mais ses raisonnements sur « les machines et la

demande de travail » souffrent d'une grave lacune : il ignore la théorie de la « surpopulation capitaliste » ou de l'armée de réserve du travail. Parmi les chapitres plus réussis figurent ceux où il examine les villes modernes et la situation des femmes dans l'industrie contemporaine. Après avoir cité des statistiques sur l'extension du travail féminin et décrit les très mauvaises conditions dans lesquelles il s'accomplit, Hobson note très justement que le seul espoir d'améliorer ces conditions réside dans le remplacement du travail à domicile par le travail en fabrique, ce qui aboutit à « des rapports sociaux plus étroits » et à l'« organisation ». De même, à propos du rôle des villes, il se rapproche des vues générales de Marx en reconnaissant que l'opposition entre la ville et la campagne est en contradiction avec la structure de la société collectiviste. Ses conclusions auraient beaucoup gagné en force persuasive s'il n'avait pas, là encore, ignoré les enseignements de Marx. On peut présumer qu'il aurait alors souligné plus nettement le rôle historiquement progressif des grandes villes et la nécessité d'associer l'agriculture et l'industrie dans une organisation collectiviste de l'économie. Le dernier chapitre : « La civilisation et l'essor industriel », est sans doute le meilleur ; l'auteur y démontre, par une suite d'arguments bien choisis, qu'il est indispensable de réformer la structure actuelle de l'industrie en renforçant le « contrôle social » et en s'orientant vers la « socialisation de l'industrie ». Si l'on veut porter un jugement sur les vues quelque peu optimistes de Hobson quant au moyen de réaliser ces « réformes », il faut prendre en considération les particularités de l'histoire et de la vie anglaises : le développement considérable de la démocratie, l'absence de militarisme, la puissance énorme des trade-unions organisées, les investissements croissants de capitaux hors de l'Angleterre, qui affaiblissent l'antagonisme entre les entrepreneurs et les ouvriers, etc.

Dans son livre bien connu sur le mouvement social au XIX^e^ siècle, le professeur W. Sombart signale, notamment, la « tendance à l'unité » (titre du chapitre VI), c'est-à-dire à l'homogénéité manifestée par le mouvement social des différents pays sous ses diverses formes et nuances, parallèlement à la diffusion des idées marxistes. En ce qui con-

cerne l'Angleterre, Sombart aperçoit cette tendance dans le fait que les trade-unions anglaises renoncent de plus en plus au « point de vue purement manchesterien »[42]. Nous pouvons dire à propos de l'ouvrage de Hobson que, sous la pression de la vie et de ses exigences, qui confirment de plus en plus les «prévisions » de Marx, les écrivains d'avant-garde anglais commencent à se rendre compte du caractère inconscient de l'économie politique bourgeoise traditionnelle, et en s'affranchissant de ses préjugés, ils se rapprochent involontairement du marxisme.

La traduction du livre de Hobson est très mauvaise.

Rédigé en avril 1899 — *Conforme au texte de la revue*

Publié en mai 1899 dans n° 5 de la revue « Natchalo »
Signé : Vl. Iline

LE CAPITALISME DANS L'AGRICULTURE

(A propos d'un livre de Kautsky et d'un article de M. Boulgakov)

Rédigé en avril-mai 1899

Publié en janvier-février 1900 dans la revue « Jizn »[45] Signé: V. Il i n e

Conforme au texte de la revue

Couverture de la revue *Jizn* où parut l'article de V. Lénine : « Le capitalisme dans l'agriculture ». 1900. *Réduction*

PREMIER ARTICLE

Le n° 1-2 du *Natchalo* (section II, pages 1 à 21) a publié un article de Monsieur S. Boulgakov : « A propos de l'évolution capitaliste de l'agriculture », consacré à la critique de l'ouvrage de Kautsky sur la question agraire. L'auteur a parfaitement raison de dire que « le livre de Kautsky représente toute une conception du monde », qu'il est d'une grande importance à la fois théorique et pratique. C'est là peut-être la première étude méthodique et scientifique d'un problème qui a suscité et continue à susciter des discussions ardentes dans tous les pays, même entre des auteurs solidaires par leurs conceptions générales et qui se réclament du marxisme. M. Boulgakov « se borne à une critique négative », celle des « thèses particulières du livre de Kautsky » (qu'il expose « brièvement » — nous verrons qu'il en donne aux lecteurs du *Natchalo* un aperçu trop bref et très inexact). Il espère, « par la suite », « exposer d'une façon systématique la question de l'évolution capitaliste de l'agriculture » et opposer ainsi à Kautsky « une autre conception du monde ».

Nous sommes certain qu'en Russie également le livre de Kautsky va susciter pas mal de controverses entre les marxistes, qu'en Russie également les uns seront contre Kautsky, et les autres pour lui. En tout cas, l'auteur de ces lignes est en désaccord formel avec l'opinion de M. Boulgakov, avec l'appréciation qu'il porte sur l'ouvrage de Kautsky. Cette opinion — bien qu'il reconnaisse que *Die Agrarfrage** est « une œuvre remarquable » — frappe

* *La question agraire.* (*N.R.*)

par son âpreté et par son ton inhabituel dans les polémiques entre auteurs proches par leurs tendances. Voici quelques spécimens des expressions employées par M. Boulgakov : « extrêmement superficiel »... « il y a là aussi peu de véritable agronomie que de véritable économie »... « Kautsky élude par des *phrases* (les italiques sont de M. Boulgakov !!) les problèmes scientifiques sérieux », etc., etc. Examinons donc de plus près les expressions de ce critique si sévère, tout en faisant connaître au lecteur le livre de Kautsky.

I

Avant même de s'en prendre à Kautsky, M. Boulgakov adresse en passant une réprimande à Marx. Il va de soi qu'il souligne les immenses mérites du grand économiste ; mais il soutient qu'on relève « parfois » chez Marx certaines « conceptions erronées... d'ores et déjà suffisamment réfutées par l'histoire ». « Au nombre de ces conceptions figure par exemple celle en vertu de laquelle, dans l'agriculture, le capital variable diminue par rapport au capital constant, tout comme dans l'industrie de transformation, si bien que la composition organique du capital agricole augmente sans cesse. » Qui se trompe ici, Marx ou M. Boulgakov ? Ce dernier fait allusion à ce fait que, dans l'économie rurale, le progrès de la technique et le développement de la culture intensive ont souvent pour conséquence d'*accroître* la quantité de travail nécessitée par la mise en valeur d'une superficie donnée. Cela est indéniable. Mais de là à rejeter la théorie de la diminution du capital variable *par rapport* au capital constant, *proportionnellement* à ce dernier, il y a loin. La théorie de Marx affirme seulement que le rapport $\frac{v}{c}$ (v — capital variable, c—capital constant) révèle dans l'ensemble une tendance à diminuer, même si v s'accroît par unité de surface ; est-ce que cela réfute la théorie de Marx si, en même temps, c augmente encore plus rapidement ? En ce qui concerne l'agriculture des pays capitalistes prise dans son ensemble, on constate une diminution de v et une augmentation de c. La population rurale et le nombre des ouvriers agricoles diminuent aussi bien en Allemagne qu'en France et en Angleterre, tandis que se multiplient les machines utilisées dans l'a-

griculture. En Allemagne, par exemple, la population rurale est tombée entre 1882 et 1895 de 19 200 000 à 18 500 000 (le nombre des ouvriers agricoles salariés de 5 900 000 à 5 600 000), alors que le nombre des machines utilisées dans l'agriculture est passé de 458 369 à 913 391*; celui des machines à vapeur s'est élevé de 2 731 (1879) à 12 856 (1897) ; celui des chevaux-vapeur a augmenté encore davantage. Le cheptel bovin est passé de 15 800 000 à 17 500 000 têtes et le cheptel porcin de 9 200 000 à 12 200 000 (1883 et 1892). En France, la population rurale est tombée de 6 900 000 cultivateurs (« indépendants ») en 1882 à 6 600 000 en 1892, alors que le nombre des machines agricoles s'est accru comme suit : en 1862 — 132 784 ; en 1882 — 278 896; en 1892—355 795 ; cheptel bovin : 12 000 000, 13 000 000, 13 700 000 ; nombre des chevaux : 2 910 000, 2 840 000, 2 790 000 (la réduction du nombre des chevaux pour la période 1882-1892 est moins considérable que celle de la population rurale). Somme toute, en ce qui concerne les pays capitalistes actuels, loin de réfuter la possibilité d'appliquer la loi de Marx à l'agriculture, l'histoire l'a au contraire *confirmée*. L'erreur de M. Boulgakov consiste à avoir trop hâtivement promu des faits agronomiques isolés au rang de lois économiques *générales*, sans s'être interrogé sur leur signification. Nous soulignons « générales » parce que ni Marx ni ses disciples n'ont jamais considéré cette loi autrement que comme une loi exprimant les tendances générales du capitalisme, et nullement comme une loi valable pour tous les cas pris en particulier. Même en ce qui concerne l'industrie, Marx en personne a montré que les périodes de transformations techniques (où le rapport $\frac{v}{c}$ diminue) sont suivies de périodes de progrès sur la base technique donnée (où le rapport $\frac{v}{c}$ demeure inchangé et, éventuellement, peut même augmenter). On connaît, dans l'histoire de l'industrie des pays capitalistes, des cas où cette loi cesse d'être valable pour des branches entières de l'industrie. Par exemple, quand de grands ateliers capitalistes (improprement appelés fabriques) se dissolvent pour

* On a groupé des machines diverses. Sauf mention spéciale, tous les chiffres sont empruntés au livre de Kautsky.

faire place au travail capitaliste à domicile. Pour ce qui est de l'agriculture, il est absolument hors de doute que le processus de développement du capitalisme y est infiniment plus complexe et qu'il revêt des formes incomparablement plus variées.

Passons à Kautsky. L'esquisse de l'agriculture à l'époque féodale, par laquelle il commence, serait « très superficielle et superflue ». Il est difficile de comprendre les motifs d'un tel verdict. Nous sommes convaincu que si M. Boulgakov réussit à réaliser son projet et à exposer avec méthode l'évolution capitaliste de l'agriculture, il lui sera indispensable de dégager les traits fondamentaux de l'économie agricole *précapitaliste*. Autrement, on ne saurait saisir ni le caractère de l'économie *capitaliste* ni les formes de transition qui la relient à l'économie féodale. M. Boulgakov lui-même reconnaît l'énorme importance « de la forme que présentait l'agriculture *au début* (les italiques sont de M. Boulgakov) de sa course capitaliste». Kautsky envisage précisément « le début de la course capitaliste » dans l'agriculture européenne. Son aperçu de l'agriculture féodale est, à notre avis, excellent, et atteste la précision remarquable, l'art de choisir l'essentiel sans se perdre dans des détails secondaires, qui caractérisent cet auteur en général. Kautsky commence, dans son introduction, par poser très exactement et très correctement la question. Il déclare de la façon la plus catégorique : « Il est absolument hors de doute — nous sommes prêt à l'admettre a priori (von vornherein) comme une chose démontrée — que l'agriculture ne se développe pas suivant le même schéma que l'industrie : elle obéit à des lois particulières » (S. 5-6). Le problème consiste à « rechercher si le capital conquiert l'agriculture et comment au juste il s'y prend, comment il la transforme, comment au juste il rend inadéquates les anciennes formes de production et de propriété et en suscite nécessairement de nouvelles » (S. 6). Telle est l'unique façon de poser la question qui puisse conduire à une explication satisfaisante du « développement de l'agriculture dans la société capitaliste » (titre de la première partie, la partie théorique, du livre de Kautsky).

Au début de sa « course capitaliste », l'agriculture était aux mains du *paysan*, soumis, en règle générale, au régime

féodal d'économie sociale. Aussi, Kautsky caractérise-t-il avant tout le *régime* de l'économie paysanne, l'union du travail de la terre et de l'industrie domestique, puis les éléments de décomposition de ce « paradis » des écrivains petits-bourgeois et conservateurs (*à la** Sismondi), le rôle de l'usure, la graduelle « pénétration dans les campagnes, au sein de l'économie paysanne elle-même, de l'antagonisme de classe, qui détruit l'ancienne harmonie et l'ancienne communauté d'intérêts » (S. 13). Ce processus remonte au moyen âge et n'est pas encore définitivement terminé à l'heure actuelle. Nous soulignons cette thèse parce qu'elle montre d'emblée tout le mal fondé de l'affirmation de M. Boulgakov selon laquelle Kautsky n'aurait même pas posé la question de savoir qui était le porteur du progrès technique dans l'agriculture. Kautsky a très nettement posé et résolu ce problème, et tout lecteur attentif s'assimilera cette vérité (souvent oubliée par les populistes, les agronomes et bien d'autres), que le porteur du progrès technique dans l'agriculture actuelle est la *bourgeoisie rurale*, tant la petite que la grande, celle-ci (comme l'a montré Kautsky) jouant d'ailleurs à cet égard un rôle plus important que celle-là.

II

Kautsky décrit ensuite (au chapitre III) dans ses grandes lignes l'agriculture féodale : règne de l'assolement triennal, ce système archiconservateur ; oppression et expropriation de la paysannerie par la grande aristocratie foncière ; organisation par cette dernière d'une économie féodale-capitaliste ; transformation du paysan en miséreux affamé (Hungerleider) au cours des XVII^e^ et XVIII^e^ siècles ; développement d'une paysannerie bourgeoise (Grossbauern, ne pouvant se passer d'ouvriers agricoles et de journaliers) à laquelle ne convenaient pas les vieilles formes des rapports ruraux et de la propriété foncière ; destruction de ces formes et déblaiement de la voie pour une « agriculture capitaliste, intensive » (S. 26) par la classe bourgeoise qui s'était formée avec l'essor de l'industrie et des villes. Après avoir brossé ce tableau, Kautsky caractérise l'« agriculture moderne » (chap. IV).

* En français dans le texte. (*N. R.*)

Ce chapitre fournit un aperçu remarquablement précis, succinct et clair, de la gigantesque révolution que le capitalisme a produite dans l'agriculture en transformant le métier routinier de paysans abrutis par la misère et accablés par l'ignorance en une application scientifique de l'agronomie, en troublant la stagnation séculaire de l'agriculture, en donnant (et en continuant à donner) une impulsion à l'essor rapide des forces productives du travail social. L'assolement triennal a été remplacé par la rotation des cultures ; l'entretien du bétail et les façons culturales ont été améliorés et le rendement des récoltes s'est accru ; la spécialisation agricole s'est fortement accentuée, ainsi que la division du travail entre exploitations. L'uniformité précapitaliste a cédé le pas à une diversité sans cesse croissante, accompagnée d'un progrès technique de toutes les branches de l'agriculture. On a vu naître et progresser rapidement l'utilisation des machines dans l'agriculture, l'emploi de la vapeur ; on commence à se servir de l'électricité à laquelle il est échu, selon les spécialistes, de jouer dans ce domaine un rôle encore plus considérable que la vapeur. On a multiplié les routes d'accès, intensifié la bonification des terres ainsi que l'emploi d'engrais artificiels, conformément aux données de la physiologie végétale ; on a commencé à appliquer la bactériologie à l'agriculture. Lorsque M. Boulgakov prétend que Kautsky « n'accompagne pas ces informations* d'une analyse *économique* », sa déclaration est absolument sans fondement. Kautsky montre avec précision le lien qui rattache cette révolution à la croissance du *marché* (notamment à celle des villes) et à la subordination de l'agriculture à la *concurrence*, qui l'a *obligée* à se transformer et à se spécialiser. « Cette révolution, écrit

* « Tous ces renseignements, estime M. Boulgakov, peuvent être tirés de n'importe quel (sic) manuel d'économie agricole. » Nous ne partageons pas cette opinion flatteuse de M. Boulgakov sur les « manuels ». Prenons parmi ces « n'importe quels manuels » les livres russes de MM. Skvortsov (*Les transports à vapeur*) et N. Kabloukov (*Cours*, dont la moitié est reproduite dans un « nouvel » ouvrage : *Sur les conditions du développement de l'économie paysanne en Russie*). Ni chez l'un ni chez l'autre, le lecteur ne trouvait un tableau de cette révolution que le *capitalisme* a produite dans l'agriculture, parce qu'aucun d'eux ne songe même pas à brosser un tableau général du passage de l'économie féodale à l'économie capitaliste.

Kautsky, issue du capital urbain, renforce la dépendance de l'exploitant agricole à l'égard du marché et, de surcroît, en modifie sans cesse les conditions qui jouent pour lui un rôle essentiel. Telle branche de la production, rentable aussi longtemps que le marché le plus proche n'était relié au marché mondial que par une route, ne rapporte plus rien et doit être remplacée par une autre quand la contrée se trouve traversée par une voie ferrée. Si, par exemple, le chemin de fer amène du blé meilleur marché, la production céréalière cesse d'être rentable, mais en même temps on voit apparaître la possibilité d'écouler le lait. Le développement de la circulation des marchandises permet d'introduire dans le pays des variétés de plantes nouvelles, améliorées », etc. (S. 37-38.) « A l'époque féodale, poursuit Kautsky, il n'existait pas d'autre culture que la petite, car le propriétaire foncier travaillait ses champs avec le même outillage que les paysans. Le capitalisme a permis de créer, pour la première fois, une grande production agricole, techniquement plus rationnelle que la petite. » Parlant des machines agricoles, Kautsky (qui, soit dit en passant, a montré avec précision les particularités de l'agriculture sous ce rapport) explique le caractère *capitaliste* de leur emploi, leur influence sur les travailleurs, le rôle des machines en tant que facteur de progrès, la « nature réactionnaire et utopique » des projets tendant à limiter l'utilisation des machines agricoles. « Les machines agricoles continueront d'exercer leur activité transformatrice : elles chasseront les ouvriers agricoles vers les villes, servant ainsi d'instrument puissant, d'une part, pour élever les salaires à la campagne, d'autre part, pour continuer à répandre les machines dans l'agriculture » (S. 41). Ajoutons que, dans des chapitres spéciaux, Kautsky explique en détail le caractère capitaliste de l'agriculture actuelle aussi bien que les rapports de la grande et de la petite production et la prolétarisation de la paysannerie. L'affirmation de M. Boulgakov selon laquelle Kautsky « ne pose pas la question de savoir pourquoi toutes ces miraculeuses métamorphoses ont été rendues nécessaires » est, comme on le voit, absolument gratuite.

Dans le chapitre V («Caractère capitaliste de l'agriculture contemporaine »), Kautsky expose la théorie marxiste de la valeur, du profit et de la rente. «Sans argent, la pro-

duction agricole moderne est impossible, dit-il, ou, ce qui revient au même, elle est impossible *sans capital*. En effet, avec le mode actuel de production, toute somme d'argent qui n'est pas consacrée à la consommation personnelle peut se transformer en capital, c'est-à-dire en une valeur engendrant de la plus-value, et, en règle générale, elle se transforme effectivement en capital. La production agricole moderne est donc une production capitaliste » (S. 56). Ce texte nous permet, entre autres, d'apprécier à sa juste valeur la déclaration suivante de M. Boulgakov : « J'emploie ce terme (agriculture capitaliste) dans son sens habituel (c'est dans ce même sens que l'emploie Kautsky), c'est-à-dire au sens de grande exploitation dans l'agriculture. Mais en fait (sic), l'économie nationale *tout entière* étant organisée sur le mode capitaliste, il n'existe pas d'agriculture qui soit *non* capitaliste, car elle est *entièrement* déterminée par les conditions générales d'organisation de la production, et c'est seulement dans ces limites qu'il convient de distinguer une grande agriculture, ayant un caractère d'entreprise, et une petite. Pour la clarté de l'exposé, il faut ici également un terme nouveau. » D'où il ressort, en somme, que M. Boulgakov a *rectifié* le point de vue de Kautsky... « Mais en fait », comme le voit le lecteur, Kautsky *n'emploie absolument pas* le terme d'« agriculture capitaliste » dans le sens « habituel » et inexact, où l'emploie M. Boulgakov. Kautsky comprend parfaitement, et il le dit avec beaucoup de précision et de clarté, qu'avec le mode capitaliste de production, toute production agricole est « en règle générale » capitaliste. Il fonde cette opinion sur ce simple fait que l'agriculture actuelle exige de l'argent, et que, dans la société moderne, l'argent qui n'est pas consacré à la consommation personnelle se transforme en capital. Il nous semble que cela est un peu plus clair que les « rectifications » de M. Boulgakov, et que Kautsky a pleinement montré la possibilité de se tirer d'affaire même sans « terme nouveau ».

Dans le chapitre V de son livre Kautsky soutient, entre autres, que le système du fermage qui s'est si complètement développé en Angleterre et celui des hypothèques qui progresse avec une étonnante rapidité dans l'Europe continentale traduisent au fond un seul et même processus,

à savoir : *le processus qui détache de la terre le cultivateur exploitant**. Dans le mode capitaliste du fermage, ce détachement est clair comme le jour. Dans le système hypothécaire, il est « moins clair et les choses ne se présentent pas aussi simplement ; mais, au fond, cela revient au même » (S. 86). Il est évident, en effet, que la mise en gage de la terre est une mise en gage ou une vente de la rente foncière. Par suite, dans le système des hypothèques tout comme dans celui du fermage, les bénéficiaires de la rente (=les propriétaires fonciers) se séparent des bénéficiaires du profit d'entreprise (=les exploitants agricoles, les chefs des entreprises agricoles). Pour M. Boulgakov, « le sens de cette affirmation de Kautsky manque tout à fait de clarté ». « On ne saurait guère, dit-il, tenir pour acquis que l'hypothèque exprime une séparation entre l'exploitant agricole et la terre. » « Premièrement, il est impossible de prouver que les dettes engloutissent *toute* la rente, cela ne peut se produire qu'à titre exceptionnel »... A cela nous répondrons : il n'est nullement nécessaire de démontrer que les intérêts afférents aux dettes hypothécaires engloutissent *toute* la rente, de même qu'il n'est pas nécessaire de prouver que le prix *réel* du fermage coïncide avec la rente. Il suffit d'établir que l'endettement hypothécaire croît avec une rapidité gigantesque, que les propriétaires fonciers s'efforcent d'engager toute leur terre et aspirent à vendre toute la rente. Que cette tendance existe, — et l'analyse économique théorique ne peut, d'une façon générale, s'occuper que des tendances, — cela ne fait aucun doute. On ne saurait donc pas douter non plus de l'existence du processus détachant la terre du cultivateur exploitant. La réunion en une seule personne du bénéficiaire de la rente et du bénéficiaire du profit d'entreprise est « historiquement une exception » (ist historisch eine Ausnahme, S. 91)... « Deuxièmement, poursuit M. Boulgakov, il faut analyser, à propos de chaque

* Dans le livre III du *Capital*, Marx a signalé ce processus (sans en analyser les différentes *formes* suivant les pays), et il a noté que cette « séparation entre la terre considérée comme condition de la production, d'une part, et la propriété foncière et le propriétaire foncier, d'autre part » est « un des grands résultats du mode capitaliste de production » (III, 2, S. 156-157; trad. russe, pp. 509-510). [44]

cas considéré, les causes et les sources de l'endettement, afin d'en comprendre la signification. » Il s'agit là apparemment d'une coquille ou d'un lapsus. M. Boulgakov ne saurait prétendre qu'un économiste (traitant par surcroît du « développement de l'agriculture dans la société capitaliste » *en général*) doive ou même puisse rechercher les causes de l'endettement « *dans chaque cas considéré* ». Si M. Boulgakov voulait parler de la nécessité d'analyser les causes de l'endettement dans différents pays et à différentes périodes, nous ne pouvons tomber d'accord avec lui. Kautsky a parfaitement raison de dire que l'on a accumulé trop de monographies sur la question agraire, que la tâche théorique urgente n'est nullement d'ajouter de nouvelles monographies, mais d'« étudier les tendances fondamentales de l'évolution capitaliste de l'agriculture envisagée dans son ensemble » (Vorrede, S. VI*). Au nombre de ces tendances figure, sans aucun doute, la séparation entre l'exploitant agricole et la terre, sous la forme d'une augmentation de l'endettement hypothécaire. Kautsky a défini avec précision et clarté la signification véritable des hypothèques, leur caractère historiquement progressif (la séparation entre l'exploitant agricole et la terre est une des conditions de la socialisation de l'agriculture, S. 88), leur rôle indispensable dans l'évolution capitaliste de l'économie agricole**. Tous les raisonnements de Kautsky à ce sujet ont une très grande valeur théorique et fournissent une arme puissante contre le verbiage bourgeois si répandu (notamment dans « n'importe quel manuel d'économie agricole ») sur les « malheurs » de l'endettement et sur les « mesures d'assistance »... « Troisièmement, conclut M. Boulgakov, la terre affermée peut à son tour être mise en gage et, en ce sens, se trouver dans la situation d'une terre non affermée. » Etrange argument ! Que M. Boulgakov montre ne serait-ce qu'un

* Préface, page VI. (*N.R.*)

** L'augmentation de l'endettement hypothécaire n'est pas toujours un indice, loin de là, d'un état déshérité de l'agriculture... Le progrès et la prospérité de l'économie agricole (tout comme son déclin) « doivent se traduire par un accroissement des dettes hypothécaires — d'abord, du fait des besoins croissants de l'agriculture en capitaux, quand elle est en période d'ascension; ensuite, du fait de la hausse de la rente foncière qui rend possible l'extension du crédit agricole» (S.87).

seul phénomène économique, une seule catégorie économique, qui ne s'enchevêtre pas avec d'autres. Les cas de cumul d'un fermage et d'une hypothèque ne réfutent pas et n'affaiblissent même pas le principe théorique suivant lequel le processus de séparation entre la terre et l'exploitant agricole s'exprime sous deux formes: le système du fermage et l'endettement hypothécaire.

« Encore plus inattendue » et « complètement inexacte » est aussi, aux dires de M. Boulgakov, la thèse de Kautsky suivant laquelle « les pays où le système du fermage est développé sont aussi ceux où domine la grande propriété foncière » (S. 88). Kautsky parle ici de la concentration de la propriété foncière (dans le système du fermage) et de la concentration des hypothèques (dans le système du faire-valoir direct) comme d'une condition qui facilite la disparition de la propriété foncière privée. Au sujet de la concentration de la propriété foncière, poursuit Kautsky, il n'existe pas de statistique « qui permettrait d'observer la réunion de plusieurs domaines entre les mains d'une même personne », mais « dans l'ensemble on peut admettre » que la multiplication des fermages et des superficies affermées va de pair avec la concentration de la propriété foncière. « Les pays où le système du fermage est développé sont aussi ceux où domine la grande propriété foncière. » Il est clair que tout ce raisonnement de Kautsky ne concerne que les pays où le système du fermage est répandu, mais M. Boulgakov se réfère à la Prusse orientale, où il « espère montrer » une augmentation des fermages parallèle au morcellement de la grande propriété foncière, et par cet exemple isolé il prétend réfuter Kautsky! M. Boulgakov a seulement le tort d'oublier d'informer le lecteur que Kautsky lui-même signale le morcellement des grands domaines et l'extension du fermage paysan à l'est de l'Elbe, tout en expliquant, comme nous le verrons ci-après, la signification véritable de ces processus.

Kautsky démontre la concentration de la propriété foncière dans les pays d'endettement hypothécaire en s'appuyant sur la concentration des établissements hypothécaires. M. Boulgakov estime que cela ne prouve rien. « Il peut facilement arriver, — à son avis, — qu'il se produise une déconcentration du capital (par le moyen des actions)

allant de pair avec la concentration des établissements de crédit. » Quant à cette question, eh bien, nous n'allons pas discuter avec M. Boulgakov.

III

Après avoir examiné les traits fondamentaux de l'agriculture féodale et de l'agriculture capitaliste, Kautsky aborde le problème « de la grande et de la petite production » (chap. VI). Ce chapitre est l'un des meilleurs de son livre. Il analyse, pour commencer, « la supériorité technique de la grande production ». Tranchant la question au profit de cette dernière, Kautsky ne donne nullement une formule abstraite qui ignorerait la diversité considérable des rapports agricoles (ainsi que M. Boulgakov le présume bien à tort), mais indique au contraire avec clarté et précision qu'il faut tenir compte de cette diversité lorsqu'on veut appliquer la loi théorique à l'étude de la pratique. La supériorité de la grande production agricole sur la petite n'est inévitable, « *cela va de soi* », que « *toutes choses égales par ailleurs* ». (S. 100. Les italiques sont de moi.) Cela en premier lieu. Même dans l'industrie, la loi de la supériorité de la grande production n'est pas du tout aussi absolue et aussi simple qu'on se l'imagine parfois ; là aussi, c'est seulement lorsque « *toutes choses sont égales par ailleurs* » (ce qui est loin d'être toujours le cas dans la réalité) que la loi est pleinement applicable. Quant à l'agriculture, qui se distingue par une complexité et une diversité de rapports incomparablement plus grandes, la possibilité de faire jouer intégralement cette loi est soumise à des conditions beaucoup plus rigoureuses. Par exemple, Kautsky fait très justement remarquer qu'à la limite de la propriété paysanne et de la petite propriété seigneuriale, il se produit « une transformation de la quantité en qualité » : la grande exploitation paysanne peut être « sinon techniquement, du moins économiquement, supérieure » à la petite exploitation seigneuriale. L'entretien d'un gérant compétent (un des principaux avantages de la grande production) est une charge trop lourde pour les petits domaines, et la gestion exercée personnellement par le maître lui-même est souvent, tout simplement, celle d'un « junker », et n'a

aucun caractère scientifique. En second lieu, la supériorité de la grande production n'est valable que dans certaines limites. Kautsky étudie ces dernières en détail dans la suite de son exposé. De même, il va de soi qu'elles ne sont pas identiques pour les différentes branches de l'agriculture et dans des conditions économiques et sociales diverses. En troisième lieu, Kautsky n'ignore nullement que, « *pour le moment* », il existe des branches de l'agriculture où les spécialistes reconnaissent que la petite production peut concurrencer la grande, par exemple les cultures maraîchères, la viticulture, les plantes industrielles, etc. (S. 115). Mais ces activités ont une importance tout à fait secondaire par rapport aux branches principales (entscheidenden) : la production des céréales et l'élevage. En outre, « même dans les régions de viticulture et de cultures maraîchères, il existe d'ores et déjà de grandes exploitations assez florissantes » (S. 115). C'est pourquoi, « si l'on parle de l'agriculture en général (in Allgemeinen), ces branches dans lesquelles la petite production l'emporte sur la grande ne doivent pas entrer en ligne de compte, et on est pleinement en droit de dire que la grande production est nettement supérieure à la petite » (S. 116).

Après avoir démontré la supériorité technique de la grande production (nous exposerons ci-après plus en détail les arguments de Kautsky, en analysant les objections de M. Boulgakov), Kautsky se demande : « Qu'est-ce que la petite production peut opposer aux avantages de la grande ? » et il répond : « Une plus large application et des soins plus diligents de la part du travailleur qui, à la différence d'un salarié, peine pour son propre compte, et ensuite le niveau très bas des besoins du petit cultivateur indépendant, niveau inférieur même à celui de l'ouvrier agricole » (S. 106). Et, par une suite de données frappantes sur la situation des paysans en France, en Angleterre et en Allemagne, Kautsky ne met pas en doute le « travail excessif et la consommation insuffisante dans la petite production ». Enfin, il indique que la supériorité de la grande production est attestée aussi par l'aspiration des exploitants agricoles à former des *coopératives* : « les coopératives de production, c'est la production en grand ». On sait comment les idéologues de la petite bourgeoisie en général

et spécialement les populistes russes (il suffit de rappeler le livre cité ci-dessus de M. Kabloukov) portent aux nues les coopératives groupant de petits agriculteurs. L'excellente analyse que donne Kautsky du rôle joué par les coopératives n'en prend que plus d'importance. Celles des petits exploitants agricoles sont évidemment un chaînon du progrès économique, mais elles marquent *un passage au capitalisme* (Fortschritt zum Kapitalismus) *et pas du tout un passage au collectivisme*, comme on le pense et comme on l'affirme souvent (S. 118). Loin de minimiser la supériorité (Vorsprung) de la grande production sur la petite, les coopératives la renforcent parce que les gros exploitants ont plus de moyens d'organiser des coopératives, et profitent davantage de cette possibilité. Que la grande production communautaire, collectiviste, l'emporte sur la grande production capitaliste, Kautsky le reconnaît — cela va de soi — de la façon la plus catégorique. Il examine les expériences de gestion collective de l'agriculture qui ont été faites en Angleterre par les disciples d'Owen *, et les communautés analogues dans les Etats-Unis de l'Amérique du Nord. Toutes ces expériences, dit Kautsky, *démontrent péremptoirement* que la gestion collective de la grande production agricole moderne est parfaitement possible, mais que, pour faire de cette possibilité une réalité, il faut « tout un ensemble de conditions économiques, politiques et intellectuelles ». Ce qui empêche les petits producteurs (aussi bien l'artisan que le paysan) de passer à la production collective, c'est le progrès extrêmement faible parmi eux de la solidarité et de la discipline, c'est leur isolement, leur « fanatisme de propriétaires », constaté non seulement chez les paysans d'Europe occidentale, mais — ajouterons-nous de notre propre chef — également parmi les paysans russes « communautaires » (rappelez-vous A. Engelhardt et G. Ouspenski). « Il est absurde d'escompter, déclare catégoriquement Kautsky, que dans la *société actuelle* le paysan passe à la production collective » (S. 129).

Tel est le contenu extrêmement riche du chapitre VI du livre de Kautsky. M. Boulgakov est particulièrement

* Pages 124-126, Kautsky décrit la commune agricole de Ralahine dont M. Dionéo entretient aussi les lecteurs russes dans le n° 2 du *Rousskoïé Bogatstvo* pour l'année en cours.

mécontent de ce chapitre. Kautsky, nous dit-on, est coupable d'avoir commis le « péché capital » de confondre des notions différentes : « les avantages techniques sont confondus avec les avantages économiques ». Kautsky « part de la supposition fausse qu'un moyen de production plus parfait du point de vue *technique* serait aussi plus parfait, c'est-à-dire plus viable, du point de vue *économique* ». Ce jugement sans appel de M. Boulgakov est absolument dénué de fondement, ce dont le lecteur est déjà convaincu, nous l'espérons, après notre exposé de l'argumentation de Kautsky. Sans confondre aucunement technique et économie*, ce dernier a pleinement raison d'étudier la question des rapports entre la grande et la petite production agricole, *toutes choses égales par ailleurs*, dans le cadre de l'économie capitaliste. *Dès la première phrase du premier paragraphe du chapitre VI, Kautsky indique avec précision ce lien entre le niveau de développement du capitalisme et le degré d'applicabilité de la loi sur la supériorité de la grande exploitation agricole* : « Plus l'agriculture devient capitaliste et plus elle accentue la différence qualitative entre la technique de la petite production et celle de la grande » (S. 92). Dans l'agriculture précapitaliste, cette différence

* Le seul point que Boulgakov pourrait invoquer, c'est le *titre* que Kautsky a donné au premier paragraphe du chapitre VI : « a) supériorité *technique* de la grande production », alors qu'il y est question à la fois des avantages techniques et des avantages économiques de cette dernière. Mais cela prouve-t-il que Kautsky *confonde* technique et économie ? Au demeurant, on peut se demander à proprement parler s'il y a une imprécision dans ce titre. Le fait est que Kautsky avait pour but d'opposer le contenu du 1er et du 2e paragraphe du chapitre VI : le premier (a) traite de la supériorité technique de la grande production dans l'agriculture capitaliste, et ici, à côté des machines, etc., figure, par exemple, le crédit. M. Boulgakov ironise : « curieuse supériorité technique. » *Mais rira bien qui rira le dernier!* (En français dans le texte.—*N.R.*) Jetez un coup d'œil dans le livre de Kautsky et vous verrez que l'auteur veut surtout parler du progrès dans la *technique* du crédit (et, plus loin aussi, dans la technique du commerce), qui est accessible *seulement* à un gros propriétaire. Au contraire, le paragraphe 2 (b) établit une comparaison portant sur la quantité de travail et les normes de consommation du travailleur dans la grande et dans la petite production ; par conséquent, on y examine des *différences purement économiques* entre la petite et la grande production. L'aspect *économique* du crédit et du commerce est le même pour les deux, mais l'aspect *technique* est différent.

n'existait pas. Que dire, après cela, du sévère sermon que M. Boulgakov adresse à Kautsky : « En réalité, voici comment la question doit être posée : quelle importance peuvent présenter dans la concurrence entre la grande et la petite production, *dans les conditions économiques et sociales actuelles*, telles ou telles particularités de chacune de ces formes de production ? » Voilà une « correction » tout à fait de la même veine que celle que nous avons examinée ci-dessus.

Voyons à présent comment M. Boulgakov réfute les arguments de Kautsky en faveur de la supériorité technique de la grande production dans l'agriculture. Kautsky dit : « L'une des plus importantes différences qui distinguent l'agriculture de l'industrie consiste en ceci que la production au sens propre du terme (Wirtschaftsbetrieb, l'entreprise économique) y est généralement liée à l'économie domestique (Haushalt), ce qui n'est pas le cas dans l'industrie. » Et qu'une économie domestique plus importante soit mieux placée qu'une petite pour épargner du travail et des matériaux, voilà qui n'exige guère de preuves... La première achète (notez-le bien ! *V.I.*) « le pétrole, la chicorée et la margarine en gros, la seconde au détail, etc. » (S. 93). M. Boulgakov « rectifie » : « Kautsky ne voulait pas dire que c'est techniquement plus avantageux, mais que cela *coûte* moins cher »! N'est-il pas clair que, dans ce cas également (comme dans tous les autres), la tentative que fait M. Boulgakov pour « rectifier » Kautsky est plus que malheureuse ? « Cet argument, poursuit le sévère critique, est lui aussi très contestable, parce que, dans certaines conditions, la valeur des isbas isolées peut ne pas entrer du tout dans celle du produit, alors que la valeur de l'isba commune y entrera, et encore avec des intérêts. Cela aussi dépend des conditions économiques et sociales qu'il aurait fallu étudier, au lieu de s'attacher à la prétendue supériorité technique de la grande production sur la petite »... Premièrement, M. Boulgakov oublie ce détail que Kautsky, ayant commencé par examiner l'importance comparée de la grande et de la petite production, *toutes choses égales par ailleurs*, analyse en détail ces conditions dans la suite de son exposé. M. Boulgakov veut, par conséquent, four-

rer dans le même sac des questions différentes. Deuxièmement. De quelle façon la valeur des isbas paysannes peut-elle ne pas être comprise dans celle du produit ? Uniquement du fait que le paysan « ne compte pas » la valeur de son bois ou de son travail nécessité par la construction et l'entretien de l'isba. Dans la mesure où le paysan en est encore à l'économie naturelle, il peut évidemment « ne pas compter » son travail, et M. Boulgakov a tort d'oublier de dire au lecteur que *Kautsky met ce fait pleinement en lumière aux pages 165-167 de son livre* (chapitre VIII, « Prolétarisation du paysan »). Mais il s'agit à présent des « conditions économiques et sociales » du capitalisme, et non de l'économie naturelle et de l'économie marchande simple. Or, dans les conditions sociales du capitalisme, « ne pas compter » son travail, c'est le donner gratuitement (à un marchand ou à un autre capitaliste), c'est travailler moyennant une rémunération incomplète de sa force de travail, c'est abaisser le niveau des besoins au-dessous de la norme. Comme nous l'avons vu, Kautsky a entièrement reconnu et judicieusement apprécié *cette* particularité de la petite production. Dans sa réplique à Kautsky, M. Boulgakov reprend le procédé habituel et l'habituelle erreur des économistes bourgeois et petits-bourgeois. Ces économistes ont rebattu les oreilles à tout le monde en exaltant la « vitalité » du petit paysan qui, disent-ils, peut ne pas compter son travail, ne pas courir après le profit et la rente, etc. Ces braves gens ont seulement oublié qu'un pareil raisonnement confond les « conditions économiques et sociales » de l'économie naturelle, de la production marchande simple et du capitalisme. Kautsky explique parfaitement toutes ces erreurs, en *distinguant rigoureusement* l'une ou l'autre structure de rapports économiques et sociaux. « Si la production agricole du petit paysan, écrit-il, n'est pas entraînée dans le domaine de la production marchande, si elle constitue seulement une partie de son économie domestique, elle reste également en dehors de la sphère où s'exercent les tendances centralisatrices du mode de production actuel. Si peu rationnelle que soit son exploitation parcellaire, à quelque gaspillage de force qu'elle conduise, il s'y accroche fermement, tout comme sa femme s'accroche à

son pauvre ménage qui lui donne, de la même façon, des résultats infiniment misérables pour une énorme dépense de force de travail, mais qui représente pour elle le seul domaine où elle soit indépendante de la volonté d'autrui et libre de toute exploitation. » (S. 165.) La situation change quand l'économie naturelle est supplantée par l'économie marchande. Le paysan se voit contraint de vendre ses produits, d'acheter des outils, *d'acheter de la terre.* Tant qu'il demeure *un simple producteur de marchandises*, il peut se contenter du niveau de vie d'un ouvrier salarié ; il n'a pas besoin de bénéfice ni de rente, il peut payer pour la terre un prix supérieur à celui que pourrait donner un entrepreneur capitaliste (S. 166). Mais la production marchande simple est évincée par la *production capitaliste.* Si, par exemple, le paysan a hypothéqué sa terre, il doit désormais aussi en retirer la rente cédée au créancier. A ce degré de développement, c'est seulement pour la forme qu'on peut considérer le paysan comme un simple producteur de marchandises. De facto, il se trouve avoir généralement affaire à un *capitaliste* — un créancier, un marchand, un entrepreneur industriel — auprès duquel il est contraint de chercher des « métiers d'appoint », c'est-à-dire lui vendre sa force de travail. A ce stade, — et répétons que Kautsky compare la grande et la petite agriculture dans la société capitaliste, — la possibilité de « ne pas compter son travail » n'a qu'un sens pour le paysan : s'épuiser à la besogne et rétrécir indéfiniment ses besoins.

Les autres objections de M. Boulgakov sont tout aussi mal venues. Kautsky dit que la petite production ne permet l'utilisation des machines que dans des limites plus étroites, que le petit exploitant trouve moins facilement du crédit et celui-ci lui revient plus cher. M. Boulgakov estime que ces arguments sont inopérants et il se réfère aux... coopératives paysannes ! Avec cela, il élude en la passant totalement sous silence l'argumentation invoquée par Kautsky à l'appui de l'opinion que nous avons citée ci-dessus sur ces coopératives et sur leur portée. A propos des machines, M. Boulgakov fait grief de nouveau à Kautsky de ne pas avoir posé « une question plus générale d'ordre économique : quel est, dans l'ensemble, le rôle

économique des machines dans l'agriculture » (M. Boulgakov a déjà oublié le chapitre IV du livre de Kautsky !) « et y sont-elles aussi indispensables que dans l'industrie de transformation ? » Kautsky a clairement montré le caractère capitaliste de leur emploi dans l'agriculture moderne (S. 39, 40 et suivantes), il a souligné les particularités de l'agriculture, qui opposent « des difficultés techniques et économiques » à l'emploi des machines (S. 38 et suivantes), il a cité des données sur leur utilisation croissante (40), sur leur importance technique (42 et suivantes), sur le rôle de la vapeur et de l'électricité. Kautsky a indiqué les dimensions que doivent avoir les exploitations, d'après les principes de l'agronomie, pour assurer la pleine utilisation des machines (94) ; il a établi que, d'après le recensement allemand de 1895, le pourcentage des exploitations dotées de machines augmente régulièrement et rapidement à mesure que l'on passe des petites exploitations aux grandes (2% jusqu'à 2 hectares ; 13,8% de 2 à 5 hect., 45,8% de 5 à 20 hect. ; 78,8% de 20 à 100 hect. ; 94,2% de 100 hectares et plus). M. Boulgakov désirerait, à la place de ces chiffres, lire des raisonnements « généraux » sur la « non-invincibilité » ou l'invincibilité des machines !...

« Dire qu'à la petite production correspond une plus grande quantité de bêtes de somme à l'hectare..., déclare M. Boulgakov, n'est pas probant... car on n'analyse pas à ce propos... le degré de saturation de l'exploitation en bétail. » Ouvrons le livre de Kautsky à la page correspondante et lisons : « ...Un grand nombre de vaches dans la petite exploitation » (par unité de 1 000 hectares) « dépend aussi, dans une mesure non négligeable, du fait que le paysan s'occupe davantage de l'élevage et moins de la production de blé que le gros exploitant ; mais la différence dans le nombre des chevaux entr tenus par l'un et par l'autre ne peut s'expliquer de cette façon » (p. 96, où figurent des renseignements concernant la Saxe en 1860, l'Allemagne tout entière en 1883 et l'Angleterre en 1880). Rappelons qu'en Russie également la statistique des zemstvos a découvert la même loi qui traduit la supériorité de la grande agriculture sur la petite : les grosses exploitations paysannes se tirent d'affaire avec

une quantité de bétail et d'outillage moindre par unité de surface*.

Les arguments de Kautsky quant aux avantages de la grande production sur la petite dans l'agriculture capitaliste sont présentés d'une façon fort incomplète par M. Boulgakov. Ce qui fait la supériorité de la grande agriculture, ce n'est pas seulement une perte moindre de surface mise en valeur, les économies sur le cheptel vif et mort, utilisé plus à fond, une plus grande possibilité de se servir des machines, des facilités de crédit, mais aussi les avantages commerciaux de la grande exploitation, l'engagement par cette dernière de gérants compétents (Kautsky, S. 104). La grande exploitation recourt sur une plus vaste échelle à la coopération des ouvriers et à la division du travail. Kautsky attribue une importance toute particulière à la formation agronomique de l'exploitant agricole : « Un gérant ayant une bonne formation scientifique ne peut être entretenu que par une entreprise assez grande pour que la direction et la surveillance de l'exploitation l'occupent à plein temps » (S. 98 : « cette dimension de l'exploitation varie avec le genre de production », allant de 3 hectares pour la vigne à 500 hectares pour une culture extensive). Kautsky signale à ce propos ce fait intéressant et extrêmement caractéristique que la multiplication des écoles d'agriculture élémentaires et moyennes est profitable non au paysan mais au gros exploitant, à qui elle procure des employés (cette remarque est valable aussi pour la Russie). « L'instruction supérieure requise pour une rationalisation vraiment intégrale de la production est difficilement conciliable avec les conditions d'existence actuelles des paysans. C'est là une condamnation, non pas de l'instruction supérieure, évidemment, mais de ces conditions. Cela signifie seulement que la production paysanne se maintient à côté de la grande production, non pas grâce à une productivité plus élevée, mais grâce à un niveau plus bas des besoins » (99). La grande production doit entretenir non seulement de la main-d'œuvre paysanne, mais encore de la main-d'œuvre

* Voir V. Postnikov, *L'exploitation paysanne dans le Sud de la Russie*. Cf. V. Iline : *Le développement du capitalisme*, chapitre II, paragraphe 1. (Voir V. Lénine, Œuvres, tome 3.—*N.R.*)

venue de la ville, et dont le niveau des besoins est infiniment plus élevé.

Les données extrêmement intéressantes et importantes rappelées par Kautsky pour démontrer l'existence « d'un travail excessif et d'une consommation insuffisante dans la petite production » sont présentées par M. Boulgakov comme « quelques (!) citations prises au hasard (??) ». M. Boulgakov « se fait fort » de produire la même quantité de « citations de caractère opposé ». Il oublie seulement de dire s'il se fait fort aussi d'avancer l'*affirmation opposée* et de la démontrer par ses « citations de caractère opposé ». Car c'est là tout le fond du problème ! M. Boulgakov prétendrait-il que la grande production dans la société capitaliste se distingue de la production paysanne par un travail excessif et par une réduction des besoins du travailleur ? Il est trop prudent pour énoncer une affirmation aussi grotesque. Il estime possible d'éluder le travail excessif et la réduction des besoins des paysans en faisant remarquer que « dans certains endroits, les paysans vivent à l'aise, tandis qu'ailleurs ils vivent dans la pauvreté ! ! » Que diriez-vous d'un économiste qui, au lieu de généraliser les renseignements sur la situation de la petite et de la grande production, entreprendrait d'étudier les différents « degrés d'aisance » de la population dans tels ou tels « endroits » ? Que diriez-vous d'un économiste qui esquiverait le travail excessif et la consommation réduite des artisans par rapport aux ouvriers de fabrique en faisant remarquer que « dans certains endroits les artisans vivent à l'aise, tandis qu'ailleurs ils vivent dans la pauvreté » ? A ce propos, un mot sur les artisans. « Kautsky, écrit M. Boulgakov, a songé sans doute à un parallèle avec la Hausindustrie*, où le travail au-delà de la norme n'a pas de limites techniques » (contrairement à ce qui se passe dans l'agriculture), « mais ce parallèle ici n'est pas valable ». M. Boulgakov, répondrons-nous, a sans doute lu le livre qu'il critique avec une négligence surprenante, parce que Kautsky n'a pas songé à un parallèle avec la Hausindustrie, mais *il l'a carrément et nettement indiqué dès la première page du paragraphe*

* Industrie artisanale. (*N.R.*)

consacré à la question du travail au-delà de la norme (ch. VI, b, S. 106). « Comme dans l'industrie artisanale (Hausindustrie), écrit Kautsky, le travail domestique des enfants dans la petite exploitation paysanne a des effets encore plus funestes que le travail salarié chez des tierces personnes. » M. Boulgakov aura beau décréter que ce parallèle ne vaut rien, son opinion n'en est pas moins complètement erronée. Dans l'industrie, déclare-t-il, le travail au-delà de la norme n'a pas de limites techniques, mais pour le paysan il est « limité par les conditions techniques de l'agriculture ». On se demande qui, en réalité, confond technique et économie : Kautsky ou M. Boulgakov ? Que vient faire ici la technique de l'agriculture ou de l'industrie artisanale, quand les faits attestent que, dans les deux cas, le petit producteur contraint ses enfants au travail à un âge plus tendre, peine un plus grand nombre d'heures par jour, vit « de façon plus parcimonieuse », et réduit ses besoins à tel point que, dans un pays civilisé, il apparaît comme un vrai « barbare » (l'expression est de Marx) ? Est-il possible de nier la similitude économique de ces phénomènes dans l'agriculture et dans l'industrie en arguant du fait que la première présente une foule de particularités (que Kautsky n'oublie nullement) ? « Le petit paysan, même quand il le désire, ne peut travailler davantage que ne l'exige son champ », dit M. Boulgakov. Mais le petit paysan peut travailler et travaille 14 heures par jour et non 12 ; il peut peiner et peine avec une tension au-delà de la normale, qui épuise ses nerfs et ses muscles beaucoup plus vite qu'il n'est normal. Et puis, quelle abstraction fausse et outrée que de rapporter tous les travaux du paysan uniquement à son champ ! Vous ne trouverez rien de tel chez Kautsky qui sait parfaitement que le paysan travaille aussi chez lui pour construire et réparer son isba, son étable, ses outils, etc., « *sans compter* » tout ce labeur supplémentaire pour lequel le salarié dans une grande exploitation exige le salaire habituel. N'est-il pas clair pour tout homme sans idées préconçues que le travail effectué au-delà de la norme par le paysan — le petit cultivateur — se situe dans un *cadre infiniment plus large* que celui du petit artisan, s'il est *uniquement* artisan ? Le travail effectué au-

delà de la norme par le petit cultivateur, en tant que phénomène généralisé, ressort avec évidence du fait que tous les auteurs bourgeois témoignent unanimement de l'« application » et de l'« esprit d'économie » du paysan, alors qu'ils accusent les ouvriers de « paresse » et de « dissipation ».

Les petits paysans — dit l'auteur, cité par Kautsky, d'une étude sur la vie de la population rurale de Westphalie — accablent leurs enfants d'une besogne au-delà de toute mesure, au point que leur développement physique est retardé ; le travail salarié ne présente pas d'aussi mauvais côtés. A une commission parlementaire chargée d'une enquête sur la vie rurale en Angleterre (1897) un petit paysan de Lincoln a déclaré : « J'ai élevé toute une famille et je l'ai assommée de travail. » Un autre dit : « Nous peinons, nos enfants et nous, jusqu'à 18 heures par jour, en moyenne 10-12 heures. » Un troisième : « Nous fournissons un labeur plus pénible que les journaliers, nous travaillons comme des esclaves. » M. Read caractérise de la façon suivante, devant la même commission, la situation du petit paysan dans les régions où domine l'agriculture au sens étroit du mot : « L'unique moyen qu'il ait de tenir, c'est de travailler pour deux journaliers, et de dépenser autant qu'un seul. Ses enfants sont plus harassés et élevés dans des conditions pires que ceux des journaliers » (*Royal Commission on Agriculture final report**, pp. 34, 357. Cité par Kautsky, S. 109). M. Boulgakov prétendrait-il affirmer que les journaliers travaillent aussi souvent pour deux paysans ? Mais ce qui est bien caractéristique, c'est le fait suivant, cité par Kautsky, qui montre comment « l'aptitude des paysans à subir la faim (Hungerkunst) peut entraîner une supériorité économique de la petite production » : la comparaison de la rentabilité de deux exploitations paysannes dans le pays de Bade révèle dans l'une, la *grande*, un déficit de 933 marks, et dans l'autre, *deux fois plus petite*, un profit de 191 marks. Mais la première exploitation qui employait uniquement des ouvriers salariés, devait, selon l'usage, les nourrir

* *Compte rendu final de la Commission royale d'enquête sur l'agriculture.* (*N.R.*)

en dépensant par jour et par tête près d'un mark (environ 45 copecks), alors que dans la petite exploitation travaillaient uniquement des membres de la famille (la femme et six enfants adultes), dont l'entretien était *deux fois plus chiche* : 48 pfennigs par jour et par tête. Si la famille du petit paysan se nourrissait aussi bien que les travailleurs salariés du gros exploitant, le petit cultivateur aurait subi un déficit de 1 250 marks ! « Son profit n'est pas dû à des greniers pleins de blé, mais à des estomacs vides. » Quelle masse d'exemples de ce genre on découvrirait si les comparaisons sur la « rentabilité » des grandes et des petites exploitations agricoles s'accompagnaient de l'évolution de la consommation et du travail des paysans aussi bien que des travailleurs salariés* ! Voici un autre calcul emprunté à une revue spécialisée et concluant à la rentabilité plus élevée d'une petite exploitation (4,6 hect.) comparée à une grande (26,5 hect.). Mais comment s'obtient un revenu plus élevé ? demande Kautsky. On s'aperçoit que le petit agriculteur est aidé par ses enfants dès l'âge où ceux-ci commencent à marcher, alors que le gros exploitant fait des dépenses pour ses enfants (école, lycée). Dans la petite exploitation, même les vieillards âgés de plus de 70 ans « effectuent encore le travail d'un homme dans la force de l'âge ». « Le journalier, surtout dans la grande exploitation, pense d'habitude pendant le travail : vivement le repos du soir ! Au contraire, le petit paysan, tout au moins chaque fois que l'ouvrage presse, pense : ah, si seulement la journée durait deux heures de plus ! » Les petits producteurs — nous apprend le même auteur de cet article paru dans une revue agronomique — utilisent mieux leur temps quand le travail presse : « Ils se lèvent plus tôt, se couchent plus tard, travaillent plus vite, alors que chez le gros exploitant les ouvriers ne veulent pas se lever plus tôt, se coucher plus tard, fournir un labeur plus intense que les autres jours. » Le paysan parvient à réaliser un revenu net grâce à sa vie « simple » : il vit dans une maisonnette d'argile construite presque entièrement par la famille ; sa femme,

* Voir V. Iline, *Le développement du capitalisme en Russie*, pp. 112, 175, 201. (Voir V. Lénine, Œuvres, tome 3. — *N.R.*)

depuis 17 ans qu'elle est mariée, a usé tout juste une paire de souliers, elle marche généralement nu-pieds ou en sabots, elle habille toute la famille. Pour toute nourriture, des pommes de terre, du lait, parfois un hareng. C'est seulement le dimanche que le mari fume une pipe. « Ces gens ne se rendaient pas compte qu'ils menaient une vie particulièrement simple, et ils ne se montraient pas mécontents de leur sort... Avec ce mode d'existence très simple, ils tiraient presque chaque année un petit excédent de leur exploitation. »

IV

Après l'analyse des rapports entre la grande et la petite production dans l'agriculture capitaliste, Kautsky étudie spécialement les « limites de l'agriculture capitaliste » (chap. VII). La théorie de la supériorité de la grande agriculture, dit Kautsky, voit surtout se dresser contre elle les « amis de l'humanité » (nous avons failli dire les amis du peuple...) au sein de la bourgeoisie, les libre-échangistes [45] pur sang, les agrariens. Au cours de ces dernières années, de nombreux économistes se sont faits les défenseurs de la petite agriculture. Ils se réfèrent habituellement à la statistique qui montre que les grandes exploitations n'évincent pas les petites. Et Kautsky cite les données suivantes : en Allemagne, de 1882 à 1895, c'est la superficie des économies moyennes qui a le plus augmenté ; en France, de 1882 à 1892, c'est celle des plus petites et des plus grandes ; la surface des économies moyennes a diminué. En Angleterre, de 1885 à 1895, celle des plus petites et des plus grandes a diminué ; les exploitations dont la superficie s'est accrue le plus sont celles de 40 à 120 hectares (de 100 à 300 acres), c'est-à-dire des économies qu'on ne savait faire figurer au nombre des petites. En Amérique, la dimension moyenne des fermes se réduit : 1850, 203 acres ; 1860, 199 ; 1870, 153 ; 1880, 134 ; 1890, 137. Kautsky examine de plus près les statistiques américaines et son analyse, en dépit de l'opinion de M. Boulgakov, revêt une grande portée *de principe*. Si la dimension moyenne des fermes a diminué, c'est surtout en

raison du morcellement des grandes plantations du Sud après l'affranchissement des Noirs ; dans les Etats du Sud, la réduction a été de plus de moitié. « Aucune personne compétente ne verra dans ces chiffres une victoire de la petite production sur la grande production *moderne* » (capitaliste). D'une façon générale, l'analyse *par région* des statistiques américaines fait ressortir une grande diversité de rapports. Dans les zones septentrionale et centrale, dans les principaux « Etats à blé », la grandeur moyenne d'une ferme *est passée* de 122 à 133 acres. « La petite production ne prédomine que là où l'agriculture est en déclin, ou bien là où la grande production précapitaliste entre en concurrence avec la production paysanne » (135). Cette conclusion de Kautsky est très importante, parce qu'elle montre les conditions sans lesquelles l'emploi de la statistique ne peut être qu'*abusif* : il est indispensable de distinguer la grande production capitaliste de la grande production précapitaliste. Il est indispensable de *détailler* l'étude suivant les régions qui diffèrent les unes des autres par des particularités essentielles concernant les formes de l'agriculture et les conditions historiques de son développement. On dit : « C'est prouvé par les chiffres » ! Mais il faut analyser ce que prouvent au juste les chiffres. Ils prouvent seulement *ce qu'ils établissent directement*. Les chiffres n'établissent pas directement le volume de la production, mais la *surface* des exploitations. Or, il est possible, et il arrive en fait, « qu'un petit domaine dont l'exploitation est intensive puisse avoir une production supérieure à celle d'un grand domaine dont l'exploitation est extensive ». « Une statistique qui ne nous renseigne que sur la superficie cultivée ne permet absolument pas de savoir si la diminution de cette dernière résulte d'une réduction réelle des dimensions de l'exploitation ou d'une intensification de la production » (146). Les coupes de forêts et les pâturages, ces premières formes de la grande exploitation capitaliste, permettent aux domaines d'occuper la plus grande surface. La culture exige une superficie moindre. Les divers systèmes de culture diffèrent à leur tour sous ce rapport : le système rapace et extensif d'exploitation (qui a prévalu jusqu'à présent en Amérique) admet des fermes immenses (jusqu'à 10 000 hectares, comme

les bonanza farms * de Dalrimple, de Glenn, etc. Dans nos steppes aussi les emblavures des paysans, et à plus forte raison celles des marchands, atteignent des dimensions du même ordre). L'emploi des engrais, etc., entraîne inévitablement une diminution de la surface des exploitations, qui sont plus petites en Europe, par exemple, qu'en Amérique. Le passage de la culture à l'élevage exige, lui aussi, une réduction de la superficie : en Angleterre, en 1880, la dimension moyenne des fermes d'élevage était d'environ 52,3 acres, et celle des fermes de culture, de production céréalière, de 74,2 acres. Aussi, ce passage, qui s'accomplit actuellement en Angleterre, *doit-il* engendrer une tendance à la diminution de la surface des entreprises agricoles. « Mais ce serait juger très superficiellement que d'en conclure à un déclin de la production » (149). Dans les territoires situés à l'est de l'Elbe (par l'étude desquels M. Boulgakov espère, le temps aidant, réfuter Kautsky), il se produit précisément un passage à l'exploitation intensive ; les gros agriculteurs — dit Sering cité par Kautsky — augmentent la productivité de leur sol en vendant ou en donnant à bail aux paysans les parties périphériques de leur domaine, parce qu'avec une exploitation intensive il est malaisé de mettre en valeur ces terres éloignées. « Ainsi, les grands domaines situés à l'est de l'Elbe perdent de leur étendue, en même temps qu'il se crée à côté d'eux de petites exploitations paysannes, et cela, non parce que la petite production est supérieure à la grande, mais parce que les dimensions antérieures des domaines étaient adaptées aux besoins de l'exploitation extensive » (150). Dans tous ces cas, la diminution d'étendue des exploitations entraîne habituellement une augmentation (par unité de surface du sol) de la quantité des produits, et souvent un accroissement du nombre des travailleurs occupés, c'est-à-dire en fait une *augmentation* du volume de la production.

On comprend par là combien les données générales de la statistique agricole sur la *superficie* des exploitations sont peu probantes, et avec quelle prudence il convient de

* Grandes exploitations capitalistes d'Amérique du Nord (surtout pour la production du blé), qui allient une économie extensive à l'utilisation des machines les plus modernes. (*N.R.*).

les utiliser. Dans la statistique industrielle, nous avons affaire à des indices exprimant *directement* les dimensions de la production (quantité des marchandises, valeur totale de la production, nombre d'ouvriers) et chaque branche peut être facilement considérée à part. La statistique agricole satisfait très rarement à ces conditions, indispensables pour assurer une démonstration probante.

Ensuite, le monopole de la propriété foncière impose des limites au capitalisme agricole : dans l'industrie, le capital s'accroît par l'*accumulation*, par la transformation de la plus-value en capital ; la *centralisation*, c'est-à-dire la fusion de plusieurs petits capitaux en un gros capital, joue un rôle moins important. Il n'en va pas de même dans l'agriculture. Le sol est tout entier occupé (dans les pays civilisés) et on ne peut agrandir une exploitation qu'en *centralisant* plusieurs parcelles, et ce de telle façon qu'elles forment *un terrain d'un seul tenant*. On conçoit qu'élargir un domaine par l'achat des parcelles attenantes soit chose très malaisée, surtout si l'on considère que ces parcelles sont occupées en partie par des ouvriers agricoles (indispensables au gros propriétaire), en partie par de petits paysans qui excellent dans l'art de tenir en réduisant indéfiniment leurs besoins dans des proportions invraisemblables. La constatation de ce fait simple et clair comme le jour, qui trace des limites au capitalisme agricole, a été interprétée par M. Boulgakov, on ne sait pour quelle raison, comme du « bavardage » (??!!) et lui a fourni un prétexte pour la jubilation la moins fondée qui soit : « Ainsi donc (!), la supériorité de la grande production est mise en pièces (!) au premier obstacle. » M. Boulgakov a commencé par mal comprendre la loi de la supériorité de la grande production en lui attribuant un caractère démesurément abstrait que Kautsky est bien loin de lui conférer, et à présent il fait de son incompréhension un argument contre Kautsky ! Il est vraiment bien étrange que M. Boulgakov s'imagine pouvoir réfuter Kautsky en se référant à l'Irlande (grosse propriété foncière mais sans grande production). Du fait que la grosse propriété est une des conditions de la grande production, il ne s'ensuit nullement qu'elle soit une condition suffisante. Kautsky ne pouvait évidemment pas examiner les causes historiques

et autres des particularités de l'Irlande ou d'un autre pays dans un ouvrage où il traite du capitalisme agricole en général. Car enfin, personne ne se serait avisé d'exiger de Marx, lorsqu'il analysait les lois générales du capitalisme dans l'industrie, qu'il expliquât pourquoi en France la petite industrie se maintient plus longtemps, pourquoi en Italie l'industrie se développe lentement, etc. M. Boulgakov est tout aussi peu fondé à affirmer que la concentration « pourrait » progresser graduellement : arrondir son domaine en achetant des parcelles appartenant aux voisins est loin d'être aussi simple qu'ajouter de nouveaux bâtiments à une fabrique pour augmenter le nombre des machines, etc.

En alléguant cette possibilité purement fictive d'une concentration graduelle ou d'un affermage graduel en vue de constituer de grandes exploitations, M. Boulgakov a négligé une caractéristique réelle de l'agriculture en ce qui concerne le processus de concentration, caractéristique signalée par Kautsky. Ce sont les latifundia, le rassemblement de plusieurs domaines entre les mains d'une même personne. La statistique n'enregistre d'habitude que les domaines pris séparément et ne donne aucun renseignement sur le processus de leur concentration entre les mains de gros propriétaires fonciers. A propos de l'Allemagne et de l'Autriche, Kautsky cite des exemples vraiment frappants de cette concentration, qui engendre une forme spécifique, supérieure, de la grande agriculture capitaliste, où plusieurs vastes domaines sont groupés dans un seul ensemble économique, géré par un organisme central. Une entreprise agricole géante de ce genre permet d'associer les branches les plus diverses de l'agriculture et de profiter au maximum des avantages de la grande production.

Le lecteur voit combien Kautsky est loin de l'abstraction et des clichés dans sa façon de comprendre la « théorie de Marx » à laquelle il reste fidèle. Mettant en garde contre une interprétation stéréotypée, Kautsky a même inséré dans le chapitre en question un paragraphe spécial sur le déclin de la petite production dans l'industrie. Il signale très justement que, dans l'industrie aussi, la victoire de la grande production n'est pas du tout aussi simple et ne se produit pas sous des aspects aussi uniformes qu'ont coutume de le croire les gens qui prétendent que la théorie

de Marx est inapplicable à l'agriculture. Il suffit de signaler le travail à domicile au profit des capitalistes, il suffit de rappeler la remarque faite déjà par Marx sur l'extrême diversité des formes de transition et des formes hybrides qui voilent la victoire du système des fabriques. Et la situation est encore bien plus compliquée dans l'agriculture ! La progression de la richesse et du luxe, par exemple, fait que des millionnaires achètent d'immenses domaines et en font des chasses gardées pour leurs plaisirs. En Autriche, dans la région de Salzbourg, la quantité des bêtes à cornes diminue depuis 1869. La cause de cette diminution est la vente des alpages à de riches amateurs de chasse. Kautsky dit très justement que, si l'on considère les données de la statistique agricole en gros et sans esprit critique, rien n'est plus facile que de découvrir une tendance du mode de production capitaliste à transformer les peuples actuels en tribus de chasseurs !

Enfin, au nombre des conditions qui imposent des limites à l'agriculture capitaliste, Kautsky signale également le fait que, devant le manque de main-d'œuvre dû à l'exode rural, les grands propriétaires tendent à distribuer des lots aux ouvriers agricoles, à créer une petite paysannerie susceptible de leur fournir des travailleurs. L'ouvrier agricole complètement dénué de terre est une rareté, parce que l'économie rurale au sens strict du terme est liée à l'économie domestique. Des catégories entières de salariés agricoles possèdent de la terre ou en ont la jouissance. Quand la petite production est trop fortement évincée, *les gros propriétaires s'efforcent de la consolider ou de la faire renaître* en vendant ou en donnant à bail de la terre. « Dans tous les pays d'Europe, dit Sering cité par Kautsky, on observe ces derniers temps un mouvement... pour sédentariser les ouvriers agricoles en leur distribuant de la terre. » Ainsi, dans le cadre du mode de production capitaliste, on ne peut tabler sur une éviction complète de la petite production agricole, car les capitalistes et les agrariens eux-mêmes s'efforcent de la ressusciter quand la ruine de la paysannerie est allée trop loin. Dès 1850, Marx a signalé dans la *Neue Rheinische Zeitung** ce mou-

* *Nouvelle Gazette Rhénane.* (*N.R.*)

vement cyclique de la concentration et du morcellement de la terre dans la société capitaliste[46].

M. Boulgakov estime que ces raisonnements de Kautsky « contiennent une part de vérité, mais encore plus d'erreurs ». Comme tous les autres verdicts de M. Boulgakov, celui-ci est étayé de raisons très faibles et très nébuleuses. M. Boulgakov trouve que Kautsky « a échafaudé une théorie de la petite production prolétarisée », et que cette théorie est exacte dans un domaine très limité. Nous sommes d'un avis différent. Le travail agricole salarié des petits agriculteurs (ou, ce qui revient au même, le type du valet de ferme ou du journalier pourvu d'un lot de terre) est un *phénomène qui caractérise, plus ou moins profondément, tous les pays capitalistes.* Aucun auteur désireux de dépeindre le capitalisme dans l'agriculture ne saurait, sans pécher contre la vérité, laisser ce phénomène dans l'ombre*. Que la petite production prolétarisée soit un fait généralisé en Allemagne, notamment, c'est ce que Kautsky a établi en détail dans le chapitre VIII de son livre : « La prolétarisation du paysan. » Lorsque M. Boulgakov indique que d'autres auteurs, dont M. Kabloukov, ont eux aussi parlé du « manque de main-d'œuvre », *il laisse dans l'ombre l'essentiel* : la différence considérable de principe entre la théorie de M. Kabloukov et celle de Kautsky. Le premier, en raison de son point de vue de Kleinbürger**, « échafaude » sur le manque de main-d'œuvre une théorie concluant à la carence de la grande production et à la vitalité de la petite. Kautsky caractérise les faits avec précision et indique leur véritable signification dans l'actuelle société de classes : les intérêts de classe des propriétaires fonciers les contraignent à pourvoir de terre les ouvriers agricoles. La situation de classe des salariés agricoles nantis d'un lot de terre les situe entre la petite bourgeoisie et le prolétariat, mais plus près de ce dernier. En d'autres termes : M. Kabloukov érige un seul aspect d'un processus complexe en une théo-

* Voir *Le développement du capitalisme en Russie*, chapitre II, § XII, p. 120 (voir V. Lénine. Œuvres, tome 3. *N.R.*). On estime qu'en France près de 75% des ouvriers agricoles possèdent de la terre. On trouvera d'autres exemples dans cet ouvrage.

** Petit-bourgeois. (*N.R.*)

rie de la carence de la grande production, alors que Kautsky analyse les formes particulières de rapports économiques et sociaux créées par les intérêts de la grande production à un stade déterminé de son développement et dans une conjoncture historique déterminée.

V

Passons au chapitre suivant dont nous avons cité le titre. Kautsky y étudie d'abord la « tendance au morcellement de la terre », et ensuite, les « formes des métiers d'appoint du paysan ». Nous y trouvons donc la description de tendances extrêmement importantes du capitalisme agricole, propres à l'immense majorité des pays capitalistes. Le morcellement de la terre entraîne, écrit Kautsky, une demande accrue de parcelles minuscules de la part des petits paysans, qui paient la terre plus cher que les gros propriétaires. Ce dernier fait a été invoqué par certains auteurs pour démontrer que la petite agriculture est supérieure à la grande. Kautsky leur réplique d'une façon très pertinente en comparant le prix de la terre aux loyers : on sait que les petits logements à bon marché reviennent *plus cher*, si l'on calcule par unité de volume, que les grands appartements d'un loyer élevé. Si les parcelles minuscules coûtent plus cher, cela ne s'explique pas par la supériorité de la petite agriculture, mais par la situation particulièrement dure du paysan. Les chiffres suivants montrent l'énorme quantité d'exploitations naines engendrées par le capitalisme : en Allemagne (1895), sur 5 500 000 entreprises agricoles, 4 250 000, c'est-à-dire plus de $^3/_4$, ont une superficie de moins de 5 hectares (58% possèdent moins de 2 hectares). En Belgique, 78% (709 500 sur 909 000) ont moins de 2 hectares. En Angleterre (1895), 118 000 sur 520 000 possèdent moins de 2 hectares. En France (1892), on compte 2 200 000 (sur 5 700 000) d'une superficie de moins d'un hectare et 4 000 000 de moins de 5 hectares. M. Boulgakov croit pouvoir réfuter la thèse de Kautsky sur le caractère extrêmement irrationnel de ces exploitations minuscules (manque de cheptel vif, de matériel, d'argent, de main-d'œuvre qui est détournée de la culture par la recherche de gains d'appoint) en disant que

la terre est « très souvent » (??) travaillée à la bêche « avec une incroyable intensité » encore que... « la dépense de main-d'œuvre soit tout à fait irrationnelle ». Il va de soi que cette objection est dénuée de tout fondement, et que des exemples isolés d'excellente mise en valeur du sol par le petit paysan sont tout aussi peu capables de réfuter la caractéristique générale donnée par Kautsky pour ce type d'exploitations que l'exemple cité plus haut de la rentabilité supérieure d'une petite exploitation ne saurait démentir la thèse de la supériorité de la grande production. Que Kautsky ait pleinement raison de qualifier *dans l'ensemble* * ces exploitations de prolétariennes, c'est ce qui ressort clairement du fait, mis en lumière par le recensement allemand de 1895, qu'une foule de petites fermes ne se tire pas d'affaire sans des gains d'appoint. Sur les 4 700 000 personnes qui sont des agriculteurs indépendants, 2 700 000, soit *57%*, ont des gains d'appoint. Sur 3 200 000 exploitations de moins de 2 hectares, 400 000 seulement, c'est-à-dire *13%*, n'ont pas de gains d'appoint ! Dans toute l'Allemagne, sur 5 500 000 exploitations agricoles, *1 500 000* appartiennent à des ouvriers salariés agricoles ou industriels (il faut y ajouter 704 000 appartenant à des artisans). Après cela, M. Boulgakov prétend que la théorie de la petite exploitation prolétarisée a été « échafaudée » par Kautsky ! ** Les formes de prolétarisa-

* Nous soulignons « dans l'ensemble », parce qu'on ne peut évidemment pas nier que, dans certains cas, même ces exploitations qui disposent d'une étendue de terre minime peuvent donner beaucoup de produits et de revenus (vignobles, cultures maraîchères, etc.). Mais que diriez-vous d'un économiste qui entreprendrait de réfuter un argument invoquant le manque de chevaux parmi les paysans russes en se référant, par exemple, aux maraîchers de la banlieue de Moscou qui, même sans disposer d'un cheval, peuvent parfois organiser une exploitation rationnelle et rentable?

** Dans une note de la page 15, M. Boulgakov dit que Kautsky répète l'erreur commise par les auteurs d'un livre sur les prix du blé[47] lorsque ces derniers affirment que l'immense majorité de la population rurale n'a pas intérêt à l'établissement de droits de douane sur le blé. Encore une opinion avec laquelle nous ne pouvons pas être d'accord. Ces auteurs ont commis de nombreuses erreurs (plus d'une fois relevées par moi dans le livre cité ci-dessus), mais pas en reconnaissant que la majorité de la population n'a pas intérêt à maintenir des prix élevés sur le blé. Ils ont seulement tort d'en déduire *directement* que l'intérêt de la masse est aussi celui de tout le développement

tion de la paysannerie (les formes des métiers auxiliaires des paysans) ont été étudiées par Kautsky avec la plus grande précision (S. 174-193). Malheureusement, la place ne nous permet pas d'examiner en détail la caractéristique de ces formes (travail salarié dans l'agriculture ; industrie artisanale ou Hausindustrie, « le système le plus odieux d'exploitation capitaliste » ; travail dans les fabriques et dans les mines, etc.). Notons seulement que Kautsky porte sur les *métiers d'appoint* exactement la même appréciation que les savants russes. Les ouvriers qui se livrent à ces métiers, étant moins évolués que ceux des villes et ayant des besoins inférieurs aux leurs, exercent souvent une influence nuisible sur les conditions d'existence de ces derniers. « Mais pour les localités d'où ils viennent et où ils retournent, ils sont les pionniers du progrès... Ils acquièrent de nouveaux besoins, de nouvelles idées » (S. 192), ils éveillent la conscience et le sentiment de la dignité humaine, ils éveillent la confiance en leurs forces parmi les paysans des coins perdus.

Pour conclure, arrêtons-nous sur une dernière attaque,

social. MM. Tougan-Baranovski et Strouvé ont indiqué très justement que le *critère* des prix du blé doit être le suivant: éliminent-ils plus ou moins rapidement la corvée au profit du capitalisme et accélèrent-ils l'évolution sociale? C'est là une question de fait et je la tranche autrement que Strouvé. Il n'est nullement prouvé, selon moi, que les bas prix du blé retardent l'évolution du capitalisme dans l'agriculture. Au contraire, le développement particulièrement rapide de la construction des machines agricoles et le stimulant imprimé à la spécialisation agricole par la baisse des prix du blé montrent que les bas prix *font progresser* le capitalisme dans l'agriculture russe (voir *Le développement du capitalisme en Russie*, p. 147, note 2 dans le chapitre III, paragraphe V). (Voir V. Lénine, Œuvres, tome 3. *N.R.*) La baisse des prix du blé exerce une profonde action transformatrice sur tous les autres rapports dans l'agriculture.

M. Boulgakov écrit : « L'une des conditions importantes de l'intensification de la culture est l'élévation des prix du blé » (Monsieur P.S. s'exprime de même dans sa *Chronique intérieure*, page 299 du même fascicule du *Natchalo*). C'est inexact. Marx a montré dans la section VI du livre III du *Capital*[46] que la rentabilité des investissements supplémentaires dans la mise en valeur de la terre peut baisser, *mais aussi monter* ; quand les prix du blé tombent, la rente peut s'effondrer, *mais aussi augmenter*. Par conséquent, l'intensification peut être suscitée — dans des périodes historiques différentes et dans les divers pays — par des conditions complètement différentes, sans rapport avec le niveau des prix du blé.

particulièrement violente, de M. Boulgakov contre Kautsky. Celui-ci dit qu'en Allemagne, de 1882 à 1895, ce sont les plus petites exploitations et les plus grandes (par leur surface) qui ont surtout augmenté en nombre (si bien que le morcellement de la terre s'opère aux dépens des exploitations moyennes). En effet, les exploitations allant jusqu'à 1 hectare ont vu leur nombre s'accroître de 8,8% ; celles de 5 à 20 hectares de 7,8% et celles de plus de 1 000 hectares de 11% (les catégories intermédiaires n'ont presque pas changé, et le nombre total des exploitations agricoles s'est élevé de 5,3%). M. Boulgakov est profondément indigné qu'on prenne des pourcentages concernant les plus grands domaines, dont le nombre est insignifiant (515 et 572 pour les années indiquées). L'indignation de M. Boulgakov est dénuée de tout fondement. Il oublie que ces entreprises insignifiantes par leur nombre sont les plus importantes, qu'elles *occupent presque autant de terre* que 2 300 000 à 2 500 000 exploitations naines (jusqu'à un hectare). Si je dis que le nombre des plus grandes fabriques, comptant 1 000 ouvriers et plus, est passé dans le pays, disons, de 51 à 57, soit une augmentation de 11,0%, alors que le nombre total des fabriques s'est accru de 5,3%, cela ne prouvera-t-il pas un essor de la grande production, bien que le *nombre* des plus grandes fabriques puisse être insignifiant comparativement à la totalité des entreprises industrielles ? Le fait que, pour la superficie cultivée, ce sont les exploitations paysannes de 5 à 20 hectares qui ont le plus augmenté (M. Boulgakov, p. 18), est parfaitement connu de Kautsky qui l'analyse dans le chapitre suivant.

Kautsky étudie ensuite les modifications survenues dans les superficies et dans les différentes catégories de 1882 et 1895. Il s'avère que la plus grande augmentation (+563 477 ha) concerne les exploitations paysannes de 5 à 20 hectares, puis les plus grandes, qui dépassent 1 000 hectares (+94 014), alors que la superficie des fermes de 20 à 1 000 hectares a *diminué* de 86 809 ha. Les exploitations allant jusqu'à 1 hectare ont accru leur surface totale de 32 683 ha, et celles de 1 à 5 hectares de 45 604 ha.

Kautsky en conclut : la réduction de la superficie des exploitations de 20 à 1 000 hectares (plus que compensée

par l'augmentation de superficie des exploitations de 1 000 hectares et plus) dépend de l'intensification de la grande production, et non de son déclin. Nous avons déjà vu que cette intensification progresse en Allemagne et qu'elle exige souvent une diminution de la surface des exploitations. Que la grande production s'intensifie, cela ressort de l'emploi croissant de machines à vapeur, et aussi de la multiplication notoire du nombre des employés agricoles qui ne sont utilisés en Allemagne que par la grande production. Le nombre des gérants (inspecteurs), des surveillants, des comptables, etc., est passé entre 1882 et 1895 de 47 465 à 76 978, soit une augmentation de 62% ; le pourcentage des femmes parmi ces employés est passé de 12% à 23,4%.

« Tout cela montre clairement, poursuit Kautsky, combien la grande production agricole est devenue plus intensive et plus capitaliste depuis le début des années 80. Nous verrons dans le chapitre suivant pourquoi ce sont précisément les exploitations paysannes moyennes qui ont, en même temps, si fortement accru leur superficie » (S. 174).

M. Boulgakov découvre dans ce tableau « une contradiction flagrante avec la réalité », mais ses arguments, cette fois encore, ne justifient nullement un verdict aussi catégorique et aussi hardi et n'ébranlent pas d'un pouce les conclusions de Kautsky. « Avant tout, écrit-il, à supposer qu'il y ait eu intensification de l'agriculture, cela ne suffirait pas encore à expliquer la diminution relative et absolue des labours, la diminution de l'importance du groupe formé par les exploitations de 20 à 1 000 hectares. La superficie des terres labourées pourrait augmenter en même temps que le nombre des économies ; ce dernier devrait seulement (sic !) s'accroître un peu plus rapidement, de sorte qu'il y aurait réduction de superficie pour chacune des exploitations considérées *. »

C'est à dessein que nous avons reproduit en entier ce

* M. Boulgakov cite des données encore plus détaillées, mais elles n'ajoutent absolument rien à celles de Kautsky, car elles montrent la même augmentation du nombre des exploitations dans le seul groupe des gros propriétaires fonciers et une diminution de l'étendue de leurs terres.

raisonnement d'où M. Boulgakov prétend conclure que « la réduction des dimensions d'une entreprise sous l'influence d'une production plus intensive est une pure chimère » (sic !) ; c'est que cette argumentation révèle la même erreur due à l'abus des « données statistiques », contre laquelle Kautsky nous a si bien mis en garde. M. Boulgakov est d'une exigence ridiculement sévère à l'égard de la statistique des *surfaces* des exploitations ; il lui attribue une importance qu'elle ne peut jamais avoir. Pourquoi, en effet, la superficie des labours devrait-elle augmenter « quelque peu » ? Pourquoi l'intensification de la production (qui, comme nous l'avons vu, fait parfois vendre ou donner à bail à des paysans des parcelles périphériques) ne « devrait »-elle pas faire passer un certain nombre d'exploitations d'une catégorie supérieure à une catégorie inférieure ? Pourquoi ne « devrait »-elle pas diminuer la surface des labours pour les exploitations allant de 20 à 1 000 hectares ? * Dans une statistique industrielle, une diminution *de la valeur globale de la production* des plus grosses fabriques témoignerait d'un déclin de la grande production. Mais une réduction de 1,2% de la *superficie* des grands domaines ne signifie rien et *ne peut rien signifier* quant au volume de la production, qui augmente souvent en même temps que la superficie des exploitations diminue. Nous savons qu'en Europe, d'une façon générale, la culture des céréales est supplantée par l'élevage, ce qui est particulièrement net en Angleterre. On sait que cette évolution exige parfois qu'on réduise la surface des fermes, mais ne serait-il pas étrange d'en déduire un déclin de la grande production ? Aussi, entre autres raisons, l'« éloquent tableau » présenté par M. Boulgakov à la p. 20 et montrant la diminution du nombre des grandes et des petites exploitations et la multiplication des moyennes (de 5 à 20 hectares) possédant des bêtes de somme, ne prouve encore absolument rien. Ce phénomène pourrait découler aussi bien d'un changement du mode d'exploitation.

* Dans cette catégorie, la superficie passe de 16 986 101 à 16 802 115 hectares, c'est-à-dire que la diminution est en tout de ...1,2% ! Voilà, n'est-il pas vrai, une preuve vraiment convaincante de l'« agonie » de la grande production découverte par M. Boulgakov ?

Que la grande production agricole en Allemagne ait pris un caractère plus intensif et plus capitaliste, c'est ce qui ressort, avant tout, de l'augmentation du nombre des machines agricoles *à vapeur* : il a quintuplé de 1879 à 1897. M. Boulgakov a complètement tort d'alléguer que le nombre absolu de *toutes* les machines *en général* (et non des machines à vapeur) dans les petites exploitations (jusqu'à 20 hectares) est beaucoup plus considérable que dans les grandes, et aussi qu'en Amérique les machines sont utilisées dans l'agriculture extensive. Nous ne parlons pas pour l'instant de l'Amérique, mais de l'Allemagne, où il n'existe pas de bonanza farms. Voici des données sur le pourcentage en Allemagne (en 1895) des exploitations dotées de charrues et de batteuses à vapeur :

Exploitations	Pourcentage des exploitations pourvues: de charrues à vapeur	de batteuses à vapeur
jusqu'à 2 hect.	0,00	1,08
— 2 à 5 —	0,00	5,20
— 5 à 20 —	0,01	10,95
— 20 à 100 —	0,10	16,60
— 100 hect. et plus	5,29	61,22

Et maintenant, si le nombre total des machines à vapeur employées dans l'agriculture en Allemagne a quintuplé, est-ce que cela ne montre pas que la grande production est devenue plus intensive ? Il ne faut seulement pas oublier, comme le fait de nouveau M. Boulgakov à la page 21, que, dans l'agriculture, l'accroissement de dimensions des entreprises ne signifie pas toujours l'augmentation de la superficie exploitée.

Ensuite, le fait que la grande production a pris un caractère plus capitaliste ressort de l'élévation du nombre des employés agricoles. Boulgakov a tort de qualifier de « curieux » cet argument de Kautsky : « c'est l'accroissement du nombre des officiers en même temps que diminuent les effectifs de l'armée » — à propos de la réduction du nombre des salariés agricoles. Nous le répéterons : *rira*

bien qui rira le dernier * / Non seulement Kautsky n'oublie pas la diminution du nombre des travailleurs agricoles, mais il l'établit en détail pour tout un groupe de pays ; seulement ce fait n'a rien à voir ici, parce que c'est l'ensemble de la population rurale qui diminue, tandis qu'augmente le nombre des petits agriculteurs prolétarisés. Admettons que le gros propriétaire au lieu de produire des céréales cultive la betterave et la transforme en sucre (en Allemagne, on a traité en 1871-1872 2 200 000 tonnes de betteraves, en 1881-1882 6 300 000 tonnes, en 1891-1892 9 500 000 tonnes, en 1896-1897 13 700 000 tonnes). Admettons encore qu'il ait vendu ou donné à bail les parcelles périphériques de son domaine à de petits paysans, surtout s'il avait besoin de leurs femmes et de leurs enfants en tant que journaliers pour la culture des betteraves. Admettons qu'il se serve d'une charrue à vapeur qui évince les anciens laboureurs (dans les exploitations betteravières de Saxe — « exploitations modèles de culture intensive »** — les charrues à vapeur sont à présent d'un usage courant). Le nombre des ouvriers salariés va diminuer. Celui des employés qualifiés (comptables, gérants, techniciens, etc.) augmentera inévitablement. M. Boulgakov va-t-il nier que nous soyons ici témoins d'une accentuation de l'intensité et du caractère capitaliste de la grande production ? Va-t-il soutenir qu'on n'observe rien de tel en Allemagne ?

Pour terminer l'exposé du chapitre VIII du livre de Kautsky sur la prolétarisation des paysans, il est nécessaire de citer le passage suivant : « Ce qui nous intéresse ici, écrit-il à la suite de la citation ci-dessus et relevée par M. Boulgakov, c'est le fait que la prolétarisation de la population rurale progresse en Allemagne comme ailleurs bien que la tendance au morcellement des domaines moyens

---

* (En français dans le texte.—*N.R.*) Elle est réellement curieuse, cette remarque de M. Boulgakov que l'augmentation du nombre des employés témoigne peut-être de l'essor de l'industrie agricole, *mais sûrement pas* (!) d'une intensification croissante de la grande production. Nous pensions jusqu'à présent qu'une des formes les plus importantes de cette intensification était le progrès industriel de l'agriculture (*décrit en détail et dûment apprécié par Kautsky au chapitre X*).

** Kärger, cité par Kautsky. S. 45.

ait cessé de se manifester dans ce pays. De 1882 à 1895, le nombre global des exploitations agricoles a augmenté de 281 000. Sur ce total, une part énorme revient à la multiplication des exploitations prolétarisées allant jusqu'à un hectare. Leur nombre s'est accru de 206 000.

« Comme nous le voyons, le mouvement de l'agriculture revêt un caractère tout à fait particulier et est complètement différent de celui du capital industriel et commercial. Nous avons indiqué dans le chapitre précédent que dans l'agriculture, la tendance à la centralisation des exploitations n'entraîne pas une disparition entière de la petite production. Quand elle va trop loin, elle engendre l'orientation opposée, si bien que la tendance à la centralisation et celle au morcellement se succèdent tour à tour. Nous constatons à présent que l'une et l'autre peuvent aussi se manifester parallèlement. On voit croître le nombre des fermes dont les détenteurs se présentent sur le marché en tant que prolétaires, en tant que vendeurs de force de travail... Les intérêts essentiels de ces petits exploitants agricoles, comme vendeurs de cette marchandise qu'est la force de travail, se confondent avec ceux du prolétariat industriel, et leur propriété n'engendre pas chez eux d'antagonisme à l'égard de ce dernier. Avoir une terre à soi émancipe plus ou moins le paysan parcellaire vis-à-vis du marchand de produits alimentaires, mais cela ne le libère pas de l'exploitation par les entrepreneurs capitalistes, que ceux-ci relèvent de l'industrie ou de l'agriculture (S. 174). »

Dans l'article suivant, nous terminerons l'exposé du livre de Kautsky et porterons sur lui un jugement d'ensemble, tout en examinant, chemin faisant, les objections présentées par M. Boulgakov dans son second article.

DEUXIEME ARTLCLE

I

Dans le chapitre IX de son livre (« Difficultés croissantes de l'agriculture marchande »), Kautsky aborde l'analyse des *contradictions* propres à l'agriculture capitaliste. Les objections que M. Boulgakov adresse à ce chapitre, et que nous examinerons ci-après, montrent que le critique n'a pas très exactement compris la signification générale de ces « difficultés ». Il en est qui, tout en constituant un « obstacle » au développement intégral d'une agriculture rationnelle, *donnent* en même temps *une impulsion à l'essor* de l'agriculture capitaliste. Par exemple, au nombre des « difficultés », Kautsky signale l'exode rural. Il est incontestable que lorsque les meilleurs, les plus capables des travailleurs, abandonnent leurs villages, c'est un « obstacle » au développement intégral d'une agriculture rationnelle, mais il est non moins indéniable que les exploitants agricoles luttent contre cet obstacle *en faisant progresser la technique*, c'est-à-dire en introduisant des machines.

Kautsky étudie les « difficultés » suivantes : a) la rente foncière, b) la législation sur l'héritage, c) les restrictions au droit d'héritage, les majorats (fidéicommis, Anerbenrecht) [49], d) l'exploitation de la campagne par la ville, e) la dépopulation des campagnes.

La rente foncière est la partie de la plus-value qui subsiste après déduction du profit moyen correspondant au capital investi dans l'exploitation. Le monopole de la propriété du sol permet à son détenteur de s'approprier cet excédent, et le prix de la terre (=la rente capitalisée)

fixe le taux atteint par la rente à un moment donné. On conçoit que la rente « freine » la rationalisation intégrale de l'agriculture : le système du fermage freine les améliorations, etc. ; le système des hypothèques oblige à affecter la majeure partie du capital, non à la production, mais à l'achat de la terre. M. Boulgakov objecte, premièrement, que l'augmentation de l'endettement hypothécaire n'a « rien de redoutable ». Il oublie seulement que Kautsky a déjà montré, non « dans un autre sens », mais précisément dans ce sens-là, que l'accroissement des hypothèques est inévitable même quand l'agriculture est prospère (voir ci-dessus, premier article, II). Or, à présent, Kautsky ne pose nullement la question de savoir si la montée des hypothèques est « redoutable » ou non ; il cherche à définir les difficultés qui empêchent le capitalisme de remplir entièrement sa mission. Deuxièmement, « il n'est pas très juste — selon M. Boulgakov — de considérer l'augmentation de la rente seulement comme un obstacle... La hausse de la rente et ses possibilités d'accroissement sont pour l'agriculture un stimulant indépendant qui la pousse dans la voie des progrès techniques et autres » (le mot « processus » au lieu de « progrès » est visiblement une coquille). Le stimulant qui pousse l'agriculture capitaliste dans la voie du progrès, c'est la croissance de la population, de la concurrence, de l'industrie ; alors que la rente est un tribut perçu par la propriété foncière sur l'évolution sociale, sur le progrès de la technique. Aussi est-il inexact d'affirmer que la montée de la rente soit un « stimulant *indépendant* » vers le progrès. Théoriquement, la production capitaliste est parfaitement compatible avec l'absence de la propriété privée du sol, la nationalisation de la terre (Kautsky, S. 207), la rente absolue n'existant pas du tout et la rente différentielle revenant à l'Etat. Le stimulant du progrès agronomique n'en serait pas affaibli pour autant, mais au contraire énormément renforcé.

« Rien ne saurait être plus erroné, dit Kautsky, que de penser qu'il est dans l'intérêt de l'agriculture de faire monter (in die Höhe treiben) les prix des domaines ou de les maintenir artificiellement à un niveau élevé. Cela sert les intérêts des propriétaires fonciers actuels (augenblicklichen), ceux des banques hypothécaires et des gens qui spé-

culent sur les domaines, mais nullement les intérêts de l'agriculture et encore moins ceux de son avenir, de la génération future des exploitants agricoles » (199). Quant au prix de la terre, c'est de la rente capitalisée.

La seconde difficulté à laquelle se heurte l'agriculture marchande est que celle-ci implique nécessairement la propriété privée de la terre, ce qui a pour conséquence qu'une fois transmise par voie d'héritage elle est soit morcelée (et ce morcellement entraîne même *par endroits* une régression technique), soit grevée d'hypothèques (quand l'héritier qui a reçu la terre verse aux autres héritiers un capital en argent qu'il se procure en empruntant sur son terrain). M. Boulgakov reproche à Kautsky de « négliger dans son tableau le côté positif » de la mobilisation de la terre. Ce grief est dénué de tout fondement, car Kautsky a clairement montré au lecteur, tant dans la partie historique de son livre (notamment dans le chapitre III de la section I qui traite de l'agriculture féodale et des causes de son remplacement par l'agriculture capitaliste) que dans celle des applications *, le côté positif et la nécessité historique de la propriété privée du sol, de l'assujettissement de l'agriculture à la concurrence, et aussi, par conséquent, de la mobilisation de la terre. En ce qui concerne un autre reproche adressé par M. Boulgakov à Kautsky, à savoir que celui-ci n'étudie pas le problème « du degré différent d'accroissement de la population dans diverses régions », il nous apparaît absolument inintelligible. M. Boulgakov s'attendait-il vraiment à trouver dans le livre de Kautsky des dissertations sur la théorie de la population ?

Sans insister sur la question des majorats, qui (après ce qui vient d'être exposé) ne présente rien de nouveau, passons à celle de l'exploitation de la campagne par la ville. Quand M. Boulgakov prétend que Kautsky « n'oppose pas aux côtés négatifs les côtés positifs, et avant tout l'importance de la ville en tant que marché pour l'agriculture », il est en contradiction flagrante avec la réalité. L'importance de la ville en tant que marché pour l'agriculture a

* Kautsky s'est élevé résolument contre toutes les restrictions médiévales apportées à la mobilisation de la terre, contre les majorats (fidéicommis et Anerbenrecht), contre tout soutien accordé à la communauté moyenâgeuse paysanne (S. 332), etc.

été indiquée avec la plus grande précision par Kautsky *dès la première page* du chapitre consacré à « l'agriculture moderne » (S. 30 et suiv.). C'est précisément à l'« industrie urbaine » (S. 292) que Kautsky attribue le rôle fondamental dans la transformation de l'agriculture, dans sa rationalisation, etc. *

Aussi renonçons-nous complètement à saisir comment M. Boulgakov a pu reproduire dans son article (p. 32 du n° 3 du *Natchalo*) les mêmes idées comme s'il voulait les opposer à *celles de Kautsky*. C'est là un exemple particulièrement spectaculaire de la façon inexacte dont le sévère critique expose le livre en question. « Il ne faut pas oublier — M. Boulgakov fait ainsi la leçon à Kautsky — qu'une partie des valeurs » (qui s'écoulent vers la ville) « retournent à la campagne ». Tout le monde pensera que Kautsky oublie cette vérité élémentaire. En réalité, il distingue l'écoulement des valeurs (de la campagne vers la ville) sans équivalent et contre équivalent ; il le distingue beaucoup plus clairement que ne le tente M. Boulgakov. Pour commencer, Kautsky examine « l'écoulement de valeurs marchandes sans équivalent (Gegenleistung) de la campagne vers la ville » (S. 210) (rente dépensée en ville, impôts, intérêts pour les emprunts contractés dans les banques urbaines), qu'il considère très justement comme une exploitation économique de la campagne par la ville. Puis il pose la question de l'écoulement des valeurs contre un équivalent, c'est-à-dire de l'échange des produits agricoles contre des produits industriels. « Du point de vue de la loi de la valeur, écrit Kautsky, cet écoulement ne signifie pas une exploitation de l'agriculture ** ; en réalité, il conduit, en même temps que les faits mentionnés ci-dessus, à une exploitation agronomique (stofflichen) de l'agricul-

* Voir également p. 214 où Kautsky fait état du rôle des capitaux urbains dans la rationalisation de l'agriculture.

** Que le lecteur compare à l'explication détaillée de Kautsky, que nous citons ici, la remarque « critique » suivante de M. Boulgakov : « Si Kautsky considère en général comme de l'exploitation la livraison du blé par ses producteurs immédiats à la population non agricole », etc. Il est incroyable qu'un critique tant soit peu au courant du livre de Kautsky puisse écrire ce « si » !

ture, à un appauvrissement de la terre en substances nutritives ». (S. 211).

En ce qui concerne cette exploitation agronomique de la campagne par la ville, Kautsky partage, là aussi, une des thèses fondamentales de la théorie de Marx et d'Engels, à savoir que l'opposition entre la ville et la campagne détruit l'indispensable correspondance et interdépendance entre l'agriculture et l'industrie, et que, par suite, lorsque le capitalisme fera place à une forme supérieure, cette opposition devra disparaître *. M. Boulgakov estime que l'opinion de Kautsky sur l'exploitation agronomique de la campagne par la ville est « étrange », qu'« en tout cas Kautsky a pénétré ici dans le domaine de la fantaisie absolue » (sic ! ! !). On s'étonne que M. Boulgakov ignore que cette vue qu'il critique est identique à une idée fondamentale de Marx et d'Engels. Le lecteur est en droit de penser que M. Boulgakov considère comme une « fantaisie absolue » l'idée que l'opposition entre la ville et la campagne est appelée à disparaître. Si telle est réellement la pensée du critique, nous sommes résolument en désaccord avec lui et prenons le parti de la « fantaisie » (c'est-à-dire, en réalité, non pas de la fantaisie, mais d'une critique plus approfondie du capitalisme). Le point de vue selon lequel il faut être un fantaisiste pour croire à la disparition de l'opposition entre la ville et la campagne n'a rien de nouveau. C'est la conception classique des économistes bourgeois. Elle a été reprise aussi par quelques auteurs aux vues plus profondes. Par exemple, Dühring jugeait que l'antagonisme entre la ville et la campagne est « inévitable en raison de la nature même des choses ».

Ensuite, M. Boulgakov est « stupéfait » (!) de voir Kautsky signaler les épidémies de plus en plus fréquentes affectant les plantes et les animaux comme l'une des difficultés de l'agriculture marchande et du capitalisme. « Que

* Il va de soi que cette opinion sur la nécessité de faire disparaître l'opposition entre la ville et la campagne, dans une société de producteurs associés, n'empêche nullement de reconnaître le rôle *historiquement* progressif que joue l'industrie en détournant la population rurale de l'agriculture. J'ai eu l'occasion de traiter ce point ailleurs (*Etudes*, p. 81, note 69). (Voir V. Lénine, Œuvres, tome 2, p. 230, note.—*N. R.*)

vient faire là le capitalisme... ? demande M. Boulgakov. La nécessité d'améliorer les races de bétail pourrait-elle être supprimée par quelque organisation sociale supérieure ?» Nous sommes à notre tour stupéfait que M. Boulgakov ait pu ne pas comprendre la pensée tout à fait claire de Kautsky. Les anciennes espèces végétales et animales créées par la sélection naturelle sont peu à peu remplacées par des espèces plus « nobles », créées par la sélection artificielle. Les plantes et les animaux deviennent plus délicats, plus exigeants ; les épidémies, étant donné les moyens actuels de communication, se propagent avec une rapidité foudroyante, tandis que l'exploitation reste individuelle, éparpillée, souvent de faible envergure (exploitations paysannes) et pratiquée sans compétence ni ressources. Le capitalisme urbain s'efforce de développer la technique agricole en la faisant bénéficier de toutes les acquisitions de la science moderne, mais il maintient dans son état lamentable la situation sociale des producteurs ; il ne fait rien pour étendre à la campagne, systématiquement et suivant un plan, la culture de la ville. Aucune organisation sociale supérieure ne supprimera la nécessité d'améliorer les races de bétail (Kautsky n'a évidemment jamais songé à proférer une absurdité pareille), mais l'actuelle organisation sociale capitaliste souffre d'autant plus de l'absence d'un contrôle social et de la situation inférieure faite aux paysans et aux ouvriers que la technique se développe davantage, que les races d'animaux domestiques et de plantes cultivées deviennent plus délicates *.

Kautsky aperçoit une dernière « difficulté » pour l'agriculture marchande dans la « dépopulation des campagnes », dans l'absorption par les villes de la main-d'œuvre la plus capable, des travailleurs les plus énergiques et les plus intelligents. M. Boulgakov estime que, sous sa forme générale, cette thèse est « de toutes manières inexacte », que « le développement actuel de la population urbaine aux dépens de la population rurale n'exprime pas du tout la loi de l'évolution de l'agriculture capitaliste », mais le trans-

* C'est pourquoi, dans la partie de son livre consacrée aux applications, Kautsky préconise une inspection sanitaire du bétail et des conditions dans lesquelles il est entretenu (S. 397).

fert outre-Océan, dans les colonies, de la population agricole des pays industriels, exportateurs. Je pense que M. Boulgakov fait erreur. La croissance de la population urbaine (d'une façon plus générale : industrielle) *aux dépens* de la population des campagnes n'est pas seulement un phénomène temporaire, mais un phénomène généralisé, qui exprime *précisément* une *loi* du capitalisme. Le fondement théorique de cette loi consiste, comme je l'ai montré ailleurs *, premièrement, en ceci que le progrès de la division sociale du travail détache de l'agriculture primitive des branches de plus en plus nombreuses de l'industrie **; deuxièmement, en ceci que le capital variable nécessaire à l'exploitation d'un terrain déterminé diminue dans l'ensemble (voir *Das Kapital*, III, 2, S. 177 ; traduction russe, p. 526 [50]. Cité par moi dans *Le développement du capitalisme en Russie*, pp. 4 et 444 ***). Nous avons déjà fait remarquer ci-dessus que, dans certains cas et pendant certaines périodes, on observe une augmentation du capital variable nécessaire à la mise en valeur d'un terrain déterminé, mais cela n'affecte en rien la justesse de la loi générale. Que la diminution relative de la population agricole ne se transforme pas dans tous les cas particuliers en une diminution absolue, que le taux de celle-ci dépende aussi du développement des colonies capitalistes, voilà ce que Kautsky n'aurait évidemment guère songé à nier. Dans son livre, il

---

* *Le développement du capitalisme en Russie*, chap. I, paragraphe 2 et chap. VIII, paragraphe 2. (Voir V. Lénine, Œuvres, tome 3.—*N.R.*)

** M. Boulgakov déclare, en signalant ce fait, que « la population agricole peut diminuer *relativement* (les italiques sont de lui) même quand la situation de l'agriculture est florissante ». Non seulement elle le « peut » mais elle le *doit inévitablement* dans la société capitaliste... « La diminution relative (de la population agricole) dénote seulement (sic!) ici l'essor de nouvelles branches du travail humain », conclut M. Boulgakov. Ce « seulement » est des plus étranges. Les nouvelles branches de l'industrie, précisément, retirent à l'agriculture « la main-d'œuvre la plus énergique et la plus capable ». Ainsi, cette considération toute simple suffit pour reconnaître la *parfaite justesse* de la thèse de Kautsky : pour attester l'exactitude de cette thèse générale (le capitalisme retire à l'agriculture la main-d'œuvre la plus énergique et la plus capable), une diminution *relative* de la population rurale est tout à fait suffisante.

*** Voir V. Lénine, Œuvres, tome 3. (*N.R.*)

a mis pleinement en lumière cette progression des colonies capitalistes qui inondent l'Europe de blé à bon marché. (« Le même exode rural (Landflucht) qui dépeuple les campagnes européennes amène constamment de nouvelles foules de robustes campagnards non seulement dans les villes mais aussi dans les colonies »... S. 242.) L'accaparement par l'industrie, aux dépens de l'agriculture, des travailleurs les plus vigoureux, les plus énergiques et les plus intelligents, est un phénomène général observé non seulement dans les pays industriels, mais aussi dans les pays agricoles, non seulement en Europe occidentale, mais aussi en Amérique et en Russie. L'opposition engendrée par le capitalisme entre la civilisation des villes et la barbarie des campagnes aboutit inévitablement à ce résultat. M. Boulgakov juge « évidente » la « considération » suivant laquelle « la diminution de la population agricole accompagnée d'un accroissement de la population totale est inconcevable sans une forte importation de blé ». A mon avis, loin d'être évidente, cette considération est tout simplement erronée. On peut très bien concevoir une réduction de la population agricole allant de pair avec un accroissement de la population totale (extension des villes) même sans importation de blé (la productivité du travail agricole s'élève et permet à un nombre moindre de travailleurs de fournir la même quantité de produits qu'auparavant, voire une quantité plus grande). On peut aussi concevoir une augmentation de la population totale accompagnée d'une diminution de la population agricole et d'une diminution (ou d'une augmentation non proportionnelle) de la quantité des produits agricoles, — la chose est « concevable » par suite de l'aggravation des conditions de l'alimentation du peuple par le capitalisme.

M. Boulgakov soutient que le développement des exploitations paysannes moyennes en Allemagne de 1882 à 1895 — fait établi par Kautsky en connexion avec cet autre fait que ces exploitations sont celles qui souffrent le moins du manque de main-d'œuvre — « est de nature à ébranler toute la construction ». Examinons de plus près les thèses de Kautsky.

Selon les données de la statistique agricole, c'est la surface des exploitations de 5 à 20 hectares qui a le plus

augmenté de 1882 à 1895. En 1882, elle représentait 28,8% de la superficie totale ; en 1895, 29,9%. Cet accroissement des exploitations paysannes moyennes allait de pair avec la diminution de la surface des grandes exploitations paysannes (de 20 à 100 hectares ; 1882 : 31,1% ; 1895 : 30,3%). « Ces chiffres, dit Kautsky, réjouissent le cœur de tous les bons citoyens qui voient dans la paysannerie le plus solide rempart du régime actuel. Elle ne bouge donc pas, cette agriculture, s'écrient-ils avec enthousiasme, le dogme marxiste ne saurait lui être appliqué. » On interprète le développement des exploitations paysannes moyennes comme le début d'une nouvelle ère de prospérité pour la paysannerie.

« Mais les racines de cette prospérité plongent dans un marais », répond Kautsky à ces bons citoyens. « La prospérité ne découle pas du *bien-être* de la paysannerie, mais de l'*asservissement* dont souffre toute l'agriculture » (230). Kautsky vient de dire que « malgré tout le progrès technique, on observe dans *certains endroits* (les italiques sont de Kautsky) — on ne peut en douter — un déclin de l'agriculture » (228). Ce déclin conduit, par exemple, à une renaissance de la féodalité, à des tentatives d'enchaîner les travailleurs à la terre et de leur imposer certaines redevances. Quoi de surprenant si, à partir de cet « asservissement », revivent des formes d'exploitation surannées ? Quoi de surprenant si la paysannerie, qui se distingue généralement de la main-d'œuvre de la grande production par un niveau plus bas de ses besoins, par sa plus grande aptitude à endurer la faim et à s'échiner au travail, résiste plus longtemps en période de crise ? * « La crise agraire s'étend

* « Les petits agriculteurs, dit ailleurs Kautsky, résistent plus longtemps dans une situation désespérée. On est pleinement fondé à douter que ce soit là une supériorité de la petite production » (S. 134).

Signalons à ce propos que les vues de Kautsky sont entièrement confirmées par les données de Koenig qui décrit en détail dans son livre (*Die Lage der englischen Landwirtschaft, etc.*, Jena 1896, von Dr F. Koenig) (Dr. F. Koenig: *La situation de l'agriculture anglaise, etc.*, Iéna 1896.—*N.R.*) l'état de l'agriculture anglaise dans quelques comtés parmi les plus typiques. On trouve là une *foule* de renseignements sur le travail excessif et la consommation insuffisante des petits agriculteurs comparés aux ouvriers salariés, et aucune indication

à toutes les classes rurales produisant des marchandises ; elle n'épargne pas les paysans moyens » (S. 231).

Toutes ces thèses de Kautsky sont si claires qu'il est impossible, semble-t-il, de ne pas les comprendre. Néanmoins le critique ne les a visiblement pas comprises. M. Boulgakov ne nous fait pas connaître son opinion : il explique d'une façon ou d'une autre cette augmentation des exploitations paysannes moyennes, mais il prête à Kautsky l'idée que « le développement du mode de production capitaliste conduit à la ruine de l'agriculture ». Et M. Boulgakov se déchaîne : « L'affirmation de Kautsky suivant laquelle l'agriculture se ruine est fausse, arbitraire, non prouvée ; elle contredit les faits réels les mieux établis », etc., etc.

---

contraire. La rentabilité des petites exploitations — lisons-nous par exemple — est due « à une énorme (ungeheuer) application et à un esprit d'épargne extraordinaire » (88) ; les habitations des petits agriculteurs sont plus misérables (107) ; les petits agriculteurs (yeoman farmer) vivent dans des conditions pires que les fermiers (149) ; « leur situation est tout à fait lamentable (dans le Lincolnshire) ; ils sont plus mal logés que les ouvriers ne le sont dans les grandes fermes, et certaines demeures sont tout à fait pitoyables. Leur travail est plus pénible et plus prolongé que celui des ouvriers ordinaires, mais ils gagnent moins que ces derniers. Ils vivent plus mal et mangent moins de viande... leurs fils et leurs filles peinent gratuitement et sont mal vêtus » (157). « Les petits fermiers travaillent comme des esclaves, en été souvent de 3 heures du matin à 9 heures du soir » (communication de la *Chamber of Agriculture* de Boston, p. 158). « Sans aucun doute, déclare un gros fermier, les petites gens (der kleine Mann) qui ont peu de capitaux et qui font tout avec le concours des membres de leur famille sont plus à même de restreindre les dépenses domestiques, alors que le gros fermier doit nourrir ses valets de ferme de la même façon, que l'année soit bonne ou mauvaise » (218). Les petits fermiers (du Ireshire) « font preuve d'une extraordinaire (ungeheuer) diligence ; leurs femmes et leurs enfants ne travaillent pas moins que des journaliers, et souvent plus ; on dit que deux d'entre eux abattent autant de besogne en un jour que trois ouvriers salariés » (231). « La vie du petit fermier qui est obligé de travailler avec sa famille est une vraie vie d'esclave » (253). « En somme... les petits fermiers ont, semble-t-il, mieux supporté la crise que les gros, mais cela ne veut pas dire que les petites fermes soient plus rentables. La raison, à notre avis, en est que le petit exploitant (der kleine Mann) est aidé gratuitement par sa famille... D'habitude... toute la famille du petit fermier peine dans son exploitation... Les enfants travaillent au pair et ne reçoivent que rarement un salaire quotidien fixe » (277-278), etc., etc.

Nous ferons remarquer à ce propos que M. Boulgakov *rapporte de façon tout à fait inexacte les idées de Kautsky.* Ce dernier ne dit nullement que l'évolution du capitalisme conduit à la ruine de l'agriculture ; il affirme tout le contraire. Prétendre que Kautsky parle de la « destruction », de la « ruine » de l'agriculture parce qu'il fait état de la dépression (=crise) de l'économie agricole, de la régression technique qui se manifeste *par endroits* (nota bene), cela ne se peut qu'à la condition de traiter son ouvrage par-dessous la jambe. Dans le chapitre X, spécialement consacré à la question de la concurrence d'outre-mer (c'est-à-dire de la principale condition de la crise agraire), Kautsky déclare : « La crise imminente n'est évidemment (natürlich) pas du tout obligée (braucht nicht) de ruiner l'industrie qu'elle frappe. Cela n'arrive que dans des cas très rares. En règle générale, la crise amène seulement une transformation des rapports de propriété existants, dans le sens du capitalisme » (273-274). Cette remarque, faite à propos de la crise des industries agricoles, montre clairement la conception générale de Kautsky sur la signification de la crise. Dans le même chapitre, il reprend ce point de vue à propos, cette fois, de l'agriculture tout entière : « Ce qui vient d'être dit ne donne nullement le droit de parler de la ruine de l'agriculture (Man braucht deswegen noch lange nicht von einem Untergang der Landwirtschaft zu sprechen). Mais son caractère conservateur a disparu sans retour là où le mode de production moderne s'est solidement implanté. Le maintien de l'ancienne routine (Das Verharren beim Alten) menace l'exploitant agricole d'une ruine certaine ; il doit sans cesse suivre le progrès de la technique, il doit sans cesse adapter sa production aux conditions nouvelles... A la campagne aussi, la vie économique, qui suivait jusqu'à présent avec une austère monotonie une ornière éternellement inchangée, se trouve désormais dans un état de révolution perpétuelle, un état caractéristique du mode de production capitaliste » (289).

M. Boulgakov « ne comprend pas » comment les tendances au développement des forces productives de l'agriculture peuvent se concilier avec celles d'une aggravation des difficultés de l'agriculture marchande. Qu'y a-t-il là

d'inintelligible ?? Dans l'agriculture comme dans l'industrie, le capitalisme donne une gigantesque impulsion au développement des forces productives, mais cet essor lui-même accentue de plus en plus les contradictions du capitalisme et lui suscite de nouvelles «difficultés ». Kautsky développe une des idées fondamentales de Marx qui mettait catégoriquement en relief le rôle historiquement progressif du capitalisme agricole (rationalisation de l'agriculture, séparation de la terre et de l'exploitant, émancipation de la population rurale par la suppression des rapports de domination et d'esclavage, etc.), tout en attirant non moins catégoriquement l'attention sur la paupérisation et l'oppression des producteurs immédiats, sur l'incompatibilité du capitalisme avec les exigences d'une agriculture rationnelle. Il est extrêmement étrange que M.Boulgakov, qui reconnaît que « sa conception philosophique et sociale du monde est la même que celle de Kautsky »*, ne remarque pas que Kautsky expose ici une idée fondamentale de Marx. Les lecteurs du *Natchalo* resteront certainement perplexes en se demandant ce que pense M. Boulgakov de ces idées fondamentales et comment il peut, avec la même conception générale du monde, déclarer : « De principiis non est disputandum » !!? ** Nous nous permettons de ne pas ajouter foi à cette déclaration de M. Boulgakov ; nous considérons que la discussion entre lui et les autres marxistes est possible précisément en vertu de la communauté de ces « principia ». En disant que le capitalisme rationalise l'agriculture, que l'industrie fournit le matériel technique à l'agriculture, etc., M. Boulgakov ne fait que reprendre un de ces « principia ». Il a seulement tort de présenter les choses comme s'il s'agissait de « tout le contraire ». Les lecteurs pourraient s'imaginer que Kautsky soutient une autre opinon alors qu'il développe justement dans son livre, très nettement et fermement, ces idées fondamentales de Marx. « C'est bien l'industrie, écrit-il, qui a réuni les

* En ce qui concerne la conception philosophique du monde, nous ne savons pas si ces paroles de M. Boulgakov sont justifiées. Il ne semble pas que Kautsky soit, comme M. Boulgakov, un partisan de la philosophie critique.

** « On ne discute pas sur les principes. » (*N.R.*)

conditions techniques et scientifiques d'une agriculture nouvelle, rationnelle, c'est elle qui a révolutionné l'agriculture par l'emploi des machines et des engrais artificiels, du microscope et du laboratoire de chimie, engendrant ainsi la supériorité technique de la grande production capitaliste sur la petite production paysanne » (S. 292). Ainsi, Kautsky ne tombe pas dans cette contradiction que nous trouvons chez M. Boulgakov: d'une part, ce dernier reconnaît que « le capitalisme » (c'est-à-dire la production qui recourt au travail salarié, c'est-à-dire non la production paysanne, mais la grande production ?) « rationalise l'agriculture », mais d'autre part, M. Boulgakov affirme que « ce n'est pas du tout la grande production qui est ici le porteur de ce progrès technique »!

II

Le chapitre X du livre de Kautsky traite de la concurrence d'outre-mer et de l'industrialisation de l'agriculture. M. Boulgakov s'exprime à son sujet sur un ton extrêmement dédaigneux : « Rien de spécialement nouveau ou original, des faits essentiels plus ou moins connus », etc., en laissant dans l'ombre la question fondamentale de la façon de concevoir la crise agraire, sa nature et sa signification. Or, cette question revêt une énorme importance théorique.

De la conception générale de l'évolution de l'agriculture élaborée par Marx et développée en détail par Kautsky découle inévitablement celle de la crise agraire. Kautsky voit l'essence de cette crise dans le fait que l'agriculture européenne a perdu, par suite de la concurrence des pays produisant le blé à très bon marché, la possibilité de faire retomber sur la masse des consommateurs les fardeaux que la propriété privée de la terre et la production marchande capitaliste imposent à l'agriculture. Désormais, l'agriculture européenne « *doit elle-même les supporter* (ces fardeaux), *et c'est en cela que consiste l'actuelle crise agraire* » (S. 239, les italiques sont de Kautsky). Le principal de ces fardeaux est la rente foncière. En Europe, celle-ci a été portée par l'évolution historique à un niveau extrêmement élevé (tant la rente différentielle que la rente *ab-*

solue) et a été fixée dans les prix de la terre*. Dans les colonies (Amérique, Argentine, etc.), et pour autant qu'elles restent des colonies, nous voyons au contraire des terres *libres*, que les nouveaux colons occupent soit tout à fait gratuitement, soit pour un prix dérisoire ; en outre, ce sont des terres vierges dont la fertilité abaisse les coûts de production jusqu'au minimum. Il est tout à fait naturel que, jusqu'à présent, l'agriculture capitaliste européenne ait fait retomber sur les consommateurs la rente démesurément gonflée (sous la forme des prix élevés du blé) ; mais à présent le fardeau de cette rente pèse sur les exploitants agricoles et les propriétaires fonciers eux-mêmes et les ruine**. Ainsi, la crise agraire a perturbé et continue à perturber l'ancienne prospérité de la propriété foncière et de l'agriculture capitalistes. Jusqu'à présent, la propriété foncière capitaliste prélevait un tribut toujours plus élevé sur le développement social et en fixait le montant dans les prix de la terre. A présent, elle se voit contrainte de renoncer à ce tribut***. L'agriculture capitaliste a été précipitée dans cet état d'instabilité qui est le propre de l'industrie capitaliste, et elle est contrainte de s'adapter aux nouvelles conditions du marché. La crise agraire, comme toute crise, ruine de nombreux propriétaires, engendre un profond bouleversement dans les rapports de propriété établis, en-

---

* Sur cette boursouflure de la rente et sa fixation voir les remarques pertinentes de *Parvus* dans *Le marché mondial et la crise agricole*. L'auteur partage les vues fondamentales de Kautsky sur la crise et sur la question agraire en général.

** Voir *Parvus*, ouvrage cité, p. 141. Cité dans le *Natchalo*, n° 3, p. 117, compte rendu du livre de Parvus (voir le présent tome, p. 66.— *N.R.*). Nous ajouterons que les autres « difficultés » de l'agriculture marchande qui pèsent sur l'Europe ne grèvent les colonies qu'à un bien moindre degré.

*** La rente absolue est le résultat du monopole. « Par bonheur, écrit Kautsky, la hausse de la rente absolue a ses limites... Jusqu'à ces derniers temps, elle a régulièrement augmenté en Europe, tout comme la rente différentielle. Mais la concurrence d'outre-mer a brisé ce monopole dans une large mesure. Nous n'avons aucune raison de penser que la rente différentielle ait souffert en Europe de la concurrence d'outre-mer, exception faite de quelques districts d'Angleterre... Mais la rente absolue a baissé et cela a été avantageux (zu gute gekommen) avant tout pour les classes laborieuses » (S. 80. Voir également S. 328).

traîne *par endroits* une régression technique, une renaissance des formes et des rapports moyenâgeux de l'économie, mais dans l'ensemble elle *accélère* l'évolution sociale, élimine de ses derniers refuges la stagnation patriarcale, oblige à poursuivre la spécialisation de l'agriculture (un des facteurs essentiels du progrès agricole dans la société capitaliste), l'utilisation des machines, etc. En somme, — Kautsky l'a montré au chapitre IV de son livre d'après des données relatives à plusieurs pays, — *même* en Europe occidentale nous ne constatons pas de stagnation dans l'agriculture depuis 1880, mais au contraire un progrès technique. Nous disons *même* en Europe occidentale, parce qu'en Amérique, par exemple, ce progrès est encore plus évident.

Bref, il n'y a aucune raison de voir dans la crise agraire un phénomène qui entrave le capitalisme et le développement capitaliste.

REPONSE A MONSIEUR P. NEJDANOV

Dans le n° 4 de la *Jizn*, M. P. Nejdanov analyse quelques articles, y compris le mien, sur la théorie des marchés. Mon intention est de ne répondre qu'à une seule affirmation suivant laquelle j'aurais « dénaturé la lutte que je mène contre la théorie des tierces personnes » par mon article paru dans le numéro 1 du *Naoutchnoïé Obozrénié* de l'année en cours. Quant aux autres questions posées par M. P. Nejdanov au sujet de la théorie des marchés et, notamment, des vues de P. Strouvé, je me bornerai à renvoyer le lecteur à l'article où je réponds à ce dernier (« Nouvelles remarques sur la théorie de la réalisation » dont la publication dans cette revue a été retardée pour des raisons indépendantes de la volonté de l'auteur).

M. P. Nejdanov affirme que « dans la production capitaliste il n'y a aucune contradiction entre la production et la consommation ». Il en déduit qu'en admettant cette contradiction, « Marx souffrait d'une grave contradiction intérieure », et que je reprends l'erreur de Marx.

Je considère l'opinion de M. P. Nejdanov comme complètement erronée (ou fondée sur un malentendu) et ne puis discerner aucune contradiction dans les vues de Marx.

La thèse de M. P. Nejdanov sur l'absence, au sein du capitalisme, de toute contradiction entre la production et la consommation est si étrange qu'on ne saurait l'expliquer que par le *sens* tout à fait *spécial* attribué par l'auteur à la notion de « contradiction ». En effet, M. P. Nejdanov estime que « s'il existait réellement une contradiction entre la production et la consommation, elle devrait fournir systématiquement un produit excédentaire » (p. 301 ; on relève la même idée dans les thèses de la conclusion, p. 316). C'est là une interprétation complètement arbitraire

et, à mon avis, complètement fausse. Pour critiquer ma position, M. P. Nejdanov devait (me semble-t-il) exposer au lecteur la façon dont je conçois cette contradiction, et non se borner à présenter ses propres vues sur la nature et la signification de cette dernière. Ce qui fait le fond de la question (qui a suscité la polémique dirigée contre moi par M. P. Nejdanov) c'est que je conçois ladite contradiction tout autrement que ne le veut M. P. Nejdanov. Je n'ai dit nulle part que cette contradiction devait donner *systématiquement** un produit excédentaire ; je ne le pense pas, et il est impossible de tirer des paroles de Marx une telle conclusion. La contradiction inhérente au capitalisme entre la production et la consommation consiste en ceci que la production croît avec une énorme rapidité et que la concurrence lui imprime une tendance à l'extension illimitée, alors que la consommation (individuelle), si même elle s'élève, ne le fait que très faiblement ; la situation prolétarisée des masses populaires ne permet pas à la consommation individuelle d'augmenter rapidement. Il me semble que tout lecteur attentif des pages 20 et 30 de mes *Etudes* (article sur les disciples de Sismondi cité par M. P. Nejdanov) et de la page 40 du *Naoutchnoïé Obozrénié* (1899, n° 1)** sera convaincu que, dès le début, j'ai considéré *exclusivement dans ce sens* la contradiction entre la production et la consommation en régime capitaliste. Au demeurant, on ne saurait conférer à ce phénomène aucun autre sens si l'on s'en tient rigoureusement à la théorie de Marx. La contradiction inhérente au capitalisme entre la production et la consommation réside uniquement en ceci que la richesse nationale augmente en même temps que s'aggrave la misère du peuple, que les forces productives de la société se développent sans qu'il y ait un accroissement correspondant de la consommation populaire, sans que ces forces productives soient utilisées au profit des masses laborieuses. Entendue dans ce sens,

---

* Je souligne *systématiquement*, parce que la production non systématique d'un produit excédentaire (crises) est inévitable dans la société capitaliste du fait que la proportionnalité entre les différentes branches de l'industrie y est perturbée. Or, un certain état de la consommation est l'un des éléments de la proportionnalité.

** Voir V. Lénine, Œuvres, tome 2, pp. 152-153, 165, et le présent tome, pp. 57-59. (*N.R.*)

la contradiction examinée est un fait qui ne soulève aucun doute, que confirme l'expérience quotidienne de millions de gens, et c'est précisément l'observation de ce fait qui rallie les travailleurs aux vues dont la théorie de Marx donne une expression complète et scientifique. Cette contradiction n'a nullement pour conséquence inéluctable la production systématique d'un produit excédentaire (comme se plaît à le croire M. Nejdanov). Nous sommes pleinement en droit de nous représenter (en raisonnant de façon purement théorique sur une société capitaliste idéale) la réalisation de la totalité du produit dans la société capitaliste, sans aucun produit excédentaire, *mais nous ne pouvons nous représenter le capitalisme* sans décalage entre la production et la consommation. Ce décalage s'exprime (comme Marx l'a clairement montré dans ses schémas) par le fait que la production des moyens de production peut et doit dépasser celle des biens de consommation.

Ainsi, M. Nejdanov a conclu bien à tort que la contradiction entre la production et la consommation doit donner systématiquement un produit excédentaire, et de cette erreur a découlé l'accusation injustifiée d'inconséquence qu'il adresse à Marx. Au contraire, Marx reste rigoureusement conséquent quand il montre :

1) que le produit *peut* être réalisé dans la société capitaliste (à condition, évidemment, de supposer une proportionnalité entre les différentes branches de l'industrie) ; que, pour expliquer cette réalisation, il serait erroné de faire intervenir le commerce extérieur ou des « tierces personnes » ;

2) que les théories des économistes petits-bourgeois (*à la** Proudhon) en ce qui concerne l'impossibilité de réaliser la *plus-value* reposent sur une incompréhension totale du processus même de la réalisation ;

3) que même en admettant une réalisation parfaitement proportionnelle, idéale, sans accroc, nous ne pouvons nous représenter le capitalisme sans contradiction entre la production et la consommation, sans que le gigantesque développement de la production s'accompagne d'une augmentation extrêmement faible (voire de la stagnation ou de la détérioration) de la consommation populaire. La

* En français dans le texte. (*N.R.*)

réalisation s'opère plutôt en fonction des moyens de production qu'en fonction des biens de consommation : cela ressort clairement des schémas de Marx ; et cela entraîne, à son tour, cette conséquence inéluctable que « plus la force productive se développe, plus elle entre en conflit avec la base étroite sur laquelle sont fondés les rapports de consommation » (Marx)[51]. Tous les passages du *Capital* traitant de la contradiction entre la production et la consommation*, prouvent clairement que c'est *exclusivement en ce sens* que Marx concevait la contradiction entre la production et la consommation.

Par ailleurs, M. Tougan-Baranovski, à en croire M.P. Nejdanov, nierait également qu'il y ait contradiction entre la production et la consommation dans la société capitaliste. Je ne sais pas si c'est exact. M. Tougan-Baranovski a lui-même donné dans son livre un schéma montrant que la production peut augmenter en même temps que la consommation diminue (et cela, en effet, est possible et se produit en régime capitaliste). Peut-on contester que nous ayons ici une contradiction entre la production et la consommation, bien qu'il n'y ait pas, en l'occurrence, de produit excédentaire ?

En taxant Marx (et moi-même) d'inconséquence, M. P. Nejdanov a en outre perdu de vue que, pour fonder son opinion, il aurait dû expliquer comment il convient de comprendre l'« indépendance » de la fabrication des moyens de production par rapport à celle des biens de consommation. Selon Marx, cette « indépendance » se limite à ceci qu'une partie déterminée (en hausse constante) de la production, qui consiste en moyens de production, est réalisée par des échanges à l'intérieur de la section considérée, c'est-à-dire par des échanges de moyens de production contre des moyens de production (ou par l'utilisation in natura du produit obtenu en vue d'une nouvelle production) ; mais, *en fin de compte*, la fabrication des moyens de production est nécessairement liée à celle des biens de

---

* Ces passages sont cités dans mon article du *Naoutchnoïé Obozrénié*, 1899, n° 1 (voir le présent tome, pp. 55 et suiv.—*N.R.*) et repris dans le chapitre 1 du *Développement du capitalisme en Russie*, pages 18-19 (voir V. Lénine, Œuvres, tome 3.—*N.R.*).

consommation, car les premiers ne sont pas fabriqués pour eux-mêmes, mais seulement parce qu'on en utilise toujours davantage dans les industries qui produisent des biens de consommation*. Ainsi, la différence entre les conceptions des économistes petits-bourgeois et celles de Marx ne réside pas dans le fait que les premiers auraient reconnu d'une façon générale l'existence d'un lien entre la production et la consommation dans la société capitaliste, alors que le second l'aurait niée (cela serait absurde). La différence consiste en ceci que les économistes petits-bourgeois considéraient ce lien entre la production et la consommation comme *immédiat* et pensaient que *la production suit la consommation*. Au contraire, Marx a montré que ce lien n'est *que médiat*, qu'il se manifeste *seulement en fin de compte*, car dans la société capitaliste *la consommation suit la production*. Mais, bien que médiat, le lien n'en existe pas moins ; la consommation doit en dernière instance suivre la production, et si les forces productives poussent irrésistiblement à une augmentation illimitée de la production, tandis que la consommation est restreinte par suite de la prolétarisation des masses populaires, la contradiction devient indubitable. Celle-ci ne signifie pas que le capitalisme soit impossible**, mais elle souligne la nécessité de la transformation en une forme supérieure : plus cette contradiction s'accuse, et plus se développent les conditions objectives de cette transformation en même temps que ses conditions subjectives, c'est-à-dire la conscience que les travailleurs en prennent.

On se demande à présent quelle position pourrait bien adopter M. Nejdanov sur la question de l'« indépendance » des moyens de production à l'égard des biens de consommation ? De deux choses l'une : ou bien il entreprendra de

---

* *Das Kapital*, III, 1, 289[52]. Cité par moi dans le *Naoutchnoïé Obozrénié*, p. 40 (voir le présent tome, p. 58.—*N.R.*) et dans *Le développement du capitalisme*, p. 17 (voir V. Lénine, Œuvres, tome 3. — *N.R.*).

** *Etudes*, p. 20 (voir V. Lénine, Œuvres, tome 2. p. 153.—*N.R.*); *Naoutchnoïé Obozrénié*, n° 1, p. 41 (voir le présent tome, p. 60. *N.R.*) ; *Le développement du capitalisme*. pp 19-20 (voir V. Lénine, Œuvres, tome 3.—*N.R.*). Si cette contradiction entraînait un « produit excédentaire systématique », elle signifierait précisément que le capitalisme est impossible.

nier complètement toute connexion entre eux, il affirmera possible la réalisation des moyens de production *absolument indépendants* des biens de consommation, même « en fin de compte », — et il aboutira inévitablement à une conclusion absurde, ou bien il reconnaîtra à la suite de Marx qu'en dernière instance les moyens de production sont liés aux biens de consommation, — et il sera alors contraint d'avouer la justesse de mon interprétation de la théorie de Marx.

Je prendrai un exemple pour illustrer, en guise de conclusion, les raisonnements abstraits par des données concrètes. On sait que, dans toute société capitaliste, l'emploi des machines est souvent entravé par les salaires extrêmement bas (=faible niveau de consommation des masses populaires). Bien plus : il arrive même parfois que des machines acquises par les entrepreneurs ne soient pas utilisées, parce que le prix de la main-d'œuvre tombe si bas que leur propriétaire trouve plus avantageux de recourir au travail manuel !* L'existence d'une contradiction entre la consommation et la production, entre la tendance du capitalisme à un développement illimité des forces productives et la limitation de cette tendance par la prolétarisation, la misère et le chômage du peuple, est dans ce cas claire comme le jour. Mais il est non moins clair que la seule et unique conclusion juste à tirer de cette contradiction est que l'essor des forces productives doit lui-même entraîner invinciblement la substitution au capitalisme d'une économie où les producteurs seront associés. Au contraire, il serait complètement erroné de conclure, à partir de cette contradiction, que le capitalisme doit fournir *systématiquement* un produit excédentaire, c'est-à-dire qu'il est totalement incapable de réaliser sa production, qu'il ne peut donc jouer un rôle historiquement progressif, etc.

Rédigé en mai 1899 *Conforme au texte de la revue*

Publié en décembre 1899 dans la revue «Jizn»

Signé Vladimir Iline

---

* J'ai cité un exemple de ce dernier phénomène emprunté à l'agriculture capitaliste russe dans *Le développement du capitalisme en Russie*, p. 165 (voir V. Lénine, Œuvres, tome 3.—*N.R.*). Loin d'être isolés les faits de ce genre sont la conséquence habituelle et *nécessaire* des traits fondamentaux du capitalisme.

PROTESTATION DES SOCIAL-DEMOCRATES DE RUSSIE[52]

Rédigé fin août-début septembre 1899

Publié pour la première fois en décembre 1899 à l'étranger sous la forme d'un extrait tiré à part du n° 4-5 de la revue « Rabotchéié Diélo »

Conforme au texte de la revue

РОССІЙСКАЯ СОЦІАЛЬДЕМОКРАТИЧЕСКАЯ РАБОЧАЯ ПАРТІЯ

Пролетаріи всѣхъ странъ, соединяйтесь!

Оттискъ изъ № 4-5 „Рабочаго Дѣла".

ПРОТЕСТЪ

РОССІЙСКИХЪ СОЦІАЛЬДЕМОКРАТОВЪ

СЪ ПОСЛѢСЛОВІЕМЪ ОТЪ РЕДАКЦІИ „РАБОЧАГО ДѢЛА"

Собраніе соціальдемократовъ одной мѣстности (Россіи), въ числѣ семнадцати человѣкъ, пришло ЕДИНОГЛАСНО слѣдующую резолюцію и постановило опубликовать ее и передать на обсужденіе всѣмъ товарищамъ.

Въ послѣднее время среди русскихъ соціальдемократовъ замѣчаются отступленія отъ тѣхъ основныхъ принциповъ русской соціальдемократіи, которые были провозглашены какъ основателями и передовыми борцами—членами Группы „Освобожденія Труда",—такъ и соціальдемократическими изданіями русскихъ рабочихъ организацій 90-хъ годовъ. Ниже приводимое „credo", долженствующее выражать основные взгляды нѣкоторыхъ („молодыхъ") русскихъ соціальдемократовъ, представляетъ изъ себя попытку систематическаго и опредѣленнаго изложенія „новыхъ возрѣній". — Вотъ это „credo" въ полномъ видѣ.

> „Существованіе цехового и мануфактурнаго періода на Западѣ наложило рѣзкій слѣдъ на всю послѣдующую исторію, въ особенности на исторію соціальдемократіи. Необходимость для буржуазіи завоевать свободныя формы, стремленіе освободиться отъ сковывающихъ производство цеховыхъ регламентацій, сдѣлали ее, буржуазію, революціоннымъ элементомъ; она повсюду на Западѣ начинаетъ съ liberté, fraternité, égalité (свобода, братство и равенство).

Première page du tiré à part du n° 4-5 du *Rabotchéïé Diélo* contenant la *Protestation des social-démocrates de Russie.* 1899.

LA REUNION DES SOCIAL-DEMOCRATES D'UNE LOCALITE (DE RUSSIE), GROUPANT DIX-SEPT PERSONNES, A ADOPTE A L'UNANIMITE LA RESOLUTION SUIVANTE ET A DECIDE DE LA PUBLIER ET DE LA SOUMETTRE A L'EXAMEN DE TOUS LES CAMARADES.

On constate ces derniers temps que certains social-démocrates russes s'écartent des principes fondamentaux de la social-démocratie russe proclamés tant par ses fondateurs et militants d'avant-garde — les membres du groupe « Libération du Travail »[54] — que par les publications social-démocrates des organisations ouvrières russes dans les années 90. Le « credo » cité ci-après, destiné à exprimer les vues essentielles de certains social-démocrates russes (les « jeunes »), est un essai d'exposé systématique et nettement délini des « conceptions nouvelles ». Le voici dans son texte intégral.

« La période corporative et manufacturière en Occident marqua d'une forte empreinte toute l'histoire ultérieure, notamment celle de la social-démocratie. La nécessité pour la bourgeoisie de conquérir des formes libres, ses efforts pour s'affranchir des réglementations corporatives qui ligotaient la production, en firent un élément révolutionnaire ; partout en Occident, elle commença par proclamer la devise *liberté, fraternité, égalité* *, par conquérir des formes politiques libres. Mais, par cette conquête, elle tira, selon l'expression de Bismarck, une traite sur l'avenir au profit de son antipode, la classe ouvrière. Presque partout en Occident, cette dernière, en tant que classe, ne s'empara point des institutions démocratiques, elle en fit usage. On pourrait objecter qu'elle prit part aux révolutions. La référence à l'histoire démentira cette opinion, car, précisément en 1848, lorsque les Constitutions se consolidèrent en Occident, la classe ouvrière était composée d'artisans des villes et représentait la démocratie petite-bourgeoise ; quant au prolétariat de fabrique, il n'existait presque pas, et celui de la grande industrie (les tisserands d'Allemagne

* En français dans le texte. (*N.R.*)

dépeints par Hauptmann*, les tisserands de Lyon) était une masse sauvage, uniquement capable de se révolter, mais non de formuler des revendications politiques quelconques. On peut dire sans ambages que les Constitutions de 1848 furent conquises par la bourgeoisie et la petite bourgeoisie, les artisans. D'autre part, la classe ouvrière (artisans et ouvriers des manufactures, typographes, tisserands, horlogers, etc.) est habituée depuis le moyen âge à faire partie d'organisations, de caisses de secours mutuels, d'associations religieuses, etc. Cet esprit d'organisation demeure vivace parmi les ouvriers éduqués d'Occident et les distingue nettement du prolétariat de fabrique, qui se laisse organiser difficilement et lentement, et est capable seulement de former des lose-organisation (organisations temporaires), et non des organisations solides avec statuts et règlements. Ce sont ces mêmes ouvriers éduqués des manufactures qui constituèrent le noyau des partis social-démocrates. D'où le tableau suivant : facilité relative et entière possibilité de mener la lutte politique, d'une part, et, d'autre part, possibilité d'organiser systématiquement cette lutte avec le concours des ouvriers éduqués pendant la période manufacturière. C'est sur ce terrain que grandit en Occident le marxisme théorique et pratique. Le point de départ fut la lutte politique parlementaire, avec la perspective — dont la ressemblance avec le blanquisme n'est qu'extérieure, son origine étant d'un caractère tout différent — de la conquête du pouvoir, d'une part, d'un Zusammenbruch (d'une catastrophe), d'autre part. Le marxisme fut l'expression théorique de la pratique dominante : de la lutte politique prévalant sur la lutte économique. En Belgique comme en France, et particulièrement en Allemagne, les ouvriers organisèrent la lutte politique avec une facilité extraordinaire, et la lutte économique avec d'énormes difficultés, avec des tiraillements considérables. Comparées aux organisations politiques, les organisations économiques (nous ne parlons pas de l'Angleterre) souffrent jusqu'à présent d'une faiblesse et d'une instabilité extrêmes et, partout, *laissent à désirer quelque chose***. Tant que l'énergie dans la lutte politique ne fut pas complètement épuisée, le Zusammenbruch était le Schlagwort (slogan), organisateur nécessaire, qui devait jouer un très grand rôle historique. La loi fondamentale que l'on peut dégager de l'étude du mouvement ouvrier est celle de la voie du moindre effort. En Occident, cette voie fut l'activité politique, et le marxisme, tel qu'il est formulé dans le *Manifeste Communiste*, s'avéra une forme on ne peut plus heureuse que le mouvement devait revêtir. Mais lorsque, dans l'activité politique, toute l'énergie se fut épuisée, lorsque le mouvement politique en arriva à un tel degré d'intensité qu'il devint difficile ou presque impossible de le dépasser (accroissement lent des suffrages dans ces dernières années, apathie du public dans les réunions, ton découragé des publications), et lorsque, d'autre part, s'affirma l'impuissance de l'ac-

* Gerhart Hauptmann (1862-1946), poète et dramaturge allemand. Auteur des *Tisserands*, drame sur le soulèvement des tisserands silésiens dans les années 40 du XIX^e^ siècle. (*N.R.*)

** En français dans le texte. (*N.R.*)

tion parlementaire en même temps que pénétrait dans l'arène la plèbe, le prolétariat de fabrique non organisé et presque inorganisable, tous ces facteurs firent naître en Occident ce qui porte aujourd'hui le nom de bernsteiniade, de crise du marxisme. Il serait difficile d'imaginer une évolution du mouvement ouvrier plus logique que celle qui va du *Manifeste Communiste* à la bernsteiniade, et une étude attentive de tout ce processus peut permettre de déterminer l'issue de cette « crise » avec une précision mathématique. Naturellement, il ne s'agit pas ici de la défaite ou de la victoire de la bernsteiniade, ce qui ne présente guère d'intérêt ; il s'agit d'un changement radical de l'activité pratique, changement qui, depuis longtemps, s'opère peu à peu au sein du Parti.

Cette transformation se fera non seulement dans le sens d'une conduite plus énergique de la lutte économique, d'une consolidation des organisations économiques, mais aussi, et c'est là l'essentiel, dans le sens d'une modification de l'attitude du Parti à l'égard des autres partis de l'opposition. Le marxisme intransigeant, le marxisme négateur, le marxisme primitif (qui se fait une idée trop schématique de la division de la société en classes) fera place à un marxisme démocratique, et la situation sociale du Parti dans la société moderne devra être radicalement modifiée. Le Parti *reconnaîtra* la société ; ses objectifs étroitement corporatifs, sectaires dans la plupart des cas, prendront l'ampleur de tâches sociales, et son aspiration à la conquête du pouvoir deviendra une aspiration à changer, à réformer la société contemporaine dans un sens démocratique, adapté à l'état actuel des choses, afin d'assurer la défense la meilleure, la plus complète, des droits (de toutes sortes) des classes laborieuses. La notion de « politique » s'élargira et prendra un sens vraiment social, et les revendications pratiques de l'heure auront plus de poids, pourront compter sur une plus grande attention, que jusqu'à présent.

De cette brève description de l'évolution du mouvement ouvrier en Occident il n'est pas difficile de tirer des conclusions pour la Russie. La voie du moindre effort ne sera jamais orientée chez nous dans le sens de l'activité politique. L'intolérable oppression politique fera beaucoup parler d'elle et retiendra spécialement l'attention, mais jamais elle ne poussera à agir pratiquement. Si, en Occident, les faibles effectifs des ouvriers, entraînés dans l'action politique, se sont de ce fait affermis et cristallisés, chez nous, au contraire, ces faibles effectifs se heurtent au mur de l'oppression politique et, loin d'avoir les moyens pratiques de lutter contre elle et, par conséquent, de se développer, sont même systématiquement étouffés par cette oppression et ne peuvent faire aucun progrès, si minime soit-il. Si l'on ajoute à cela que notre classe ouvrière n'a pas hérité de cet esprit d'organisation qui distinguait les militants d'Occident, on se trouvera devant un sombre tableau, capable de décourager le marxiste le plus optimiste, convaincu que toute nouvelle cheminée d'usine, du seul fait de son existence, est la source d'un grand bien-être. La lutte économique, elle aussi, est difficile, extrêmement difficile, mais elle est possible, et enfin elle est pratiquée par les masses elles-mêmes. Apprenant par cette lutte à s'organiser, et s'y heurtant à tout instant au régime politique, l'ouvrier russe créera finalement ce qu'on peut ap-

peler une forme du mouvement ouvrier, créera l'organisation ou les organisations les plus conformes aux conditions russes. A l'heure actuelle, on peut affirmer en toute certitude que le mouvement ouvrier russe se trouve encore dans un état amiboïde* et n'a créé aucune forme. Le mouvement gréviste, qui existe quelle que soit la forme d'organisation, ne peut encore être considéré comme une forme cristallisée du mouvement russe ; quant aux organisations illégales, elles ne méritent pas d'attention, ne serait-ce que du point de vue purement quantitatif (pour ne rien dire de leur utilité dans les conditions actuelles).

Telle est la situation. Si l'on ajoute à cela les famines et la ruine des campagnes, qui favorisent le Streikbrecherisme**, et il devient par conséquent encore plus difficile d'élever la culture des masses ouvrières à un niveau plus acceptable, alors ... que reste-t-il à faire à un marxiste russe? ! Les propos sur la création d'un parti politique ouvrier indépendant ne sont que l'effet de la transplantation sur notre sol d'objectifs étrangers, de résultats étrangers. Le marxiste russe fait jusqu'à présent triste figure. Ses buts pratiques sont actuellement dérisoires; ses connaissances théoriques, pour autant qu'il les utilise *non comme un instrument de recherche*, mais comme un schéma d'activité, n'ont aucune valeur même pour ce qui est d'atteindre ces objectifs pratiques dérisoires. De plus, ces schémas empruntés sont nuisibles au point de vue pratique. Oubliant que la classe ouvrière d'Occident est entrée en lice sur un terrain politique déjà déblayé, nos marxistes manifestent un dédain exagéré pour l'activité radicale ou d'opposition libérale de toutes les couches non ouvrières de la société. Les moindres tentatives de concentrer l'attention sur les manifestations publiques relevant d'une politique libérale soulèvent les protestations des marxistes orthodoxes, qui oublient que tout un ensemble de conditions historiques nous empêchent d'être des marxistes d'Occident et exigent de notre part un autre marxisme, approprié et nécessaire dans les conditions russes. L'absence, chez tout citoyen russe, de sens et de flair politiques ne peut évidemment être racheté par des propos sur la politique ou des appels à une force inexistante. Ce flair politique ne peut être acquis que par l'éducation, c'est-à-dire par la participation à la vie (si peu marxiste soit-elle) que nous offre la réalité russe. Autant la « négation » était (provisoirement) opportune en Occident, autant elle est nuisible chez nous, car une négation émanant d'une force organisée et effective est une chose, alors qu'une négation émanant d'une masse informe d'individus dispersés en est une autre.

Pour un marxiste russe il n'y a qu'une issue : participer, c'est-à-dire contribuer à la lutte économique du prolétariat et prendre part à l'activité de l'opposition libérale. En tant que « négateur », le marxiste russe est arrivé trop tôt, et cette négation a affaibli en lui la part d'énergie qui doit être orientée vers le radicalisme politique. Jus-

---

* Du mot *amibe* : animal microscopique très primitif qui n'a pas de forme nettement définie. (*N.R.*)

** Du mot allemand *Streikbrecher* : briseur de grève, « jaune ». (*N.R.*)

qu'ici, tout cela n'est pas terrible, mais si le schéma de classe empêche l'intellectuel russe de prendre une part active à la vie, et le rejette trop loin des milieux d'opposition, cela portera un grave préjudice à tous ceux qui sont obligés de lutter pour des formes juridiques autrement qu'au coude à coude avec une classe ouvrière qui ne s'est pas encore fixé d'objectifs politiques. La candeur politique de l'intellectuel marxiste russe, dissimulée par des raisonnements abstraits sur des sujets politiques, peut lui jouer un mauvais tour. »

Nous ne savons pas s'il se trouvera beaucoup de social-démocrates russes pour partager ces vues. Mais il est incontestable qu'en général les idées de ce genre ont des adeptes, et c'est pourquoi nous estimons de notre devoir de protester catégoriquement contre elles, et de mettre en garde tous les camarades contre la menace de faire dévier la social-démocratie russe du chemin qu'elle s'est déjà tracé : la formation d'un parti politique ouvrier indépendant, inséparable de la lutte de classe du prolétariat et s'assignant pour tâche immédiate la conquête de la liberté politique.

Le « credo » ci-dessus contient premièrement une « brève description de l'évolution du mouvement ouvrier en Occident » et, deuxièmement, des « conclusions pour la Russie».

Tout d'abord, l'idée que les auteurs du « credo » se font du passé du mouvement ouvrier d'Europe occidentale est entièrement fausse. Il est faux que la classe ouvrière d'Occident n'ait pas participé à la lutte pour la liberté politique et aux révolutions politiques. L'histoire du chartisme et les révolutions de 1848 en France, en Allemagne et en Autriche prouvent le contraire. Il est absolument faux que le marxisme ait été « l'expression théorique de la pratique dominante : de la lutte politique qui prévalait sur la lutte économique ». Au contraire, le « marxisme » est apparu lorsque prédominait le socialisme non politique (owenisme, « fouriérisme », « socialisme vrai »), et le *Manifeste communiste* s'est immédiatement opposé au socialisme non politique. Même lorsque le marxisme est intervenu armé théoriquement de pied en cap (le *Capital*) et a organisé la célèbre « Association Internationale des Travailleurs » [55], la lutte politique n'était nullement la pratique prépondérante (trade-unionisme étroit en Angleterre, anarchisme et proudhonisme dans les pays de langues romanes). En Allemagne, le grand mérite historique de Lassalle est d'avoir

fait de la classe ouvrière, d'appendice de la bourgeoisie libérale qu'elle était, un parti politique indépendant. Le marxisme a lié en un tout indissoluble la lutte économique et la lutte politique de la classe ouvrière, et les efforts que déploient les auteurs du « credo » pour séparer ces formes de lutte sont des écarts des plus malencontreux et des plus funestes par rapport au marxisme.

Ensuite, les auteurs du « credo » se font une idée non moins fausse de la situation actuelle du mouvement ouvrier en Europe occidentale et de la théorie du marxisme sous le drapeau duquel se poursuit ce mouvement. Parler d'une « crise du marxisme », c'est reprendre le bavardage absurde des écrivassiers bourgeois qui s'ingénient à attiser toute divergence entre socialistes afin d'organiser la scission dans les partis socialistes. La fameuse bernsteiniade[56], telle que la comprennent habituellement le grand public en général et les auteurs du « credo » en particulier, est une tentative de rétrécir la théorie du marxisme, de faire du parti ouvrier révolutionnaire un parti réformiste, et cette tentative a été résolument condamnée, comme il fallait s'y attendre, par la majorité des social-démocrates allemands. Des tendances opportunistes se sont manifestées plus d'une fois dans la social-démocratie allemande et, chaque fois, elles ont été repoussées par le Parti, qui veille fidèlement sur les principes de la social-démocratie internationale révolutionnaire. Nous sommes convaincus que tout essai de transplanter en Russie les conceptions opportunistes se heurtera à une résistance non moins énergique de la part de l'immense majorité des social-démocrates russes.

De même, il ne saurait être question d'un « changement radical quelconque de l'activité pratique » des partis ouvriers d'Europe occidentale, quoi qu'en disent les auteurs du « credo » : l'énorme importance de la lutte économique du prolétariat et la nécessité de cette lutte ont été reconnues dès le début par le marxisme, et déjà dans les années 40 Marx et Engels polémisaient avec les socialistes utopistes qui en niaient l'importance[57].

Une vingtaine d'années plus tard, lorsque se constitua l'« Association Internationale des Travailleurs », la question de l'importance des syndicats ouvriers et de la lutte économique fut soulevée dès son premier congrès, à Genève,

en 1866. La résolution adoptée à ce congrès précisa la portée de la lutte économique, mettant les socialistes et les ouvriers en garde, d'une part, contre l'exagération de son rôle (ce qui s'observait à l'époque chez les ouvriers anglais), et, d'autre part, contre sa sous-estimation (ce que l'on remarquait chez les Français et les Allemands, notamment chez les lassalliens). La résolution reconnut les syndicats ouvriers comme un phénomène non seulement légitime, mais nécessaire en régime capitaliste, et en souligna l'extrême importance pour l'organisation de la classe ouvrière dans sa lutte quotidienne contre le capital et pour la suppression du salariat. La résolution déclara que les syndicats ouvriers ne devaient pas s'attacher exclusivement à « la lutte immédiate contre le capital », qu'ils ne devaient pas se tenir à l'écart du mouvement politique et social d'ensemble de la classe ouvrière ; que leurs buts ne devaient pas être « étroits », mais tendre à l'émancipation universelle des millions de travailleurs opprimés. Depuis lors, dans les partis ouvriers des divers pays, on a soulevé maintes fois, et on soulèvera évidemment encore plus d'une fois, la question de savoir s'il faut, à un moment donné, accorder un peu plus ou un peu moins d'attention à la lutte économique ou à la lutte politique du prolétariat ; mais la question générale ou de principe se pose aujourd'hui encore comme elle a été posée par le marxisme. La conviction que la lutte de classe doit nécessairement fusionner en un seul tout la lutte politique et la lutte économique s'est profondément ancrée dans la social-démocratie internationale. Par ailleurs, l'expérience historique atteste irréfutablement que l'absence de liberté ou la restriction des droits politiques du prolétariat aboutit toujours à la nécessité de placer la lutte politique au premier plan.

Encore moins peut-il être question d'un changement tant soit peu notable dans l'attitude du parti ouvrier envers les autres partis d'opposition. Sous ce rapport aussi, le marxisme a indiqué la position juste, également éloignée de l'exagération du rôle de la politique et de la conspiration (blanquisme, etc.), que du dédain de la politique ou de sa réduction à un ravaudage social de caractère opportuniste, réformiste (anarchisme, socialisme utopique et petit-bourgeois, socialisme d'Etat, socialisme de la chaire [58], etc.).

Le prolétariat doit s'efforcer de créer des partis ouvriers politiques indépendants, dont le but essentiel doit être la conquête du pouvoir politique par le prolétariat pour organiser la société socialiste. Il ne doit nullement considérer les autres classes et partis comme « une seule masse réactionnaire » [59] : au contraire, il doit participer à toute la vie politique et sociale, appuyer les classes et les partis de progrès contre les classes et les partis réactionnaires, soutenir tout mouvement révolutionnaire contre le régime actuel, se faire le défenseur de toute nationalité ou race opprimée, de toute religion persécutée, des femmes privées de droits, etc. Les raisonnements des auteurs du « credo » sur ce thème témoignent uniquement du désir d'estomper le caractère de classe de la lutte du prolétariat, d'affaiblir cette lutte par une absurde « reconnaissance de la société », de rétrécir le marxisme révolutionnaire au point d'en faire un courant réformiste banal. Nous sommes convaincus que l'immense majorité des social-démocrates russes repoussera résolument cette altération des principes fondamentaux de la social-démocratie. Les prémisses erronées des auteurs du « credo » sur le mouvement ouvrier d'Europe occidentale les conduisent à des « conclusions pour la Russie » encore plus erronées.

Affirmer que la classe ouvrière russe « ne s'est pas encore fixé d'objectifs politiques », c'est tout simplement révéler son ignorance du mouvement révolutionnaire russe. Déjà l'« Union des ouvriers russes du Nord » [60], fondée en 1878, et l'« Union des ouvriers de la Russie du Sud » [61], fondée en 1875, avaient revendiqué dans leur programme la liberté politique. Après la période réactionnaire des années 80, la classe ouvrière a repris maintes fois la même revendication dans les années 90. Affirmer que « les propos sur la création d'un parti politique ouvrier indépendant ne sont que l'effet de la transplantation sur notre sol d'objectifs étrangers, de résultats étrangers », c'est tout simplement faire preuve d'une incompréhension totale du rôle historique de la classe ouvrière russe et des tâches urgentes de la social-démocratie russe. Le programme des auteurs du « credo » tend évidemment à ce que la classe ouvrière, suivant la « voie du moindre effort », se limite à la lutte économique, tandis que les « éléments de l'opposition libérale »

combattraient avec la « participation » des marxistes pour des « formes juridiques ». La réalisation d'un tel programme équivaudrait à un suicide politique de la social-démocratie russe, à un freinage et un avilissement considérables du mouvement ouvrier russe et du mouvement révolutionnaire russe (ces deux notions se confondent à nos yeux). L'apparition d'un tel programme, à elle seule, montre combien étaient fondées les craintes d'un des militants d'avant-garde de la social-démocratie russe, P. Axelrod, lorsqu'il écrivait ce qui suit à la fin de 1897, à propos de l'éventualité d'une telle perspective :

« Le mouvement ouvrier ne dépasse pas le cadre étroit des collisions purement économiques entre ouvriers et entrepreneurs et, par lui-même, pris dans son ensemble, il n'a pas de caractère politique ; par contre, dans la lutte pour la liberté politique, les couches avancées du prolétariat suivent les cercles et fractions révolutionnaires appartenant à ce qu'on appelle l'intelliguentsia » (Axelrod. *A propos des tâches et de la tactique actuelles des social-démocrates russes.* Genève 1898, p. 19).

Les social-démocrates russes doivent déclarer une guerre à outrance à tout l'ensemble d'idées exprimées dans le « credo », car elles conduisent directement à la réalisation de cette perspective. Les social-démocrates russes doivent déployer tous leurs efforts en vue de réaliser une autre perspective, exposée par P. Axelrod en ces termes :

« Autre perspective : la social-démocratie organise le prolétariat russe en un parti politique indépendant, luttant pour la liberté, *en partie aux côtés* des fractions révolutionnaires bourgeoises (pour autant qu'il s'en trouvera) *et en alliance* avec elles, en partie en attirant ouvertement dans ses rangs ou en entraînant à sa suite les éléments intellectuels les plus attachés au peuple et les plus révolutionnaires » (*ibid.*, p. 20).

A l'époque même où P. Axelrod écrivait ces lignes, les déclarations des social-démocrates de Russie montraient clairement que l'immense majorité d'entre eux partageaient ce point de vue. Il est vrai qu'un journal des ouvriers de Pétersbourg, la *Rabotchaïa Mysl*[82], sembla pencher vers les idées des auteurs du « credo », en exprimant malheureusement, dans un éditorial à caractère de programme (n° 1, octobre 1897), cette thèse absolument erronée et contraire à la doctrine social-démocrate que la « base économique du mouvement » peut être « obscurcie par le désir constant

de ne pas oublier l'idéal politique ». Mais en même temps un autre journal des ouvriers de Pétersbourg, le *Sankt-Pétersbourgski Rabotchi Listok*[63] (n° 2, septembre 1897), déclara résolument que « seul un parti ouvrier nombreux et fortement organisé pouvait... renverser l'autocratie », que les ouvriers « organisés en un parti puissant » « se libéreraient eux-mêmes et libéreraient toute la Russie de toute oppression politique et économique ». Un troisième journal, la *Rabotchaïa Gazéta*[64], écrivit dans l'éditorial de son n° 2 (novembre 1897) : « La lutte contre le gouvernement autocratique pour la liberté politique est l'objectif immédiat du mouvement ouvrier russe. » — « Le mouvement ouvrier russe décuplera ses forces s'il intervient comme un seul bloc cohérent, sous le même nom et avec une organisation solide... » « Les cercles ouvriers isolés doivent se transformer en un seul parti. » « Le parti ouvrier russe sera un parti social-démocrate. » Ce qui prouve que l'immense majorité des social-démocrates russes partageait entièrement les vues de la *Rabotchaïa Gazéta*, c'est que le congrès des social-démocrates russes[65], réuni au printemps 1898, forma le « Parti ouvrier social-démocrate de Russie », publia un manifeste au nom de ce parti et reconnut la *Rabotchaïa Gazéta* comme son organe officiel. Ainsi, les auteurs du « credo » font un pas énorme en arrière, par rapport au degré de développement déjà atteint par la social-démocratie russe et sanctionné dans le *Manifeste du Parti ouvrier social-démocrate de Russie*. Si, à la suite de la féroce répression déclenchée par le gouvernement russe, l'activité du Parti s'est, à l'heure actuelle, momentanément affaiblie et si son organe officiel a cessé de paraître, la tâche de tous les social-démocrates russes est de déployer tous les efforts en vue de consolider définitivement le Parti, élaborer son programme et faire revivre son organe officiel. Etant donné le flottement idéologique attesté par le fait que des programmes comme le « credo » analysé ci-dessus ont pu voir le jour, nous estimons particulièrement nécessaire de souligner les principes fondamentaux exposés dans le *Manifeste* et qui sont d'une énorme importance pour la social-démocratie russe. Premièrement : la social-démocratie russe « veut être et rester un mouvement de classe des masses ouvrières organisées ». Il en découle que la devise de la social-démocra-

tie doit être : prêter concours aux ouvriers non seulement dans la lutte économique, mais aussi dans la lutte politique ; l'agitation, non seulement sur le terrain des revendications économiques immédiates, mais aussi en liaison avec toutes les manifestations de l'oppression politique ; la propagande, non seulement des idées du socialisme scientifique, mais aussi des idées démocratiques. Seule, la théorie du marxisme révolutionnaire peut être le drapeau du mouvement de classe des ouvriers, et la social-démocratie russe doit veiller à la développer et à la mettre en pratique, tout en la protégeant contre les déformations et les avilissements auxquels sont si souvent en butte les « théories à la mode » (or, les succès de la social-démocratie révolutionnaire en Russie ont déjà fait du marxisme une théorie « à la mode »). En concentrant actuellement toute son action parmi les ouvriers des usines, des fabriques et des mines, la social-démocratie ne doit pas oublier qu'avec l'extension du mouvement, les masses laborieuses qu'elle organise doivent aussi englober dans leurs rangs les ouvriers à domicile, les artisans, les ouvriers agricoles et les millions de paysans ruinés et mourant de faim.

Deuxièmement : « L'ouvrier russe doit porter et portera jusqu'au bout sur ses fortes épaules la cause de la conquête de la liberté politique. » En s'assignant comme tâche immédiate le renversement de l'absolutisme, la social-démocratie doit intervenir comme un combattant d'avant-garde dans la lutte pour la démocratie, et est tenue, ne serait-ce que pour cette seule raison, d'appuyer au maximum tous les éléments démocratiques de la population russe pour s'en faire des alliés. Seul un parti ouvrier indépendant peut être un rempart solide dans la lutte contre l'autocratie, et c'est uniquement en s'alliant à un tel parti, en le soutenant, que tous les autres combattants pour la liberté politique pourront déployer largement leur activité.

Enfin, troisièmement : « En tant que mouvement et tendance socialiste, le Parti social-démocrate de Russie poursuit l'œuvre et les traditions de tout le mouvement révolutionnaire antérieur en Russie ; considérant que la conquête de la liberté politique est la principale tâche immédiate de l'ensemble du Parti, la social-démocratie marche vers le but qu'avaient déjà nettement tracé les glorieux

militants de l'ancienne « Narodnaïa Volia »[66]. Les traditions de tout le mouvement révolutionnaire antérieur exigent que la social-démocratie consacre actuellement toutes ses forces à l'organisation du Parti, au renforcement de sa discipline intérieure et au perfectionnement de la technique de la lutte clandestine. Si les militants de l'ancienne « Narodnaïa Volia » ont su jouer un rôle immense dans l'histoire russe, bien que ses héros peu nombreux fussent soutenus par des couches sociales très minces, et bien que le drapeau de ce mouvement fût une théorie nullement révolutionnaire, la social-démocratie, qui s'appuie sur la lutte de classe du prolétariat, saura devenir invincible. « Le prolétariat russe secouera le joug de l'autocratie pour continuer avec une énergie d'autant plus grande la lutte contre le capital et la bourgeoisie, jusqu'à la victoire totale du socialisme. »

Nous invitons tous les groupes de social-démocrates et tous les cercles ouvriers de Russie à discuter le « credo » cité plus haut, ainsi que notre résolution, et à se prononcer nettement sur la question soulevée, afin d'écarter toute divergence et d'accélérer l'organisation et la consolidation du Parti ouvrier social-démocrate de Russie.

Les résolutions des groupes et des cercles pourraient être communiquées à la « Ligue des social-démocrates russes » à l'étranger qui, en vertu du point 10 de la décision adoptée en 1898 par le congrès des social-démocrates russes, est partie intégrante du Parti social-démocrate de Russie et le représente à l'étranger.

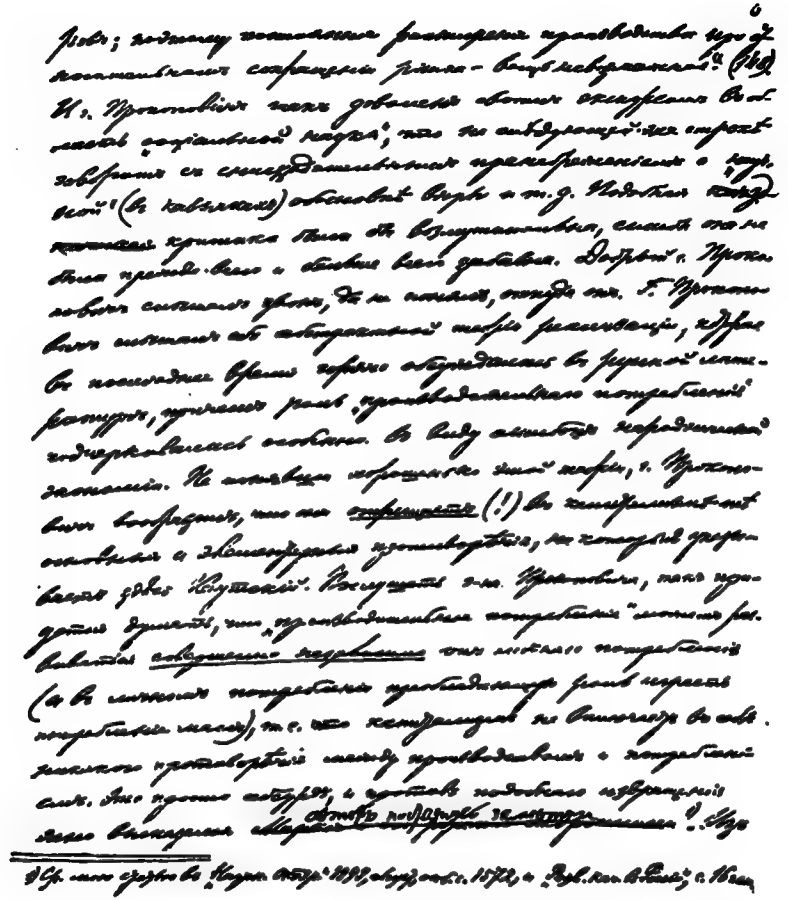
COMPTE RENDU

S. PROKOPOVITCH. *Le mouvement ouvrier en Occident*[67].

...« recourir à la science sociale et à sa prétendue conclusion selon laquelle le régime capitaliste de la société court irrésistiblement à sa propre perte par suite des contradictions qui s'y développent. Nous trouvons les explications nécessaires dans le *Programme d'Erfurt* de Kautsky » (147). Avant d'indiquer le contenu du passage cité par M. Prokopovitch, relevons la bizarrerie suivante, extrêmement caractéristique en ce qui concerne cet auteur et les autres réformateurs de son espèce. Pourquoi notre « chercheur critique », entreprenant d'étudier la « science sociale », cherche-t-il des « explications » dans le petit livre écrit par Kautsky à l'intention du grand public, et nulle part ailleurs? S'imaginerait-il que toute la « science sociale » s'y trouve enfermée ? Il sait parfaitement que Kautsky est « un fidèle gardien des traditions de Marx » (I, 187), que c'est précisément dans les traités d'économie politique de ce dernier qu'il faut chercher les exposés et les arguments en faveur des « conclusions » d'une certaine école de la « science sociale », mais il se comporte comme si la chose lui était totalement inconnue. Que devons-nous penser d'un « investigateur » qui se borne à des sorties contre les « gardiens » d'une théorie, sans se résoudre une seule fois tout le long de son livre à régler ses comptes ouvertement et directement avec cette théorie elle-même?

Dans le passage cité par M. Prokopovitch, Kautsky dit que la révolution technique et l'accumulation du capital progressent de plus en plus vite, que l'extension de la production est nécessaire en vertu des traits fondamentaux

mêmes du capitalisme, et cela d'une façon constante, tandis que l'extension du marché « se fait trop lentement pendant un certain temps » ; que, « selon toute vraisemblance, le moment est proche où le marché de l'industrie européenne, non seulement cessera de s'étendre, mais commencera même à se rétrécir. Cet événement ne peut marquer que la banqueroute de toute la société capitaliste ». M. Prokopovitch « critique » les « conclusions de la science sociale », (*c'est-à-dire* l'allusion de Kautsky à l'*une* des lois du développement établies par Marx) : « Dans cette façon d'expliquer l'effondrement inévitable de la société capitaliste, le rôle principal revient à la contradiction entre «la tendance constante à l'extension de la production — et l'extension de plus en plus lente du marché, et finalement son rétrécissement». Cette contradiction, selon Kautsky, doit entraîner la faillite du régime social capitaliste. Mais» (écoutez bien !) « l'extension de la production suppose la « consommation productive » d'une partie de la plus-value, c'est-à-dire en premier lieu sa réalisation, puis son affectation à l'achat de machines, à la construction de bâtiments, etc., en vue d'une production nouvelle. En d'autres termes, l'extension de la production est très étroitement liée à l'existence d'un marché pour les marchandises déjà produites ; par conséquent, l'extension continue de la production accompagnée d'une contraction relative du marché est une chose impossible » (148). Et M. Prokopovitch est si content de son incursion dans le domaine de la « science sociale » que, dès la ligne suivante, il parle avec un dédain condescendant des fondements « scientifiques » (entre guillemets) de la foi, etc. Une critique aussi cavalière susciterait de l'indignation si elle n'était pas avant tout et surtout divertissante. Ce bon M. Prokopovitch ne parle que par ouï-dire. M. Prokopovitch a entendu parler de la théorie abstraite de la réalisation, qui a soulevé ces derniers temps des discussions passionnées parmi les auteurs russes, le rôle de la « consommation productive » ayant été particulièrement souligné à cette occasion, eu égard aux erreurs des économistes populistes. N'ayant pas très bien compris cette théorie, M. Prokopovitch s'est imaginé qu'elle *nie*(!) l'existence, dans le capitalisme, des contradictions fondamentales et élémentaires signalées en l'occurrence par



Sixième page du manuscrit de V. Lénine: *Compte rendu du livre de S. Prokopovitch.* Fin 1899.
Réduction

Kautsky. A entendre M. Prokopovitch, on en viendrait à penser que la « consommation productive » peut se développer *tout à fait indépendamment* de la consommation personnelle (or, dans celle-ci, la consommation des masses joue un rôle prédominant), c'est-à-dire que le capitalisme ne renferme aucune contradiction entre la production et la consommation. C'est tout bonnement absurde, et Marx et ses disciples russes se sont clairement prononcés contre une telle déformation *. Le fait que « l'élargissement de la production suppose une consommation productive » n'a nullement pour conséquence la théorie apologético-bourgeoise où s'enlise notre « chercheur critique » ; ce qui en découla, au contraire, c'est précisément la contradiction, inhérente au capitalisme et qui doit le mener à la faillite, entre la tendance à un accroissement illimité de la production et le caractère limité de la consommation.

Il convient également, à propos de cet exposé, de noter le fait intéressant que voici. M. Prokopovitch est un partisan fervent de Bernstein dont il cite et traduit des articles de revue tout au long de plusieurs pages. Bernstein, dans son fameux livre *Die Voraussetzungen, etc.* **, va jusqu'à recommander au public allemand M. S. Prokopovitch comme son adepte en Russie, tout en faisant d'ailleurs une réserve dont le sens est que M. Prokopovitch est plus bernsteinien que Bernstein lui-même. Or, chose des plus curieuses, Bernstein et son chantre russe dénaturent l'un et l'autre la théorie de la réalisation, mais *dans des sens diamétralement opposés*, si bien qu'ils *se réfutent mutuellement*. Premièrement, Bernstein croit voir chez Marx une « contradiction » lorsque celui-ci, s'élevant contre la théorie des crises soutenues par Rodbertus, présente en même temps comme « la cause ultime de toutes les crises réelles la pauvreté des masses et la limitation de leur consommation ». En réalité, il n'y a là aucune contradiction, comme j'ai déjà eu l'occasion de le montrer ailleurs (*Etu-*

* Voir mon article dans le *Naoutchnoïé Obozrénié*, août 1899, spécialement p. 1572 (voir le présent tome, pp. 74-94, spécialement pp. 85-86.— *N. R.*) et *Le développement du capitalisme en Russie*, pp. 16 et suiv (voir V. Lénine, Œuvres, tome 3.— *N. R.*).

** *Les prémisses, etc.* (*N.R.*)

des, p. 30 * ; *Le développement du capitalisme en Russie*, p. 19 **). Deuxièmement, Bernstein raisonne exactement de la même manière que chez nous M. V. V. quand il dit que l'énorme augmentation du surproduit doit nécessairement signifier une augmentation du nombre des possédants (ou une amélioration du bien-être des ouvriers), car les capitalistes eux-mêmes et leurs domestiques (sic !) ne peuvent évidemment pas « consommer » tout le surproduit (*Die Voraussetzungen, etc.*, S. 51-52). Ce raisonnement naïf ignore complètement le rôle de la consommation productive, *comme l'a montré Kautsky dans son livre contre Bernstein* (Kautsky : *Gegen Bernstein*, II Abschnitt ***, paragraphe sur « l'emploi de la plus-value »). Mais voici qu'entre en lice le bernsteinien russe recommandé par Bernstein, et qui dit tout juste le contraire, fait la leçon à Kautsky à propos du rôle de la « consommation productive » et, à cette occasion, pousse jusqu'à l'absurde la découverte de Marx, en lui imputant l'affirmation selon laquelle la consommation productive pourrait se développer tout à fait indépendamment de la consommation individuelle ! Comme si la réalisation de la plus-value par son affectation à la fabrication de moyens de production éliminait en fin de compte la dépendance de la production à l'égard de la consommation et, par conséquent, supprimait la contradiction entre la première et la seconde ! Le lecteur peut juger, d'après cet exemple, si M. Prokopovitch a été réellement amené par ses « recherches » à « abandonner une bonne moitié de ses prémisses théoriques » ou si cet « abandon » de notre « chercheur critique » provient de quelque raison différente.

Autre exemple. Notre auteur a consacré en tout et pour tout trois pages (25-27) de « recherches » à la question des coopératives paysannes en Allemagne. Citant une liste des différents types de coopératives et des données statistiques sur leur rapide développement (spécialement pour les coopératives laitières), M. Prokopovitch raisonne comme suit: « Alors que l'artisan est déjà presque un déraciné dans la structure économique actuelle, le paysan s'y maintient

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 2, pp. 165-166. (*N.R.*)
** *Ibid.*, tome 3. (*N.R.*)
*** Kautsky: *Contre Bernstein*, 2e partie. (*N.R.*)

solidement (!). » Voilà qui est vraiment simple, n'est-ce pas ? La sous-alimentation des paysans allemands, leur épuisement dû à un travail excessif, l'exode rural, tout cela doit être un tissu d'inventions. Il suffit de signaler la rapide augmentation du nombre des coopératives (surtout laitières, qui ont pour conséquence de priver de lait les enfants de paysans et d'aggraver la dépendance de ces derniers à l'égard des capitalistes) pour démontrer la « solidité » de la paysannerie. « Le développement des rapports capitalistes dans l'industrie de transformation ruine l'artisan et améliore le sort des paysans. Il » (le sort ?) « fait obstacle à la pénétration du capitalisme dans l'agriculture. » Voilà bien du nouveau ! Jusqu'à présent, on pensait que la progression du capitalisme dans l'industrie de transformation était justement la principale force engendrant et développant le capitalisme dans l'agriculture. Mais M. Prokopovitch, tout comme ses modèles allemands, serait parfaitement fondé à dire de lui-même : *nous avons changé tout ça !* * Seulement, est-ce bien exact, Messieurs ? Avez-vous réellement changé *quoi que ce soit*, avez-vous réellement prouvé le caractère erroné ne serait-ce que d'une seule thèse fondamentale de la théorie que vous « pourfendez », et l'avez-vous remplacée par une thèse plus exacte ? N'êtes-vous pas au contraire revenus à de vieux préjugés ?... « D'autre part, l'essor de l'industrie de transformation assure au paysan des gains d'appoint »... Et voilà ressuscitée la doctrine de M. V. V. et C^ie^ sur les gains d'appoint des paysans ! Que ces « gains » traduisent dans une foule de cas la transformation du paysan en ouvrier salarié, M. Prokopovitch juge superflu de le mentionner. Il préfère terminer sa « recherche » par une phrase ronflante : « La sève vitale n'a pas encore abandonné la classe paysanne. » A la vérité, c'est précisément sur l'exemple de l'Allemagne que Kautsky a montré que les coopératives agricoles sont un stade de transition *vers le capitalisme* — mais nous avons déjà vu, n'est-ce pas, comment le redoutable M. Prokopovitch a anéanti Kautsky !

Nous voyons ressusciter les conceptions des populistes (plus précisément des populistes de la nuance de M. V. V.).

* En français dans le texte. (*N. R.*)

non seulement dans le passage indiqué, mais encore dans de très nombreux autres passages de la « recherche critique » de M. Prokopovitch. Le lecteur sait probablement quelle célébrité (quelle triste célébrité) s'est acquise M. V.V. par son interprétation incroyablement étriquée et avilie de la doctrine du matérialisme dit « économique » : une fois « remaniée » par M. V. V. cette doctrine ne consistait pas à ramener en fin de compte tous les facteurs au développement des forces productives, mais à la possibilité de négliger de nombreux facteurs extrêmement importants (bien que dérivés en dernière instance). C'est une déformation toute semblable que nous offre à son tour M. Prokopovitch, lorsqu'il tente de prendre Kautsky en flagrant délit de sous-estimation des « forces matérielles » (144), alors que lui-même confond avec désinvolture les « organisations économiques » (145) et la « force économique » (notamment dans les pages 146 et 149). Nous ne pouvons malheureusement nous étendre autant qu'il le faudrait sur l'analyse de cette erreur de M. Prokopovitch, et nous devons renvoyer le lecteur au livre susmentionné de Kautsky contre Bernstein (Abschnitt III, paragraphe a), où sont examinés en détail les originaux des refrains entonnés par M. Prokopovitch. Nous espérons aussi que le lecteur, s'il lit attentivement le livre de M. Prokopovitch, se persuadera aisément que la théorie pourfendue par notre « chercheur critique » (là encore, d'ailleurs, M. Prokopovitch passe modestement sous silence les conceptions des fondateurs de la théorie et s'abstient de les analyser, préférant se borner à des extraits de discours et d'articles des partisans actuels de cette théorie), n'est aucunement responsable de ce caractère scandaleusement étriqué du matérialisme « économique » (voir, par exemple, les déclarations de militants belges qui font autorité, pages 74, 90, 92, 100 de la seconde partie).

A propos des extraits cités par M. Prokopovitch, il faut noter qu'il détache souvent des passages de leur contexte, en offrant au lecteur une version déformée d'opinions et d'arguments qui ne figurent pas dans les publications russes. La critique cavalière de M. Prokopovitch produit de ce fait une impression particulièrement rebutante. Dans certains cas, il ne sera pas inutile pour le lecteur de son livre de consulter même l'ouvrage récemment traduit en

russe du professeur Herkner : *Le travail des ouvriers en Europe occidentale* (Saint-Pétersbourg 1899, édition de la revue *Obrazovanié*). Par exemple, dans une note de la p. 24 (Ire partie), M. Prokopovitch écrit qu'au Congrès de 1892 « fut adoptée une résolution favorable à l'organisation de coopératives de production », suit une citation qui, d'abord, ne confirme pas entièrement les paroles de l'auteur, et, puis, est *interrompue* juste à l'endroit où l'on souligne la nécessité de « lutter notamment contre la croyance selon laquelle les coopératives sont en mesure d'exercer une influence sur les rapports capitalistes de production, etc. » (Herkner, Notes, pages XI-XII, note 6 du chapitre IX).

C'est avec le même succès que M. Prokopovitch anéantit Kautsky aux pages 56, 150, 156, 198 et en beaucoup d'autres endroits. Il se livre à des assertions gratuites en affirmant qu'au cours des années 60 Liebknecht aurait renoncé pour un certain temps à ses idéals, qu'il les aurait trahis, etc. (111, 112). L'impudence et l'aplomb de notre « chercheur », dont nous connaissions déjà quelque peu le bien-fondé des jugements, atteignent des proportions vraiment monumentales dans une phrase comme celle-ci (dirigée une fois encore non contre le fondateur de la théorie, mais contre son « gardien ») : « Nous aurions procédé bien à la légère en entreprenant de critiquer toute cette conception du mouvement ouvrier du point de vue de sa conformité avec le cours réel de ce mouvement, — du point de vue de son *caractère scientifique* (les italiques sont de M. Prokopovitch). Elle ne contient pas et ne saurait contenir (sic !) la moindre once de science » (156). Voilà ce qu'on appelle une critique catégorique ! Tout ce marxisme ne mérite même pas d'être critiqué, et voilà tout. Nous avons visiblement affaire, soit à un homme à qui le destin réserve d'accomplir un gigantesque bouleversement dans la science dont « il ne peut y avoir » « la moindre once » dans la théorie qui règne en Allemagne, soit... soit — comment s'exprimer sans être trop dur? — soit à un homme qui répète, dans son « égarement », les formules d'autrui. M. Prokopovitch se prosterne avec tant de ferveur devant la toute dernière en date des idoles qui vient, pour la millième fois, de proclamer ces formules, qu'il ne ménage pas son front. Bern-

stein, voyez-vous, pèche par une « insuffisance de vues théoriques » (198) qui l'amène — est-ce imaginable ? — à croire à la nécessité d'une théorie scientifique déterminant les objectifs des hommes d'action. Les « chercheurs critiques » sont affranchis d'une foi aussi étrange. « La science ne sera libre, déclare solennellement M. Prokopovitch, que lorsqu'on aura reconnu qu'elle doit *servir* les objectifs d'un parti, et non les *définir*. Il est indispensable de convenir que la science ne peut pas fixer les buts d'un parti tourné vers la pratique » (197). Notons que ce sont précisément ces conceptions de son partisan que Bernstein a reniées : « Un programme de principe, qui conduit nécessairement au dogmatisme, n'est qu'une entrave à un développement sain du parti... Les principes théoriques sont bons dans la propagande, mais non dans un programme » (157). « Les programmes ne sont pas nécessaires, ils sont nuisibles. » « Un individu peut, par lui-même, tenir lieu de programme, s'il est sensible, s'il devine subtilement les besoins de l'heure »... Le lecteur pense sans doute que je continue à citer M. Prokopovitch ? Non, je cite à présent le journal *Novoïé Vrémia* [68], qui a publié récemment des articles qui ont attiré l'attention générale, et qui traitaient du programme... non pas du Parti, assurément, mais du nouveau ministre de l'Intérieur...

Quel rapport y a-t-il entre la liberté de jeter les principes par-dessus bord... — pardon, nous voulions dire la « liberté de la science » que prêche M. Prokopovitch — et les conceptions de la majorité des militants d'Europe occidentale dont parle si vaillamment notre vaillant critique ? C'est ce qui ressort des citations suivantes, tirées du même livre de M. Prokopovitch... « Certes, sans trahir les principes » (159)... « Sans aucunement déroger à l'indépendance, à la fidélité aux principes »... « Je ne répudie le compromis que dans le cas... où il mène à renoncer aux principes ou même à les passer sous silence » (171)... « Sans tolérer l'absence de principes » (174)... « Evidemment sans trahir son âme, c'est-à-dire ici les principes » (176)... « A présent, les principes sont fermement établis » (183)... (Il faut absolument) « une boussole qui nous épargne les errements et les tâtonnements », qui élimine « l'empirisme à courte vue », qui prémunisse contre « l'insouciance à l'égard des prin-

cipes » (195)... « Une importance primordiale revient à la partie consacrée aux principes, à la partie théorique »... (p. 103 de la IIe partie), etc.

Pour conclure, encore quelques citations : « Si la doctrine social-démocrate allemande était l'expression du socialisme, et non du prolétariat qui entre en lutte pour défendre ses intérêts dans la société actuelle et qui, pour la première fois, prend conscience de son rôle, alors — car tous les Allemands ne sont quand même pas des idéalistes — nous verrions à côté de ce parti qui s'assigne des buts idéalistes un parti encore plus puissant, un parti ouvrier représentant les intérêts pratiques de la partie non idéaliste du prolétariat allemand »... « Si le socialisme ne jouait pas dans ce mouvement le rôle d'un simple signe distinctif correspondant à une organisation bien définie, s'il était une idée motrice, un principe exigeant des membres du parti qu'ils le servent d'une certaine façon spécifique — dans ce cas le parti socialiste se séparerait du parti ouvrier général, et la masse du prolétariat, qui aspire à améliorer son bien-être sur le terrain du régime actuel et réfléchit peu à un avenir idéal, formerait un parti ouvrier indépendant. » Le lecteur pensera sans doute encore...

Rédigé fin 1899 *Conforme au manuscrit*

Publié pour la première fois en 1928 dans le Recueil Lénine VII

COMPTE RENDU

KARL KAUTSKY. *Bernstein und das sozialdemokratische Programm. Eine Antikritik* *.

...Dans son introduction, Kautsky énonce plusieurs idées extrêmement précieuses et justes sur les conditions auxquelles doit satisfaire une critique sérieuse et de bonne foi, si ceux qui l'entreprennent ne veulent pas se confiner dans le cadre étroit d'un pédantisme et d'une érudition sans âme, s'ils ne veulent pas perdre de vue le lien étroit et indissoluble qui unit la « raison théorique » à la « raison pratique », non à la raison pratique d'individus isolés, mais des masses populaires placées dans des conditions particulières. Evidemment, la vérité est au-dessus de tout, dit Kautsky, et si Bernstein s'est sincèrement convaincu que ses anciennes conceptions étaient erronées, son devoir strict est d'exprimer sa conviction avec une netteté pleine et entière. Mais le malheur est que Bernstein manque précisément de droiture et de netteté ; sa brochure est étonnamment « encyclopédique » (comme l'a déjà remarqué Antonio Labriola dans une revue française) ; elle effleure une foule de questions, une infinité de problèmes, mais *pour aucun* d'eux, elle ne donne un exposé cohérent et précis des nouvelles conceptions du critique. Celui-ci se borne à exprimer ses doutes en abandonnant sitôt abordées des questions difficiles et complexes sans les avoir soumises à la moindre élaboration personnelle. D'où il résulte, note sarcastiquement Kautsky, quelque chose de fort étrange : les adeptes de Bernstein comprennent son livre de façons fort diverses, mais ses adversaires l'entendent tous de la même

* K. Kautsky, *Bernstein et le programme social-démocrate. Une contre-critique.* (*N.R.*)

façon. Et la principale objection que Bernstein leur oppose consiste à dire qu'ils ne le comprennent pas, qu'ils ne veulent pas le comprendre. Les nombreux articles de revues et de journaux écrits par Bernstein en réponse à ses adversaires n'ont apporté aucune lumière sur ses opinions positives.

Kautsky commence sa contre-critique par une question de méthode. Il examine les objections élevées par Bernstein contre la conception matérialiste de l'histoire et montre que celui-ci a confondu les notions de « déterminisme » et de « mécanisme », le libre arbitre et la liberté d'action, qu'il a identifié sans aucune raison la nécessité historique et la situation sans issue d'hommes asservis. L'accusation rebattue de fatalisme que Bernstein reprend à son tour est déjà réfutée par les prémisses mêmes de la théorie historique de Marx. On ne saurait tout ramener au développement des forces productives, dit Bernstein. Il faut aussi « tenir compte » d'autres facteurs. Fort bien, répond Kautsky, mais c'est ce que doit faire tout chercheur, quelle que soit la conception de l'histoire dont il s'inspire. Quiconque veut nous faire renoncer à la méthode de Marx, cette méthode qui s'est si brillamment justifiée dans la pratique et qui continue à se justifier, doit choisir entre deux chemins : ou bien il abandonne complètement l'idée du déterminisme, de la nécessité du processus historique, et cela veut dire qu'il jette par-dessus bord toute tentative de fonder la sociologie sur une base scientifique. Ou bien il doit montrer de quelle façon on peut déduire à partir d'autres facteurs (par exemple, de conceptions éthiques), la nécessité du processus historique, — et son analyse devrait pouvoir supporter une comparaison, fût-elle éloignée, avec celle de Marx dans *Le Capital*. Non seulement Bernstein ne fait pas le moindre effort dans ce sens, mais il *continue*, en se bornant à un lieu commun parfaitement creux sur la « nécessité de tenir compte » d'autres facteurs, à recourir dans son livre à l'ancienne méthode matérialiste, comme s'il n'en avait pas dénoncé l'insuffisance ! Il lui arrive même, ainsi que le montre Kautsky, d'appliquer cette méthode d'une manière brutale et unilatérale vraiment inadmissible ! Bernstein lance ensuite ses accusations contre la dialectique qui conduirait prétendument à des

spéculations arbitraires, etc., etc. Il répète ces formules (qui ont déjà eu le temps d'écœurer aussi les lecteurs russes), sans essayer le moins du monde de démontrer en quoi consiste l'erreur de la méthode dialectique, de dire si Hegel ou Marx et Engels ont commis des fautes de méthode (et lesquelles exactement). Le seul moyen par lequel Bernstein s'efforce de motiver et d'appuyer son opinion consiste à dénoncer comme «tendancieux» un des derniers paragraphes du *Capital* (sur la tendance historique de l'accumulation capitaliste). Cette accusation est éculée au dernier degré : elle a été formulée par Eugène Dühring, par Julius Wolff et par beaucoup d'autres en Allemagne ; elle a été lancée (ajouterons-nous pour notre part) par M. I. Joukovski dans les années 70 et par M. N. Mikhaïlovski dans les années 90, — par ce même M. Mikhaïlovski qui a naguère convaincu M. I. Joukovski de jonglerie avec les faits à ce propos. Quelle *preuve* Bernstein allègue-t-il donc pour soutenir cette sottise usée jusqu'à la corde ? Seulement la suivante : Marx a abordé ses « recherches » avec des conclusions déjà prêtes à l'avance, *Le Capital* aboutissant en 1867 à des résultats que Marx avait déjà établis dans les années 40. Une telle « preuve » équivaut à une falsification, répond Kautsky, car Marx a fondé ses conclusions non pas sur une, mais sur deux séries de recherches, comme lui-même l'a indiqué avec précision dans la préface à *Zur Kritik* * (voir la traduction russe : *Critique de quelques thèses d'économie politique*[69]). La première étude se situe dans les années 40, après que Marx eut quitté la rédaction de la *Gazette rhénane*. Il prit cette décision parce qu'il devait traiter du problème des intérêts matériels et qu'il avait conscience de n'être pas préparé à cette tâche. Il se retira de l'arène publique, écrivit-il, pour s'enfermer dans son cabinet de travail. Ainsi (souligne Kautsky avec une allusion à l'adresse de Bernstein), ayant douté de la justesse de ses opinions sur les intérêts matériels, des conceptions alors dominantes sur cette question, Marx n'estima pas ses doutes assez importants pour leur consacrer tout un livre et en informer le monde entier. Non, Marx entreprit des recherches afin de

* *Zur Kritik der politischen Oekonomie, (Contribution à la critique de l'économie politique .— N.R.)*

lever ses doutes et d'élaborer des conceptions nouvelles et positives. Il se mit à étudier les théories sociales françaises et l'économie politique anglaise. Il se lia avec Engels qui, à cette époque, étudiait dans le détail l'état de fait de l'économie anglaise. Le résultat de ce travail en commun, de ces *premières* recherches, ce furent les conclusions bien connues que les deux auteurs exposèrent en toute netteté vers la fin des années 40[70]. A partir de 1850, Marx s'établit à Londres où les conditions de vie favorables aux occupations scientifiques le décidèrent à « *recommencer par le commencement* et à examiner à fond, dans un esprit critique, les nouveaux matériaux » (*Critique de quelques thèses*, Ire édition, p. XI[71]. Les italiques sont de nous). Le fruit de cette *seconde* série de recherches, qui se prolongèrent durant de longues années, ce furent les œuvres : *Zur Kritik* (1859) et *Das Kapital* (1867). La conclusion à laquelle aboutit *Le Capital* concorde avec l'ancienne conclusion des années 40 parce que les secondes recherches confirmèrent les résultats des premières. « Mes opinions, de quelque manière d'ailleurs qu'on les juge... sont le résultat de longues et consciencieuses études », écrivait Marx en 1859 (même passage, p. XII[72]). Peut-on vraiment dire, demande Kautsky, que cela ressemble à des conclusions prêtes bien longtemps avant les recherches ?

De la question de la dialectique Kautsky passe à celle de la valeur. Bernstein affirme que la théorie de Marx est inachevée, qu'elle laisse subsister de nombreux problèmes « qui sont encore loin d'être entièrement élucidés ». Kautsky n'a pas la moindre intention de le contester : la théorie de Marx n'est pas le dernier mot de la science, écrit-il. L'histoire apporte à la fois de nouveaux faits et de nouveaux moyens de recherche, qui exigent un progrès continu de la théorie. Si Bernstein avait essayé d'utiliser des faits nouveaux et de nouveaux moyens de recherche pour développer plus avant la théorie, tout le monde lui en serait reconnaissant. Mais il n'y songe aucunement, il se borne à débiter des platitudes contre les disciples de Marx et à lancer des remarques absolument confuses, purement éclectiques, dans le genre de celle-ci, que la théorie de l'utilité marginale de l'école de Gossen-Jevons-Böhm n'est pas moins juste que la théorie marxiste de la valeur-travail. L'une et l'autre

gardent leur importance en visant des buts différents, dit Bernstein, car Böhm-Bawerk a tout autant le droit, a priori, de faire abstraction de cette propriété des marchandises qu'elles sont un produit du travail, que Marx de faire abstraction de cette propriété qu'elles ont d'être utiles. Kautsky montre qu'il est parfaitement absurde de considérer deux théories opposées et s'excluant l'une l'autre comme valables pour atteindre des objectifs différents (Bernstein ne dit d'ailleurs pas pour quels buts respectifs l'une ou l'autre théorie sont valables). La question n'est pas du tout de savoir de quelle propriété des marchandises nous avons le droit *a priori* (von Hause aus *) de faire abstraction, mais de savoir comment expliquer les phénomènes essentiels de la société moderne fondée sur *l'échange* des produits, comment expliquer la valeur des marchandises, la fonction de la monnaie, etc. La théorie de Marx laisse de nombreux problèmes encore inexpliqués, soit ; mais la théorie de la valeur de Bernstein, elle, est un problème qui n'est pas du tout éclairci. Bernstein cite encore Buch qui a échafaudé une notion de la « densité marginale » du travail, mais il n'expose pas entièrement les conceptions de cet auteur, et ne précise pas non plus sa propre opinion à ce sujet. Buch s'embrouille visiblement dans un tissu de contradictions, car il fait dépendre la valeur du salaire et le salaire de la valeur. Se rendant compte du caractère éclectique de ses remarques sur la valeur, Bernstein essaie de défendre l'éclectisme en général. Il l'appelle « une révolte de la saine raison contre la tendance, inhérente à tout dogme, à enserrer étroitement la pensée dans un étau ». Si Bernstein se souvenait de l'histoire de la pensée, répond Kautsky, il verrait que ceux qui se sont vraiment révoltés contre l'étouffement de la pensée n'ont jamais été des éclectiques, que l'aspiration à l'unité, à l'intégrité des idées les a toujours caractérisés. L'éclectique, lui, est trop timoré pour avoir le courage de se révolter. En effet, si je fais aimablement la révérence à Marx et si, en même temps, je fais aimablement la révérence à Böhm-Bawerk, il y a encore fort loin de cette attitude à la révolte ! Que l'on me nomme,

* D'avance, au départ. (*N.R.*)

s'écrie Kautsky, un seul éclectique dans la république de la pensée, qui mérite le nom de révolté !

Passant de la méthode aux résultats de son application, Kautsky aborde ce qu'on appelle la Zusammenbruchstheorie, la théorie de l'effondrement, de la faillite soudaine du capitalisme d'Europe occidentale, du krach que Marx jugeait prétendument inévitable et qu'il rattacherait à une profonde crise économique. Kautsky dit et montre que jamais Marx et Engels n'ont formulé une Zusammenbruchstheorie particulière qu'ils auraient liée nécessairement à la crise économique. C'est là une déformation due aux adversaires qui donnent un exposé unilatéral de la théorie de Marx en extrayant arbitrairement des passages isolés d'œuvres diverses, pour réfuter ensuite victorieusement le caractère « unilatéral » et « grossier » de la doctrine. En réalité, Marx et Engels faisaient dépendre la transformation des rapports économiques de l'Europe occidentale de la maturité et de la force des classes mises en avant par l'histoire moderne de l'Europe. Bernstein a tenté de soutenir que ce n'était pas là la théorie de Marx, mais l'interprétation et l'élargissement de cette doctrine par Kautsky ; or, ce dernier a réduit à néant, à l'aide de textes précis tirés des œuvres écrites par Marx dans les années 40 et 60, et aussi grâce à l'analyse des idées fondamentales du marxisme, cette chicane de Bernstein qui avait si cavalièrement accusé les disciples de Marx de pratiquer l'« apologie et la chicane ». Ce passage du livre de Kautsky est particulièrement intéressant, d'autant plus que certains auteurs russes (par exemple, M. Boulgakov dans la revue *Natchalo*) se sont empressés de reprendre à leur compte cette déformation de la théorie marxiste à laquelle s'était livré Bernstein sous prétexte de la « critique » (M. Prokopovitch adopte lui aussi cette altération dans son livre : *Le mouvement ouvrier en Occident.* Saint-Pétersbourg 1899).

Kautsky étudie avec une extrême minutie les tendances essentielles du développement économique actuel pour démentir l'opinion de Bernstein selon laquelle cette évolution n'irait pas dans le sens caractérisé par Marx. Il va de soi que le chapitre « La grande et la petite production », tout comme les autres chapitres consacrés par Kautsky à l'analyse politico-économique et contenant une assez volumi-

neuse documentation statistique, ne sauraient être exposés ici ; aussi devrons-nous nous borner à indiquer brièvement leur contenu. Kautsky souligne qu'il s'agit, très précisément, de l'orientation du développement dans son ensemble et nullement des particularités et des manifestations superficielles, dont *aucune* théorie ne saurait tenir compte, étant donné toute leur diversité. (Cette vérité élémentaire, mais fréquemment oubliée, est également rappelée au lecteur par Marx dans les chapitres correspondants du *Capital.*) Analysant en détail les matériaux fournis par les recensements industriels allemands de 1882 et de 1895, Kautsky montre qu'ils confirment brillamment la théorie de Marx et lève tous les doutes quant au processus de concentration du capital et d'évincement de la petite production. Bernstein lui-même, pas plus tard qu'en 1896 (alors qu'il appartenait encore, ironise Kautsky. à la corporation des apologistes et des chicaneurs), a reconnu nettement ce fait, tandis qu'à présent il exagère au-delà de toute mesure la force et l'importance de la petite production. Par exemple, il estime le nombre des entreprises ayant moins de vingt ouvriers à quelques centaines de mille, « en ajoutant évidemment, dans son zèle pessimiste, un zéro de trop», car il existe seulement 49 000 établissements de ce genre en Allemagne. En outre, la statistique englobe pêle-mêle parmi les petits patrons les cochers, les commissionnaires, les fossoyeurs, les marchands des quatre-saisons, les couturières, même si elles travaillent à domicile pour un capitaliste, etc., etc. ! Relevons une remarque de Kautsky d'une grande portée théorique, à savoir que les petites entreprises commerciales et industrielles (dans le genre de celles que nous venons de mentionner) ne sont souvent, dans la société capitaliste, qu'une des formes de la surpopulation relative : de petits producteurs ruinés, des ouvriers qui ne trouvent pas de travail deviennent (parfois temporairement) de petits marchands ou colporteurs, louent leur logement ou un coin (ce sont là aussi des « entreprises », recensées par la statistique au même titre que d'autres entreprises de toute espèce !), etc. La surabondance de ces métiers ne dénote nullement la vitalité de la petite production, mais l'aggravation de la paupérisation dans la société capitaliste. Or, Bernstein souligne et exagère le rôle des petits « industriels » quand,

à son avis, ce rôle témoigne en sa faveur (dans la question de la grande et de la petite production), tout en les passant sous silence dans le cas contraire (lorsqu'il s'agit de l'aggravation de la paupérisation).

Bernstein fait siens les raisonnements, depuis longtemps connus aussi du public russe, selon lesquels les sociétés par actions « permettent » de fractionner le capital et « rendent superflue » sa concentration, et il cite quelques chiffres (voir le n° 3 de la revue *Jizn* pour 1899) sur le nombre des petites actions. Kautsky répond que ces chiffres ne prouvent rigoureusement rien, car les petites actions de différentes sociétés peuvent être la propriété de gros capitalistes (ce que Bernstein lui-même est bien obligé de reconnaître). Bernstein n'apporte absolument aucune preuve à l'appui de cette affirmation que les sociétés anonymes *multiplient* le nombre des possédants ; il en est d'ailleurs incapable car en réalité ces sociétés servent à exproprier le public confiant et peu fortuné au profit des gros capitalistes et des gros spéculateurs. L'augmentation du nombre des actions atteste seulement la tendance de la richesse à revêtir cette forme, mais elle ne prouve absolument rien quant à sa répartition. D'une façon générale, Bernstein a traité avec une légèreté surprenante de la multiplication du nombre des possédants, du nombre des propriétaires, ce qui n'a pas empêché ses adeptes bourgeois d'exalter précisément cette partie de son livre et de la proclamer fondée sur « une gigantesque documentation statistique ». Bernstein s'est montré si habile, ironise Kautsky, qu'il a logé cette documentation gigantesque dans deux pages en tout et pour tout ! Il confond possédants et capitalistes, bien que personne n'ait jamais contesté l'accroissement du nombre de ces derniers. Il cite des chiffres relatifs à l'impôt sur le revenu, ne tenant aucun compte de leur caractère fiscal et de la confusion entre les revenus provenant d'une propriété et ceux provenant d'un traitement, etc. Il compare des données se rapportant à diverses époques et obtenues par des voies différentes (par exemple, pour la Prusse) et, de ce fait, impossibles à comparer. Il en arrive même à emprunter des chiffres sur l'élévation du nombre des possédants en Angleterre (et à les imprimer en caractères gras, comme son principal atout !) à un feuilleton d'un quelconque journal

boulevardier célébrant le jubilé de la reine Victoria et traitant la statistique avec une légèreté nec plus ultra. On ne connaît pas la source de ces renseignements qu'il est d'ailleurs impossible d'obtenir à partir des données concernant l'impôt sur le revenu en Angleterre, car celles-ci ne permettent pas de déterminer le nombre des contribuables et le revenu global de chacun d'eux. Kautsky emprunte au livre de Kolb des chiffres relatifs à l'impôt anglais sur le revenu entre 1812 et 1847 et montre que, tout comme les données tirées par Bernstein de son feuilleton, elles indiquent (soi-disant) une augmentation du nombre des possédants — et cela pendant une période marquée par une terrible aggravation de la plus effroyable misère du peuple en Angleterre ! Une analyse minutieuse des matériaux de Bernstein amène Kautsky à conclure que celui-ci n'a cité aucun chiffre démontrant réellement la multiplication du nombre des possédants.

Bernstein essaie également de donner à sa thèse un fondement théorique: les capitalistes, dit-il, ne peuvent consommer eux-mêmes toute la plus-value dont la quantité s'accroît dans des proportions immenses ; partant, il y a élévation du nombre des possédants qui la consomment. Kautsky n'a pas grand mal à réfuter ce raisonnement grotesque qui méconnaît complètement la théorie de la réalisation de Marx (déjà exposée plus d'une fois dans la presse russe). Ce qui est particulièrement intéressant, c'est que Kautsky ne le réfute pas uniquement par des considérations théoriques, mais aussi par des données concrètes qui attestent l'augmentation du luxe et du gaspillage dans les pays d'Europe occidentale, l'influence de la mode avec ses changements rapides qui accélèrent tellement ce processus, la recrudescence du chômage, l'énorme hausse de la « consommation productive » de la plus-value, c'est-à-dire des investissements dans de nouvelles entreprises, et notamment du capital européen dans les chemins de fer et dans d'autres entreprises de Russie, d'Asie et d'Afrique.

Bernstein déclare que la « théorie de la misère » ou « théorie de la paupérisation » de Marx est abandonnée de tout le monde. Kautsky montre qu'il s'agit, là encore, d'une exagération et d'une déformation imputables aux adversaires de Marx, lequel n'a pas avancé de théorie de ce genre.

Marx a parlé de l'aggravation de la misère, de l'avilissement etc., tout en soulignant la tendance opposée et les forces sociales concrètes seules capables de lui donner naissance. Les paroles de Marx sur l'aggravation de la misère sont entièrement justifiées par la réalité : premièrement, on constate en effet que le capitalisme tend à engendrer et à aggraver la misère, qui atteint d'énormes proportions quand fait défaut la tendance opposée dont nous venons de parler. Deuxièmement, la misère augmente, non pas au sens physique, mais au sens social, c'est-à-dire en ce sens qu'il y a disproportion entre le niveau croissant des besoins de la bourgeoisie et de la société tout entière, et le niveau de vie des masses laborieuses. Bernstein dit ironiquement, à propos de cette conception de la « misère », que c'est là une conception à la Pickwick. Kautsky lui répond en montrant que des hommes comme Lassalle, Rodbertus, Engels ont déclaré très nettement qu'il fallait comprendre la misère non seulement au sens physique, mais encore au sens social. Le club « Pickwick », réplique-t-il en douchant l'ironie de Bernstein, rassemble, comme on le voit, une fort bonne société ! Enfin, troisièmement, les paroles sur l'aggravation de la misère gardent toute leur exactitude en ce qui concerne les « régions frontières » du capitalisme, en comprenant cette expression à la fois au sens géographique (les pays où le capitalisme commence seulement à pénétrer, en provoquant souvent non seulement la misère physique, mais encore la famine pure et simple des masses populaires) et au sens politico-économique (l'industrie artisanale et, d'une façon générale, les branches de l'économie nationale où subsistent encore des moyens surannés de production).

Extrêmement intéressant aussi et particulièrement instructif pour nous autres, Russes, est le chapitre sur la « nouvelle couche moyenne ». Si Bernstein avait simplement voulu dire qu'à la place des petits producteurs qui disparaissent se forme une nouvelle couche moyenne, l'intelliguentsia, il aurait eu raison, dit Kautsky, qui, depuis plusieurs années déjà, a signalé lui-même l'importance de ce phénomène. Dans tous les domaines du travail national le capitalisme multiplie très rapidement le nombre des *employés*, fait de plus en plus appel à l'intelliguentsia. Cette dernière occupe une position originale parmi les autres

classes en touchant partiellement à la bourgeoisie par ses relations, ses opinions, etc., et en partie aux travailleurs salariés à mesure que le capitalisme réduit sans cesse davantage l'indépendance des intellectuels, en fait des salariés dépendants, menace d'abaisser leur niveau de vie. La situation transitoire, instable, contradictoire, de cette couche sociale se reflète dans la très large diffusion en son sein de ces conceptions hybrides et éclectiques, de ce méli-mélo de principes et de points de vue opposés, de cette tendance à s'élever en paroles dans des régions éthérées et à estomper par de belles phrases les conflits qui mettent aux prises des groupes historiques de la population, — que Marx a si impitoyablement fustigés de ses sarcasmes il y a de cela un demi-siècle.

Dans le chapitre sur la théorie des crises, Kautsky montre que Marx n'a nullement avancé une « théorie » sur le cycle décennal des crises industrielles, mais qu'il s'est borné à constater un fait. La modification de ce cycle au cours des dernières années a été signalée par Engels lui-même. On affirme que les cartels d'entrepreneurs sont capables de prévenir les crises, en limitant et en régularisant la production. Mais prenons l'Amérique, le pays des cartels : en fait de restriction, nous y constatons un essor prodigieux de la production. De plus, tout en limitant la production pour le marché intérieur, les cartels l'élargissent pour le marché extérieur, où ils vendent leurs marchandises à perte tout en faisant payer aux consommateurs de leur propre pays des prix de monopole. Avec le protectionnisme[73], ce système est inévitable, et il n'y a aucune raison d'escompter la substitution de la liberté du commerce au protectionnisme. En fermant les petites fabriques, en concentrant et en monopolisant la production, en introduisant des perfectionnements, les cartels aggravent considérablement la situation des producteurs. Bernstein pense que la spéculation, qui engendre les crises, s'affaiblit à mesure que les conditions indéterminables du marché mondial deviennent déterminables et connues ; mais il oublie que ce sont précisément les conditions « indéterminables » des pays neufs qui donnent une énorme impulsion à la spéculation dans les vieux pays. Kautsky montre par des données statistiques le développement de la spéculation précisément au cours de ces der-

nières années, et aussi la multiplication des indices annonciateurs d'une crise dans un avenir pas très éloigné.

Notons encore dans le livre de Kautsky une analyse de la confusion dans laquelle s'empêtrent les gens qui ne distinguent pas (comme le fait M. Prokopovitch dans l'ouvrage cité) la puissance économique de certains groupes et leurs organisations économiques ; notons-y aussi que Bernstein érige en loi générale les conditions purement temporaires d'une situation historique donnée, la réfutation des vues erronées de Bernstein sur l'essence de la démocratie, l'explication d'une erreur de ce dernier en matière de statistique, lorsqu'il compare le nombre des ouvriers d'industrie en Allemagne à celui des électeurs, en oubliant ce détail que tous les ouvriers de ce pays ne jouissent pas du droit de vote (réservé aux hommes âgés de 25 ans au moins) et que tous ne participent pas aux élections. Nous ne pouvons que recommander instamment au lecteur qui s'intéresse à la signification du livre de Bernstein et à la polémique engagée autour de lui de recourir aux publications allemandes et de n'accorder aucune confiance à ces comptes rendus partiaux et unilatéraux des adeptes de l'éclectisme qui prédominent dans la presse russe. Nous avons entendu dire qu'on envisageait de traduire en russe une partie de l'ouvrage de Kautsky. Ce serait très souhaitable, mais cela ne remplacera pas le contact direct avec l'original.

Conforme au manuscrit

Rédigé fin 1899

Publié pour la première fois en 1922 dans le Recueil Lénine VII

ARTICLES POUR LA RABOTCHAIA GAZETA[74]

Rédigés dans la deuxième moitié de 1899
Publiés pour la première fois en 1925 dans le Recueil Lénine III

Conforme aux manuscrits, recopiés par une personne inconnue

LETTRE AU GROUPE DES REDACTEURS

Chers camarades,

Je vous envoie, conformément à votre demande, trois articles pour le journal, et j'estime nécessaire de dire quelques mots au sujet de ma collaboration en général et de nos relations en particulier.

Me basant sur votre précédente communication, je pensais que vous aviez l'intention de fonder une maison d'éditions et de m'offrir de rédiger une série de brochures social-démocrates.

Je vois maintenant que les choses se présentent autrement et que vous avez formé votre comité de rédaction qui commence la publication d'un journal et m'invite à y collaborer.

J'accepte volontiers, cela va de soi, cette proposition également, mais je dois dire à ce propos qu'une collaboration fructueuse, à mon avis, n'est possible *qu'aux conditions suivantes* : 1) relations *régulières* entre la rédaction et le collaborateur *avec informations* sur le sort réservé à tous les manuscrits (acceptation, refus, modification) et *communication de toutes les publications de votre maison d'éditions* ; 2) mes articles seront signés par un pseudonyme (si celui que j'ai envoyé a été égaré, choisissez-en un vous-mêmes à votre guise) ; 3) accord de la rédaction avec le collaborateur sur les vues fondamentales concernant les questions théoriques, les tâches pratiques immédiates, et le caractère de l'orientation souhaitable pour le journal (ou pour la série de brochures).

J'espère que le comité de rédaction acceptera ces conditions et, afin de pouvoir nous entendre plus rapidement, je vais tout de suite m'étendre quelque peu sur certaines questions se rapportant à la troisième condition.

Vous trouvez, m'écrit-on, que « l'ancien courant est puissant » et qu'une polémique contre la bernsteiniade et ses répercussions en Russie n'est pas spécialement nécessaire. J'estime que ce point de vue est trop optimiste. La déclaration publique de Bernstein suivant laquelle la majorité des social-démocrates russes est d'accord avec lui[75] ; la scission entre les « jeunes » social-démocrates à l'étranger et le groupe « Libération du Travail »[76], fondateur, représentant et le plus fidèle champion de l'« ancien courant » ; les efforts déployés par la *Rabotchaïa Mysl* pour énoncer de prétendues nouveautés, pour s'insurger contre les « vastes » objectifs politiques, pour porter aux nues des actions de peu d'importance et le dilettantisme et ironiser platement sur les « théories révolutionnaires » (n° 7 : « En passant ») ; enfin, la pagaïe qui règne dans la littérature marxiste légale et l'acharnement avec lequel la plupart de ses représentants se cramponne à la « critique » à la mode, à la bernsteiniade, — tout cela montre clairement, à mon avis, que le rétablissement et la défense énergique de l'« ancien courant » sont tout à fait à l'ordre du jour.

Quant à ma conception des objectifs du journal et de sa formule, vous la verrez par mes articles, et je serais très désireux de savoir dans quelle mesure nous sommes d'accord sur cette question (les articles ont malheureusement été rédigés un peu à la hâte : il serait très important pour moi, d'une façon générale, de connaître les délais limites d'envoi).

J'estime *indispensable de déclencher ouvertement une polémique* contre la *Rabotchaïa Mysl*, mais pour cela je vous prierais de me procurer *les numéros 1-2, 6 et postérieurs à 7* ; la *Prolétarskaïa Borba*[77]. Cette dernière brochure m'est nécessaire aussi en vue d'un compte rendu dans le journal.

Pour les dimensions des articles, m'écrivez-vous, je ne dois pas me sentir limité. Puisque journal il y a, je pense qu'il vaut mieux m'orienter vers des articles de journal, en n'hésitant pas à y traiter même des thèmes valables pour des brochures ; je me réserve de les remanier par la suite pour en faire de petites brochures. Les sujets dont j'ai l'intention de m'occuper dès maintenant sont les suivants : 1) le projet de programme que j'enverrai bientôt[78] ; 2) les questions de tactique et d'organisation à soumettre à

l'examen du futur congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie[79] ; 3) une brochure sur les règles de conduite dont doivent s'inspirer les ouvriers et les socialistes en liberté, en prison ou en déportation. Cela sur le modèle d'une brochure polonaise (*Règles de conduite* — je vous prierais de me la procurer si possible) ; 4) les grèves (I : leur portée, II : les lois sur les grèves, III : tour d'horizon sur quelques grèves de ces dernières années) ; 5) une brochure : *La femme et la cause ouvrière*, etc.

Je désirerais avoir une idée des matériaux dont dispose la rédaction, afin d'éviter des répétitions et de ne pas m'atteler à des questions déjà « épuisées ».

J'attendrai une réponse de la rédaction par la même filière. (*Je n'avais pas et n'ai pas d'autre moyen de communiquer avec votre groupe.*)

F. P^eo

NOTRE PROGRAMME

La social-démocratie internationale traverse à l'heure actuelle une période de flottement de la pensée. Jusqu'à présent, les doctrines de Marx et d'Engels étaient considérées comme le fondement solide de la théorie révolutionnaire; maintenant, des voix s'élèvent de toutes parts pour proclamer ces doctrines insuffisantes et périmées. Quiconque se déclare social-démocrate et se propose de publier un organe social-démocrate doit délinir nettement son attitude envers une question qui est loin de préoccuper uniquement les social-démocrates allemands.

Nous nous plaçons entièrement sur le terrain de la théorie de Marx : elle a été la première à faire du socialisme, d'utopie qu'il était, une science, à en poser les fondements inébranlables, à tracer le chemin à suivre en la développant plus avant et en l'élaborant dans tous ses détails. Elle a mis à nu la nature de l'économie capitaliste moderne en expliquant comment le salariat, l'achat de la force de travail, dissimule l'asservissement de millions de non-possédants par une poignée de capitalistes, de propriétaires de terres, de fabriques, de mines, etc. Elle a montré comment toute l'évolution du capitalisme moderne tend à évincer la petite production par la grande et crée les conditions qui rendent possible et nécessaire l'organisation socialiste de la société. Elle nous a appris à discerner, derrière le voile des coutumes enracinées, des intrigues politiques, des lois subtiles et des doctrines astucieuses, la *lutte des classes*, la lutte qui oppose les diverses classes possédantes à la masse des non-possédants, au *prolétariat*, qui est à la tête de tous les non-possédants. Elle a élucidé la véritable tâche d'un parti

socialiste révolutionnaire, qui n'est pas d'inventer des plans de réorganisation de la société, ou de prêcher aux capitalistes et à leurs valets l'amélioration du sort des ouvriers, ou de tramer des complots, *mais d'organiser la lutte de classe du prolétariat et de diriger cette lutte dont le but final est la conquête du pouvoir politique par le prolétariat et l'organisation de la société socialiste.*

Et maintenant, nous demandons : qu'ont donc apporté de nouveau à cette théorie ces tonitruants « rénovateurs » qui font tant de tapage à l'heure actuelle et qui se groupent autour du socialiste allemand Bernstein ? *Absolument rien:* ils n'ont pas fait avancer d'un pas la science que Marx et Engels nous ont recommandé de développer ; ils n'ont enseigné au prolétariat aucun nouveau procédé de lutte ; ils n'ont fait que reculer en empruntant des bribes de théories arriérées et en prêchant au prolétariat non pas la théorie de la lutte, mais celle des concessions—des concessions aux pires ennemis du prolétariat, aux gouvernements et aux partis bourgeois, qui cherchent inlassablement de nouveaux moyens de traquer les socialistes. Plékhanov, l'un des fondateurs et des chefs de la social-démocratie russe, a eu tout à fait raison de critiquer impitoyablement la récente « critique » de Bernstein[81], dont les conceptions viennent également d'être répudiées par les représentants des ouvriers allemands (au congrès de Hanovre[82]).

Nous savons que ces mots nous vaudront une avalanche d'accusations : on criera que nous voulons faire du parti socialiste un ordre d'« orthodoxes », persécutant les « hérétiques » qui s'écartent du « dogme », qui ont une opinion indépendante, etc. Nous les connaissons, toutes ces phrases cinglantes à la mode. Mais elles ne contiennent pas un grain de sens ni de vérité. Il ne saurait exister de parti socialiste fort sans une théorie révolutionnaire qui unisse tous les socialistes, d'où ils tirent toutes leurs convictions et qu'ils appliquent à leurs méthodes de lutte et à leurs moyens d'action. Défendre une telle théorie que l'on considère comme profondément vraie, contre les attaques injustifiées et les tentatives de l'altérer ne signifie nullement qu'on soit l'ennemi de *toute* critique. Nous ne tenons nullement la doctrine de Marx pour quelque chose d'achevé et d'intangible ; au contraire, nous sommes per-

suadés qu'elle a seulement posé les pierres angulaires de la science que les socialistes *doivent* faire progresser dans toutes les directions s'ils ne veulent pas retarder sur la vie. Nous pensons que les socialistes russes surtout doivent absolument développer *par eux-mêmes* la théorie de Marx, car celle-ci n'indique que des principes *directeurs* généraux, qui s'appliquent dans chaque *cas particulier*, à l'Angleterre autrement qu'à la France, à la France autrement qu'à l'Allemagne, à l'Allemagne autrement qu'à la Russie. Aussi réserverons-nous volontiers une place dans notre journal aux articles traitant de questions théoriques et invitons-nous tous nos camarades à discuter ouvertement sur les points litigieux.

Quelles sont donc les principales questions soulevées par l'application à la Russie du programme commun à tous les social-démocrates ? Nous avons déjà dit que l'essence de ce programme consiste à organiser et diriger la lutte de classe du prolétariat, dont le but final est la conquête du pouvoir politique par le prolétariat et l'organisation d'une société socialiste. La lutte de classe du prolétariat comporte l'action économique (contre certains capitalistes ou contre certains groupes de capitalistes pour l'amélioration du sort des ouvriers) et la lutte politique (contre le gouvernement pour l'extension des droits du peuple, c'est-à-dire pour la démocratie, et pour l'extension du pouvoir politique du prolétariat). Certains social-démocrates russes (parmi lesquels se rangent vraisemblablement ceux qui dirigent la *Rabotchaïa Mysl*) estiment que l'action économique est infiniment plus importante, et c'est tout juste s'ils ne renvoient pas la lutte politique à un avenir plus ou moins éloigné. Ce point de vue est absolument faux. Tous les social-démocrates sont d'accord sur la nécessité d'organiser l'action économique de la classe ouvrière, de mener une agitation parmi les ouvriers sur ce terrain, c'est-à-dire d'aider les ouvriers dans leur bataille quotidienne contre les patrons, d'attirer leur attention sur toutes les formes et tous les cas d'oppression et de leur faire comprendre ainsi la nécessité de l'union. Mais oublier la lutte politique pour la lutte économique serait s'écarter du principe essentiel de la social-démocratie internationale et oublier ce que nous apprend toute l'histoire du mouvement ouvrier. Les

défenseurs invétérés de la bourgeoisie et du gouvernement à sa dévotion ont même essayé plus d'une fois d'organiser des syndicats ouvriers purement économiques et de détourner ainsi les ouvriers de la « politique », du socialisme. Il est fort possible que le gouvernement russe réussisse lui aussi à entreprendre quelque chose d'analogue, car il a toujours cherché à jeter au peuple quelques misérables aumônes ou, plus exactement, quelques semblants d'aumônes, à seule fin de lui faire oublier qu'il est privé de droits et opprimé. Il n'est pas de lutte économique qui puisse apporter aux ouvriers une amélioration durable, qui puisse même se dérouler sur une vaste échelle, si les ouvriers n'ont pas le droit d'organiser librement des réunions, des syndicats, d'avoir leurs journaux, d'envoyer leurs représentants aux assemblées nationales, comme le font les ouvriers d'Allemagne et de tous les autres pays d'Europe (à l'exception de la Turquie et de la Russie). Or, pour conquérir ces droits, il faut mener une *lutte politique*. En Russie, non seulement les ouvriers, mais tous les citoyens sont privés de droits politiques. La Russie est une monarchie autocratique, absolue. Le tsar seul promulgue les lois, nomme et contrôle les fonctionnaires. De ce fait, il *semble* qu'en Russie le tsar et le gouvernement tsariste ne dépendent d'aucune classe et s'occupent tout autant des unes que des autres. Mais *en réalité*, tous les fonctionnaires sont choisis uniquement parmi la classe possédante, et tous sont soumis à l'influence des gros capitalistes qui mènent les ministres par le bout du nez et obtiennent tout ce qu'ils veulent. La classe ouvrière russe subit un double joug : elle est spoliée et dépouillée par les capitalistes et les grands propriétaires fonciers et, pour l'empêcher de se battre contre eux, la police la tient ligotée et bâillonnée et réprime toute tentative de défendre les droits du peuple. A chaque grève contre un capitaliste on lance sur les ouvriers la troupe et la police. Toute lutte économique se transforme nécessairement en une lutte politique, et la social-démocratie doit lier indissolublement l'une et l'autre dans *une lutte de classe unique du prolétariat*. Le but premier et principal doit en être la conquête des droits politiques, *la conquête de la liberté politique*. Si les ouvriers de Pétersbourg à eux seuls, avec un faible appui des socialistes, ont su obtenir rapidement des

concessions du gouvernement — la promulgation de la loi réduisant la journée de travail[83], — nul doute que l'ensemble de la classe ouvrière russe, dirigée par le « Parti ouvrier social-démocrate de Russie » uni, saura obtenir par une bataille opiniâtre des concessions bien plus importantes encore.

La classe ouvrière russe saura mener sa lutte économique et politique même si elle est seule, même sans le concours d'aucune autre classe. Mais dans leur action politique les ouvriers ne sont pas seuls. La servitude totale du peuple et l'arbitraire barbare des argousins-fonctionnaires soulèvent également l'indignation de tous les hommes cultivés tant soit peu honnêtes, qui ne peuvent tolérer que toute parole ou pensée libre soit bafouée ; ils soulèvent l'indignation des Polonais, des Finlandais, des Juifs et des sectes russes qui sont en butte aux persécutions ; ils soulèvent l'indignation des petits marchands, des artisans, des paysans, qui ne savent où chercher protection contre les vexations des fonctionnaires et de la police. Séparément, tous ces groupes de la population sont incapables de mener une lutte politique opiniâtre, mais lorsque la classe ouvrière aura levé l'étendard de cette lutte, tout le monde lui prêtera main forte. La social-démocratie russe prendra la tête de tous ceux qui combattent pour les droits du peuple, pour la démocratie, et alors elle sera invincible!

Tel est l'essentiel de nos conceptions que nous développerons systématiquement et sous tous leurs aspects dans notre journal. Nous avons la conviction qu'en agissant ainsi nous suivrons la voie tracée par le «Parti ouvrier social-démocrate de Russie » dans son *Manifeste.*

NOTRE TACHE IMMEDIATE

Le mouvement ouvrier russe se trouve actuellement dans une période de transition. Le magnifique début par lequel s'illustrèrent les organisations social-démocrates des ouvriers de la région Ouest, de Pétersbourg, de Moscou, de Kiev et d'autres villes, a abouti à la fondation du « Parti ouvrier social-démocrate de Russie » (au printemps 1898). Ce très grand pas en avant semble avoir épuisé momentanément toutes les forces de la social-démocratie russe et l'a ramenée au travail morcelé d'autrefois, exécuté par les diverses organisations locales. Le Parti n'a pas cessé d'exister, il s'est seulement replié sur lui-même pour rassembler ses forces et unir sur une base solide tous les social-démocrates russes. Réaliser cette unification, élaborer une forme appropriée, éliminer définitivement le cadre étroit du morcellement local, telle est la tâche immédiate et la plus urgente des social-démocrates russes.

Tous conviennent que nous devons organiser la lutte de classe du prolétariat. Mais qu'est-ce que la lutte de classe ? Lorsque les ouvriers d'une fabrique, ou d'une profession, affrontent leur ou leurs patrons, est-ce là la lutte de classe ? Non, ce n'en est encore qu'un faible embryon. La lutte des ouvriers ne devient lutte de classe que lorsque tous les représentants d'avant-garde de l'ensemble de la classe ouvrière de tout le pays ont conscience de former une seule classe ouvrière et commencent à agir non pas contre tel ou tel patron, mais contre la *classe* des capitalistes *tout entière* et contre le gouvernement qui la soutient. C'est seulement lorsque chaque ouvrier a conscience d'être membre de la classe ouvrière dans son ensemble, lorsqu'il con-

sidère qu'en luttant quotidiennement, pour des revendications partielles, contre tels patrons et tels fonctionnaires, il se bat contre toute la bourgeoisie et tout le gouvernement, c'est alors seulement que son action devient une lutte de classe. « Toute lutte de classe est une lutte politique[84]. » On aurait tort de comprendre ces paroles célèbres de Marx en ce sens que toute action des ouvriers contre les patrons *est toujours* une lutte politique. Il faut les comprendre ainsi : la lutte des ouvriers contre les capitalistes *devient* nécessairement une action politique *dans la mesure* où elle devient une lutte *de classe*. La social-démocratie se propose précisément, en organisant les ouvriers, de *transformer* par la propagande et l'agitation, leur lutte spontanée contre les oppresseurs en une lutte de toute la classe, en la lutte d'un *parti* politique déterminé pour des idéals politiques et socialistes déterminés. Pareille tâche ne saurait être réalisée par le travail local à lui seul.

L'activité social-démocrate locale a déjà atteint chez nous un assez grand développement. Les germes des idées social-démocrates sont d'ores et déjà semés à travers toute la Russie ; les tracts ouvriers — cette première forme de la presse social-démocrate — sont connus de tous les ouvriers russes, de Pétersbourg à Krasnoïarsk et du Caucase à l'Oural. Ce qu'il nous faut, à l'heure actuelle, c'est de concentrer toutes ces activités locales dans l'action d'un seul *parti*. Notre principal défaut, dont l'élimination requiert tous nos efforts, c'est le caractère étroit, « artisanal », de l'activité locale. Du fait de ce caractère artisanal, une foule de manifestations du mouvement ouvrier en Russie restent des événements purement locaux et perdent beaucoup de leur valeur d'exemple pour l'ensemble de la social-démocratie russe, de leur importance en tant qu'étape de tout le mouvement ouvrier russe. Du fait de ce caractère artisanal, les ouvriers ne prennent pas suffisamment conscience de la communauté de leurs intérêts dans toute la Russie et ne rattachent pas assez leur lutte à l'idée du socialisme russe et de la démocratie russe. Du fait de ce caractère artisanal, les divers points de vue des camarades sur les questions de théorie et de pratique ne sont pas discutés ouvertement dans un organe central, ne servent pas à l'élaboration d'un programme général du Parti et d'une tactique

d'ensemble, mais se perdent dans une ambiance étroite de cénacle ou conduisent à une exagération démesurée des particularités locales et fortuites. Il importe d'en finir avec ces méthodes artisanales! Nous sommes assez mûrs pour passer à un *travail d'ensemble*, à la mise au point d'un programme général pour le Parti, à une discussion collective sur la tactique et l'organisation de notre Parti.

La social-démocratie russe a beaucoup fait pour la critique des vieilles théories révolutionnaires et socialistes; elle ne s'en est pas tenue à la seule critique et à la théorie pure; elle a démontré que son programme n'était pas suspendu dans le vide, mais qu'il allait au-devant du vaste mouvement spontané des milieux populaires, et notamment du prolétariat industriel. Il lui reste maintenant à accomplir le pas suivant, particulièrement difficile, mais en revanche particulièrement important : mettre sur pied une organisation de ce mouvement qui soit adaptée à nos conditions. La social-démocratie n'est pas simplement au service du mouvement ouvrier : elle est « *la fusion du socialisme et du mouvement ouvrier* » (pour employer la définition de K. Kautsky qui reprend les idées fondamentales du *Manifeste communiste*) ; sa tâche est d'introduire dans le mouvement ouvrier spontané des idéals socialistes bien définis, de le lier aux convictions socialistes qui doivent être au niveau de la science moderne, de le lier à une lutte politique systématique pour la démocratie en tant que moyen de réaliser le socialisme ; en un mot, de faire fusionner en un tout indissoluble ce mouvement spontané avec l'activité du *parti révolutionnaire*. L'histoire du socialisme et de la démocratie en Europe occidentale, l'histoire du mouvement révolutionnaire russe, l'expérience de notre mouvement ouvrier, telle est la *matière* que nous devons nous assimiler afin d'élaborer l'organisation et la tactique rationnelles de notre Parti. Toutefois, cette matière doit être « élaborée» par nos propres moyens, car nous ne disposons pas de modèles tout faits : d'une part, le mouvement ouvrier russe est placé dans des conditions tout autres que le mouvement d'Europe occidentale. Il serait très dangereux de se faire une illusion quelconque à ce sujet. D'autre part, la social-démocratie russe se distingue foncièrement des anciens partis révolutionnaires de Russie, si bien que la nécessité de s'instruire auprès des vieux coryphées russes en

matière d'activité révolutionnaire et clandestine (nous reconnaissons sans aucune hésitation cette nécessité) ne nous dispense nullement de l'obligation de les considérer avec un esprit critique et de créer par nous-mêmes notre organisation..

Deux questions essentielles se posent à ce propos avec une force particulière : 1) Comment concilier la nécessité d'une entière liberté de l'action social-démocrate locale avec celle de former un parti unifié et, par conséquent, centralisé ? La social-démocratie puise toute sa force dans le mouvement ouvrier spontané, qui ne se manifeste ni de la même manière ni simultanément dans les différents centres industriels ; l'activité des organisations social-démocrates locales est le *fondement* de toute l'activité du Parti. Mais s'il s'agit de l'action d'« artisans » isolés, on ne pourra même pas, strictement parlant, l'appeler social-démocrate, car elle n'organisera ni ne dirigera la lutte *de classe* du prolétariat. 2) Comment concilier l'aspiration de la social-démocratie à devenir un parti révolutionnaire s'assignant comme objectif majeur la lutte pour la liberté politique avec le fait qu'elle se refuse catégoriquement à organiser des complots politiques, à « appeler les ouvriers sur les barricades » (d'après la juste expression de P. Axelrod), ou plus généralement à imposer aux ouvriers tel ou tel « plan » d'attaque contre le gouvernement, imaginé par quelque groupe de révolutionnaires ?

La social-démocratie russe est pleinement en droit d'affirmer qu'elle a donné une solution *théorique* à ces questions ; s'arrêter là-dessus serait répéter ce qui a déjà été dit dans l'article intitulé « Notre programme ». Il s'agit maintenant de leur solution *pratique*. Celle-ci ne saurait être fournie par une personne ou par un groupe, mais par l'activité organisée de toute la social-démocratie. Nous pensons qu'à l'heure actuelle, la tâche la plus urgente est de s'attacher à résoudre ces problèmes, et que nous devons à cette fin nous assigner pour objectif immédiat *la mise sur pied d'un organe du Parti paraissant régulièrement et étroitement lié à tous les groupes locaux*. Nous pensons que l'activité des social-démocrates *dans son ensemble* doit être orientée dans ce sens pendant toute la période à venir. Sans un tel organe, le travail des organisations

locales restera étroitement « artisanal ». La création du Parti, — s'il n'est pas représenté convenablement par un organe déterminé — demeurera dans une grande mesure lettre morte. Une lutte économique qui n'est pas unifiée par un organe central ne peut devenir la lutte *de classe* de l'ensemble du prolétariat russe. Il est impossible de mener la lutte politique si le Parti tout entier ne peut pas se prononcer sur toutes les questions politiques et guider les diverses manifestations de la lutte. On ne saurait organiser les forces révolutionnaires, les discipliner et développer la technique de l'action révolutionnaire que si toutes ces questions sont discutées dans un organe central, si l'on élabore collectivement certaines *formes et règles d'organisation du travail*, si la *responsabilité* de chaque membre du Parti devant le Parti tout entier est établie par l'intermédiaire d'un organe central.

En affirmant la nécessité de concentrer *toutes* les forces du Parti — publicistes, organisateurs, ressources matérielles, etc.— en vue de créer et de diriger convenablement l'organe de l'ensemble du Parti, nous ne songeons nullement à reléguer au second plan les autres formes d'activité, comme l'agitation locale, les manifestations, le boycottage, la chasse aux mouchards, les campagnes contre tels ou tels représentants de la bourgeoisie et du gouvernement, les grèves démonstratives, etc., etc. Au contraire, nous sommes convaincus que toutes ces formes d'activité constituent le *fondement* de l'activité du Parti ; mais si elles *ne sont pas* unifiées par l'organe du Parti tout entier, toutes ces formes de la lutte révolutionnaire *perdent les neuf dixièmes de leur portée*, ne contribuent pas à acquérir l'expérience générale du Parti, à créer des traditions et une continuité d'action dans le Parti. Loin de faire concurrence à cette activité, l'organe du Parti aidera puissamment à la généraliser, à la renforcer, à la systématiser.

La nécessité de concentrer *toutes* les forces en vue de la fondation d'un organe du Parti régulièrement édité et diffusé découle de la situation originale où se trouve la social-démocratie de Russie, par rapport à celle des autres pays européens et aux vieux partis révolutionnaires russes. Les ouvriers d'Allemagne, de France, etc., disposent, outre leurs journaux, d'une foule d'autres moyens de manifester publiquement leur activité et d'organiser le mouvement :

action parlementaire, agitation électorale, réunions publiques, participation aux institutions sociales locales (rurales et urbaines), activité légale des associations professionnelles (syndicales, corporatives), etc., etc. Chez nous, *pour remplacer tout cela*, mais précisément *tout* cela, — tant que nous n'aurons pas conquis la liberté politique — il faut un journal révolutionnaire, sans lequel nous ne pourrons *absolument pas* organiser sur une vaste échelle l'ensemble du mouvement ouvrier. Nous ne croyons pas aux complots, nous nous refusons à tenter de renverser le gouvernement par des actions révolutionnaires sporadiques ; le mot d'ordre pratique de notre travail est la formule de Liebknecht, vétéran de la social-démocratie allemande : « Studieren, propagandieren, organisieren » — apprendre, propager, organiser. Et le pivot de cette activité ne peut et ne doit être que *l'organe du Parti*.

Mais est-il possible, et dans quelles conditions, d'organiser d'une façon rationnelle et tant soit peu stable l'édition d'un tel journal ? C'est ce que nous examinerons la prochaine fois.

UNE QUESTION URGENTE

Nous avons dit dans l'article précédent que notre tâche pressante était de fonder un organe du Parti, régulièrement publié et diffusé, et nous nous sommes demandé si c'était possible et dans quelles conditions. Examinons les principaux aspects de cette question.

On pourra nous objecter tout d'abord, qu'il faudrait, pour atteindre ce but, *commencer* par développer l'activité des groupes locaux. Nous estimons que cette opinion, du reste assez répandue, est erronée. Nous pouvons et nous devons entreprendre sans tarder la création et la mise sur pied d'un organe du Parti et, par conséquent, du Parti lui-même. Les conditions nécessaires à cet effet sont réunies : l'activité locale se poursuit, et il est évident qu'elle a déjà poussé de profondes racines, car les coups de filet de plus en plus fréquents de la police ne la perturbent jamais longtemps ; les militants tombés au combat sont rapidement remplacés par des forces fraîches. Le Parti possède les fonds nécessaires aux activités d'édition, et s'est assuré le concours de collaborateurs littéraires, aussi bien à l'étranger qu'en Russie. Il s'agit donc de savoir s'il faut continuer selon le mode « artisanal » le travail *qui se fait déjà*, ou s'il faut l'organiser afin qu'il devienne celui de tout le Parti uni, et faire en sorte qu'il se reflète tout entier dans un seul organe commun.

Nous abordons ici le problème urgent de notre mouvement, son point névralgique : l'organisation. L'amélioration de l'organisation et de la discipline révolutionnaire, le perfectionnement de la technique du travail clandestin, sont d'une nécessité impérieuse. Il faut reconnaître ouver-

tement que nous retardons à cet égard sur les anciens partis révolutionnaires russes et que nous devons déployer tous nos efforts pour les rattraper et les dépasser. D'une façon générale, aucun progrès de notre mouvement ouvrier n'est possible sans une meilleure organisation, et cette condition est aussi valable, notamment, en ce qui concerne la création d'un parti actif doté d'un organe fonctionnant régulièrement. Cela, d'une part. D'autre part, les organes actuels du Parti (j'entends par là les journaux aussi bien que les institutions et les groupes) doivent porter plus d'attention aux problèmes d'organisation et agir dans ce sens auprès des groupes locaux.

Le travail local, sur le mode artisanal, entraîne toujours une surabondance de liaisons personnelles et développe l'esprit de groupe ; or, nous avons déjà dépassé cette phase qui devient trop étroite pour le travail actuel et aboutit au gaspillage des énergies. Seule la fusion au sein d'un seul parti permettra d'appliquer méthodiquement les principes de la division du travail et de l'économie des forces, ce qui est nécessaire pour réduire les pertes, et de dresser un rempart plus ou moins solide contre le joug du gouvernement autocratique et sa politique de répression à outrance. Contre nous, contre les petits groupes de socialistes réfugiés dans la « clandestinité » à travers la vaste Russie, se dresse le mécanisme gigantesque de l'Etat moderne tout-puissant qui déploie toutes ses forces pour étouffer le socialisme et la démocratie. Nous sommes persuadés que nous finirons par abattre cet Etat policier parce que la démocratie et le socialisme ont pour eux toutes les couches saines et montantes du peuple tout entier ; mais, pour mener une lutte systématique contre le gouvernement, nous devons porter l'organisation révolutionnaire, la discipline et la technique de l'action clandestine au plus haut degré de perfection. Il est indispensable que des membres ou des groupes du Parti se spécialisent dans les divers domaines de son activité : reproduction des textes, introduction en Russie des publications éditées à l'étranger, transport à travers la Russie, distribution dans les villes, organisation de logements clandestins, collectage des fonds, transmission du courrier et de tous les renseignements sur le mouvement, organisation des liaisons, etc. Pareille spécialisation exige, nous

le savons, beaucoup plus d'endurance, d'aptitude à se concentrer sur un travail modeste, anonyme, obscur, beaucoup plus d'héroïsme authentique que le travail effectué habituellement dans les cercles.

Mais les socialistes russes et la classe ouvrière russe ont déjà montré qu'ils savaient être héroïques et, en général, nous serions mal venus de nous plaindre de manquer d'hommes. On constate parmi les jeunes ouvriers un élan passionné, irrésistible, vers les idées de la démocratie et du socialisme, et les intellectuels continuent à affluer pour aider les ouvriers, bien que les prisons et les lieux de déportation soient surpeuplés. Si l'on propage largement parmi toutes ces recrues de la cause révolutionnaire cette idée qu'il faut une organisation plus stricte, la mise sur pied d'un journal du Parti, édité et diffusé régulièrement, cessera d'être un rêve. Prenons une des conditions du succès de ce plan : faire parvenir régulièrement au journal des correspondances et des matériaux de toute provenance. L'histoire ne montre-t-elle pas qu'à toutes les époques d'activité accrue de notre mouvement révolutionnaire cet objectif s'est révélé parfaitement réalisable, même en ce qui concerne les organes paraissant à l'étranger ? Si les social-démocrates militant dans les différentes régions considèrent le journal du Parti comme *le leur propre* et estiment que leur premier devoir est d'être constamment en liaison avec lui, d'y discuter des questions qui les préoccupent, d'y refléter tout leur mouvement, — alors il sera tout à fait possible de tenir le journal parfaitement au courant du mouvement, sous réserve de respecter les règles d'action clandestine qui n'ont d'ailleurs rien de sorcier. Un autre aspect de la question : la livraison régulière des journaux dans toutes les régions de Russie, est chose beaucoup plus malaisée, plus malaisée qu'elle ne l'était avec les anciennes formes du mouvement révolutionnaire de Russie, lorsqu'ils n'étaient pas destinés dans les mêmes proportions aux masses populaires. Mais la destination de la presse social-démocrate facilite leur diffusion. Les principaux endroits où le journal doit parvenir régulièrement et à un grand nombre d'exemplaires sont les centres industriels, les villes et les bourgs où il y a des fabriques, les quartiers industriels des grandes villes, etc. Ces centres sont presque entièrement peuplés d'ouvriers ; l'ouvrier y est en

fait le maître de la situation et dispose de centaines de moyens pour tromper la vigilance de la police ; les relations avec les centres industriels du voisinage sont extrêmement actives. A l'époque des lois d'exception contre les socialistes (de 1878 à 1890)[85], la police politique allemande ne travaillait pas moins bien, même mieux probablement, que la police russe, et cependant les ouvriers allemands ont su, grâce à leur esprit d'organisation et de discipline, faire en sorte que leur journal hebdomadaire illégal parvienne régulièrement de l'étranger et soit livré à domicile à tous les abonnés, si bien que même les ministres ne pouvaient que s'émerveiller du fonctionnement de la poste social-démocrate (la « poste rouge »). Certes, nous ne rêvons pas d'un tel succès, mais nous pouvons parfaitement, si nous déployons tous nos efforts pour y arriver, faire en sorte que le journal de notre Parti paraisse au moins douze fois par an et soit livré régulièrement, dans les centres principaux du mouvement, à tous les milieux ouvriers accessibles au socialisme.

Pour revenir au problème de la spécialisation, notons également que son insuffisance s'explique en partie par la prédominance du travail « artisanal », et aussi par le fait que nos journaux social-démocrates accordent d'habitude trop peu de place aux problèmes d'organisation.

Seule la création d'un organe central du Parti peut donner à chaque « militant parcellaire » de la cause révolutionnaire le sentiment de marcher « dans les rangs », la conscience que son travail est directement nécessaire au Parti, qu'il est un des anneaux de la chaîne qui étranglera le pire ennemi du prolétariat russe et de tout le peuple russe : le gouvernement autocratique de la Russie. Seule la stricte mise en pratique de cette spécialisation permettra d'économiser nos forces : non seulement chacune des activités révolutionnaires sera exécutée par un plus petit nombre de personnes, mais il deviendra possible de pratiquer sur un plan *légal* certains aspects de l'action actuelle. Il y a longtemps déjà que l'organe principal de la social-démocratie allemande, le *Vorwärts* (*En avant*)[86], conseille aux socialistes russes de *légaliser* ainsi leur activité, de l'organiser dans le cadre légal. Au premier abord, un semblable conseil est surprenant, mais en fait il mérite d'être examiné sérieusement.

Presque tous les militants qui ont travaillé dans un cercle local d'une ville quelconque se rappelleront sans peine que, parmi la foule de leurs occupations diverses, certaines étaient légales en elles-mêmes (recueillir des renseignements sur la situation des ouvriers, étudier la documentation légale sur nombre de questions, consulter des publications et des ouvrages étrangers et en rendre compte, entretenir certaines relations, aider les ouvriers à acquérir une instruction générale, à connaître la législation du travail, etc.). Si l'on confiait ces fonctions particulières à une catégorie déterminée de personnes, on diminuerait les effectifs de l'armée révolutionnaire active, exposée au « feu » (sans réduire le moins du monde ses « capacités combatives ») et on augmenterait la réserve qui vient combler les brèches laissées par les « tués » et les « blessés ». Cela n'est possible que lorsque les membres actifs tout comme la réserve voient leur activité se refléter dans l'organe central du Parti et se sentent en contact avec lui. Certes, les assemblées locales des ouvriers et des groupes seront toujours nécessaires, si loin que nous poussions la spécialisation. Mais, d'une part, le nombre des grandes réunions révolutionnaires (particulièrement dangereuses au point de vue de la répression policière, et dont le résultat est souvent loin d'être proportionné au danger qu'elles font courir) diminuera sensiblement ; d'autre part, en faisant de certains aspects du travail révolutionnaire des fonctions spéciales, on peut plus facilement donner à ces réunions un camouflage légal et les tenir sous forme d'assemblées récréatives, de réunions de sociétés autorisées par la loi, etc. Les ouvriers français sous Napoléon III et les ouvriers allemands sous le régime des lois d'exception contre les socialistes savaient bien imaginer toutes sortes de prétextes pour camoufler leurs réunions politiques et socialistes. Les ouvriers russes sauront en faire autant.

Ensuite, c'est seulement en améliorant l'organisation et en fondant un organe central du Parti qu'on pourra élargir *et* approfondir la propagande et l'agitation social-démocrates. Or, nous en avons grandement besoin. Le travail local conduit presque toujours à exagérer les particularités locales, à[87] ..... chose impossible dans un organe central qui serait en même temps un organe démocratique d'avant-garde. C'est alors seulement que notre *aspiration*

à faire de la social-démocratie un combattant d'avant-garde pour la démocratie deviendra une *réalité*. C'est alors seulement que nous pourrons aussi élaborer une tactique politique déterminée. La social-démocratie a rejeté la doctrine erronée d'une « seule masse réactionnaire ». Elle considère qu'une des tâches les plus importantes de la politique est d'utiliser le concours des classes progressives contre les classes réactionnaires. Lorsque les organisations et les organes ont un caractère local, cette tâche ne se réalise presque pas : on s'en tient aux relations avec certains « libéraux » pour en obtenir divers « services ». Seul un organe central du Parti, appliquant méthodiquement les principes de la lutte politique et tenant bien haut le drapeau de la démocratie, pourra attirer à lui tous les éléments démocratiques combatifs et mettre à profit l'ensemble des forces progressives de la Russie dans la lutte pour la liberté politique. C'est alors seulement qu'on pourra transformer la sourde haine des ouvriers contre la police et les autorités en une haine consciente contre le gouvernement autocratique, et en une ferme résolution de livrer une lutte acharnée pour les droits de la classe ouvrière et du peuple russe tout entier. Et un parti révolutionnaire fondé sur une telle base et strictement organisé sera, dans la Russie moderne, une force politique de la plus haute importance !

Dans les numéros suivants nous publierons le projet de programme du Parti ouvrier social-démocrate de Russie et procéderons à un plus ample examen de diverses questions d'organisation.

PROJET DE PROGRAMME POUR NOTRE PARTI [88]

Rédigé fin 1899
Publié pour la première fois en 1924 dans la première édition des Œuvres de Lénine, tome I

Conforme au manuscrit

Première page du manuscrit
de V. Lénine :
Projet de programme
pour notre parti. 1899.
Réduction

Проект программы нашей партии.

Начнем с того, что ответим на вопрос, действительно ли настоятельно необходима выработка программы русских с.-д. Нам доводилось слышать от товарищей, работающих в России, мнение, что в составлении программы нет теперь особой надобности, что насущнейший вопрос — развитие и упрочение местных организаций, более прочная постановка агитации и доставки литературы, что выработку программы удобнее отложить до того момента, когда движение встанет на более прочную почву, что теперь программа могла бы оказаться бесплодной.

Мы не разделяем этого мнения Редакторов, которые [illegible] действительного движения важнее дюжины программ", как сказал К. Маркс. Но ни Маркс, ни один другой [illegible] не отрицал громадного значения [illegible] программы для сплоченной и последовательной деятельности политической партии. Русские с.-д. как раз переживают в эти годы [вставка: закончили] [зачеркнуто] полемики с социалистами других направлений и с не-социалистами, не понимающими русского с.-д.; они [illegible] начальные стадии движения, когда работа велась разрозненно мелкими местными организациями. Необходимость сплочения, выработки общей литературы, появления русских рабочих газет — вот признаки [illegible] литературы, [illegible] Рос. С.Д. Раб. Партии основана весной 1898 г. [illegible] [вставка: свое намерение] выработать [illegible] программу [illegible], [illegible] у [illegible] самих [illegible] программы. В настоящее время [зачеркнуто] [вставка: насущнейшим вопросом] нашего движения становится уже не развитие прежней разрозненной [illegible] работы, а ее объединение, ее организация. Программа необходима для этого шага, программа должна формулировать наши основные воззрения, точно установить наши ближайшие политические задачи, указать те ближайшие требования:

Il faudrait peut-être commencer par se demander si les social-démocrates russes éprouvent vraiment l'impérieux besoin d'un programme. Il nous est arrivé d'entendre dire par des camarades militant en Russie que rien, dans la situation présente, n'exige spécialement l'élaboration d'un programme, que la question urgente est de développer et de renforcer les organisations locales, d'assurer d'une manière plus effective le travail d'agitation et la diffusion de nos publications, qu'il est plus raisonnable de renvoyer la rédaction du programme à une époque où le mouvement sera plus solidement assis, qu'en ce moment le programme risque de manquer de base.

Nous ne partageons pas cet avis. Certes, « tout pas en avant, toute progression réelle importe plus qu'une douzaine de programmes [89] », a dit K. Marx. Mais ni Marx ni aucun autre théoricien ou praticien de la social-démocratie n'a nié l'importance considérable que présente un programme pour l'activité cohérente et continue d'un parti politique. Les social-démocrates russes viennent justement de traverser une période d'âpre polémique avec des socialistes d'autres tendances et des non-socialistes, qui ne voulaient pas comprendre la social-démocratie russe ; ils ont également dépassé les premiers stades du mouvement alors que le travail s'effectuait en ordre dispersé par de petites organisations locales. La nécessité de s'unir, de créer une presse commune, de faire paraître des journaux ouvriers russes, est dictée par la vie elle-même. Et la fondation au printemps 1898 du « Parti ouvrier social-démo-

crate de Russie », qui a proclamé son intention d'élaborer le programme du Parti dans un proche avenir, a montré avec évidence que la nécessité d'un programme est née des besoins du mouvement lui-même. La question urgente de notre mouvement n'est plus à l'heure actuelle de développer l'ancien travail disséminé, « artisanal », mais d'unir, d'organiser. Pour faire ce pas, il faut un programme ; celui-ci doit formuler nos vues essentielles, fixer avec précision nos tâches politiques immédiates, indiquer les revendications pressantes autour desquelles doit s'exercer notre travail d'agitation, lui conférer l'unité, l'étendre et l'approfondir en transformant l'agitation particulière, fragmentaire, pour des revendications minimes et isolées, en une agitation pour tout l'ensemble des revendications social-démocrates. A l'heure où l'activité social-démocrate a mis en branle une couche assez large d'intellectuels socialistes et d'ouvriers conscients, la nécessité s'affirme impérieusement de consolider leurs liens par un programme et de leur assigner ainsi à tous une base solide pour une activité ultérieure plus étendue. Enfin, la nécessité d'un programme s'affirme impérieusement aussi parce que très souvent l'opinion publique russe se trompe du tout au tout quant aux véritables tâches et aux procédés d'action des social-démocrates russes : pour une part, de telles erreurs naissent naturellement sur le marais croupissant de notre vie politique ; pour une autre part, elles sont suscitées artificiellement par les adversaires de la social-démocratie. En tout état de cause, c'est un fait dont il faut tenir compte. En fusionnant avec le socialisme et la lutte politique, le mouvement ouvrier doit former un parti qui puisse dissiper toutes ces erreurs, s'il veut prendre la tête de tous les éléments démocratiques de la société russe. On peut nous objecter que le moment actuel est d'autant plus mal choisi pour l'élaboration d'un programme que des divergences surgissent et qu'une polémique s'engage parmi les social-démocrates eux-mêmes. Il me semble que c'est là, au contraire, un argument de plus *en faveur* du programme. D'une part, puisque la polémique est amorcée, il y a lieu d'espérer que, lors de la discussion du projet, toutes les opinions et toutes les nuances d'opinion se feront jour, et que le programme sera discuté à fond. La controverse montre que les social-

démocrates russes portent un intérêt accru aux grands problèmes concernant les buts de notre mouvement, ses tâches immédiates et sa tactique, et cet intérêt est justement indispensable à la discussion du projet. D'autre part, afin qu'elle ne soit pas stérile et ne dégénère pas en rivalités de personnes, afin qu'elle n'ait pas pour résultat d'embrouiller les idées et de confondre ennemis et camarades, on doit absolument y poser la question du programme. La polémique ne sera utile que si elle montre en quoi consistent à proprement parler les divergences, *à quel point elles sont profondes*, si ces divergences portent sur le fond ou sur des questions de détail, si elles empêchent ou non de travailler en commun dans les rangs d'un même parti. On *ne* saurait obtenir une réponse à toutes ces questions pressantes *que* si l'on pose au cours de la controverse la question du programme ; que si les deux parties proclament nettement leurs vues en matière de *programme*. Certes, l'élaboration d'un programme général du Parti ne doit nullement marquer la fin de toute polémique ; mais elle fixera cependant les conceptions fondamentales sur le caractère, les objectifs et les tâches de notre mouvement, conceptions qui doivent servir de drapeau à un parti militant, gardant sa cohésion et son unité malgré des divergences de détail existant parmi ses membres sur les questions de détail.

Cela posé, venons-en au fait.

Lorsqu'on parle d'un programme des social-démocrates russes, tous les regards se portent naturellement sur les membres du groupe « Libération du Travail », qui ont fondé la social-démocratie russe et ont tant fait pour son développement théorique et pratique. Nos camarades aînés n'ont pas tardé à réagir aux impératifs du mouvement social-démocrate russe. Presque au moment même — au printemps 1898 — où se préparait le congrès des social-démocrates russes qui posa les fondements du « Parti ouvrier social-démocrate de Russie », P. Axelrod publiait sa brochure intitulée : *A propos des tâches et de la tactique actuelles des social-démocrates russes* (Genève 1898 ; la préface est datée de mars 1898), et faisait paraître en annexe le *Projet de programme des social-démocrates russes*, édité par le groupe « Libération du Travail » dès 1885.

C'est par la discussion de ce projet que nous allons commencer. Bien que publié il y a près de quinze ans, il s'acquitte de sa tâche, à notre avis, d'une manière très satisfaisante dans l'ensemble et se trouve parfaitement au niveau de la théorie social-démocrate moderne. Ce projet désigne nettement la classe qui seule, en Russie (comme du reste dans les autres pays), est capable d'être indépendante dans la lutte pour le socialisme : la classe ouvrière, le « prolétariat industriel » ; il montre le but que doit s'assigner cette classe — « la transformation en propriété sociale de tous les moyens et objets de production », « la suppression de la production marchande » et son « remplacement par un nouveau système de production sociale », la « révolution communiste » ; il indique « la condition préliminaire indispensable » de la « refonte des rapports sociaux » : la « conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière » ; il fait cas de la solidarité internationale du prolétariat et de la nécessité d'un « élément de diversité dans les programmes des social-démocrates des différents Etats conformément aux conditions sociales de chacun d'eux pris à part » ; il relève le trait particulier de la Russie, « où les masses laborieuses subissent le double joug du capitalisme en cours de développement et de l'économie patriarcale en voie de disparition » ; il montre le lien entre le mouvement révolutionnaire russe et la création (par les forces du capitalisme en évolution) d'une « nouvelle classe, la classe du prolétariat industriel, plus réceptive, plus active et plus évoluée » ; il indique la nécessité de former « un parti ouvrier révolutionnaire » et précise « sa première tâche politique » : le « renversement de l'absolutisme » ; il montre « les moyens de la lutte politique » et en formule les principales revendications.

Tous ces éléments sont, à notre avis, absolument indispensables dans le programme du parti ouvrier social-démocrate ; ils énoncent tous des thèses qui, depuis lors, ont été de plus en plus confirmées aussi bien par l'évolution de la théorie socialiste que par celle du mouvement ouvrier de tous les pays, notamment par le progrès de la pensée sociale et du mouvement ouvrier russes. Aussi, les social-démocrates russes peuvent et doivent, selon nous, prendre comme base du programme du Parti ouvrier social-

démocrate de Russie le projet du groupe « Libération du Travail », dont la mise au point ne requiert que des modifications, amendements et compléments rédactionnels de détail.

Essayons de noter ceux des changements de détail qui nous paraissent utiles et au sujet desquels il serait désirable de provoquer un échange de vues entre tous les social-démocrates et les ouvriers conscients.

Tout d'abord il faut, bien entendu, modifier quelque peu la structure du programme : en 1885, c'était celui d'un groupe de révolutionnaires vivant à l'étranger, qui avaient su déterminer de façon juste la seule voie d'évolution du mouvement promise au succès, mais qui n'avaient pas encore sous les yeux, à l'époque, un mouvement ouvrier tant soit peu large et indépendant en Russie. En 1900, il s'agit désormais du programme d'un parti ouvrier, fondé sur la base de tout un ensemble d'organisations social-démocrates russes. Outre les modifications rédactionnelles rendues indispensables de ce fait (et sur lesquelles il n'est pas besoin de s'arrêter plus longuement puisqu'elles tombent sous le sens), il découle de cette différence la nécessité de mettre au premier plan et de souligner davantage le processus économique de développement qui engendre les conditions matérielles et morales du mouvement ouvrier social-démocrate aussi bien que la lutte de classe du prolétariat, lutte que le parti social-démocrate est appelé à organiser. Il importerait de faire ressortir la caractéristique des traits fondamentaux du régime économique actuel de la Russie et de son évolution (voir le programme du groupe « Libération du Travail » : « Le capitalisme a fait des progrès considérables en Russie depuis l'abolition du servage. L'ancien système d'économie naturelle fait place à la production marchande »...), et d'esquisser ensuite la tendance prépondérante du capitalisme : la division du peuple en bourgeoisie et prolétariat, la « croissance de la misère, de l'oppression, de l'esclavage, de la dégradation, de l'exploitation »[90]. Ces paroles célèbres de Marx sont citées dans le second paragraphe du programme d'Erfurt du parti social-démocrate allemand[91]; ces derniers temps, les critiques groupés autour de Bernstein se sont particulièrement acharnés contre ce point, en reprenant les vieilles

objections des libéraux bourgeois et des social-politiciens contre la « théorie de la paupérisation ». A notre avis, la polémique engagée à ce propos a prouvé amplement l'*inconsistance totale* de ce genre de « critique ». Bernstein a lui-même reconnu la justesse de ces paroles de Marx en tant que caractéristique de la *tendance* du capitalisme, laquelle devient réalité en l'absence de la lutte de classe du prolétariat contre cette tendance, en l'absence de lois — conquises par la classe ouvrière — sur la protection de cette dernière. C'est en Russie, précisément, que nous voyons aujourd'hui ce phénomène se manifester avec une force énorme aux dépens de la paysannerie et des ouvriers. Et puis, Kautsky a montré que les paroles sur la « croissance de la misère, etc. », sont justes non seulement en ce sens qu'elles caractérisent une tendance, mais encore parce qu'elles marquent l'aggravation de la « misère sociale », c'est-à-dire de la disproportion entre la situation du prolétariat et le niveau de vie de la bourgeoisie, — le niveau des besoins sociaux qui augmentent parallèlement au gigantesque progrès de la productivité du travail. Enfin, ces paroles sont justes en ce sens que, « dans les régions frontières » du capitalisme (c'est-à-dire dans les pays et dans les branches de l'économie nationale où le capitalisme ne fait encore qu'apparaître, se heurtant à l'ordre précapitaliste), l'aggravation de la misère — non seulement de la misère « sociale », mais aussi de la plus terrible misère physique, la famine et la mort qui s'ensuit — prend de vastes proportions. Chacun sait que cela est dix fois plus vrai de la Russie que de tout autre pays d'Europe. Notre avis est donc qu'il est indispensable d'inclure dans le programme les mots sur la « croissance de la misère, de l'oppression, de l'esclavage, de la dégradation, de l'exploitation », premièrement parce qu'ils caractérisent très justement les traits fondamentaux et essentiels du capitalisme, qu'ils font ressortir très précisément le processus qui se déroule sous nos yeux et qui est une des principales conditions engendrant le mouvement ouvrier et le socialisme en Russie ; deuxièmement, parce que ces mots offrent une très riche matière à la propagande en exprimant les faits les plus accablants pour les masses ouvrières, mais aussi qui les révoltent le plus (chômage, bas salaires, sous-alimenta-

tion, famines, discipline draconienne du capital, prostitution, augmentation du nombre des domestiques, etc., etc.) ; troisièmement, parce que cette caractéristique précise de l'action désastreuse exercée par le capitalisme et de la révolte nécessaire, inéluctable, des ouvriers nous permettra de nous séparer de ces gens indécis qui, « sympathisant » avec le prolétariat, et revendiquant des « réformes » en sa faveur s'efforcent de tenir le « juste milieu » entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre le gouvernement autocratique et les révolutionnaires. Or, il importe au plus haut point, précisément à l'heure actuelle, de se séparer de ces gens si l'on veut former un parti ouvrier uni et fortement organisé, menant une lutte résolue et irréductible pour la liberté politique et pour le socialisme.

Il faut dire ici quelques mots sur notre attitude à l'égard du programme d'Erfurt. Par ce qui précède, chacun a déjà pu voir que nous jugeons nécessaire d'apporter au projet du groupe « Libération du Travail » des modifications rapprochant le programme des social-démocrates russes de celui des social-démocrates allemands. Nous ne craignons nullement de dire que nous voulons imiter le programme d'Erfurt : imiter ce qui est bien n'a rien de répréhensible, et aujourd'hui surtout, alors qu'on entend si souvent adresser des critiques opportunistes et équivoques à ce programme, nous estimons de notre devoir de nous prononcer ouvertement en sa faveur. Mais imiter ne veut pas du tout dire copier purement et simplement. Imiter et emprunter est tout à fait légitime dans la mesure où nous constatons en Russie les mêmes processus *fondamentaux* du développement du capitalisme, les mêmes tâches *fondamentales* des socialistes et de la classe ouvrière ; mais on ne saurait en aucun cas oublier les *particularités* de la Russie, qui doivent trouver leur *expression intégrale* dans les particularités de notre programme. Par anticipation, indiquons tout de suite qu'il s'agit d'abord de nos tâches politiques et de nos moyens de lutte, ensuite de l'action contre toutes les survivances du régime patriarcal, précapitaliste, et, partant, de la manière spécifique de poser la question *paysanne*.

Cette réserve indispensable étant faite, poursuivons. Après l'indication sur la « croissance de la misère » doit

venir la caractéristique de la *lutte de classe* du prolétariat : il faut en indiquer l'objet (tous les moyens de production deviendront propriété sociale et la production socialiste sera substituée à la production capitaliste), le caractère international du mouvement ouvrier, le caractère *politique* de la lutte de classe et son but *immédiat* (conquête de la liberté politique). Il importe expressément de souligner que le combat livré à l'autocratie pour les libertés politiques est la première tâche politique du parti ouvrier ; mais pour expliquer celle-ci on doit, selon nous, définir le caractère de classe de l'absolutisme russe actuel et la nécessité de le renverser, dans l'intérêt non seulement de la classe ouvrière, mais aussi du développement social tout entier. Cette indication est nécessaire sous l'angle théorique, car, du point de vue des idées fondamentales du marxisme, les intérêts du progrès social sont supérieurs à ceux du prolétariat, les intérêts du mouvement ouvrier dans son ensemble l'emportent sur ceux de telle ou telle couche d'ouvriers ou de telles ou telles étapes du mouvement ; elle l'est également au point de vue pratique, pour définir le point central auquel doit aboutir et autour duquel doit s'exercer toute l'activité multiple de la social-démocratie, qui consiste dans la propagande, l'agitation et l'organisation. Nous estimons nécessaire de consacrer *en outre* un paragraphe spécial du programme à cette indication que le parti ouvrier social-démocrate s'assigne pour *tâche* de soutenir tout mouvement révolutionnaire contre l'absolutisme et de lutter contre toute tentative du gouvernement autocratique pour corrompre et obscurcir la conscience politique du peuple par une tutelle bureaucratique et des aumônes illusoires, par cette politique de démagogie que nos camarades allemands ont appelée Peitsche und Zuckerbrot (fouet et pain d'épice). Le pain d'épice, ce sont les aumônes à ceux qui, en échange d'améliorations partielles apportées par-ci, par-là à leur situation matérielle, renoncent à leurs revendications politiques et demeurent les esclaves dociles de l'arbitraire policier (des foyers, etc., pour les étudiants ; pour les ouvriers, il suffit de rappeler les proclamations de Witte, ministre des Finances, lors des grèves de Saint-Pétersbourg en 1896 et 1897, ou bien les discours en faveur des ouvriers, pro-

noncés par les membres du ministère de l'Intérieur, en commission, lors de la promulgation de la loi du 2 juin 1897). Le fouet, c'est la répression redoublée contre ceux qui, malgré ces aumônes, continuent à combattre pour la liberté politique (mobilisation des étudiants dans l'armée[92]; circulaire du 12 août 1897 sur la déportation des ouvriers en Sibérie ; répression accentuée contre la social-démocratie, etc.). Le pain d'épice sert à attirer les faibles, à les corrompre et les dépraver ; le fouet sert à intimider et « neutraliser » les combattants honnêtes et conscients de la cause ouvrière et de la cause du peuple. Tant que l'absolutisme subsiste (et nous devons maintenant établir notre programme en tenant compte de l'existence de l'absolutisme, car sa chute entraînera infailliblement un si grand changement dans les conditions politiques que le parti ouvrier sera obligé de changer sensiblement la formulation de ses objectifs politiques immédiats), il faut s'attendre à voir le gouvernement renouveler et renforcer sans cesse ces mesures démagogiques. Nous devons donc mener contre elles une lutte systématique, en démasquant l'hypocrisie des zélateurs policiers du peuple, en montrant le lien entre les réformes gouvernementales et la lutte ouvrière, en apprenant au prolétariat à profiter de chaque réforme pour consolider sa position de combat, pour élargir et intensifier le mouvement ouvrier. Il est indispensable, d'autre part, d'indiquer dans le programme la nécessité de soutenir *tous ceux* qui combattent l'absolutisme, car la social-démocratie russe, indissolublement fusionnée avec les éléments avancés de la classe ouvrière russe, doit arborer le drapeau des *revendications démocratiques générales*, afin de grouper autour d'elle toutes les couches et tous les éléments susceptibles de lutter pour la liberté politique ou, tout au moins, d'appuyer cette lutte de quelque manière que ce soit.

Tel est notre point de vue sur ce que doit être l'exposé *des principes* de notre programme, et sur les thèses fondamentales qu'il importe d'y exprimer avec le maximum de précision et de relief. Le projet de programme du groupe « Libération du Travail » doit, selon nous, éliminer (dans l'exposé des principes) 1° les indications concernant la forme de la propriété paysanne (nous reviendrons plus loin sur la question paysanne) ; 2° les indications touchant les

causes de l'« instabilité », etc., des intellectuels ; 3° le point ayant trait à la « suppression du système actuel de représentation politique et son remplacement par une législation populaire directe »; 4° le point relatif aux « moyens de la lutte politique ». Il est vrai que, dans ce dernier point, nous ne voyons rien de périmé ou d'erroné : au contraire, nous présumons que les moyens doivent être précisément ceux qu'indique le groupe « Libération du Travail » (agitation, — organisation révolutionnaire, — passage, « au moment propice », à une offensive énergique n'excluant pas, *en principe*, l'usage même de la terreur) ; mais nous pensons qu'il n'y a pas lieu d'indiquer dans le programme du *parti ouvrier* des moyens d'action qui étaient nécessaires en 1885 dans celui du groupe de révolutionnaires résidant à l'étranger. Le programme doit laisser pendante la question des moyens de lutte, le choix de ces moyens incombant aux organisations de militants et aux congrès du Parti, qui déterminent la *tactique* de ce dernier. Mais on ne saurait guère inclure les problèmes de *tactique* dans le programme (à l'exception des questions les plus essentielles, ayant un caractère *de principe*, comme, par exemple, celle de l'attitude à observer envers les autres adversaires de l'absolutisme). Au fur et à mesure qu'ils se poseront, les problèmes de tactique seront discutés dans le journal du Parti et définitivement résolus à ses congrès. Il en va de même, selon nous, de la question de la terreur : les social-démocrates doivent absolument la mettre en discussion, — non du point de vue des principes, bien entendu, mais du point de vue de la tactique, — car l'essor du mouvement multiplie de lui-même, spontanément, les exécutions de mouchards, et déchaîne toujours plus l'indignation farouche des ouvriers et des socialistes qui voient leurs camarades torturés à mort, en nombre sans cesse croissant, dans les cachots et les lieux de déportation. Afin que tout soit clair, précisons tout de suite qu'à notre avis personnel, la terreur est *actuellement* un moyen de lutte *inopportun*, que le Parti (*en tant que parti*) doit la rejeter (jusqu'au moment où un changement des conditions nécessiterait du même coup un changement de tactique) et concentrer *toutes ses forces* en vue d'améliorer l'organisation et assurer un acheminement régulier de nos publications.

Il n'y a pas lieu ici de s'arrêter plus longuement sur cette question.

En ce qui concerne la législation populaire directe, il ne faut pas du tout, à notre avis, l'introduire dans notre programme à l'heure actuelle. On ne saurait, d'un point de vue de principe, lier la victoire du socialisme au *remplacement* du parlementarisme par une législation populaire directe. C'est ce qu'ont prouvé, selon nous, les débats sur le programme d'Erfurt et le livre de Kautsky sur la législation populaire. Ce dernier établit (sur la base d'une analyse historique et politique) que la législation populaire est d'une certaine utilité dans les conditions suivantes : 1° absence d'opposition entre la ville et la campagne ou prépondérance des villes ; 2° existence de partis politiques hautement développés ; 3° « absence d'un pouvoir d'État excessivement centralisé et s'opposant en tant que tel à la représentation populaire ». En Russie, nous avons des conditions *tout à fait contraires*, et le danger de voir la « législation populaire » dégénérer en « plébiscite » impérialiste serait chez nous particulièrement grand. Si, à propos de l'Allemagne et de l'Autriche, Kautsky a dit en 1893 que « pour nous, Européens de l'Est, la législation populaire directe est du domaine de l'« Etat futur », cela est infiniment plus vrai pour la Russie. Aussi pensons-nous qu'aujourd'hui, sous le règne de l'autocratie en Russie, nous devons nous borner à réclamer une « Constitution démocratique » et préférer les deux premiers points de la partie pratique du programme rédigé par le groupe « Libération du Travail » aux deux premiers points de la partie pratique du « programme d'Erfurt ».

Passons à la partie pratique du programme. Elle comporte, à notre avis, sinon par sa forme, du moins par le fond, trois sections : 1° réformes démocratiques générales ; 2° mesures de protection des ouvriers et 3° mesures dans l'intérêt des paysans. En ce qui concerne la première section, il n'y a guère lieu d'apporter de changements substantiels au « projet de programme » du groupe « Libération du Travail », qui exige : 1° suffrage universel ; 2° indemnité parlementaire ; 3° instruction générale, laïque, gratuite et obligatoire, etc. ; 4° inviolabilité de la personne et du domicile des citoyens ; 5° liberté illimitée de conscien-

ce, de la parole, des réunions, etc. (il faudrait peut-être ajouter ici spécialement : liberté des grèves) ; 6° liberté de déplacement et d'occupations (il faudrait peut-être ajouter ici « liberté de migration » et « suppression totale des passeports intérieurs ») ; 7° égalité complète de tous les citoyens, etc. ; 8° substitution de l'armement général du peuple à l'armée permanente ; 9° « révision de toute notre législation civile et criminelle, suppression des distinctions de caste et des peines incompatibles avec la dignité humaine ». Il faudrait ajouter ici : « attribution à la femme de droits égaux en tous points à ceux de l'homme ». On doit ajouter dans cette même section la revendication de réformes financières, formulée dans le programme du groupe « Libération du Travail » parmi celles que « proposera le parti ouvrier en s'appuyant sur ces droits politiques essentiels » : « suppression du système fiscal actuel et établissement d'un impôt progressif sur le revenu ». Enfin, il faudrait encore ajouter ici : « élection des fonctionnaires par le peuple ; droit pour chaque citoyen de poursuivre tout fonctionnaire devant les tribunaux, sans avoir à porter plainte par la voie hiérarchique ».

Pour ce qui est de la seconde section des revendications pratiques, nous trouvons dans le programme du groupe « Libération du Travail » la revendication générale « d'un règlement par voie législative des rapports entre ouvriers (des villes et des campagnes) et entrepreneurs, et de la mise sur pied d'une inspection appropriée où les ouvriers auraient leurs délégués ». Il nous semble que le *parti ouvrier* doit exposer les revendications sur ce point d'une manière plus circonstanciée et plus détaillée et exiger : 1) journée de 8 heures ; 2) interdiction du travail de nuit, interdiction de faire travailler les enfants au-dessous de 14 ans ; 3) repos ininterrompu, pour chaque ouvrier, de 36 heures au moins par semaine ; 4) extension des lois ouvrières et de l'inspection du travail à toutes les branches de l'industrie et de l'agriculture, aux fabriques de l'Etat, aux établissements artisanaux et aux artisans travaillant à domicile ; élection par les ouvriers d'inspecteurs-adjoints jouissant des mêmes droits que les inspecteurs ; 5) institution de conseils de prud'hommes et de tribunaux ruraux dans toutes les branches de l'industrie et de l'agriculture,

où les juges seraient élus en nombre égal par les patrons et les ouvriers ; 6) interdiction absolue et générale des paiements en marchandises ; 7) établissement par la loi de la responsabilité des fabricants dans tous les cas d'accident et de mutilation des ouvriers dans l'industrie aussi bien que dans l'agriculture ; 8) établissement par la loi du paiement des salaires une fois par semaine au moins à tous les ouvriers, quelles que soient les conditions d'embauchage ; 9) abrogation de toutes les lois violant l'égalité des droits des employeurs et des salariés (par exemple, des lois pénales sur la responsabilité des ouvriers de fabrique et des ouvriers ruraux pour abandon de travail ; des lois accordant aux employeurs une liberté beaucoup plus grande qu'aux ouvriers de dénoncer le contrat d'embauchage, etc.). (Il va de soi que nous ne faisons qu'esquisser les revendications souhaitables, sans leur donner la formulation définitive que nécessite le projet.) Cette section du programme doit (en liaison avec la précédente) fournir les thèses fondamentales, directrices, du travail d'agitation, sans que cela interdise évidemment en quoi que ce soit aux agitateurs de présenter des revendications quelque peu modifiées, plus concrètes, plus particulières, dans telle ou telle localité, branche de production, fabrique, etc. Aussi sommes-nous tenus, en rédigeant cette section du programme, d'éviter deux extrêmes : d'une part, il ne faut omettre aucune des revendications principales, fondamentales, d'une importance essentielle pour l'*ensemble* de la classe ouvrière ; d'autre part, on évitera d'entrer dans des détails trop infimes dont il serait peu rationnel de surcharger le programme.

La revendication d'une « aide de l'Etat pour les coopératives de production », qui figure dans le programme du groupe « Libération du Travail », doit, selon nous, en être complètement éliminée. L'expérience des autres pays, des considérations théoriques, les particularités de la vie russe (tendance des libéraux bourgeois et du gouvernement policier à flirter avec les «artels » et le « patronage » de l'« industrie populaire », etc.), tout cela vient s'inscrire contre cette revendication. (Certes, il y a 15 ans, la situation était tout autre sous bien des rapports, et il était naturel *à l'époque* que les social-démocrates posent une telle revendication dans leur programme.)

Reste la dernière — la troisième — section de la partie pratique du programme : les revendications concernant la question paysanne. Nous en trouvons une dans celui du groupe « Libération du Travail » : la « révision radicale de nos rapports agraires, c'est-à-dire des conditions du rachat de la terre et de son attribution aux communautés paysannes. Droit de refuser tout lot de terre et de sortir de la commune à ceux des paysans qui y trouveront avantage, etc. »

Il me semble que la pensée essentielle exprimée ici est tout à fait juste, et que le parti ouvrier social-démocrate doit effectivement inscrire dans son programme une revendication appropriée (je dis : appropriée, car certaines modifications me paraissent souhaitables).

Voici mon opinion sur ce point. La question paysanne en Russie diffère notablement de celle d'Occident ; mais *seulement en ce sens* que, dans les pays d'Occident, il s'agit presque exclusivement du paysan de la société capitaliste, bourgeoise, alors qu'en Russie il s'agit surtout d'un paysan qui souffre tout autant (sinon plus) des institutions et des rapports *précapitalistes*, qui souffre des *vestiges du servage*. En tant que classe fournissant des combattants contre l'absolutisme et les vestiges du servage, la paysannerie a déjà joué son rôle en Occident ; en Russie, pas encore. Le prolétariat industriel d'Occident s'est depuis longtemps et très nettement séparé de la campagne, et cette séparation est déjà consacrée par des institutions juridiques appropriées. En Russie, « par les éléments qui le composent et par ses conditions d'existence, le prolétariat industriel est encore très fortement lié à la campagne » (P. Axelrod, brochure citée, p. 11). Il est vrai que le processus de différenciation de la paysannerie en petite bourgeoisie et ouvriers salariés s'opère chez nous puissamment, avec une rapidité stupéfiante, mais ce processus est encore loin d'être achevé et, ce qui est capital, il se poursuit encore dans le cadre des vieilles institutions héritées du servage, qui lient tous les paysans par la lourde chaîne de la caution solidaire et de la communauté fiscale. Ainsi, même s'il compte (comme l'auteur de ces lignes) parmi les adversaires décidés de la protection ou du soutien de la petite propriété ou de la petite économie dans la société capitaliste,

c'est-à-dire que même si, dans la question agraire, il se range (comme l'auteur de ces lignes) aux côtés des marxistes que les bourgeois et les opportunistes de tout poil aiment à traiter aujourd'hui de « dogmatiques » et d'« orthodoxes », le social-démocrate russe peut et doit, sans trahir en rien ses convictions mais au contraire en s'en inspirant, demander que le parti ouvrier inscrive sur son drapeau le *soutien* de la paysannerie (*nullement* en tant que classe de petits propriétaires ou de petits patrons), *dans la mesure où cette paysannerie est capable de mener une lutte révolutionnaire contre les vestiges du servage en général et contre l'absolutisme en particulier.* Car enfin, nous tous, social-démocrates, nous nous déclarons prêts à appuyer jusqu'à la grande bourgeoisie, *dans la mesure où elle est capable* de mener une lutte *révolutionnaire* contre l'état de choses évoqué plus haut, — comment donc pourrions-nous refuser un tel appui à la classe si nombreuse de la petite bourgeoisie qui touche par transitions successives au prolétariat ? Si soutenir les revendications libérales de la grande bourgeoisie ne signifie pas qu'on soutienne la grande bourgeoisie, soutenir les revendications démocratiques de la petite bourgeoisie ne signifie nullement qu'on soutienne la petite bourgeoisie : au contraire, l'évolution que la liberté politique assurera à la Russie conduira irrésistiblement la petite exploitation à sa perte sous les coups du capital. Il me semble que ce point ne saurait soulever de discussions parmi les social-démocrates. Toute la question est donc de savoir : 1° comment élaborer des revendications qui *ne puissent pas servir* au soutien des petits patrons dans la société capitaliste, et 2° si notre paysannerie est capable, ne serait-ce qu'en partie, de mener une lutte *révolutionnaire* contre les vestiges du servage et contre l'absolutisme.

Commençons par la seconde question. Personne n'ira sans doute nier l'existence d'éléments révolutionnaires au sein de la paysannerie russe. On sait que des soulèvements de paysans ont continué à se produire après la réforme contre les grands propriétaires fonciers, leurs intendants et les fonctionnaires à leur dévotion ; on connaît les meurtres qui ont accompagné les troubles agraires, les émeutes, etc. On connaît l'indignation croissante, parmi les paysans

(même leurs pauvres rudiments d'instruction ont commencé à éveiller chez eux le sentiment de la dignité humaine), contre l'arbitraire effréné de la bande de nobles loqueteux qu'on a lancés contre les paysans sous la dénomination de zemskié natchalniki [93]. On connaît les famines toujours plus fréquentes dont sont victimes des millions d'hommes, qui ne peuvent rester des témoins indifférents devant de telles « difficultés de ravitaillement ». On connaît le développement des sectes et de l'esprit rationaliste dans les milieux paysans ; or, la protestation politique sous un voile religieux est un phénomène propre à tous les peuples à un certain stade de leur évolution, et non à la seule Russie. Ainsi, l'existence d'éléments révolutionnaires au sein de la paysannerie ne fait pas le moindre doute. Nous ne voulons nullement exagérer la force de ces éléments, nous n'oublions pas l'inculture politique et l'ignorance des paysans, nous ne voulons aucunement effacer la différence entre « l'émeute russe, insensée et impitoyable », et la lutte révolutionnaire ; nous n'oublions pas le moins du monde que le gouvernement dispose d'une quantité de moyens pour tromper et corrompre politiquement les paysans. Mais de tout cela il ressort uniquement qu'il serait absurde de vouloir présenter la paysannerie comme le *promoteur* du mouvement révolutionnaire, que le parti qui *ferait dépendre* le caractère révolutionnaire de son mouvement de l'état d'esprit révolutionnaire de la paysannerie serait insensé. Il n'est nullement question de proposer quoi que ce soit de semblable aux social-démocrates russes. Nous disons seulement que le parti ouvrier ne saurait, sans déroger aux préceptes fondamentaux du marxisme et sans commettre une énorme faute politique, *laisser de côté* les éléments révolutionnaires qui existent aussi dans la paysannerie, et ne pas les soutenir. Ces éléments révolutionnaires de la paysannerie russe sauront-ils se manifester au moins aussi résolument que l'ont fait les paysans d'Europe occidentale lors du renversement de l'absolutisme ? C'est là une question à laquelle l'histoire n'a pas encore donné de réponse. S'ils en sont incapables, la social-démocratie n'y perdra rien qu'il s'agisse de sa bonne renommée ou de son mouvement, car ce ne sera point de sa faute si la paysannerie ne répond pas (n'aura peut-être pas été en mesure de répondre) à son

appel révolutionnaire. Le mouvement ouvrier suit et continuera de suivre son chemin, quelles que soient les trahisons de la grande et de la petite bourgeoisie. S'ils en sont capables, la social-démocratie qui n'aurait pas soutenu à cette occasion la paysannerie perdrait pour toujours sa bonne renommée et le droit de se considérer comme le combattant d'avant-garde de la démocratie.

Quant à la première question posée plus haut, nous devons dire que la revendication d'une « révision radicale des rapports agraires » ne nous paraît pas très claire : elle pouvait suffire il y a quinze ans, mais on ne saurait guère s'en contenter aujourd'hui, alors que nous devons à la fois donner des directives pour l'agitation et nous désolidariser des défenseurs de la petite économie, si nombreux dans la société russe moderne et qui trouvent des partisans aussi « influents » que messieurs Pobédonostsev, Witte et un bon nombre de fonctionnaires du ministère de l'Intérieur. Nous nous permettrons de soumettre à l'attention des camarades, dans la formulation approximative suivante, la troisième section de la partie pratique de notre programme :

« Le Parti ouvrier social-démocrate russe, donnant son appui à tout mouvement révolutionnaire dirigé contre le régime politique et social actuel, déclare qu'il soutiendra la paysannerie dans la mesure où elle est capable de mener la lutte révolutionnaire contre l'autocratie, en tant que classe qui a le plus à souffrir de la servitude du peuple russe et des vestiges du servage dans la société russe.

Partant de ce principe, le Parti ouvrier social-démocrate russe exige :

1° L'abolition des indemnités de rachat et des redevances [94], ainsi que de toutes les charges qui pèsent actuellement sur la paysannerie en tant que catégorie imposable.

2° La restitution au peuple des sommes extorquées aux paysans par le gouvernement et les grands propriétaires fonciers sous forme d'indemnités de rachat.

3° L'abolition de la caution solidaire et de toutes les lois empêchant le paysan de disposer de sa terre.

4° La suppression de tous les vestiges hérités du servage qui placent les paysans sous la dépendance des grands pro-

priétaires fonciers, que ces vestiges soient la conséquence de lois et d'institutions particulières (par exemple, la condition des paysans et des ouvriers dans les régions minières et métallurgiques de l'Oural) ou du fait que les terres paysannes et seigneuriales n'ont pas encore été délimitées (par exemple, les vestiges des servitudes [95] dans les régions de l'Ouest), ou encore du fait que le découpage de terres paysannes au profit des grands propriétaires fonciers place pratiquement les paysans dans la situation sans issue des anciens paysans corvéables.

5° Le droit pour les paysans de réclamer par autorité de justice une réduction des prix de fermage excessifs et de poursuivre pour cause d'usure les propriétaires fonciers et en général tous ceux qui, profitant de la misère des paysans, passent avec ces derniers des contrats asservissants. »

Les motifs de cette proposition appellent un examen particulièrement minutieux, non pas que cette partie du programme soit la plus importante, mais parce qu'elle est la plus discutable et la plus éloignée des vérités généralement établies et reconnues par tous les social-démocrates. Le préambule au sujet du « soutien » (conditionnel) accordé à la paysannerie nous paraît indispensable, car le prolétariat ne peut ni ne doit, en principe, prendre sur lui de défendre les intérêts de la classe des petits patrons ; il peut seulement la soutenir *dans la mesure où* elle est révolutionnaire. Et comme c'est l'autocratie qui incarne à l'heure actuelle tout le retard de la Russie, tous les vestiges du servage, de la servitude et de l'oppression « patriarcale », il est nécessaire d'indiquer que le parti ouvrier ne soutient la paysannerie que dans la mesure où elle est capable de mener une lutte révolutionnaire contre *l'autocratie*. Cette thèse semble être exclue par celle du projet de la « Libération du Travail », à savoir : « Le principal appui de l'absolutisme réside précisément dans l'indifférence politique et le retard intellectuel de la paysannerie. » Mais cette contradiction relève de la vie elle-même et non de la théorie, car la paysannerie (comme d'ailleurs la classe des petits patrons en général) se distingue par un caractère double. Sans reprendre les arguments politico-économiques connus, qui montrent les contradictions internes de la

paysannerie, rappelons la caractéristique de la paysannerie française au début des années 50 donnée par Marx :

...« La dynastie des Bonaparte ne représente pas le paysan révolutionnaire, mais le paysan conservateur ; non pas le paysan qui veut se libérer de ses conditions d'existence sociale représentées par la parcelle, mais le paysan qui veut, au contraire, les renforcer ; non pas le peuple campagnard qui veut, par son énergie, renverser la vieille société, en collaboration étroite avec les villes, mais, au contraire, celui qui, étroitement confiné dans ce vieux régime, veut être sauvé et avantagé, lui et sa parcelle, par le fantôme de l'Empire. La dynastie des Bonaparte ne représente pas le progrès, mais la foi superstitieuse du paysan, non pas son jugement, mais son préjugé, non pas son avenir, mais son passé, non pas ses Cévennes, mais sa Vendée. » (*Der 18 Brumaire*, S. 99 [96].) Le parti ouvrier doit soutenir précisément la paysannerie qui tend à renverser le « vieux régime », c'est-à-dire, en Russie, avant tout et par-dessus tout l'autocratie. Les social-démocrates russes ont toujours affirmé la nécessité de dégager de la doctrine et de la tendance du populisme son côté révolutionnaire et de l'adopter. Dans le programme du groupe « Libération du Travail », cela s'exprime non seulement par la revendication citée plus haut de la « révision radicale », etc., mais encore par ce qui suit : « Il va de soi, d'ailleurs, que même aujourd'hui, ceux qui sont en contact direct avec la paysannerie pourraient, par leur activité en son sein, rendre un signalé service au mouvement socialiste de Russie. Loin de repousser ces hommes, les social-démocrates s'appliqueront de leur mieux à s'entendre avec eux quant aux principes fondamentaux et aux méthodes de leur activité. » Il y a quinze ans, lorsque les traditions du populisme révolutionnaire étaient encore vivantes, une telle déclaration suffisait ; mais aujourd'hui nous devons commencer nous-mêmes la discussion des « principes fondamentaux de l'activité » au sein de la paysannerie, si nous voulons que le parti ouvrier social-démocrate devienne le combattant d'avant-garde de la démocratie.

Toutefois, les revendications que nous formulons ne conduisent-elles pas à soutenir non les paysans eux-mêmes, mais leur propriété, à consolider la petite économie, et

correspondent-elles à toute la marche du développement capitaliste ? Examinons ces questions de la plus haute importance pour un marxiste.

La première et la troisième revendication ne peuvent guère susciter de divergences entre les social-démocrates *sur le fond de la question*. La deuxième provoquera sans doute des divergences également quant au fond. Les considérations suivantes militent, selon nous, en sa faveur : 1) les indemnités de rachat étaient une spoliation pure et simple des paysans par les grands propriétaires fonciers ; on payait ces indemnités non seulement pour la terre paysanne, mais encore pour l'abolition du servage ; le gouvernement a fait payer aux paysans *plus* qu'il n'a remis aux grands propriétaires fonciers, c'est un fait ; 2) nous n'avons pas de raison de tenir ce fait pour un événement entièrement révolu et versé aux archives de l'histoire, car même les nobles exploiteurs qui se lamentent maintenant sur les « sacrifices » qu'ils auraient consentis alors n'envisagent pas la réforme paysanne sous cet angle ; 3) c'est précisément maintenant, alors que des millions de paysans souffrent en permanence de la faim et que le gouvernement, gaspillant des millions pour distribuer des cadeaux aux grands propriétaires fonciers et aux capitalistes, pour mener sa politique d'aventures à l'extérieur, marchande sou par sou lorsqu'il s'agit des secours aux affamés, qu'il est opportun et nécessaire de rappeler ce qu'a coûté au peuple la politique du gouvernement autocratique qui est au service des classes privilégiées ; 4) les social-démocrates ne peuvent rester indifférents devant la famine qui frappe la paysannerie et la voue à la mort. Il n'y a jamais eu de divergences entre les social-démocrates russes quant à la nécessité d'accorder une aide efficace aux affamés. Et il ne se trouvera certainement personne pour affirmer qu'une aide sérieuse soit possible sans des mesures révolutionnaires ; 5) l'expropriation des apanages et la mobilisation accrue des terres de la noblesse, — c'est-à-dire ce qu'entraînerait l'application de la revendication proposée, — ne seraient que profitables à l'ensemble du développement social de la Russie. *Contre* la revendication proposée, peut-être nous objectera-t-on surtout qu'elle est « irréalisable ». Si cette objection n'était appuyée que par des phrases contre

le « révolutionnarisme » et l'« utopisme », disons par avance que ces *phrases opportunistes* ne nous effraieront nullement et que nous n'y attacherons aucune importance. Mais si elle est appuyée par l'analyse des conditions économiques et politiques de notre mouvement, nous reconnaîtrons pleinement la nécessité de discuter plus longuement cette question et l'utilité d'une polémique à ce propos. Notons seulement que cette revendication ne se présente pas séparément, mais qu'elle fait partie de la revendication appelant à soutenir la paysannerie *dans la mesure* où elle est révolutionnaire. Quant à savoir comment et avec quelle force se manifesteront ces éléments de la paysannerie, l'histoire en décidera. Si, par revendications « réalisables », on entend non pas leur conformité générale avec les intérêts du développement social, mais leur conformité avec une conjoncture économique et politique donnée, un tel critère serait complètement faux, comme l'a montré d'une façon convaincante Kautsky dans sa polémique contre Rosa Luxembourg qui invoquait le « caractère irréalisable » (pour le parti ouvrier polonais) de la revendication touchant l'indépendance de la Pologne. Kautsky a rappelé en l'occurrence, à titre d'exemple (si la mémoire ne nous fait pas défaut), la revendication du programme d'Erfurt relative à l'élection des fonctionnaires par le peuple. Le « caractère réalisable » de cette exigence est plus que douteux dans l'Allemagne contemporaine, mais aucun social-démocrate n'a proposé de limiter les revendications au cadre étroit de ce qui est possible à un moment donné et dans des conditions données.

Ensuite, en ce qui concerne le 4e point, personne en principe ne fera sans doute d'objection à la nécessité pour les social-démocrates de réclamer l'abolition de tous les vestiges du servage. Il ne s'agira certainement que de la manière de formuler cette revendication, et aussi de son ampleur, c'est-à-dire de la question de savoir s'il faut y faire figurer, par exemple, les mesures tendant à supprimer la dépendance des paysans astreints *en fait* à la corvée, en vertu de l'amputation des terres paysannes (otrezki)[97] effectuée en 1861. A notre avis, on doit répondre à cette question par l'affirmative. L'importance majeure de cette survivance effective de l'économie basée sur la corvée

(prestations de travail) a été nettement établie dans différents ouvrages, de même que le retard considérable apporté au développement social (et au développement du capitalisme) par ce vestige. Certes, l'évolution du capitalisme conduit et entraînera en fin de compte « elle-même, tout naturellement », l'abolition de ces survivances ; mais d'abord ces dernières sont d'une vitalité extrême, de sorte qu'on ne peut escompter leur disparition rapide ; en second lieu, et c'est là l'essentiel, « tout naturellement » ne signifie rien d'autre que le dépérissement de la paysannerie qui est *en fait* (par suite des prestations de travail, etc.) attachée à la glèbe et asservie aux grands propriétaires fonciers. Il va de soi que les social-démocrates ne peuvent, dans ces conditions, passer sous silence cette question dans leur programme. On nous demandera : comment cette revendication pourrait-elle aboutir ? Nous croyons inutile d'en parler dans le programme. Bien entendu, cet aboutissement (qui dépend, comme presque tous les autres de cette section, de la force des éléments révolutionnaires de la paysannerie) exigera que les conditions locales soient examinées en détail par des comités paysans élus sur place, comme contrepoids aux comités des nobles[98] qui ont consommé leur vol « légal » des années 60 ; les revendications démocratiques du programme définissent suffisamment les institutions démocratiques nécessaires à cet effet. Ce serait précisément la « révision radicale des rapports agraires » dont fait état le programme du groupe « Libération du Travail ». Comme on l'a dit plus haut, nous sommes d'accord en principe avec ce point du projet, et nous voudrions seulement : 1) spécifier les conditions dans lesquelles le prolétariat peut lutter pour les intérêts de classe de la paysannerie ; 2) déterminer le *caractère* de la révision : suppression des vestiges du servage ; 3) formuler les revendications de façon plus concrète. Nous prévoyons encore une objection : la révision de la question relative aux *otrezki*, etc., doit amener la restitution de ces terres aux paysans. Voilà qui est clair. Mais cela ne renforcera-t-il pas la petite propriété, la petite parcelle ? Les social-démocrates peuvent-ils souhaiter le remplacement de la grande économie capitaliste — qui se pratique peut-être sur les terres volées aux paysans — par la petite économie ? Ne

serait-ce pas une mesure *réactionnaire* ? Nous répondons : nul doute que le remplacement de la grande exploitation par la petite est réactionnaire, et nous ne devons pas le préconiser. Mais la revendication envisagée est *conditionnée* par ce but : « supprimer les vestiges du servage », elle ne peut donc aboutir au morcellement des grandes exploitations ; elle ne concerne que les vieilles exploitations essentiellement basées sur la corvée ; *par rapport à elles*, l'exploitation paysanne affranchie de toutes les entraves moyenâgeuses (voir paragraphe 3) *n'est pas réactionnaire, mais progressive*. Certes, il n'est pas facile de tracer ici une ligne de démarcation, mais nous ne pensons nullement qu'une revendication quelconque de notre programme soit « facile » à réaliser. Notre rôle est de fixer les principes fondamentaux et les tâches fondamentales ; quant aux détails, ceux-là y songeront qui auront à exécuter pratiquement ces tâches.

Le dernier point vise au même but que le précédent : la lutte contre tous les vestiges (si nombreux dans la campagne russe) *du mode de production précapitaliste*. Comme on le sait, l'allermage paysan en Russie ne dissimule très souvent que la survivance des rapports basés sur la corvée. Nous avons emprunté l'idée de ce dernier point à Kautsky. Celui-ci ayant montré que, pour l'Irlande, le ministère libéral de Gladstone avait promulgué en 1881 une loi conférant aux tribunaux le droit de réduire les prix de fermage excessifs, a inscrit parmi les revendications souhaitables celle énoncée ci-après : « La réduction des fermages excessifs par des institutions judiciaires créées à cet effet » (Reduzierung übermässiger Pachtzinsen durch dazu eingesetzte Gerichtshöle). La chose serait particulièrement utile en Russie (à la condition, bien entendu, que ces tribunaux soient organisés démocratiquement) pour supprimer les rapports basés sur la corvée. Nous pensons que l'on pourrait y ajouter une autre revendication, celle d'étendre les lois sur l'usure aux marchés asservissants : dans les campagnes russes, l'asservissement est tellement répandu, pèse si lourdement sur le paysan *en tant qu'ouvrier*, il retarde si énormément le progrès social, que la lutte contre lui est particulièrement nécessaire. Or, il ne serait évidemment pas plus difficile au tribunal d'établir le caractère asservis-

sant, usuraire, d'un marché que d'établir un prix de fermage exorbitant.

En somme, les revendications que nous proposons se ramènent, selon nous, à deux buts essentiels : 1° abolir tous les rapports et institutions *précapitalistes*, hérités du servage à la campagne (le complément à ces revendications se trouve dans la première section de la partie pratique du programme) ; 2° conférer à la lutte de classe dans les campagnes un caractère plus déclaré et plus conscient. Ce sont ces principes qui, à notre avis, doivent guider le « programme agraire » social-démocrate en Russie ; il faut nous désolidariser résolument des tendances, si multiples en Russie, à vouloir *atténuer* la lutte de classe à la campagne. Le courant libéralo-populiste dominant a précisément ce caractère ; mais, tout en le rejetant catégoriquement (comme cela a été fait dans l'*Annexe au rapport présenté par les social-démocrates russes au Congrès international de Londres*), il importe de ne pas oublier que nous devons dégager le contenu révolutionnaire du populisme. « Pour autant que le populisme était révolutionnaire, c'est-à-dire qu'il s'élevait contre l'Etat bureaucratique de caste et les formes barbares, favorisées par ce dernier, d'exploitation et d'oppression des masses populaires, il devait figurer, avec des modifications appropriées, comme un élément constitutif dans le programme de la social-démocratie russe » (Axelrod : *A propos des tâches et de la tactique actuelles*, p. 7). Deux formes essentielles de la lutte de classe s'entrelacent aujourd'hui dans la campagne russe : 1° la lutte de la paysannerie contre les propriétaires fonciers privilégiés et contre les vestiges du servage ; 2° la lutte du prolétariat rural naissant contre la bourgeoisie rurale. Pour les social-démocrates cette seconde lutte est, bien entendu, la plus importante, mais ils doivent nécessairement soutenir aussi la première, *pour autant que cela ne contredit pas* les intérêts du développement social. Ce n'est pas par hasard que la question paysanne a occupé et occupe encore une si large place dans la société et dans le mouvement révolutionnaire russes : ce n'est là qu'un reflet de ce fait que la première lutte continue, elle aussi, d'avoir une grande importance.

Pour terminer, nous tenons à mettre en garde contre un malentendu possible. Nous avons parlé d'un « appel révo-

lutionnaire » lancé aux paysans par la social-démocratie. N'est-ce pas là éparpiller ses efforts et nuire à la concentration indispensable des forces sur le travail à mener parmi le prolétariat industriel ? Pas du tout. La nécessité d'une telle concentration est reconnue par *tous* les social-démocrates russes ; elle figure aussi bien dans le projet du groupe « Libération du Travail » de 1885 que dans la brochure sur les *Tâches des social-démocrates russes* de 1898. Il n'y a donc vraiment aucune raison de craindre que les social-démocrates n'éparpillent leurs forces. Un programme, en effet, n'est pas une directive : il doit embrasser le mouvement *tout entier*, mais dans la pratique, bien entendu, on est obligé de mettre au premier plan tantôt un aspect, tantôt un autre du mouvement. Personne ne contestera la nécessité de faire état dans le programme, non seulement des ouvriers industriels, mais aussi des ouvriers agricoles, bien qu'aucun social-démocrate russe ne songe pour autant à envoyer des camarades militer au village dans la conjoncture actuelle. Mais le mouvement ouvrier conduira nécessairement, de lui-même, en dehors même de nos efforts, à la diffusion des idées démocratiques dans les campagnes. « Le travail d'agitation sur le terrain des intérêts économiques fera que les cercles social-démocrates se heurteront inéluctablement et directement à des faits mettant en pleine lumière l'étroite solidarité d'intérêts de notre prolétariat industriel et des masses paysannes » (Axelrod, *ibid.*, p. 13), et voilà pourquoi un « Agrarprogramm » * (*dans le sens indiqué* : il ne s'agit évidemment pas du tout, strictement parlant, d'un « programme agraire ») est d'une nécessité impérieuse pour les social-démocrates russes. Dans notre propagande et notre travail d'agitation, nous rencontrons continuellement des ouvriers-paysans, c'est-à-dire des ouvriers de fabrique et d'usine qui conservent des attaches à la campagne, qui y ont leurs proches, leur famille qu'ils vont voir. Les questions relatives aux indemnités de rachat, à la caution solidaire, aux prix de fermage, intéressent vivement, bien souvent, l'ouvrier de la capitale lui-même (pour ne pas parler des ouvriers de l'Oural, par exemple, parmi lesquels la propagande et l'agita-

* « Programme agraire ». (*N.R.*)

tion social-démocrates ont également commencé à pénétrer). Nous manquerions à notre devoir si nous ne songions pas à donner des directives précises aux social-démocrates et aux ouvriers conscients qui se rendent à la campagne. Il ne faut pas oublier non plus les intellectuels de la campagne, par exemple les maîtres d'école. Ceux-ci se trouvent dans une situation matérielle et morale si humiliante, ils observent de si près et ressentent si directement la servitude et l'oppression du peuple, que leurs sympathies seront, sans nul doute, acquises à la social-démocratie (étant donné l'évolution continue du mouvement).

Voici donc quels doivent être, selon nous, les éléments constitutifs du programme du Parti ouvrier social-démocrate de Russie : 1° l'indication sur le caractère fondamental du développement économique de la Russie ; 2° l'indication sur le résultat inéluctable du capitalisme : l'accroissement de la misère et de l'indignation des ouvriers ; 3° l'indication sur la lutte de classe du prolétariat en tant que base de notre mouvement ; 4° l'indication sur les buts finaux du mouvement ouvrier social-démocrate, sur son aspiration à conquérir le pouvoir politique afin d'atteindre ces objectifs, sur le caractère international du mouvement ; 5° l'indication sur le caractère politique indispensable de la lutte de classe ; 6° l'indication sur le fait que l'absolutisme russe, qui conditionne la servitude et l'oppression du peuple et protège les exploiteurs, est de ce fait le principal obstacle auquel se heurte le mouvement ouvrier, et qu'ainsi la conquête de la liberté politique, également nécessaire dans l'intérêt de tout le développement social, constitue la tâche politique immédiate du Parti ; 7° l'indication sur le soutien que le Parti accordera à tous les partis et à toutes les couches de la population en lutte contre l'absolutisme, sur sa détermination de combattre les menées démagogiques de notre gouvernement ; 8° l'énumération des principales revendications démocratiques, — puis 9° des revendications au profit de la classe ouvrière et 10° des revendications au profit des paysans en expliquant le caractère général de ces revendications.

Pleinement conscients de la difficulté à formuler d'une façon pleinement satisfaisante le programme sans avoir eu un certain nombre d'entretiens avec les camarades, nous

estimons cependant qu'il est nécessaire de s'y efforcer ; nous pensons qu'on ne saurait (pour les raisons indiquées plus haut) remettre la chose à plus tard, et nous espérons recevoir l'aide de tous les théoriciens du Parti (les membres du groupe « Libération du Travail » en tête) et de tous les socialistes qui militent pratiquement en Russie (pas seulement des social-démocrates : nous serions désireux de connaître l'opinion des socialistes des autres fractions et nous ne refuserions pas de publier leurs appréciations), ainsi que le concours de tous les ouvriers conscients.

UN MOUVEMENT RETROGRADE DANS LA SOCIAL-DEMOCRATIE RUSSE

La rédaction de la *Rabotchaïa Mysl* a publié un « Supplément spécial » à ce journal (septembre 1899), afin de « dissiper toute cette foule de malentendus et d'imprécisions qui existent au sujet de l'orientation de la *Rabotchaïa Mysl* (comme la « négation » par nous de la « politique », par exemple) ». (Note de la rédaction.) Nous sommes très heureux de voir la *Rabotchaïa Mysl* poser enfin ouvertement les questions de programme, dont elle paraissait ne pas vouloir entendre parler jusqu'ici ; mais nous nous élevons résolument contre l'affirmation suivant laquelle « l'orientation de la *Rabotchaïa Mysl* est celle des ouvriers russes d'avant-garde » (comme le déclare la rédaction dans le texte cité). Non, si la rédaction de la *Rabotchaïa Mysl* veut suivre la voie qui s'ébauche (elle ne fait pour le moment que *s'ébaucher*) dans la publication que nous venons de citer, cela veut dire qu'elle comprend mal le programme élaboré par les fondateurs de la social-démocratie russe et suivi, jusqu'ici, par tous les social-démocrates russes qui ont milité en Russie ; cela veut dire qu'elle fait *un pas en arrière* par rapport au degré de développement théorique et pratique déjà atteint par la social-démocratie russe.

L'orientation de la *Rabotchaïa Mysl* est exposée dans l'article liminaire du « Supplément spécial » : « Notre actualité » (signé *R. M.*), article que nous allons analyser minutieusement.

Il apparaît dès le début que *R. M.* dépeint *sous un jour entièrement faux* « notre situation actuelle » en général et notre mouvement ouvrier en particulier ; qu'il manifeste une incroyable étroitesse dans sa façon de concevoir le

mouvement ouvrier et une tendance à fermer les yeux sur les formes supérieures que celui-ci a déjà élaborées sous la direction des social-démocrates russes. En effet : « notre mouvement ouvrier, dit *R. M.* au début même de son article, porte en germe des formes extrêmement variées d'organisation », depuis les associations constituées à l'occasion des grèves jusqu'aux sociétés légales (autorisées par la loi). Et rien de plus ? demandera le lecteur étonné. *R. M.* n'aurait-il vraiment pas remarqué en Russie de formes d'organisations *supérieures*, plus avancées, du mouvement ouvrier ? De toute évidence, il ne veut pas les voir, puisque à la page suivante il répète cette thèse sous une forme plus catégorique encore. « Actuellement, les tâches du mouvement, la véritable cause ouvrière des ouvriers russes, dit-il, se réduisent à l'amélioration par les ouvriers de leur propre situation *en usant de tous les moyens possibles* », et l'énumération de ces moyens *ne* comprend une fois de plus *que* les organisations de grève et les sociétés légales ! Ainsi, le mouvement ouvrier russe *se réduirait* aux grèves et aux sociétés légales ! Mais c'est là une *contrevérité* flagrante ! Depuis vingt ans déjà le mouvement ouvrier russe a fondé une organisation plus large, a formulé des tâches plus vastes (dont nous parlerons tout à l'heure plus en détail). Le mouvement ouvrier russe a créé des organisations comme les « Unions de lutte » de Saint-Pétersbourg [99] et de Kiev [100], l'Union ouvrière juive [101], etc. *R. M.* affirme, il est vrai, que le mouvement ouvrier juif a « un caractère politique à part », qu'il constitue une exception. Mais c'est là encore une contrevérité, car si l'Union ouvrière juive était une organisation « à part », elle *n'aurait pas fusionné* avec diverses organisations russes pour former le « Parti ouvrier social-démocrate de Russie ». La fondation de ce parti est un progrès immense du mouvement ouvrier russe *dans sa fusion* avec le mouvement révolutionnaire russe. Ce progrès a montré clairement que le mouvement ouvrier russe *ne se réduit pas* aux grèves et aux sociétés légales. Comment a-t-il pu se faire que les socialistes russes qui collaborent à la *Rabotchaïa Mysl* ne veuillent pas voir ce progrès et se refusent à en comprendre la portée ?

Cela tient à ce que *R. M.* ne comprend ni les rapports du mouvement ouvrier russe avec le socialisme et le mouve-

ment révolutionnaire en Russie, ni les tâches politiques de la classe ouvrière russe. « L'indice le plus caractéristique de l'orientation de notre mouvement, écrit *R. M.*, ce sont naturellement les revendications présentées par les ouvriers. » Nous demandons : pourquoi alors ne range-t-on pas parmi les indices de *notre mouvement* les revendications des *social-démocrates* et des organisations social-démocrates ? Pour quelle raison *R. M.* sépare-t-il les revendications ouvrières de celles des social-démocrates russes ? Or, il maintient cette séparation d'un bout à l'autre de son article, comme la rédaction de la *Rabotchaïa Mysl* le fait d'ailleurs elle-même dans chaque numéro de son journal. Pour expliquer cette erreur de la *Rabotchaïa Mysl*, il nous faut élucider la question générale des rapports du *socialisme* avec le *mouvement ouvrier*. Dans tous les pays d'Europe occidentale, le socialisme et le mouvement ouvrier ont d'abord existé indépendamment l'un de l'autre. Les ouvriers luttaient contre les capitalistes, organisaient des grèves et montaient des associations, cependant que les socialistes se tenaient à l'écart du mouvement ouvrier et créaient des théories qui critiquaient l'actuel régime capitaliste, le régime bourgeois, et réclamaient son remplacement par un autre régime social d'un ordre supérieur, le régime socialiste. La séparation entre le mouvement ouvrier et le socialisme faisait que l'un et l'autre étaient faibles, peu développés : les doctrines socialistes, non fusionnées avec la lutte ouvrière, restaient simplement des utopies, de pieux souhaits sans effet sur la vie réelle ; le mouvement ouvrier demeurait axé sur des détails, fragmenté, n'acquérait pas d'importance politique, n'était pas éclairé par la science d'avant-garde de son temps. Aussi constatons-nous que, dans tous les pays européens, s'est manifestée une tendance de plus en plus marquée à *fusionner* le socialisme et le mouvement ouvrier au sein d'un mouvement *social-démocrate* unique. Par suite de cette fusion, la lutte de classe des ouvriers devient une *lutte consciente du prolétariat* pour s'affranchir de l'exploitation dont il est l'objet de la part des classes possédantes ; en même temps, il s'élabore une forme supérieure du mouvement ouvrier socialiste : le *parti ouvrier social-démocrate indépendant*. L'orientation du socialisme vers la fusion avec le mouvement ouvrier est le

principal mérite de K. Marx et de F. Engels : ils ont créé une théorie révolutionnaire qui a expliqué la nécessité de cette fusion et qui a fait un devoir aux socialistes d'organiser la lutte de classe du prolétariat.

Il en a été de même exactement en Russie. Chez nous aussi le socialisme est resté très longtemps, des dizaines et des dizaines d'années durant, *à l'écart* de la lutte des ouvriers contre les capitalistes, des grèves ouvrières, etc. D'une part, les socialistes ne comprenaient pas la théorie de Marx, la considérant comme inapplicable à la Russie ; d'autre part, le mouvement ouvrier russe se trouvait encore dans un état tout à fait embryonnaire. Lorsque se constituèrent, en 1875, l'« Union des ouvriers de la Russie du Sud », et en 1878 l'« Union des ouvriers russes du Nord », ces organisations ouvrières se tinrent à l'écart des socialistes russes ; elles réclamaient des droits politiques pour le peuple et voulaient engager la lutte pour ces droits, tandis que les socialistes russes considéraient bien à tort, à cette époque, la lutte politique comme une dérogation au socialisme. Mais les socialistes russes n'ont pas persisté dans leur théorie non évoluée, erronée. Ils ont progressé, ils ont adopté la doctrine de Marx et élaboré en l'appliquant à la Russie la théorie du socialisme ouvrier, la théorie des social-démocrates russes. La fondation de la social-démocratie russe est le principal mérite du groupe « Libération du Travail », de Plékhanov, d'Axelrod et de leurs amis *. Depuis la fondation de la social-démocratie russe (1883), le mouvement ouvrier russe s'est, à chacune de ses larges manifestations, nettement rapproché des social-démocrates russes, tendant à fusionner avec eux. La fondation du « Parti ouvrier social-démocrate de Russie » (au printemps de 1898) marque un pas immense vers cette fusion. A l'heure actuelle, la tâche *principale* de tous les socialistes russes et de tous les ouvriers russes conscients est de consolider cette fusion, de renforcer et d'organiser définitivement le « Parti ouvrier social-démocrate ». Celui qui méconnaît

* La fusion du socialisme russe et du mouvement ouvrier russe a été étudiée, du point de vue historique, dans la brochure d'un de nos camarades : *Le drapeau rouge en Russie. Essai sur l'histoire du mouvement ouvrier russe.* Cette brochure paraîtra incessamment[1es].

cette fusion, qui cherche à séparer artificiellement le mouvement ouvrier et la social-démocratie en Russie, celui-là est loin de servir la cause du socialisme ouvrier et du mouvement ouvrier russe ; au contraire, il lui *fait du tort.*

Poursuivons. « Quant aux revendications se situant sur un plan plus vaste, aux revendications politiques, écrit *R. M.*, c'est seulement dans celles des tisserands de Pétersbourg... en 1897, que nous trouvons le premier cas, encore peu conscient d'ailleurs, où nos ouvriers aient formulé de larges revendications politiques de ce genre. » Nous devons répéter une fois de plus que cela est *absolument faux.* En s'exprimant de la sorte, la rédaction de la *Rabotchaïa Mysl* fait preuve, 1° d'un oubli, impardonnable pour un social-démocrate, de l'histoire du mouvement révolutionnaire et ouvrier russe, et 2° d'une conception impardonnablement étroite de la cause ouvrière. De larges revendications politiques ont été formulées par les ouvriers russes, aussi bien dans le tract du mois de mai de l'Union de lutte de Saint-Pétersbourg en 1898, que dans les journaux *Sanct-Pétersbourgski Rabotchi Listok* et *Rabotchaïa Gazéta*, laquelle a été reconnue en 1898 par les organisations d'avant-garde des social-démocrates russes comme l'organe officiel du « Parti ouvrier social-démocrate de Russie ». Dédaignant ces faits, la *Rabotchaïa Mysl* fait marche arrière et justifie pleinement l'opinion suivant laquelle elle ne représente pas les ouvriers avancés, mais les couches inférieures, peu développées, du prolétariat (*R. M.* indique lui-même dans son article que le fait a déjà été signalé à la *Rabotchaïa Mysl*). Les couches inférieures du prolétariat ignorent l'histoire du mouvement révolutionnaire russe, et *R. M.* ne le connaît pas davantage. Les couches inférieures du prolétariat ne comprennent pas le rapport qui existe entre le mouvement ouvrier et la social-démocratie, et *R. M.* ne le comprend pas non plus. Pourquoi, dans les années 90, les ouvriers russes n'ont-ils pas formé d'organisations autres que celles des socialistes, comme ils l'ont fait dans les années 70 ? Pourquoi n'ont-ils pas formulé leurs propres revendications politiques, sans faire état des socialistes ? *R. M.* croit sans doute l'expliquer en disant que « les ouvriers russes sont encore fort peu préparés à cela » (page 5 de son article) ; mais, par cette

explication, il ne fait que démontrer une fois de plus qu'il n'a le droit de parler qu'au nom des couches inférieures du prolétariat. Lors du mouvement des années 90, les couches ouvrières inférieures n'avaient pas conscience de son caractère politique. Néanmoins, tout le monde sait (et *R. M.* le dit lui-même) que le mouvement ouvrier des années 90 a eu une grande portée politique. Cela, parce que le caractère du mouvement avait été déterminé, comme partout et comme toujours, par les ouvriers avancés et la masse ouvrière les suivait parce qu'ils s'étaient montrés à ses yeux prêts et aptes à servir la cause ouvrière, et qu'ils avaient su gagner sa confiance absolue. Or, ces ouvriers avancés étaient des social-démocrates ; beaucoup d'entre eux avaient même participé personnellement à ces discussions entre partisans de la « Narodnaïa Volia » et social-démocrates, qui ont marqué le passage du mouvement révolutionnaire russe de la phase du socialisme paysan et conspirateur au socialisme ouvrier. On comprend maintenant pourquoi ces ouvriers avancés ne se sont pas séparés des socialistes et des révolutionnaires pour former des organisations distinctes. Cette séparation avait sa raison d'être et était nécessaire à l'époque où le socialisme voulait se démarquer du mouvement ouvrier. Elle devenait impossible et absurde dès lors que les ouvriers avancés avaient affaire à un socialisme ouvrier et à des organisations *social-démocrates*. La *fusion* des ouvriers avancés avec les organisations social-démocrates était tout à fait naturelle et inévitable. Elle apparut comme le résultat de ce fait historique capital qu'a constitué la conjonction, dans les années 90, de deux profonds mouvements sociaux en Russie : l'un spontané, le mouvement populaire dans la classe ouvrière ; l'autre, le mouvement de la pensée sociale vers la théorie de Marx et d'Engels, vers la doctrine de la social-démocratie.

On va voir par ce qui suit quelle conception infiniment étroite la *Rabotchaïa Mysl* se fait de la lutte politique. Parlant des larges revendications politiques, *R. M.* écrit : « Or, pour que cette lutte politique puisse être menée par les ouvriers en pleine conscience et en toute indépendance, il faut qu'elle soit l'œuvre des organisations ouvrières elles-mêmes, que ces revendications politiques des ouvriers s'appuient sur la conscience de leurs besoins politiques

communs et sur les intérêts du moment » (notez bien cela !), « que ces revendications soient celles des organisations ouvrières (corporatives) elles-mêmes, qu'elles soient réellement établies en commun et proclamées également en commun par ces organisations ouvrières, de leur propre initiative »... Et l'on explique ensuite que les revendications politiques générales les plus pressantes des ouvriers restent encore pour le moment (! !) la journée de 10 heures et le rétablissement des fêtes abolies par la loi du 2/VI/1897 [103]. Et après cela la rédaction de la *Rabotchaïa Mysl* va encore s'étonner qu'on l'accuse de nier la politique ! Mais est-ce que réduire ainsi la politique à la lutte des associations corporatives pour telles ou telles réformes particulières ne revient pas à nier la politique ? N'est-ce point là renier le principe essentiel de la social-démocratie mondiale, suivant lequel les social-démocrates doivent tendre à organiser la lutte de classe du prolétariat en partis ouvriers politiques indépendants, combattant pour la démocratie considérée *comme le moyen*, pour le prolétariat, de conquérir le pouvoir politique et d'instaurer la société socialiste ? Nos modernes falsificateurs de la doctrine social-démocrate jettent par-dessus bord avec une légèreté incroyable tout ce qui est cher aux social-démocrates, tout ce qui autorise à voir dans le mouvement ouvrier un mouvement historique mondial. Peu leur importe que l'expérience séculaire du socialisme européen et de la démocratie européenne enseigne la nécessité de travailler à la création de partis politiques ouvriers indépendants. Peu leur importe que l'histoire du mouvement révolutionnaire russe soit arrivée, par de longs et laborieux efforts, à réaliser la fusion du socialisme et du mouvement ouvrier, la fusion des grands idéals sociaux et politiques avec la lutte de classe du prolétariat. Peu leur importe que les ouvriers russes avancés aient déjà jeté les fondements du « Parti ouvrier social-démocrate de Russie ». Foin de tout cela ! Débarrassons-nous de ce bagage idéologique trop vaste et d'une expérience historique trop lourde et trop exigeante, et qu'« il ne reste pour le moment » que les associations corporatives (dont rien ne prouve encore qu'on puisse les créer en Russie, à moins qu'il ne s'agisse de sociétés légales), que ces associations corporatives établissent « de leur propre ini-

tiative » leurs revendications, revendications « du moment », revendications pour de petites et minuscules réformes ! ! Qu'est-ce à dire ? N'est-ce pas tout bonnement prêcher un mouvement rétrograde ! N'est-ce pas préconiser, purement et simplement, la destruction du socialisme !

Remarquez bien que la *Rabotchaïa Mysl* ne se borne pas à proposer que les organisations locales élaborent elles-mêmes les formes locales de lutte, les sujets et procédés particuliers d'agitation, etc., ce à quoi personne ne trouverait aucune objection à faire. Jamais les social-démocrates russes n'ont formulé de prétentions d'aucune sorte tendant à restreindre sous ce rapport l'indépendance des ouvriers. Non, la *Rabotchaïa Mysl* entend *complètement refouler* les grandes tâches politiques qui incombent au prolétariat russe et s'en tenir « pour l'heure » « uniquement » aux « intérêts du moment ». Jusqu'ici, les social-démocrates russes voulaient, en s'appuyant sur chaque revendication du moment et en menant une agitation en sa faveur, organiser le prolétariat pour la lutte contre l'autocratie, considérée comme l'objectif immédiat. Aujourd'hui, la *Rabotchaïa Mysl* entend *limiter* la lutte du prolétariat à une lutte de détail pour des revendications de détail. Sachant fort bien qu'il s'écarte des conceptions de toute la social-démocratie russe, *R. M.* fait la réponse suivante aux accusateurs de la *Rabotchaïa Mysl*. On dit que le renversement du tsarisme est la tâche immédiate du mouvement ouvrier russe. Mais de quel mouvement ouvrier ? demande *R. M.*, « *du mouvement gréviste ? des sociétés de secours mutuels ? des cercles ouvriers ?* » (p. 5 de l'article). A cela nous lui répondrons : parlez en votre nom, au nom de votre groupe, au nom des couches inférieures du prolétariat d'une localité donnée dont ce groupe est le représentant, mais ne prétendez pas parler au nom des ouvriers russes d'avant-garde ! Les représentants des couches inférieures du prolétariat ignorent souvent que seul un parti révolutionnaire est capable de mener la lutte pour le renversement de l'autocratie. *R. M.* l'ignore aussi. Mais les ouvriers russes d'avant-garde le savent. Les représentants des couches inférieures du prolétariat ignorent souvent que le mouvement ouvrier russe ne se borne pas à la lutte gréviste, aux sociétés de secours mutuels et aux cercles ouvriers,

que le mouvement ouvrier russe désire depuis longtemps se constituer en un parti révolutionnaire et qu'il a démontré ce désir par des faits. Cela, *R. M.* l'ignore aussi. Mais les ouvriers russes d'avant-garde le savent.

R. M. s'applique à présenter son incompréhension totale du social-démocratisme comme une façon particulière de concevoir « notre situation actuelle ». Examinons de plus près ses opinions en la matière.

« Nous ne nous étendrons pas ici ..., écrit *R. M.*, sur la notion d'autocratie, car nous supposons que chacun de nos interlocuteurs se fait de ce genre de choses une idée des plus précises et des plus claires. » Nous allons voir tout de suite que *R. M.* lui-même se fait de ce genre de choses une idée qui manque au plus haut point de précision et de clarté ; mais commençons par signaler un autre point. Les ouvriers figurent-ils parmi les interlocuteurs de *R. M.* ? Oui, évidemment. En ce cas, d'où pourraient-ils bien tirer une idée des plus précises de ce qu'est l'autocratie ? Il est évident que cela exige la propagande la plus large et la plus systématique des idées de liberté politique en général, ainsi qu'une agitation rattachant à chaque manifestation particulière de la violence policière et de l'oppression bureaucratique l'« idée précise » (dans l'esprit des ouvriers) de ce qu'est l'autocratie. Voilà qui semble clair. Mais alors, la propagande et l'agitation purement locales contre l'autocratie peuvent-elles aboutir ? N'est-il pas absolument nécessaire de les *organiser* à l'échelle de toute la Russie dans une activité méthodique commune ? C'est-à-dire dans l'activité d'un seul et même parti ? Pourquoi donc *R. M.* n'indique-t-il pas, parmi les tâches immédiates du mouvement ouvrier russe, celle qui consiste à organiser une propagande et une agitation systématiques contre l'autocratie ? Uniquement parce qu'il se fait une conception des *moins* précises et des *moins* claires des tâches qui incombent au mouvement ouvrier russe et à la social-démocratie russe.

R. M. explique ensuite que l'autocratie représente une énorme « force en effectifs » (une bureaucratie dressée militairement) et une énorme « force économique » (les ressources financières). Sans nous arrêter aux côtés « imprécis » de son explication (et les « imprécisions » abondent), abordons tout de suite l'essentiel.

« Eh bien, demande *R. M.* à la social-démocratie russe, n'est-ce pas le renversement de cette force en effectifs et la mainmise sur cette force économique que l'on conseille en ce moment aux ouvriers russes de s'assigner comme la tâche première et la plus pressante de leurs organisations actuelles (embryonnaires) ? (pour ne rien dire des révolutionnaires qui affirment que cette tâche doit être assumée par les cercles d'ouvriers avancés). »

Nous nous frottons les yeux avec étonnement et relisons deux et trois fois ce passage monstrueux. Ne nous serions-nous pas trompés ? Non, c'est bien cela ! *R.M. ignore effectivement ce que c'est que le renversement de l'autocratie.* C'est incroyable, mais c'est un fait. Et d'ailleurs, peut-on tenir cela pour incroyable après la confusion manifestée dans ses idées par *R.M.* ?

R.M. confond la prise du pouvoir par les révolutionnaires et le renversement de l'autocratie par les révolutionnaires.

Les anciens révolutionnaires russes adeptes de la « Narodnaïa Volia » aspiraient à la prise du pouvoir par le parti révolutionnaire. Une fois au pouvoir, se disaient-ils, « le parti renverserait la force en effectifs de l'autocratie », c'est-à-dire qu'à la place des fonctionnaires il nommerait ses propres agents, « il s'emparerait de la force économique », c'est-à-dire de toutes les ressources financières de l'Etat, et il organiserait la révolution sociale. Les (anciens) adeptes de la « Narodnaïa Volia » voulaient réellement « renverser la force en effectifs et s'emparer de la force économique » de l'autocratie, pour employer les expressions maladroites dont se sert *R.M.* Les social-démocrates russes se sont résolument élevés contre cette théorie révolutionnaire. Plékhanov l'a impitoyablement critiquée dans ses ouvrages : *Le socialisme et la lutte politique* (1883) et *Nos controverses* (1885), et il a indiqué aux révolutionnaires russes leur objectif : former un parti ouvrier révolutionnaire dont le but immédiat serait le renversement de l'absolutisme. Mais qu'est-ce que le renversement de l'absolutisme ? Pour le faire comprendre à *R.M.*, il faut d'abord répondre à la question : qu'est-ce que l'autocratie ? L'autocratie (l'absolutisme, la monarchie absolue) est une forme de gouvernement où le pouvoir suprême est exercé entièrement et sans partage (sans limitation) par le tsar. Le tsar

promulgue les lois, nomme les fonctionnaires, perçoit et dépense les deniers publics *sans la moindre participation du peuple à la législation et au contrôle de l'administration.* L'autocratie, c'est donc l'arbitraire des fonctionnaires et de la police et l'état d'asservissement du peuple. Le peuple tout entier pâtit de cette absence de droits, mais les classes possédantes (surtout les riches propriétaires fonciers et les capitalistes) exercent une très forte influence sur les fonctionnaires. La classe ouvrière, elle, souffre doublement : et de l'absence de droits dont tout le peuple russe est victime, et de l'oppression des ouvriers par les capitalistes qui obligent le gouvernement à servir leurs intérêts.

Qu'est-ce donc que le renversement de l'absolutisme ? C'est la renonciation du tsar au pouvoir illimité ; l'octroi au peuple du droit de choisir ses représentants pour légiférer, pour contrôler l'activité des fonctionnaires, pour contrôler la perception et la dépense des deniers publics. La forme de gouvernement où le peuple participe à la législation et à l'administration de l'État s'appelle la forme *constitutionnelle* du gouvernement (la Constitution est la loi qui organise la participation des représentants du peuple à la promulgation des lois et à la direction des affaires publiques). Ainsi, le renversement de l'autocratie signifie le remplacement de la forme autocratique de gouvernement par la forme constitutionnelle. Par conséquent, pour renverser l'autocratie, point n'est besoin de « renverser la force en effectifs et s'emparer de la force économique » ; ce qu'il faut, c'est obliger le gouvernement du tsar à renoncer à son pouvoir absolu et à convoquer un *zemski sobor** formé de représentants du peuple pour établir une Constitution (« arracher une Constitution démocratique » (populaire, faite dans l'intérêt du peuple), comme il est dit dans le projet de programme des social-démocrates russes, publié en 1885, par le groupe « Libération du Travail »).

Pourquoi le renversement de l'autocratie doit-il être la tâche première de la classe ouvrière russe ? Parce qu'en régime autocratique la classe ouvrière ne peut développer largement sa lutte, ne peut conquérir aucune position solide,

* Assemblée des états, Etats généraux. (*N.R.*)

ni dans le domaine économique ni dans le domaine politique ; elle ne peut créer de puissantes organisations de masse, ni déployer devant toutes les masses laborieuses le drapeau de la révolution sociale et leur apprendre à lutter pour elle. C'est seulement dans un régime de liberté politique que toute la classe ouvrière peut soutenir une lutte décisive contre la classe bourgeoise ; et le but final de cette lutte est la conquête du pouvoir politique par le prolétariat et l'organisation par ce dernier de la société socialiste. Cette conquête du pouvoir politique par le prolétariat organisé, qui aura fait un long apprentissage de la lutte, marquera réellement le « renversement de la force en effectifs et la mainmise sur la force économique » du gouvernement bourgeois. Mais *cette* prise du pouvoir n'a jamais été définie par les social-démocrates russes comme la tâche immédiate des ouvriers russes. Les social-démocrates ont toujours dit que c'est seulement dans un régime de liberté politique et à travers une vaste lutte de masse que la classe ouvrière russe saura créer les organisations qui assureront cette victoire définitive du socialisme.

Mais par quelle voie la classe ouvrière russe peut-elle renverser l'autocratie ? Voyez donc comme les rédacteurs de la *Rabotchaïa Mysl* essaient de tourner en dérision jusqu'au groupe « Libération du Travail », qui a fondé la social-démocratie russe et déclaré dans son programme que « la lutte contre l'autocratie est une obligation, même pour ceux des cercles ouvriers qui contiennent aujourd'hui en germe le futur parti ouvrier russe ». La *Rabotchaïa Mysl* (voir son n° 7, ainsi que l'article examiné ici) trouve la chose risible : le renversement de l'autocratie par des cercles ouvriers ! Nous répondrons aux rédacteurs de la *Rabotchaïa Mysl* : de qui vous moquez-vous ? De vous-mêmes ! Les rédacteurs de la *Rabotchaïa Mysl* se plaignent que la polémique engagée contre eux par les social-démocrates russes est *dénuée de toute camaraderie*. Laissons aux lecteurs le soin de juger eux-mêmes de quel côté on mène une polémique dénuée de toute camaraderie : du côté des vieux social-démocrates russes, qui ont nettement formulé leurs idées et qui disent explicitement quelles sont les idées des « jeunes » et pourquoi ils les tiennent pour erronées ; ou bien du côté des « jeunes » qui, *sans nommer* leurs adver-

saires, harcèlent sournoisement tantôt « l'auteur d'un livre allemand sur Tchernychevski » (Plékhanov, en le mettant d'ailleurs sur le même plan que certains écrivains légaux, et cela sans aucune raison valable), tantôt le groupe « Libération du Travail », en citant *non sans les déformer* des extraits de son programme, auquel ils se gardent bien d'en opposer un autre tant soit peu délini. Oui, nous reconnaissons le devoir de camaraderie, le devoir de soutenir tous les camarades, le devoir de se montrer tolérant pour les opinions des camarades, *mais pour nous le devoir de camaraderie dérive du devoir envers la social-démocratie russe et la social-démocratie internationale, et non inversement.* Si nous nous reconnaissons des devoirs de camaraderie envers la *Rabotchaïa Mysl*, ce n'est pas que ses rédacteurs soient nos camarades ; nous estimons que ses rédacteurs sont nos camarades uniquement parce que et pour autant qu'ils militent dans les rangs de la social-démocratie russe (et donc internationale). Et c'est pourquoi, si nous sommes convaincus que des « camarades » sont en régression par rapport au programme social-démocrate, que des « camarades » rétrécissent et dénaturent les tâches du mouvement ouvrier, nous estimons *devoir* dire notre opinion en toute netteté et sans réticences d'aucune sorte !

Nous venons de dire que les rédacteurs de la *Rabotchaïa Mysl* dénaturent les idées du groupe « Libération du Travail ». Que le lecteur juge lui-même. «Nous risquons, écrit *R.M.*, de ne pas comprendre ceux de nos camarades pour qui leur programme de « libération du travail » est une simple réponse à la question : « où prendre des forces pour lutter contre l'autocratie ? » (ailleurs : « nos révolutionnaires considèrent le mouvement des ouvriers comme le meilleur moyen de renverser l'autocratie »). Ouvrez le projet de programme des social-démocrates russes publié par le groupe « Libération du Travail » en 1885 et reproduit par P. Axelrod dans sa brochure *A propos des tâches et de la tactique actuelles de la social-démocratie russe* (Genève 1898), et vous verrez qu'*à la base* du programme figure la libération complète du travail de l'oppression du capital, la socialisation de tous les moyens de production, la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière, la formation d'un parti *ouvrier* révolutionnaire. Il est clair que *R.M.*

dénature ce programme, qu'il *ne veut pas* le comprendre. Il s'accroche aux paroles de P. Axelrod, au début de sa brochure, où celui-ci dit que le programme du groupe « Libération du Travail » « a été une réponse » à la question: où prendre des forces pour lutter contre l'autocratie ? Mais c'est pourtant un *fait historique* que le programme du groupe « Libération du Travail » fut une réponse à cette question posée à la fois par les révolutionnaires russes et par l'ensemble du mouvement révolutionnaire de Russie. Et si le programme du groupe « Libération du Travail » a fourni une réponse à cette question, est-ce à dire que le mouvement ouvrier n'a été pour ce groupe qu'un moyen ? Cette « *incompréhension* » de la part de *R.M.* prouve tout simplement qu'il ignore des faits universellement connus concernant l'activité du groupe « Libération du Travail ».

Poursuivons. Comment ce « renversement de l'autocratie » peut-il devenir la tâche des cercles ouvriers ? C'est ce que *R.M.* ne comprend pas. Ouvrez le programme du groupe « Libération du Travail » : « Le principal moyen de la lutte politique des cercles ouvriers contre l'absolutisme, y est-il dit, est, aux yeux des social-démocrates russes, le travail d'agitation au sein de la classe ouvrière, la diffusion persistante, dans ce milieu, des idées socialistes et la multiplication des organisations révolutionnaires. Etroitement liées entre elles en un tout harmonieux et ne se bornant pas à des conflits partiels avec le gouvernement, ces organisations saisiront le moment propice pour déclencher contre lui une offensive générale et décisive. » Cette tactique, précisément, était celle des organisations russes qui, au printemps 1898, fondèrent le « Parti ouvrier social-démocrate de Russie ». Et elles ont fait la preuve que ces organisations constituent en Russie une force politique importante. Si elles forment un seul parti et entreprennent une vaste agitation contre le gouvernement absolu, en utilisant à cette fin tous les éléments de l'opposition libérale, la conquête de la liberté politique sera à coup sûr une tâche réalisable pour un tel parti. Si les rédacteurs de la *Rabotchaïa Mysl* « risquent de ne pas le comprendre », nous nous « risquons », quant à nous, à leur donner ce conseil : instruisez-vous, messieurs, car par elles-mêmes ces choses-là ne sont pas du tout difficiles à comprendre.

Mais revenons à *R.M.*, que nous avons laissé à ses dissertations sur la lutte contre l'autocratie. Son point de vue personnel sur cette question illustre plus clairement encore la tendance nouvelle, rétrograde, de la *Rabotchaïa Mysl*.

« La fin de l'autocratie est évidente », écrit *R.M.*, « ...La lutte contre l'autocratie est, pour tous les éléments vitaux de la société, l'une des conditions de leur sain développement. » D'où il résulte peut-être, se dira le lecteur, que la lutte contre l'autocratie est également une nécessité pour la classe ouvrière. Non, attendez un peu. *R.M.* a une logique et une terminologie bien à lui. Par le mot lutte, auquel il ajoute le mot : « sociale », il entend quelque chose de tout à fait particulier. Après avoir décrit l'*opposition légale* manifestée vis-à-vis du gouvernement par de nombreuses couches de la population russe, *R.M.* conclut : « En fait, la lutte pour l'autonomie administrative des zemstvos[104] et des municipalités, la lutte pour l'école publique, la lutte pour l'aide publique aux affamés, etc., c'est une lutte contre l'autocratie. » « La nécessité de la lutte sociale contre l'autocratie des fonctionnaires est évidente pour toutes les couches et tous les groupes conscients et progressifs de la population. Plus encore. Cette lutte sociale, qui, par un singulier malentendu, ne retient point l'attention bienveillante de beaucoup d'écrivains révolutionnaires russes, est déjà, comme nous l'avons vu, menée par la société russe, et cela ne date pas d'hier. » « La vraie question est de savoir comment ces diverses couches sociales doivent... mener cette » (notez bien cela !) « lutte contre l'autocratie avec le maximum de succès... Et l'essentiel pour nous, c'est de savoir comment nos ouvriers doivent mener cette lutte sociale (!) contre l'autocratie »...

Ces raisonnements de *R.M.* accumulent une fois de plus une quantité incroyable de confusions et d'erreurs.

Premièrement, *R.M.* confond *l'opposition légale* avec la lutte contre l'autocratie, avec la lutte pour le renversement de l'autocratie. Cette confusion, impardonnable pour un socialiste, il la commet en employant sans l'expliquer l'expression « lutte contre l'autocratie » ; car cette expression peut vouloir dire (sous toute réserve) la lutte *contre* l'autocratie, mais peut signifier aussi la lutte contre

telles ou telles mesures de l'autocratie dans le cadre de ce même régime autocratique.

Deuxièmement, en rattachant l'opposition légale à la lutte sociale contre l'autocratie et en affirmant que nos ouvriers doivent mener « cette lutte sociale », *R.M.* s'égare jusqu'à prôner que nos ouvriers ne doivent pas mener une lutte révolutionnaire contre l'autocratie, mais pratiquer une opposition légale contre cette dernière, c'est-à-dire qu'il verse dans un avilissement scandaleux de la social-démocratie qu'il confond avec le libéralisme russe le plus terre à terre et le plus indigent.

Troisièmement, *R. M.* énonce une *contrevérité flagrante* à propos des auteurs social-démocrates russes — (il est vrai qu'il préfère, « en toute camaraderie », lancer des reproches sans nommer personne. Mais s'il ne vise pas des social-démocrates, ses paroles n'ont plus aucun sens), — en prétendant qu'ils se désintéressent de l'opposition légale. Bien au contraire, et le groupe « Libération du Travail » et P. Axelrod en particulier, et le *Manifeste du Parti ouvrier social-démocrate de Russie*, et la brochure : *Les tâches des social-démocrates russes* (publiée par le « Parti ouvrier social-démocrate de Russie » et qualifiée par Axelrod de *commentaire* à ce *Manifeste*), tous se sont non seulement intéressés à l'opposition légale, mais ont élucidé avec une précision absolue ses rapports avec la social-démocratie.

Mettons tout cela au point. Quel genre de « lutte contre l'autocratie » mènent nos zemstvos, les sociétés libérales en général, la presse libérale ? Mènent-ils une lutte contre l'autocratie, pour le renversement de l'autocratie ? *Non, cette lutte, ils ne la mènent pas et ne l'ont jamais menée.* Seuls la mènent les révolutionnaires, souvent issus de la société libérale et s'appuyant sur les sympathies de cette dernière. Mais mener la lutte révolutionnaire, ce n'est pas du tout la même chose que sympathiser avec les révolutionnaires et les soutenir ; la lutte contre l'autocratie n'est pas du tout la même chose que l'opposition légale à l'autocratie. Les libéraux russes n'expriment leur mécontentement à l'égard de l'autocratie que sous la forme *autorisée* par l'autocratie elle-même, autrement dit sous une forme que l'autocratie considère comme inoffensive en ce qui la concerne.

La manifestation la plus importante de l'opposition libérale n'a revêtu que la forme de *requêtes* adressées par les libéraux au gouvernement du tsar en vue d'obtenir une participation du peuple à la direction des affaires publiques. Et chaque fois les libéraux ont patiemment supporté les refus catégoriques et brutaux opposés à leurs requêtes ; ils ont supporté les persécutions barbares autant qu'illégales dont le gouvernement de gendarmes récompense même les tentatives légales d'exprimer son opinion. Faire passer purement et simplement l'opposition libérale pour une lutte sociale contre l'autocratie, c'est tout bonnement *dénaturer* les faits, parce que les libéraux russes n'ont *jamais* organisé de parti révolutionnaire en vue de lutter pour le renversement de l'autocratie, bien qu'ils aient toujours été et soient toujours en mesure de trouver à cet effet des moyens matériels et des représentants à l'étranger du libéralisme russe. Or, non seulement *R.M.* présente la chose sous un faux jour, mais il y mêle le nom du grand socialiste russe N. Tchernychevski. « Dans cette lutte, écrit *R.M.*, les ouvriers ont pour alliés toutes les couches avancées de la société russe, qui font valoir leurs intérêts sociaux et leurs institutions, qui comprennent clairement où est leur avantage commun, « qui n'oublient jamais » (ici *R.M.* cite Tchernychevski) toute « la différence que présente un changement selon qu'il résulte d'une décision prise en toute indépendance par le gouvernement ou d'*une revendication formelle de la société* ». Rapporter cette remarque à tous les représentants de la « lutte sociale », telle que l'entend *R.M.*, c'est-à-dire à tous les libéraux russes, c'est commettre *une falsification pure et simple*. Les libéraux russes n'ont jamais présenté au gouvernement de revendications formelles, et c'est pour cette raison que les libéraux russes n'ont jamais joué et ne peuvent aucunement jouer maintenant un rôle révolutionnaire *indépendant*. La classe ouvrière et la social-démocratie ne peuvent avoir pour alliés « toutes les couches avancées de la société », mais seulement les partis révolutionnaires fondés par les membres de cette société. Quant aux libéraux, ils ne peuvent et ne doivent être en général qu'*une des sources* de forces et moyens supplémentaires pour le parti ouvrier révolutionnaire (comme l'a dit d'ailleurs très clairement P. Axelrod dans la

brochure mentionnée plus haut). Et si N.Tchernychevski a raillé implacablement les « couches avancées de la société russe », c'est justement parce qu'elles ne comprenaient pas la nécessité de présenter au gouvernement des revendications formelles et regardaient, d'un œil indifférent, périr sous les coups du gouvernement autocratique les révolutionnaires issus de leur propre milieu. La manière dont *R.M.* cite en l'occurrence Tchernychevski est aussi absurde que le sont les bribes de citations du même auteur, entassées au petit bonheur dans le second article du « Supplément spécial » pour montrer que Tchernychevski n'était pas un utopiste et que les social-démocrates russes n'auraient pas apprécié à sa valeur le « grand socialiste russe ». Dans son livre sur Tchernychevski (articles du recueil *Le Social-Démocrate* [105], édités en volume séparé, en allemand) Plékhanov a pleinement reconnu le rôle de Tchernychevski et précisé la position de ce dernier à l'égard de la doctrine de Marx et d'Engels. Quant à la rédaction de la *Rabotchaïa Mysl*, elle s'est tout simplement montrée incapable de porter une appréciation tant soit peu cohérente et complète sur Tchernychevski, sur ses côtés forts et ses côtés faibles.

La « véritable question » qui se pose à la social-démocratie russe n'est nullement de savoir comment les libéraux doivent mener la « lutte sociale » (par laquelle, on l'a vu, *R. M.* entend l'opposition légale), mais comment organiser un parti ouvrier révolutionnaire qui luttera pour le renversement de l'absolutisme et sera capable de s'appuyer sur *tous* les éléments d'opposition en Russie, d'*utiliser* toutes les manifestations d'opposition pour sa lutte révolutionnaire. Pour cela, il faut précisément un parti ouvrier révolutionnaire, car seule la classe ouvrière peut, en Russie, lutter résolument et d'une façon conséquente pour la démocratie ; car, sans l'action énergique d'un tel parti, les éléments libéraux « peuvent rester à l'état de force mollement inerte et sommeillante » (P. Axelrod, brochure citée, p. 23). Lorsqu'il dit que nos « couches les plus avancées » mènent une « lutte sociale effective (!!) contre l'autocratie » (p. 12 de l'article de *R. M.*), et que « l'essentiel pour nous, c'est de savoir comment nos ouvriers doivent mener *cette lutte sociale* contre l'autocratie », lorsqu'il dit cela, *R. M.* s'écarte en fait complètement de la social-démocratie. Nous ne pou-

vons que conseiller instamment aux rédacteurs de la *Rabotchaïa Mysl* de bien réfléchir pour savoir où ils veulent aller et où est leur vraie place : parmi les révolutionnaires qui portent le drapeau de la révolution sociale parmi les classes laborieuses qu'ils veulent organiser en un parti révolutionnaire politique, ou parmi les libéraux qui mènent leur « lutte sociale » (c'est-à-dire l'opposition légale). Car la théorie de l'« initiative sociale » des ouvriers, la théorie de l'« entraide sociale » et des associations corporatives qui se bornent « pour le moment » à la lutte pour la journée de 10 heures, la théorie de la « lutte sociale » des zemstvos, des sociétés libérales, etc., contre l'autocratie, — cette théorie n'a rigoureusement rien de socialiste, rien que les libéraux ne puissent reprendre à leur compte ! Car enfin, le programme de la *Rabotchaïa Mysl* (si tant est qu'on puisse parler ici de programme) tend à laisser les ouvriers russes ignorants et dispersés, et à les mettre à *la remorque des libéraux* !

Certaines phrases de *R. M.* sont particulièrement étranges. « Tout le mal, proclame *R. M.*, vient de ce que nos intellectuels révolutionnaires, implacablement persécutés par la police politique, confondent la lutte contre cette police politique avec la lutte politique contre l'autocratie .» Quel sens peut avoir cette déclaration ? Si la police politique est appelée ainsi, c'est parce qu'elle persécute ceux qui sont les ennemis de l'autocratie et qui la combattent. C'est pour cette raison que la *Rabotchaïa Mysl*, tant qu'elle n'a pas encore opéré sa métamorphose libérale, lutte elle aussi contre la police politique, comme le font tous les révolutionnaires et socialistes russes et tous les ouvriers conscients. De ce que la police politique persécute implacablement les socialistes et les ouvriers, de ce que l'autocratie possède « une organisation harmonieuse », « des hommes d'Etat habiles et diligents » (p. 7 de l'article de *R. M.*), on ne saurait tirer que deux conclusions : le lâche et chétif libéral en déduira que notre peuple en général et les ouvriers en particulier ne sont pas encore suffisamment préparés à la lutte, et qu'il faut fonder tous nos espoirs sur la « lutte » des zemstvos, de la presse libérale, etc., car c'est là la « véritable lutte contre l'autocratie », et pas seulement une lutte contre la police politique. Le socialiste et tout ouvrier cons-

cient en déduiront que le parti ouvrier doit lui aussi chercher de toutes ses forces à créer une « organisation harmonieuse », à former, parmi les ouvriers avancés et les socialistes, des « militants révolutionnaires habiles et diligents », capables de porter le parti ouvrier au niveau d'un combattant d'avant-garde pour la démocratie et de rassembler autour de lui tous les éléments d'opposition.

Les rédacteurs de la *Rabotchaïa Mysl* ne se rendent pas compte qu'ils se sont placés sur un plan incliné qui les précipite vers la première conclusion !

Ou encore : « Ce qui nous frappe dans ces programmes » (c'est-à-dire dans les programmes des social-démocrates), écrit *R. M.*, « c'est qu'ils mettent toujours au premier plan les avantages de l'activité des ouvriers au Parlement (qui n'existe pas chez nous), sans tenir aucun compte ... de l'importance qui s'attache à la participation des ouvriers » aux assemblées législatives des fabricants, aux services dont relèvent les fabriques, à l'administration publique municipale (p. 15). Si l'on ne met pas au premier plan les prérogatives du Parlement, où donc les ouvriers apprendront-ils à connaître les droits politiques et la liberté politique ? Passer sous silence ces questions, comme le fait le journal *Rabotchaïa Mysl*, n'est-ce pas maintenir dans leur état d'ignorance politique les couches inférieures des ouvriers ? Quant à la participation des ouvriers à l'administration publique municipale, jamais aucun social-démocrate n'a nié l'utilité et l'importance de la participation des ouvriers *socialistes* aux municipalités ; mais il est ridicule d'en parler en Russie, où le socialisme n'a aucune possibilité de se manifester ouvertement, où l'engouement des ouvriers pour l'administration municipale (si même elle était possible) détournerait en fait les ouvriers avancés de la cause ouvrière socialiste au profit du libéralisme.

« L'attitude des couches avancées des ouvriers, dit *R. M.*, envers un tel gouvernement (autocratique) ... se conçoit aussi bien que l'attitude des ouvriers à l'égard des fabricants. » Donc, si l'on obéit au sens commun, il s'ensuit que les couches avancées des ouvriers sont des social-démocrates non moins conscients que les socialistes issus des milieux intellectuels, aussi les efforts déployés par la *Rabotchaïa Mysl* pour les séparer les uns des autres sont-ils ineptes et nuisibles.

Donc, la classe ouvrière russe a d'ores et déjà formé et promu d'elle-même les éléments nécessaires à la création d'un parti ouvrier politique indépendant. Mais, du fait que les couches avancées des ouvriers sont politiquement conscientes, les rédacteurs de la *Rabotchaïa Mysl* tirent cette conclusion... qu'il faut faire rétrograder ces ouvriers avancés, pour piétiner sur place ! « Quelle lutte est-il souhaitable de voir mener par les ouvriers ? » interroge *R. M.*, et il répond : celle qui est possible, et la lutte possible est celle que les ouvriers « mènent » « à l'heure présente » !!! Il serait difficile d'exprimer plus nettement l'opportunisme absurde et sans principes dont sont contaminés les rédacteurs de la *Rabotchaïa Mysl*, engoués qu'ils sont pour la « bernsteiniade » à la mode ! Est souhaitable ce qui est possible, et est possible ce qui existe à l'heure présente ! C'est exactement comme si l'on répondait à un homme s'apprêtant à partir pour un long et difficile voyage où l'attendent une multitude d'obstacles et une foule d'ennemis, et demandant où aller : il est souhaitable d'aller là où c'est possible, et il est possible d'aller là où l'on se rend à l'heure présente ! C'est là du nihilisme pur et simple, pas révolutionnaire mais opportuniste, qui est le fait soit d'anarchistes, soit de libéraux bourgeois ! En « appelant » les ouvriers russes à la lutte « partielle » et « politique » (et par la lutte politique il entend, non pas la lutte contre l'autocratie, mais seulement « la lutte pour améliorer la situation de tous les ouvriers »), *R. M.* invite expressément le mouvement ouvrier russe et la social-démocratie russe à faire *un pas en arrière* ; il invite en somme les ouvriers à se séparer des social-démocrates et à jeter ainsi par-dessus bord tout l'acquis de l'expérience européenne et russe ! S'il s'agit de lutter pour améliorer leur situation, sans dépasser le cadre de cette lutte, les ouvriers n'ont nul besoin des socialistes. Il se trouvera dans tous les pays des ouvriers qui luttent pour améliorer leur situation, ignorant tout du socialisme, ou même en lui étant hostiles.

« Pour conclure, écrit *R. M.*, quelques mots sur notre conception du socialisme ouvrier. » Après ce qui vient d'être dit, le lecteur n'aura plus de peine à s'imaginer quelle peut être cette « conception ». C'est tout simplement une copie du livre « à la mode » de Bernstein. A la lutte de

classe du prolétariat, nos « jeunes » social-démocrates substituent « l'initiative sociale et politique des ouvriers ». Si nous nous rappelons la façon dont *R. M.* entend la « lutte » *sociale* et la « politique », il apparaîtra clairement que c'est un retour pur et simple à la « formule » de certains auteurs légaux russes. Au lieu de marquer clairement le but (et l'essence) du socialisme : le passage de la terre, des fabriques et, en général, de tous les moyens de production à la société et le remplacement de la production capitaliste par une production effectuée selon un plan d'ensemble dans l'intérêt de tous les membres de la société, — au lieu de cela, *R. M.* souligne d'abord le développement des associations corporatives et des coopératives de consommation et se borne à indiquer en passant que le socialisme conduit à la socialisation de tous les moyens de production. Par contre, il imprime en caractères très gras que « le socialisme n'est que le développement continu, sur un plan supérieur, de la société moderne », phrase empruntée à Bernstein, qui n'éclaire nullement mais obscurcit, au contraire, le sens et la portée du socialisme. Libéraux et bourgeois sont à coup sûr pour « le développement de la société moderne », de sorte qu'ils se réjouiront tous de la déclaration de *R. M.* Néanmoins, les bourgeois sont les *ennemis* du socialisme. C'est que, dans la « société moderne », il existe beaucoup d'aspects divers, et parmi les gens qui usent de cette expression générale, les uns songent à un aspect, les autres à un autre. Par conséquent, au lieu d'éclairer les ouvriers sur la notion de lutte de classes et de socialisme, *R. M.* ne fait qu'énoncer des phrases nébuleuses qui déroutent le lecteur. Enfin, au lieu d'indiquer le moyen préconisé par le socialisme moderne pour réaliser le socialisme — la conquête du pouvoir politique par le prolétariat organisé, — *R. M.* parle seulement du passage de la production sous leur direction sociale (celle des ouvriers), ou sous l'administration d'un pouvoir social démocratisé, démocratisé « par leur participation active (des ouvriers) aux services chargés d'examiner les affaires de toutes sortes concernant les fabriques et les usines, aux tribunaux d'arbitrage, aux différentes assemblées, commissions et conférences chargées d'élaborer la législation du travail, par la participation des ouvriers à l'administration publique,

et, enfin, à l'assemblée générale des représentants du pays ». Ainsi, les rédacteurs de la *Rabotchaïa Mysl* estiment que le seul socialisme ouvrier digne de ce nom est celui qui peut être réalisé par la voie *pacifique*, la voie révolutionnaire étant exclue. Rétrécir ainsi le socialisme et le réduire à un vulgaire libéralisme bourgeois, c'est faire de nouveau un énorme pas en arrière par rapport aux conceptions de tous les social-démocrates russes et de l'immense, de l'écrasante majorité des social-démocrates européens. Certes, la classe ouvrière préférerait prendre le pouvoir par des moyens *pacifiques* (nous avons déjà dit plus haut que cette prise du pouvoir ne peut être réalisée que par une classe ouvrière organisée, qui aura fait l'apprentissage de la lutte de classe); mais *renoncer* à la prise du pouvoir par la voie révolutionnaire serait une *folie* de la part du prolétariat, du point de vue théorique comme du point de vue politique et pratique, et constituerait, ni plus ni moins, une concession honteuse avec la bourgeoisie et toutes les classes possédantes. Il est fort probable — c'est même l'hypothèse la plus probable — que la bourgeoisie ne voudra pas s'effacer pacifiquement devant le prolétariat, mais qu'au moment décisif elle usera de la violence pour défendre ses privilèges. Il ne restera plus alors à la classe ouvrière, pour atteindre son but, d'autre moyen que la révolution. Voilà pourquoi le programme du « socialisme ouvrier » parle de la conquête du pouvoir politique en termes généraux, *sans préciser* le moyen de réaliser cette conquête, car le choix de ce moyen dépend d'un avenir qu'il nous est impossible de déterminer avec précision. Mais borner l'action du prolétariat, en tout état de cause, à la seule « démocratisation » pacifique, c'est, répétons-le, rétrécir et avilir d'une façon tout à fait arbitraire la notion de socialisme ouvrier.

Nous n'analyserons pas d'une façon aussi détaillée les autres articles du « Supplément spécial ». Il a déjà été question de l'article sur le dixième anniversaire de la mort de Tchernychevski. Quant à la propagande faite par les rédacteurs de la *Rabotchaïa Mysl* en faveur de la bernsteiniade, à laquelle se sont si énergiquement raccrochés, dans le monde entier, tous les ennemis du socialisme en général et les libéraux bourgeois en particulier, et contre laquelle s'est catégoriquement prononcée (au congrès de Hanovre) l'immen-

se majorité des social-démocrates allemands et des ouvriers conscients allemands, — quant à la bernsteiniade, ce n'est pas le moment d'en parler en détail. Ce qui nous intéresse ici, c'est la bernsteiniade *russe*, et nous avons déjà montré l'incroyable confusion d'idées, l'absence de toute allusion à des conceptions originales, le recul délibéré par rapport aux idées de la social-démocratie russe, que représente « notre » bernsteiniade. En ce qui concerne la bernsteiniade allemande, laissons la parole aux Allemands eux-mêmes. Notons seulement encore que la bernsteiniade russe est de loin inférieure à la bernsteiniade allemande. Malgré toutes ses erreurs et sa tendance évidente à rétrograder au point de vue théorique et aussi politique, Bernstein, qui n'est arrivé lui-même à aucune nouvelle théorie et aucun nouveau programme, a encore conservé assez d'intelligence et de bonne foi *pour renoncer à proposer des modifications* au programme de la social-démocratie allemande ; au dernier et décisif moment, il a déclaré accepter la résolution de Bebel, où il a été proclamé solennellement, à la face du monde, que la social-démocratie allemande gardait son ancien programme et son ancienne tactique. Et nos bernsteiniens russes ? Sans avoir fait même la centième partie de ce qu'a fait Bernstein, ils en arrivent à vouloir ignorer, purement et simplement, que toutes les organisations social-démocrates russes ont jeté en 1898 les fondements du « Parti ouvrier social-démocrate de Russie », ont publié le *Manifeste* de ce parti et déclaré que la *Rabotchaïa Gazêta* était son organe officiel, et tout cela entièrement sur la base du « vieux » programme des social-démocrates russes. Nos bernsteiniens semblent ne pas se rendre compte que, s'ils ont rejeté ces anciennes conceptions et en ont adopté de nouvelles, leur devoir moral, leur devoir envers toute la social-démocratie russe et envers les socialistes et les ouvriers qui ont travaillé de toutes leurs forces à la préparation et à la formation du « Parti ouvrier social-démocrate de Russie » et dont la plupart remplissent aujourd'hui les prisons russes, — ce devoir exige des représentants des nouvelles conceptions qu'ils ne se bornent pas à harceler sournoisement « nos révolutionnaires » en général, mais qu'ils disent ouvertement, publiquement, avec qui et en quoi précisément ils sont en désaccord, quels sont au juste les nouvelles concep-

tions et le nouveau programme qu'ils mettent à la place des anciens.

Il nous reste à examiner encore une question, peut-être la plus importante : comment *expliquer* l'apparition de cette orientation rétrograde dans la social-démocratie russe ? Les qualités personnelles des rédacteurs de la *Rabotchaïa Mysl*, l'influence de la bernsteiniade en vogue ne sont pas, selon nous, une explication suffisante. A notre avis, cela tient surtout à une particularité dans le développement historique de la social-démocratie russe, particularité qui a engendré — et *qui devait temporairement* engendrer — une conception étroite du socialisme ouvrier.

Dans les années 80 et au début des années 90, époque où les social-démocrates ont commencé à militer pratiquement en Russie, ils se sont trouvés en présence, premièrement, des adeptes de la « Narodnaïa Volia », qui leur reprochaient de se tenir à l'écart de la lutte politique léguée par le mouvement révolutionnaire russe, et contre lesquels les social-démocrates polémisaient opiniâtrement; et, en second lieu, de la société libérale russe, également mécontente de voir le mouvement révolutionnaire passer de la « Narodnaïa Volia » à la social-démocratie. La polémique avec les uns et les autres tournait autour de la question politique. Combattant la conception étroite des adeptes de la « Narodnaïa Volia », pour qui la politique se réduisait à l'organisation de complots, les social-démocrates pouvaient être amenés à se prononcer et se sont parfois prononcés contre la politique en général (étant donné la conception étroite qui prévalait en cette matière). D'autre part, dans les salons libéraux et radicaux de la « société » bourgeoise, les social-démocrates pouvaient souvent entendre exprimer le regret que les révolutionnaires aient renoncé à la terreur : ceux qui tremblaient le plus pour leur peau et n'avaient pas, au moment décisif, soutenu les héros qui portaient des coups à l'autocratie, accusaient hypocritement les social-démocrates d'indifférentisme politique et souhaitaient ardemment voir renaître un parti qui tirerait pour eux les marrons du feu. Il est tout naturel que les social-démocrates aient pris en haine ces gens et leurs phraséologie et se soient confinés dans une tâche plus terre à terre, mais par contre plus sérieuse : le travail de propa-

gande parmi le prolétariat des fabriques et des usines. Au début, cette activité devait nécessairement revêtir un caractère étroit, qui s'est d'ailleurs reflété dans les déclarations entachées d'étroitesse de certains social-démocrates. Cependant, même ceux des social-démocrates qui n'avaient nullement oublié les vastes objectifs historiques du mouvement ouvrier russe ne se laissaient pas effrayer par cette étroitesse. Qu'importe que les *paroles* des social-démocrates soient parfois étroites : en revanche, *leur œuvre* est large. En revanche, ils ne fomentent pas de complots inutiles et ne se commettent pas avec les Balalaïkine[106] du libéralisme bourgeois, mais vont militer dans la seule classe véritablement révolutionnaire et contribuent à développer ses forces ! Au fur et à mesure que s'étendra la propagande social-démocrate, pensaient-ils, cette étroitesse disparaîtra d'elle-même. Et c'est ce qui s'est passé, dans une grande mesure. De la propagande on passa progressivement à un vaste travail d'agitation. Celui-ci forma tout naturellement un contingent sans cesse croissant d'ouvriers conscients et avancés ; des organisations révolutionnaires se fondèrent (les « Unions de lutte » de Saint-Pétersbourg, de Kiev et d'ailleurs, l'Union ouvrière juive). Ces organisations, bien entendu, aspiraient à fusionner, et elles finirent par y parvenir : elles s'unirent et jetèrent les fondements du « Parti ouvrier social-démocrate de Russie ». On pouvait penser qu'il ne restait plus aucune place pour l'étroitesse d'autrefois, et qu'elle serait définitivement rejetée. Mais il en fut autrement : l'extension du travail d'agitation mit les social-démocrates en contact avec les couches inférieures, les moins développées, du prolétariat ; pour gagner ces couches, l'agitateur devait savoir s'adapter au niveau intellectuel le plus bas ; il s'habituait à mettre au premier plan les « revendications et les intérêts du moment » et à refouler à l'arrière-plan les vastes idéals du socialisme et de la lutte politique. Le caractère morcelé, artisanal, de l'activité social-démocrate, la liaison extrêmement faible entre les cercles d'étude des différentes villes, entre les social-démocrates russes et leurs camarades de l'étranger qui possédaient des connaissances plus étendues, une plus riche expérience révolutionnaire et un horizon politique plus vaste, eurent tout naturellement pour effet d'hypertrophier

cet aspect (*absolument indispensable*) de l'activité social-démocrate, qui a pu, dans l'esprit de certains individus, faire oublier les autres aspects, d'autant plus qu'à chaque revers les ouvriers et les intellectuels les plus conscients étaient arrachés des rangs de l'armée combattante et qu'il ne s'était pas encore élaboré une solide tradition révolutionnaire et une ligne sans solution de continuité. C'est dans cette hypertrophie d'un des aspects du travail social-démocrate que nous voyons la raison principale du triste reniement des idéals de la social-démocratie russe. Ajoutez à cela l'engouement pour un livre à la mode, l'ignorance de l'histoire du mouvement révolutionnaire russe et une prétention puérile à l'originalité, et vous aurez tous les éléments constitutifs de l'« orientation rétrograde dans la social-démocratie russe ».

Ainsi, nous devons nous arrêter plus longuement sur le rapport entre les couches avancées du prolétariat et ses couches inférieures, et sur l'importance du travail social-démocrate dans les unes et dans les autres.

L'histoire du mouvement ouvrier de tous les pays montre que les couches ouvrières les plus cultivées s'assimilent le plus rapidement et le plus facilement les idées du socialisme. C'est là surtout que se recrutent les ouvriers d'avant-garde portés au premier plan par tout mouvement ouvrier ; ils savent gagner l'entière confiance des masses ouvrières, se consacrent sans réserve à l'éducation et à l'organisation du prolétariat, adhèrent au socialisme à bon escient ; ils ont été jusqu'à élaborer eux-mêmes des théories socialistes. Tout mouvement ouvrier viable a formé de tels chefs ouvriers, a eu ses Proudhon et ses Waillant, ses Weitling et ses Bebel. Et notre mouvement ouvrier russe promet de ne pas se laisser distancer, à cet égard, par le mouvement ouvrier européen. Tandis que la société cultivée perd tout intérêt pour la littérature honnête illégale, on voit croître parmi les ouvriers une soif ardente de connaître, un élan vers le socialisme ; il apparaît dans leurs rangs de véritables héros qui, malgré d'affreuses conditions d'existence et un travail de forçat abrutissant à la fabrique, trouvent en eux-mêmes assez de caractère et de force de volonté pour apprendre, apprendre et apprendre encore, et faire leur éducation de social-démocrates conscients, d'« intel-

lectuels ouvriers ». Ces « intellectuels ouvriers » existent déjà en Russie, et nous devons tout faire pour élargir sans cesse leurs rangs, pour que leurs besoins intellectuels élevés soient entièrement satisfaits, pour que de leur milieu sortent des dirigeants du Parti ouvrier social-démocrate russe. Aussi le journal qui voudrait devenir l'organe de tous les social-démocrates russes doit-il se tenir au niveau des ouvriers avancés ; loin de rabaisser artificiellement son propre niveau, il devra au contraire l'élever constamment, se tenir au fait de tous les problèmes tactiques, politiques et théoriques de la social-démocratie internationale. C'est à cette seule condition que les besoins des intellectuels ouvriers seront satisfaits et qu'ils prendront eux-mêmes en main la cause des ouvriers russes et, *partant*, la cause de la révolution russe.

Après la couche peu nombreuse des ouvriers avancés vient une large couche d'ouvriers moyens. Ces ouvriers aussi aspirent ardemment au socialisme, prennent part aux cercles ouvriers, lisent les journaux et les livres socialistes, participent au travail d'agitation ; le seul trait qui les distingue de la couche précédente est qu'ils ne peuvent pas devenir de leur propre chef des dirigeants pleinement qualifiés du mouvement ouvrier social-démocrate. Dans un journal qui serait l'organe du Parti, il y aura des articles que l'ouvrier moyen ne comprendra pas, ou des questions théoriques et pratiques complexes qu'il ne saisira pas complètement. Il ne s'ensuit nullement que le journal doive s'abaisser jusqu'au niveau de la masse de ses lecteurs. Au contraire, il se doit précisément d'élever leur niveau et de contribuer à former, dans la couche des ouvriers moyens, des ouvriers d'avant-garde. Absorbés par l'activité pratique *locale*, s'intéressant par-dessus tout à la chronique du mouvement ouvrier et aux questions immédiates relevant de l'agitation, ces ouvriers doivent rattacher à chacun de leurs actes l'idée de l'ensemble du mouvement ouvrier russe, de sa mission historique, du but final du socialisme, et c'est pourquoi le journal dont les ouvriers moyens forment le gros des lecteurs doit absolument rattacher à chaque question locale et étroite le socialisme et la lutte politique.

Enfin, après la couche moyenne, vient la masse des couches inférieures du prolétariat. Il est très possible que

le journal socialiste leur soit entièrement ou presque entièrement inaccessible (car, en Europe occidentale aussi, le nombre des électeurs social-démocrates est de beaucoup supérieur à celui des lecteurs des journaux social-démocrates), mais il serait absurde d'en inférer que le journal des social-démocrates doive s'adapter au niveau le plus bas possible des ouvriers. Il en résulte seulement que, pour agir sur ces couches, il faut d'autres moyens d'agitation et de propagande : des brochures très populaires, l'agitation orale, et surtout des tracts sur les événements locaux. Les social-démocrates doivent même aller plus loin : il est très possible que les premiers efforts pour éveiller la conscience des couches ouvrières inférieures doivent être accomplis par l'action éducative légale. Il importe éminemment que le *Parti* utilise cette activité, qu'il l'oriente là où elle est le plus nécessaire, qu'il envoie des militants légaux labourer la terre vierge que les agitateurs social-démocrates viendront ensuite ensemencer. L'agitation parmi les couches inférieures du prolétariat doit laisser, naturellement, la plus grande latitude aux caractéristiques individuelles de l'agitateur et aux traits particuliers de la localité, de la profession, etc. « Il ne faut pas confondre la tactique et l'agitation », dit Kautsky dans son livre contre Bernstein. « Le mode d'agitation doit s'adapter aux conditions individuelles et locales. En matière d'agitation, il faut laisser à chaque agitateur la liberté de choisir les moyens dont il dispose : l'un produit la plus forte impression par sa fougue, l'autre par ses sarcasmes mordants, un troisième par l'art qu'il a de citer quantité d'exemples, etc. Différant suivant l'agitateur, l'agitation doit différer aussi suivant le public. L'agitateur doit parler de façon à se faire comprendre ; il doit partir de ce qui est bien connu de ses auditeurs. Tout cela va de soi et ne s'applique pas uniquement à l'agitation parmi les paysans. Il faut parler autrement à des voituriers qu'à des matelots, et autrement à des matelots qu'à des typographes. L'*agitation* doit être *individualisée*, mais notre *tactique*, notre *activité* politique doit être *une* » (S. 2-3). Ces paroles d'un représentant éminent de la théorie social-démocrate contiennent une excellente appréciation de l'agitation dans le cadre de l'activité générale du Parti. Elles montrent combien sont mal fondées les ap-

préhensions de ceux qui pensent que la formation d'un parti révolutionnaire menant la lutte politique entravera l'agitation, la refoulera au second plan ou restreindra la liberté des agitateurs. Au contraire, seul un parti organisé peut se livrer à une vaste agitation, fournir aux agitateurs les directives (et le matériel) nécessaires dans toutes les questions politiques et économiques, mettre à profit chaque succès local de l'agitation pour éclairer tous les ouvriers russes, envoyer les agitateurs dans un milieu ou dans des régions où ils puissent œuvrer avec le plus de succès. C'est seulement dans un parti organisé que des hommes aptes au travail d'agitateur pourront se consacrer entièrement à cette tâche, pour le plus grand profit de l'agitation, ainsi que des autres aspects de l'activité social-démocrate. On voit par là que celui à qui la lutte économique fait oublier l'agitation et la propagande politiques, la nécessité d'organiser le mouvement ouvrier en vue d'aboutir à la lutte d'un parti politique, celui-là se prive, entre autres choses auxquelles il s'expose, même de la possibilité de gagner sûrement et solidement les couches inférieures du prolétariat à la cause ouvrière.

Mais exagérer ainsi un aspect de l'activité au détriment des autres, et vouloir même jeter entièrement par-dessus bord ces autres aspects, menace le mouvement ouvrier russe de conséquences infiniment plus désastreuses encore. Les couches inférieures du prolétariat peuvent se laisser corrompre par cette calomnie que les fondateurs de la social-démocratie russe ne verraient dans les ouvriers qu'un moyen de renverser l'autocratie, si elles constatent qu'on les invite à se borner au rétablissement des jours fériés et aux associations corporatives, en laissant de côté les buts finaux du socialisme et les tâches immédiates de la lutte politique. Ces ouvriers peuvent toujours mordre (et mordront) à l'hameçon de n'importe quelle aumône jetée par le gouvernement et la bourgeoisie. Sous l'effet de la propagande de la *Rabotchaïa Mysl*, les couches inférieures du prolétariat, les ouvriers sans aucune culture, peuvent se pénétrer de cette conviction bourgeoise et profondément réactionnaire que l'ouvrier ne peut ni ne doit s'intéresser à rien d'autre qu'à l'augmentation des salaires et au rétablissement des jours fériés (les « préoccupations du moment »), que le monde ouvrier peut

et doit lutter pour la cause ouvrière par ses propres forces, par sa seule « initiative privée », sans s'efforcer de la faire fusionner avec le socialisme, sans essayer de faire de la cause ouvrière la cause d'avant-garde, la cause essentielle de l'humanité tout entière. Les ouvriers les moins développés peuvent, répétons-le, se laisser corrompre par une telle conviction, mais nous sommes certains que les ouvriers russes d'avant-garde, ceux qui dirigent les cercles ouvriers et toute l'activité social-démocrate, ceux qui remplissent aujourd'hui nos prisons et les lieux de déportation, depuis la province d'Arkhangelsk jusqu'à la Sibérie orientale, rejetteront cette théorie avec indignation. Réduire tout le mouvement aux préoccupations du moment, c'est spéculer sur l'état arriéré des ouvriers, c'est faire le jeu de leurs pires passions. C'est rompre artificiellement la liaison entre le mouvement ouvrier et le socialisme, entre les aspirations politiques parfaitement définies des ouvriers d'avant-garde et les manifestations spontanées de la protestation des masses. Voilà pourquoi la tentative faite par la *Rabotchaïa Mysl* pour proposer une nouvelle orientation mérite une attention particulière et appelle une protestation des plus énergiques. Tant que la *Rabotchaïa Mysl*, s'adaptant visiblement aux couches inférieures du prolétariat, éludait soigneusement la question du but final du socialisme et de la lutte politique, mais se gardait de proclamer son orientation particulière, beaucoup de social-démocrates se contentaient de secouer la tête, espérant que les membres du groupe « Rabotchaïa Mysl » se débarrasseraient aisément eux-mêmes de leurs œillères, au fur et à mesure que leur action se développerait et prendrait de l'extension. Mais lorsque des gens qui accomplissaient jusqu'à présent un travail utile de classe préparatoire se mettent à étourdir toute l'Europe de leur tapage en se raccrochant aux théories opportunistes à la mode, et à déclarer qu'ils entendent enfermer toute la social-démocratie russe pour de longues années (sinon pour toujours) dans la classe préparatoire, — lorsque, en d'autres termes, des gens qui œuvraient utilement jusque-là autour d'un tonneau de miel, se mettent « publiquement et afin que nul n'en ignore » à y verser des cruches de goudron, alors nous devons nous élever vigoureusement contre cette orientation rétrograde !

En la personne de ses fondateurs, les membres du groupe « Libération du Travail », comme en la personne des organisations social-démocrates russes qui ont fondé le « Parti ouvrier social-démocrate de Russie », la social-démocratie russe a toujours reconnu les deux principes fondamentaux suivants : 1° L'essence de la social-démocratie est d'organiser la lutte de classe du prolétariat en vue de conquérir le pouvoir politique, de remettre tous les moyens de production à la société tout entière et de remplacer l'économie capitaliste par l'économie socialiste ; 2° La tâche de la social-démocratie russe est d'organiser un parti révolutionnaire ouvrier russe ayant pour objectif immédiat de renverser l'autocratie, de conquérir la liberté politique. Quiconque s'écarte de ces principes fondamentaux (formulés avec précision dans le programme du groupe « Libération du Travail » et figurant dans le *Manifeste du Parti ouvrier social-démocrate de Russie*), s'écarte de la social-démocratie.

Rédigé fin 1899

Publié pour la première fois en 1924 dans le n° 8-9 de la revue « Proletarskaïa Révolutsia »

Conforme au manuscrit, recopié par une main inconnue et revu par Lénine

A PROPOS D'UNE PROFESSION DE FOI*

Bien qu'elle se présente seulement comme un brouillon que le manque de temps n'a vraiment pas permis, selon le Comité de Kiev, d'élaborer et de mettre au point, la *Profession de foi* rédigée par ce Comité permet cependant de se faire une idée assez précise des conceptions de ce dernier, et ces conceptions doivent, sans aucun doute, susciter une protestation énergique de la part des social-démocrates russes qui s'en tiennent aux anciens principes de la social-démocratie proclamés en Russie par le groupe « Libération du Travail », énoncés plus d'une fois dans les publications du P.O.S.D.R. et confirmés par son manifeste. Les conceptions du Comité de Kiev *reflètent* sans aucun doute une influence considérable de cette nouvelle orientation des « jeunes social-démocrates russes », qui, poussée jusqu'à ses dernières conséquences, a fusionné avec le bernsteinisme pour aboutir à des productions telles que le fameux supplément spécial à la *Rabotchaïa Mysl* (septembre 1899) et le non moins fameux « Credo ».

On ne peut dire que la *Profession de foi* s'accorde entièrement avec cette orientation opportuniste et réactionnaire, mais elle fait de si grands pas dans cette direction, elle témoigne d'une telle confusion dans les idées fondamentales du social-démocratisme, d'un tel flottement de la pensée révolutionnaire, que nous estimons de notre devoir de mettre en garde les camarades de Kiev et d'analyser en dé-

* *Profession de foi* est chaque fois en français dans le texte (*N.R.*)

tail leur déviation par rapport aux principes, établis de longue date, de la social-démocratie internationale comme de la social-démocratie russe.

Déjà la première phrase de la *Profession de foi* ne laisse pas d'être stupéfiante : « Tout en reconnaissant que l'objectif général immédiat du mouvement ouvrier en Russie est la lutte pour les droits politiques du prolétariat, le Comité de Kiev n'estime cependant pas possible, actuellement, d'appeler la masse des ouvriers à l'action politique, autrement dit de mener une agitation *politique*, car l'ouvrier russe n'est pas encore mûr, dans sa masse, pour la lutte politique.» Nous laisserons de côté la façon dont ce passage est formulé ; l'important, pour nous, ce sont seulement les idées énoncées ici et répétées (notez-le bien) à maintes reprises dans d'autres passages de la *Profession de foi*. Or, ces idées sont de telle nature qu'il ne nous reste plus qu'à nous demander : « Est-il possible que ceux qui ont écrit cela soient des social-démocrates ? »

« L'ouvrier russe n'est pas encore mûr, dans sa masse, pour la lutte politique » ! S'il en est ainsi, cela équivaut à un arrêt de mort pour toute la social-démocratie, car cela signifie que l'ouvrier russe n'est pas encore mûr, dans sa masse, pour le social-démocratisme. En effet, nulle part au monde il n'a jamais existé et il n'existe de social-démocratie qui ne soit intimement et indissolublement liée à la lutte politique. Une social-démocratie sans lutte politique, c'est une rivière sans eau, c'est une contradiction flagrante, c'est un retour soit au socialisme utopique de nos aïeux qui dédaignaient la « politique », soit à l'anarchisme, soit au trade-unionisme.

La première *profession de foi* du socialisme mondial, le *Manifeste communiste*, a déjà établi cette vérité, devenue élémentaire depuis lors, que toute lutte de classe est une lutte politique, que le mouvement ouvrier ne dépasse le stade embryonnaire et celui de l'enfance, ne devient un mouvement *de classe* que lorsqu'il en vient à la lutte politique. La première *profession de foi* du socialisme russe, la brochure de Plékhanov *Le socialisme et la lutte politique*, parue en 1883, a confirmé cette vérité en l'appliquant à la Russie et a montré très précisément comment et pourquoi le mouvement révolutionnaire russe doit aboutir à la fusion

du socialisme et de la lutte politique, à la fusion du mouvement spontané des masses ouvrières et du mouvement révolutionnaire, à la fusion de la lutte de classe et de la lutte politique. En adoptant le point de vue du socialisme et de la lutte de classe et en rejetant en même temps la possibilité d'« appeler actuellement les larges masses à l'action politique », le Comité de Kiev déroge en fait complètement aux principes du social-démocratisme, et son désir de rester sur le terrain de ces principes l'amène à une série de contradictions flagrantes.

En effet, comment peut-on parler de l'« éducation politique » des ouvriers si l'on écarte la possibilité de mener l'agitation politique et la lutte politique ? Est-il encore besoin de démontrer à des social-démocrates qu'il ne peut y avoir aucune éducation politique en marge de la lutte politique et de l'action politique ? Peut-on vraiment s'imaginer que des études quelconques ou des livres, etc., puissent éduquer politiquement les masses ouvrières en dehors de l'activité politique et de la lutte politique ? Se peut-il vraiment que la social-démocratie russe doive en revenir au point de vue des partisans du servage, selon qui il fallait d'abord éduquer les paysans et ne les affranchir qu'ensuite, ou au point de vue de nos écrivassiers, adulateurs du gouvernement, selon qui il faut d'abord éduquer le peuple et ne lui accorder qu'ensuite des droits politiques ? Comment peut-on se fixer la tâche de faire comprendre la nécessité de lutter pour les droits politiques, et, en même temps, juger impossible d'appeler les ouvriers à l'action politique, de mener une agitation politique ? Faire comprendre la nécessité de la lutte politique, et, en même temps, ne pas appeler à la lutte politique ? ! Qu'est-ce à dire ? Comment cela ? Et ce méli-mélo ne résulte nullement des réticences, d'un brouillon insuffisamment mis au point ; il provient tout naturellement, inéluctablement, de la dualité et de l'ambiguïté dont sont pénétrées toutes les conceptions du Comité de Kiev. D'une part, il veut demeurer sur le terrain des principes fondamentaux, établis de longue date, de la social-démocratie internationale et russe ; d'autre part, il est séduit par les formules bernsteiniennes à la mode sur la « nécessité », l'« aspect graduel » (section I de la *Profession de foi* du Comité de Kiev, vers la fin), le

« caractère essentiellement économique du mouvement », l'impossibilité de l'agitation et de la lutte politiques, la nécessité de se tenir sur le terrain solide des nécessités et des besoins réels (comme si la lutte pour la liberté politique n'était pas suscitée par une nécessité et un besoin on ne peut plus réels !), en un mot par ces formules à la mode dont sont tissés des ouvrages à la mode tels que le « Credo » et le supplément spécial de la *Rabotchaïa Mysl*. Arrêtons-nous en substance sur cette affirmation dans laquelle se concentrent, comme au foyer d'une lentille, toutes les faiblesses de la *Profession de foi* que nous examinons, à savoir la thèse selon laquelle « il n'est pas possible, actuellement, d'appeler la masse des ouvriers à l'action politique », autrement dit de mener une agitation politique, l'ouvrier russe n'étant pas encore mûr pour la lutte politique. Cette dernière affirmation est, par bonheur, absolument erronée (nous disons « par bonheur », car si elle était fondée, elle devrait inévitablement conduire les marxistes et les social-démocrates russes dans ce marécage de banalités trade-unionistes et libéralo-bourgeoises où s'efforcent de les précipiter les auteurs du « Credo » et de la *Rabotchaïa Mysl*, ainsi que leurs nombreux acolytes de notre littérature légale). Non seulement l'ouvrier est mûr, dans sa masse, pour la lutte politique, mais il a déjà révélé à maintes reprises sa maturité, et accompli de nombreux actes de lutte politique, souvent même d'une manière spontanée.

En effet, la diffusion massive d'appels où le gouvernement est pris à partie, où il est fustigé, n'est-elle pas un acte de lutte politique ? L'ouvrier russe, dans sa masse, n'a-t-il pas réglé leur compte « par ses propres moyens » à des policiers et des soldats par trop infatués et n'a-t-il pas libéré de vive force ses camarades arrêtés ? N'a-t-il pas, en maints endroits, affronté directement, dans des combats de rue, la troupe et la police ? L'ouvrier russe, dans sa masse, n'a-t-il pas, depuis plus de vingt ans, fourni aux cercles et aux organisations révolutionnaires les meilleurs, les plus cultivés, les plus honnêtes et les plus audacieux de ses camarades ? Mais, par complaisance pour une doctrine à la mode, une doctrine platement bourgeoise, nous devrions, nous les représentants du parti social-dé-

mocrate révolutionnaire, oublier tout cela et reconnaître qu'il est impossible d'appeler les masses ouvrières à l'action politique ! On nous répliquera peut-être que, souvent, les faits cités sont plutôt des explosions spontanées que de la lutte politique. Mais nos grèves, répondrons-nous, n'ont-elles pas été de simples explosions spontanées jusqu'au moment où les cercles révolutionnaires des socialistes ont entrepris un large travail d'agitation, ont appelé les masses ouvrières à la lutte de classe, à la lutte consciente contre leurs oppresseurs ? Peut-on indiquer dans l'histoire un seul mouvement populaire, un seul mouvement de classe, qui n'ait pas commencé par des explosions, non organisées, spontanées, qui ait pris une forme organisée et créé des partis politiques sans l'intervention consciente des représentants intellectuels de cette classe ? Si l'irrésistible attrait spontané de la classe ouvrière vers la lutte politique ne se manifeste le plus souvent, jusqu'à présent, qu'à travers des explosions non organisées, seuls les *Moskovskié Viédomosti* [107] et le *Grajdanine* [108] en déduiront que l'ouvrier russe n'est pas encore mûr, dans sa masse, pour l'agitation politique. Un socialiste, par contre, en déduira que, depuis très longtemps déjà, a mûri la nécessité d'une agitation politique, de l'appel le plus large possible aux masses ouvrières pour l'action politique et la lutte politique ; si nous ne lançons pas cet appel, nous ne remplissons pas notre devoir et nous cessons, au fond, d'être des social-démocrates, parce que les organisations économiques et syndicales ne pratiquant pas la lutte politique ont toujours et partout été prônées par les partisans frénétiques de la bourgeoisie ; aussi ne peut-on qualifier autrement que de criminelle et d'infâme cette façon systématique de rester muet sur la lutte politique et les tâches politiques de la classe ouvrière russe, qui est le fait, par exemple, du journal *Rabotchaïa Mysl*. Ce mutisme revient à corrompre la conscience politique des ouvriers qui voient et qui ressentent l'oppression politique, se soulèvent spontanément contre elle et ne rencontrent auprès de leurs dirigeants socialistes que de l'indifférence, ou même une polémique contre l'idée de la lutte politique. On ne peut s'empêcher de parler d'indifférence et d'une extrême étroitesse d'esprit quand on nous dit que les idées de liberté politique doivent

être introduites dans la masse « graduellement », — nous nous serions donc jusqu'à présent trop hâtés d'introduire ces idées dans la masse, et il faudrait nous modérer et nous retenir !!! Ou quand on nous dit qu'il faut « éclairer politiquement la situation de la classe ouvrière », mais seulement « dans la mesure où il existe pour ce faire un motif dans chaque cas particulier », comme si les « motifs » d'agitation politique ne nous étaient pas fournis par les faits les plus quotidiens, par les faits multiples et constants de la vie des ouvriers ? !

Ou bien la tendance à subordonner l'agitation politique à l'existence de motifs dans chaque cas particulier n'a aucun sens, ou bien elle traduit seulement une tendance à reculer d'un pas dans la direction du « Credo » et de la *Rabotchaïa Mysl*, une tendance à rétrécir le cadre déjà trop étroit de notre activité de propagande et d'agitation. On nous rétorquera peut-être aussi que les *masses* ouvrières ne sont pas encore aptes à comprendre l'idée de la lutte politique, qui ne serait accessible qu'à certains ouvriers plus évolués. A cette objection, que nous entendons si fréquemment énoncer par des « jeunes » social-démocrates russes, nous répondrons que d'abord la social-démocratie a toujours et partout représenté et *ne peut* représenter *que* les ouvriers conscients, et non ceux dont la conscience n'est pas éveillée, qu'il ne peut rien y avoir de plus dangereux et de plus criminel que de spéculer démagogiquement sur le manque de maturité des ouvriers. Si nous prenons comme critère de l'activité à exercer ce qui est, dès à présent, le plus directement accessible à la grande masse, il nous faudra prêcher l'antisémitisme ou axer notre agitation, disons, sur un appel au père Jean de Cronstadt [109].

La tâche de la social-démocratie est de développer la conscience politique des masses, et non de se traîner à la remorque d'une masse politiquement asservie ; en second lieu, et c'est là l'essentiel, il est faux de dire que les masses ne comprendront pas l'idée de la lutte politique. L'ouvrier le plus fruste la comprendra, à condition, bien entendu, que l'agitateur ou le propagandiste sache l'aborder de façon à lui communiquer cette idée, à la lui présenter dans un langage intelligible et en s'appuyant sur des faits de la vie quotidienne familiers à son interlocuteur. Mais

il faut bien se dire que cette condition est indispensable également pour rendre intelligible la lutte économique : dans ce domaine aussi l'ouvrier non averti, appartenant aux couches inférieures et moyennes de la masse, n'est pas en mesure de s'assimiler l'idée générale de la lutte économique ; cette idée est assimilée par un petit nombre d'ouvriers cultivés à qui la masse emboîte le pas, en se laissant guider par son instinct et son intérêt le plus proche, le plus immédiat.

Il en va de même dans le domaine de la politique : l'idée générale de la lutte politique ne sera évidemment assimilée que par l'ouvrier cultivé, à qui la masse emboîtera le pas, car elle se rend parfaitement compte de son asservissement politique (comme le reconnaît dans un passage la *Profession de foi* du Comité de Kiev), et ses intérêts quotidiens les plus immédiats la font constamment se heurter à toutes sortes de manifestations de l'oppression politique. Dans aucun mouvement politique ou social, dans aucun pays, il n'y a jamais eu et il ne peut y avoir d'autre rapport que le suivant entre la masse d'une classe donnée ou d'un peuple et ses peu nombreux représentants cultivés : en tous temps et en tous lieux, une classe déterminée a pour guides ses représentants d'avant-garde, ses représentants les plus cultivés. Il ne saurait en être autrement dans le mouvement ouvrier russe. C'est pourquoi la tendance à vouloir méconnaître les intérêts et les besoins de cette couche avancée des ouvriers, à vouloir *s'abaisser* jusqu'au niveau de compréhension des couches inférieures (au lieu *d'élever* constamment le niveau de conscience des ouvriers), doit nécessairement avoir des effets profondément nuisibles et faciliter la pénétration dans le milieu ouvrier de toutes sortes d'idées qui n'ont rien de socialiste ni de révolutionnaire.

Pour en finir avec l'examen des conceptions du Comité de Kiev sur la lutte politique, [j'ajouterai ce qui suit]. Chose très étrange et en même temps des plus caractéristiques pour toute la *Profession de foi* : le Comité, estimant impossible d'appeler actuellement la grande masse des ouvriers à l'action politique, considère comme souhaitable d'organiser des manifestations *partielles* qui ne tendraient qu'à des fins d'agitation (sans viser à exercer une action

sur le gouvernement), et dont les motifs seraient accessibles à la compréhension de la grande masse. Les socialistes invitent les ouvriers à *ne pas* exercer d'action sur le gouvernement !!! Après cela, on peut tirer l'échelle... On ne voit pas cependant comment il est possible d'organiser des manifestations qui *n*'exerceraient *pas* d'action sur le gouvernement. Ne va-t-on pas recommander aux ouvriers de manifester entre les quatre murs de leurs taudis, après s'être au préalable enfermés à double tour ? ou peut-être de manifester en esquissant un pied-de-nez les mains au fond des poches ? Voilà qui n'exercera à coup sûr aucune « action sur le gouvernement » susceptible d'effets aussi pernicieux que funestes ! Nous renonçons également à comprendre ce que signifie une « manifestation partielle ». Cela veut-il dire corporative, limitée à des questions corporatives (encore une fois, que vient faire là le socialisme ?), ou bien peut-être inspirée par des motifs politiques partiels, et non pas dirigée contre tout le système politique, contre l'autocratie en général ? Mais s'il en est ainsi, ne sont-ce pas là très exactement les idées du « Credo » et du pire opportunisme, du pire avilissement et obscurcissement de la conscience politique et des objectifs politiques de la classe ouvrière ? S'il en est ainsi, ne devons-nous pas aller jusqu'à reprendre le « mot à l'emporte-pièce » d'un « jeune » social-démocrate de la capitale : « Il est prématuré de discréditer l'autocratie aux yeux des ouvriers » ?...

Ce n'est pas seulement à propos de la « politique » que la *Profession de foi* laisse apparaître une extrême étroitesse de vues. « L'agitation exercée auprès de la masse, y lisons-nous, ne peut actuellement s'exprimer, en premier lieu, que par un concours apporté à la lutte économique du prolétariat ; c'est pourquoi le Comité utilise chaque conflit des ouvriers avec les patrons, ou chaque abus important de la part des patrons, pour adresser aux ouvriers une proclamation expliquant aux ouvriers leur situation, en les appelant à protester, en jouant un rôle dirigeant dans les grèves, en formulant leurs revendications, en indiquant la meilleure façon de les faire aboutir, en développant par tous ces moyens la conscience de classe des ouvriers » et — c'est tout, on ne nous dit plus rien de la lutte économique. Et

c'est cela qu'on appelle une *profession de foi* ! Relisez attentivement ces passages : c'est de nouveau le langage du « Credo » et la pensée du « Credo » (ce qui illustre une fois de plus la grave erreur de la rédaction du *Rabotchéié Diélo*, qui s'acharne à vouloir couvrir les vues des « jeunes économistes » et à n'y voir qu'une déviation de quelques individus isolés).

Pour un socialiste, la lutte économique sert de base à l'organisation des ouvriers en un parti révolutionnaire, au développement de leur lutte de classe unie contre le régime capitaliste dans son ensemble. Mais si l'on considère que la lutte économique se suffit à elle-même, alors elle ne contient rien qui soit socialiste, et l'expérience de tous les pays d'Europe nous fournit une quantité d'exemples non seulement de syndicats socialistes, mais aussi de syndicats antisocialistes.

La tâche du politicien bourgeois est de « contribuer à la lutte économique du prolétariat » ; la tâche du socialiste est de faire contribuer la lutte économique au mouvement socialiste et aux succès du parti ouvrier révolutionnaire. La tâche du socialiste est de contribuer à la fusion indissoluble de la lutte économique et de la lutte politique dans une lutte de classe unique des masses ouvrières socialistes. Ainsi, les expressions déliquescentes de la *Profession de foi* du Comité de Kiev ouvrent la porte toute grande aux idées de Bernstein et légitiment une attitude impardonnablement étroite à l'égard de la lutte économique.

L'agitation de masse doit consister dans l'agitation économique et politique la plus large qui soit à propos de toute manifestation de l'oppression, dans une agitation que nous devons utiliser pour attirer un nombre toujours croissant d'ouvriers dans les rangs du parti social-démocrate révolutionnaire, pour stimuler toutes les manifestations possibles de la lutte politique, pour organiser cette lutte en la faisant passer de ses formes spontanées à une lutte menée par un parti politique unifié. Ainsi, l'agitation doit être un *moyen* d'amplifier la protestation politique et des formes plus organisées de lutte politique. A l'heure actuelle, le cadre de notre agitation est trop étroit, le cercle des questions qu'elle aborde est trop limité, et notre devoir est de ne pas légitimer cette étroitesse, mais de tendre au

contraire à nous en dégager, à approfondir et élargir notre travail d'agitation.

Dans la *Profession de foi* que nous examinons, cette étroitesse mène non seulement aux erreurs théoriques analysées ci-dessus, mais encore à un rétrécissement des tâches pratiques. Celui-ci apparaît dans le désir de « poser comme tâche première et urgente une enquête sur la situation des ouvriers dans les fabriques et les usines des diverses localités par la voie de questionnaires et par d'autres procédés ». Nous ne pouvons évidemment élever aucune objection contre les questionnaires en général, qui sont une partie nécessaire de l'agitation ; mais entreprendre une enquête, c'est gaspiller des forces révolutionnaires déjà bien assez pauvres sans cela.

On peut, en fait, puiser bien des choses dans nos enquêtes légales. La tâche première et urgente devrait consister à élargir l'agitation et la propagande (surtout sur le plan politique), d'autant plus que l'excellente habitude que contractent nos ouvriers d'envoyer de leur propre chef des correspondances aux journaux socialistes garantit une abondance suffisante de matériaux.

Une étroitesse encore plus grande apparaît dans la question des caisses, où l'on ne reconnaît comme souhaitable que les « caisses professionnelles de grève », sans dire un mot de l'intégration de ces caisses, comme autant de maillons, dans le parti social-démocrate, pour servir à la lutte politique.

Limiter nos caisses clandestines à la seule activité économique, voilà une tendance bien naturelle pour les auteurs du « Credo », mais incompréhensible dans la *Profession de foi* d'un comité du Parti ouvrier social-démocrate de Russie.

A propos des sociétés légales, les positions de la *Profession de foi* ne sont pas moins étroites, et expriment exactement le même désir de faire des concessions à la fameuse bernsteiniade ; aider à la constitution de caisses, pour un comité du Parti social-démocrate, c'est encore une fois éparpiller ses forces et effacer la démarcation entre le travail culturel et le travail révolutionnaire ; le parti révolutionnaire peut et doit utiliser les associations légales pour renforcer et consolider *son propre* travail, pour en faire des

foyers d'agitation, une couverture commode pour établir des liaisons, etc., etc., mais c'est tout. Dépenser les forces des socialistes pour aider à la formation d'associations est on ne peut plus irrationnel ; accorder un rôle à part à ces associations est une erreur ; penser que les associations légales peuvent être « complètement indépendantes de la participation et de la pression des patrons » est tout simplement ridicule.

Enfin, les plans du Comité de Kiev en matière d'organisation portent également l'empreinte de l'étroitesse de ses vues et de leurs particularités spécifiques. A la vérité, nous sommes pleinement d'accord avec le Comité de Kiev pour dire qu'il est inopportun d'annoncer dès maintenant la reconstitution du Parti et d'élire un nouveau Comité central, mais nous considérons comme complètement erronée son opinion sur le « caractère purement économique du mouvement », et suivant laquelle le prolétariat russe ne serait « pas encore mûr pour l'agitation politique ». Ce serait également une erreur d'attendre que « les groupes locaux aient pris de la force, aient augmenté en nombre et consolidé leurs liaisons avec le milieu ouvrier » : un tel renforcement conduit souvent à une faillite immédiate.

Non, nous devons immédiatement entreprendre l'unification et la commencer sur le plan des publications, en fondant un organe commun, qui doit tenter de préparer la reconstitution du Parti en servant d'organe pour toute la Russie, en rassemblant les correspondances et les matériaux provenant des cercles de toutes les régions, en faisant une place à la discussion des questions litigieuses, en élargissant le cadre de notre propagande et de notre agitation, en accordant une attention toute spéciale aux questions d'organisation, aux procédés tactiques et techniques à employer pour mener notre affaire, en satisfaisant tous les besoins des ouvriers les plus développés et en élevant constamment les couches inférieures du prolétariat (attirées par les correspondances ouvrières, etc.) au niveau d'une participation de plus en plus consciente au mouvement socialiste et à la lutte politique.

C'est seulement par cette voie, nous en avons la conviction, que peuvent être préparées les conditions concrètes

nécessaires à l'unification et à la reconstitution du Parti, et c'est seulement une polémique menée franchement et à visage découvert contre l'« économisme » étroit et contre les idées bernsteiniennes de plus en plus répandues, qui peut assurer le développement régulier du mouvement ouvrier russe et de la social-démocratie russe.

Rédigé fin 1899

Publié pour la première fois en 1928 dans le Recueil Lénine VII

Conforme au manuscrit, recopié par une main inconnue

A PROPOS DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES

On appelle conseil de prud'hommes des tribunaux composés de délégués élus des ouvriers et des patrons (des fabricants dans l'industrie), qui examinent les affaires et les différends si fréquemment suscités par les conditions d'embauche, par la détermination du salaire pour un travail normal et pour le paiement des heures supplémentaires, par le congédiement des ouvriers en violation des règles établies, les dédommagements pour détérioration de matériel, les amendes arbitraires, etc., etc. Ces tribunaux existent dans la plupart des pays d'Europe occidentale, mais pas en Russie ; nous nous proposons d'examiner les avantages qu'ils apportent aux ouvriers et les raisons pour lesquelles il est désirable de les instituer en plus des tribunaux ordinaires, où opère un seul juge désigné par le gouvernement ou élu par les classes possédantes, sans aucun représentant élu des patrons ni des ouvriers.

Le premier avantage du conseil de prud'hommes est d'être beaucoup plus accessible aux ouvriers. Pour porter plainte devant un tribunal ordinaire, il faut rédiger une requête (ce qui exige souvent le concours d'un avocat) ; il faut payer les droits de timbre, attendre longtemps le jour du jugement, comparaître devant le tribunal en interrompant pour cela son travail et celui des témoins ; il faut attendre ensuite que l'affaire soit, sur la plainte des parties mécontentes, renvoyée devant une instance supérieure, où elle fera l'objet d'un nouveau jugement. Il n'est pas étonnant que les ouvriers mettent si peu d'empressement à s'adresser aux tribunaux ordinaires ! Par contre, les con-

seils de prud'hommes sont composés de patrons et d'ouvriers élus en qualité de juges. Rien n'est plus facile pour un ouvrier que d'exposer oralement sa plainte à un camarade qu'il a lui-même élu délégué. Les séances des conseils de prud'hommes ont ordinairement lieu les jours de fête ou, en général, à une heure où les ouvriers sont libres et n'ont pas à quitter leur travail. La procédure y est bien plus rapide.

Le deuxième avantage des conseils de prud'hommes pour les ouvriers, c'est que les juges y sont beaucoup plus compétents dans les affaires concernant les fabriques et les usines, qu'en outre ce ne sont pas des fonctionnaires venus d'ailleurs, mais des gens de l'endroit, connaissant la vie des ouvriers et les conditions de la production locale ; enfin, la moitié des juges sont des ouvriers, qui se comporteront toujours avec équité envers l'ouvrier, au lieu de voir en lui un ivrogne, un insolent ou un ignorant (c'est ainsi que les ouvriers sont considérés par la majeure partie des juges fonctionnaires, qui se recrutent dans la classe de la bourgeoisie, dans la classe des possédants, et qui conservent presque toujours leurs attaches avec la société bourgeoise, avec les fabricants, les directeurs, les ingénieurs, mais sont séparés des ouvriers comme par une muraille de Chine). Le principal souci des juges fonctionnaires est que l'affaire soit réglée dans le respect des formes : pourvu que les papiers soient établis en bonne et due forme, le reste importe peu au fonctionnaire, dont l'unique ambition est de percevoir son traitement et de se faire bien voir de ses supérieurs. C'est ce qui fait que, dans les tribunaux bureaucratiques, il y a toujours cette scandaleuse surabondance de paperasserie, de chicaneries et d'artifices de procédure : il suffit de s'écarter d'une formule rituelle ou de ne pas consigner quelque chose en temps utile dans un procès-verbal pour que tout soit perdu, même si l'on était dans son droit. Quand les juges sont élus par les patrons et par les ouvriers, ils n'ont nul besoin d'accumuler des paperasses, car ils ne travaillent pas pour un traitement et ne dépendent pas de fonctionnaires parasites. Ils ne se soucient pas de décrocher un poste encore plus lucratif, mais de régler les conflits qui empêchent les fabricants de faire marcher leurs entreprises sans à-coups, et les ouvriers de

continuer tranquillement leur travail sans trop s'exposer aux chicanes et aux injustices patronales. Et puis, pour trancher des différends entre patrons et ouvriers, il faut bien connaître, par sa propre expérience, la vie en usine. Le juge fonctionnaire jette un coup d'œil sur le livret de travail de l'ouvrier, lit le règlement, et ne veut rien entendre de plus : le règlement a été violé, dit-il, tant pis pour toi, tu en répondras, le reste ne me regarde pas. Tandis que les juges élus parmi les patrons et les ouvriers ne regardent pas seulement les paperasses, mais aussi la façon dont les choses se passent en réalité. Car parfois la règle reste la règle sur le papier, alors que dans la pratique il en va tout autrement. Même s'il le voulait, et quand bien même il examinerait l'affaire avec toute l'attention voulue, le juge fonctionnaire ne peut souvent pas comprendre de quoi il retourne, car il ignore les us et coutumes, il ne sait pas comment s'établit un tarif de salaires, il ignore par quels procédés les contremaîtres briment souvent l'ouvrier sans violer les règlements et les tarifs (on affecte, par exemple, l'ouvrier à un autre travail, on lui fournit d'autres matières premières que celles prévues, etc.). Les juges élus, qui travaillent eux-mêmes ou qui gèrent eux-mêmes les affaires de la fabrique, se retrouvent d'emblée dans toutes ces questions ; ils comprennent aisément ce que désire au fond l'ouvrier ; ils ne se soucient pas seulement de l'observation du règlement, mais cherchent à faire en sorte qu'on ne puisse pas brimer l'ouvrier en tournant le règlement, et qu'il ne puisse y avoir aucun prétexte à supercherie et à arbitraire. Ainsi, les journaux ont annoncé dernièrement que des ouvriers chapeliers avaient failli être condamnés pour vol à la suite d'une plainte déposée par le patron : ils avaient utilisé des chutes de bonnets de fourrure. Heureusement qu'il se soit trouvé d'honnêtes avocats pour recueillir des renseignements, pour prouver que c'était la coutume dans ce corps de métier et que, loin d'être des voleurs, les ouvriers n'avaient même contrevenu à aucun règlement. Mais un ouvrier ordinaire, un simple ouvrier, qui touche un salaire dérisoire, ne pourra presque jamais se payer un bon avocat, et c'est pourquoi, comme le savent tous les ouvriers, les juges fonctionnaires prononcent bien souvent, dans les affaires concernant les ouvriers, les sentences les

plus sévères, les plus absurdement sévères. On ne saurait jamais entendre des juges fonctionnaires une justice absolue : nous avons déjà dit que ces juges appartiennent à la classe bourgeoise et qu'ils sont disposés par avance à croire tout ce que dit le patron et à ne pas faire confiance à l'ouvrier. Le juge consulte le code : contrat d'embauchage individuel (une personne s'engage, moyennant salaire, à faire telle chose pour une autre ou à la servir). Qu'il s'agisse d'un ingénieur, d'un médecin, d'un directeur d'usine qui s'embauche chez un fabricant, ou bien d'un manœuvre, peu importe au juge ; il pense (à cause de son âme paperassière et de sa stupidité bourgeoise) que le manœuvre doit connaître ses droits et savoir faire établir les stipulations du contrat tout aussi bien que le directeur, le médecin et l'ingénieur. Alors que les conseils de prud'hommes comprennent des juges (une moitié) élus par les ouvriers, qui savent fort bien qu'un ouvrier novice ou un jeune ouvrier se sent souvent dans l'usine ou au bureau comme au fond d'un bois et est loin de penser qu'il conclut un « contrat libre » et qu'il peut y « faire stipuler » toutes les clauses qui lui paraissent souhaitables. Prenons, à titre d'exemple, le cas suivant : un ouvrier veut se plaindre d'une mise au rebut injustifiée de son travail ou d'une amende imméritée. Inutile de songer à s'en plaindre au juge fonctionnaire ou à l'inspecteur de fabrique également fonctionnaire. Un fonctionnaire s'en tiendra à la règle : la *loi* confère au patron le droit d'infliger des amendes aux ouvriers et de mettre au rebut un travail mal exécuté, et c'est, donc, au patron à décider si le travail est mal fait et si l'ouvrier a commis une faute. Voilà pourquoi les ouvriers adressent si rarement aux tribunaux des plaintes de ce genre : ils supportent les abus, les tolèrent, et finissent par se mettre en grève lorsqu'ils sont à bout de patience. Mais s'il y avait parmi les juges des représentants mandatés par les ouvriers, ces derniers auraient infiniment moins de peine à faire triompher la justice et à trouver protection dans ces affaires comme dans les plus petites contestations et injustices qui se produisent à l'usine. Car il faut être un magistrat cossu pour s'imaginer qu'il ne vaut pas la peine de s'arrêter à ces menus détails (par exemple, de l'eau bouillante pour le thé, ou l'obligation de

nettoyer une fois de plus une machine, ou autres faits analogues) ; mais pour l'ouvrier, ce ne sont pas du tout des détails. Seuls les ouvriers eux-mêmes peuvent juger de la masse de vexations, d'avanies et d'humiliations causées parfois dans les fabriques par des règles et dispositions de détail, à première vue absolument insignifiantes et anodines.

Le troisième avantage des conseils de prud'hommes pour les ouvriers est qu'en y participant, et par leur intermédiaire, les ouvriers apprennent à connaître les lois. Généralement, les ouvriers (dans leur masse) ignorent les lois et ne peuvent pas les connaître, ce qui n'empêche pas les bureaucrates et les juges fonctionnaires de les punir pour cette ignorance des lois. Si un ouvrier, entendant invoquer une loi par un fonctionnaire, répond qu'il l'ignorait, le fonctionnaire (ou le juge) lui rira au nez ou le rabrouera : « Nul n'est censé ignorer la loi », — voilà ce que dit le code russe. Chaque fonctionnaire et chaque juge *suppose* donc que tout ouvrier connaît les lois. Mais cette supposition est un mensonge bourgeois, un mensonge inventé par les classes possédantes et par les capitalistes contre les non-possédants, le même mensonge que l'hypothèse suivant laquelle l'ouvrier conclut avec le patron un « contrat libre ». La vérité est que l'ouvrier qui va travailler à l'usine dès son jeune âge, ayant à peine appris à lire et à écrire (et nombreux sont ceux qui ne peuvent même pas apprendre à lire et à écrire !), n'a pas le temps d'étudier les lois ni personne pour les lui faire connaître, ce qui serait d'ailleurs à peu près inutile, — car les lois étant appliquées sans qu'on lui demande son avis, par des fonctionnaires issus de la bourgeoisie, la connaissance des lois ne lui donnera pas grand-chose ! Les classes bourgeoises qui accusent les ouvriers d'ignorer les lois n'ont absolument rien fait pour faciliter aux ouvriers l'acquisition de cette connaissance, et c'est pourquoi les vrais responsables de l'ignorance des lois par les ouvriers sont moins ces derniers que leurs exploiteurs (=spoliateurs), qui détiennent tous les biens, vivent du travail des autres et veulent profiter seuls de l'instruction et de la science. Aucune école et aucun livre ne donnera et ne peut donner aux ouvriers la connaissance des lois, car parmi les millions de travailleurs écrasés par le capital, bien rares sont ceux qui ont la possibilité de li-

re des livres ; pour la même raison, bien peu suivent l'école, et ceux-là même qui le font savent seulement lire, écrire et compter, ce qui est insuffisant pour s'orienter dans un domaine aussi difficile et compliqué que celui des lois russes. Les ouvriers ne peuvent connaître les lois que lorsqu'ils sont amenés à les appliquer eux-mêmes, à entendre et voir prononcer des jugements d'après ces lois. Les ouvriers pourraient mieux connaître les lois si, par exemple, ils étaient désignés comme jurés (les patrons étant tenus de payer aux ouvriers leur salaire habituel pendant les jours que ceux-ci passeraient au tribunal), mais la société bourgeoise est organisée de façon que seuls peuvent être jurés des membres de la classe possédante (ou encore des paysans dressés dans les « services publics », c'est-à-dire en fait dans les services policiers subalternes) ; quant aux non-possédants, les prolétaires, ils sont tenus de se soumettre uniquement aux sentences d'un tribunal qui leur est étranger, sans avoir le droit de juger eux-mêmes ! Lorsqu'on constitue des conseils de prud'hommes, les ouvriers élisent eux-mêmes pour juges leurs camarades, et ces élections se renouvellent après un laps de temps déterminé ; ainsi, les élus ouvriers appliquent eux-mêmes les lois et ont la possibilité d'apprendre à les connaître dans la pratique, c'est-à-dire non seulement de lire ce qui est écrit dans le code (ce qui est encore loin de signifier qu'on connaisse les lois), mais de se rendre aussi pratiquement compte des cas où s'appliquent telles ou telles lois, de la façon dont elles s'appliquent et des conséquences qui en découlent pour les ouvriers. Ensuite, outre les juges élus, les autres ouvriers se familiarisent sans trop de peine avec les lois lorsqu'il existe des conseils de prud'hommes, car un ouvrier peut toujours s'entretenir facilement avec des juges élus parmi ses camarades et en obtenir les renseignements voulus. Le conseil de prud'hommes étant plus accessible aux ouvriers qu'un tribunal formé de fonctionnaires, les ouvriers le fréquentent beaucoup plus souvent, assistent à l'examen des affaires concernant leurs parents et les personnes de leur connaissance et apprennent ainsi à connaître les lois. Or, pour l'ouvrier, il importe infiniment de se familiariser avec les lois, non seulement par les livres, mais dans la vie elle-même, afin de pouvoir comprendre dans l'intérêt de qui

ces lois ont été faites, dans l'intérêt de qui agissent les gens qui les appliquent. Une fois initié aux lois, tout ouvrier verra clairement qu'elles défendent les intérêts de la classe des possédants, des propriétaires, des capitalistes, de la bourgeoisie, et que la classe ouvrière n'arrivera jamais à améliorer sa situation d'une façon durable et radicale tant qu'elle n'aura pas conquis le droit d'élire ses mandataires, qui participeront à l'élaboration des lois et au contrôle de leur application.

Ensuite (quatrièmement), le bon côté des conseils de prud'hommes, c'est qu'ils habituent les ouvriers à participer par eux-mêmes aux affaires publiques, aux affaires de l'Etat (car le tribunal est une institution officielle dont l'activité fait partie de l'activité de l'Etat), qu'ils habituent les ouvriers à élire leurs camarades les plus intelligents, les plus honnêtes, les plus fermes dans la défense de la cause ouvrière, à des postes où l'effort de ces ouvriers apparaît nettement à toute la classe ouvrière, à des postes où les représentants ouvriers peuvent exposer les besoins et les revendications de tous les ouvriers. L'intérêt de la classe des capitalistes, l'intérêt de la bourgeoisie tout entière, est de maintenir les ouvriers dans l'ignorance et dispersés, afin de pouvoir congédier sans retard les ouvriers plus intelligents que les autres et qui profitent de leur intelligence et de leur savoir, non pour trahir la cause ouvrière en gagnant les faveurs des contremaîtres, des patrons et de la police, mais pour aider les autres ouvriers à acquérir plus de connaissances et leur apprendre à défendre ensemble la cause ouvrière. Mais pour que tous les ouvriers connaissent ces ouvriers d'avant-garde, si nécessaires à la cause ouvrière, et pour qu'ils leur accordent leur confiance, il est essentiel que tous soient témoins de l'activité de ces ouvriers, que chacun sache s'ils sont capables d'exprimer et de défendre les véritables besoins et les vœux réels des ouvriers. Si les ouvriers pouvaient élire de tels hommes au poste de juges, les meilleurs d'entre les ouvriers seraient connus de tous, on leur accorderait une plus grande confiance et la cause ouvrière y gagnerait énormément. Voyez nos grands propriétaires fonciers, nos industriels et nos marchands: ils ne se contentent pas de la possibilité qu'a chacun d'eux de se rendre chez un gouverneur ou un ministre et

de lui exposer ses demandes ; ils s'attachent encore à obtenir que leurs représentants élus siègent aux tribunaux (les tribunaux comprenant des représentants des états) et prennent une part directe à l'administration des affaires (par exemple, les maréchaux de la noblesse [110], les curateurs des écoles, etc., élus par les nobles, etc. ; les membres des services des fabriques [111], les membres des comités de la Bourse et des comités des foires, etc., désignés par les marchands). Quant à la classe ouvrière de Russie, elle est privée de tous droits : on la considère comme une bête de somme tenue de travailler pour les autres et de se taire, sans pouvoir se permettre de formuler ses besoins et ses désirs. Si les ouvriers élisaient régulièrement leurs camarades aux conseils de prud'hommes, ils auraient au moins quelque possibilité de participer aux affaires publiques et de faire connaître non seulement l'opinion de tel ou tel ouvrier, de Pierre ou de Paul, mais les opinions et les revendications de tous les ouvriers. Et les ouvriers ne se méfieraient plus des tribunaux comme ils se méfient des tribunaux de fonctionnaires : ils verraient qu'il s'y trouve des camarades à eux pour les défendre.

Et puis (cinquièmement), les conseils de prud'hommes présentent pour les ouvriers l'avantage de donner plus de publicité aux affaires concernant les usines et à tous les événements de la vie en usine. Nous voyons qu'aujourd'hui les fabricants et le gouvernement font tout leur possible pour dissimuler aux yeux du public ce qui se passe dans le monde des fabriques : il est interdit de parler des grèves dans la presse ; on a cessé également de publier les comptes rendus des inspecteurs de fabrique sur la situation des ouvriers ; on s'efforce de passer sous silence tous les abus et de régler les choses au plus vite « à huis clos », par la voie bureaucratique ; les réunions d'ouvriers sont interdites. Il n'est pas étonnant que la masse des ouvriers soit souvent très mal informée de ce qui se passe dans les autres fabriques ou même dans les autres départements de la même fabrique. Les conseils de prud'hommes, auxquels les ouvriers pourraient fréquemment s'adresser, et où les affaires seraient traitées aux heures où les ouvriers sont libres et publiquement, c'est-à-dire en présence du public ouvrier, seraient pour eux d'une grande utilité en ce sens qu'ils con-

tribueraient à divulguer tout abus, qu'ils faciliteraient ainsi aux ouvriers la lutte contre les divers scandales qui se produisent dans les fabriques, qu'ils habitueraient les ouvriers à penser non seulement à ce qui se passe dans leur propre usine, mais au régime en vigueur dans toutes les usines, à la situation de tous les ouvriers *.

Enfin, on ne saurait passer sous silence cet autre avantage des conseils de prud'hommes : ils habituent les fabricants, les directeurs, les contremaîtres, à se montrer corrects avec les ouvriers, à les traiter comme des citoyens ayant les mêmes droits qu'eux-mêmes, et non comme des serfs. Tout ouvrier sait que les fabricants et les contremaîtres se permettent très souvent de traiter les ouvriers avec une grossièreté scandaleuse, de les injurier, etc. Il est difficile à un ouvrier de se plaindre de cette attitude, et une riposte n'est possible que là où tous les ouvriers sont déjà suffisamment évolués et capables de soutenir leur camarade. Les fabricants et les contremaîtres disent que nos ouvriers sont très ignorants et très grossiers, et qu'on est bien obligé, dans ces conditions, de les traiter grossièrement. En effet, il existe encore, dans la classe ouvrière de chez nous, beaucoup de traces du servage : peu d'instruction et beaucoup de grossièreté, on ne saurait le nier. Mais à qui la faute, en tout premier lieu ? Précisément aux fabricants, aux contremaîtres, aux fonctionnaires, qui se comportent avec les ouvriers comme des seigneurs avec leurs serfs, qui se refusent à considérer l'ouvrier comme leur égal. L'ouvrier aura beau adresser une demande ou une question sur le ton

* Bien entendu, il ne faut pas oublier à ce propos que les conseils de prud'hommes ne sauraient être qu'un des moyens, et nullement le moyen essentiel, d'assurer cette publicité. La vie en usine, la situation des ouvriers et leur lutte ne peuvent être vraiment et pleinement portées à la connaissance du public que par des journaux ouvriers libres et des réunions publiques également libres, où il soit discuté de toutes les affaires de l'Etat. De même, la représentation des ouvriers dans les conseils de prud'hommes n'est que l'un des moyens de représentation, mais pas le principal, tant s'en faut : la représentation des intérêts et des besoins des ouvriers n'est réellement possible que dans une institution représentative du peuple tout entier (un Parlement), chargée de promulguer les lois et de veiller à leur application. Nous reviendrons plus loin sur la question de savoir s'il est possible, étant donné l'état de choses actuel en Russie, d'y créer des conseils de prud'hommes.

le plus poli, il n'entendra en retour que grossièretés, injures et menaces. N'est-il pas évident que si, à cette occasion, les fabricants accusent les ouvriers de grossièretés, ils s'en prennent à autrui de leurs propres fautes ? Les conseils de prud'hommes feraient vite perdre à nos exploiteurs l'habitude d'être grossiers : des ouvriers seraient juges aux côtés de fabricants, ils examineraient ensemble les affaires et voteraient ensemble. Les juges fabricants seraient obligés de voir dans les juges ouvriers leurs égaux, et non des mercenaires. On verrait défiler devant le conseil des plaideurs et des témoins dont les uns seraient des fabricants et les autres des ouvriers : les fabricants apprendraient à mener des pourparlers sur un ton correct avec les ouvriers. Cela est très important pour les ouvriers, car à l'heure actuelle il est très rare que de tels pourparlers puissent s'engager : le fabricant ne veut même pas entendre parler de l'élection de délégués par les ouvriers, et il ne reste à ces derniers qu'une seule voie pour entrer en pourparlers : la grève, voie difficile et souvent très pénible. En outre, s'il y avait des ouvriers parmi des juges, les ouvriers pourraient facilement porter plainte devant le conseil contre la grossièreté patronale. Les juges ouvriers prendraient toujours fait et cause pour eux, et l'assignation en justice du fabricant ou du contremaître pour fait de grossièreté leur ferait passer l'envie de se montrer insolent et arrogant.

Ainsi, les conseils de prud'hommes, composés par moitié de délégués élus des patrons et des ouvriers, sont d'une très grande importance pour les ouvriers et leur apportent beaucoup d'avantages : ils sont beaucoup plus accessibles aux ouvriers que les tribunaux ordinaires ; leur procédure comporte moins de paperasserie et de lenteurs bureaucratiques ; les juges y connaissent mieux les conditions de la vie de fabrique et se montrent plus équitables ; ils familiarisent les ouvriers avec les lois et leur apprennent à élire leurs représentants pour la participation aux affaires publiques ; ils donnent une plus grande publicité à la vie de fabrique et au mouvement ouvrier ; ils habituent les fabricants à traiter poliment les ouvriers et à mener avec eux des pourparlers corrects, d'égal à égal. Aussi n'est-il pas étonnant que les ouvriers de tous les pays européens récla-

ment la création de conseils de prud'hommes, exigent que ces conseils existent non seulement à l'intention des ouvriers d'usine (chez les Allemands et les Français ces conseils existent déjà), mais aussi à l'intention des ouvriers travaillant à domicile pour le compte de capitalistes (des artisans) et des ouvriers agricoles. Aucun fonctionnaire nommé par le gouvernement (*ni les juges, ni les inspecteurs de fabrique*) ne pourra *jamais* remplacer ces institutions où *participeraient les ouvriers eux-mêmes* : inutile de nous étendre là-dessus après tout ce qui a été dit plus haut. D'ailleurs, tout ouvrier sait par sa propre expérience ce qu'il peut attendre des fonctionnaires ; tout ouvrier comprendra fort bien que si on lui dit que des fonctionnaires sauront le défendre tout aussi bien que des délégués élus par les ouvriers eux-mêmes, c'est un mensonge pur et simple. Ce mensonge est très avantageux pour le gouvernement, qui veut que les ouvriers restent des esclaves des capitalistes, des esclaves ignorants, privés de tous droits et réduits au silence. C'est bien pourquoi on entend si souvent ces assertions mensongères émanant de fonctionnaires ou d'écrivains qui se font les avocats des fabricants et du gouvernement.

La nécessité et l'utilité des conseils de prud'hommes pour les ouvriers sont évidentes au point que les *fonctionnaires russes eux-mêmes* les ont depuis longtemps reconnues. A vrai dire, cela remonte si loin que beaucoup l'ont oublié ! C'était lorsque nos paysans ont été affranchis par l'abolition du servage (en 1861, il y a plus de 38 ans). Vers la même époque, le gouvernement russe décida de remplacer par de nouveaux textes les lois relatives aux artisans et aux ouvriers d'usine : il était désormais trop évident qu'après l'affranchissement des paysans, on ne pouvait plus laisser subsister les anciennes lois ouvrières ; à l'époque où elles avaient été élaborées, beaucoup d'ouvriers étaient encore des serfs. Et le gouvernement désigna une commission de plusieurs fonctionnaires, chargés d'étudier les lois d'Allemagne et de France (ainsi que d'autres pays) sur les ouvriers d'industrie et d'élaborer un projet de modification des lois russes sur ces ouvriers et sur les artisans. De très hauts personnages faisaient partie de cette commission. Ils se mirent cependant au travail et ne publiè-

rent pas moins de cinq volumes où ils exposèrent les lois des pays étrangers et proposèrent une nouvelle législation pour la Russie. La loi proposée par la commission *prévoyait l'institution de conseils de prud'hommes avec des juges élus pour une moitié par les fabricants et pour l'autre par les ouvriers*. Ce projet a été publié en 1865, c'est-à-dire il y a 34 ans. Et qu'a-t-on fait de ce projet ? demandera l'ouvrier. Pourquoi le gouvernement, qui avait lui-même chargé ces fonctionnaires de présenter un projet en vue des modifications nécessaires, n'a-t-il pas institué en Russie de conseils de prud'hommes ?

Notre gouvernement s'est comporté à l'égard du projet de cette commission comme il le fait toujours à l'égard de tous les autres projets tant soit peu utiles au peuple et aux ouvriers. Il a rémunéré le travail accompli par les fonctionnaires pour le tsar et la patrie ; il leur a accroché des décorations, leur a donné de l'avancement et les a nommés à des postes plus lucratifs. Quant au projet qu'ils avaient établi, il l'a tranquillement enfoui dans les tiroirs, comme on dit dans les bureaux. Il y est encore aujourd'hui. Le gouvernement a complètement enterré l'idée qu'il faudrait accorder aux ouvriers le droit d'élire leurs propres délégués ouvriers aux conseils de prud'hommes.

Cependant, on ne saurait dire que depuis ce temps-là le gouvernement n'a pas pensé une seule fois aux ouvriers. A vrai dire, ce n'est pas de son plein gré qu'il s'est souvenu d'eux, mais uniquement sous la pression de grèves et de troubles menaçants ; mais enfin il a quand même pensé à eux. Il a édicté des lois interdisant le travail des enfants dans les fabriques, le travail de nuit pour les femmes dans certaines branches de production, des lois réduisant la journée de travail, instituant des inspecteurs de fabrique. Si procédurières que soient ces lois, si nombreuses que soient les échappatoires laissées aux fabricants désireux de violer ou de tourner ces lois, elles n'en sont pas moins d'une certaine utilité. Mais alors pourquoi, au lieu d'instituer les conseils de prud'hommes prévus par une loi déjà complètement élaborée, le gouvernement a-t-il préféré introduire de nouvelles lois et créer de nouveaux fonctionnaires : les inspecteurs de fabrique ? La raison en est très

claire, et il importe éminemment que les ouvriers la connaissent, parce que cet exemple leur permettra de comprendre toute la politique du gouvernement russe à l'égard de la classe ouvrière.

Si, au lieu d'instituer des conseils de prud'hommes, le gouvernement a nommé de nouveaux fonctionnaires, c'est parce que les conseils de prud'hommes auraient élevé la conscience des ouvriers, les auraient rendus plus conscients de leurs droits, de leur dignité d'hommes et de citoyens, leur auraient appris à réfléchir par eux-mêmes aux affaires publiques et aux intérêts de toute la classe ouvrière, leur auraient appris à élire leurs camarades plus avancés aux postes de représentants ouvriers, et auraient ainsi, jusqu'à un certain point, mis un frein à l'arbitraire absolu des fonctionnaires despotes. Or, c'est ce que notre gouvernement redoute par-dessus tout. Il veut bien aller jusqu'à distribuer aux ouvriers quelques aumônes (de peu d'importance, évidemment, et en s'arrangeant pour les donner solennellement d'une main, aux yeux de tous, afin de se poser en bienfaiteur, et pour les reprendre peu à peu, en catimini, de l'autre main ! Les ouvriers ont déjà eu un exemple de ce subterfuge avec la loi ouvrière du 2 juin 1897 !) ; il est disposé à distribuer quelques aumônes à condition de maintenir intact le despotisme des fonctionnaires et de ne pas laisser s'éveiller la conscience de classe des ouvriers, d'empêcher leur indépendance de se développer. Le gouvernement échappe sans peine à ce danger qui l'épouvante en nommant de nouveaux fonctionnaires : les fonctionnaires sont ses valets dociles. Il ne coûte rien d'interdire aux fonctionnaires (par exemple, aux inspecteurs de fabrique) de publier leurs comptes rendus ; il ne coûte rien de leur interdire de parler aux ouvriers de leurs droits et des abus des patrons ; il ne coûte rien de les transformer en argousins de fabrique en leur enjoignant d'informer la police de tout mécontentement et de toute effervescence parmi les ouvriers.

Aussi, tant que subsistera en Russie le régime politique actuel, c'est-à-dire l'absence de droits pour le peuple, l'arbitraire des fonctionnaires et de la police non responsables devant le peuple, les ouvriers ne peuvent espérer voir créer les conseils de prud'hommes qui leur seraient si utiles. Le gouvernement comprend fort bien que les

conseils de prud'hommes feraient très rapidement passer les ouvriers à des revendications plus radicales. En élisant leurs représentants aux conseils de prud'hommes, les ouvriers constateraient très vite que cela ne suffit pas, car les grands propriétaires fonciers et les fabricants qui exploitent les ouvriers envoient leurs représentants dans de très nombreuses institutions d'Etat beaucoup plus haut placées ; les ouvriers ne manqueraient pas d'exiger une représentation nationale. Ayant obtenu la publicité des affaires de fabrique et des besoins des ouvriers dans les conseils de prud'hommes, les ouvriers constateraient très vite que cela ne suffit pas, car, de nos jours, seuls les journaux et les réunions publiques peuvent assurer une publicité réelle ; et les ouvriers réclameraient la liberté de réunion, la liberté de la parole et de la presse. *Et voilà pourquoi le gouvernement a enterré le projet tendant à instituer des conseils de prud'hommes en Russie !*

D'autre part, admettons un instant que le gouvernement, voulant duper les ouvriers, institue dès maintenant, à dessein, des conseils de prud'hommes, tout en conservant intact le régime politique existant. Cette mesure profiterait-elle aux ouvriers ? Pas le moins du monde : les ouvriers eux-mêmes n'accepteraient pas d'élire à ces conseils leurs camarades les plus conscients, les plus honnêtes et les plus dévoués à la cause ouvrière, car ils savent que, pour toute parole franche et honnête, on peut en Russie appréhender un homme sur un simple ordre de la police, et, sans jugement ni enquête, le jeter en prison ou le déporter en Sibérie !

Donc, la revendication de conseils de prud'hommes comprenant des représentants élus par les ouvriers n'est qu'une parcelle d'une revendication beaucoup plus large et plus radicale : la revendication de droits politiques pour le peuple, c'est-à-dire le droit de participer à la direction des affaires publiques et de faire connaître ouvertement les besoins populaires non seulement dans des journaux, mais aussi dans des réunions publiques.

Rédigé fin 1899

Publié pour la première fois en 1924 dans le n° 8-9 de la revue « Proletarskaïa Révolutsia »

Conforme au manuscrit, recopié par une main inconnue

A PROPOS DES GREVES[113]

Depuis quelques années, les grèves ouvrières sont devenues extrêmement fréquentes en Russie. Pas de province industrielle, désormais, où il ne s'en soit produit plusieurs. Dans les grandes villes elles éclatent sans discontinuer. On conçoit donc que les ouvriers conscients et les socialistes se demandent de plus en plus souvent quelle est la signification des grèves, comment les conduire et dans quel sens les socialistes doivent y participer.

Nous voulons essayer d'exposer quelques-unes de nos idées sur ces questions. Dans un premier article, nous nous proposons d'étudier la signification des grèves dans le mouvement ouvrier en général ; dans le second, nous parlerons des lois russes contre les grèves, et, dans le troisième, nous dirons comment les grèves ont été et sont conduites en Russie, et quelle doit être l'attitude des ouvriers conscients à leur égard.

I

La première question est de savoir comment s'expliquent l'apparition des grèves et leur propagation. Quiconque évoquera tous les cas de grèves qu'il peut connaître par son expérience personnelle, par les récits d'autres personnes ou par les journaux, constatera d'emblée que les grèves apparaissent et se propagent là où apparaissent et se multiplient les grandes fabriques. Parmi les très grandes fabriques qui emploient des centaines (et parfois des milliers) d'ouvriers, on n'en trouvera guère une seule où il ne se soit produit des grèves ouvrières. Quand les

grandes fabriques et usines étaient peu nombreuses en Russie, les grèves l'étaient aussi ; depuis que les grandes fabriques se multiplient rapidement, tant dans les vieilles localités industrielles que dans des villes et bourgades nouvelles, les grèves se font de plus en plus fréquentes.

D'où vient que la grande production industrielle conduise toujours à des grèves ? Cela vient de ce que le capitalisme conduit nécessairement à la lutte des ouvriers contre les patrons ; et, quand la production se développe, cette lutte affecte nécessairement la forme de grèves.

Expliquons-nous.

On appelle capitalisme une organisation de la société où la terre, les fabriques, l'outillage, etc., appartiennent à un petit nombre de grands propriétaires fonciers et de capitalistes, tandis que la masse du peuple ne possède rien ou presque rien en propre et doit, par conséquent, chercher de l'embauche. Les grands propriétaires fonciers et les fabricants embauchent les ouvriers et leur font fabriquer tels ou tels produits qu'ils vendent sur le marché. Ce faisant, les fabricants se contentent de payer aux ouvriers un salaire qui leur permet à peine de subsister avec leurs familles ; tout ce que l'ouvrier produit au-delà de cette quantité de produits, le fabricant l'empoche, cela constitue son profit. Ainsi, en régime d'économie capitaliste, la masse du peuple effectue un travail salarié pour autrui ; elle ne travaille pas pour elle-même, mais pour des patrons, contre un salaire. On conçoit que les patrons s'efforcent toujours de diminuer le salaire : moins ils donneront aux ouvriers, et plus il leur restera de profit. Quant aux ouvriers, ils s'efforcent d'obtenir le salaire le plus élevé possible, pour procurer à l'ensemble de leur famille une nourriture saine et abondante, pour vivre dans un bon logement, pour ne pas être vêtus de loques, mais s'habiller comme tout le monde. Par conséquent, entre patrons et ouvriers, c'est une lutte incessante à propos des salaires ; le patron est libre d'embaucher qui bon lui semble, et il cherche l'ouvrier le moins cher. L'ouvrier est libre de s'embaucher chez le patron de son choix, et il cherche le plus cher, celui qui paye davantage. Que l'ouvrier travaille à la campagne ou à la ville, qu'il s'embauche chez un grand propriétaire foncier, un paysan riche, un entrepreneur ou un fabricant,

il marchande toujours avec le patron, il est aux prises avec lui au sujet de son salaire.

Mais l'ouvrier isolé peut-il soutenir cette lutte ? Le nombre des ouvriers s'accroît sans cesse : les paysans ruinés désertent les campagnes et fuient vers les villes et vers les fabriques. Les grands propriétaires fonciers et les fabricants introduisent des machines, qui enlèvent le travail aux ouvriers. Les chômeurs se multiplient dans les villes et les mendiants dans les campagnes ; les affamés font de plus en plus baisser les salaires. L'ouvrier isolé n'est plus à même de lutter contre le patron. Réclame-t-il un bon salaire ou refuse-t-il d'accepter une réduction de sa paie, le patron lui répond : va-t'en d'ici, il ne manque pas d'affamés à ma porte, qui seront trop heureux de travailler même pour un bas salaire.

Quand la misère publique en arrive au point que dans les villes et dans les campagnes il y a en permanence des quantités de chômeurs, que les fabricants amassent d'immenses richesses et que les petits patrons sont évincés par les millionnaires, alors l'ouvrier isolé se trouve *complètement désarmé* devant le capitaliste. Celui-ci peut l'écraser tout à fait, l'éreinter jusqu'à ce que mort s'ensuive par un travail de forçat, et pas seulement lui, mais aussi sa femme et ses enfants. En effet, prenez les branches de production où les ouvriers n'ont pas encore obtenu la protection de la loi et où ils ne peuvent opposer de résistance aux capitalistes : vous y verrez une journée de travail démesurément longue, qui va jusqu'à 17 et 19 heures ; vous y verrez des enfants de 5 à 6 ans s'épuisant à la tâche ; vous y verrez une génération d'ouvriers constamment affamés et mourant peu à peu d'inanition. Exemple : les ouvriers qui travaillent à domicile pour le compte des capitalistes ; du reste, tout ouvrier évoquera encore quantité d'autres exemples ! Même à l'époque de l'esclavage et du servage, les travailleurs n'ont jamais connu l'effrayante oppression que font peser les capitalistes sur ceux des ouvriers qui se montrent incapables de leur opposer une résistance et d'arracher des lois limitant l'arbitraire patronal.

C'est pour ne pas se laisser réduire à cette extrémité que les ouvriers engagent une lutte farouche. Voyant qu'en

agissant isolément, chacun d'eux est complètement désarmé et risque de succomber sous le joug du capital, ils en viennent à se dresser d'un commun accord contre leurs patrons. Des grèves ouvrières éclatent. Il arrive souvent qu'au début les ouvriers ne savent même pas ce qu'ils veulent, qu'ils ne se rendent pas compte *de ce qui* les fait agir ainsi : ils brisent les machines, sans plus, ou détruisent les fabriques. Ils veulent seulement faire sentir aux fabricants qu'ils sont révoltés ; ils font l'essai de leurs forces conjuguées pour sortir d'une situation intolérable, sans savoir encore au juste pourquoi leur situation est si désespérée et vers quoi ils doivent orienter leurs efforts.

Dans tous les pays, l'indignation ouvrière s'est manifestée à l'origine par des soulèvements isolés, des émeutes, pour employer le langage de la police et des fabricants de chez nous. Dans tous les pays, ces soulèvements isolés ont engendré, d'une part, des grèves plus ou moins pacifiques, et, d'autre part, une lutte générale de la classe ouvrière pour son émancipation.

Quel est le rôle des grèves (ou débrayages) dans la lutte de la classe ouvrière ? Pour répondre à cette question, nous devons d'abord nous arrêter un peu plus longuement sur les grèves. Si, comme nous l'avons vu, le salaire de l'ouvrier est déterminé par un contrat entre celui-ci et le patron, et si, en l'occurrence, l'ouvrier isolé se trouve complètement désarmé, il est évident que les ouvriers doivent nécessairement soutenir en commun leurs revendications, qu'ils doivent nécessairement organiser des grèves pour empêcher les patrons de réduire les salaires ou pour obtenir un salaire plus élevé. Et en effet, il n'est pas un seul pays à régime capitaliste où il n'y ait des grèves ouvrières. Dans tous les pays d'Europe et en Amérique, les ouvriers se sentent partout désarmés quand ils agissent isolément, et ils ne peuvent résister au patronat qu'en agissant d'un commun accord, soit en faisant grève, soit en en agitant la menace. Plus le capitalisme se développe, plus les grandes usines et fabriques se multiplient, plus les petits capitalistes sont délibérément évincés par les grands, et plus devient impérieuse la nécessité d'une résistance commune des ouvriers. Car le chômage s'aggrave, la concurrence devient plus âpre entre les capita-

listes qui s'efforcent de produire leurs marchandises au plus bas prix possible (ce qui demande que les ouvriers soient payés le moins cher possible), les fluctuations dans l'industrie s'accentuent et les crises deviennent plus violentes *. Lorsque l'industrie prospère, les fabricants réalisent de gros profits, sans songer le moins du monde à les partager avec les ouvriers ; mais en période de crise, les fabricants cherchent à faire supporter les pertes par les ouvriers. La nécessité des grèves dans la société capitaliste est si bien reconnue par tout le monde dans les pays d'Europe que la loi ne les y interdit pas. C'est seulement en Russie que subsistent des lois barbares contre les grèves (nous reviendrons encore sur ces lois et leur application).

Mais les grèves, qui relèvent de la nature même de la société capitaliste, marquent le début de la lutte menée par la classe ouvrière contre cette organisation de la société. Lorsque les riches capitalistes ont en face d'eux des ouvriers isolés et nécessiteux, c'est pour ces derniers l'asservissement total. La situation change quand ces ouvriers nécessiteux unissent leurs efforts. Les patrons ne tireront aucun profit de leurs richesses s'ils ne trouvent pas des ouvriers acceptant d'appliquer leur travail à l'outillage et aux matières premières des capitalistes et de produire de nouvelles richesses. Quand des ouvriers isolés ont affaire aux patrons, ils restent de véritables esclaves voués à travailler éternellement au profit d'autrui pour une bouchée de pain, à demeurer éternellement des mercenaires dociles et muets. Mais lorsqu'ils formulent en commun leurs revendications et refusent d'obéir à ceux qui ont le sac bien garni, ils cessent d'être des esclaves, ils deviennent des êtres humains, ils commencent à exiger que leur travail ne serve plus seulement à enrichir

* Nous examinerons plus en détail une autre fois les crises dans l'industrie, ainsi que leur signification pour les ouvriers. Pour l'instant, nous nous bornerons à faire remarquer qu'en ces dernières années, l'industrie russe a marché grand train, elle a « prospéré ». Mais aujourd'hui (fin 1899), des symptômes évidents montrent que cette « prospérité » va aboutir à une crise, à des difficultés dans l'écoulement des marchandises, à des faillites des fabricants, à la ruine des petits patrons et à des calamités terribles pour les ouvriers (chômage, réduction des salaires, etc.).

une poignée de parasites, mais permette aux travailleurs de vivre humainement. Les esclaves commencent à exiger de devenir des maîtres, de travailler et de vivre non point au gré des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, mais comme l'entendent les travailleurs eux-mêmes. Si les grèves inspirent toujours une telle épouvante aux capitalistes, c'est parce qu'elles commencent à ébranler leur domination. « Tous les rouages s'arrêteront, si ton bras puissant le veut », dit de la classe ouvrière une chanson des ouvriers allemands. En effet : les fabriques, les usines, les grandes exploitations foncières, les machines, les chemins de fer, etc., etc., sont pour ainsi dire les rouages d'un immense mécanisme qui extrait des produits de toutes sortes, leur fait subir les transformations nécessaires et les livre à l'endroit voulu. Tout ce mécanisme est actionné par *l'ouvrier*, qui cultive la terre, extrait le minerai, produit des marchandises dans les fabriques, construit les maisons, les ateliers, les voies ferrées. Quand les ouvriers refusent de travailler, tout ce mécanisme menace de s'arrêter. Chaque grève rappelle aux capitalistes que ce ne sont pas eux les vrais maîtres, mais les ouvriers, qui proclament de plus en plus hautement leurs droits. Chaque grève rappelle aux ouvriers que leur situation n'est pas désespérée, qu'ils ne sont pas seuls. Voyez quelle énorme influence la grève exerce aussi bien sur les grévistes que sur les ouvriers des fabriques voisines ou situées à proximité ou faisant partie d'une branche d'industrie similaire. En temps ordinaire, en temps de paix, l'ouvrier traîne son boulet sans mot dire, sans contredire le patron, sans réfléchir à sa situation. En temps de grève, il formule bien haut ses revendications, il remet en mémoire aux patrons toutes les vexations qu'ils lui ont infligées, il proclame ses droits, il ne songe pas uniquement à lui-même et à sa paie, mais aussi à tous les camarades qui ont cessé le travail en même temps que lui et qui défendent la cause ouvrière sans craindre les privations. Toute grève apporte aux ouvriers une foule de privations, et de privations si effroyables qu'elles ne peuvent se comparer qu'aux calamités de la guerre : la faim au foyer, la perte du salaire, bien souvent l'arrestation, l'expulsion de la ville qu'il habite de longue date et où il travaille. Et malgré tous ces mal-

heurs, les ouvriers méprisent ceux qui lâchent leurs camarades et qui composent avec le patron. Malgré les misères causées par la grève, les ouvriers des fabriques voisines éprouvent toujours un regain de courage à la vue de leurs camarades qui ont engagé la lutte. «Ceux qui supportent tant de misères pour briser la résistance d'un seul bourgeois sauront briser la résistance de la bourgeoisie tout entière»[113], a dit un des grands maîtres du socialisme, Engels, à propos des grèves des ouvriers anglais. Il suffit souvent qu'une seule fabrique se mette en grève pour que le mouvement gagne aussitôt une foule d'autres entreprises. Tant est grande l'influence morale des grèves, tant est contagieux pour les ouvriers le spectacle de leurs camarades qui, ne fût-ce que momentanément, cessent d'être des esclaves pour devenir les égaux des riches! Toute grève contribue puissamment à orienter les ouvriers vers l'idée du socialisme, de la lutte menée par la classe ouvrière tout entière pour s'affranchir du joug du capital. Il est arrivé très souvent qu'avant une grève importante, les ouvriers d'une fabrique, d'une industrie, d'une ville donnée ne savaient presque rien du socialisme et n'y pensaient guère, mais qu'après la grève, les cercles et les associations se multipliaient parmi eux, tandis qu'un nombre sans cesse grandissant d'ouvriers devenaient socialistes.

La grève aide les ouvriers à prendre conscience de leur propre force et de celle des patrons ; elle les habitue à penser non pas seulement à leur propre patron et à leurs camarades les plus proches, mais à tous les patrons, à toute la classe des capitalistes et à toute la classe ouvrière. Lorsqu'un fabricant, qui a amassé des millions grâce au labeur de plusieurs générations d'ouvriers, refuse la moindre majoration de salaire ou tente même de le réduire encore plus et, en cas de résistance, jette sur le pavé des milliers de familles affamées, les ouvriers voient clairement que la classe capitaliste dans son ensemble est l'ennemie de la classe ouvrière dans son ensemble, qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes et leur union. Il arrive très souvent que le patron s'emploie de son mieux à tromper les ouvriers, à se faire passer pour leur bienfaiteur, à dissimuler son exploitation des ouvriers par une aumône dérisoire, par des promesses fallacieuses. Chaque grève détruit toujours, d'un coup, tout ce mensonge ; elle mon-

tre aux ouvriers que leur « bienfaiteur » est un loup déguisé en mouton.

Mais la grève n'ouvre pas seulement les yeux des ouvriers en ce qui concerne les capitalistes ; elle les éclaire aussi sur le gouvernement et sur les lois. De même que les fabricants veulent se faire passer pour les bienfaiteurs des ouvriers, les fonctionnaires et leurs valets veulent persuader ces derniers que le tsar et son gouvernement agissent en toute équité, avec un égal souci du sort des patrons et des ouvriers. L'ouvrier ne connaît pas les lois, il n'a pas affaire aux fonctionnaires, surtout à ceux d'un rang supérieur, et c'est pourquoi il ajoute souvent foi à tous ces propos. Mais voilà qu'éclate une grève. Procureur, inspecteur de fabrique, police, souvent même la troupe, se présentent à la fabrique. Les ouvriers apprennent qu'ils ont contrevenu à la loi : la loi autorise les fabricants à se réunir et à discuter ouvertement des moyens de réduire les salaires des ouvriers, mais elle fait un crime à ces ouvriers de se concerter en vue d'une action commune ! Ils sont expulsés de leurs logements ; la police ferme les boutiques où ils pourraient acheter des aliments à crédit ; on cherche à dresser les soldats contre les ouvriers, alors même que ceux-ci restent bien calmes et pacifiques. On va jusqu'à faire tirer sur les ouvriers et, lorsque les soldats massacrent des ouvriers désarmés en tirant dans le dos d'une foule qui s'enfuit, le tsar en personne adresse ses félicitations à la troupe (c'est ainsi que le tsar a félicité les soldats qui avaient tué des ouvriers en grève à Iaroslavl, en 1895). Chaque ouvrier se rend compte désormais que le gouvernement du tsar est son pire ennemi, qu'il défend les capitalistes et tient les ouvriers pieds et poings liés. L'ouvrier commence à se rendre compte que les lois sont faites dans l'intérêt exclusif des riches, que les fonctionnaires aussi défendent l'intérêt de ces derniers, que la classe ouvrière est bâillonnée et qu'on ne lui laisse pas même la possibilité de faire connaître ses besoins, que la classe ouvrière doit de toute nécessité conquérir le droit de grève, le droit de publier des journaux ouvriers, le droit de participer à la représentation nationale, laquelle doit promulguer les lois et en assurer l'exécution. Et le gouvernement comprend fort bien lui-même que les grèves dessillent les

yeux aux ouvriers ; c'est pourquoi il les craint tant et s'efforce à tout prix de les étouffer le plus vite possible. Ce n'est pas par hasard qu'un ministre de l'Intérieur allemand, qui s'est rendu particulièrement célèbre en persécutant avec férocité les socialistes et les ouvriers conscients, a déclaré un jour devant les représentants du peuple : « derrière chaque grève se profile l'hydre (le monstre) de la révolution » ; chaque grève affermit et développe chez les ouvriers la conscience du fait que le gouvernement est son ennemi, que la classe ouvrière doit se préparer à lutter contre lui pour les droits du peuple.

Ainsi donc, les grèves apprennent aux ouvriers à s'unir ; elles leur montrent que c'est seulement en unissant leurs efforts qu'ils peuvent lutter contre les capitalistes ; les grèves apprennent aux ouvriers à penser à la lutte de toute la classe ouvrière contre toute la classe des fabricants et contre le gouvernement autocratique, le gouvernement policier. C'est pour cette raison que les socialistes appellent les grèves « l'école de la guerre », une école où les ouvriers apprennent à faire la guerre à leurs ennemis, en vue d'affranchir l'ensemble du peuple et tous les travailleurs du joug des fonctionnaires et du capital.

Mais « l'école de la guerre », ce n'est pas encore la guerre elle-même. Lorsque les grèves se propagent largement parmi les ouvriers, certains d'entre eux (et quelques socialistes) en viennent à s'imaginer que la classe ouvrière peut se borner à faire grève, à organiser des caisses et des associations pour les grèves, et que ces dernières à elles seules suffisent à la classe ouvrière pour améliorer sérieusement sa situation, voire pour réaliser son émancipation. Voyant la force que représentent l'union des ouvriers et même des grèves de faible envergure, certains pensent qu'il suffirait aux ouvriers d'organiser une grève générale s'étendant à l'ensemble du pays pour obtenir des capitalistes et du gouvernement tout ce qu'ils désirent. Cette opinion a été également celle des ouvriers d'autres pays, alors que le mouvement ouvrier n'en était qu'à ses débuts et manquait tout à fait d'expérience. *Mais cette opinion est fausse.* Les grèves sont *un* des moyens de lutte de la classe ouvrière pour son affranchissement, mais pas le seul ; et si les ouvriers ne portent pas leur attention

sur les autres moyens de lutte, ils ralentiront par là la croissance et les progrès de la classe ouvrière. En effet, pour assurer le succès des grèves, il faut des caisses afin de faire vivre les ouvriers pendant la durée du mouvement. Ces caisses, les ouvriers en organisent dans tous les pays (généralement dans le cadre d'une industrie donnée, d'une profession ou d'un atelier) ; mais chez nous, en Russie, la chose est extrêmement difficile, car la police les traque, confisque l'argent et emprisonne les ouvriers. Il va de soi que les ouvriers savent aussi déjouer la police, que la création de ces caisses est utile, et nous n'entendons pas la déconseiller aux ouvriers. Mais on ne peut espérer que ces caisses ouvrières, interdites par la loi, puissent attirer beaucoup de membres ; or, avec un nombre restreint d'adhérents, elles ne seront pas d'une très grande utilité. Ensuite, même dans les pays où les associations ouvrières sont libres et disposent de fonds très importants, même dans ces pays la classe ouvrière ne saurait se borner à lutter uniquement par des grèves. Il suffit d'un arrêt des affaires dans l'industrie (d'une crise comme celle qui se dessine actuellement en Russie) pour que les fabricants provoquent eux-mêmes des grèves, parce qu'ils ont parfois intérêt à faire cesser momentanément le travail, à ruiner les caisses ouvrières. Aussi les ouvriers ne peuvent-ils pas se borner exclusivement aux grèves et aux formes d'organisation qu'elles impliquent. En second lieu, les grèves n'aboutissent que là où les ouvriers sont déjà assez conscients, où ils savent choisir le moment propice, formuler leurs revendications, où ils sont en liaison avec les socialistes pour se procurer ainsi des tracts et des brochures. Or, ces ouvriers sont encore peu nombreux en Russie, et il est indispensable de tout faire pour en augmenter le nombre, pour initier la masse des ouvriers à la cause ouvrière, pour les initier au socialisme et à la lutte ouvrière. Cette tâche doit être assumée en commun par les socialistes et les ouvriers conscients, qui formeront à cet effet un parti ouvrier socialiste. En troisième lieu, les grèves montrent aux ouvriers, comme nous l'avons vu, que le gouvernement est leur ennemi, qu'il faut lutter contre lui. Et, dans tous les pays, les grèves ont en effet appris progressivement à la classe ouvrière à lutter contre les gouvernements pour les droits des ou-

vriers et du peuple tout entier. Ainsi que nous l'avons dit tout à l'heure, seul un parti ouvrier socialiste peut livrer ce combat, en diffusant parmi les ouvriers des notions justes sur le gouvernement et sur la cause ouvrière. Une autre fois, nous parlerons plus spécialement de la façon dont les grèves sont menées chez nous, en Russie, et de l'usage que doivent en faire les ouvriers conscients. Pour le moment, il nous faut souligner que les grèves, comme on l'a dit ci-dessus, sont « l'école de la guerre» et non la guerre elle-même, qu'elles sont seulement un des moyens de la lutte, une des formes du mouvement ouvrier. Des grèves isolées les ouvriers peuvent et doivent passer et passent effectivement dans tous les pays à la lutte de la classe ouvrière tout entière pour l'émancipation de tous les travailleurs. Lorsque tous les ouvriers conscients deviennent des socialistes, c'est-à-dire qu'ils aspirent à cette émancipation, lorsqu'ils s'unissent à travers tout le pays pour propager le socialisme parmi les ouvriers, pour enseigner aux ouvriers tous les procédés de lutte contre leurs ennemis ; lorsqu'ils forment un parti ouvrier socialiste luttant pour affranchir tout le peuple de l'oppression gouvernementale et pour émanciper tous les travailleurs du joug du Capital, alors seulement la classe ouvrière adhère sans réserve au grand mouvement des ouvriers de tous les pays, qui rassemble tous les ouvriers et arbore le drapeau rouge avec ces mots : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Rédigé fin 1899

Publié pour la première fois en 1924 dans le n° 8-9 de la revue « Proletarskaïa Révolutsia »

Conforme à un manuscrit, recopié par une main inconnue

PROJET DE DECLARATION DE LA REDACTION DE L'*ISKRA* [114] ET DE LA *ZARIA* [115]

Au moment où nous entreprenons la publication de deux organes social-démocrates : une revue politique et scientifique et un journal ouvrier destiné à toute la Russie, nous jugeons nécessaire de dire quelques mots de notre programme, du but auquel nous visons et de la façon dont nous comprenons nos tâches.

Nous traversons une période d'une importance exceptionnelle dans l'histoire du mouvement ouvrier russe et de la social-démocratie russe ; tout semble indiquer que notre mouvement est entré dans une phase critique : il s'est répandu si largement, il a jeté dans les coins les plus divers du pays tant de jeunes pousses vigoureuses, que nous le voyons aujourd'hui manifester avec une force irrésistible sa tendance à se consolider, à prendre une forme supérieure, à se donner une physionomie et une organisation nettement définies. En effet, ces dernières années ont été caractérisées par une diffusion incroyablement rapide des idées social-démocrates parmi les intellectuels de chez nous, et à ce courant de la pensée sociale répond le mouvement spontané, absolument indépendant, du prolétariat industriel, qui commence à s'unir et à combattre ses oppresseurs, en manifestant une ardente aspiration au socialisme. Des cercles d'ouvriers et d'intellectuels social-démocrates surgissent partout, on voit paraître des feuilles d'agitation locales ; la demande de publications social-démocrates croît et dépasse immensément l'offre, — et les persécutions renforcées du gouvernement sont incapables d'arrêter ce mouvement.

Les prisons sont bondées, les lieux de déportation surpeuplés, chaque mois ou presque on apprend que la police a réussi des « coups de filet » contre les socialistes sur tous les points de la Russie, qu'elle a saisi des envois clandestins, arrêté des agitateurs, confisqué des publications et mis sous scellés des imprimeries ; mais le mouvement, loin de cesser, continue de se développer, fait tache d'huile, pénètre toujours plus profond dans la classe ouvrière, attire toujours davantage l'attention publique. Et toute l'évolution économique de la Russie, toute l'histoire de la pensée sociale russe et du mouvement révolutionnaire russe sont garants que le mouvement ouvrier social-démocrate grandira en dépit de tous les obstacles et saura les surmonter.

Le trait essentiel de notre mouvement, qui saute aux yeux ces derniers temps, c'est sa dispersion, son caractère pour ainsi dire artisanal : les cercles locaux se forment et agissent à peu près indépendamment de ceux situés dans d'autres localités, et même (ce qui est très grave) indépendamment de ceux qui fonctionnaient ou qui fonctionnent simultanément dans les mêmes localités ; il ne s'établit pas de tradition ni de continuité, et les publications locales reflètent intégralement cette dispersion, cette absence de liaison avec ce qui a déjà été créé par la social-démocratie russe. Si la période actuelle nous semble critique, c'est précisément parce que le mouvement dépasse ce caractère artisanal et cette dispersion et réclame impérieusement le passage à une forme supérieure, plus unifiée, mieux et plus organisée, à l'élaboration de laquelle nous nous estimons tenus de travailler. Il va de soi qu'à une certaine étape du mouvement, à ses débuts, cette dispersion est tout à fait inévitable, et que l'absence de continuité se crée tout naturellement lorsqu'un mouvement se développe avec une rapidité et une universalité aussi étonnantes après une longue période de sommeil de la révolution. Il est certain aussi que la diversité des conditions locales, les différences de situation de la classe ouvrière dans telles ou telles régions, enfin les points de vue particuliers des militants de chaque localité subsisteront toujours, et que cette diversité témoigne justement de la vitalité du mouvement et du caractère normal de sa croissance. Tout cela est vrai,

mais la dispersion et le manque d'organisation ne sont nullement une conséquence nécessaire de cette diversité. Le maintien de la continuité du mouvement et son unification, loin d'exclure la diversité, lui ouvrent au contraire un champ plus vaste et plus libre. Mais, dans la phase où nous sommes, la dispersion commence à exercer une action pernicieuse et menace d'engager le mouvement sur une fausse route : le praticisme étroit, coupé de la théorie qui éclaire le mouvement dans son ensemble, est capable de rompre le lien entre le socialisme et le mouvement révolutionnaire russe, d'une part, et le mouvement ouvrier spontané, d'autre part. Que ce danger ne soit pas imaginaire, nous en avons la preuve dans des publications comme le « Credo » qui a déjà suscité une très légitime protestation et condamnation, et comme le « Supplément spécial » à la *Rabotchaïa Mysl* (septembre 1899). C'est dans ce supplément que s'est manifestée avec le plus de relief la tendance qui pénètre tout le journal *Rabotchaïa Mysl*, c'est là que commence à s'affirmer une tendance particulière de la social-démocratie russe, tendance qui peut causer le plus grand mal et qu'il faut combattre. Quant aux publications légales russes, avec leur parodie de marxisme, bonne seulement à pervertir la conscience publique, elles redoublent encore le désordre et l'anarchie grâce auxquels le fameux Bernstein (fameux par sa faillite) a pu imprimer à la face du monde cette contrevérité que la majorité des social-démocrates militant en Russie partageraient ses conceptions.

Il serait encore prématuré de juger de la profondeur de ce désaccord et des chances de constitution d'une tendance spéciale (nous ne sommes nullement enclins à résoudre dès maintenant ces questions dans le sens de l'affirmative, nous ne perdons nullement encore l'espoir de pouvoir travailler *en commun*) ; mais fermer les yeux sur la gravité de la situation serait encore plus nuisible que d'exagérer ce désaccord, et nous saluons avec une joie sincère la reprise des publications du groupe « Libération du Travail » et la lutte qu'il a entreprise contre les tentatives de déformer et d'avilir le social-démocratisme [116].

La conclusion pratique, la voici : notre devoir à nous, social-démocrates russes, est de nous unir et d'orienter

tous nos efforts vers la formation d'un parti uni et ferme, combattant sous le drapeau du programme social-démocrate révolutionnaire, maintenant la continuité du mouvement et œuvrant méthodiquement à son organisation. Cette conclusion n'est pas neuve. Elle a déjà été tirée par les social-démocrates russes il y a deux ans, quand les représentants des principaux groupements social-démocrates de Russie, réunis en congrès au printemps de 1898, fondèrent le Parti ouvrier social-démocrate de Russie, publièrent le *Manifeste* de ce parti et reconnurent la *Rabotchaïa Gazéta* comme son organe officiel. Nous considérant comme des membres du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, nous partageons sans réserve les idées essentielles du *Manifeste* et lui attribuons une très grande importance en tant que proclamation publique des buts auxquels doit tendre notre Parti. Aussi, pour nous, membres du Parti, la question des objectifs prochains et immédiats se pose de la façon suivante : quel plan d'action devons-nous adopter pour assurer une restauration aussi solide que possible du Parti ? Certains camarades (et même certains groupes et organisations) sont d'avis qu'il faut, à cet effet, élire un nouvel organisme central et le charger de reprendre la publication de l'organe du Parti [117]. Ce plan, à notre sens, est erroné ou, tout au moins, hasardeux. Créer et affermir le Parti, c'est créer et affermir l'union de tous les social-démocrates russes ; or, une pareille union ne saurait être purement et simplement décrétée, instaurée du simple fait d'une décision adoptée, disons, par une assemblée de délégués ; il faut la mettre sur pied. Il faut mettre sur pied, premièrement, une littérature politique commune à tout le Parti, commune non seulement en ce sens qu'elle servira tout le mouvement russe et non telle ou telle région ou qu'elle traitera du mouvement dans son ensemble et aidera dans leur lutte les prolétaires conscients au lieu d'examiner simplement les questions locales, mais commune encore en ce sens qu'elle groupera toutes les forces littéraires disponibles et exprimera toutes les nuances de pensée et de vues existant parmi les social-démocrates russes considérés non comme des militants isolés, mais comme des camarades liés par un programme commun et par une lutte commune dans les rangs d'une même organisation. Il faut mettre sur pied, deuxièmement, une

organisation spécialement chargée de maintenir la liaison entre tous les centres du mouvement, de procurer en temps utile des informations complètes sur ce mouvement et d'alimenter régulièrement en presse périodique tous les points de Russie. C'est seulement quand cette organisation aura été mise sur pied, quand on aura créé une poste socialiste russe, que le Parti aura son existence assurée, qu'il deviendra un fait réel et aussi, par conséquent, un facteur politique puissant. C'est à la première moitié de cette tâche, c'est-à-dire à la mise sur pied d'une littérature commune, que nous voulons consacrer nos efforts, car nous y voyons un besoin vital du mouvement à l'heure actuelle et une démarche préparatoire indispensable à la reprise de l'activité du Parti.

De ce caractère de l'objectif que nous nous proposons découle tout naturellement le programme qui devra inspirer les organes que nous publions. Ils doivent faire une large place aux problèmes théoriques, c'est-à-dire aussi bien à la théorie social-démocrate en général qu'à son application à la réalité russe. L'urgence de la mise en discussion publique de ces problèmes à l'heure actuelle ne fait aucun doute et se passe de commentaires, après ce qui vient d'être dit. Il va de soi qu'aux questions de théorie générale doit être étroitement rattachée l'information sur le mouvement ouvrier d'Occident, son histoire et son état présent. Ensuite, nous nous proposons de procéder à un examen suivi de toutes les questions politiques : le Parti ouvrier social-démocrate doit prendre position sur tous les problèmes que la vie fait surgir dans tous les domaines, sur les questions de politique intérieure et internationale ; nous devons faire en sorte que chaque social-démocrate et chaque ouvrier conscient se fasse une opinion déterminée sur tous les problèmes essentiels : impossible, sans cela, d'organiser sur une grande échelle une propagande et une agitation méthodiques. La discussion des questions de théorie et de politique sera rattachée à l'élaboration du programme du Parti, dont la nécessité a été reconnue déjà par le congrès de 1898 ; et nous avons l'intention de publier prochainement un projet qui, discuté sous tous ses aspects, fournira des matériaux suffisants au prochain congrès, lequel aura à adopter le programme du Parti[118]. Ensuite, nous jugeons particu-

lièrement urgent d'étudier les problèmes d'organisation et les moyens pratiques de conduire notre action. L'absence de continuité et la dispersion dont il a été parlé plus haut ont une répercussion particulièrement déplorable sur l'état actuel de la discipline du Parti, de son organisation et de la technique de l'action clandestine. Il faut reconnaître ouvertement et franchement qu'à cet égard, nous sommes bien en retard, nous social-démocrates, sur les anciens militants du mouvement révolutionnaire russe et sur les autres groupements existant dans notre pays ; et nous devons faire tout notre possible pour pallier nos faiblesses à cet égard. L'adhésion massive de la jeunesse ouvrière et intellectuelle au mouvement, le nombre grandissant des arrestations et la technique raffinée des persécutions gouvernementales rendent absolument indispensable la propagande des principes et des procédés d'organisation du Parti, de sa discipline et de la technique de l'action clandestine.

Cette propagande, si elle est soutenue par les différents groupes et tous les camarades les plus expérimentés, peut et doit aboutir à faire des jeunes socialistes et des jeunes ouvriers d'habiles dirigeants du mouvement révolutionnaire, capables de surmonter tous les obstacles qu'oppose à notre action le joug de l'Etat policier autocratique et de répondre aux exigences de la masse ouvrière, qui aspire spontanément au socialisme et à la lutte politique. Enfin, l'analyse de ce mouvement spontané (tant dans les masses ouvrières que parmi nos intellectuels) doit être, en rapport avec les thèmes précités, un de nos principaux objectifs : nous devons arriver à voir clair dans le mouvement social des intellectuels qui a marqué en Russie les années 1895-1900 et qui renferme des courants divers, parfois hétérogènes ; nous devons étudier soigneusement la condition de la classe ouvrière dans toutes les branches économiques, les modalités et les circonstances de son éveil et de sa lutte naissante, afin de lier en un tout indivisible le socialisme marxiste, qui déjà pousse des racines dans le sol russe, et le mouvement ouvrier russe, de lier le mouvement révolutionnaire russe à l'élan spontané des masses populaires. C'est seulement lorsque cette liaison aura été réalisée que pourra se former en Russie un parti ouvrier social-démocrate, car la social-démocratie ne consiste pas uniquement à servir le mouve-

ment ouvrier spontané (comme sont parfois enclins à le croire aujourd'hui certains de nos « praticiens ») ; elle consiste à unir le socialisme et le mouvement ouvrier. Cette union seule donne au prolétariat russe la possibilité de remplir sa première tâche politique : libérer la Russie du joug de l'autocratie.

Quant à la répartition de ces thèmes et questions entre la revue et le journal, elle sera déterminée uniquement par la différence de volume de ces publications, ainsi que par leur différence de caractère : la revue doit servir surtout à la propagande, le journal surtout à l'agitation. Mais il faut que la revue comme le journal reflètent tous les aspects du mouvement, et nous tenons tout spécialement à souligner notre désapprobation d'un plan qui ferait insérer dans le journal ouvrier exclusivement ce qui se rapporte directement et immédiatement au mouvement ouvrier spontané, en réservant à l'organe destiné aux intellectuels tout ce qui se rapporte à la théorie du socialisme, à la science, à la politique, à l'organisation du Parti, etc. Il faut précisément, au contraire, rattacher tous les faits concrets et toutes les manifestations concrètes du mouvement ouvrier à ces questions ; il faut éclairer par la théorie chaque fait particulier ; il faut que la propagande rende les problèmes de la politique et de l'organisation du Parti familiers aux plus larges masses de la classe ouvrière ; il faut que ces problèmes deviennent un sujet d'agitation. La forme d'agitation qui a régné jusqu'ici chez nous, presque sans partage, à savoir l'agitation à coups de tracts de caractère local, devient insuffisante : elle est trop étroite, car elle ne traite que des questions locales, et principalement des questions économiques. Il faut tâcher de mettre sur pied une forme supérieure d'agitation : une agitation par le journal, enregistrant périodiquement à la fois les plaintes des ouvriers, les grèves ouvrières, les autres formes de la lutte du prolétariat et toutes les manifestations de l'oppression politique dans toute la Russie, en tirant de chacun de ces faits des conclusions déterminées en fonction des buts finaux du socialisme et des tâches politiques du prolétariat russe. « Etendre le cadre et élargir le contenu de notre travail de propagande, d'agitation et d'organisation », ces paroles de P. Axelrod doivent être le mot d'ordre définis-

sant pour la période qui vient la ligne de conduite des social-démocrates russes : nous adoptons ce mot d'ordre dans le programme de nos organes de presse.

Ici se pose tout naturellement la question suivante : si les organes projetés doivent contribuer à unir tous les social-démocrates russes et à les grouper au sein d'un seul parti, ils devront refléter toutes les nuances d'opinion, toutes les particularités locales, toute la diversité des méthodes pratiques. Comment concilier cet assemblage de points de vue hétérogènes avec l'unité de rédaction de nos deux organes ? Ceux-ci doivent-ils être une simple collection d'opinions diverses, ou bien doivent-ils posséder une orientation propre, nettement déterminée ?

Nous optons pour la seconde réponse, et nous espérons qu'un organe d'une orientation déterminée peut fort bien servir aussi (comme nous le dirons plus loin) à refléter des points de vue différents et organiser des polémiques amicales entre ses collaborateurs. De par nos vues, nous partageons entièrement toutes les idées fondamentales du marxisme (telles qu'elles sont exprimées dans le *Manifeste communiste* et dans les programmes des social-démocrates d'Occident), et nous nous prononçons en faveur de leur développement méthodique dans l'esprit de Marx et d'Engels, en repoussant catégoriquement les amendements équivoques, opportunistes, que l'exemple de Bernstein a tellement mis à la mode aujourd'hui. Nous voyons la tâche de la social-démocratie dans l'organisation de la lutte de classe du prolétariat, dans la contribution à cette lutte, dans le rappel de son but final nécessaire, dans l'analyse des conditions qui déterminent les méthodes de cette lutte. « L'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »[119]. Mais, sans vouloir séparer la social-démocratie du mouvement ouvrier, nous ne devons pas oublier que sa mission est de représenter dans tous les pays les intérêts de ce mouvement dans son ensemble, et qu'elle ne doit en aucune manière tomber dans une aveugle dévotion devant telle ou telle des phases de ce mouvement à une époque donnée ou dans un lieu donné. Nous estimons que la social-démocratie est tenue d'appuyer tout mouvement révolutionnaire dirigé contre le régime politique et social existant, et nous considérons que son but est la conquête

du pouvoir politique par la classe ouvrière, l'expropriation des expropriateurs et l'édification d'une société socialiste. Nous repoussons catégoriquement toute tentative d'affaiblir ou d'estomper le caractère révolutionnaire de la social-démocratie, qui est le parti de la révolution sociale, l'ennemi impitoyable de toutes les classes qui restent sur le terrain du régime social existant. En particulier, le rôle historique de la social-démocratie russe est, selon nous, de renverser l'autocratie : la social-démocratie russe est appelée à combattre à l'avant-garde de la démocratie russe, à réaliser l'objectif que lui assigne toute l'évolution sociale de la Russie et que lui ont légué les glorieux artisans du mouvement révolutionnaire russe. Ce n'est qu'en associant étroitement la lutte économique et la lutte politique, en faisant pénétrer dans des couches de plus en plus larges de la classe ouvrière la propagande et l'agitation politiques, que la social-démocratie pourra remplir sa mission.

C'est en partant de ce point de vue (indiqué ici dans ses traits les plus généraux, l'exposé détaillé et les motifs en ayant été donnés plus d'une fois par le groupe « Libération du Travail », par le *Manifeste* du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, et par le « commentaire » à ce manifeste, à savoir la brochure intitulée : *Les tâches des social-démocrates russes* *, ainsi que par une autre brochure, *La cause ouvrière en Russie* (fondements du programme de la social-démocratie russe)) que nous traiterons de tous les problèmes théoriques et pratiques; c'est aux idées énoncées plus haut que nous nous efforcerons de rattacher toutes les manifestations du mouvement ouvrier et de la protestation démocratique en Russie.

Cependant, tout en exerçant notre activité de publicistes dans l'esprit d'une orientation déterminée, nous n'avons nulle intention de faire passer toutes les particularités de nos vues pour l'opinion de tous les social-démocrates russes ; nous n'avons nulle intention de nier les désaccords existants, de les estomper ou de les refouler au second plan. Nous voulons au contraire faire de nos organes une tribune où tous les problèmes seront *débattus* par l'ensemble des social-démocrates russes, d'opinions les plus

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 2, p. 329. (*N.R.*)

diverses. Loin de bannir de nos colonnes la polémique entre camarades, nous entendons au contraire lui réserver une très large place. Une franche polémique devant tous les social-démocrates et tous les ouvriers conscients russes est nécessaire et désirable pour sonder la profondeur des divergences existantes, pour examiner sous tous les aspects les questions en litige, pour combattre les excès dans lesquels tombent fatalement les tenants des divers points de vue, les représentants des diverses localités ou des diverses « professions » du mouvement révolutionnaire. Nous considérons même qu'un des défauts du mouvement actuel réside dans l'absence d'une polémique faite au grand jour entre les opinions manifestement divergentes, dans le désir de mettre sous le boisseau des désaccords relatifs à des questions vraiment essentielles.

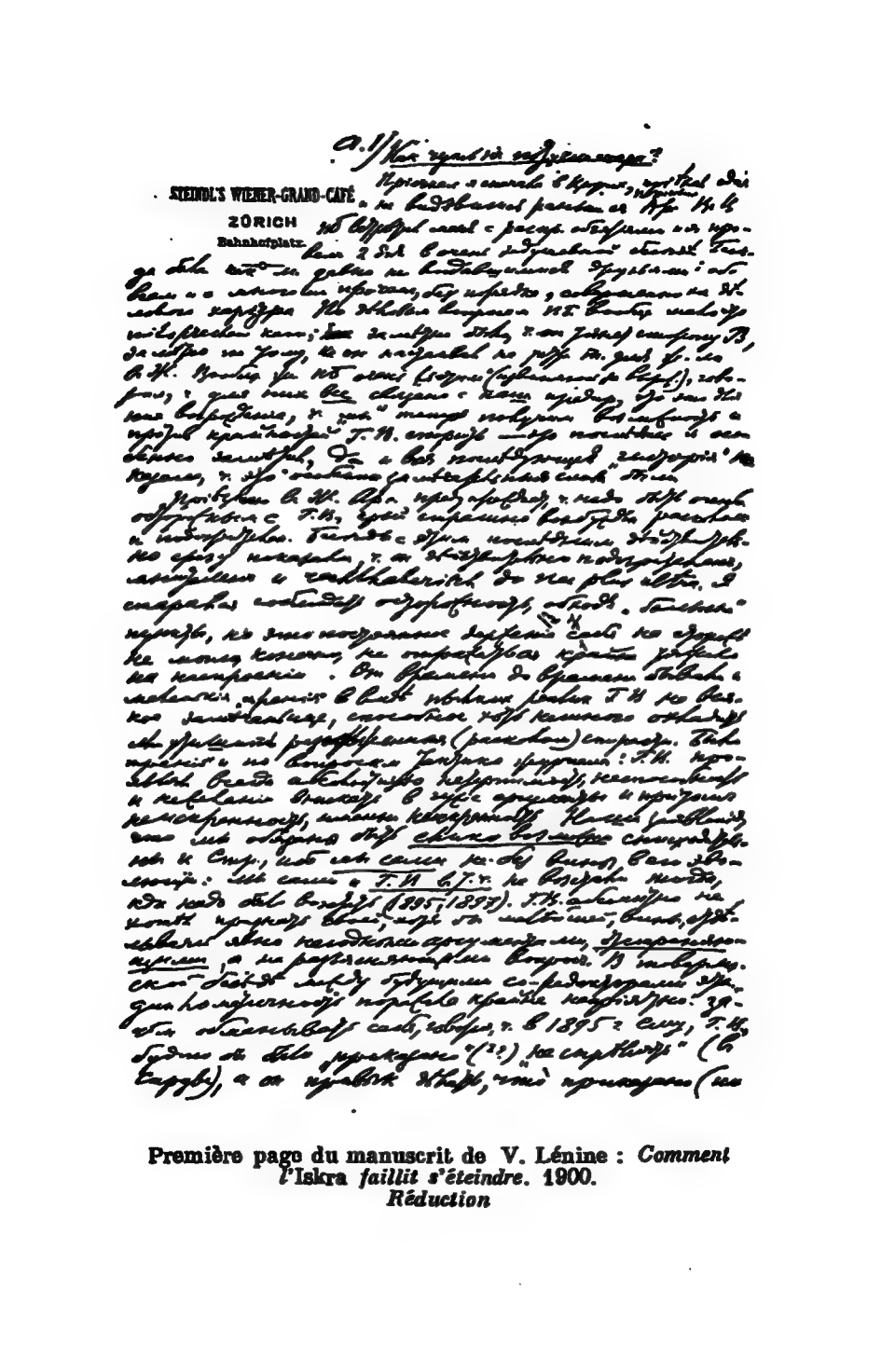
Bien plus : reconnaissant dans la classe ouvrière russe et dans la social-démocratie russe le champion d'avant-garde de la démocratie, de la liberté politique, nous estimons nécessaire d'essayer de faire de nos organes des organes *communs à toute la démocratie*, non que nous consentions même un instant à oublier l'antagonisme qui existe entre le prolétariat et les autres classes, non que nous puissions tolérer jamais la moindre atténuation à la lutte des classes, non, mais en ce sens que nous poserons et débattrons *toutes* les questions démocratiques sans nous cantonner dans les questions étroitement prolétariennes, que nous soulignerons et débattrons tous les cas et toutes les manifestations de l'oppression politique, que nous montrerons le lien entre le mouvement ouvrier et la lutte politique sous toutes ses formes, que nous chercherons à gagner tous les gens sincèrement décidés à combattre l'autocratie, sans distinction d'opinion ni de classe, en les appelant à soutenir la classe ouvrière, seule force révolutionnaire et irréductiblement hostile à l'absolutisme. C'est pourquoi, si nous nous adressons avant tout aux socialistes et aux ouvriers conscients russes, nous ne voulons pas nous borner exclusivement à eux. Nous convions également tous ceux qu'écrase et opprime le régime politique de la Russie actuelle, ceux qui veulent libérer le peuple russe de son esclavage politique, nous les convions à soutenir les publications qui consacrent leurs efforts à l'organisation du mouvement ouvrier en un parti

politique révolutionnaire, nous leur offrons nos colonnes pour démasquer toutes les vilenies et tous les crimes de l'autocratie russe. Nous lançons cet appel dans la conviction que le drapeau de la lutte politique, levé par la social-démocratie, peut et doit devenir le drapeau commun du peuple tout entier.

Les tâches que nous nous proposons sont extrêmement vastes, universelles, et nous ne nous serions pas hasardés à les entreprendre si nous n'avions tiré de toute notre expérience la certitude inébranlable que ce sont les objectifs immédiats de notre mouvement et si nous n'étions assurés de la sympathie et du concours entier et constant : 1° de plusieurs organisations du Parti ouvrier social-démocrate de Russie et de divers groupes de social-démocrates militant dans plusieurs villes ; 2° du groupe « Libération du Travail », qui a fondé la social-démocratie russe et a toujours été à la tête de ses théoriciens et de ses publicistes ; 3° de nombre de personnes qui, sans appartenir à nos organisations, sympathisent néanmoins avec le mouvement ouvrier social-démocrate et lui rendent maints services. Nous ferons tous nos efforts pour nous acquitter, comme il se doit, des engagements que nous avons pris dans l'œuvre révolutionnaire commune, et nous désirons que tous les camarades russes considèrent nos publications comme leur propre organe auquel *chaque* groupe communiquerait toutes ses informations sur le mouvement, ferait part de ses idées, de ses besoins de publications, de son expérience, de son opinion sur les éditions social-démocrates, ferait part, en un mot, de tout ce qu'il apporte au mouvement et de tout ce qu'il en retire. C'est à cette condition seulement que nous aurons un organe social-démocrate réellement valable pour toute la Russie. La social-démocratie russe se trouve désormais à l'étroit dans la clandestinité où travaillent des groupes isolés et des cercles dispersés ; il est temps qu'elle s'engage dans la voie de la propagande publique du socialisme, dans la voie d'une lutte politique déclarée, et la fondation d'un organe social-démocrate destiné à la Russie tout entière doit constituer le *premier pas* dans *cette voie*.

Rédigé au printemps 1900
Publié pour la première fois en 1925, dans le Recueil Lénine IV

Conforme à un manuscrit, recopié par une main inconnue



Première page du manuscrit de V. Lénine : *Comment l'Iskra faillit s'éteindre*. 1900.
Réduction

COMMENT L'*ISKRA* FAILLIT S'ETEINDRE

J'arrivai d'abord à Zürich, j'y arrivai seul et sans avoir vu au préalable Arséniev (Potressov). P. Axelrod m'y reçut à bras ouverts, et je passai deux jours en conversation tout à fait cordiale. On eût dit deux amis qui ne s'étaient pas vus depuis longtemps : nous parlions de tout et de bien d'autres choses encore, à bâtons rompus, absolument sans aucune préoccupation pratique. Sur les questions pratiques, Axelrod n'avait d'ailleurs pas grand-chose à dire * : on voyait seulement qu'il en tenait pour G. Plékhanov, car il insistait pour monter l'imprimerie de la revue à Genève. Dans l'ensemble, il se faisait très « cajoleur » (passez-moi l'expression), disant que pour eux *tout* était lié à notre entreprise, que c'était pour eux une renaissance, que maintenant « nous » aurions le moyen de résister aussi aux exagérations de Plékhanov. Je remarquai particulièrement ce dernier point, et toute la suite de l'« histoire » a montré que c'étaient là en effet des paroles vraiment significatives.

J'arrive à Genève. Arséniev me prévient qu'il faut être très prudent avec Plékhanov, qui est terriblement irrité de la scission [120] et très soupçonneux. Les entretiens que j'eus avec ce dernier me montrèrent en effet d'emblée qu'il était réellement soupçonneux, susceptible et rechthaberisch jusqu'au nec plus ultra **. Je m'efforçai d'être prudent, d'éviter les points « névralgiques », mais cette façon d'être constamment sur le qui-vive ne pouvait certes pas manquer

* En allemand dans le texte : mitsprechen kann. (*N.R.*)
** Absolument convaincu d'avoir toujours raison. (*N.R.*)

de rendre l'ambiance extrêmement pesante. De temps en temps, il y avait même de petites « frictions » sous la forme de répliques enflammées de Plékhanov à la moindre petite remarque tendant à refroidir ou à calmer tant soit peu les passions exaspérées (par la scission). Il y eut aussi des « frictions » quant à la tactique de la revue : Plékhanov a toujours manifesté une extrême intolérance, une incapacité et une mauvaise volonté à comprendre les arguments des autres, et de plus un manque de sincérité, c'est bien le terme exact. Nous disions que nous devions être indulgents *autant que possible* envers Strouvé, car *nous-mêmes* n'étions pas sans responsabilité dans son évolution : nous-mêmes, *Plékhanov y compris*, ne nous étions pas insurgés au moment où il fallait le faire (en 1895, 1897). Mais Plékhanov ne voulait absolument pas se reconnaître la moindre part de faute, se retranchant derrière des arguments manifestement faibles, qui *écartaient* la question au lieu de l'éclairer. Dans un entretien amical entre futurs corédacteurs, cette... diplomatie produisait l'effet le plus désagréable : pourquoi se leurrer en prétendant qu'en 1895 il lui aurait été « ordonné » (? ?), à lui Plékhanov, de « ne pas tirer » (sur Strouvé), et qu'il était habitué à faire ce qu'on lui ordonnait (voilà qui lui ressemble !) [121]. Pourquoi se leurrer en assurant qu'en 1897 (au moment où Strouvé annonçait dans le *Novoïé Slovo* son intention de réfuter l'une des thèses fondamentales du marxisme) il n'avait pas pris position contre, parce qu'il ne comprenait pas du tout (et ne comprendrait jamais) la polémique entre collaborateurs d'une seule et même revue[122]. Ce défaut de sincérité était d'autant plus irritant que Plékhanov s'attachait au cours de la discussion à démontrer que nous ne voulions pas d'une guerre implacable contre Strouvé, que nous voulions soi-disant « tout concilier », etc. Des discussions ardentes se sont engagées aussi sur la question générale de la polémique dans la revue : Plékhanov était contre, et refusait d'écouter nos raisons. Il montrait pour les « gens de l'Union » une haine passant les bornes de la décence (les soupçonnant de mouchardage, les accusant d'affairisme, de fripouillerie, se déclarant prêt à « fusiller » sans hésiter pareils « traîtres », etc.). Les allusions les plus discrètes à ses propres exagérations (par exemple, mon allusion à la publica-

tion de lettres privées[123] et à l'imprudence de ce procédé), suscitaient chez lui une agitation vraiment frénétique et une irritation manifeste. Le mécontentement grandissait visiblement et chez lui et chez nous. Chez lui, il se traduisit notamment par le trait suivant : nous avions un projet de déclaration rédactionnelle (« Note de la rédaction ») *, où il était question de l'objet et du programme de nos publications ; il était écrit dans un esprit « opportuniste » (selon Plékhanov) : on y admettait les polémiques entre collaborateurs, le ton en était modeste, il réservait la possibilité d'un règlement pacifique du conflit avec les « économistes », etc. On y soulignait que nous appartenions au Parti et que nous voulions travailler à son union. Plékhanov avait lu cette déclaration avant mon arrivée avec Arséniev et Véra Zassoulitch ; il l'avait lue et n'avait rien objecté quant au fond. Il avait seulement exprimé le désir de corriger le style, de le relever, en respectant le déroulement de la pensée. Et Potressov lui avait laissé la déclaration à cette fin. A mon arrivée, Plékhanov ne souffla pas un mot à ce sujet, mais, à quelques jours de là, comme j'étais chez lui, il me rendit la déclaration avec l'air de dire : voilà, je vous la remets intacte, devant témoins, je ne l'ai pas perdue. Je lui demande pourquoi il n'y a pas apporté les modifications projetées. Il se récuse : on peut le faire plus tard, ce ne sera pas long, ce n'est pas la peine tout de suite. Je prends la déclaration, je la corrige moi-même (c'était un brouillon, ébauché encore en Russie), et je la relis à Plékhanov (en présence de Véra Zassoulitch), après quoi *je* lui demande *explicitement* de prendre ce texte et de le corriger. Il se récuse de nouveau, rejetant ce travail sur Véra Zassoulitch qui était assise à côté de lui (son attitude était tout à fait singulière, car nous n'avions pas demandé à V. Z. de s'en charger ; elle n'aurait d'ailleurs pas été capable d'apporter des corrections destinées à « relever » le ton et à donner à la déclaration le caractère d'un manifeste).

Les choses allèrent ainsi jusqu'au congrès (le congrès de tout le groupe « Libération du Travail », avec Plékhanov,

* Voir le présent tome, p. 331. (*N.R.*)

Axelrod et Zassoulitch et nous deux en l'absence de notre troisième)[124]. Axelrod arriva enfin, et le congrès s'ouvrit. A propos de notre attitude envers l'Union juive (le Bund), Plékhanov manifesta une intolérance phénoménale, déclarant sans plus de façons que ce n'était pas une organisation social-démocrate, mais simplement une organisation d'exploiteurs qui exploitait les Russes, disant que notre but était de chasser ce Bund du Parti, que les Juifs étaient tous des chauvins et des nationalistes, qu'un parti russe devait être russe et ne pas se laisser « subjuguer » par cette « race infâme », etc. Toutes nos objections contre ces propos inconvenants n'aboutirent à rien. Plékhanov resta entièrement sur ses positions, disant que nous ignorons tout des milieux juifs et que nous manquions de savoir pratique quant au travail en commun avec les Juifs. Aucune résolution ne fut prise sur ce point. Il fut donné lecture, devant le congrès, de la « déclaration » : Plékhanov eut un comportement bizarre, gardant le silence, ne proposant aucun amendement, ne s'élevant pas contre le fait qu'on y autorisait la polémique; en un mot, il sembla se tenir à l'écart, oui, à l'écart, et refuser de participer, se bornant à lancer incidemment, en passant, une remarque venimeuse, caustique, selon laquelle, pour sa part, il (où plutôt « eux », c'est-à-dire le groupe « Libération du Travail » où il joue le rôle de dictateur) aurait, bien sûr, écrit une tout autre déclaration. Lancée incidemment, et d'ailleurs jointe à une phrase disant tout autre chose, cette remarque me fit un effet très désagréable : nous sommes en conférence, entre corédacteurs, et voilà l'un de nous (prié *par deux fois* de donner son projet de déclaration ou de présenter ses amendements à la nôtre) qui, sans proposer aucune modification, se borne à remarquer sarcastiquement que lui, bien sûr, n'aurait pas écrit ainsi (de façon aussi timide, aussi modeste, aussi opportuniste, voulait-il dire). Il était clair, dès lors, qu'il n'y avait pas de relations normales entre lui et nous. Ensuite — je passe sur des points moins importants examinés au congrès — se pose la question de l'attitude à l'égard de Bobo [125] et de M. Tougan-Baranovski. Nous sommes d'avis de les inviter *sous condition* (l'âpreté de Plékhanov nous y poussait fatalement : nous voulions montrer par là que nous désirions une autre attitude. L'invraisembla-

ble brutalité de Plékhanov pousse comme instinctivement à protester, à défendre ses adversaires. Comme Zassoulitch l'a fait très finement remarquer, il a une façon de discuter qui éveille chez le lecteur de la sympathie pour son adversaire). Plékhanov déclare très froidement et sèchement qu'il n'est absolument pas d'accord et garde démonstrativement le silence pendant tous nos pourparlers, assez longs, avec Axelrod et Zassoulitch qui ne sont pas éloignés d'être de notre avis. Toute cette matinée se passa dans une espèce d'atmosphère très lourde : les choses prenaient indiscutablement une tournure telle que nous étions en présence d'un ultimatum de Plékhanov : ou bien lui, ou bien ces « canailles ». Ce que voyant, Arséniev et moi résolûmes de céder et, dès l'ouverture de la séance du soir, nous déclarâmes que, « sur les instances de Plékhanov », nous renoncions à notre proposition. Cette déclaration fut accueillie en silence (comme s'il allait absolument de soi que nous ne pouvions pas ne pas céder !). Nous étions passablement énervés par cette « atmosphère d'ultimatums » (comme la qualifia plus tard Arséniev) : le désir de Plékhanov de commander sans partage était évident. Peu de temps auparavant, lors d'un entretien à titre privé, comme nous parlions de Bobo (Plékhanov, Arséniev, Zassoulitch et moi, un soir au cours d'une promenade en forêt), il avait dit après une discussion animée, en me posant la main sur l'épaule : « Mais, Messieurs, je ne pose pas de conditions, nous examinerons tout cela ensemble au congrès et nous en déciderons en commun. » A ce moment, cela me toucha beaucoup. Mais au congrès ce fut exactement l'inverse : Plékhanov s'y refusa à discuter en camarade et garda un silence farouche, signifiant par là qu'il « *posait des conditions* ». Pour moi, ce fut une manifestation évidente d'insincérité (bien que, sur-le-champ, je n'aie pas encore formulé aussi clairement mes impressions) ; quant à Arséniev, il déclara tout net : « Cette concession, il me la paiera ! » Arrive le samedi. Je ne me souviens plus au juste de quoi on parla ce jour-là, mais le soir, comme nous marchions tous ensemble, un nouveau conflit éclata. Plékhanov disait qu'il fallait commander à une personne (encore inconnue dans le monde des publicistes, mais en qui Plékhanov voulait voir un talent de phi-

losophie. Je ne connais pas cette personne; on sait qu'elle nourrit une dévotion aveugle pour Plékhanov) un article sur un sujet philosophique. Je lui conseillerai, dit Plékhanov, de commencer par une remarque contre Kautsky : un drôle de personnage, ma foi, qui déjà fait figure de « critique », qui laisse passer dans la *Neue Zeit*[126] des articles philosophiques des « critiques » et ne laisse pas le champ libre aux « marxistes » (entendez: à Plékhanov). A l'annonce de ce projet d'attaque violente contre Kautsky (que nous avions déjà invité à collaborer à la revue), Arséniev s'émut et s'éleva vivement contre cette entreprise, la jugeant intempestive. L'autre se gonfle de colère, je me joins à Arséniev. Axelrod et Zassoulitch se taisent. Une demi-heure après, Plékhanov nous quitte (nous étions allés l'accompagner au bateau) . les derniers instants, il était resté assis en silence, plus sombre qu'une nuée d'orage. Lui parti, nous nous sentîmes tous plus à l'aise et la conversation reprit « à la bonne franquette ». Le lendemain dimanche (c'est aujourd'hui le dimanche 2 septembre : il y a donc *seulement* une semaine !!! J'ai l'impression que cela date d'il y a un an. Comme tout cela est déjà loin !), la réunion est convoquée non plus chez nous, dans notre villa, mais chez Plékhanov. Nous y arrivons, Arséniev d'abord, moi ensuite. Plékhanov envoie Axelrod et Zassoulitch dire à Arséniev qu'il se refuse à être corédacteur, et qu'il veut être simple collaborateur : Axelrod se retire ; Zassoulitch, toute troublée, très mal à l'aise, murmure à Arséniev : « Georges est mécontent, il ne veut pas »... J'entre. Plékhanov m'ouvre et me tend la main avec un sourire un peu bizarre, puis disparaît. Je pénètre dans une pièce où se tiennent Zassoulitch et Arséniev, avec de drôles de mines. — Eh bien, messieurs, dis-je. Plékhanov entre et nous invite à passer dans sa chambre. Là, il déclare qu'il préfère être collaborateur, simple collaborateur, car autrement ce seront des heurts continuels, qu'il considère visiblement les choses autrement que nous, qu'il comprend et respecte notre point de vue, celui du Parti, mais qu'il ne peut pas l'adopter. Que nous soyons rédacteurs et lui collaborateur. Nous restons ahuris, littéralement ahuris, et nous commençons à nous récuser. « Mais si nous sommes ensemble, dit Plékhanov, comment voterons-nous ? combien y aura-t-il

de voix ? — Six. — Ce n'est pas pratique. — Eh bien ! intervient Zassoulitch, que Plékhanov ait deux voix, autrement il sera toujours seul : deux voix sur les questions de tactique. » Nous acceptons. Alors Plékhanov prend en mains les rênes du pouvoir et se met, jouant le rédacteur en chef, à répartir les rubriques et les articles entre les assistants, sur un ton ne souffrant pas de réplique. Nous restons tous là consternés, acceptant passivement toutes choses, incapables encore de digérer ce qui nous arrive. Nous sentons que nous sommes joués, que nos remarques deviennent de plus en plus timides, que Plékhanov les « écarte » (il ne les réfute pas, il les écarte) avec toujours moins d'effort et de plus en plus négligemment, que le « nouveau système » équivaut entièrement de facto à la domination absolue de Plékhanov et que celui-ci, le comprenant fort bien, ne se gêne pas pour tenir la bride haute et ne prend pas des gants avec nous. Nous avions conscience d'être définitivement joués et battus à plate couture, mais nous ne réalisions pas encore complètement notre situation. En revanche, dès que nous restâmes seuls, descendus du bateau et nous dirigeant vers notre villa, nous éclatâmes tous les deux et nous répandîmes en tirades furieuses et pleines de colère contre Plékhanov.

Mais avant d'exposer le contenu de ces tirades et le résultat auquel elles ont conduit, je ferai une petite digression et reviendrai en arrière. Pourquoi étions-nous si indignés à l'idée d'une domination sans partage de Plékhanov (indépendamment de la *forme* de cette domination)? Auparavant, nous avions toujours pensé que nous serions les rédacteurs, et eux de très proches collaborateurs. C'est ce que j'avais proposé d'établir formellement dès le début (encore en Russie) ; Arséniev ne voulait pas recourir à une décision formelle et préférait agir « à l'amiable » (ce qui, disait-il, reviendrait au même). Je consentis. Mais nous étions tous deux d'accord pour estimer que c'était à nous d'être les rédacteurs, parce que les « vieux » étaient intolérants à l'excès, et aussi parce qu'ils ne pourraient pas s'acquitter convenablement de ce lourd et ingrat travail de rédaction : seules ces considérations étaient décisives pour nous ; quant à leur laisser la direction idéologique, nous en convenions volontiers. Mes entretiens de Genève avec

de très proches camarades et partisans de Plékhanov parmi les jeunes (membres du groupe « Le Social-Démocrate »[127], partisans de toujours de Plékhanov, militants, non pas des ouvriers mais des militants, des gens simples, pratiques, entièrement dévoués à Plékhanov), ces entretiens m'avaient entièrement confirmé (ainsi qu'Arséniev) dans l'idée que c'était bien ainsi que nous devions poser la question : ces partisans de Plékhanov nous avaient déclaré eux-mêmes, sans ambages, que la rédaction devait être située de préférence en Allemagne, *car cela nous rendrait plus indépendants de Plékhanov*, et que si les vieux avaient entre leurs mains le travail effectif de rédaction, il s'ensuivrait des retards effrayants, sinon l'échec de toute notre entreprise. Pour les mêmes raisons, Arséniev aussi s'en tenait *absolument* pour l'Allemagne.

Dans mon récit de la façon dont fallit s'éteindre l'*Iskra*, je me suis arrêté à notre retour chez nous, le soir du dimanche 26 août (nouveau style). Dès que nous nous trouvâmes seuls, en descendant du bateau, ce fut parmi nous comme un déluge d'expressions indignées. C'était plus fort que nous, l'atmosphère trop lourde se déchargeait en orage. Jusqu'à une heure avancée, nous avons parcouru de long en large notre petit hameau ; la nuit était assez sombre, des orages grondaient aux alentours et des éclairs brillaient. Nous nous indignions tout en marchant. Arséniev, je m'en souviens, commença par dire qu'il considérait ses relations personnelles avec Plékhanov comme désormais rompues pour toujours, et qu'il ne les reprendrait jamais : les relations d'affaires demeureront, mais personnellement, entre moi et lui, c'est fertig *. Sa façon d'agir est si blessante qu'elle nous oblige à le soupçonner de très « vilaines » pensées à notre égard (c'est-à-dire qu'il nous assimile mentalement à des Streber **). Il nous traite plus bas que terre, etc. Je soutenais entièrement ces accusations. Ma « passion » pour Plékhanov avait disparu comme par enchantement, et il m'en restait un dépit et une amertume incroyables. Jamais, jamais de ma vie, je n'avais eu pour un homme au-

* Fini. (*N.R.*)
** Ambitieux, arriviste. (*N.R.*)

tant de respect sincère et de *vénération**, devant personne je n'avais gardé autant d'« humilité », et jamais je n'avais eu le sentiment d'avoir reçu un « coup de pied » aussi brutal. Or, c'était véritablement un coup de pied que nous avions reçu : on nous avait fait peur comme à des gamins en nous disant que les grandes personnes nous quitteraient et nous laisseraient seuls, et, après que nous avions lâchement cédé (quelle honte !), on nous avait écartés avec un sans-gêne incroyable. Nous voyions clairement maintenant que ce refus d'être corédacteur, signifié dans la matinée, n'était rien d'autre qu'un piège, une manœuvre calculée, un filet tendu à de naïfs « blancs-becs » : cela ne faisait aucun doute, car si Plékhanov avait sincèrement redouté la corédaction, s'il avait craint de freiner les choses, de créer entre nous des heurts inutiles, il n'aurait absolument pas pu montrer une minute plus tard (et cela si grossièrement) que *co*rédaction signifiait exactement pour lui *mono*rédaction. Mais puisqu'un homme avec qui nous voulons collaborer étroitement pour une œuvre commune, en relations intimes avec lui, puisque cet homme use à l'égard de camarades de pareilles manœuvres, il ne fait plus de doute qu'il est mauvais, vraiment mauvais, qu'il est dominé par des mobiles personnels d'amour-propre mesquin et de vanité, qu'il n'est pas sincère. Cette découverte — c'était pour nous une véritable découverte ! — nous fit l'effet d'un coup de foudre, car nous avions eu tous deux jusqu'alors une passion pour Plékhanov ; comme à une personne aimée, nous lui pardonnions tout, nous fermions les yeux sur tous ses défauts, nous tâchions de nous persuader par tous les moyens que ces défauts n'existaient pas, que c'étaient des bagatelles, que pour y attacher de l'importance il fallait ne pas accorder une valeur suffisante aux principes. Et voilà que l'évidence même nous obligeait à reconnaître que ces « bagatelles » étaient capables de rebuter les amis les plus dévoués et que la conviction qu'il avait raison sur le plan théorique ne pouvait absolument pas faire oublier ses côtés *rebutants*. Notre indignation était à son comble: notre idéal était brisé et nous trouvions une extrême jouissance à le fouler aux pieds, comme une idole renversée: les accusations les

* En français dans le texte. (*N.R.*)

plus violentes fusaient sans fin. Et nous décidons : impossible d'en rester là ! Nous ne voulons pas travailler ensemble dans de telles conditions, nous ne le ferons pas, nous *ne le pouvons pas* ! Adieu, revue ! Nous abandonnons tout, nous rentrons en Russie et là nous repartirons sur de nouvelles bases, en nous bornant au journal. Le rôle de pion entre les mains de cet homme ne nous sourit pas ; les rapports amicaux, il ne les tolère pas, il ne les comprend pas. Nous charger *nous-mêmes* de la rédaction, nous ne pouvons nous y résoudre ; et puis, aujourd'hui, ce serait purement et simplement odieux, nous aurions exactement l'air d'avoir recherché seulement des places de rédacteurs, d'être des Streber, des arrivistes, d'être animés, nous aussi, de la même vanité, mais d'un calibre inférieur... Il est difficile de décrire avec précision notre état d'esprit au cours de cette soirée, tant il était complexe, pénible, trouble ! C'était un véritable drame, une rupture définitive avec ce sur quoi nous avions jalousement veillé durant de longues années comme sur un enfant chéri, comme le but de toute notre vie. Et tout cela, parce que nous étions jusque-là amoureux de Plékhanov : sans cette passion, si nous l'avions considéré avec plus de sang-froid, avec une humeur plus égale, avec un peu plus de recul, nous nous serions conduits autrement avec lui et nous n'aurions pas subi un effondrement au sens littéral du mot, une telle « douche morale », selon la très juste expression d'Arséniev. La leçon était très dure, dure et blessante jusqu'au dépit. De jeunes camarades « faisaient la cour » à un aîné, mus par un amour immense envers lui, et il apportait tout à coup dans cet amour une atmosphère d'intrigue, il leur donnait le sentiment de n'être pas des frères cadets, mais des jobards qu'on mène par le bout du nez, des pions qu'on peut déplacer à son gré, ou bien même de maladroits Streber qu'il convient d'intimider un bon coup en leur tapant sur les doigts. Et cette jeunesse amoureuse reçoit de l'objet de son amour un amer enseignement: il faut considérer tout homme « sans sentimentalité», en dissimulant à tout hasard une pierre dans son sein. Voilà les paroles amères que nous répétions sans fin ce soir-là. La soudaineté de l'effondrement entraînait naturellement aussi bien des exagérations, mais au fond ces paroles amères étaient vraies. Aveuglés par notre pas-

sion nous nous étions conduits en somme comme des *esclaves* ; or, être esclave est une chose indigne, et la blessure que nous en ressentions était centuplée du fait que c'était « lui », personnellement, qui nous avait ouvert les yeux à nos dépens...

Nous allâmes enfin nous coucher, regagnant nos chambres, avec la ferme décision d'exprimer dès le lendemain à Plékhanov notre indignation, de renoncer à la revue et de partir en gardant seulement le journal, quittes à publier en brochures les matériaux de la revue : la cause n'en souffrirait pas, et nous serions dispensés d'avoir des relations étroites avec « cet homme ».

Le lendemain, je m'éveille plus tôt que de coutume, réveillé par un bruit de pas dans l'escalier et la voix d'Axelrod, qui frappe à la porte d'Arséniev. J'entends Arséniev répondre et ouvrir sa porte, je l'entends et je me demande en moi-même : Arséniev aura-t-il le courage de tout lui dire d'emblée ? Pourtant, ce serait mieux de le dire d'un seul coup, il faut tout lâcher en bloc, sans laire traîner les choses en longueur. M'étant débarbouillé et habillé, j'entre chez Arséniev, qui est en train de faire sa toilette. Axelrod est assis dans un fauteuil, les traits un peu tendus. «Voilà, me dit Arséniev, j'ai dit à Axelrod notre décision de rentrer en Russie, notre conviction qu'il est impossible de travailler de cette façon.» J'acquiesce sans réserve, évidemment, et soutiens Arséniev. Nous racontons tout à Axelrod, sans nous gêner, et cela au point qu'Arséniev dit même que nous soupçonnons Plékhanov de nous prendre pour des Streber. Dans l'ensemble, Axelrod sympathise à moitié avec nous, hochant amèrement la tête et montrant une mine défaite, une confusion et un trouble extrêmes, mais à ce mot, il proteste énergiquement et crie que cela du moins est faux, que Plékhanov a divers défauts, mais pas celui-là, que pour le coup ce n'est pas lui qui est injuste envers nous, mais nous envers lui, que jusque-là il était prêt à dire à Plékhanov : « Tu vois ce que tu as fait, débrouille-toi toi-même, je m'en lave les mains », mais que maintenant il hésite, parce qu'il voit chez nous aussi de l'injustice. Ses assurances firent naturellement peu d'impression sur nous, et le pauvre Axelrod eut bien piteuse mine en constatant notre ferme décision.

Nous sortîmes ensemble et allâmes prévenir V. Zassoulitch. Il fallait s'attendre à ce qu'elle accueillît la nouvelle de la « rupture » (car on allait tout droit vers une rupture) avec une peine extrême. Je crains même, avait dit Arséniev la veille, je crains très sérieusement qu'elle ne mette fin à ses jours...

Je n'oublierai jamais les dispositions dans lesquelles nous sortîmes tous trois : « on dirait que nous suivons un enterrement », pensai-je à part moi. En effet, nous marchions comme à un enterrement, silencieux, les yeux baissés, abattus au dernier degré par la stupidité, le saugrenu, l'absurdité de la perte que nous venions de subir. Une malédiction, en vérité ! Tout allait pour le mieux, après de si longs déboires, après tant d'échecs, et voilà qu'un ouragan était survenu pour faire tout crouler, une fois de plus. J'avais tout bonnement peine à le croire (exactement comme on se refuse à en croire ses esprits quand on est sous l'impression récente de la mort d'un être cher) : est-ce bien moi, ardent admirateur de Plékhanov, qui parle maintenant de lui avec tant de haine et qui vais, les lèvres serrées et une froideur diabolique dans l'âme, lui dire des paroles froides et cassantes, lui annoncer ou à peu près la «rupture des relations» ? Est-ce bien la réalité et non un mauvais rêve ?

Cette impression ne s'atténua pas durant notre entretien avec Zassoulitch. Celle-ci ne manifesta pas une émotion trop violente, mais on la voyait terriblement abattue, elle nous priait, nous suppliait presque de renoncer malgré tout à notre dessein, d'essayer : peut-être n'était-ce pas si terrible, à l'expérience les choses se tasseraient, on remarquerait moins les traits rebutants de son caractère... Il était extrêmement pénible d'écouter ces prières sincères d'une personne faible devant Plékhanov, mais absolument sincère et passionnément dévouée à la cause, d'une personne qui portait avec un « héroïsme d'esclave » (le mot est d'Arséniev) le joug de plékhanovisme. C'était si pénible que, par instants, je crus vraiment que j'allais fondre en larmes... Lorsqu'on suit un corbillard, c'est quand on commence à prononcer des paroles de condoléance, de désespoir, qu'on risque le plus de fondre en larmes...

Nous avons quitté Axelrod et Zassoulitch. Nous sommes

partis, nous avons dîné et expédié en Allemagne des lettres disant que nous arrivions, qu'il fallait *arrêter la machine*, nous avons même expédié à ce sujet un télégramme (*avant* même l'entretien avec Plékhanov !!), et ni l'un ni l'autre de nous n'eut le moindre doute sur la nécessité de ce que nous faisions.

Après dîner, nous retournons à l'heure dite chez Axelrod et chez Zassoulitch, chez qui devait déjà se trouver Plékhanov. Tous trois sortent à notre rencontre. Nous nous saluons sans mot dire. Plékhanov s'efforce de parler d'autre chose (nous avions prié Axelrod et Zassoulitch de le prévenir, de sorte qu'il savait tout), nous rentrons dans la chambre et prenons place. Arséniev commence à dire, avec retenue, sèchement et brièvement, que nous désespérons de faire quelque chose dans des conditions comme *celles* qui se sont instituées hier, que nous avons résolu de partir pour la Russie conférer avec les camarades, car nous ne prenons plus sur nous de décider, qu'il faut renoncer pour le moment à la revue. Plékhanov est très calme, réservé, visiblement et entièrement maître de lui ; pas trace chez lui de la nervosité d'Axelrod ou de Zassoulitch (il en a vu d'autres ! pensons-nous avec irritation en le regardant !). Il veut savoir de quoi il s'agit exactement. « Nous sommes dans une atmosphère d'ultimatums », dit Arséniev, qui développe un peu cette idée. « Que redoutiez-vous donc ? demande Plékhanov en prenant l'offensive. Que, le premier numéro passé, je fasse grève pour le second ? » Il croyait que nous n'oserions pas dire oui. Mais je réponds, moi aussi, avec calme et sang-froid : « Quelle différence y a-t-il avec ce qu'a dit Arséniev ? C'est justement ce qu'il a dit. » Plékhanov est visiblement un peu choqué. Il ne s'attendait pas à ce ton, à cette sécheresse et cette franchise dans l'accusation : « Eh bien, vous avez résolu de partir, à quoi bon discuter, dit-il, je n'ai plus rien à dire, ma situation est assez bizarre : vous avez des impressions, toujours des impressions, et rien de plus, vous emportez l'impression que je suis un méchant homme. Qu'y puis-je ? » — Notre tort est peut-être, dis-je, pour détourner la conversation de ce sujet « impossible », de nous être trop avancés sans avoir posé de jalons. — « Non, pour parler franchement, répond Plékhanov, votre tort est d'avoir attaché une importance

excessive (peut-être du fait de la nervosité d'Arséniev) à des impressions auxquelles il ne fallait pas en accorder du tout. » Nous gardons le silence, puis nous disons qu'on peut pour le moment se contenter de brochures. Plékhanov se fâche : « Je n'ai jamais pensé à des brochures et je n'y pense pas. *Ne comptez pas sur moi.* Si vous partez, je ne resterai pas les bras croisés et je peux m'engager avant votre retour dans une autre entreprise. »

Rien n'a fait tomber Plékhanov aussi bas dans mon estime que cette déclaration, quand je me la rappelai ensuite pour l'examiner sous tous ses aspects. C'était une menace si grossière, une tentative d'intimidation si mal calculée qu'elle ne pouvait que « couler » définitivement son auteur, en dévoilant la « politique » dont il usait à notre égard : leur faire peur un bon coup et tout sera dit...

Mais nous ne fîmes *pas la moindre attention* à sa menace. Je me contentai de serrer les lèvres sans mot dire : parfait, pensai-je, eh bien, *à la guerre comme à la guerre**, mais tu es bien bête si tu ne vois pas que nous sommes aujourd'hui d'autres hommes, que nous nous sommes complètement métamorphosés au cours de la nuit.

Voyant que la menace n'opère pas, Plékhanov essaie d'une autre manœuvre. En effet, comment ne pas parler de manœuvre quand, quelques minutes plus tard, il se met à affirmer que rompre avec nous, c'est pour lui renoncer à toute activité politique, qu'il y renonce en effet pour se consacrer à la littérature scientifique, purement scientifique, car, s'il ne peut plus travailler avec nous, cela veut dire qu'il ne peut travailler avec personne... Si la menace n'agit pas, peut-être la flatterie prendra-t-elle?... Mais, *après* l'essai d'intimidation, l'effet ne pouvait être que désastreux... L'entretien fut bref, rien ne marchait plus; le comprenant, Plékhanov détourna la conversation sur les cruautés des Russes en Chine, mais il était presque seul à parler, et bientôt nous nous séparâmes.

Notre entretien avec Axelrod et Zassoulitch, après le départ de Plékhanov, ne présenta plus rien d'intéressant ni d'essentiel : Axelrod se démenait, s'efforçait de nous démontrer que Plékhanov était consterné lui aussi, que

* En français dans le texte. (*N. R.*)

nous aurions tort maintenant de partir dans ces conditions et ainsi de suite. Zassoulitch, dans un entretien intime avec Arséniev, reconnut que « Georges » avait toujours été le même, avoua son « héroïsme d'esclave », reconnut que « ce serait une leçon pour lui » si nous partions.

Le reste de la soirée fut vide et pénible.

Le lendemain, mardi 28 août nouveau style, il fallait partir pour Genève, et, de là, pour l'Allemagne. De bon matin, je suis réveillé par Arséniev (qui d'ordinaire se levait tard). Je m'étonne: il dit qu'il a mal dormi et qu'il a imaginé une dernière combinaison possible pour arranger tant bien que mal les choses, pour ne pas vouer à l'échec, à cause d'une brouille *personnelle*, une entreprise importante organisée *par le Parti*. Nous publierons un *recueil*, puisque, heureusement, les matériaux sont prêts et les liaisons mises au point avec l'imprimerie. Nous éditerons le recueil en attendant, sans que les questions de rédaction aient été précisées, et puis on verra : du recueil il est également facile de passer à la revue ou aux brochures. Si Plékhanov s'obstine, alors que le diable l'emporte, nous saurons que nous avons fait tout ce qui était possible... C'est décidé.

Nous allons communiquer la nouvelle à Axelrod et à Zassoulitch et nous les rencontrons : ils se rendaient chez nous. Naturellement ils acquiescent volontiers, et Axelrod se charge de parlementer avec Plékhanov pour obtenir son consentement.

Arrivés à Genève, nous avons un *dernier entretien* avec Plékhanov. Il parle comme s'il n'y avait eu entre nous qu'un fâcheux malentendu causé par la nervosité. Il demande avec intérêt à Arséniev des nouvelles de sa santé et va pour le prendre dans ses bras, ou peu s'en faut : l'autre esquisse un mouvement de recul. Plékhanov donne son accord pour le recueil : nous disons que, pour organiser la rédaction, il y a trois combinaisons possibles (1° nous rédacteurs, lui collaborateur ; 2° tous corédacteurs ; 3° lui rédacteur, nous collaborateurs), que nous les examinerons toutes les trois en Russie, établirons un projet et le rapporterons ici. Plékhanov déclare qu'il repousse catégoriquement la troisième, insiste pour que *cette* combinaison soit absolument exclue, *et donne son ac-*

cord pour les deux premières. Il en est ainsi décidé : pour le moment, *en attendant* le projet de nouveau système de rédaction que nous devons présenter, l'ancien subsiste (nous sommes tous les six corédacteurs, et Plékhanov dispose de 2 voix).

Plékhanov veut ensuite savoir au juste ce qu'il y a eu exactement, ce qui faisait l'objet de notre mécontentement. Je fais remarquer qu'il vaudrait peut-être mieux s'occuper davantage de l'avenir, et moins du passé. Mais il soutient qu'il faut faire la lumière, analyser. Une conversation s'engage, à laquelle participent presque exclusivement Plékhanov et moi-même, Arséniev et Axelrod demeurent silencieux. Conversation assez calme, même parfaitement calme. Plékhanov dit avoir remarqué qu'Arséniev était irrité de son refus concernant Strouvé, — je fais remarquer que c'est lui au contraire qui nous posait des conditions, contrairement à ce qu'il avait déclaré auparavant, dans la forêt, en disant qu'il n'en poserait pas. Plékhanov se défend : s'il s'est tu, ce n'est pas qu'il posait des conditions, mais que, pour lui, la question était claire. Je parle de la nécessité d'admettre la polémique, de la nécessité d'admettre des votes entre nous : il accepte le dernier point, mais ajoute : sur les questions de détail, naturellement, on votera, mais pas sur les questions fondamentales. Je réplique que précisément, il ne sera pas toujours facile de distinguer entre les questions fondamentales et les questions de détail, et que c'est justement pour cela qu'il faudra voter entre corédacteurs. Plékhanov s'obstine, il dit que c'est affaire de conscience, que la distinction entre les questions fondamentales et les questions de détail est chose claire, ne nécessitant aucun vote. Nous nous sommes enlisés dans cette discussion, pour savoir si la mise aux voix était admissible entre corédacteurs sur la délimitation entre les questions fondamentales et les questions de détail, et le problème n'avança pas d'un pas. Plékhanov étala toute son habileté, tout l'éclat de ses exemples, de ses comparaisons, de ses plaisanteries et de ses citations, qui nous faisaient rire malgré nous ; il réussit cependant à escamoter la question sans dire franchement : non. J'acquis la conviction que, sur ce point-là précisément, il ne pouvait céder, renoncer à

son « individualisme » et à ses « ultimatums », car sur des questions de ce genre il était décidé à ne pas ouvrir le vote, mais à poser des ultimatums.

Je partis le soir même, sans revoir personne d'autre du groupe « Libération du Travail ». Nous décidâmes de ne raconter à personne ce qui s'était passé, sauf dans notre entourage le plus proche, de sauver les apparences, de ne pas fournir une occasion de triomphe aux adversaires. Extérieurement, il ne s'était rien produit, toute la machine devait continuer à tourner comme auparavant : seulement, une corde s'était rompue à l'intérieur, et d'excellentes relations personnelles avaient fait place à des relations d'affaires sèches, compliquées de perpétuels calculs, selon la formule : si vis pacem, para bellum *.

Il n'est pas sans intérêt cependant de noter, le soir du même jour, une conversation que j'eus avec un très proche camarade et partisan de Plékhanov, membre du groupe « Le Social-Démocrate ». Je ne lui touchai pas un mot de ce qui s'était passé, je lui annonçai que la revue était délinie dans ses grandes lignes, les articles distribués, qu'il ne restait plus qu'à se mettre à l'œuvre. Je m'entretins avec lui des moyens pratiques d'entreprendre la chose : il affirma catégoriquement que les vieux étaient absolument incapables d'assurer le travail de rédaction. Je lui parlai des « trois combinaisons » et lui demandai sans détour laquelle, à son avis, était la meilleure. Il me répondit franchement et sans hésiter : « La première » (nous rédacteurs, eux collaborateurs), en ajoutant que sans doute la revue appartiendrait à Plékhanov et le journal à vous.

A mesure que nous nous éloignions des péripéties de cette histoire, nous la considérions avec plus de sang-froid et nous en vînmes à cette conviction qu'il n'y avait aucune raison de tout lâcher, que nous ne devions pas craindre pour le moment de prendre la rédaction (du *recueil*), que c'était bien à nous de nous en charger, car autrement il n'y aurait absolument aucune possibilité de faire fonctionner convenablement la machine et d'empêcher l'entreprise de tomber victime des « qualités » désorganisatrices de Plékhanov.

* Si tu veux la paix, prépare la guerre. (*N.R.*)

Aussitôt arrivés à N[128], le 4 ou 5 septembre, nous mîmes sur pied un projet de relations *formelles* entre nous (j'avais commencé à le rédiger en route, dans le wagon de chemin de fer) . ce projet nous faisait rédacteurs, et eux collaborateurs avec droit de vote sur toutes les questions concernant la rédaction. Il fut décidé d'examiner ce projet de concert avec Egor (Martov), puis de le leur présenter.

L'*Iskra* commença à *donner des espoirs* de se ranimer.

Rédigé début septembre 1900 — *Conforme au manuscrit*

Publié pour la première fois en 1924, dans le Recueil Lénine I

PROJET D'ACCORD [129]

1. Etant donné la solidarité des conceptions fondamentales et l'identité des objectifs pratiques du groupe à l'étranger « Le Social-Démocrate » et du groupe russe qui publie le recueil *Zaria* et le journal *Iskra*, les organisations susnommées concluent entre elles une alliance.

2. Les deux groupes s'entraident sur tous les points :
   en premier lieu pour la littérature politique. Le groupe « Libération du Travail » participe étroitement à la rédaction du recueil *Zaria* et du journal *Iskra**;
   en second lieu, pour l'acheminement et la diffusion des publications, l'élargissement et le renforcement des liaisons révolutionnaires et la recherche de ressources matérielles.

3. Le groupe de l'« Iskra » a pour représentants à l'étranger le groupe « Le Social-Démocrate » et des agents spéciaux de l'« Iskra ».

4. Les lettres et envois adressés de l'étranger au groupe de l'« Iskra » sont dirigés sur le groupe « Le Social-Démocrate ». Dans le cas où un membre quelconque du groupe de l'« Iskra » se trouve à l'étranger, toute la correspondance lui est transmise. Si aucun membre du groupe de l'« Iskra » ne se trouve à ce moment à l'étranger, le groupe « Le Social-Démocrate » et les agents spéciaux de l'« Iskra » se chargent des affaires concernant cette dernière.

Rédigé début septembre 1900
Publié pour la première fois en 1940, dans le n° 3 de la revue « Proletarskaïa Révolutsia »

Conforme au manuscrit

---

* Les conditions de cette participation sont définies par un accord particulier [130].

DECLARATION DE LA REDACTION DE L'*ISKRA* [121]

DE LA PART DE LA REDACTION

Au moment où nous entreprenons la publication d'un journal politique, l'*Iskra*, nous jugeons nécessaire de dire quelques mots du but que nous visons et de la façon dont nous comprenons notre tâche.

Nous traversons une période d'une importance exceptionnelle dans l'histoire du mouvement ouvrier et de la social-démocratie russes. Ces dernières années ont été caractérisées par une propagation incroyablement rapide des idées social-démocrates dans notre monde intellectuel ; et ce courant de l'opinion publique voit s'avancer à sa rencontre le mouvement, surgi spontanément, du prolétariat industriel, qui commence à s'unir, à combattre ses oppresseurs, à aspirer au socialisme. Des cercles d'ouvriers et d'intellectuels social-démocrates apparaissent en tous lieux ; des tracts d'agitation sont diffusés localement : la demande de publications social-démocrates s'accroît et dépasse de beaucoup l'offre, et les persécutions renforcées du gouvernement sont impuissantes à arrêter ce mouvement. Les prisons sont bondées, les lieux de déportation surpeuplés, chaque mois ou presque on apprend qu'il y a eu des « coups de filet » à toutes les extrémités de la Russie, que des envois clandestins ont été saisis, des publications confisquées et des imprimeries fermées, mais le mouvement ne fait que croître, s'étend constamment à de nouvelles régions, pénètre sans cesse plus profondément dans la classe ouvrière, et

Première page de la *Déclaration de la rédaction de l'« Iskra »*. 1900. *Réduction*

Россійская
Соціалдемократическая
Рабочая Партія

ИСКРА

„Изъ искры возгорится пламя".
Отвѣтъ декабристовъ Пушкину

ОТЪ РЕДАКЦІИ.

Предпринимая изданіе политической газеты — „Искра", мы считаемъ необходимымъ сказать нѣсколько словъ о томъ, къ чему мы стремимся и какъ понимаемъ свои задачи.

Мы переживаемъ крайне важный моментъ въ исторіи русскаго рабочаго движенія и русской соціалдемократіи. Послѣдніе годы характеризуются поразительно быстрымъ распространеніемъ соціалдемократическихъ идей среди нашей интеллигенціи, а на встрѣчу этому теченію общественной мысли идетъ самостоятельно возникшее движеніе промышленнаго пролетаріата, который начинаетъ объединяться и бороться противъ своихъ угнетателей, начинаетъ съ жадностью стремиться къ соціализму. Кружки рабочихъ и соціалдемократовъ интеллигентовъ появляются повсюду, распространяются мѣстные агитаціонные листки, растетъ спросъ на соціалдемократическую литературу, далеко обгоняя предложеніе а усиленныя правительственныя преслѣдованія не въ силахъ удержать этого движенія. Биткомъ набиты тюрьмы, переполнены мѣста ссылки, чуть не каждый мѣсяцъ слышно о „провалахъ" во всѣхъ концахъ Россіи, о поимкѣ транспортовъ, о конфискаціи литературы и типографій, но движеніе все растетъ, захватываетъ все большій районъ, все глубже проникаетъ въ рабочій классъ, все больше привлекаетъ общественное вниманіе И все экономическое развитіе Россіи, вся исторія русской общественной мысли и русскаго революціоннаго движенія ручаются за то, что соціалдемократическое рабочее движеніе будетъ расти несмотря на всѣ препятствія и въ концѣ концовъ — преодолѣетъ ихъ.

Но, съ другой стороны, главная черта нашего движенія, которая особенно бросается въ глаза въ послѣднее время, — его раздробленность. его, такъ сказать, кустарный характеръ: мѣстные кружки возникаютъ и дѣйствуютъ независимо другъ отъ друга и даже (что особенно важно) независимо отъ кружковъ дѣйствовавшихъ и дѣйствующихъ въ тѣхъ же центрахъ. не устанавливается традиціи, нѣтъ преемственности, и мѣстная литература всецѣло отражаетъ раздробленность и отсутствіе связи съ тѣмъ, что уже создано русской соціалдемократіей.

Несоотвѣтствіе этой раздробленности съ запросами, вызываемыми силою и широтой движенія, создаетъ, по нашему мнѣнію. критическій моментъ въ его развитіи. Въ самомъ движеніи съ неудержимой силой сказывается потребность упрочиться выработать опредѣленную физіономію и организацію, а между тѣмъ въ средѣ практически дѣйствующихъ соціалдемократовъ необходимость такого перехода къ высшей формѣ движенія сознается далеко не вездѣ Въ довольно широкихъ кругахъ наблюдается, наоборотъ, шатанье мысли, увлеченіе модной „критикой марксизма" и „бернштеніадой" распространеніе взглядовъ такъ называемаго „экономическаго" направленія и въ неразрывной связи съ этимъ — стремленіе задержать движеніе на его низшей стадіи, стремленіе отодвинуть на второй планъ задачу образованія революціонной партіи, ведущей борьбу во главѣ всего народа. Что подобнаго рода шатанье мысли наблюдается среди русскихъ соціалдемократовъ, что узкій практицизмъ, оторванный отъ теоретическаго освѣщенія движенія въ его цѣломъ, грозитъ совратить движеніе на ложную дорогу, это фактъ; въ этомъ не могутъ усомниться люди, непосредственно знакомые съ положеніемъ дѣлъ въ большинствѣ нашихъ организацій. Да есть и литературныя произведенія, подтверждающія это: стоитъ назвать хотя бы „Credo", вызвавшее уже вполнѣ законный протестъ, „Отдѣльное приложеніе къ Рабочей Мысли (сент. 1899)", столь рельефно выразившее тенденцію, проникающую всю газету „Рабочая Мысль", или наконецъ — воззваніе петербургской „Группы Самоосвобожденія Рабочаго Класса", составленное въ духѣ того же „экономизма" И совершенно невѣрно утвержденіе „Рабочаго Дѣла", что „Credo" представляетъ собою не больше какъ мнѣніе единичныхъ лицъ, что направленіе „Рабочей Мысли" выражаетъ лишь сумбурность и безтактность ея редакціи, а не особое направленіе въ самомъ ходѣ русскаго рабочаго движенія.

А рядомъ съ этимъ въ произведеніяхъ писателей, которыхъ читающая публика, съ большимъ или меньшимъ основаніемъ, считала до сихъ поръ видными представителями „легальнаго" марксизма, все болѣе и болѣе обнаруживается поворотъ къ воззрѣніямъ, сближающимся съ буржуазной апологетикой. Результатомъ всего этого и является тотъ разбродъ и та анархія, благодаря которымъ эксъ-марксистъ или вѣрнѣе эксъ-соціалистъ Бернштейнъ перечисляя свои успѣхи, могъ печатно заявить, не встрѣчая возраженій, будто большинство дѣйствующихъ въ Россіи соціалдемократовъ состоятъ изъ его послѣдователей

Мы не хотимъ преувеличивать опасность положенія, но закрывать на нее глаза было бы неизмѣримо вреднѣе; вотъ почему мы отъ всей души привѣтствуемъ рѣшеніе „Группы Освобожденія Труда" возобновить ея литературную дѣятельность и начать систематическую борьбу противъ попытокъ извращенія и опошленія соціалдемократизма.

Практическій выводъ изъ всего этого такой· мы, русскіе соціалдемократы, должны сплотиться и направить всѣ усилія на образованіе крѣпкой партіи, борющейся подъ единымъ знаменемъ революціонной соціалдемократіи Именно эта задача была намѣчена уже Съѣздомъ 1898 года, образовавшимъ Россійскую Соціалдемократическую Рабочую Партію и опубликовавшимъ ея Манифестъ

Мы признаемъ себя членами этой партіи, вполнѣ раздѣляемъ основныя идеи „Манифеста" и придаемъ ему важное значеніе, какъ открытому заявленію ея цѣлей. Поэтому для насъ, какъ членовъ партіи, вопросъ о ближайшей и непосредственной нашей задачѣ ставится такимъ образомъ: какой планъ дѣятельности должны мы принять, что бы достигнуть возможно болѣе прочнаго возобновленія партіи?

Обычный отвѣтъ на этотъ вопросъ состоитъ въ томъ, что необходимо снова выбрать центральное учрежденіе и поручить ему возобновить органъ партіи. Но въ переживаемый нами періодъ разброда такой простой путь едва-ли былъ бы цѣлесообразенъ.

attire toujours davantage l'attention publique. Toute l'évolution économique de la Russie, toute l'histoire de la pensée sociale russe et du mouvement révolutionnaire russe sont garants que le mouvement ouvrier social-démocrate grandira en dépit de tous les obstacles et parviendra finalement à les surmonter.

Mais, d'autre part, le trait essentiel de notre mouvement, et qui saute aux yeux ces derniers temps, c'est son morcellement, son caractère pour ainsi dire artisanal : les cercles locaux surgissent et œuvrent indépendamment les uns des autres et même (ce qui est particulièrement important) indépendamment de ceux qui agissaient ou qui agissent dans les mêmes localités ; il ne s'établit pas de tradition, il n'y a pas de continuité, et les publications locales reflètent intégralement ce morcellement et cette absence de liaison avec ce qui a déjà été créé par la social-démocratie russe.

L'incompatibilité de ce morcellement avec les besoins résultant de la force et de l'ampleur du mouvement crée, selon nous, un moment critique dans son développement. Au sein même du mouvement se manifeste irrésistiblement le besoin de s'affermir, de se forger une physionomie et une organisation propres, cependant que, parmi les social-démocrates plongés dans l'action pratique, la nécessité de ce passage à une forme supérieure du mouvement est loin d'être partout comprise. On observe, au contraire, dans d'assez larges milieux un flottement d'idées, un engouement pour la mode actuelle de la « critique du marxisme » et de la « bernsteiniade », un progrès des conceptions ressortissant à l'orientation dite « économique » et, se rattachant indissolublement à tout cela, un penchant à arrêter le mouvement à son stade inférieur, à repousser au second plan l'objectif de la formation d'un parti révolutionnaire menant la lutte à la tête du peuple tout entier. Qu'un tel flottement d'idées s'observe parmi les social-démocrates russes, qu'un praticisme étroit, éloigné d'une théorie qui éclaire le mouvement dans son ensemble, menace d'égarer le mouvement sur une fausse route, *c'est là un fait* dont ne peuvent douter ceux qui connaissent de première main la situation dans la plupart de nos organisations. Il y a d'ailleurs des textes qui confirment cet état

de fait : il suffirait de nommer le « Credo », qui a d'ores et déjà suscité de très justes protestations, le « Supplément spécial » à la *Rabotchaïa Mysl* de septembre 1899, où s'exprime avec tant de relief la tendance qui pénètre *tout* ce journal, ou enfin le manifeste du « Groupe d'autolibération de la classe ouvrière »[132] de Pétersbourg, rédigé lui aussi dans l'esprit de l'« économisme ». Et il est *absolument faux* d'affirmer, comme le fait le *Rabotchéié Diélo*[133], que le « Credo » ne représente rien de plus que l'opinion de quelques individus, que la tendance de la *Rabotchaïa Mysl* traduit seulement la confusion d'idées et la maladresse de sa rédaction, et non une orientation particulière du mouvement ouvrier russe.

En même temps, dans les ouvrages d'auteurs en qui le lecteur voyait jusqu'ici, à tort ou à raison, des représentants éminents du marxisme « légal », on voit se manifester de plus en plus un revirement vers des conceptions proches de l'apologétique bourgeoise. Le résultat, c'est ce désordre et cette anarchie qui ont permis à l'ex-marxiste, ou plutôt à l'ex-socialiste Bernstein, en énumérant ses succès, de déclarer par écrit, sans rencontrer d'objections, que la majorité des social-démocrates militant en Russie seraient ses disciples.

Nous ne voulons pas exagérer le danger de la situation, mais il serait infiniment plus nuisible de prétendre l'ignorer ; voilà pourquoi nous saluons de tout cœur la décision du groupe « Libération du Travail » de reprendre ses publications et d'entreprendre une lutte systématique contre ceux qui veulent dénaturer et avilir le social-démocratisme.

La conclusion pratique de tout ce qui précède, la voici : notre devoir, à nous social-démocrates russes, est de nous unir étroitement et d'orienter tous nos efforts vers la formation d'un parti solide, combattant sous le drapeau commun de la social-démocratie révolutionnaire. Tel était d'ailleurs l'objectif déjà indiqué par le congrès de 1898, qui fonda le Parti ouvrier social-démocrate de Russie et publia son *Manifeste*.

Nous nous déclarons membres de ce parti, nous partageons sans réserve les idées essentielles du *Manifeste* et lui reconnaissons une grande importance en tant que dé-

claration publique des buts du Parti. Aussi, pour nous, membres du Parti, la question de l'objectif prochain et immédiat se pose-t-elle de la façon suivante : quel plan d'action devons-nous adopter pour reconstituer le Parti sur la base la plus solide possible ?

La réponse qu'on fait d'ordinaire à cette question est celle-ci : il faut élire un nouveau Comité central et le charger de reprendre la publication de l'organe du Parti. Mais, dans la période de désarroi que nous traversons, un moyen aussi simple ne saurait guère être d'un grand secours.

Créer et affermir le Parti, c'est créer et affermir l'union de tous les social-démocrates russes ; or, pour les raisons indiquées plus haut, une pareille union ne saurait être décrétée, on ne peut l'instaurer uniquement, disons, par décision d'une assemblée de délégués ; il faut l'élaborer. Il faut élaborer, avant tout, une solide unité idéologique, excluant les divergences et la confusion qui — soyons francs ! — règnent à l'heure actuelle parmi les social-démocrates russes ; il faut cimenter cette unité idéologique par un programme du Parti. Il faut, en second lieu, mettre sur pied une organisation spécialement chargée de maintenir la liaison entre tous les centres du mouvement, de procurer en temps utile des renseignements complets sur ce mouvement et d'alimenter régulièrement en presse périodique tous les points de la Russie. C'est seulement quand cette organisation aura été forgée, quand il y aura une poste socialiste russe, que le Parti aura une existence assurée et deviendra un fait réel, et donc une force politique puissante. C'est à la première moitié de cette tâche, c'est-à-dire à la mise sur pied d'une littérature politique commune, fidèle aux principes, capable d'unir sur le terrain idéologique la social-démocratie révolutionnaire, que nous voulons consacrer nos efforts, car nous y voyons un besoin vital du mouvement à l'heure actuelle et une démarche préparatoire indispensable à la reprise de l'activité du Parti.

Comme nous l'avons déjà dit, l'unité idéologique des social-démocrates russes est encore à réaliser, ce qui requiert, à notre avis, une ample discussion publique des grands problèmes de principe et de tactique soulevés de nos

jours par les « économistes », les bernsteiniens et les « critiques ». Avant de nous unir, et pour nous unir, nous devons commencer par nous démarquer nettement et résolument. Sinon, notre unité ne serait qu'une liction couvrant le désordre existant et empêchant d'y mettre radicalement fin. On comprend donc que nous n'ayons pas l'intention de faire de notre organe un simple magasin d'opinions hétéroclites. Nous lui imprimerons, au contraire, une orientation nettement délinie. Cette orientation peut être exprimée d'un mot : le marxisme, et il n'est guère nécessaire d'ajouter que nous sommes pour le développement logique des idées de Marx et d'Engels et que nous repoussons catégoriquement les amendements équivoques, nébuleux et opportunistes que l'exemple d'Ed. Bernstein, de P. Strouvé et de beaucoup d'autres a si bien mis à la mode aujourd'hui. Mais, tout en examinant chaque question de notre point de vue nettement délini, nous ne bannissons nullement de nos colonnes la polémique entre camarades. Une franche polémique devant tous les social-démocrates et tous les ouvriers conscients russes est nécessaire et désirable pour sonder la profondeur des divergences existantes, pour examiner sous tous les aspects les questions en litige, pour combattre les excès dans lesquels tombent fatalement non seulement les tenants des divers points de vue, mais même les représentants des diverses localités ou des diverses « professions » du mouvement révolutionnaire. Nous considérons même, comme il a déjà été souligné plus haut, qu'un des défauts du mouvement actuel réside dans l'absence d'une polémique au grand jour entre les opinions manifestement divergentes, dans le désir de mettre sous le boisseau des désaccords relatifs à des questions vraiment essentielles.

Nous n'allons pas énumérer en détail les problèmes et les sujets qui relèvent du programme de notre organe, car ce programme découle tout naturellement de la conception générale de ce que doit être, dans les conditions données, le journal politique qu'il s'agit d'éditer.

Dans la mesure de nos forces, nous ferons en sorte que tous les camarades russes considèrent notre publication comme leur propre organe, auquel chaque groupe communiquerait toutes ses informations sur le mouvement, ferait part

de son expérience, de ses idées, de ses besoins de publications, de son opinion sur les éditions social-démocrates, ferait part, en un mot, de tout ce qu'il apporte au mouvement et de tout ce qu'il en retire. C'est à cette condition seulement que nous aurons un véritable organe social-démocrate de toute la Russie. Seul un pareil organe sera capable de faire entrer le mouvement dans la large voie de la lutte politique. « Etendre le cadre et élargir le contenu de notre activité dans la propagande, dans l'agitation et dans l'organisation », ces paroles de P. Axelrod doivent devenir le mot d'ordre qui définira pour le proche avenir l'activité des social-démocrates russes, et nous adoptons ce mot d'ordre comme le programme de notre organe.

Notre appel ne s'adresse pas seulement aux socialistes et aux ouvriers conscients. Nous convions également tous ceux qu'écrase et opprime le régime politique actuel, nous leur offrons nos colonnes pour démasquer toutes les infamies de l'autocratie russe.

Celui qui conçoit la social-démocratie comme une organisation servant exclusivement la lutte spontanée du prolétariat, peut se contenter de l'agitation locale et de publications « purement ouvrières ». Notre point de vue à nous est tout différent : nous concevons la social-démocratie comme un parti révolutionnaire dirigé contre l'absolutisme et indissolublement lié au mouvement ouvrier. C'est seulement une fois organisé en un tel parti que le prolétariat, la classe la plus révolutionnaire de la Russie d'aujourd'hui, sera à même de remplir la tâche historique qui lui incombe : unir sous son drapeau tous les éléments démocratiques du pays et couronner la lutte opiniâtre de tant de générations disparues par une victoire définitive sur un régime odieux.

* * *

Le journal paraîtra par fascicules de 1 à 2 feuilles d'imprimerie chacun.

Les dates de parution, vu les conditions où se trouve la presse illégale russe, ne sont pas fixées d'avance.

On nous a promis la collaboration de plusieurs mem-

bres éminents de la social-démocratie internationale, la participation étroite du groupe « Libération du Travail » (G. Plékhanov, P. Axelrod, V. Zassoulitch), et le concours de plusieurs organisations du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, ainsi que de certains groupes de social-démocrates russes.

Rédigé en septembre 1900
Publié en 1900, sous la forme d'un tract édité par l'« Iskra »

Conforme au texte du tract de 1900

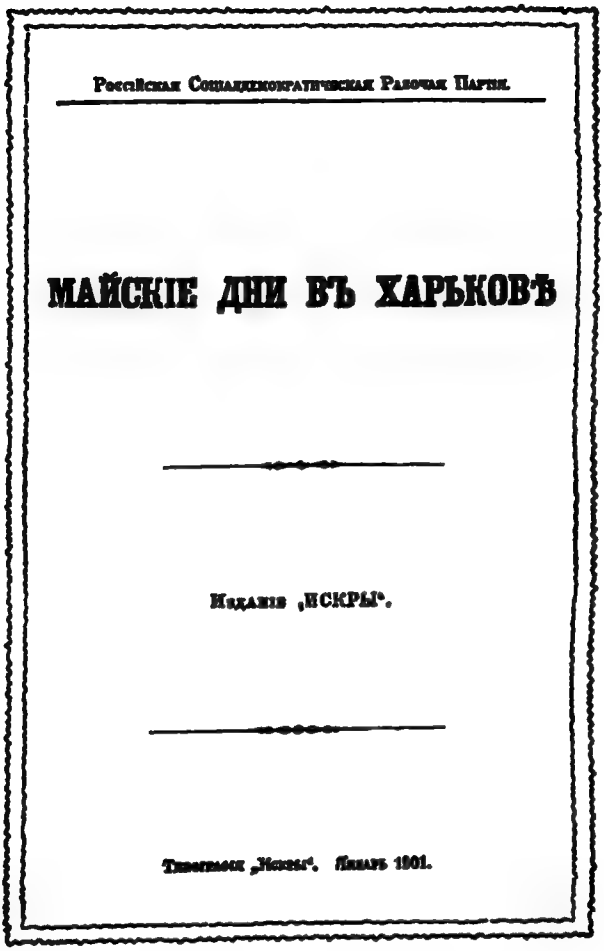
PREFACE A LA BROCHURE
LES JOURNEES DE MAI A KHARKOV

La présente brochure est une description de la mémorable journée du 1er mai 1900 à Kharkov, rédigée par le comité de Kharkov du Parti ouvrier social-démocrate de Russie d'après des récits des ouvriers eux-mêmes. Elle nous a été adressée sous forme de correspondance, mais nous avons estimé indispensable de l'éditer séparément, tant par suite de son volume considérable que pour faciliter sa diffusion la plus large possible en un nombre d'exemplaires aussi grand que possible. Dans six mois, les ouvriers russes célébreront le 1er mai de la première année du nouveau siècle ; et il est temps de songer à faire en sorte que cette fête englobe un plus grand nombre de centres et soit aussi imposante que possible, non seulement par la masse de ses participants, mais aussi par leur organisation, leur conscience, leur volonté d'engager une lutte irrévocable pour arracher l'émancipation politique du peuple russe et pour donner du même coup le champ libre au développement du prolétariat en tant que classe et à sa lutte ouverte pour le socialisme. Il est temps de commencer à se préparer au prochain 1er mai, et l'une des principales mesures préparatoires doit consister à faire connaître ce qu'a déjà réalisé le mouvement social-démocrate de Russie, à examiner ce qui manque encore à notre mouvement en général et aux manifestations du 1er mai en particulier, à étudier la façon de pallier ces défauts et d'obtenir de meilleurs résultats.

Le 1er mai de Kharkov montre comment la célébration de la fête ouvrière peut se transformer en une importante manifestation politique et indique ce qui nous manque

pour faire réellement de cette fête, dans toute la Russie, une grande manifestation du prolétariat conscient. Qu'est-ce qui a conféré au 1er mai de Kharkov le caractère d'un événement marquant ? C'est la participation en masse des ouvriers à la grève, les énormes rassemblements dans les rues groupant des milliers et des milliers de personnes, drapeaux rouges en tête et proclamant les revendications contenues dans les appels, la portée révolutionnaire de ces revendications : journée de 8 heures et liberté politique. La légende prétendant que les ouvriers russes ne seraient pas encore mûrs pour la lutte politique, et que leur principale affaire serait la lutte purement économique, complétée peu à peu et progressivement par une agitation politique partielle pour telles ou telles réformes politiques, et non pour la lutte contre tout le régime politique de la Russie, cette légende se trouve radicalement démentie par le 1er mai de Kharkov. Mais nous voulons ici attirer l'attention sur un autre aspect de la question. En prouvant une fois de plus les capacités politiques des ouvriers russes, le 1er mai de Kharkov montre en même temps ce qui nous manque pour donner à ces capacités leur plein développement.

Les social-démocrates de Kharkov s'étaient efforcés de préparer le 1er mai, en diffusant à l'avance tracts et brochures ; il y avait aussi un programme, composé par les ouvriers, de manifestation générale et d'allocutions sur la place Konnaïa. Pourquoi ce programme n'a-t-il pas été suivi ? Les camarades de Kharkov répondent de la façon suivante : c'est que les forces de l'« état-major général » des ouvriers socialistes conscients étaient inégalement réparties, beaucoup dans une usine, peu dans les autres ; c'est ensuite que le plan des ouvriers « était connu des autorités », qui, comme de juste, avaient pris toutes les mesures afin de les diviser. La conclusion est claire : ce qui nous manque, c'est l'*organisation*. Le gros des ouvriers s'est mis déjà en branle, prêt à suivre les chefs socialistes, mais l'« état-major général » n'a pas encore su constituer un noyau solide capable de répartir convenablement toutes les forces disponibles des ouvriers conscients et assurer une clandestinité suffisante à son travail pour que les plans d'action établis à l'avance restent incon-



Couverture de la brochure: ***Les journées de mai à Kharkov.***
1901

nus non seulement des autorités, mais même de tout individu étranger à l'organisation. Celle-ci doit être une organisation *révolutionnaire*, elle doit être composée de personnes ayant une idée bien nette des objectifs du mouvement ouvrier social-démocrate et décidées à mener une lutte intransigeante contre le régime politique actuel ; elle doit allier dans son sein le savoir socialiste et l'expérience révolutionnaire que les enseignements de plusieurs dizaines d'années ont accumulée chez nos intellectuels révolutionnaires avec cette connaissance du milieu ouvrier et cet art de convaincre et d'entraîner les masses qui sont propres aux prolétaires d'avant-garde. Notre souci doit être, avant tout et pardessus tout, non pas d'élever une barrière factice entre intellectuels et ouvriers, non pas de fonder une organisation « purement ouvrière », mais précisément d'arriver à cette combinaison. Nous nous permettrons de rappeler ici les paroles suivantes de Plékhanov :

« La condition nécessaire de cette activité (d'agitation), c'est le rassemblement des forces révolutionnaires déjà existantes. La propagande dans les cercles peut être faite par des individus n'ayant aucun lien entre eux, ne soupçonnant même mutuellement leur existence. Bien entendu, l'absence d'organisation se ressent toujours aussi dans la propagande ; mais elle ne la rend pas impossible. Aux époques de forte effervescence sociale, quand l'atmosphère politique est saturée d'électricité et que, ici ou là, les occasions les plus diverses, les plus imprévues, produisent des explosions de plus en plus fréquentes, témoignant de l'approche de la tourmente révolutionnaire, — quand, en un mot, il faut faire de l'agitation ou rester à la traîne, à de telles époques, *seules* des forces révolutionnaires *organisées* peuvent exercer une sérieuse influence sur le cours des événements. L'individu isolé est alors impuissant, et seules des unités d'un ordre supérieur sont à la hauteur de la cause révolutionnaire : ce sont les *organisations révolutionnaires.* » (G. Plékhanov : *Les objectifs des socialistes dans la campagne contre la famine*, p. 83.)

L'histoire du mouvement ouvrier de Russie arrive précisément à une de ces périodes d'effervescence et d'explosions se produisant pour les motifs les plus variés, et

si nous ne voulons pas rester « à la traîne », nous devons orienter tous nos efforts pour mettre sur pied une organisation pour toute la Russie, capable de diriger toutes les explosions isolées et, par ce moyen, de faire en sorte que la tempête imminente (dont parle aussi un ouvrier de Kharkov à la fin de la brochure) ne soit pas un orage spontané, mais un mouvement conscient du prolétariat insurgé à la tête de tout le peuple contre le gouvernement autocratique.

Outre une leçon de choses sur le manque de cohésion et de préparation de nos organisations révolutionnaires, le 1er mai de Kharkov fournit aussi une indication pratique non moins importante. « La fête et la manifestation du 1er mai, dit-on dans la brochure, se sont soudain trouvées associées à diverses revendications pratiques présentées sans la préparation voulue, et, par suite, vouées en général à l'échec. » Prenons, par exemple, les revendications des ouvriers des ateliers ferroviaires : sur 14, 11 concernent des améliorations de détail parfaitement réalisables même dans le régime politique actuel : augmentation des salaires, réduction de la journée de travail, suppression d'abus. A côté de ces revendications, et comme si elles étaient absolument de même nature, nous en voyons trois autres : 4) journée de huit heures ; 7) garantie de l'inviolabilité personnelle des ouvriers après les événements de mai ; 10) formation d'une commission composée d'ouvriers et de représentants de l'administration pour examiner tous les différends entre les deux parties. La première de ces revendications (point 4) est commune au prolétariat mondial ; elle signifie visiblement que les ouvriers avancés de Kharkov ont conscience de leur solidarité avec le mouvement ouvrier socialiste du monde entier. Mais c'est précisément la raison pour laquelle il ne faut pas la placer parmi les revendications partielles entre le point qui réclame un meilleur traitement de la part des contremaîtres et celui qui demande une augmentation de 10% des salaires. Ces revendications-là, relèvement des salaires et manière plus décente de traiter les gens, peuvent (et doivent) être présentées par les ouvriers de tel ou tel métier à leurs patrons : ce sont des revendications corporatives, intéressant certaines catégories d'ouvriers. Les

8 heures, au contraire, sont la revendication de tout le prolétariat, adressée non pas à tel ou tel patron, mais au pouvoir d'État, en tant que représentant de tout le régime social et politique actuel, à toute la classe des capitalistes détenteurs de tous les moyens de production. La revendication de la journée de 8 heures a pris un sens spécial : c'est une déclaration de solidarité avec le mouvement socialiste international. Nous devons faire en sorte que les ouvriers prennent conscience de cette différence et ne ramènent pas la revendication des 8 heures au niveau de revendication comme celle de billets gratuits ou du renvoi d'un gardien. Tout le long de l'année, ici ou là, les ouvriers présentent constamment aux patrons toutes sortes de revendications particulières et luttent pour les faire aboutir : les socialistes, en les aidant dans cette lutte, doivent toujours montrer qu'elle se rattache à la lutte du prolétariat de tous les pays pour son émancipation. La journée du 1er mai doit avoir le sens d'une déclaration solennelle par laquelle les ouvriers reconnaissent ce lien et s'associent résolument à cette lutte.

Prenons le point 10 sur la formation d'une commission pour examiner les différends. Une commission ainsi composée d'élus des ouvriers et de l'administration serait sans doute d'une grande utilité, mais soulement à deux conditions : liberté absolue des élections et indépendance absolue des délégués. Quelle utilité aura-t-elle si l'on congédie les ouvriers qui mèneront campagne contre l'élection de créatures de l'administration ou qui attaqueront violemment cette dernière, en dévoilant toutes ses vexations ? Or, ces ouvriers ne seront pas seulement renvoyés ; ils seront jetés en prison. Donc, pour qu'une commission de ce genre soit utile aux ouvriers, il faut d'abord que les délégués ne dépendent pas des autorités de la fabrique ; ce qui n'est possible que s'il existe une association ouvrière libre, englobant un grand nombre de fabriques, ayant sa propre caisse et prête à assumer la défense de ses délégués. La commission ne peut rendre des services que si elle groupe beaucoup de fabriques et, si possible, toutes celles d'une même branche d'industrie. Il faut ensuite, en second lieu, que la personne des ouvriers soit inviolable, c'est-à-dire qu'ils ne puissent pas être arrêtés selon le bon

plaisir de la police et de la gendarmerie. C'est d'ailleurs là une revendication — la garantie de l'inviolabilité personnelle des ouvriers — qui a été présentée (point 7). Mais à qui donc les ouvriers peuvent-ils demander de garantir leur inviolabilité personnelle et la liberté de leurs associations (condition indispensable, nous l'avons vu, du succès des commissions) ? Seulement au pouvoir d'Etat, car l'absence de cette inviolabilité et de cette liberté d'association dépend des lois fondamentales de l'Etat russe et, qui plus est, de la forme de gouvernement existant en Russie. D'après sa forme de gouvernement, la Russie est une monarchie absolue. Le tsar est un autocrate, lui seul édicte les lois et nomme tous les fonctionnaires supérieurs, sans aucune participation du peuple ou de ses représentants. Sous ce régime, la personne ne peut être inviolable, les associations de citoyens en général, et d'ouvriers en particulier, ne peuvent être libres. Aussi, demander au gouvernement autocratique de garantir l'inviolabilité personnelle (et la liberté d'association) n'a aucun sens : cela revient à demander des droits politiques pour le peuple ; or, le gouvernement autocratique s'appelle de ce nom précisément parce qu'il signifie la négation de tous droits politiques pour le peuple. Il n'y aura de garantie de l'inviolabilité personnelle (et de la liberté d'association) que le jour où des *représentants du peuple* participeront à la promulgation des lois et à toute la gestion de l'Etat. Tant qu'il n'y aura pas de représentation populaire, le gouvernement autocratique pourra bien accorder d'une main aux ouvriers telle ou telle petite concession, il la leur enlèvera toujours de l'autre. Le 1er mai de Kharkov l'a montré clairement une fois de plus : le gouverneur, sur les instances de la foule des ouvriers, libéra les détenus ; quelques jours plus tard, sur ordre de Pétersbourg, on en arrêtait de nouveaux par dizaines ! Les autorités de la province ou de la fabrique « garantissent » l'inviolabilité des délégués, mais la gendarmerie s'en saisit et les jette au cachot ou les expulse de la ville ! Que peut gagner le peuple à une garantie de cette espèce ?

Voilà pourquoi les ouvriers doivent exiger du tsar la convocation de représentants du peuple, la convocation du Zemski sobor. Une proclamation diffusée à Kharkov,

à la veille du 1er mai de cette année, contenait cette revendication, et nous avons vu qu'une partie des ouvriers d'avant-garde avait parfaitement saisi sa portée. Nous devons faire en sorte que *tous* les ouvriers d'avant-garde conçoivent clairement la nécessité de cette revendication et la répandent non seulement parmi les masses ouvrières, mais aussi dans toutes les couches de la population qui sont en contact avec les ouvriers et qui veulent savoir au nom de quoi luttent les socialistes et les ouvriers « des villes ». Cette année-ci, comme un inspecteur de fabrique demandait ce que les ouvriers voulaient exactement, une seule voix lança : « Une Constitution ! », et cette voix était si solitaire que le correspondant ironise légèrement, en disant : « Un prolétaire *lâcha un cri.* » Un autre correspondant dit tout crûment qu'« en l'occurrence», la réponse était « à demi comique » (voir *Le mouvement ouvrier à Kharkov*, compte rendu du Comité de Kharkov du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, publié par le *Rabotchéié Diélo*. Genève, septembre 1900, p. 14). A proprement parler, il n'y avait rien de ridicule dans cette réponse : ce qui pouvait paraître ridicule, c'était seulement la discordance entre cette revendication solitaire, tendant à changer tout le régime politique, et les autres revendications, visant à réduire d'une demi-heure la journée de travail et à distribuer la paye pendant les heures de travail. Mais il existe un rapport incontestable entre ces dernières revendications et celle de la Constitution, et si nous arrivons (nous y arriverons certainement) à le faire sentir aux masses, le cri : « Une Constitution ! » ne sera plus isolé, mais sortira de milliers et de centaines de milliers de bouches, et alors il ne sera plus ridicule, mais menaçant. On raconte qu'un voyageur, de passage à Kharkov pendant les journées de mai, demanda à son cocher ce que voulaient exactement les ouvriers et reçut cette réponse : « Ils réclament, voyez-vous, la journée de 8 heures et un journal à eux. » Ce cocher avait déjà compris que les ouvriers ne se contenteraient pas de vagues aumônes, qu'ils voulaient se sentir des hommes libres, qu'ils voulaient, librement et publiquement, déclarer leurs besoins et se battre pour eux. Mais on ne voit pas encore, dans sa réponse, qu'il ait pris conscience du fait que les ouvriers se battent pour la liberté du peuple tout entier,

pour son droit de participer à la gestion de l'Etat. Quand cette revendication de la convocation par le tsar de représentants du peuple sera reprise en toute conscience et avec une inébranlable fermeté par les masses ouvrières de toutes les villes industrielles et de tous les centres manufacturiers de Russie, quand les ouvriers auront fait comprendre à toute la population des villes et à tous les gens des campagnes qui viennent à la ville ce que veulent les socialistes et pourquoi combattent les ouvriers, alors nous ne serons plus très loin du grand jour qui libérera le peuple de l'arbitraire policier !

Rédigé au début de novembre 1900.
Publié en janvier 1901, dans une brochure éditée par l'«Iskra»

Conforme au texte de la brochure

Première page du n° 1 du journal *Iskra*. 1900.

РОССІЙСКАЯ СОЦІАЛЬ-ДЕМОКРАТИЧЕСКАЯ РАБОЧАЯ ПАРТІЯ

ИСКРА

„Изъ искры возгорится пламя!"...
Отвѣтъ декабристовъ Пушкину.

№ 1. ДЕКАБРЬ 1900 ГОДА. № 1.

НАСУЩНЫЯ ЗАДАЧИ НАШЕГО ДВИЖЕНІЯ.

Русская соціалдемократія не разъ уже заявляла, что ближайшей политической задачей русской рабочей партіи должно быть ниспроверженіе самодержавія, завоеваніе политической свободы. Это заявляли больше 15 лѣтъ тому назадъ представители русской соціалдемократіи, члены группы „Осв. Труда", это заявили два съ половиной года тому назадъ и представители русскихъ соціалдемократическихъ организацій, образовавшіе весной 1898 года Россійскую Соціалдемократическую Рабочую Партію. Но не смотря на эти неоднократныя заявленія, вопросъ о политическихъ задачахъ соціалдемократіи въ Россіи снова выступаетъ на очередь въ настоящее время. Многіе представители нашего движенія выражаютъ сомнѣніе въ правильности указаннаго рѣшенія вопроса. Говорятъ, что преобладающее значеніе имѣетъ экономическая борьба отодвигаютъ на второй планъ политическія задачи пролетаріата, съуживаютъ и ограничиваютъ эти задачи, заявляютъ даже, что разговоры объ образованіи самостоятельной рабочей партіи въ Россіи просто повтореніе чужихъ словъ, что рабочимъ надо вести одну экономическую борьбу, предоставивъ политику интеллигентамъ въ союзѣ съ либералами Это послѣднее заявленіе новаго символа вѣры (пресловутое credo) сводится уже прямо къ признанію русскаго пролетаріата несовершеннолѣтнимъ и къ полному отрицанію соціалдемократической программы. А „Рабочая Мысль" (особенно въ отдѣльномъ Приложеніи) высказалась въ сущности въ томъ же смыслѣ. Русская соціалдемократія переживаетъ періодъ колебаній, періодъ сомнѣній, доходящихъ до самоотрицанія Съ одной стороны, рабочее движеніе отрывается отъ соціализма; рабочимъ помогаютъ вести экономическую борьбу, но имъ вовсе не разъясняютъ при этомъ или недостаточно разъясняютъ соціалистическихъ цѣлей и политическихъ задачъ всего движенія въ цѣломъ. Съ другой стороны, соціализмъ отрывается отъ рабочаго движенія: русскіе соціалисты опять начинаютъ все больше и больше говорить о томъ, что борьбу съ правительствомъ должна вести одними своими силами интеллигенція, ибо рабочіе ограничиваются лишь экономической борьбой.

Трояkаго рода обстоятельства подготовили, по нашему мнѣнію, почву для этихъ печальныхъ явленій. Во-первыхъ, въ началѣ своей дѣятельности русскіе соціалдемократы ограничились одной кружковой пропагандистской работой. Перейдя къ агитаціи въ массахъ, мы не всегда могли удержаться отъ того, чтобы не впасть въ другую крайность. Во-вторыхъ, въ началѣ своей дѣятельности намъ приходилось очень часто отстаивать свое право на существованіе въ борьбѣ съ народовольцами, которые понимали подъ „политикой" дѣятельность, оторванную отъ рабочаго движенія, которые съуживали политику до одной только заговорщицкой борьбы. Отвергая такую политику, соціалдемократы впадали въ крайность, отодвигая на второй планъ политику вообще. Въ-третьихъ, разрозненно дѣйствуя въ мѣстныхъ мелкихъ рабочихъ кружкахъ, соціалдемократы недостаточно обращали вниманіе на необходимость организаціи революціонной партіи, объединяющей всю дѣятельность мѣстныхъ группъ и дающей возможность правильно поставить революціонную работу. А преобладаніе разрозненной работы естественно связано съ преобладаніемъ экономической борьбы.

Всѣ указанныя обстоятельства породили увлеченіе одной стороной движенія. „Экономическое" направленіе, (поскольку тутъ можно говорить о „направленіи") создало попытки возвести эту узость въ особую теорію, попытки воспользоваться для этой цѣли модной бернштейніадой, модной „критикой марксизма", проводящей старыя буржуазныя идеи подъ новымъ флагомъ. Лишь эти попытки породили опасность ослабленія связи между русскимъ рабочимъ движеніемъ и русской соціалдемократіей, какъ передовымъ борцомъ за политическую свободу И самая насущная задача нашего движенія состоитъ въ укрѣпленіи этой связи.

Соціалдемократія есть соединеніе рабочаго движенія съ соціализмомъ, ея задача — не пассивное служеніе рабочему движенію на каждой его отдѣльной стадіи, а представительство интересовъ всего движенія въ цѣломъ, указаніе этому движенію его конечной цѣли, его политическихъ задачъ, охрана его политической и идейной самостоятельности. Оторванное отъ соціалдемократіи, рабочее движеніе мельчаетъ и необходимо впадаетъ въ буржуазность: ведя одну экономическую борьбу, рабочій классъ теряетъ свою политическую самостоятельность, становится хвостомъ другихъ партій, измѣняетъ великому завѣту: „освобожденіе рабочихъ должно быть дѣломъ самихъ рабочихъ". Во всѣхъ странахъ былъ такой періодъ, когда рабочее движеніе и соціализмъ существовалъ отдѣльно другъ отъ друга и шли особой дорогой, — и во всѣхъ странахъ такая оторванность приводила къ слабости соціализма и рабочаго движенія; во всѣхъ странахъ только соединеніе соціализма съ рабочимъ движеніемъ создавало прочную основу и для того и для другого. Но въ каждой странѣ это соединеніе соціализма съ рабочимъ движеніемъ вырабатывалось исторически, вырабатывалось особымъ путемъ, въ зависимости отъ условій мѣста и времени. Въ Россіи необходимость соединенія соціализма и рабочаго движенія теоретически провозглашена уже давно, — но практически это соединеніе вырабатывается лишь въ настоящее время Процессъ этой выработки есть очень трудный процессъ, и нѣтъ ничего особенно удивительнаго въ томъ, что онъ сопровождается разными колебаніями и сомнѣніями.

Какой-же урокъ вытекаетъ для насъ изъ прошлаго?

Исторія всего русскаго соціализма привела къ тому, что самой его насущной задачей оказалась борьба противъ самодержавнаго правительства, завоеваніе политической свободы; наше соціалистическое движеніе концентрировалось, такъ сказать, на борьбѣ съ самодержавіемъ Съ другой стороны, исторія показала, что въ Россіи оторванность соціалистической мысли отъ передовыхъ представителей трудящихся классовъ гораздо больше, чѣмъ въ другихъ странахъ и что при такой оторванности русское революціонное движеніе осуждено на безсиліе. Отсюда сама собою вытекаетъ та задача, которую призвана осуществить русская соціалдемократія внѣдрить соціалистическія идеи и политическое самосознаніе въ массу пролетаріата и организовать революціонную партію, неразрывно связанную съ стихійнымъ рабочимъ движеніемъ. Много уже сдѣлано въ этомъ отношеніи русской соціалдемократіей; но еще больше остается сдѣлать. Съ ростомъ движенія поприще дѣятельности для соціалдемократіи становится все шире, работа все разностороннѣе, все большее число дѣятелей движенія сосредоточиваетъ свои силы на осуществленіи различныхъ частныхъ задачъ, которыя выдвигаются повседневными нуждами пропаганды и агитаціи. Это явленіе совершенно законное и неизбѣжное, но оно заставляетъ обращать особое вниманіе на то, чтобы частныя задачи дѣятельности и отдѣльные пріемы борьбы не возводились въ нѣчто самодовлѣющее, чтобы подготовительная работа не возводилась на степень главной и единственной работы.

Содѣйствовать политическому развитію и политической организаціи рабочаго класса — наша главная и основная задача Всякій, кто отодвигаетъ эту задачу на второй планъ, кто не подчиняетъ ей всѣхъ частныхъ задачъ и отдѣльныхъ пріемовъ борьбы, тотъ становится на ложный путь и наноситъ серьезный вредъ движенію.

Отодвигаютъ эту задачу, во-вторыхъ, тѣ, кто съуживаетъ содержаніе и размахъ политической пропаганды, агитаціи и организаціи, кто считаетъ возможнымъ и умѣстнымъ угощать рабочихъ „политикой" только въ исключительные моменты ихъ жизни, только въ торжественныхъ случаяхъ, кто слишкомъ заботливо размѣниваетъ политическую борьбу противъ самодержавія на требованіе отдѣльныхъ уступокъ отъ самодержавія и недостаточно заботится о томъ, чтобы эти требованія отдѣльныхъ уступокъ возвести въ систематическую и безповоротную борьбу революціонной рабочей партіи противъ самодержавія.

„Организуйтесь!", повторяетъ рабочимъ на разные лады газета „Рабочая Мысль", повторяютъ всѣ сторонники „экономическаго" направленія. И мы, конечно, всецѣло присоединяемся къ этому кличу, но мы непремѣнно добавимъ къ нему: организуйтесь не только въ общества взаимопомощи, стачечныя кассы и рабочіе кружки, организуйтесь также и въ политическую партію, организуйтесь для рѣшительной борьбы противъ самодержавнаго правительства и противъ всего капиталистическаго общества. Безъ такой организаціи пролетаріатъ не способенъ подняться до сознательной классовой борьбы, безъ такой организаціи рабочее движеніе осуждено на безсиліе, и однѣми только кассами, кружками и обществами взаимопомощи рабочему классу никогда не удастся исполнить лежащую на немъ великую историческую задачу: освободить себя и весь русскій народъ отъ его политическаго и экономическаго рабства. Ни одинъ Классъ въ исторіи не достигалъ господства, если онъ не выдвигалъ своихъ политическихъ вождей, своихъ передовыхъ представителей, способныхъ организовать движеніе и руководить имъ. И русскій рабочій классъ показалъ уже, что онъ способенъ выдвигать такихъ людей: широко разлившаяся борьба русскихъ рабочихъ за 5-6 послѣднихъ лѣтъ показала, какая масса революціонныхъ силъ таится въ рабочемъ классѣ, какъ самыя отчаянныя правительственныя преслѣдованія не уменьшаютъ, а увеличиваютъ число рабочихъ, рвущихся къ соціализму, къ политическому сознанію и къ политической борьбѣ Съѣздъ нашихъ товарищей въ 1898 г. вѣрно поставилъ задачу, а не повторилъ чужія слова, не выразилъ одно только увлеченіе „интеллигентовъ".. И мы должны рѣшительно взяться за выполненіе этихъ задачъ, поставивъ на очередь вопросъ о программѣ, организаціи и тактикѣ партіи. Какъ мы смотримъ на основныя положенія нашей программы, мы уже сказали, а подробно развивать эти положенія здѣсь, конечно, не мѣсто Вопросамъ организаціоннымъ мы намѣрены посвятить рядъ статей въ ближайшихъ номерахъ. Это одни изъ самыхъ больныхъ нашихъ вопросовъ Мы сильно отстали въ этомъ отношеніи отъ старыхъ дѣятелей русскаго революціоннаго движенія; надо прямо признать этотъ недочетъ и направить свои силы на выработку болѣе конспиративной постановки дѣла, на систематическую пропаганду правилъ веденія дѣла, пріемовъ надуванія жандармовъ и обхода сѣтей полиціи. Надо подготовлять людей, посвящающихъ революціи не одни только свободные вечера, а всю свою жизнь, надо подготовлять организацію настолько крупную, чтобы въ ней можно было провести строгое раздѣленіе труда между различными видами нашей работы. Что касается, наконецъ до вопросовъ тактики, то мы ограничимся здѣсь слѣдующимъ: соціалдемократія не связываетъ себѣ рукъ, не съуживаетъ своей дѣятельности однимъ какимъ-нибудь заранѣе придуманнымъ планомъ или пріемомъ политической борьбы — она признаетъ всѣ средства борьбы, лишь бы они соотвѣтствовали наличнымъ силамъ партіи и давали возможность достигать наибольшихъ результатовъ, достижимыхъ при данныхъ условіяхъ. При крѣпкой организованной партіи отдѣльная стачка можетъ превратиться въ политическую демонстрацію, въ политическую побѣду надъ правительствомъ При крѣпкой организованной партіи возстаніе въ отдѣльной мѣстности можетъ разрости въ побѣдоносную революцію Мы должны помнить что борьба съ правительствомъ за отдѣльныя требованія, отвоеваніе отдѣльныхъ уступокъ, это — только мелкія стычки съ непріятелемъ, это — небольшія схватки на форпостахъ, а рѣшительная схватка еще впереди. Передъ нами стоитъ во всей своей силѣ непріятельская крѣпость, изъ которой осыпаютъ насъ тучи ядеръ и пуль, уносящіе лучшихъ борцовъ. Мы должны взять эту крѣпость, и мы возьмемъ ее, если всѣ силы пробуждающагося пролетаріата соединимъ со всѣми силами русскихъ революціонеровъ въ одну партію, къ которой потянется все, что есть въ Россіи живого и честнаго. И только тогда исполнится великое пророчество русскаго рабочаго-революціонера, Петра Алексѣева: „подымется мускулистая рука милліоновъ рабочаго люда, и ярмо деспотизма, огражденное солдатскими штыками, разлетится въ прахъ!"

ВИЛЬГЕЛЬМЪ ЛИБКНЕХТЪ

(родился 29-го марта 1826 г., умеръ 7-го августа 1900 г.)

Со смертью старѣйшаго вождя германской соціалдемократіи революціонный пролетаріатъ всего міра лишился одного изъ своихъ наиболѣе замѣчательныхъ и неутомимыхъ борцовъ и руководителей. Не даромъ вѣсть объ его внезапной кончинѣ, какъ громомъ поразила передовыхъ рабочихъ всѣхъ цивилизованныхъ странъ. Не только изъ всѣхъ концовъ Германіи, но и изъ другихъ странъ Европы, да не одной лишь Европы, а и Америки, Австраліи, и даже изъ южной Африки, Японіи посланы были сочувственныя телеграммы, съ выраженіемъ глубокой скорби о незамѣнимой утратѣ, понесенной международной соціалдемократіей. Похороны Либкнехта приняли характеръ и размѣры величественной манифестаціи, въ которой приняли участіе сотни тысячъ, быть можетъ, около милліона нѣмецкихъ рабочихъ и представителей рабочихъ партій Англіи, Франціи, Австріи, Венгріи, Бельгіи, Даніи и разныхъ другихъ странъ. По единодушнымъ заявленіямъ всѣхъ добросовѣстныхъ газетныхъ корреспондентовъ, видѣвшихъ эту манифестацію, такихъ грандіозныхъ похоронъ не удостаивался еще ни одинъ король, ни одинъ императоръ.

Всеобщія глубокія симпатіи борющагося пролетаріата всего міра къ Либкнехту, съ такой силой и искренностью выразившіяся по случаю его кончины, пріобрѣтены были имъ многолѣтней службой дѣлу освобожденія рабочаго класса, неутомимыми усиліями его на пользу умственнаго и политическаго возвышенія эксплуатируемыхъ и угнетенныхъ рабочихъ массъ. Представить полную и разностороннюю оцѣнку его заслугъ передъ международнымъ пролетаріатомъ, — значитъ дать подробное описаніе его жизни и дѣятельности, по меньшей мѣрѣ, начиная съ шестидесятыхъ годовъ, т. е. приблизительно за сорокъ лѣтъ. Но начало его общественной дѣятельности относится къ революціи 1848 г., а выработка его убѣжденій и идеаловъ, на служеніе которымъ онъ отдалъ свои способности, началась еще раньше, въ тѣ времена, когда въ Германіи, какъ теперь въ Россіи, не только рабочіе, но и буржуазные классы, въ особенности образованные ихъ слои, терпѣли отъ правительственнаго произвола и устарѣлыхъ государственныхъ и общественныхъ порядковъ. Исторія жизни и дѣятельности Либкнехта тѣснѣйшимъ образомъ связана, поэтому, съ исторіей Германіи, а косвенно съ важнѣйшими моментами и событіями въ исторіи Европы, за періодъ болѣе продолжительный, чѣмъ полстолѣтіе. Для того, чтобы представить біографію Либкнехта въ такихъ широкихъ рамкахъ, надобно написать объемистую книгу. Здѣсь же мы ограничимся только сообщеніемъ нѣсколькихъ фактовъ изъ его, полной неутомимой дѣятельности и борьбы жизни, и, главнымъ образомъ, изъ того періода ея, въ теченіе котораго онъ воспитался и подготовился къ роли вождя германскихъ рабочихъ.

* * *

По своему рожденію и воспитанію, Либкнехтъ принадлежитъ къ буржуазіи и именно къ тѣмъ ея слоямъ, которые у насъ извѣстны подъ названіемъ „интеллигенція". Какъ я уже сказалъ, во времена его дѣтства и юности, въ Германіи господствовало монархическое и полицейское самовластіе, отъ котораго больше всего страдали, конечно, низшіе городскіе классы да деревенскія массы, находившіяся сверхъ того, подъ гнетомъ помѣщиковъ; но терпѣли также и буржуазные классы, — торговцы, фабриканты, а въ особенности образованные ихъ слои, врачи, адвокаты, учителя, профессора и учащаяся, по преимуществу, университетская молодежь. Вслѣдствіе этого, буржуазія вообще, а интеллигенція въ особенности, проникнута была духомъ недовольства и оппозиціи Наиболѣе благородныя натуры и горячія головы изъ интеллигенціи проникнуты были сочувствіемъ къ народнымъ страданіямъ, мечтали о такихъ общественныхъ порядкахъ, при которыхъ не было бы мѣста неравенству и несправедливости и старались даже распространять свои революціонныя и соціалистическія идеи среди рабочихъ. Внутри самой Германіи пропаганда эта велась, конечно, тайно, подъ страхомъ строжайшихъ наказаній. Но нѣмецкіе рабочіе, главнымъ образомъ, молодые подмастерья, имѣли тогда обыкновеніе перекочевывать изъ одного города въ другой и даже изъ одной страны въ другую. Благодаря этому обстоятельству, нѣмецкихъ рабочихъ въ 40-хъ и 50-хъ годахъ можно было встрѣтить сотнями не только въ Швейцаріи, Франціи, Бельгіи, сосѣднихъ съ Германіей странахъ, но даже и въ Англіи. Во всѣхъ этихъ государствахъ уже до революціи 1848 г. были конституціонные порядки, дававшіе рабочимъ большій или меньшій просторъ для саморазвитія и самодѣятельности. Туда направили свои главныя усилія тѣ изъ нѣмецкихъ соціалистовъ и революціонеровъ, которые стремились вызвать среди рабочихъ сознательное недовольство существующими порядками Свободныя политическія учрежденія и антиправительственная и соціалистическая агитація туземныхъ оппозиціонныхъ партій и рабочихъ союзовъ въ названныхъ странахъ, конечно, въ свою очередь, сильно способствовали умственному и политическому пробужденію нѣмецкихъ пролетаріевъ, на время или на долго водворявшихся тамъ. Результатомъ этого двойного воздѣйствія на нихъ было то, что Швейцарія, напр., уже въ 40-хъ годахъ покрылась сѣтью нѣмецкихъ рабочихъ обществъ. Союзъ коммунистовъ, образовавшійся въ Лондонѣ и издавшій, какъ извѣстно, знаменитый „Манифестъ Коммунистической Партіи", написанный Марксомъ и Энгельсомъ, также состоялъ, главнымъ образомъ, изъ нѣмецкихъ рабочихъ.

LES OBJECTIFS IMMEDIATS DE NOTRE MOUVEMENT [134]

La social-démocratie russe a déclaré plus d'une fois que l'objectif politique immédiat du parti ouvrier russe doit être le renversement de l'autocratie et la conquête de la liberté politique. Cette déclaration a été faite il y a plus de quinze ans par les représentants de la social-démocratie russe, les membres du groupe « Libération du Travail », et répétée il y a deux ans et demi par les représentants des organisations social-démocrates russes qui ont formé, au printemps de 1898, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Mais, en dépit de ces déclarations réitérées, la question des objectifs politiques de la social-démocratie en Russie s'inscrit de nouveau à l'ordre du jour. De nombreux représentants de notre mouvement expriment des doutes quant à la justesse de la solution indiquée. On déclare que la lutte économique a une importance prépondérante, on relègue au second plan les objectifs politiques du prolétariat, on les rétrécit et on les limite, on prétend même que vouloir constituer un parti ouvrier indépendant en Russie, c'est se borner à reprendre les paroles d'autrui, et que les ouvriers doivent se cantonner dans la lutte économique, en laissant la politique aux intellectuels alliés aux libéraux. Cette dernière affirmation de la nouvelle profession de foi (le fameux « Credo ») revient purement et simplement à dire que le prolétariat russe n'a pas atteint sa majorité et à répudier intégralement le programme social-démocrate. Quant à la *Rabotchaïa Mysl* (surtout dans son « Supplément spécial »), elle s'est pour l'essentiel prononcée dans le même sens. La social-démocratie russe traverse une période de flottements, une

période de doutes allant jusqu'à la négation de soi-même. D'une part, le mouvement ouvrier se dissocie du socialisme : on aide les ouvriers à mener la lutte économique, mais on ne leur explique pas du tout ou pas assez les buts socialistes et les objectifs politiques du mouvement dans son ensemble. D'autre part, le socialisme se dissocie du mouvement ouvrier : les socialistes russes recommencent de plus en plus à dire que la lutte contre le gouvernement doit être menée par les intellectuels avec leurs propres forces, car les ouvriers se cantonnent dans la lutte économique.

Trois sortes de circonstances ont, à notre avis, préparé le terrain à ces faits regrettables. Premièrement, à l'origine, les social-démocrates russes se sont bornés à la propagande dans des cercles. En abordant ensuite l'agitation parmi les masses, nous n'avons pas toujours su éviter de tomber dans l'autre extrême. Deuxièmement, à l'origine, nous avons dû très souvent faire valoir notre droit à l'existence contre les partisans de la « Narodnaïa Volia », qui entendaient par « politique » une activité en marge du mouvement ouvrier et réduisaient la politique à la seule conspiration. Repoussant cette politique les social-démocrates sont tombés dans l'exagération en reléguant au second plan la politique en général. Troisièmement, militant en ordre dispersé dans petits cercles ouvriers locaux, ils n'ont pas prêté assez d'attention à la nécessité d'organiser un parti révolutionnaire en coordonnant toute l'activité des groupes locaux et permettant d'organiser un travail révolutionnaire régulier. Or, la prépondérance de l'action en ordre dispersé est tout naturellement liée à la prépondérance de la lutte économique.

Pour toutes ces raisons on s'est emballé pour un des aspects du mouvement. L'orientation « économique » (pour autant que l'on puisse parler ici d' « orientation ») a tenté d'ériger cette étroitesse en une théorie particulière et d'utiliser à cette fin la bernsteiniade en vogue, la « critique du marxisme » en vogue, qui présente les vieilles idées bourgeoises sous un nouveau pavillon. Seules ces tentatives ont engendré un danger d'affaiblissement de la liaison entre le mouvement ouvrier russe et la social-démocratie russe, champion de la liberté politique. Et

l'objectif le plus pressant de notre mouvement est de renforcer cette liaison.

La social-démocratie est la fusion du mouvement ouvrier et du socialisme ; son rôle n'est pas de servir passivement le mouvement ouvrier à chacun de ses stades, mais de représenter les intérêts de l'ensemble du mouvement, de lui indiquer son but final et ses objectifs politiques, de sauvegarder son indépendance politique et idéologique. Coupé de la social-démocratie, le mouvement ouvrier dégénère et s'embourgeoise inévitablement: en se cantonnant dans la lutte économique, la classe ouvrière perd son indépendance politique, se traîne à la remorque d'autres partis, trahit la grande devise : *L'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*[135]. Tous les pays ont connu une période où le mouvement ouvrier et le socialisme vivaient séparés l'un de l'autre et suivaient chacun son chemin, et dans tous les pays cette séparation a causé la faiblesse du socialisme et du mouvement ouvrier ; dans tous les pays, seule la fusion du socialisme et du mouvement ouvrier a assigné une base solide à l'un et à l'autre. Mais dans chaque pays cette fusion a été un produit de l'histoire, s'est opérée par des voies originales, selon les circonstances de temps et de lieu. En Russie, sa nécessité a été proclamée en théorie, il y a déjà bien longtemps, mais pratiquement elle ne s'élabore qu'actuellement. C'est un processus très difficile, et il n'y a rien d'étonnant à ce qu'il s'accompagne de toutes sortes d'hésitations et de doutes.

Quelle est la leçon qui découle pour nous du passé ?

L'histoire de tout le socialisme russe a fait que sa tâche la plus urgente s'est trouvée être la lutte contre le gouvernement autocratique, la conquête de la liberté politique ; notre mouvement socialiste s'est concentré, pour ainsi dire, dans la lutte contre l'autocratie. D'autre part, l'histoire a montré qu'en Russie la pensée socialiste est beaucoup plus coupée des représentants d'avant-garde des classes laborieuses que dans les autres pays, et que cette séparation condamne le mouvement révolutionnaire russe à l'impuissance. D'où la mission réservée à la social-démocratie russe : inculquer les idées socialistes et la conscience politique à la masse du prolétariat et organiser un

parti révolutionnaire indissolublement lié au mouvement ouvrier spontané. La social-démocratie russe a déjà beaucoup fait dans ce sens ; mais il lui reste encore plus à faire. Avec le progrès du mouvement, le champ d'action de la social-démocratie s'élargit sans cesse, son travail se diversifie constamment, un nombre toujours plus grand de militants du mouvement se consacrent aux différentes tâches particulières que font surgir les besoins quotidiens de la propagande et de l'agitation. C'est là un phénomène absolument légitime et inévitable, mais il oblige à veiller tout spécialement à ce que des objectifs et des méthodes particulières de lutte ne soient pas érigés en absolu, à ce qu'un travail préparatoire ne devienne pas le travail principal et unique.

Aider au développement et à l'organisation politiques de la classe ouvrière, voilà notre premier objectif, notre objectif fondamental. Quiconque le relègue au second plan et ne lui subordonne pas tous les objectifs et des méthodes particulières s'engage dans une voie fausse et porte un grave préjudice au mouvement. Or, c'est le cas, premièrement, de ceux qui appellent les révolutionnaires à combattre le gouvernement par le moyen de cercles isolés de conspirateurs, coupés du mouvement ouvrier. C'est le cas, deuxièmement, de ceux qui rétrécissent le contenu et l'ampleur de la propagande, de l'agitation et de l'organisation politiques, qui n'estiment possible et opportun de régaler les ouvriers de « politique » que dans des moments exceptionnels de leur vie, dans les grandes occasions, qui s'attachent trop à détailler la lutte politique contre l'autocratie en revendications partielles présentées à cette dernière et ne se préoccupent pas assez d'élever ces revendications partielles au niveau d'une lutte systématique et résolue du parti ouvrier révolutionnaire contre l'autocratie.

« Organisez-vous ! » répètent sur tous les tons aux ouvriers la *Rabotchaïa Mysl* et tous les partisans de l'orientation « économique ». Nous aussi, évidemment, nous nous joignons entièrement à cet appel, mais nous ne manquerons pas d'ajouter : organisez-vous non seulement en sociétés de secours mutuel, en caisses de grève et en cercles ouvriers, mais aussi en un parti politique, organisez-vous pour la lutte résolue contre le gouvernement autocratique et contre toute la société capitaliste. Sans cette organisa-

tion, le prolétariat est incapable de s'élever à une lutte de classe consciente ; sans cette organisation, le mouvement ouvrier est condamné à l'impuissance, et, avec simplement des caisses, des cercles et des sociétés de secours mutuel, la classe ouvrière ne remplira jamais la grande mission historique qui lui incombe et qui est de s'affranchir elle-même et d'affranchir tout le peuple russe de son esclavage politique et économique. Aucune classe dans l'histoire n'est parvenue à la domination sans avoir trouvé dans son sein des chefs politiques, des représentants d'avant-garde capables d'organiser le mouvement et de le diriger. Et la classe ouvrière russe s'est déjà montrée capable de promouvoir de tels hommes : l'ampleur que sa lutte a prise durant ces cinq ou six dernières années a montré combien elle recèle de forces révolutionnaires, combien la répression gouvernementale la plus acharnée, loin de le diminuer, augmente le nombre des ouvriers qui aspirent au socialisme, à la conscience politique et à la lutte politique. Le congrès de nos camarades, en 1898, a bien posé la question, il n'a pas répété les paroles d'autrui, il n'a pas exprimé un simple engouement d'« intellectuels »... Et nous devons nous attacher résolument à l'accomplissement de ces tâches en mettant à l'ordre du jour la question du programme, de l'organisation et de la tactique du Parti. Nous avons déjà dit notre point de vue sur les thèses fondamentales de notre programme, et ce n'est pas ici le lieu, bien sûr, de les développer. Quant aux questions d'organisation, nous nous proposons de leur consacrer une série d'articles dans les prochains numéros. C'est pour nous une des questions les plus névralgiques. Nous retardons fortement, à cet égard, sur les vieux militants du mouvement révolutionnaire russe ; il faut reconnaître franchement cette lacune et nous efforcer de mettre au point des méthodes plus clandestines de travail, de propager systématiquement les règles de conduite et d'action, les moyens de duper les gendarmes et d'esquiver les filets de la police. Il nous faut former des hommes qui ne consacrent pas seulement à la révolution leurs soirées libres, mais toute leur vie ; il nous faut mettre sur pied une organisation assez considérable pour qu'on puisse y pratiquer une stricte division du travail entre nos différents genres

d'activité. Enfin, en ce qui concerne la tactique, nous nous contenterons de ceci : la social-démocratie ne se lie pas les mains, ne borne pas son activité à un plan préconçu ou à un procédé de lutte politique préétabli; elle admet tous les moyens de lutte, pourvu qu'ils correspondent aux forces disponibles du Parti et permettent d'obtenir le maximum de résultats dans des conditions données. Si le Parti est fort et organisé, une grève isolée peut se transformer en manifestation politique, en victoire politique sur le gouvernement. Si le Parti est fort et organisé, une insurrection locale peut prendre les proportions d'une révolution victorieuse. Rappelons-nous que la lutte contre le gouvernement pour des revendications partielles, que le fait d'arracher telle ou telle concession ne sont que des escarmouches avec l'ennemi, des engagements d'avant-postes, et que le combat décisif est encore à venir. Devant nous se dresse dans toute sa puissance la forteresse ennemie, d'où part une grêle de boulets et de balles qui emportent nos meilleurs soldats. Nous devons prendre cette forteresse, et nous la prendrons, si nous unissons toutes les forces du prolétariat qui s'éveille et toutes les forces des révolutionnaires russes en un seul parti, qui attirera à lui tout ce que la Russie compte de vivant et d'honnête. C'est alors seulement que s'accomplira la grande prophétie de l'ouvrier révolutionnaire russe Piotr Alexéïev : « Le bras musculeux de millions de travailleurs se lèvera, et le joug du despotisme, protégé par les baïonnettes des soldats, sera réduit en poussière ! »[136]

Rédigé dans la première quinzaine de novembre 1900
Publié en décembre 1900, dans le n° 1 du journal « Iskra »

Conforme au texte de l'« Iskra »

LA GUERRE DE CHINE

La Russie touche au terme de la guerre avec la Chine : toute une série de régions militaires ont été mobilisées, des centaines de millions de roubles dépensés, des dizaines de milliers de soldats envoyés en Chine, bien des batailles livrées, bien des victoires remportées, — des victoires, à vrai dire, moins sur des armées régulières de l'ennemi que sur des insurgés, et plus souvent encore sur des Chinois désarmés qu'on a noyés et massacrés, sans reculer devant l'assassinat de femmes et d'enfants, et nous ne parlons pas du sac des palais, des maisons et des boutiques. Et le gouvernement russe, avec les journaux à sa dévotion, chante victoire, exulte à l'annonce des nouveaux exploits de ses troupes valeureuses, magnifie l'écrasement de la barbarie chinoise par la civilisation européenne, les nouveaux succès de la « mission civilisatrice » de la Russie en Extrême-Orient.

Mais ce qu'on n'entend pas, dans ce concert d'allégresse, c'est la voix des ouvriers conscients, de ces représentants d'avant-garde des millions d'hommes qui forment la population laborieuse. Pourtant, c'est sur le peuple laborieux que retombe tout le poids de ces nouvelles campagnes triomphales : c'est de son sein que l'on arrache les travailleurs pour les envoyer au bout du monde, c'est sur lui qu'on prélève des impôts en proportion accrue pour trouver les millions nécessaires. Essayons donc de tirer ces questions au clair : comment les socialistes doivent-ils considérer cette guerre ? à qui profite-t-elle ? quelle est la véritable signification de la politique suivie par le gouvernement russe ?

Notre gouvernement assure, en premier lieu, qu'il ne fait pas du tout la guerre à la Chine : il ne fait que réprimer un soulèvement, mater des rebelles, aider le gouvernement légitime chinois à rétablir l'ordre légal. La guerre n'a pas été déclarée, mais cela ne change rien au fond des choses, puisqu'elle a quand même lieu. Qu'est-ce qui a suscité l'attaque des Chinois contre les Européens, cette rébellion réprimée avec tant de zèle par les Anglais, les Français, les Allemands, les Russes, les Japonais, etc. ? C'est « l'animosité de la race jaune contre la race blanche », « la haine des Chinois contre la culture et la civilisation européennes », affirment les partisans de la guerre. En effet, les Chinois haïssent les Européens, mais quels Européens haïssent-ils, et pour quelles raisons ? Les Chinois ne haïssent pas les peuples européens, — ils ne sont jamais entrés en conflit avec eux, — mais les capitalistes européens et les gouvernements européens aux ordres de ces derniers. Comment les Chinois pourraient-ils ne pas haïr des gens qui ne sont venus en Chine que par amour du lucre, qui ne se sont servis de leur civilisation tant vantée que pour tromper, piller et exercer des violences, qui ont fait la guerre à la Chine pour obtenir le droit de vendre l'opium qui abrutit le peuple (la guerre de l'Angleterre et de la France contre la Chine en 1856), qui ont hypocritement mené une politique de brigandage sous le couvert de la propagation du christianisme ? Cette politique de brigandage est pratiquée depuis longtemps à l'égard de la Chine par les gouvernements bourgeois d'Europe ; maintenant ils ont à leurs côtés le gouvernement autocratique russe. L'on a coutume de baptiser cette politique de brigandage du nom de politique coloniale. Tout pays qui possède une industrie capitaliste en plein développement en arrive très vite à chercher des colonies, c'est-à-dire des pays où l'industrie est faiblement développée, qui vivent sous un régime plus ou moins patriarcal, et où l'on peut écouler des produits manufacturés et réaliser de coquets bénéfices. Et, pour enrichir une poignée de capitalistes, les gouvernements bourgeois ont entrepris des guerres interminables, ont fait périr des régiments entiers dans des pays tropicaux au climat insalubre, ont gaspillé par millions l'argent soutiré au peuple, ont acculé les populations à des révoltes désespérées ou à la mort par la famine. Rappelez-

vous le soulèvement des indigènes de l'Inde contre l'Angleterre [137] et la famine dans l'Inde ou bien la guerre actuelle des Anglais contre les Boers[138].

Et voilà que maintenant les griffes avides des capitalistes européens se tendent vers la Chine. Parmi eux, un des tout premiers, le gouvernement russe, qui vante aujourd'hui si fort son « désintéressement ». Au nom de ce « désintéressement », il a enlevé Port-Arthur à la Chine et commencé à construire un chemin de fer en Mandchourie, sous la protection des troupes russes. L'un après l'autre, les gouvernements européens se sont mis avec tant de zèle à piller — pardon, « à prendre à bail » — le sol chinois qu'on en est venu, non sans raison, à parler d'un partage de la Chine. Et, pour appeler les choses par leur nom, il faut dire que les gouvernements européens (et parmi eux le gouvernement russe l'un des tout premiers) ont déjà commencé ce partage. Toutefois, ils ne s'y sont pas pris ouvertement, mais sournoisement, comme des voleurs. Ils ont commencé à dépouiller la Chine comme on dépouille un cadavre, et quand ce prétendu cadavre a essayé de résister, ils se sont jetés sur lui comme des bêtes féroces, réduisant en cendres des villages entiers, noyant dans le fleuve Amour, fusillant ou perçant de leurs baïonnettes les habitants désarmés, leurs femmes et leurs enfants. Et tous ces exploits chrétiens s'accompagnent de déclamations contre ces barbares de Chinois qui osent lever la main sur des Européens civilisés. L'occupation de Niou-Tchouang et l'introduction de troupes russes sur le territoire de la Mandchourie ne sont que des mesures temporaires, déclare le gouvernement autocratique de Russie, dans sa note circulaire aux puissances en date du 12 août 1900 ; ces mesures « sont suscitées uniquement par la nécessité de repousser les agressions des rebelles chinois » ; elles « ne sauraient en aucun cas témoigner de desseins intéressés, qui sont absolument étrangers à la politique du gouvernement impérial ».

Pauvre gouvernement impérial ! Il est si chrétiennement désintéressé, et on l'offense si injustement! Il s'est emparé d'une façon toute désintéressée de Port-Arthur, il y a quelques années, et maintenant il s'empare avec non moins de désintéressement de la Mandchourie, il a infesté les régions chinoises limitrophes de la Russie

d'une meute d'entrepreneurs, d'ingénieurs et d'officiers dont le comportement a réussi à faire se rebeller les Chinois, pourtant connus pour leur docilité. Sur les chantiers de construction du chemin de fer chinois, les ouvriers chinois recevaient 10 copecks par jour pour leur entretien : n'est-ce pas là encore du désintéressement de la part de la Russie ?

Mais comment expliquer que notre gouvernement mène en Chine cette politique insensée ? A qui profite-t-elle ? Elle profite à une poignée de gros capitalistes qui font du commerce avec la Chine, à une poignée de fabricants qui produisent des marchandises destinées au marché asiatique, à une poignée de soumissionnaires qui gagnent à présent un argent fou sur les commandes de guerre urgentes (certaines usines fabriquant du matériel de guerre, des munitions pour l'armée, etc., travaillent maintenant à plein et embauchent des centaines de nouveaux ouvriers à la journée). Cette politique profite à une poignée de nobles occupant de hauts postes civils et militaires. Ils ont besoin d'une politique d'aventures parce qu'on peut y gagner des faveurs, y faire carrière, s'y illustrer par des « exploits ». Et notre gouvernement sacrifie sans hésiter les intérêts du peuple tout entier à ceux de cette poignée de capitalistes et de fripouilles de la haute administration. Dans ce cas comme dans les autres, il apparaît comme un gouvernement de fonctionnaires irresponsables, à plat ventre devant les gros capitalistes et les nobles.

Quel profit la classe ouvrière et toute la population laborieuse de Russie retireront-elles des conquêtes faites en Chine ? Des milliers de familles ruinées dont les soutiens ont été envoyés à la guerre, un énorme accroissement des dettes et des dépenses de l'Etat, l'augmentation des impôts, le renforcement du pouvoir des capitalistes, exploiteurs des ouvriers, le sort des ouvriers qui va empirant, le dépérissement accéléré de la paysannerie, la famine en Sibérie, voilà ce que promet d'apporter et ce qu'apporte déjà la guerre de Chine. Toute la presse russe, tous les journaux et toutes les revues sont asservis ; ils n'osent rien imprimer sans l'autorisation des fonctionnaires du gouvernement, et c'est pourquoi nous ne possédons aucune donnée précise sur ce que la guerre de Chine coûte au peuple, mais elle engloutit certainement *des centaines de millions de roubles*. D'après

certains renseignements, le gouvernement a donné d'un seul coup pour la guerre, par un décret non publié, 150 millions de roubles ; en outre, les dépenses courantes pour la guerre engloutissent *un million de roubles* tous les trois ou quatre jours. Et ces sommes folles sont gaspillées par un gouvernement qui rogne sans cesse les allocations aux paysans affamés, qui marchande chaque copeck, qui ne trouve pas d'argent pour l'instruction publique, qui, comme le premier koulak venu, fait suer sang et eau aux ouvriers des usines de l'Etat, aux petits employés des postes, etc. !

Le ministre des Finances Witte a déclaré qu'au 1er janvier 1900, le Trésor disposait d'une encaisse de 250 millions de roubles : actuellement, cet argent n'existe plus, il a été dépensé pour la guerre ; le gouvernement cherche à emprunter, augmente les impôts, renonce faute d'argent aux dépenses nécessaires, arrête la construction des voies ferrées. Le gouvernement tsariste est menacé de banqueroute, et il se lance dans une politique de conquêtes, une politique qui non seulement exige d'énormes ressources financières, mais risque de l'entraîner dans des guerres plus dangereuses encore. Les puissances européennes qui se sont abattues sur la Chine commencent déjà à se disputer pour le partage du butin et personne ne saurait dire comment ces disputes se termineront.

Mais la politique du gouvernement tsariste en Chine n'est pas seulement une insulte aux intérêts du peuple, elle vise à corrompre la conscience politique des masses populaires. Les gouvernements qui ne s'appuient que sur la force des baïonnettes et qui sont constamment obligés de contenir ou de réprimer des soulèvements populaires ont depuis longtemps compris cette vérité que rien ne saurait venir à bout du mécontentement populaire ; il faut tâcher de le détourner du gouvernement sur quelqu'un d'autre. C'est ainsi qu'on attise, par exemple, la haine contre les juifs : des journaux orduriers s'en prennent furieusement aux juifs, comme si l'ouvrier juif ne souffrait pas tout autant que l'ouvrier russe du joug que font peser le capital et le gouvernement policier. Actuellement, la presse mène campagne contre les Chinois et se répand en clameurs sur la barbarie de la race jaune et sa haine de la civilisation, sur la mission civilisatrice de la Russie, l'enthousiasme avec

lequel les soldats russes vont au feu, etc., etc. A plat ventre devant le gouvernement et le sac d'écus, les journalistes se mettent en quatre pour attiser dans le peuple la haine de la Chine. Mais le peuple chinois n'a jamais ni d'aucune façon opprimé le peuple russe, le peuple chinois souffre des mêmes maux que le peuple russe : d'un gouvernement asiatique pressurant d'impôts les paysans affamés et écrasant par les armes toute aspiration à la liberté, et du joug du capital, qui a pénétré aussi dans l'Empire du Milieu.

La classe ouvrière russe commence à sortir de cet abîme d'abrutissement et d'ignorance politiques dans lequel végète la masse du peuple. C'est pourquoi tous les ouvriers conscients ont le devoir de s'opposer de toutes leurs forces à ceux qui attisent les haines nationales et détournent l'attention du peuple de ses vrais ennemis. La politique du gouvernement tsariste en Chine est une politique criminelle qui accentue encore la ruine du peuple, qui le corrompt et l'asservit encore davantage. Non seulement le gouvernement tsariste tient notre peuple en esclavage, mais il l'envoie pacifier d'autres peuples, soulevés contre leur propre esclavage (comme ce fut le cas en 1849, quand les troupes russes écrasèrent la révolution hongroise). Non seulement il aide les capitalistes russes à exploiter leurs ouvriers dont il lie les mains pour les empêcher de se grouper et se défendre, mais il envoie encore ses soldats piller d'autres peuples au profit d'une poignée de richards et de nobles. Pour se débarrasser du nouveau fardeau que la guerre fait peser sur le peuple, il n'est qu'un seul moyen : convoquer les représentants du peuple, qui mettront fin au pouvoir absolu du gouvernement et l'obligeront à tenir compte d'autre chose que des intérêts d'une bande de courtisans.

« Iskra » n°1, décembre 1900 *Conforme au texte de l'« Iskra »*

LA SCISSION DE L'UNION DES SOCIAL-DEMOCRATES RUSSES A L'ETRANGER

Au printemps de cette année, l'Union des social-démocrates russes à l'étranger a tenu en Suisse un congrès qui a amené sa scission. La minorité, avec à sa tête le groupe « Libération du Travail », fondateur de l'Union et rédacteur de ses éditions jusqu'en automne 1898, a créé une organisation distincte sous le nom d'Organisation révolutionnaire russe « Le Social-Démocrate ». La majorité, avec la rédaction du *Rabotchéié Diélo*, a conservé le nom de l'Union. Le congrès des social-démocrates russes, qui s'est réuni au printemps de 1898 et a formé le « Parti ouvrier social-démocrate de Russie », avait reconnu l'Union comme le représentant de notre Parti à l'étranger. Que devient cette représentation à présent que l'Union s'est divisée ? Nous n'entrerons pas dans le détail des causes de la scission. Notons seulement la fausseté de l'accusation si répandue et si grave d'après laquelle Plékhanov aurait accaparé l'imprimerie de l'Union. En réalité, le gérant de l'imprimerie a seulement refusé de la remettre intégralement à l'une des fractions de l'Union, et les deux parties se la sont peu après partagée entre elles. L'essentiel, à notre point de vue, c'est que dans la discussion le *Rabotchéié Diélo* avait tort sur le fond : il niait, contrairement à la vérité, l'existence de la tendance « économique », et pratiquait une tactique erronée consistant à faire le silence sur les excès de cette tendance et à s'abstenir de les combattre ouvertement.

Aussi, sans nier aucunement les services rendus par le *Rabotchéié Diélo*, qui a beaucoup fait pour éditer les publi-

cations et organiser leur transport, nous refusons-nous à reconnaître aucune des fractions de l'organisation maintenant divisée comme le représentant de notre Parti à l'étranger. Jusqu'à la décision de notre prochain congrès, la question doit rester ouverte. Les représentants officiels à l'étranger de la social-démocratie russe, ce sont actuellement les membres russes du Comité international permanent institué l'automne dernier par le Congrès socialiste international de Paris[139]. Deux membres y ont été élus pour la Russie : G. Plékhanov et B. Kritchevski (un des rédacteurs du *Rabotchéié Diélo*). Tant qu'une réconciliation ou une entente ne sera pas intervenue entre les deux fractions des social-démocrates russes, nous nous proposons de traiter avec G. Plékhanov tout ce qui se rapporte à la représentation de la Russie. Enfin, nous avons à donner notre avis sur la personne que nous désirerions voir comme secrétaire pour la Russie au Comité international permanent. Maintenant que l'on s'efforce, sous le couvert de « critique du marxisme », de corrompre la social-démocratie par l'idéologie bourgeoise et par une politique de douceur et d'humilité à l'égard d'ennemis armés de pied en cap (les gouvernements bourgeois), il est particulièrement indispensable d'avoir, à ce poste important, un homme capable de résister au courant et d'émettre un avis influent contre les flottements de pensée. Pour cette raison, et aussi pour les considérations indiquées plus haut, nous votons en faveur de G. Plékhanov.

Rédigé au plus tard le 8 décembre 1900

Publié en décembre 1900 dans le n° 1 de l'« Iskra »

Conforme au texte de l'« Iskra »

NOTE LE 29 DECEMBRE 1900

29/XII 1900. Samedi, 2 h du matin.

Je voudrais noter les impressions que j'ai retirées de mon entretien d'aujourd'hui avec le « jumeau ». Ç'a été une réunion mémorable et « historique » en son genre (Arséniev, Vélika, le jumeau + l'épouse + moi)[140], historique du moins dans mon existence, car elle a dressé le bilan, je ne dirai pas d'une époque, mais de toute une page de ma vie et déterminé pour longtemps ma conduite et mon avenir.

De la façon dont Arséniev m'avait d'abord transmis la chose, j'avais compris que le jumeau venait à nous et voulait de son côté faire quelques pas : c'est juste l'inverse qui s'est produit. Cette étrange méprise provient sans doute de ce qu'Arséniev désirait beaucoup ce que le jumeau faisait miroiter à ses yeux comme un « appât » : matériaux politiques, correspondances, etc. ; or, « on croit aisément ce que l'on désire », et Arséniev croyait à la possibilité de ce que le jumeau lui présentait comme « appât », il voulait croire à la sincérité de ce dernier, à la possibilité d'un modus vivendi correct avec lui.

C'est cette réunion qui a définitivement et sans retour jeté bas cette croyance. Le jumeau s'est montré sous un jour tout nouveau, comme un « politique » de la plus belle eau, un politique au pire sens du terme, un politicien, un intrigant, un maquignon et un cynique. Il est arrivé, *absolument convaincu de notre impuissance*, selon l'expression dont a usé Arséniev lui-même pour résumer les résultats des négociations, et cette formule est absolument juste. Le

jumeau s'est présenté, persuadé de notre impuissance, pour nous proposer des conditions de *capitulation*, et il l'a fait avec une habileté consommée, sans prononcer une seule parole tranchante, mais en laissant voir cependant quelle nature grossière et mercantile de vulgaire libéral dissimule cette enveloppe élégante et civilisée de « critique » ultra-moderne.

A mes questions (ce par quoi a commencé la partie sérieuse de la soirée) sur les raisons qui l'empêchaient d'être un simple collaborateur, le jumeau a répondu d'un air très décidé qu'il lui était psychologiquement impossible de travailler pour une revue où on le « taillait en pièces » (je reprends textuellement son expression), que nous ne pensions tout de même pas que, pendant que nous dirons pis que pendre de lui, il allait nous « écrire des articles politiques » (textuel !), qu'il ne pourrait être question de collaboration qu'à la condition d'une parfaite égalité de droits (c'est-à-dire, sans doute, d'une égalité de droits entre les critiques et les orthodoxes) ; qu'après la déclaration*, son camarade et ami [141] n'avait même pas voulu venir au rendez-vous avec Arséniev ; que, pour lui, le jumeau, son attitude ne découlait pas tellement de la déclaration et n'avait même aucun rapport avec elle, mais se trouvait déterminée par le fait que si, auparavant, il voulait se borner à un rôle de « complicité bienveillante », aujourd'hui il n'avait plus l'intention de s'y cantonner et voulait être aussi rédacteur (ce sont à peu de chose près ses propres expressions !!). Tout cela, il ne l'a pas lâché d'un seul coup, les pourparlers au sujet de sa collaboration ont duré assez longtemps (trop longtemps au gré d'Arséniev et de Vélika), mais j'en retirai très nettement l'impression que ce gentleman était un mauvais coucheur.

Il insista ensuite sur sa proposition : pourquoi ne pas fonder un troisième organe politique sur une base d'égalité, la chose serait avantageuse et pour lui et pour nous (le journal disposerait de matériaux, nous pourrions « récupérer » quelque chose sur les fonds affectés à cette fin) ; il estimait que la couverture ne devait rien porter de social-démocrate,

* Voir le présent tome, p. 364. *(N.R.)*

rien qui indiquât notre raison sociale, et que nous devrions (devoir non pas formel, mais moral) fournir à cet organe tous nos matériaux de politique générale.

Tout était clair désormais, et je répondis tout net qu'il ne pouvait être question de fonder un troisième organe, que tout revenait à savoir si c'était la social-démocratie qui mènerait la lutte politique ou bien les libéraux seuls et se suffisant à eux-mêmes (je me suis exprimé avec plus de clarté et de netteté, avec plus de précision). Le jumeau comprit, piqua une colère et déclara qu'après la façon dont je m'étais exprimé avec une anerkennenswerter Klarheit* (textuel !), il n'y avait plus à revenir sur sa suggestion, il fallait seulement parler des commandes — des commandes de recueils: nous revenons à une revue du troisième genre (dis-je). Eh bien alors, on peut se contenter de commander une seule brochure *disponible*, déclara le jumeau. — Laquelle ? demandai-je. — Pourquoi voulez-vous le savoir ? répondit l'épouse avec insolence. Si vous acceptez le principe, alors nous déciderons, sinon, vous n'avez pas besoin de le savoir. Je m'informai des conditions d'impression : édition NN et rien de plus, votre raison sociale ne doit pas être mentionnée ; en dehors du Verlag**, il ne doit y avoir aucune liaison avec votre firme, déclara le jumeau. Je m'élevai aussi contre cette prétention, exigeant qu'il fût fait mention de notre firme. Arséniev me fit des objections, et l'entretien fut interrompu.

En conclusion, nous nous sommes mis d'accord pour ajourner la décision ; le jumeau a encore été pris à partie par Arséniev et Vélika qui *lui* ont demandé des explications et ont discuté ; quant à moi, je gardais surtout le silence, je riais (de telle sorte que le jumeau le voyait fort bien), et l'entretien se termina rapidement.

Publié pour la première fois en 1924 dans le Recueil Lénine I

Conforme au manuscrit

* Avec une clarté digne d'éloge. (*N.R.*)
** Maison d'éditions. (*N.R.*)

NOTES DE CIRCONSTANCE

Rédigé en janvier 1901
Publié en avril 1901 dans le n°1 de la revue « Zaria »
Signé: T. Kh.

Conforme au texte de la revue

№ 1

Апрѣль
1901-го г.

Die
Morgenröthe
Heft 1
April 1901

ЗАРЯ

Соціаль-демократическій научно-политическій журналъ. Издается при ближайшемъ участіи Г. В. Плеханова, В. И. Засуличъ и П. Б. Аксельрода.

Цѣна 2 руб.

Stuttgart
J. H. W. Dietz Nachf. (G. m. b. H.)
1901

Couverture du n° 1 de la revue *Zaria*. Avril 1901.

I. COGNE, MAIS SANS QUE MORT S'ENSUIVE!

Le 23 janvier, à Nijni-Novgorod, une audience spéciale du Palais de Justice de Moscou, tenue *avec la participation de représentants des états*, a jugé l'affaire de l'assassinat du paysan Timoféi Vassiliévitch Vozdoukhov : conduit au poste « pour dégrisement », et si bien roué de coups dans ses locaux par les quatre agents de police Chélémétiev, Choulpine, Chibaïev et Olkhovine, et par l'inspecteur de quartier intérimaire Panov, qu'il mourut le lendemain même à l'hôpital.

Telle est la fable bien simple de cette simple affaire, qui jette une éclatante lumière sur ce qui se passe habituellement et toujours dans nos bureaux de police.

Autant qu'on puisse en juger par les comptes rendus extrêmement brefs des journaux, toute l'histoire se présente ainsi. Le 20 avril, Vozdoukhov arrive en fiacre au palais du gouverneur. Il est reçu par un inspecteur qui a déclaré devant le tribunal que Vozdoukhov était sans bonnet, qu'il avait bu mais n'était pas ivre, et qu'il se plaignait qu'à un certain embarcadère on ait refusé de lui délivrer un billet pour une traversée (?). L'inspecteur ordonna à l'agent de service Chélémétiev de conduire Vozdoukhov au poste. Vozdoukhov était si peu ivre qu'il causa tranquillement avec Chélémétiev et qu'à son arrivée il déclina très distinctement à l'inspecteur de quartier Panov ses nom et condition sociale. Malgré cela, Chélémétiev — sans doute avec le consentement de Panov, qui venait d'interroger Vozdoukhov— « *pousse* » ce dernier non pas dans la chambre d'arrêt où se trouvaient quelques ivrognes, mais dans le « *corps de garde* » contigu. En le poussant, il accroche son sabre au

crochet de la porte, se coupe un peu la main, se figure que c'est Vozdoukhov qui retient le sabre et se jette sur lui à bras raccourcis en criant qu'on l'a blessé. Il tape à toute volée au visage, à la poitrine, dans les côtes, il frappe si fort que Vozdoukhov tombe plusieurs fois à la renverse, donne de la tête contre le plancher et demande grâce. « Pourquoi me battez-vous?» disait-il, selon la déposition d'un témoin qui était alors dans la chambre d'arrêt (Sémakhine), je n'ai rien fait. Grâce, pour l'amour de Dieu ! » D'après le même témoin, ce n'était pas Vozdoukhov qui était ivre, mais bien plutôt Chélémétiev. Les camarades de ce dernier, Choulpine et Chibaïev, qui n'avaient cessé de boire au poste de police depuis le jour de Pâques (le 20 avril était un mardi, le troisième jour après la fête), apprennent que Chélémétiev « administre une leçon » à Vozdoukhov (l'expression figure dans l'acte d'accusation !). Ils pénètrent dans le corps de garde en compagnie d'Olkhovine venu d'un autre commissariat, frappent Vozdoukhov à coups de poing, le jettent à terre et le piétinent. L'inspecteur Panov arrive aussi, le frappe à la tête avec un livre et le bat à coups de poing. « On l'a tant battu, tant battu, a dit une femme détenue, que j'en ai eu les tripes toutes retournées .» La « leçon » une fois donnée, l'inspecteur ordonne avec le plus parfait sang-froid à Chibaïev de laver le sang sur le visage de la victime,—c'est quand même plus convenable, on ne sait jamais, si les chefs venaient à le voir ! — et de la fourrer dans la chambre d'arrêt. « Dites, les frères ! s'adresse Vozdoukhov aux autres détenus, vous voyez dans quel état la police m'a mis ? Soyez témoins, je porterai plainte ! » Mais il n'en eut pas l'occasion : le lendemain matin, on le trouve absolument sans connaissance et on l'envoie à l'hôpital, où il meurt huit heures après sans avoir recouvré l'usage de ses sens. L'autopsie a décelé chez lui dix côtes enfoncées, des ecchymoses sur tout le corps et un épanchement de sang au cerveau.

La Chambre a condamné Chélémétiev, Choulpine et Chibaïev à 4 ans de travaux forcés, Olkhovine et Panov à *un mois de prison*, comme coupables seulement de « voies de fait » ...

C'est par cette sentence que nous commencerons notre analyse. Les condamnés aux travaux forcés étaient pour-

suivis en vertu des art. 346 et 1490 (2e partie) du Code pénal. Le premier de ces articles porte que le fonctionnaire qui se sera rendu coupable de coups et blessures dans l'exercice de ses fonctions sera passible de la peine maximum « prévue pour ce crime ». Et l'article 1490 (2e partie) punit les mauvais traitements ayant entraîné la mort de 8 à 10 ans de travaux forcés. Au lieu de *maximum*, le tribunal des représentants des états et des juges de la Couronne a *abaissé* la peine de *deux degrés* (6° degré, 8 à 10 ans de travaux forcés ; 7° degré, 4 à 6 ans), ce qui est la plus grande indulgence permise par la loi en cas de circonstances atténuantes ; et en outre il a choisi, dans ce degré inférieur, la peine *minimum*. En un mot, le tribunal a fait tout ce qu'il a pu pour adoucir le sort des accusés, et même plus qu'il ne pouvait, puisqu'il a tourné la loi « sur la peine maximum ». Nous ne voulons nullement affirmer, il va de soi, que la « suprême équité » exigeait précisément dix ans, et non quatre, de travaux forcés ; l'essentiel, c'est qu'on a reconnu les assassins comme tels et qu'on les a condamnés aux travaux forcés. Mais on est obligé de remarquer une tendance très caractéristique des juges de la Couronne et des représentants des états : quand ils jugent des policiers, ils sont prêts à toutes les indulgences ; quand ils jugent des délits contre la police, ils font preuve, comme on le sait, d'une inflexible sévérité*.

* Voici, à ce sujet, un autre fait qui permet de juger de la gravité des peines infligées par nos tribunaux pour tel ou tel crime. Quelques jours après le jugement des assassins de Vozdoukhov, le Tribunal militaire de la région de Moscou a jugé un soldat servant dans une brigade d'artillerie des environs qui, étant en sentinelle devant le magasin, y avait volé 50 culottes et du matériel de cordonnerie. Sentence : 4 ans de *travaux forcés*. La vie d'un homme confié à la police vaut exactement autant que 50 culottes et un peu de matériel de cordonnerie confiés à une sentinelle. Dans cette « équation » originale se reflète, comme le soleil dans une goutte d'eau, tout le régime de notre Etat policier. L'individu contre le pouvoir n'est rien. La discipline à l'intérieur du pouvoir est tout ... pardon ! « tout » pour le menu fretin seulement. Le petit voleur va au bagne, le gros, tous ces gens de la haute, ministres, directeurs de banques, constructeurs de voies ferrées, ingénieurs, entrepreneurs, etc., qui raflent des dizaines et des centaines de milliers de deniers publics, s'en tirent, dans le plus rare et le pire des cas, avec un bannissement dans les provinces éloi-

Pour Monsieur l'inspecteur de quartier ... voyons, comment ne pas être indulgent ! Il a accueilli Vozdoukhov qu'on lui amenait ; il a visiblement ordonné de l'introduire, non pas dans la chambre d'arrêt, mais d'abord — pour lui donner une leçon—dans le corps de garde ; il a pris part avec ses poings et avec un livre (le Recueil des lois, sans doute) au passage à tabac ; il a donné l'ordre de faire disparaître les traces du crime (de laver le sang); il a rendu compte dans la nuit du 20 avril au commissaire de police Moukhanov, dès son arrivée, que « tout allait bien dans son quartier » (textuel !), mais qu'il n'a rien de commun avec les assassins, il est seulement coupable de voies de fait, seulement de mauvais traitements, punissables de prison. Il est parfaitement naturel que ce M. Panov, ce gentleman innocent de tout crime, continue à servir dans la police et occupe le poste de brigadier de police rurale. M. Panov n'a fait que transporter sa bienfaisante activité, son ardeur à « donner des leçons » au peuple, de la ville à la campagne. Dites-moi en toute conscience, amis lecteurs, le brigadier Panov peut-il comprendre la sentence de la Chambre autrement que comme un conseil de mieux cacher à l'avenir les traces du crime, de « donner des leçons » de telle sorte qu'il n'y ait pas de traces. Tu as fait laver le sang du visage du mourant, c'est très bien, mais tu as laissé Vozdoukhov mourir : cela, mon bon, c'était imprudent ; dorénavant, sois plus circonspect et enfonce-toi dans la tête ce premier et dernier commandement de l'argousin russe : « Cogne, mais sans que mort s'ensuive ! ».

Du point de vue humain, la sentence de la Chambre en ce qui concerne Panov n'est qu'une parodie de justice ; elle témoigne d'un souci vraiment servile de faire retomber toute la faute sur les policiers subalternes et d'innocenter leur chef direct, avec l'aveu, l'approbation et la participation de qui ont été infligés ces féroces sévices. Du point de vue juridique, cette sentence est un modèle de la casuistique dont sont capables les juges-fonctionnaires qui ne

---

gnées, où ils peuvent vivre comme des coqs en pâte avec l'argent volé (les banquiers-voleurs en Sibérie occidentale), et d'où il est facile de s'échapper à l'étranger (le colonel de gendarmerie Méranville de Saint-Clair).

valent guère mieux que notre inspecteur de police lui-même. La langue a été donnée à l'homme pour déguiser sa pensée, disent les diplomates. La loi a été donnée pour dénaturer la notion de culpabilité et de responsabilité, peuvent dire nos juristes. Quel art raffiné de procédurier ne faut-il pas, en effet, pour ramener la complicité de tortures à de simples voies de fait! L'ouvrier qui, le matin du 20 avril, a peut-être fait voltiger le bonnet de Vozdoukhov, est alors coupable du même délit — moins encore : non pas du même délit, mais de la même « infraction » — que Panov. Même la simple participation à une rixe (et non au passage à tabac d'un homme sans défense) entraîne une peine plus sévère, s'il y a mort d'homme, que celle infligée à l'inspecteur. Les chicaniers du tribunal ont tout d'abord profité du fait que, pour des sévices dans l'exercice de fonctions publiques, la loi prévoit plusieurs peines et laisse au juge, selon les circonstances, le choix entre la prison (2 mois au moins) et la déportation en Sibérie. Ne pas enfermer le juge dans des stipulations trop formelles, lui laisser une certaine latitude, c'est évidemment un principe très raisonnable, et nos professeurs de droit pénal en ont à juste titre félicité à maintes reprises la législation russe en soulignant son libéralisme. Ils ont seulement, ce faisant, oublié un détail : pour appliquer des décisions raisonnables, il faut des juges qui ne soient pas réduits à la situation de simples fonctionnaires, il faut que des représentants de la société participent au jugement et des représentants de l'opinion publique à l'examen de l'affaire. Et, d'autre part, le substitut est venu ici à l'aide du tribunal, en *abandonnant* à l'égard de Panov (et d'Olkhovine) l'accusation de sévices et de cruautés et en demandant de le punir seulement pour voies de fait. Le substitut s'est référé, pour sa part, à la conclusion des experts, selon qui les coups portés par Panov n'ont été ni particulièrement cruels ni prolongés. Le sophisme juridique, comme vous le voyez, ne se distingue pas par une grande ingéniosité : du fait que Panov a frappé moins que les autres, on *peut* dire que ses coups n'ont pas été *particulièrement* cruels ; et s'ils n'ont pas été particulièrement cruels, on *peut* en conclure qu'ils ne doivent pas être qualifiés de « sévices et cruautés » ; or, s'ils ne rentrent pas dans la catégorie des sévices et cruautés, c'est qu'il

s'agit de simples voies de fait. Tout s'arrange à la satisfaction générale, et M. Panov reste dans les rangs des gardiens de l'ordre et des bonnes mœurs* ...

Nous venons d'aborder la question de la participation au jugement de représentants de la société et du rôle de l'opinion publique. Cette question est excellemment illustrée par l'affaire en cause. Et avant tout : pourquoi n'a-t-elle pas été jugée en cour d'assises, mais par le tribunal des juges de la Couronne assistés de représentants des états? Parce que le gouvernement d'Alexandre III, en lutte acharnée contre toutes les aspirations de la société à la liberté et à l'indépendance, a très vite considéré la cour d'assises comme dangereuse. La presse réactionnaire l'a baptisée « le tribunal de la rue » et a déclenché contre elle une violente campagne, qui, soit dit en passant, dure encore. Le gouvernement a adopté un programme réactionnaire : ayant

* Au lieu de démasquer les scandales dans toute leur ampleur devant la justice et la société, on préfère, chez nous, étouffer les affaires et s'en tirer par des circulaires et des ordres pleins de phrases sonores, mais creuses. Ainsi, le directeur de la police d'Orel a publié ces jours derniers, en confirmation de dispositions antérieures, un ordre invitant les commissaires, en personne ou par l'intermédiaire de leurs adjoints, à intimer sévèrement aux agents subalternes l'interdiction de se livrer à une grossièreté ou violence quand ils arrêtent des ivrognes sur la voie publique et les conduisent au poste pour dégrisement ; on doit expliquer aux agents qu'il entre dans les fonctions de la police de protéger les ivrognes, qui ne peuvent pas, sans danger évident pour eux, être abandonnés à eux-mêmes ; aussi, étant de par la loi les premiers défenseurs et protecteurs de la population, doivent-ils, quand ils arrêtent et conduisent au poste un ivrogne, non seulement s'abstenir de tout traitement grossier et inhumain à son égard, mais au contraire prendre toutes les mesures en leur pouvoir pour protéger les personnes conduites par eux au poste jusqu'au moment où elles seront dégrisées. Les agents subalternes sont avertis que seule cette façon consciente et légale d'accomplir leur service peut leur assurer la confiance et le respect de la population, tandis que tout acte d'arbitraire et de cruauté à l'égard d'un ivrogne, toutes voies de fait incompatibles avec le devoir d'un fonctionnaire de la police, tenu de servir d'exemple de l'honnêteté et des bonnes mœurs, entraîneront fatalement le châtiment sévère de la loi et la traduction sans la moindre indulgence devant les tribunaux. Beau projet d'illustration pour une revue satirique : l'inspecteur de police acquitté du chef d'assassinat donnant lecture de l'ordre spécifiant qu'il doit servir d'exemple de l'honnêteté et des bonnes mœurs !

vaincu le mouvement révolutionnaire des années 70, il a déclaré sans vergogne aux représentants de la société qu'il les considérait comme « la rue », comme la vile populace, laquelle n'a pas à s'immiscer dans la législation ni même dans l'administration de l'Etat et doit être chassée du sanctuaire où les habitants de la Russie sont jugés et châtiés selon la méthode de MM. Panov et Cie. En 1887 fut promulguée une loi selon laquelle les affaires concernant les crimes commis par des fonctionnaires ou contre des fonctionnaires sont soustraites à la compétence des cours d'assises et déférées au tribunal des juges de la Couronne assistés de représentants des états. Comme on le sait, ces derniers, intégrés dans le même collège que les juges fonctionnaires, ne sont que des figurants muets et jouent le triste rôle de témoins entérinant toutes les décisions qu'il plaît de prendre aux fonctionnaires du ministère de la Justice. C'est une de ces lois dont le long cortège traverse toute l'époque réactionnaire moderne de l'histoire russe et qui s'inspirent toutes de cette seule préoccupation : le rétablissement d'un « pouvoir fort ». Par la force des choses, le pouvoir a été contraint, dans la seconde moitié du XIXe siècle, d'entrer en contact avec la « rue », mais la composition de cette rue s'est modifiée avec une rapidité étonnante : un public ignorant a été remplacé par des citoyens qui commencent à connaître leurs droits, qui sont capables même de fournir des champions pour les faire valoir. L'ayant senti, le pouvoir a fait avec effroi un bond en arrière et déploie maintenant des efforts convulsifs pour s'entourer d'une muraille de Chine, se murer dans une forteresse inaccessible à toute manifestation d'initiative publique ... Mais je me suis un peu écarté de mon sujet.

Ainsi, par suite d'une loi réactionnaire, la rue a été écartée des tribunaux qui jugent les représentants du pouvoir. Les fonctionnaires ont été jugés par des fonctionnaires. Cela s'est reflété non seulement dans la sentence, mais dans tout le caractère de l'enquête préalable et de l'instruction judiciaire. Ce qui fait la valeur du jugement de la rue, c'est qu'il apporte un souffle de vie dans cet esprit de formalisme bureaucratique dont nos administrations sont imprégnées de part en part. La rue ne s'intéresse pas seulement, et même pas tant, à la qualification (voies de fait,

coups, sévices) qui sera attribuée à l'acte considéré, ni à la catégorie et à l'espèce de châtiment qu'il entraînera ; elle s'attache surtout à mettre intégralement en lumière et à dévoiler publiquement tous les ressorts politiques et sociaux du crime, ainsi que sa portée, afin de dégager du jugement les leçons de morale sociale et de politique pratique. La rue veut voir dans le tribunal non pas une « administration » dans laquelle des fonctionnaires appliquent à tel ou tel cas particulier les articles correspondants du Code pénal, mais une institution publique révélant les plaies du régime et fournissant des matériaux pour le critiquer et, par suite, pour le corriger. Sous l'impulsion de la pratique de la vie sociale et des progrès de la conscience politique, la rue arrive par intuition à cette vérité à laquelle accède avec tant de peine et de timidité, à travers ses entraves scolastiques, la jurisprudence officielle de nos professeurs : à savoir que, pour combattre le crime, il est infiniment plus important, non pas d'appliquer telles ou telles peines, mais de changer les institutions sociales et politiques. C'est bien pourquoi les publicistes réactionnaires et le gouvernement réactionnaire haïssent — et ne peuvent d'ailleurs pas ne pas haïr — le tribunal de la rue. C'est pourquoi toute l'histoire de la Russie depuis la réforme est marquée comme d'un fil conducteur par une série de restrictions apportées à la compétence des cours d'assises et à la publicité des débats, le caractère réactionnaire de l'époque d'« après la réforme » se manifestant *dès le lendemain* de l'entrée en vigueur de la loi de 1864 qui remaniait notre « appareil judiciaire »*. Précisément dans l'affaire en question, l'absence d'un « tribunal de la rue » s'est fait vivement sentir. Qui aurait pu, au cours du jugement qui a eu lieu, s'intéresser au côté social de l'affaire et

* En polémisant dans la presse légale contre les réactionnaires, les partisans libéraux de la cour d'assises nient souvent catégoriquement sa portée politique, et s'efforcent de démontrer que ce n'est nullement pour des raisons politiques qu'ils réclament la participation au tribunal de représentants de la société. Cela peut venir en partie, sans doute, de l'inintelligence politique dont souffrent fréquemment les juristes, malgré leur spécialisation dans les sciences « politiques ». Mais cela s'explique surtout par la nécessité de s'exprimer dans la langue d'Esope, par l'impossibilité de déclarer ouvertement ses sympathies pour la Constitution.

s'efforcer de le mettre bien en relief ? Le procureur ? Un fonctionnaire qui touche de très près à la police, qui partage avec elle la responsabilité de la détention et du traitement des détenus, qui est même dans certains cas le chef de police? Nous avons vu le substitut aller jusqu'à abandonner à l'égard de Panov l'accusation de sévices. La partie civile, si la femme de la victime, qui s'est présentée à la barre comme témoin de Vozdoukhov, s'était portée partie civile contre les meurtriers ? Mais comment une simple campagnarde saurait-elle qu'il peut y avoir une action civile en matière criminelle ? Et si même elle l'avait su, aurait-elle eu les moyens de prendre un avocat ? Et si même elle en avait eu les moyens, se serait-il trouvé un avocat pour pouvoir et vouloir attirer l'attention publique sur l'état de fait dévoilé par ce meurtre ? Et si enfin cet avocat s'était trouvé, des « délégués » de la société comme les représentants des états auraient-ils été en mesure d'entretenir en lui l'« ardeur civique » ? Voyez ce bailli de canton — je pense à un tribunal de province, — tout honteux de son costume villageois, ne sachant où fourrer ses bottes graissées et ses mains de paysan, jetant des regards effarés sur Son Excellence le président de la Cour, assis à la même table que lui. Voyez le maire de la ville, marchand pansu, respirant difficilement dans un uniforme inaccoutumé, la chaîne au cou, s'efforçant d'imiter son voisin, le maréchal de la noblesse, un seigneur portant l'uniforme de son rang, à l'élégance raffinée, aux manières aristocratiques. Et, à côté d'eux, des juges qui ont connu une longue et fastidieuse carrière de fonctionnaires, serviteurs blanchis sous le harnais, hautement conscients de l'importance de la tâche qui leur incombe : juger des représentants du pouvoir, que le tribunal de la rue n'est pas digne de juger. Pareil tableau n'aurait-il pas ôté l'envie de parler au plus éloquent avocat, ne lui aurait-il pas rappelé le vieil aphorisme : « Ne jetez pas des perles aux ... » ?

Résultat : l'affaire a été expédiée en quatrième vitesse, comme si l'on avait voulu s'en débarrasser au plus vite *,

* Quant à se hâter de porter l'affaire devant le tribunal, personne n'y a pensé le moins du monde. Malgré la simplicité et la clarté remarquable des faits, l'événement du 20 avril 1899 ne fut jugé que le 23 janvier 1901. Jugement *rapide*, équitable et miséricordieux !

comme si l'on avait craint de retourner comme il faut toute cette ordure : on peut vivre auprès d'un cabinet d'aisances, s'y habituer, ne plus le remarquer, s'y acclimater, mais qu'on se mette à le nettoyer et la puanteur qui s'en dégagera incommodera certainement tous les habitants du logement intéressé, et aussi des logements voisins.

Voyez la masse de questions qui se posaient tout naturellement et que personne ne s'est même donné la peine de tirer au clair. Pourquoi Vozdoukhov s'est-il rendu chez le gouverneur ? Loin de répondre à cette question, l'acte d'accusation — ce document qui incarne la volonté du ministère public d'élucider tout le crime — ne fait que l'éluder en prétendant que Vozdoukhov « fut arrêté en état d'ébriété dans la cour du palais du gouverneur par l'agent Chélémétiev ». Cela donne même à entendre que Vozdoukhov causait du désordre, et où cela ? dans la cour du gouverneur ! Or, en réalité, Vozdoukhov *était arrivé en fiacre chez le gouverneur pour déposer une plainte* : c'est un fait établi. De quoi voulait-il se plaindre ? L'inspecteur de la maison du gouverneur Ptitsyne dit qu'il se plaignait d'un certain embarcadère où l'on avait refusé de lui délivrer un billet pour une traversée (?). Le témoin Moukhanov, ancien commissaire du quartier où fut battu Vozdoukhov (et aujourd'hui directeur de la prison provinciale de Vladimir), dit avoir entendu la femme de Vozdoukhov avouer qu'ils avaient bu tous les deux, qu'on *les avait battus à Nijni-Novgorod, aussi bien à la police fluviale qu'au commissariat du quartier Rojdestvenski, et que c'est à ce sujet que son mari voulait faire une déclaration au gouverneur*. Malgré une contradiction manifeste entre les dépositions de ces témoins, le tribunal ne tente absolument rien pour éclaircir la chose. Au contraire, n'importe qui serait parfaitement en droit de conclure qu'il *ne veut pas* l'éclaircir. La femme de Vozdoukhov était témoin au jugement, mais personne n'a eu la curiosité de lui demander si on les avait réellement battus, elle et son mari, dans plusieurs commissariats de Nijni, dans quelles circonstances on les avait arrêtés, dans quels locaux on les avait battus, qui les avait battus, si son mari voulait vraiment se plaindre au gouverneur, s'il n'avait informé personne d'autre de son intention. Le témoin Ptitsyne, fonctionnaire de la chancellerie du gou-

verneur, devait très probablement être fort peu disposé à entendre la plainte de Vozdoukhov — qui n'était pas ivre du tout, mais qu'on envoya quand même dessoûler ! — contre la police, et chargea un agent *ivre*, Chélémétiev, de conduire le plaignant au poste pour le dégriser, cet intéressant témoin n'a pas été soumis à un contre-interrogatoire. On ne demande pas non plus au cocher Kraïnov, qui a amené Vozdoukhov chez le gouverneur et l'a conduit ensuite au poste, si Vozdoukhov ne lui a pas confié la raison de sa course, ce qu'il a dit exactement à Ptitsyne, si quelqu'un d'autre n'aurait pas entendu cette conversation. Le tribunal se contente de lire une courte déposition de Kraïnov absent (attestant que Vozdoukhov n'était pas ivre, mais seulement un peu pris de boisson), et le substitut ne pense même pas à exiger la comparution de ce témoin important. Si l'on songe que Vozdoukhov est un sous-officier de réserve, donc un homme d'expérience connaissant un peu les lois et règlements, que même après avoir été battu à mort il dit encore à des camarades : « Je porterai plainte », il apparaît plus que vraisemblable qu'il était bien allé chez le gouverneur pour déposer une plainte contre la police, que le témoin Ptitsyne a menti pour innocenter cette dernière et que les juges-larbins et le procureur-larbin n'ont pas voulu faire la lumière sur cette histoire épineuse.

Continuons. Pourquoi a-t-on battu Vozdoukhov ? L'acte d'accusation présente encore les choses d'une façon *telle* qu'on aurait difficilement pu favoriser davantage... les accusés. Le « motif des sévices » aurait été la blessure que se fit à la main Chélémétiev au moment où il poussait Vozdoukhov dans le corps de garde. Mais pourquoi a-t-on poussé cet homme qui avait parlé calmement à Chélémétiev et Panov (admettons qu'il fallait absolument le *pousser* !) non pas dans la chambre d'arrêt, mais d'abord dans le corps de garde ? On l'a envoyé là pour y dessoûler — il y a déjà plusieurs ivrognes dans la chambre d'arrêt — et on l'y fait entrer d'ailleurs par la suite ; pourquoi donc Chélémétiev, après l'avoir « présenté » à Panov, le pousse-t-il dans le *corps de garde* ? Précisément, et de toute évidence, pour le passer à tabac. Dans la chambre d'arrêt, il y a du monde ; tandis que dans le corps de garde Vozdoukhov sera seul, et Chélémétiev sera assisté de ses camarades et de

M. Panov, à qui est aujourd'hui « confié » le premier poste de police. Les sévices ne furent donc pas suscités par une occasion fortuite, mais bel et bien prémédités. On ne peut faire que deux suppositions : ou bien tous ceux qu'on amène au poste pour dessoûler (même si leur conduite est tout à fait décente et calme) sont envoyés d'abord au corps de garde, pour y recevoir une « leçon » ; ou bien on y a conduit Vozdoukhov pour le passer à tabac *précisément parce qu'il était allé chez le gouverneur se plaindre de la police*. Les comptes rendus des journaux sur l'affaire sont si brefs qu'il est difficile de se prononcer catégoriquement pour la seconde hypothèse (qui n'a rien d'invraisemblable), mais l'enquête préalable et l'instruction auraient pu sans aucun doute nous fixer définitivement sur ce point. Le tribunal n'a évidemment pas accordé la moindre attention à cette question. Je dis : « évidemment », car l'indifférence des juges ne reflète pas seulement ici le formalisme bureaucratique, mais aussi la façon de voir simpliste du Russe moyen : « La belle affaire ! On a tué un moujik ivre au poste de police ! Il s'en passe bien d'autres chez nous ! » Et l'on vous citera des dizaines de cas infiniment plus révoltants et qui sont cependant demeurés impunis. Ces remarques de l'homme de la rue sont très justes, et pourtant son point de vue est tout à fait faux et dénote seulement son extrême myopie. Pourquoi des cas infiniment plus révoltants d'arbitraire policier sont-ils possibles, sinon parce que cet arbitraire est la pratique quotidienne et normale de tous nos commissariats de police ? Pourquoi notre indignation est-elle impuissante contre les cas exceptionnels, sinon parce que nous sommes les spectateurs indifférents des cas « normaux » ? parce que nous restons d'une indifférence imperturbable même quand un fait courant et habituel comme le passage à tabac d'un « moujik » ivre (en apparence) suscite la protestation de ce moujik (soi-disant habitué), qui paye de sa vie la très impudente audace d'avoir osé très humblement porter plainte devant le gouverneur ?

Il y a une autre raison qui ne permet pas de laisser dans l'ombre ce cas, banal entre tous. On a dit depuis longtemps que ce qui fait la valeur préventive du châtiment, ce n'est nullement sa rigueur, mais l'impossibilité d'y échapper. Ce qui importe, ce n'est pas que le crime soit puni d'un sévère

châtiment, mais qu'*aucun* crime ne reste sans être découvert. De ce côté aussi, l'affaire en question n'est pas dénuée d'intérêt. Des violences illégales et barbares sont commises par la police de l'Empire de Russie, on peut le dire sans exagération, chaque jour et à chaque heure *. Elles n'arrivent jusqu'aux tribunaux que dans des cas absolument exceptionnels et extrêmement rares. On ne saurait en être surpris, car le criminel est justement la police, à qui est confiée en Russie la découverte des crimes. Mais cela nous oblige à accorder une attention d'autant plus grande, encore qu'inaccoutumée, aux cas où le tribunal est contraint de soulever un coin du rideau qui camoufle ces faits habituels.

Voyez, par exemple, comment frappent les policiers. Ils se mettent à cinq ou six, déployant une cruauté de brutes, beaucoup sont ivres, tous ont des sabres. Mais pas un ne donne à la victime un seul coup de sabre. Ce sont gens d'expérience et qui savent parfaitement comment il faut frapper. Un coup de sabre est une preuve ; mais allez prouver, après avoir été rossé à coups de poing, que vous avez

* Ces lignes étaient déjà écrites quand les journaux ont confirmé une fois de plus la justesse de cette affirmation. A l'autre bout de la Russie, à Odessa, — ville jouissant d'un statut de capitale, — le juge de paix a acquitté un certain M. Klinkov, accusé, par procès-verbal de l'inspecteur de quartier Sadoukov, d'avoir fait du scandale au poste où il avait été conduit après avoir été arrêté. Devant le tribunal, l'accusé et ses quatre témoins déposèrent ce qui suit : Sadoukov avait arrêté et conduit au poste M. Klinkov qui se trouvait en état d'ébriété. Quand celui-ci fut dégrisé, il demanda à être libéré. Pour toute réponse, un agent le saisit au collet et se mit à le frapper, puis il en arriva trois autres, et tous les quatre commencèrent à le passer à tabac, le frappant au visage, à la tête, à la poitrine et dans les côtes. Sous cette grêle de coups, Klinkov, ensanglanté, s'écroula par terre : on continua à le battre dans cette position, avec encore plus d'acharnement. D'après les déclarations de Klinkov et de ses témoins, l'opération était conduite par Sadoukov, qui encourageait les agents. Klinkov perdit connaissance. Quand il revint à lui, il fut relâché. Aussitôt il se rendit chez un médecin, qui lui délivra un certificat. Le juge de paix conseilla à Klinkov de porter plainte contre Sadoukov et les agents devant le procureur, à quoi Klinkov répondit que la chose était déjà faite, et qu'il avait vingt témoins de ses tourments.

Il n'est pas besoin d'être prophète pour prédire que M. Klinkov n'obtiendra pas la mise en jugement et la condamnation des agents pour sévices. Ils n'ont pas cogné jusqu'à ce que mort s'ensuive, et si, contre toute attente, ils sont condamnés, ce sera à une peine dérisoire.

été frappé par des policiers. « Frappé au cours d'une rixe, a été trouvé roué de coups », et le tour est joué. Même dans le cas présent, où le hasard a voulu que les coups entraînent la mort (« Comment a-t-il trouvé moyen de mourir ! Un gars d'attaque comme lui, qui aurait pu s'y attendre ? »), l'accusation a été obligée de prouver par des dépositions de témoins que « Vozdoukhov, avant d'être envoyé au poste, était en parfaite santé. » Sans doute les assassins, qui ont toujours nié l'avoir frappé, assuraient-ils l'avoir trouvé déjà roué de coups. Et trouver des témoins en pareil cas est chose incroyablement difficile. Il s'est trouvé que, par un heureux hasard, une petite fenêtre donnant de la chambre d'arrêt sur le corps de garde n'était pas entièrement condamnée : la vitre était bien remplacée par une plaque de fer-blanc percée de quelques trous obturés par du cuir du côté du corps de garde, mais en enfonçant le doigt on pouvait soulever ce cuir et voir, de la chambre d'arrêt, ce qui se passait dans le corps de garde. C'est uniquement grâce à ce détail qu'on a pu reconstituer entièrement devant le tribunal la scène de la « leçon ». Mais un désordre tel qu'une fenêtre mal aveuglée ne pouvait évidemment exister qu'au siècle dernier : au XX^e^ siècle, à coup sûr, la fenêtre de la chambre d'arrêt du commissariat du Kremlin de Nijni-Novgorod est hermétiquement close... Et, maintenant qu'il n'y a pas de témoins, quiconque échouera au corps de garde n'a qu'à bien se tenir !

Aucun pays au monde ne possède une telle abondance de lois que la Russie. Chez nous, il y a des lois pour tout. Il y a même un règlement spécial sur le régime de la détention, où l'on explique en détail que la détention n'est légale que dans des locaux spéciaux soumis à une surveillance spéciale. La loi, comme vous le voyez, est respectée : il y a à la police une « chambre d'arrêt » spéciale. Mais, *auparavant*, il est « d'usage » qu'on vous « pousse » dans le « corps de garde ». Et quoique le rôle du corps de garde, en tant que véritable chambre de torture, ressorte clairement de tous les faits du procès, le pouvoir judiciaire n'a pas songé à porter son attention sur ce point. Il ferait beau voir que les procureurs dévoilent les scandales de notre arbitraire policier et entreprennent de le combattre !

Nous avons abordé la question des témoins dans ces

sortes d'affaires. Dans le meilleur des cas, ces témoins ne peuvent être que des gens qui sont entre les mains de la police ; une personne extérieure n'aura que très exceptionnellement l'occasion d'observer les « leçons » administrées dans les commissariats par la police. Or, il est facile à la police d'exercer une pression sur des témoins qui sont entre ses mains. C'est ce qui est arrivé dans le cas qui nous intéresse. Le témoin Frolov, qui était dans la chambre d'arrêt pendant le meurtre, a d'abord déclaré, au cours de l'enquête préliminaire, que Vozdoukhov avait été battu par les policiers et par l'inspecteur ; ensuite il a mis hors de cause l'inspecteur Panov ; devant le tribunal, enfin, il a déclaré que personne de la police n'avait battu Vozdoukhov, que Sémakhine et Barinov (d'autres détenus, qui furent les principaux témoins de l'accusation) l'avaient incité à déposer contre la police, que la police ne l'avait aucunement incité ni ne lui avait seriné la leçon. Les témoins Fadéïev et Antonova déposèrent que personne du corps de garde n'avait touché du doigt Vozdoukhov : tous sont restés assis tranquillement, paisiblement, et il n'y avait pas eu la moindre dispute.

Comme vous le voyez, encore un fait des plus habituels. Et les autorités judiciaires l'ont accueilli, une fois de plus, avec leur indifférence accoutumée. Une loi punit assez sévèrement le faux témoignage en justice. Des poursuites engagées contre ces deux faux témoins auraient répandu plus de lumière encore sur les abominations de la police, abominations contre lesquelles sont presque absolument sans défense ceux qui ont le malheur de tomber entre ses griffes (et ce malheur arrive régulièrement et constamment à des centaines de milliers de « simples » gens) ; mais le tribunal ne pense qu'à appliquer l'article tant, et non à suppléer à cette absence de protection. Ce détail du procès, comme tous les autres d'ailleurs, met clairement en évidence ce filet infiniment vaste et solide, cet ulcère invétéré, dont on ne peut se délivrer sans se débarrasser de tout ce système d'arbitraire illimité de la police et d'absence complète de droits pour le peuple.

Il y a trente-cinq ans environ, le célèbre écrivain russe F. Réchetnikov fut victime d'une regrettable mésaventure. A Saint-Pétersbourg, il se rendit à la Maison de la Noblesse,

se figurant à tort qu'on y donnait un concert. Les agents ne le laissèrent pas entrer et lui crièrent : « Où vas-tu te fourrer ? Qui es-tu ? » — « Un ouvrier ! » répondit brutalement F. Réchetnikov hors de lui. Le résultat de cette réponse, raconte Gleb Ouspenski, fut que Réchetnikov passa la nuit au poste, d'où il sortit battu, sans son argent et sans sa bague. « Je porte ces faits à la connaissance de Votre Excellence, écrivit-il dans une requête au préfet de police de Saint-Pétersbourg. Je ne réclame rien. J'ose seulement vous importuner pour vous demander que les commissaires de police, les inspecteurs, leurs subordonnés et leurs agents, *ne battent pas le peuple...* Ce peuple en verra déjà suffisamment de toutes les couleurs.»[142]

Le modeste souhait dont, il y a si longtemps déjà, l'écrivain russe se permettait d'importuner le préfet de police de la capitale, est demeuré jusqu'à ce jour non exaucé, et demeure *inexaucable* sous notre régime politique. Mais, à notre époque, le regard de tout homme honnête que tourmente le spectacle des actes de férocité et de violence est attiré par le nouveau et puissant mouvement populaire qui est en train de rassembler ses forces pour balayer de la terre russe toute espèce de cruauté et réaliser les meilleurs idéals de l'humanité. Dans ces dernières dizaines d'années, la haine contre la police a immensément grandi et s'est enracinée dans les masses de simples gens. Le développement de la vie urbaine, les progrès de l'industrie, la diffusion de l'instruction, tout cela a éveillé jusque dans les masses ignorantes le désir d'une vie meilleure et la conscience de la dignité humaine, tandis que la police est restée tout aussi arbitraire et aussi féroce. A sa férocité sont venus s'ajouter un raffinement accru des méthodes d'enquête et la persécution d'un nouvel ennemi, le plus terrible qui soit : tout ce qui apporte aux masses populaires une lueur de conscience de leurs droits et la foi en leurs forces. Fécondée par cette conscience et par cette foi, la haine populaire trouvera une issue non pas dans une vengeance sauvage, mais dans la lutte pour la liberté.

II. A QUOI BON HATER LA MARCHE DU TEMPS ?

L'assemblée de la noblesse de la province d'Orel a adopté un projet fort intéressant, et les débats qu'il a suscités le sont encore davantage.

Voici de quoi il s'agit. Le maréchal de la noblesse de la province, M. Stakhovitch, a proposé dans son rapport de conclure avec le département des Finances un contrat par lequel les nobles d'Orel recevraient des charges de receveurs. L'introduction du monopole de la vodka oblige à créer dans la province 40 postes de collecteurs de recettes provenant des débits d'eau-de-vie de l'Etat. Le revenu de la charge est de 2 180 roubles par an (900 roubles de traitement, 600 de frais de déplacement et 680 pour un garde du corps). Pour les nobles, ces places seraient évidemment bonnes à prendre, et il faudrait à cette fin constituer une artel et conclure un contrat avec le Trésor public. Au lieu de la caution exigée (3 000 à 5 000), on pratiquerait au début des retenues de 300 roubles par an et par receveur, de façon à composer un capital de la noblesse donnant à l'administration des boissons la garantie voulue.

Le projet, vous le voyez, se distingue par un incontestable sens pratique et prouve que le premier ordre de notre Etat possède un flair excellent quant aux possibilités de puiser dans l'assiette au beurre. Mais c'est précisément ce sens pratique qui a semblé à beaucoup de nobles propriétaires fonciers excessif, inconvenant, indigne de leur rang. Les débats ont été très vifs, et il en est ressorti très clairement trois points de vue sur la question.

Le premier est le point de vue pratique. Il faut vivre, la noblesse est dans le besoin... c'est quand même un gagne-pain... on ne peut tout de même pas refuser une assistance aux nobles sans fortune ! D'ailleurs, les receveurs peuvent aider à dégriser le peuple ! Le second point de vue est celui des romantiques. Être au service du département des boissons, un cran à peine au-dessus des cabaretiers, sous les ordres de simples chefs de dépôt, « qui sont souvent des individus de basse extraction » ! ? — tel était le prélude à des discours enflammés sur la grande mission de la noblesse. Nous voulons nous arrêter justement sur ces discours, mais nous indiquerons d'abord le troisième point de vue, celui

des hommes d'Etat. D'une part, on est obligé de reconnaître que la chose est un peu préjudiciable, mais il faut bien avouer, d'autre part, qu'elle est avantageuse. Car on peut amasser un capital et garder son innocence : le directeur des contributions indirectes peut procéder à des nominations même sans caution, et les 40 nobles prévus peuvent recevoir leurs places à la requête du maréchal de la noblesse de la province, sans artel ni contrat, autrement il pourrait se faire que « le ministre de l'Intérieur casse la décision afin d'assurer la bonne marche de l'Etat ». Ce sage avis l'aurait sans doute emporté si le maréchal de la noblesse n'avait fait deux très importantes déclarations : d'abord, que le contrat avait déjà été présenté au Conseil du ministre des Finances, qui l'avait reconnu possible en donnant son accord de principe ; ensuite, que « ces places ne pouvaient être obtenues sur simple requête du maréchal de la noblesse de la province ». Et le rapport fut adopté.

Pauvres romantiques ! Ils ont été battus. Pourtant, comme ils avaient bien parlé.

« La noblesse n'a toujours fourni jusqu'ici que des dirigeants. Et le rapport propose de former on ne sait quelle artel. Cela répond-il au passé, au présent et à l'avenir de la noblesse ? Selon la loi sur les receveurs, en cas de malversation de la part du cabaretier, c'est le noble qui devrait se mettre au comptoir. Plutôt mourir que d'exercer pareille fonction ! »

Ah, Seigneur ! que de noblesse dans l'être humain ! Plutôt mourir que de se faire marchand de vodka ! Vendre du blé, voilà une noble occupation, surtout dans les années de disette, où l'on peut s'engraisser aux dépens des affamés. Ce qui est plus noble encore, c'est de pratiquer l'usure sur le blé, de prêter l'hiver aux paysans affamés du blé remboursable l'été en travail et d'estimer ce travail trois fois au-dessous du prix ordinaire. Dans cette zone centrale des terres noires à laquelle appartient la province d'Orel, nos grands propriétaires fonciers se sont toujours livrés avec beaucoup de zèle et se livrent encore à cette archinoble variété d'usure. Et, pour bien distinguer l'usure noble de celle qui ne l'est pas, il faut naturellement crier aussi fort que possible qu'il est indigne, pour un noble, de faire le cabaretier.

« Il faut sauvegarder rigoureusement notre vocation, exprimée dans le célèbre manifeste de Sa Majesté Impériale : servir le peuple avec désintéressement. Un service lucratif est incompatible avec cette mission »... « Un ordre qui s'est acquis dans le passé des mérites tels que le service des armes de ses ancêtres, et qui a supporté le poids des grandes réformes de l'empereur Alexandre II, a sur quoi s'appuyer pour continuer à remplir ses obligations envers l'Etat. »

Service désintéressé, oui vraiment ! Les distributions de terres, les attributions de domaines peuplés, c'est-à-dire le don de milliers de déciatines et de milliers de serfs, la constitution d'une classe de grands propriétaires fonciers possédant des centaines, des milliers et des dizaines de milliers de déciatines et réduisant à la pire misère, par leur exploitation, des millions de paysans, telles sont les manifestations de ce désintéressement. Mais ce qui est particulièrement charmant, c'est l'allusion aux « grandes » réformes d'Alexandre II. Ainsi, l'abolition du servage : avec quel désintéressement notre généreuse noblesse a tondu de très près les paysans ! Elle les a obligés à racheter leur propre terre en la payant trois fois plus cher que son prix réel ; elle s'est appropriété toutes sortes de « coupes » de terre paysanne, elle a échangé ses sables, ses ravins et ses landes contre de bonnes terres paysannes, et maintenant elle a encore le front de se vanter de pareils exploits !

« L'administration des boissons n'a rien de patriotique »... « Nos traditions ne sont pas fondées sur des roubles, mais sur le service de l'Etat. La noblesse ne doit pas devenir une Bourse. »

Les raisins sont trop verts ! La noblesse « ne doit pas » devenir une Bourse, parce qu'à la Bourse il faut avoir de gros capitaux, et que Messieurs les esclavagistes d'hier sont ruinés de fond en comble. Pour la plupart d'entre eux, ce qui est depuis longtemps un fait accompli, ce n'est pas la transformation en Bourse, mais la soumission à la Bourse, la subordination au rouble. Et, dans sa chasse au rouble, le « premier ordre » de l'Etat se livre depuis longtemps déjà à des occupations aussi hautement patriotiques que la fabrication d'une eau-de-vie de pacotille, l'installation de raffineries de sucre et d'autres usines, la participation à

toutes sortes d'entreprises commerciales et industrielles véreuses, les heures passées dans les antichambres des hauts personnages de la Cour, grands-ducs, ministres, etc., etc., pour se faire octroyer des concessions ou des garanties du gouvernement en faveur de ces entreprises, pour quémander des aumônes sous la forme de privilèges pour la Banque de la noblesse, de primes pour les exportations de sucre, de lopins (de quelques milliers de déciatines !) de terres bachkires ou autres, de bonnes et grasses « sinécures », etc.

« L'éthique de la noblesse porte la marque de l'histoire, de sa condition sociale »... et aussi celle de l'écurie *, où les nobles apprenaient à brutaliser et injurier le moujik. D'ailleurs, l'habitude séculaire du pouvoir a engendré aussi chez les nobles quelque chose de plus délicat : l'art de déguiser leurs intérêts d'exploiteurs sous des phrases ronflantes, destinées à mystifier le « bon peuple » ignorant. Ecoutez plutôt :

« A quoi bon hâter la marche du temps ? C'est peut-être un préjugé, mais les vieilles traditions ne permettent pas d'œuvrer dans ce sens...»

Ces mots de M. Narychkine (homme de bon conseil qui défendait le point de vue de l'Etat) reflètent un sens de classe très juste. Bien sûr, craindre les fonctions de receveur (ou même de cabaretier) est de nos jours un préjugé, mais n'est-ce pas grâce aux préjugés de la masse ignorante des paysans que s'exerce encore l'exploitation éhontée de ces derniers par les grands propriétaires fonciers dans nos campagnes ? Les préjugés disparaissent bien assez vite ; pourquoi donc hâter encore leur disparition en rapprochant publiquement le noble et le cabaretier, en aidant le paysan à s'assimiler (ce qu'il a du reste déjà commencé à faire) cette vérité élémentaire qu'un seigneur terrien noble est tout aussi usurier, pillard et accapareur que n'importe quel vampire de village, à cela près qu'il est infiniment plus fort, fort de ses domaines, de ses privilèges accumulés au cours des siècles, de ses relations avec le pouvoir impérial, de son habitude du pouvoir et de son habileté à dissimuler sa véritable na-

* C'est à l'écurie que les nobles faisaient fouetter leurs serfs. (*N. R.*)

ture de Petit-Judas derrière toute une doctrine de romantisme et de magnanimité ?

Certes, M. Narychkine est un homme de bon conseil, et c'est la sagesse d'homme d'Etat qui parle par sa bouche. Je ne m'étonne pas que le « maréchal » de la noblesse d'Orel lui ait répondu, avec une élégance d'expression qui aurait fait honneur à un lord anglais :

« Répliquer aux autorités que nous avons entendues ici serait de l'audace de ma part, si je n'étais persuadé qu'en combattant leur avis, je ne combats point leurs convictions. »

Voilà qui est exact, et même dans un sens infiniment plus large que ne l'imaginait M. Stakhovitch, qui a véritablement énoncé une vérité sans le vouloir. Pour les convictions, ces messieurs de la noblesse ont tous les mêmes depuis les esprits pratiques jusqu'aux romantiques. Tous croient fermement à leur « droit sacré » de posséder des centaines ou des milliers de déciatines de terres spoliées par leurs ancêtres ou octroyées par des pillards, à leur droit d'exploiter les paysans et de jouer un rôle dominant dans l'Etat, au droit de piquer les meilleurs morceaux (et même au pis aller les autres) dans l'assiette au beurre de l'Etat, c'est-à-dire de s'approprier les deniers publics. Leurs opinions ne divergent que sur l'utilité de telle ou telle mesure, et leurs débats, quand ils examinent ces divergences de vues, ne sont pas moins intéressants pour le prolétariat que toute querelle de famille dans le camp des exploiteurs. Ces querelles font ressortir nettement la différence entre les intérêts communs de toute la classe capitaliste ou agrarienne et les intérêts de tels ou tels individus ou groupes particuliers ; on y laisse souvent échapper ce qu'en général on tient soigneusement caché.

Au surplus, l'épisode d'Orel jette encore quelque lumière sur le caractère du fameux monopole des boissons. Quels biens n'en attendait pas notre presse officielle et officieuse : et l'augmentation des revenus de l'Etat, et l'amélioration du produit et la diminution de l'ivrognerie ! En réalité, au lieu d'une augmentation des revenus, il n'y a eu jusqu'ici que renchérissement de l'alcool, complication du budget, impossibilité de définir avec précision les résultats financiers de toute l'opération ; au lieu d'une amélioration

du produit, il y a eu diminution de qualité, et il est douteux que le gouvernement arrive à en imposer tellement au public avec des communiqués comme celui dont la presse s'est fait dernièrement l'écho sur les bons effets de la « dégustation » de la nouvelle « eau-de-vie d'Etat ». Au lieu d'une diminution de l'ivrognerie, ç'a été l'augmentation du nombre des débits clandestins, celle des revenus qu'en tire la police, l'ouverture de débits officiels à l'encontre de la population qui demandait tout le contraire *, une recrudescence des cas d'ivresse sur la voie publique **. Et surtout, quelle gigantesque carrière nouvellement ouverte au bon plaisir et à l'arbitraire, à la servilité et aux malversations de la bureaucratie, que cette nouvelle entreprise de la richissime administration du Trésor, que toute cette armée de nouveaux fonctionnaires ! C'est une véritable invasion de sauterelles bureaucratiques arrivant par nuées entières, flattant, intriguant, pillant, usant encore et encore des océans d'encre et des montagnes de papier. Le projet d'Orel n'est qu'une tentative pour revêtir de formes légales le désir de piquer des morceaux plus ou moins gras dans l'assiette au beurre du Trésor, désir qui s'empare de nos provinces et menace fatalement le pays — vu l'omnipotence des bureaux et l'impossibilité où est l'opinion publique de faire entendre sa voix — d'une nouvelle recrudescence

* Par exemple, les journaux annonçaient dernièrement que, dans la province d'Arkhangelsk, certains villages avaient, dès 1899, adopté des résolutions contre l'ouverture chez eux de débits de boisson. Le gouvernement, qui y introduit précisément le monopole à l'heure actuelle, a répondu *naturellement* par un refus : sans doute par sollicitude pour la sobriété du peuple !

** Sans parler de la quantité d'argent que le monopole de l'Etat a fait perdre aux sociétés paysannes. Jadis, elles prélevaient un droit sur les tenanciers de débits. Le Trésor public leur a enlevé cette source de revenus, sans leur allouer en échange un copeck d'indemnité ! Dans son intéressant ouvrage *Das hungernde Russland (Reiseeindrücke, Beobachtungen und Untersuchungen. Von C. Lehmann und Parvus. Stuttgart. Dietz Verlag. 1900.* (La Russie affamée, Impressions de voyage, observations et recherches. Par C. Lehmann et Parvus. Stuttgart, Dietz. 1900. *N.R.*) Parvus parle très justement à ce propos de *spoliation des caisses des communautés paysannes.* Il dit que, d'après les calculs du zemstvo de la province de Samara, les pertes de toutes les communautés paysannes de la province, par suite de la mise en vigueur du monopole des eaux-de-vie, se sont élevées en trois ans (1895-1897) à *3 150 000 roubles* !

de l'arbitraire et des malversations. Voici un tout petit exemple : l'automne dernier, on a pu lire dans les journaux un entrefilet sur « une histoire de constructions dans le domaine du monopole des eaux-de-vie ». Il se construit à Moscou trois entrepôts d'eau-de-vie destinés à alimenter toute la province. Le ministère avait assigné pour ces travaux 1 637 000 roubles. Or, « il a été reconnu nécessaire d'assigner des crédits supplémentaires pour un montant de *deux millions et demi* * ». Visiblement, les fonctionnaires à qui avaient été confiés les biens de l'Etat ont raflé un peu plus que 50 culottes et un peu de matériel de cordonnerie !

III. UNE STATISTIQUE OBJECTIVE

Notre gouvernement a coutume d'accuser ses adversaires d'être de parti pris, et pas seulement les révolutionnaires, mais aussi les libéraux. Vous est-il arrivé, par exemple, de voir les appréciations de la presse officielle sur les organes libéraux (légaux, naturellement) ? Le *Messager des Finances*, organe du ministère des Finances, a parfois donné des revues de la presse, et chaque fois que le fonctionnaire chargé de cette rubrique parlait du jugement porté sur le budget ou sur la famine, ou sur n'importe quel acte gouvernemental par telle ou telle de nos grandes revues libérales, il soulignait d'un ton indigné leur caractère « tendancieux » et indiquait « objectivement », en contrepartie, non seulement les « points noirs », mais aussi les « aspects réconfortants ». Ce n'est là, évidemment, qu'un tout petit exemple, mais il illustre l'attitude habituelle du gouvernement, sa tendance générale à faire valoir son « objectivité ».

Tâchons de contenter ces juges sévères et impartiaux. Essayons de faire appel à la statistique. Nous ne prendrons pas, bien entendu, la statistique de tels ou tels faits de la vie sociale : on sait que les faits sont enregistrés par des gens partiaux et généralisés par des services parfois délibérément « tendancieux », comme les zemstvos. Non, nous prendrons la statistique... des lois. Nous osons croire que même le partisan le plus forcené du gouvernement hésitera

* Les italiques sont de l'auteur. Voir les *Sankt-Pëterbourgskïe Vïédomosti*, 1900, n° 239 du 1er septembre.

à affirmer qu'il puisse y avoir rien de plus objectif et de plus impartial que la statistique des lois, le simple relevé des actes gouvernementaux eux-mêmes, indépendamment de toutes considérations sur le divorce entre les paroles et les actes, les décisions et l'exécution, etc.

Ainsi donc, au travail.

Le Sénat dirigeant publie, comme on le sait, le *Recueil des lois et décisions du gouvernement*, qui annonce périodiquement toutes les dispositions prises par le gouvernement. Voilà les données que nous examinerons, afin de voir *à propos de quoi* le gouvernement légifère et décide. Je dis bien : à propos de quoi. Nous ne nous permettrons pas de critiquer les injonctions des autorités, nous ferons seulement le compte d'« icelles » se rapportant à tel ou tel domaine. Les journaux de janvier ont reproduit, d'après la publication gouvernementale que nous venons de nommer, le contenu des numéros 2905 et 2929 de l'année dernière et des numéros 1 à 66 de cette année-ci. Au total, 91 actes législatifs et décisions pour la période allant du 29 décembre 1900 au 12 janvier 1901, juste à la charnière du siècle. Par leur caractère, ces 91 actes législatifs se prêtent très bien à l'élaboration « statistique » : il ne se trouve parmi eux aucune loi particulièrement importante, rien qui relègue entièrement le reste au second plan et qui imprime un cachet spécial à cette période de notre administration intérieure. Ce sont toutes relativement des décisions de détail, répondant à des besoins courants qui surgissent régulièrement en permanence. Nous considérons ainsi le gouvernement dans son activité quotidienne, et cela nous garantit une fois de plus l'objectivité de la « statistique».

Sur les 91 actes législatifs, 34, soit plus du tiers, traitent d'un seul et même objet : la prolongation des échéances de paiement des actions du capital ou de versement du prix d'achat des actions de diverses sociétés commerciales et industrielles. La lecture de ces textes peut être recommandée aux lecteurs qui veulent se remettre en mémoire la liste des productions de notre industrie et la dénomination des diverses firmes. Le contenu du second groupe est tout à fait analogue : il s'agit de modifications apportées aux statuts de sociétés commerciales et industrielles. On y relève 15 actes législatifs réformant les statuts de la Compagnie K. et

S. Popov frères pour le commerce du thé, de la société Naumann et C^ie^ pour la fabrication du carton et du carton bitumé, de la maison I. Ossipov et C^ie^ (tannerie et commerce des cuirs et des toiles de chanvre et de lin), etc., etc. Enfin, cette même catégorie d'actes législatifs en comprend encore 11, dont six sont consacrés à la satisfaction de certains besoins du commerce et de l'industrie (fondation d'une banque publique et d'une société de crédit mutuel, fixation des prix de quelques valeurs acceptées en garantie de soumissions, règlement concernant la circulation sur les chemins de fer des wagons appartenant à des particuliers, instruction pour les courtiers de la Bourse des blés de Borissoglebsk), tandis que les cinq autres instituent auprès de quatre usines et d'une mine six nouveaux postes d'agents et deux postes de sous-officiers de police montée.

Ainsi, 60 actes législatifs sur 91, c'est-à-dire les deux tiers, sont consacrés à la satisfaction la plus immédiate de divers besoins pratiques de nos capitalistes et (partiellement) à leur protection contre les émeutes ouvrières. Le langage impartial des chiffres atteste que notre gouvernement, par le caractère prédominant de ses lois et décisions ordinaires, est le fidèle serviteur des capitalistes, et qu'il joue à l'égard de la classe capitaliste dans son ensemble exactement le même rôle qu'un quelconque bureau permanent du congrès des maîtres de forges ou le secrétariat du syndicat des sucriers à l'égard des capitalistes de ces diverses branches. Bien sûr, le fait que la moindre modification au statut d'une société ou la prolongation des échéances de paiement de ses actions font l'objet d'actes législatifs particuliers, est dû purement et simplement à la lourdeur de notre machine d'Etat ; un petit « perfectionnement du mécanisme », et tout cela passera dans le ressort des autorités locales. Mais, d'autre part, la lourdeur du mécanisme, la centralisation excessive, le besoin qu'a le gouvernement de mettre son nez partout, constituent des phénomènes d'ordre général qui s'étendent à l'ensemble de notre vie sociale et sont loin de se borner à la sphère du commerce et de l'industrie. Aussi le nombre comparé des textes législatifs de telle ou telle catégorie peut-il fort bien nous faire savoir approximativement à quoi pense notre gouvernement, à quoi il réserve sa sollicitude, à quoi il s'intéresse.

Ainsi, il s'intéresse déjà infiniment moins aux sociétés privées qui ne poursuivent pas le but moralement si respectable et politiquement si inoffensif du lucre (à moins qu'on ne considère comme une manifestation d'intérêt la tendance à entraver, à interdire, à fermer, etc.). Pendant l'«exercice » considéré — l'auteur de ces lignes est fonctionnaire et espère, en conséquence, que le lecteur lui pardonnera d'user de termes bureaucratiques — ont été approuvés les statuts de deux sociétés (la société de secours aux écoliers nécessiteux du lycée de garçons de Vladicaucase et la société de promenades et excursions guidées et commentées de Vladicaucase) et a été très gracieusement autorisée la modification des statuts de trois autres (la caisse d'épargne et de prêt et la caisse de secours des ouvriers et employés des usines de Ludinovo et de Soukreml et du chemin de fer de Maltsev ; la première société de planteurs de houblon ; la société de bienfaisance pour l'encouragement du travail des femmes), cinquante-cinq textes concernant les sociétés commerciales et industrielles et cinq pour toutes les autres. Dans la sphère des intérêts commerciaux et industriels, « nous » tâchons de rester à la hauteur de la situation, de faire tout ce qui est possible pour faciliter les associations entre négociants et industriels (nous tâchons, mais nous n'y arrivons pas, car la lourdeur de la machine et la paperasserie sans bornes limitent très étroitement le « possible » dans un Etat policier). Mais, en ce qui concerne les associations non commerciales, nous sommes par principe pour l'homéopathie. Une société de planteurs de houblon ou d'encouragement du travail des femmes, passe encore ! Mais des promenades guidées et commentées... Dieu sait de quoi on peut parler au cours de ces promenades, et la surveillance vigilante de l'inspection académique n'en sera-t-elle pas rendue plus difficile ? Non, voyez-vous, il ne faut pas jouer avec le feu.

Les écoles. On en a fondé trois, ni plus ni moins. Et quelles écoles ! Une école élémentaire de bouviers dans le domaine de Son Altesse Impériale le grand-duc Pierre Nikolaïévitch, au village de Blagodatnoïé. Que les villages appartenant aux grands-ducs doivent tous être bénis *, je n'en

* *Blagodatnoïé* signifie « béni ». *(N. R.)*

doutais plus depuis longtemps. Mais à présent je ne doute pas non plus que même les plus hauts personnages puissent sincèrement et de tout cœur s'intéresser à l'instruction des pauvres gens et se passionner pour cette œuvre. Sont approuvés ensuite les statuts des ateliers d'apprentissage de Dergatchi et de l'école primaire agricole d'Assanovo. Dommage que nous n'ayons sous la main aucun répertoire qui puisse nous dire si ces villages bénis appartiennent eux aussi à quelques grands personnages, pour qu'on y favorise avec tant d'énergie l'instruction publique et... la grande propriété foncière. Je m'en console d'ailleurs en pensant que ce genre de recherches n'entre pas dans les fonctions d'un statisticien.

Et voilà tous les actes législatifs qui expriment « la sollicitude du gouvernement pour le peuple ». J'ai effectué mon groupement, comme vous le voyez, en mettant les choses au mieux. Pourquoi, par exemple, une société de planteurs de houblon ne serait-elle pas une société commerciale ? Uniquement parce que, peut-être, on y parle parfois d'autre chose que de commerce ? Ou bien une école de bouviers, qui sait au fond si c'est bien une école ou tout simplement un centre d'élevage moderne ?

Reste le dernier groupe d'actes législatifs, ceux qui expriment la sollicitude du gouvernement pour lui-même. Il comprend trois fois plus de texte (22) que nos deux précédentes rubriques. A savoir, une série de réformes administratives plus radicales les unes que les autres : changement de nom de la localité de Platonovskoïé et Nikolaïevskoïé ; modification de statuts, états du personnel, règlements, listes, heures des séances (pour certaines assemblées de district), etc. ; relèvement du traitement des sages-femmes attachées aux corps de troupes de la région militaire du Caucase ; fixation des sommes allouées pour le ferrage et le traitement vétérinaire des chevaux d'armes des troupes cosaques ; modification des statuts de l'école privée de commerce de Moscou ; règlement concernant une bourse à décerner en mémoire du conseiller aulique Daniel Samouïlovitch Poliakov à l'école de commerce de Kozlov. Je ne sais d'ailleurs si je classe comme il convient ces derniers textes : expriment-ils effectivement la sollicitude du gouvernement pour lui-même ou bien pour les intérêts commer-

ciaux et industriels ? Je prie le lecteur d'être indulgent et de bien vouloir considérer que c'est là le premier essai d'une statistique des lois ; jusqu'à ce jour, personne n'avait tenté d'élever ce domaine de la connaissance au niveau d'une science exacte, personne, pas même les professeurs de droit constitutionnel russe.

Enfin, il est un acte législatif qui doit être classé à part, dans un groupe indépendant, tant par son contenu que parce qu'il constitue la première disposition du gouvernement à l'aube du nouveau siècle ; c'est celui qui porte sur l'« augmentation des étendues forestières destinées au développement et à l'amélioration des chasses impériales ». Grand début, digne d'une grande puissance !

Reste maintenant à effectuer un bilan récapitulatif, comme en toute bonne statistique.

Une cinquantaine de textes législatifs et de dispositions consacrés à des compagnies et entreprises commerciales et industrielles ; une vingtaine de changements de nom et de réformes administratives ; deux créations et trois transformations de sociétés ; trois écoles destinées à fournir des employés aux grands propriétaires fonciers ; six agents et deux sous-officiers de police montée affectés à des usines. Qui doutera qu'une activité législative et administrative aussi riche et aussi variée garantisse à notre patrie un progrès rapide et constant au cours du XX^{e} siècle ?

ENROLEMENT FORCE DE 183 ETUDIANTS *

Le 11 janvier, les journaux ont publié un communiqué gouvernemental émanant du ministère de l'Instruction publique sur l'enrôlement forcé de 183 étudiants de l'université de Kiev « pour avoir de connivence fomenté des désordres ». Le Règlement provisoire du 29 juillet 1899 — cette menace suspendue sur les étudiants et la société — est appliqué moins de dix-huit mois après sa promulgation, et le gouvernement semble se hâter de justifier l'application d'une mesure de répression inouïe en présentant tout un acte d'accusation où les couleurs ne sont pas ménagées pour dépeindre les méfaits des étudiants.

Ces méfaits sont plus épouvantables les uns que les autres. Il s'est tenu l'été dernier, à Odessa, un congrès général des étudiants qui entendait organiser tous les étudiants de Russie pour susciter des protestations de toutes sortes à propos de divers événements de la vie académique, sociale et politique. Ces desseins politiques criminels ont valu à tous les étudiants délégués d'être arrêtés, leurs papiers ont été confisqués. Mais l'effervescence, loin de se calmer, ne fait que croître ; elle se fait sentir avec insistance dans *beaucoup* d'établissements d'enseignement supérieur. Les étudiants veulent pouvoir examiner et gérer en toute liberté et en toute indépendance leurs affaires communes. Mais l'administration, avec ce formalisme sans âme qui a de tout temps caractérisé la bureaucratie russe, répond par de mesquines vexations, pousse le mécontentement à son comble et conduit involontairement les esprits

* Le numéro était déjà mis en pages quand parut le communiqué du gouvernement.

d'une jeunesse qui n'est pas encore enlisée dans la boue de la stagnation bourgeoise, à protester contre tout le système d'arbitraire policier et bureaucratique.

Les étudiants de Kiev exigent le renvoi d'un professeur qui a remplacé un collègue parti. L'administration résiste, accule la jeunesse à des « attroupements et manifestations » et ... finit par céder. Les étudiants convoquent une réunion pour examiner comment peuvent se produire des faits aussi infâmes que le viol d'une jeune fille par deux « doublures blanches » [143] (d'après un bruit qui court). L'administration condamne les principaux « coupables » au cachot. Ils refusent de se soumettre. On les exclut de l'université. La foule les accompagne démonstrativement à la gare. Une nouvelle assemblée a lieu, les étudiants demeurent sur place jusqu'au soir, refusant de se séparer tant que le recteur ne sera pas venu. Le vice-gouverneur et le chef de la gendarmerie surviennent avec un détachement de soldats qui cernent l'université et pénètrent dans l'amphithéâtre, — et font venir le recteur. Les étudiants exigent peut-être, pensez-vous, une Constitution ? Non, ils demandent que la peine du cachot ne soit pas appliquée et qu'on réintègre les exclus. On prend les noms des assistants et on les renvoie chez eux.

Réfléchissez un peu à cette étonnante disproportion entre les modestes et inoffensives revendications des étudiants et la panique dont est saisi le gouvernement, qui agit comme si la hache était déjà portée sur les racines de son pouvoir. Rien ne trahit mieux notre « tout-puissant » gouvernement que cette panique. Mieux que toutes les « proclamations criminelles », il montre par là — à qui a des yeux pour voir et des oreilles pour entendre — qu'il se sent tout à fait vacillant et qu'il n'a confiance qu'en la force des baïonnettes et du fouet pour se défendre contre l'indignation populaire. Instruit par des dizaines d'années d'expérience, le gouvernement est fermement convaincu qu'il est entouré de matières inflammables, qu'il suffit de la moindre étincelle, d'une protestation contre le cachot, pour allumer l'incendie. Or, s'il en est ainsi, il est clair que la répression doit être exemplaire : enrôlement forcé de centaines d'étudiants ! « Et les adjudants joueront les Voltaire ! » [144], cette formule n'a absolument pas vieilli.

Tout au contraire, il sera donné au XX^e^ siècle de la voir véritablement réalisée.

Cette nouvelle rigueur, nouvelle par sa prétention de ressusciter un passé depuis longtemps révolu, inspire maintes réflexions et comparaisons. Il y a trois générations environ, du temps de Nicolas I^er^, l'enrôlement forcé était une punition toute naturelle, correspondant parfaitement au régime de servage qui était celui de la Russie. En contrepartie des franchises de la noblesse, on envoyait les jeunes nobles à l'armée pour les y obliger à servir et conquérir un grade d'officier. Le paysan était envoyé à l'armée comme à de longues années de bagne où l'attendaient les supplices inhumains de « la rue verte »[145], et d'autres semblables. Mais voilà plus d'un quart de siècle qu'existe chez nous le service militaire obligatoire « pour tous », dont l'introduction a été glorifiée en son temps comme une grande réforme démocratique. Le service militaire pour tous, non seulement sur le papier, mais dans les faits, est incontestablement une réforme démocratique, qui rompt avec le système des castes et assure l'égalité des droits entre les citoyens. Mais s'il en était vraiment ainsi, comment l'envoi à l'armée pourrait-il être considéré comme une punition ? Et si le gouvernement fait du service militaire une punition, ne prouve-t-il pas du même coup que nous sommes bien plus près de l'ancien système de recrutement que du service militaire *pour tous* ? Le Règlement provisoire de 1899 arrache le masque d'hypocrisie et met à nu le caractère asiatique même de celles de nos institutions qui ressemblent le plus aux institutions européennes. Au fond, nous n'avons jamais eu et n'avons pas encore de service militaire pour tous, car les privilèges de la naissance et de la fortune créent une foule d'exceptions. Au fond, nous n'avons jamais eu et nous n'avons rien qui ressemble à l'égalité des citoyens devant le service militaire. Au contraire, la caserne est empreinte du plus révoltant esprit de servitude. Le soldat ouvrier ou paysan est absolument sans défense, sa dignité humaine est foulée aux pieds. Il est volé, il est battu, battu, battu. Mais ceux qui ont des relations influentes ou de l'argent bénéficient d'avantages et d'exemptions. Rien d'étonnant à ce que l'envoi dans cette école de l'arbitraire et de la violence puisse être une punition et même

une punition très rigoureuse, proche de la privation de droits. Le gouvernement pense, dans cette école, inculquer la discipline aux « rebelles ». Ne va-t-il pas se tromper dans ses calculs ? L'école du service militaire en Russie, ne sera-t-elle pas l'école militaire de la révolution ? Naturellement, le cycle complet de ces cours n'est pas à la mesure de tous les étudiants. Les uns succomberont sous le poids de l'épreuve ou périront à la suite de quelque conflit avec les autorités militaires ; d'autres, les faibles et les débiles, seront terrorisés par la caserne ; mais celle-ci aguerrira les autres, élargira leur horizon, les obligera à approfondir par la pensée et par le sentiment leurs aspirations à la liberté. Ils éprouveront alors par leur propre expérience tout le poids de l'arbitraire et de l'oppression, quand toute leur dignité humaine dépendra du caprice d'un adjudant souvent capable de redoubler sciemment de vexations à l'égard d'un homme « qui a de l'instruction ». Ils verront ce qu'est la situation réelle des simples gens, ils souffriront de tous les outrages et de toutes les violences dont ils seront nécessairement les témoins quotidiens, et ils comprendront que les injustices et les vexations que subissent les étudiants ne sont qu'une goutte d'eau dans l'océan de l'oppression qui pèse sur le peuple. Celui qui aura compris cela quittera le service militaire en prononçant le serment d'Annibal[146] par lequel il s'engagera à lutter avec la classe avancée du peuple pour libérer ce peuple du joug du despotisme.

Mais le caractère humiliant de cette peine nouvelle n'est pas moins révoltant que sa cruauté. Le gouvernement lance un défi à tous ceux qui ont encore conservé le sentiment de l'honneur, en faisant passer des étudiants protestant contre l'arbitraire pour de simples fauteurs de désordres, de même qu'il a présenté les ouvriers grévistes déportés comme des gens de mauvaise conduite. Jetez un coup d'œil sur le communiqué du gouvernement ; il est émaillé de mots tels que : désordre, turbulences, excès, effronterie, licence. D'une part, on parle de buts politiques criminels et de projets de protestations politiques ; d'autre part, on traite les étudiants en simples fauteurs de désordres qui ont besoin qu'on leur apprenne la discipline. C'est un soufflet à l'opinion publique russe, dont les sym-

pathies pour les étudiants sont parfaitement connues du gouvernement. Et, de la part des étudiants, la seule réponse vraiment digne serait de mettre à exécution la menace de leurs camarades de Kiev, c'est-à-dire de déclencher une grève générale, ferme et soutenue, des étudiants de tous les établissements d'enseignement supérieur, en exigeant l'annulation du Règlement provisoire du 29 juillet 1899.

Mais ce ne sont pas seulement les étudiants qui doivent répondre au gouvernement. Celui-ci a pris soin lui-même de transformer ce qui s'est passé en quelque chose de bien plus important qu'une simple histoire d'étudiants. Le gouvernement s'adresse à l'opinion publique comme pour se vanter de l'énergie de sa répression, comme pour railler toutes les aspirations à la liberté. Et tous les éléments conscients de toutes les couches de la population sont tenus de répondre à ce défi, s'ils ne veulent pas être ravalés au rang d'esclaves muets, souffrant en silence toutes les humiliations. A la tête de ces éléments conscients se trouvent les ouvriers d'avant-garde et les organisations social-démocrates qui sont indissolublement liées avec eux. La classe ouvrière supporte constamment une oppression et des outrages infiniment plus grands de la part de cet arbitraire policier auquel viennent de se heurter si violemment les étudiants. La classe ouvrière a déjà engagé la lutte pour sa libération. Et elle doit se souvenir que cette grande lutte lui impose de grandes obligations ; qu'elle ne saurait se libérer du despotisme sans en libérer en même temps tout le peuple ; qu'elle est tenue, avant tout et par-dessus tout, de faire écho à toute protestation politique et de la soutenir par tous les moyens. Les meilleurs représentants de nos classes instruites ont prouvé et consacré, comme en fait foi le sang de milliers de révolutionnaires suppliciés par le gouvernement, leur capacité et leur volonté de secouer de leurs pieds la poussière de la société bourgeoise pour rejoindre les rangs des socialistes. Et il est indigne du titre de socialiste, l'ouvrier qui peut voir d'un œil indifférent le gouvernement envoyer la troupe contre la jeunesse universitaire. L'étudiant a aidé l'ouvrier ; l'ouvrier doit venir au secours de l'étudiant. Le gouvernement veut tromper le peuple quand il affirme que préparer une protestation politique, c'est tout simplement troubler l'ordre et la tran-

quillité. Les ouvriers doivent déclarer et expliquer publiquement aux masses que c'est un mensonge, que le véritable foyer de violence, d'excès et de débordements, c'est le gouvernement autocratique russe lui-même, l'arbitraire de la police et des fonctionnaires.

Quant à savoir comment organiser la protestation, c'est aux organisations social-démocrates locales et aux groupes ouvriers locaux d'en décider. La distribution, la diffusion, l'affichage de tracts, la convocation d'assemblées où seront invitées, dans la mesure du possible, toutes les classes de la société, telles sont les formes de protestation les plus accessibles. Mais il serait souhaitable, là où il existe des organisations solides et fortement assises, qu'on essaye d'organiser une protestation plus large et plus ouvertement affirmée, sous la forme d'une manifestation publique. Un excellent exemple nous est fourni par la manifestation qui eut lieu le 1er décembre de l'an dernier, à Kharkov, devant la rédaction du *Ioujny Kraï*. On célébrait l'anniversaire de cet infâme journal qui persécute toute aspiration à la lumière et à la liberté et exalte toutes les atrocités de notre gouvernement. La foule qui se rassembla devant la rédaction déchira solennellement des numéros du *Ioujny Kraï*, les attacha à la queue des chevaux, s'en servit pour envelopper des chiens, lança contre les vitres des pierres et des boules puantes, le tout au cri de : « A bas la presse vendue ! ». Voilà bien comment méritent d'être fêtées, non seulement les rédactions des journaux vénaux, mais encore toutes nos administrations gouvernementales. Si elles ne célèbrent que rarement l'anniversaire d'une largesse des autorités, elles méritent toujours l'anniversaire d'un règlement de compte de la part du peuple. Tout acte d'arbitraire ou de violence de la part du gouvernement est un motif légitime pour une manifestation de ce genre. Que la déclaration publique du gouvernement au sujet de la répression contre les étudiants ne reste pas sans une réponse publique de la part du peuple !

Rédigé en janvier 1901
Publié au février 1901 dans le n° 2 de l'« Iskra »

Conforme au texte de l'« Iskra »

LE PARTI OUVRIER ET LA PAYSANNERIE[147]

Quarante ans se sont écoulés depuis l'émancipation des paysans. Il est tout à fait naturel que notre société fête avec un enthousiasme bien particulier la journée du 19 février, date où s'effondra la vieille Russie du servage et où s'ouvrit une époque qui promettait au peuple la liberté et le bien-être. Mais il ne faut pas oublier que les discours louangeurs prononcés à cette occasion contiennent, en même temps qu'une haine sincère du servage et de toutes ses manifestations, infiniment d'hypocrisie. Hypocrite et mensongère de bout en bout est cette définition, devenue courante chez nous, de la « grande » réforme : « la libération des paysans, accompagnée de l'attribution d'un lot de terre racheté *avec l'aide* de l'Etat ». En réalité, le paysan a été « libéré » de sa terre, puisque, sur les lots que les paysans possédaient depuis des siècles, d'énormes prélèvements furent opérés, tandis que des centaines de milliers de paysans étaient complètement privés de terre, — réduits à un quart de lot ou lot de mendiant[148]. En réalité, les paysans furent spoliés doublement : non seulement on a rogné leurs terres, mais on les a obligés à « racheter » celles qu'on leur laissait et dont ils avaient toujours eu la jouissance, et cela à un prix de rachat de beaucoup supérieur à la valeur réelle. Dix ans après l'abolition du servage, les grands propriétaires fonciers ont eux-mêmes avoué aux fonctionnaires du gouvernement qui étudiaient l'état de l'agriculture qu'on avait fait payer aux paysans non seulement leur terre, mais leur liberté. Et bien qu'on leur eût fait payer

leur liberté personnelle, on n'en fit pas pour autant des hommes libres : on les laissa pour vingt ans temporairement redevables [148]; ils restaient (et ils restent encore) un ordre inférieur, passible de verges, payant des impôts spéciaux, n'ayant pas le droit de quitter librement leur communauté encore entachée de servage, de disposer librement de leur terre, ni de se fixer librement dans une localité quelconque du pays. Ce n'est pas la magnanimité gouvernementale que démontre notre réforme paysanne ; au contraire, elle est un exemple historique frappant de la façon dont le gouvernement autocratique souille tout ce qui passe par ses mains. Sous la pression de la défaite militaire, de terribles embarras financiers et de redoutables soulèvements de paysans, le gouvernement fut littéralement *contraint* de les affranchir. Le tsar lui-même reconnut qu'il fallait libérer d'en haut avant que ne commence la libération par en bas. Mais, une fois la réforme décidée, le gouvernement fit le possible et l'impossible pour satisfaire la cupidité des tenants du servage qui avaient été « lésés » ; il ne recula pas même devant l'ignominie consistant à frauder sur le choix des hommes appelés à réaliser la réforme, — bien que ceux-ci fussent choisis parmi la noblesse ! Les premiers arbitres désignés furent cassés et remplacés par des gens incapables de résister aux tenants du servage chaque fois que ceux-ci cherchaient à rouler les paysans, même lors du bornage des terres. Et, pour accomplir la grande réforme, il fallut recourir à l'intervention de la troupe et faire fusiller des paysans qui refusaient d'accepter les chartes réglementaires[150]. Il n'est pas étonnant que les meilleurs esprits de l'époque, muselés par la censure, aient accueilli cette réforme par la malédiction du silence...

« Affranchi » de la corvée, le paysan est sorti des mains du réformateur à tel point accablé, dépouillé, humilié, assujetti à son lot de terre, qu'il ne lui restait plus d'autre solution que d'aller « volontairement » à la corvée. Et le moujik se mit à cultiver la terre de son ancien maître, « prenant à bail » les mêmes parcelles dont il avait été dépouillé et s'engageant en hiver, contre une avance de blé pour nourrir sa famille, à travailler pour lui l'été. Prestations et servitude, tel fut en réalité ce « travail libre », sur lequel

le manifeste rédigé par un pope-jésuite engageait le paysan à appeler la « bénédiction divine ».

A ce joug du grand propriétaire foncier, maintenu grâce à la générosité des fonctionnaires qui avaient conçu et réalisé la réforme, est encore venu s'ajouter le joug du capital. Le pouvoir de l'argent — qui a même écrasé, par exemple, le paysan français affranchi du pouvoir seigneurial par une puissante révolution populaire, et non par une réforme étriquée et bâtarde — s'est abattu de tout son poids sur notre moujik encore à moitié serf. Il fallait à tout prix trouver de l'argent : et pour payer les impôts alourdis par la bienfaisante réforme, et pour prendre à bail de la terre, et pour acheter les misérables produits manufacturés qui commençaient à supplanter la production domestique du paysan, et pour acheter du pain, etc. Le pouvoir de l'argent n'a pas seulement écrasé la paysannerie, il l'a divisée : la grande masse s'est irrémédiablement ruinée et prolétarisée ; une minorité a donné naissance à des groupes peu nombreux mais tenaces de moujiks diligents et de koulaks, qui ont accaparé peu à peu les exploitations et les terres paysannes et constitué les cadres de la bourgeoisie rurale naissante. Les quarante années qui suivirent la réforme se ramènent à ce processus continu de dépaysannisation, processus de lent et douloureux dépérissement. Le paysan a été réduit à l'indigence : il logeait avec le bétail, se couvrait de haillons, se nourrissait d'arroche ; dès qu'il trouvait moyen de fuir quelque part, il quittait sa terre, dût-il *se racheter* de son lot, payant quiconque acceptait de le débarrasser de sa terre, dont le paiement dépassait le revenu. La famine était chronique chez les paysans ; ils mouraient de faim et d'épidémies par dizaines de milliers lors des mauvaises récoltes, qui étaient de plus en plus fréquentes.

Il en est ainsi, aujourd'hui encore, dans nos campagnes. La question se pose : où chercher une issue et par quels moyens améliorer le sort du paysan ? Les petits paysans ne peuvent secouer le joug du capital qu'en s'associant au mouvement ouvrier, en l'aidant dans sa lutte pour le régime socialiste, pour la transformation de la terre, ainsi que des autres moyens de production (fabriques, usines, machines, etc.) en propriété sociale. Vouloir sauver la paysannerie

en défendant la petite culture et la petite propriété contre la poussée du capitalisme, ce serait retarder inutilement l'évolution sociale, duper le paysan en le faisant croire à la possibilité d'un bien-être en régime capitaliste, diviser les classes laborieuses en assurant à une minorité une situation privilégiée aux dépens de la majorité. Voilà pourquoi les social-démocrates combattront toujours des institutions absurdes et nuisibles comme l'inaliénabilité des lots paysans, la caution solidaire, l'interdiction de quitter librement la commune paysanne et d'y admettre librement des individus de n'importe quelle catégorie sociale ! Mais notre paysan, nous l'avons vu, ne souffre pas seulement du joug du capital ; il souffre aussi et même davantage de celui du grand propriétaire foncier et des vestiges du servage. Une lutte implacable contre ces entraves, qui aggravent énormément le sort de la paysannerie et la tiennent pieds et poings liés n'est pas seulement possible ; elle est nécessaire à toute l'évolution sociale du pays, car la misère noire, l'ignorance, la servitude et l'humiliation du paysan mettent sur toute la vie de notre patrie un cachet d'asiatisme. Et la social-démocratie ne remplirait pas son devoir si elle ne prêtait pas à cette lutte tout l'appui possible. Cet appui doit consister, en bref, *à faire pénétrer la lutte de classe au village.*

Nous avons vu qu'il existe dans la campagne russe actuelle deux sortes d'oppositions de classe : premièrement, entre les ouvriers agricoles et les patrons ruraux ; deuxièmement, entre la paysannerie dans son ensemble et l'ensemble de la classe des grands propriétaires fonciers. La première opposition grandit et se développe ; la seconde s'amoindrit peu à peu. La première est encore tout entière dans l'avenir ; la seconde appartient déjà, en grande partie, au passé. Néanmoins, c'est précisément la seconde opposition qui a, pour les social-démocrates russes d'aujourd'hui, la signification la plus essentielle et la plus importante au point de vue pratique. Il va de soi — c'est un axiome pour tout social-démocrate — que nous devons utiliser toutes les occasions qui s'offrent à nous pour développer la conscience de classe chez les salariés agricoles ; que nous devons, par conséquent, porter notre attention sur l'émigration des ouvriers de la ville vers les campagnes

(par exemple, les mécaniciens employés aux batteuses à vapeur, etc.), sur les marchés où se louent les travailleurs agricoles.

Mais nos ouvriers agricoles sont encore trop fortement liés à la paysannerie ; les misères communes à tous les paysans pèsent encore trop sur eux pour que leur mouvement puisse jouer, ni aujourd'hui, ni dans un proche avenir, un rôle à l'échelle nationale. Au contraire, balayer les vestiges du servage, extirper de toute la vie de l'Etat russe l'esprit de l'inégalité de caste et l'avilissement de dizaines de millions d'hommes du « bas peuple », voilà une question qui prend dès maintenant une signification nationale et dont un parti, qui prétend jouer le rôle de champion de la liberté, ne saurait se désintéresser.

Les malheurs du paysan sont maintenant (sous une forme plus ou moins générale) reconnus de tous ou peu s'en faut ; la formule sur les « insuffisances » de la réforme de 1861 et la nécessité d'une aide de l'Etat est devenue une vérité courante. Notre devoir est de souligner que ces malheurs proviennent justement de l'oppression de classe qui pèse sur la paysannerie ; que le gouvernement est le fidèle défenseur des classes qui exercent cette oppression, et que ceux qui veulent sincèrement et sérieusement obtenir une amélioration radicale de la condition des paysans doivent, non pas rechercher son aide, mais s'efforcer de secouer son joug et de conquérir la liberté politique. On parle du taux excessif des indemnités de rachat, de la mesure bienfaisante que constitueraient leur réduction et la prolongation de leur délai de paiement par le gouvernement. Nous répondrons à cela que toutes ces indemnités de rachat ne sont pas autre chose qu'une spoliation, dissimulée sous des formes légales et des phrases bureaucratiques, des paysans par les grands propriétaires fonciers et le gouvernement, un tribut versé aux tenants du servage pour l'affranchissement de leurs esclaves. Nous réclamerons l'abolition immédiate et totale des indemnités de rachat et redevances, la restitution au peuple des centaines de millions que le gouvernement tsariste lui a fait suer pendant des années pour satisfaire les appétits des propriétaires d'esclaves. On parle de la pénurie de terre chez les paysans, de la nécessité d'une aide de l'Etat pour accroître l'étendue des

terres possédées par les paysans. Nous répondrons à cela que c'est précisément *du fait* de l'aide de l'Etat — aide accordée aux grands propriétaires fonciers, bien sûr — que les paysans ont été si souvent dépossédés de la terre qui leur est indispensable. Nous réclamerons la restitution aux paysans des parcelles dont ils ont été amputés et qui contribuent au maintien des corvées, du travail servile, forcé, perpétuant en fait les conditions du servage. Nous réclamerons l'institution de comités paysans pour réparer les injustices criantes commises envers les esclaves affranchis par les comités de la noblesse qu'a institués le pouvoir tsariste. Nous exigerons l'institution de tribunaux investis du droit de réduire les fermages excessifs que perçoivent les grands propriétaires fonciers en exploitant la situation désespérée des paysans, — tribunaux devant lesquels le paysan aurait le droit d'attaquer pour usure ceux qui passent des contrats de servitude en spéculant sur l'extrême indigence d'autrui. Nous nous efforcerons d'expliquer constamment et à tout propos aux paysans que ceux qui leur parlent d'une tutelle ou d'un secours de la part de l'Etat actuel sont, ou bien des imbéciles, ou bien des charlatans et leurs pires ennemis ; que ce qu'il faut avant tout aux paysans, c'est s'affranchir de l'arbitraire et du joug des fonctionnaires, c'est faire reconnaître l'égalité totale et absolue de leurs droits, sous tous les rapports, avec toutes les autres catégories sociales, leur entière liberté de déplacement et de changement de domicile, leur liberté de disposer de la terre, la liberté pour la communauté paysanne de gérer toutes ses affaires et de disposer de l'ensemble de ses revenus. Les faits les plus courants tirés de la vie de n'importe quel village russe peuvent toujours fournir mille prétextes au travail d'agitation en faveur des revendications indiquées. Cette agitation doit s'inspirer des besoins locaux, concrets et les plus pressants de la paysannerie ; mais, loin de s'en tenir là, elle doit élargir sans cesse l'horizon des paysans, développer inlassablement leur conscience politique, leur montrer la place particulière qu'occupent dans l'Etat les grands propriétaires fonciers et les paysans, leur indiquer l'unique moyen d'affranchir la campagne du joug d'arbitraire et d'oppression qui pèse sur elle, moyen qui consiste à convoquer les représentants du

peuple et à renverser le pouvoir despotique des fonctionnaires. Il est absurde et inepte de prétendre que cette revendication de la liberté politique soit inaccessible à la conscience des ouvriers : non seulement les ouvriers, qui ont derrière eux des années de lutte ouverte contre les fabricants et la police et qui voient constamment les meilleurs d'entre eux frappés par les arrestations arbitraires et la répression, non seulement ces ouvriers déjà gagnés au socialisme, mais tous les paysans sensés ayant tant soit peu réfléchi à ce qu'ils voient autour d'eux, pourront comprendre pourquoi luttent les ouvriers et s'assimiler l'idée d'un zemski sobor qui libérerait le pays tout entier de l'omnipotence des fonctionnaires exécrés. Et l'agitation faite sur le terrain des besoins immédiats et les plus pressants de la paysannerie n'atteindra son but, qui est de porter la lutte de classe dans les campagnes, que lorsqu'elle saura, à chaque révélation de telle ou telle plaie « économique », rattacher des revendications politiques déterminées.

Mais la question est de savoir si le Parti ouvrier social-démocrate peut inscrire à son programme des revendications pareilles à celles que nous venons d'indiquer, s'il peut se charger de mener l'agitation au sein de la paysannerie, si cela n'aura pas pour résultat de nous disperser et de détourner nos forces révolutionnaires, déjà si peu nombreuses, de la direction principale, la seule direction sûre, du mouvement ?

De telles objections sont fondées sur un malentendu. Oui, nous devons absolument inscrire à notre programme des revendications sur l'abolition de toutes les survivances de l'esclavage dans nos campagnes, revendications susceptibles de déterminer la meilleure partie des paysans, sinon à engager eux-mêmes une lutte politique indépendante, du moins à soutenir consciemment la lutte libératrice de la classe ouvrière. Nous commettrions une faute si nous nous mettions à défendre des mesures susceptibles d'entraver l'évolution sociale ou de protéger artificiellement la petite paysannerie contre l'essor du capitalisme, le développement de la grande production ; mais ce serait une faute encore plus désastreuse que de ne pas savoir profiter du mouvement ouvrier pour diffuser parmi les paysans les revendications démocratiques laissées insatis-

faites par la réforme du 19 février 1861, celle-ci ayant été faussée par les grands propriétaires fonciers et les fonctionnaires. Notre Parti se doit de reprendre ces revendications, s'il veut avoir derrière lui tout le peuple dans la lutte contre l'autocratie *. Mais cela n'implique pas du tout que nous devions appeler les forces révolutionnaires actives à quitter les villes pour les campagnes. Il ne saurait en être question. Il est certain que tous les éléments combatifs du Parti doivent militer dans les villes et les centres usiniers, que seul le prolétariat industriel est capable de lutter résolument et en masse contre l'autocratie, que ce prolétariat est seul capable d'utiliser des moyens de lutte tels qu'une manifestation publique ou la mise sur pied d'un journal politique *populaire* paraissant régulièrement et largement diffusé. Ce n'est pas pour rappeler de la ville et envoyer dans les campagnes les social-démocrates convaincus, ni pour les river au village, que nous devons faire figurer dans notre programme les revendications paysannes ; non, c'est afin de donner un plan d'action aux forces qui *ne peuvent* trouver à s'employer ailleurs *qu*'à la campagne, afin de faire servir à la cause de la démocratie et de la lutte politique pour la liberté les liaisons qu'entretiennent nécessairement avec la campagne bon nombre d'intellectuels et d'ouvriers dévoués à la social-démocratie, et qui s'étendent nécessairement au fur et à mesure que le mouvement prend lui-même de l'extension. Nous avons depuis longtemps dépassé le stade où nous n'étions qu'un petit détachement de volontaires, où tout l'effectif des forces social-démocrates se réduisait à des cercles de jeunes gens qui, tous, « allaient aux ouvriers ». Notre mouvement dispose aujourd'hui de toute une armée, d'une armée d'ouvriers accrochés par la lutte pour le socialisme et la liberté, d'une armée d'intellectuels qui ont pris et prennent part au mouvement et ont dès maintenant essaimé d'un bout à l'autre de la Russie, d'une armée de sympathisants qui considèrent avec foi et confiance le mouvement ouvrier et sont

* Nous avons déjà établi un projet de programme social-démocrate comprenant les revendications susindiquées. Nous espérons, dès que ce projet aura été examiné et remanié avec le concours du groupe « Libération du Travail », faire paraître dans un prochain numéro le projet de programme de notre Parti.

prêts à lui rendre mille services. Et une grande tâche nous incombe : organiser toutes ces armées, les organiser de façon à pouvoir non seulement provoquer des explosions passagères, non seulement porter à l'ennemi des coups accidentels, isolés (et par suite sans danger pour lui), mais livrer à l'ennemi une guerre continuelle, opiniâtre et soutenue sur toute la ligne, traquer le gouvernement autocratique partout où il sème l'oppression et récolte la haine. Mais est-il possible d'atteindre ce but sans porter parmi les millions de paysans les germes de la lutte de classe et de la conscience politique ? N'allez pas dire que la chose est impossible : elle n'est pas seulement possible, elle se fait déjà par mille chemins qui échappent à notre attention et à notre action. Elle gagnera infiniment en ampleur et en rapidité lorsque nous saurons formuler un mot d'ordre impulsant une telle action et que nous arborerons le drapeau de l'affranchissement du paysan russe de tous les vestiges ignominieux du servage. Les gens de la campagne qui viennent à la ville observent dès maintenant avec intérêt et curiosité la lutte, incompréhensible pour eux, que soutiennent les ouvriers, et ils en répandent la nouvelle jusque dans les coins les plus reculés. Nous pouvons et devons faire en sorte que cette curiosité de spectateurs passifs cède la place, sinon à une compréhension totale, du moins à la conscience même confuse du fait que les ouvriers luttent pour les intérêts du peuple tout entier, et qu'elle cède la place à une sympathie de plus en plus grande pour leur lutte. Alors, le jour de la victoire du parti ouvrier révolutionnaire sur le gouvernement policier approchera avec une rapidité qui nous surprendra nous-mêmes.

Rédigé en février 1901
Publié en avril 1901 dans le n° 3 de l'« Iskra »

Conforme au texte de l'« Iskra »

NOTES

1. L'étude « *A propos de notre statistique des fabriques et des usines (Les nouveaux exploits statistiques du professeur Karychev)* » a paru dans le recueil des œuvres de Lénine intitulé : *Etudes et articles économiques*, sorti des presses en octobre 1898 (la couverture et la page de titre portent la date de 1899). — P. 9.

2. « *Mir Boji* » [le Monde de Dieu], revue mensuelle de littérature et de vulgarisation scientifique, de tendance libérale, parut à Pétersbourg de 1892 à 1906. En 1898, publia un compte rendu de Lénine sur le livre de Bogdanov : *Cours abrégé de science économique* (voir dans le présent tome, page 45). De 1906 à 1918 parut sous le titre de *Sovrémenny Mir* [le Monde contemporain]. — P. 24.

3. *N. —on* ou Nikolaï —on (pseudonymes de N. Danielson), un des idéologues du populisme libéral des années 1880 à 1900. — P. 24.

4. Lénine fait allusion à son livre : *Le Développement du capitalisme en Russie*. (Voir Œuvres, tome 3.) — P. 25.

5. Les données du premier recensement général de la population de l'Empire russe du 28 janvier (9 février) 1897 ont paru entre 1897 et 1905. Les résultats de ce recensement ont été utilisés par Lénine lors de la réédition de son livre : *Le Développement du capitalisme en Russie* en 1908. (Voir Œuvres, tome 3.) — P. 39.

6. « *Réformateurs de la chaire* » (ou « socialistes de la chaire »), représentants d'un courant dans l'économie politique bourgeoise, surgi en Allemagne dans les années 70-80 du XIXe siècle, et qui prêchaient du haut des chaires universitaires le réformisme libéral bourgeois sous l'enseigne du socialisme. Les socialistes de la chaire affirmaient que l'Etat bourgeois est soi-disant au-dessus des classes, capable de concilier les classes hostiles et d'instaurer graduellement le « socialisme » sans toucher aux intérêts des capitalistes et en tenant compte autant que possible des revendications des travailleurs. En Russie, les « marxistes légaux » prônaient les vues des socialistes de la chaire. — P. 48.

7. K. Marx. *Le Capital*, édition russe 1955, Livre III, pp. 738-739.— P. 52.

8. Les *colons* louaient de petites parcelles de terre auprès des grands propriétaires fonciers dans l'ancien Empire romain. Pour jouir de ces parcelles, ils payaient une redevance en nature ou en argent. Plus tard, par suite de leur endettement, ils furent asservis par les gros propriétaires fonciers. — P. 52.

9. K. Marx. *Le Capital*, édition russe 1955, Livre III, pp. 795-826.— P. 53.

10. *V. V.* (pseudonyme de V. Vorontsov), un des idéologues du populisme libéral des années 1880-1890.—P. 54.

11. K. Marx. *Le Capital*, Editions Sociales, Paris 1953, Livre II (tome V), p. 118. — P. 56.

12. K. Marx. *Le Capital*, édition russe 1955, Livre III, pp. 316-317 et 846-865. — P. 56.

13. K. Marx. *Le Capital*, Editions Sociales, Paris 1957, Livre III (tome VI), pp. 257-258. — P. 57.

14. K. Marx. *Le Capital*, Editions Sociales, Paris 1957, Livre III (tome VI), p. 314. — P. 58.

15. K. Marx. *Le Capital*, Editions Sociales, Paris 1957, Livre III (tome VI), p. 263. — P. 59.

16. K. Marx. *Le Capital*, édition russe 1955, Livre III, p. 448. — P. 59.

17. K. Marx. *Le Capital*, Editions Sociales, Paris 1952, Livre II (tome IV), p. 294 (note). — P. 59.

18. K. Marx. *Le Capital*, Editions Sociales, Paris 1953, Livre II (tome V), pp. 18-43. — P. 60.

19. K. Marx. *Le Capital*, Editions Sociales, Paris 1952, Livre II (tome IV), p. 23. — P. 64.

20. « *Naoutchnoïé Obozrénié* » [la Revue scientifique], revue mensuelle, parut à Pétersbourg de 1894 à 1903.
Lénine a publié dans ses colonnes les articles : « Note sur la théorie des marchés », « Nouvelles remarques sur la théorie de la réalisation » (voir le présent tome, pp. 54-64 et 74-94) et « Une critique non critique » (voir V. Lénine, *Le Développement du capitalisme en Russie*). — P. 64.

21. K. Marx. *Le Capital*, édition russe 1955, Livre III, pp. 737-739. — P. 66.

22. « *Natchalo* » [le Début], revue mensuelle, littéraire et politique, des « marxistes légaux » ; parut à Pétersbourg pendant le premier

semestre 1899, sous la direction de P. Strouvé, M. Tougan-Baranovski, etc. Publia aussi des articles de G. Plékhanov, V. Zassoulitch, etc. Interdite par le gouvernement tsariste en juin 1899. — P. 66.

23. *Communauté* (rurale) en Russie — forme d'exploitation commune de la terre par les paysans, caractérisée par des assolements obligatoires, la possession indivise des forêts et des pâturages. Se distinguait principalement par la caution solidaire, la redistribution périodique des terres, par l'impossibilité de refuser la terre, de l'acheter ou de la vendre.

Lénine dit que la communauté « sans épargner aux paysans la prolétarisation, joue en fait le rôle d'une cloison moyenâgeuse qui isole les paysans comme s'ils étaient enchaînés à de petites communes et à des « catégories » qui ont perdu toute « raison d'être ». (Voir V. Lénine, Œuvres, t. 15, *La question agraire en Russie à la fin du XIX^e siècle.*) — P. 67.

24. *Lot de terre* (nadelnaïa zémlia), il s'agit de la terre remise en jouissance aux paysans après l'abolition du servage en Russie en 1861. Les paysans n'avaient pas le droit de vendre cette terre qui appartenait à la communauté et leur était remise en jouissance par des redistributions périodiques. — P. 67.

25. *Caution solidaire.* — responsabilité collective des paysans de chaque communauté rurale garantissant le versement intégral à la date fixée des paiements et l'exécution des prestations de toutes sortes au profit de l'Etat et des propriétaires fonciers (impôts, indemnités de rachat, conscription, etc.). Cette forme d'asservissement de la paysannerie, qui subsista même après l'abolition du servage, fut supprimée en 1906. — P. 67.

26. *La louée d'hiver* pour les travaux d'été était pratiquée par les propriétaires fonciers et les koulaks en hiver, époque à laquelle les paysans étaient particulièrement pressés d'argent. La louée se faisait à des conditions très dures. — P. 68.

27. F. Engels. *Anti-Dühring*, Editions Sociales, Paris 1956, p. 288. Lénine fait allusion ici au chapitre «Sur l'« histoire critique », écrit par Marx (voir 2e partie, chapitre X). — P. 75.

28. K. Marx. *Le Capital*, Editions Sociales, Paris 1950, Livre Ier (tome III), p. 29 (note). — P. 75.

29. K. Marx. *Le Capital*, Editions Sociales, Paris 1953, Livre III (tome V), pp. 15-16. — P. 76.

30. K. Marx. *Le Capital*, Editions Sociales, Paris 1953, Livre III (tome V), pp. 16-43. — P. 76.

31. K. Marx. *Le Capital*, Editions Sociales, Paris 1953, Livre III (tome V), p. 43. — P. 78.

32. Avec Engels, Lénine appelle *livre IV du Capital* l'ouvrage de Marx écrit en 1862-1863 : *Théories de la plus-value*. Dans sa préface

au livre II du *Capital*, Engels écrivait : « Je me réserve de publier comme livre IV du *Capital* la partie critique de ce manuscrit (*Théories de la plus-value. — N. R.*), après en avoir éliminé de nombreux passages déjà utilisés dans les livres II et III. » (Karl Marx. *Le Capital*. Livre II (tome I), Editions Sociales, Paris 1952, p. 10. — *N.R.*) Mais le temps lui manqua de préparer pour l'impression le IVe livre du *Capital*. Les *Théories de la plus-value* mises au point par Kautsky furent publiées en 1905, 1910 en allemand. L'éditeur ne s'est pas conformé aux exigences d'une publication scientifique ; dans le texte nombre de thèses marxistes ont été déformées.

L'Institut du marxisme-léninisme auprès du Comité central du P.C.U.S. a fait paraître une nouvelle édition de l'ouvrage : *Théories de la plus-value* (IVe livre du *Capital*) en trois parties d'après le manuscrit de 1862-1863. (Voir : K. Marx, *Théories de la plus-value*.) — P. 78.

33. K. Marx. *Le Capital*, édition russe 1955, Livre III, p. 855. — P. 78.

34. K. Marx. *Le Capital*, Editions Sociales, Paris 1950, Livre Ier (tome III), p. 30. — P. 79.

35. K. Marx. *Le Capital*, édition russe 1955, Livre III, p. 851. — P. 79.

36. *Le néo-kantisme*, courant philosophique bourgeois, apparu en Allemagne dans la seconde moitié du XIXe siècle, a repris les thèses idéalistes les plus réactionnaires de la philosophie de Kant. Sous le mot d'ordre « Retour à Kant ! », les néo-kantiens combattaient le matérialisme dialectique et historique. Dans son livre *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*, Engels a caractérisé les néo-kantiens comme « des réactionnaires en matière de théorie », « de piètres éclectiques et ronge-miettes ». Les néo-kantiens membres de la social-démocratie allemande (E. Bernstein, K. Schmidt, etc.) revisaient la philosophie marxiste, la théorie économique de Marx et sa doctrine sur la lutte des classes et la dictature du prolétariat. En Russie, le néo-kantisme a eu pour adeptes les « marxistes légaux », les socialistes révolutionnaires et les menchéviks. Lénine a donné une critique approfondie de la philosophie réactionnaire des néo-kantiens dans son livre *Matérialisme et empiriocriticisme*. — P. 82.

37. Lénine fait allusion au livre de G. Plékhanov (N. Beltov) *Essai sur le développement de la conception moniste de l'histoire*, édité légalement à Pétersbourg en 1895, et à son livre *Essais sur l'histoire du matérialisme*, paru en 1896 en langue allemande à Stuttgart. — P. 82.

38. K. Marx. *Le Capital*, Editions Sociales, Paris 1953, Livre II (tome V), p. 118. — P. 87.

39. K. Marx. *Le Capital*, édition russe 1955, Livre III, p. 844. — P. 87.

40. Lénine fait allusion à son propre ouvrage : *Le contenu économique du populisme et la critique qu'en fait dans son livre M. Strouvé (Reflet du marxisme dans la littérature bourgeoise)* (voir V. Lénine, Œuvres, tome I, pp. 361-547). — P. 91.

41. *Majorat* : forme d'héritage conservée dans quelques pays capitalistes depuis l'époque du féodalisme, en vertu de laquelle les grands domaines fonciers sont transmis indivis, soit à l'aîné de la famille, soit à l'aîné des fils du défunt. — P. 98.

42. Voir la note 45. — P. 104.

43. « *Jizn* » [la Vie], revue mensuelle éditée à Pétersbourg de 1897 à 1901 ; parut à l'étranger en 1902. A partir de 1899, était aux mains des « marxistes légaux ». — P. 105.

44. K. Marx. *Le Capital*, édition russe 1955, Livre III, pp. 630-631. — P. 117.

45. *Les libre-échangistes* (free-traders en anglais) étaient partisans de la liberté du commerce. En Angleterre et en France, ils exprimaient principalement les intérêts de la bourgeoisie industrielle. Entre 1830 et 1850, le bastion du libre-échangisme a été constitué en Angleterre par les industriels de Manchester, d'où le nom de « manchesteriens » donné aussi aux partisans de ce système. Le libre-échangisme est fondé théoriquement dans les œuvres de A. Smith et de D. Ricardo. — P. 133.

46. Il s'agit d'un article de Marx consacré à la critique d'un ouvrage de E. de Girardin : *Le socialisme et l'impôt*.

L'article parut dans le n°4 de la *Revue de la nouvelle Gazette Rhénane* (mai 1850). Cette revue était éditée par Marx à Londres et faisait suite à la *Nouvelle Gazette Rhénane*. — P. 139.

47. Allusion à l'ouvrage en deux tomes : *Influence des récoltes et des prix du blé sur quelques aspects de l'économie nationale russe*, composé par un groupe d'auteurs de tendance bourgeoise libérale et populiste sous la direction des professeurs A. Tchouprov et A. Posnikov (1897). Lénine en a pris connaissance alors qu'il était en déportation et l'a critiqué dans son livre *Le Développement du capitalisme en Russie*. — P. 141.

48. K. Marx. *Le Capital*, édition russe 1955, Livre III, pp. 627-826. — P. 142.

49. *Fidéicommis* : mode d'héritage de la grande propriété foncière. Les domaines deviennent la jouissance du premier fils du testateur sans qu'il ait le droit de les mettre en gage, de les morceler ni de les aliéner (de les vendre) en totalité ou en partie.

Anerbenrecht : variété du fidéicommis chez les paysans, qui laisse au possesseur de la terre une plus grande liberté de disposition du domaine hérité mais interdit de la même façon tout partage de la succession. — P. 149.

50. K. Marx. *Le Capital*, édition russe 1955, Livre III, p. 650.—P. 155.

51. K. Marx. *Le Capital*, Editions Sociales, Paris 1957, Livre III (tome VI), p. 258.—P. 167.

52. K. Marx. *Le Capital*, Editions Sociales, Paris 1957, Livre III (tome VI), p. 314.—P. 168.

53. La « *Protestation des social-démocrates de Russie* » fut rédigée par Lénine au cours de sa déportation en 1899. Elle était dirigée contre le « Credo», manifeste du groupe des « économistes » (S. Prokopovitch, E. Kouskova et d'autres, qui par la suite devinrent des cadets). Dès qu'il eut reçu le « Credo » par l'intermédiaire de sa sœur A. Elizarova, Lénine rédigea une protestation violente pour le démasquer.

La *Protestation* fut examinée et approuvée à l'unanimité à une réunion de 17 déportés politiques marxistes, organisée par Lénine au village d'Ermakovskoïé, dans le district de Minoussinsk. Les colonies de déportés de Touroukhansk et d'Orlov (dans la province de Viatka) s'associèrent à la *Protestation*.

Ce document fut envoyé par Lénine à l'étranger, au groupe « Libération du Travail ». Au début de 1900, il parut dans un recueil de G. Plékhanov : *Vademecum* [le Guidé] dirigé contre l'économisme et destiné au *Rabotchéïé Diélo*.—P. 171.

54. La « *Libération du Travail* », premier groupe marxiste russe, fut fondée par Plékhanov à Genève en 1883 et subsista jusqu'au IIe Congrès du P.O.S.D.R. (1903).

Le groupe joua un rôle important dans la diffusion du marxisme en Russie. Il traduisit, imprima à l'étranger et répandit clandestinement en Russie les ouvrages des fondateurs du marxisme: Le *Manifeste du Parti communiste* de Marx et Engels, *Travail salarié et capital* de Marx, *Socialisme utopique et socialisme scientifique* d'Engels, etc. Plékhanov et la « Libération du Travail » portèrent au populisme un coup décisif. Mais le groupe commit de graves erreurs qui contenaient en germe les futures conceptions menchéviques de certains de ses membres, dont Plékhanov lui-même. — P. 175.

55. L'*Association Internationale des Travailleurs* ou Ire Internationale, première organisation internationale de masse du prolétariat, fondée par Marx à Londres en automne 1864. Surmontant les influences bourgeoises et les tendances sectaires qui régnaient alors dans le mouvement ouvrier (trade-unionisme en Angleterre, proudhonisme et anarchisme dans les pays de langues romanes), Marx rassembla dans les rangs de la Ire Internationale les ouvriers d'avant-garde d'Europe et d'Amérique et parvint à faire reconnaître par plusieurs congrès de l'Internationale la nécessité de la lutte politique de la classe ouvrière pour le socialisme. Le rôle historique de la Ire Internationale, comme l'a indiqué Lénine, est d'avoir « jeté les bases d'une organisation internationale des ouvriers en vue de préparer leur assaut révolutionnaire contre le capital ».

Après la Commune de Paris, la classe ouvrière se fixa pour objectif de créer des partis ouvriers nationaux de masse sur la base des principes adoptés par la Ire Internationale. Mais la forme d'organisation de l'Internationale ne répondant plus aux nouveaux objectifs, celle-ci fut dissoute sur l'initiative de Marx, en 1872. — P. 179.

56. *Bernsteiniade* (bernsteinisme), courant hostile au marxisme dans la social-démocratie internationale, apparu à la fin du XIXe siècle en Allemagne et ainsi appelé d'après le nom du social-démocrate allemand Édouard Bernstein. Celui-ci prônait la revision de la doctrine révolutionnaire de Marx dans l'esprit du libéralisme bourgeois. Il avait pour partisans en Russie les « marxistes légaux », les « économistes », les membres du Bund, les menchéviks. — P. 180.

57. K. Marx. *Misère de la Philosophie*, Editions Sociales, Paris 19.., pp. 129-136, chapitre V: « Les grèves et les coalitions des ouvriers ». — P. 180.

58. Voir note 6. — P. 181.

59. Lénine critique ici la thèse bien connue des lassalliens suivant laquelle, par rapport à la classe ouvrière, toutes les autres classes ne forment qu'une seule masse réactionnaire. Cette thèse figurait dans le programme adopté en 1875 au congrès de Gotha par les social-démocrates allemands, lors de l'unification des deux partis socialistes allemands qui jusque-là existaient séparément : le parti d'Eisenach et celui des lassalliens.

K. Marx a dévoilé le caractère antirévolutionnaire de cette thèse dans la *Critique du programme de Gotha*. — P. 182.

60. L'« *Union des ouvriers russes du Nord* », organisée en 1878 à Pétersbourg, fut l'une des premières organisations politiques révolutionnaires de la classe ouvrière en Russie. A sa tête se trouvaient le menuisier Stépane Khaltourine et l'ajusteur Victor Obnorski. L'« Union » dirigea des grèves ouvrières et publia des proclamations adressées aux grévistes. Elle comptait jusqu'à 200 membres. En 1879, elle fut détruite par le gouvernement tsariste. Ses membres restés en liberté publièrent en février 1880 l'unique numéro du premier journal ouvrier de Russie, la *Rabotchaïa Zaria* [l'Aube ouvrière]. — P. 182.

61. L'« *Union des ouvriers de la Russie du Sud* », fondée en 1875 à Odessa par E. Zaslavski, fut la première organisation politique révolutionnaire des ouvriers en Russie. Elle fut détruite par le gouvernement tsariste après 8-9 mois d'existence. — P. 182.

62. « *Rabotchaïa Mysl* » [la Pensée ouvrière], journal des « économistes »; parut d'octobre 1897 à décembre 1902. Il y eut en tout 16 numéros. L'un de ses rédacteurs fut K. Takhtarev.

Lénine critiqua les vues de la *Rabotchaïa Mysl* en tant que variété russe de l'opportunisme international, dans des articles du journal *Iskra* et dans le livre *Que faire ?* — P. 183.

63. « *Sankt-Pétersbourgski Rabotchi Listok* » [la Feuille ouvrière de Saint-Pétersbourg], journal illégal, organe de l'«Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière » de Pétersbourg. Il en parut deux numéros : le n°1 en février (daté de janvier) 1897, polycopié en Russie à 300-400 exemplaires, et le n° 2 en septembre 1897 à Genève. — P. 184.

64. « *Rabotchaïa Gazéta* » [le Journal ouvrier], organe illégal du groupe des social-démocrates de Kiev. Il en parut deux numéros : le n° 1 en août 1897, et le n° 2 en décembre (daté de novembre) de la même année. Le Ier Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (P.O.S.D.R.) reconnut la *Rabotchaïa Gazéta* comme l'organe officiel du Parti. Après le congrès, à la suite de la destruction de l'imprimerie par la police et de l'arrestation des membres du Comité central, le journal cessa de paraître. Sur les tentatives pour reprendre sa publication en 1899, voir le présent tome, pp. 213-216. — P. 184.

65. *Le premier Congrès du P.O.S.D.R.* se tint en mars 1898 à Minsk. Y participèrent 9 délégués mandatés par 6 organisations : les «Unions de lutte pour la libération de la classe ouvrière » de Pétersbourg, Moscou, Ekatérinoslav et Kiev, le groupe de la *Rabotchaïa Gazéta* de Kiev et le Bund.

Le congrès élut un Comité central, reconnut la *Rabotchaïa Gazéta* en tant qu'organe officiel du Parti, publia un *Manifeste* et déclara que la « Ligue des social-démocrates russes à l'étranger » serait le représentant du Parti à l'étranger. Peu après le congrès, les membres du Comité central furent arrêtés.

L'importance du Ier Congrès du P.O.S.D.R. tient au fait que, dans ses décisions et dans le *Manifeste*, il proclama la création du Parti ouvrier social-démocrate de Russie. — P. 184.

66. « *Narodnaïa Volia* » [la Volonté du peuple], société secrète populiste qui s'organisa en 1879 pour mener une lutte révolutionnaire contre l'autocratie tsariste.

Peu après le meurtre, par des membres de cette société, du tsar Alexandre II (1er(13) mars 1881), la « Narodnaïa Volia » fut détruite par le gouvernement tsariste. La plupart des populistes renoncèrent alors à la lutte révolutionnaire contre le tsarisme et se mirent à prêcher la réconciliation, l'entente avec l'autocratie tsariste. Les populistes libéraux des années 1880 à 1900, épigones du populisme, se firent les porte-parole des intérêts des koulaks. — P. 186.

67. Le compte rendu du livre de S. Prokopovitch *Le mouvement ouvrier en Occident* est publié d'après un manuscrit incomplet. L'Institut du marxisme-léninisme auprès du Comité central du P.C.U.S. possède dans ses archives les pages 4 à 15 du manuscrit dont le début n'a pas été retrouvé. — P. 187.

68. « *Novoïé Vrémia* » [Temps nouveaux], journal qui parut à Pétersbourg de 1868 à octobre 1917. Libéral modéré à ses débuts, il

devint à partir de 1876 l'organe des milieux réactionnaires de la noblesse et de la haute administration. Il combattit non seulement le mouvement révolutionnaire, mais aussi le mouvement libéral bourgeois. A partir de 1905, il devint l'un des organes des Cent-Noirs. — P. 196.

69. « *Zur Kritik* », début du titre de l'ouvrage de K. Marx « *Zur Kritik der politischen Ökonomie* » (*Contribution à la critique de l'économie politique*), Editions Sociales, Paris 1957. Lénine se réfère ici à l'édition russe de 1896. — P. 200

70. Lénine fait allusion au *Manifeste du Parti communiste* rédigé par K. Marx et F. Engels et édité en 1848. Editions Sociales, Paris 1957. — P. 201.

71. K. Marx. *Contribution à la critique de l'économie politique*, Editions Sociales, Paris 1957, p. 6. — P. 201.

72. Même référence. — P. 201.

73. *Protectionnisme*, système consistant à frapper de lourdes taxes les produits importés afin de protéger les intérêts de l'industrie capitaliste ainsi que des grands propriétaires fonciers et des paysans riches d'un pays contre la concurrence étrangère. Dans les conditions de l'impérialisme, la politique protectionniste s'assigne pour but d'assurer aux monopoles capitalistes la vente de leurs produits sur le marché intérieur à des prix majorés et de leur garantir des superbénéfices grâce à la spoliation des masses populaires. — P. 208.

74. Les articles « *Notre programme* », «*Notre tâche immédiate* » et « *Une question urgente* » furent rédigés par Lénine pendant sa déportation. Ils étaient destinés à la *Rabotchaïa Gazéta*, reconnue au Ier Congrès du P.O.S.D.R. comme l'organe officiel du Parti. En 1899, on tenta de reprendre la publication du journal ; le comité de rédaction invita Lénine à rédiger le journal et, par la suite, à y collaborer. Les articles furent envoyés par Lénine en même temps qu'une lettre adressée au comité. Il ne fut pas possible de reprendre la publication du journal et les articles ne furent pas publiés. — P. 211.

75. Le revisionnisme de Bernstein était partagé par les opportunistes russes : les « économistes » et les membres du Bund. Dans son ouvrage : *Les prémisses du socialisme*, Bernstein faisait passer cet accord pour celui de la majorité des social-démocrates russes. — P. 214.

76. Il s'agit de la scission qui se produisit au Ier congrès de l'« Union des social-démocrates russes à l'étranger », en novembre 1898 à Zürich (Suisse), lorsque la majorité des membres de l'Union (ceux qu'on appelait les « jeunes ») se rangea du côté de l'« économisme ». Devant cette situation, le groupe « Libération du Travail » commença par refuser de rédiger les publications de la Ligue, puis se détacha de cette dernière — P. 214.

77. Le recueil « *Prolétarskaïa Borba* » [la Lutte prolétarienne] n° 1, publié par le « Groupe social-démocrate de l'Oural », fut édité en 1899 par l'imprimerie du groupe. Se plaçant sur les positions de l'« économisme », les auteurs niaient la nécessité de créer un parti politique indépendant de la classe ouvrière et considéraient que la révolution politique pouvait s'accomplir par la grève générale. Voir une caractéristique de ces vues dans le chapitre IV de l'ouvrage de Lénine : *Que faire ?* — P. 214.

78. Il s'agit du « *Projet de programme pour notre Parti* » (voir le présent tome, pp. 233-261). — P. 214.

79. Allusion au II[e] Congrès du P.O.S.D.R. prévu pour le printemps 1900. Sur l'attitude de Lénine au sujet de la convocation du congrès du Parti à cette époque, voir le présent tome, pp. 334 et 367. — P. 215.

80. *F. P.* : un des pseudonymes de Lénine. — P. 215.

81. Allusion à l'article de G. Plékhanov : « Bernstein et le matérialisme » paru en juillet 1898 dans le n° 44 de la revue social-démocrate allemande *Die Neue Zeit* [Temps nouveaux]. — P. 217.

82. Le *Congrès de Hanovre de la social-démocratie allemande* eut lieu du 27 septembre au 2 octobre (du 9 au 14 octobre) 1899. Sur la principale question à l'ordre du jour : « Les attaques contre les conceptions fondamentales et la tactique du Parti », le congrès s'opposa aux vues revisionnistes de Bernstein, mais ne procéda pas à une critique approfondie du bernsteinisme. — P. 217.

83. Allusion à la *loi du 2 (14) juin 1897* qui fixait la journée de travail dans les entreprises industrielles et les ateliers de chemin de fer à 11 h ½. Avant cette loi, la journée de travail en Russie n'était pas limitée et atteignait jusqu'à 14 et 15 heures. Le gouvernement tsariste avait été contraint de la promulguer sous la pression du mouvement ouvrier, dirigé par l'« Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière », elle-même animée par Lénine qui a analysé et critiqué cette loi dans la brochure : *La nouvelle loi ouvrière* (voir V. Lénine, Œuvres, tome 2, pp. 269-320). — P. 220.

84. K. Marx et F. Engels. *Le Manifeste du Parti communiste*, Editions Sociales, Paris 1957, p. 23. — P. 222.

85. La *Loi d'exception contre les socialistes*, promulguée en Allemagne en 1878, interdisait toutes les organisations du parti social-démocrate, les organisations ouvrières de masse, la presse ouvrière ; les publications socialistes étaient confisquées, les social-démocrates frappés de mesures d'expulsion. La pression du mouvement ouvrier de masse fit abroger la loi en 1890. — P. 230.

86. « *Vorwärts* » [En avant!], organe central de la social-démocratie allemande ; commença à paraître en 1876 sous la direction, notamment, de W. Liebknecht. F. Engels mena le combat dans ses colon-

nes contre les manifestations de toutes sortes de l'opportunisme. A partir de 1895, après la mort d'Engels, le *Vorwärts* se mit à publier systématiquement des articles d'opportunistes, qui prédominaient alors dans la social-démocratie allemande et dans la IIe Internationale. — P. 230.

87. Une partie du manuscrit n'a pas été conservée. — P. 231.

88. Le « *Projet de programme pour notre Parti* » a été rédigé par Lénine en déportation comme en témoignent l'annotation « [1899] » portée par Lénine sur le manuscrit ainsi que la lettre au groupe des rédacteurs de la *Rabotchaïa Gazéta* (voir le présent tome, p. 214). — P. 233.

89. Voir lettre de Marx à Bracke en date du 5 mai 1875. — P. 235.

90. K. Marx. *Le Capital*, Editions Sociales, Paris 1950, Livre Ier (tome III), p. 205. — P. 239.

91. Le « *Programme d'Erfurt* » de la social-démocratie allemande fut adopté en octobre 1891 au cours d'un congrès tenu à Erfurt pour remplacer le programme de Gotha de 1875 dont les erreurs avaient été mises à nu par Marx dans sa *Critique du programme de Gotha*. — P. 239.

92. Lénine fait allusion au « Règlement temporaire sur le service militaire des élèves des établissements d'enseignement supérieur exclus pour avoir provoqué des désordres publics ». Aux termes de ce Règlement, ratifié le 29 juillet (10 août) 1899, les étudiants qui avaient pris part à des manifestations contre le régime policier instauré dans ces établissements en étaient exclus et mobilisés comme simples soldats dans l'armée tsariste pour une durée allant d'un à trois ans. Les étudiants de tous les établissements d'enseignement supérieur de Russie manifestèrent pour réclamer l'abrogation du « Règlement temporaire ». (Voir l'article de Lénine : « Enrôlement forcé de 183 étudiants » dans le présent tome, pp. 431-436.) — P. 243.

93. *Zemskié natchalniki*. — fonctionnaires nommés par le gouvernement tsariste en 1889 afin de raffermir le pouvoir des grands propriétaires fonciers sur les paysans: on en comptait plusieurs par district. Ils exerçaient à la fois le pouvoir administratif et judiciaire sur la population paysanne locale. — P. 250.

94. *Indemnités de rachat*. Aux termes du « Règlement du 19 février 1861 » abolissant le servage en Russie, le gouvernement tsariste obligea les paysans à racheter « la terre qui leur appartenait et qu'ils avaient arrosée de leur sueur et de leur sang » (Lénine).

Les indemnités étaient deux ou trois fois plus élevées que le prix réel des lots de terre concédés aux paysans.

En 1907, quand on mit fin au paiement des indemnités de rachat, les paysans avaient versé aux grands propriétaires fonciers environ deux milliards de roubles. — P. 251.

95. *Servitude* : droit d'utiliser la propriété d'autrui. Dans le cas considéré, Lénine fait allusion à la survivance de rapports de servage dans les régions de l'Ouest. Après la réforme de 1861, les paysans furent contraints de verser des redevances supplémentaires aux grands propriétaires fonciers pour avoir le droit d'utiliser les voies publiques, les herbages, les pâturages, les réservoirs d'eau, etc. — P. 252.

96. K. Marx. *Les luttes de classes en France (1848-1850). Le 18 brumaire de Louis Bonaparte*, Editions Sociales, Paris 1948, p. 259.— P. 253.

97. *Otrezki*, terres enlevées aux paysans par les propriétaires fonciers lors de l'abolition du servage en Russie. — P. 255.

98. *Comités des nobles* (dans les provinces) furent institués par le pouvoir tsariste en 1857-58 pour élaborer des projets de « réforme paysanne », d'« affranchissement » des paysans.

Les projets présentés prévoyaient un « affranchissement » avantageux uniquement aux propriétaires fonciers. Dans les années 60, les Comités des nobles se livrèrent au pillage « légal » de la paysannerie. — P. 256.

99. L'« *Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière* » de Pétersbourg a été organisée par Lénine en automne 1895. Elle rassembla tous les cercles ouvriers marxistes de Pétersbourg. A sa tête se trouvait un Groupe central, dirigé par Lénine. L'« Union de lutte » entreprit, pour la première fois en Russie, de réaliser l'union du socialisme et du mouvement ouvrier, de passer de la propagande marxiste parmi un petit cercle d'ouvriers d'avant-garde à l'agitation politique parmi la grande masse de la classe ouvrière.

L'« Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière » de Pétersbourg fut, selon l'expression de Lénine, le premier embryon réel d'un parti révolutionnaire s'appuyant sur le mouvement ouvrier. — P. 263.

100. L'« *Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière* » de Kiev fut organisée en mars 1897 sous l'influence de l'« Union de lutte » de Pétersbourg. Elle participa activement à la préparation du Ier Congrès du P.O.S.D.R. — P. 263.

101. *Bund* : « Union générale des ouvriers juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie ». Organisé en 1897, il groupait principalement les artisans juifs des régions occidentales de la Russie. Au Ier Congrès du P.O.S.D.R., en mars 1898, le Bund adhéra au P.O.S.D.R. Au IIe Congrès du P.O.S.D.R., les bundistes émirent la prétention de faire reconnaître le Bund comme l'unique représentant du prolétariat juif. Quand le congrès eut rejeté le nationalisme des bundistes en matière d'organisation, le Bund quitta le Parti. En 1906, après le IVe Congrès (dit « d'unification »), le Bund réintégra les rangs du P.O.S.D.R.

Les bundistes accordèrent constamment leur soutien aux menchéviks et menèrent une lutte incessante contre les bolchéviks.

Tout en faisant partie du P.O.S.D.R., au point de vue formel, le Bund était une organisation d'un caractère nationaliste bourgeois. A la revendication inscrite dans le programme des bolchéviks — le droit des nations à disposer d'elles-mêmes — le Bund opposait la revendication d'une autonomie nationale culturelle. Pendant la première guerre mondiale de 1914-1918, les bundistes adoptèrent une position social-chauvine ; en 1917, le Bund soutint le Gouvernement provisoire contre-révolutionnaire et lutta aux côtés des ennemis de la Révolution socialiste d'Octobre. Au cours de la guerre civile, des membres en vue du Bund se joignirent aux forces de la contre-révolution. En même temps, parmi les membres de base du Bund, s'amorçait un revirement en faveur d'une collaboration avec le pouvoir soviétique. Quand la victoire de la dictature du prolétariat sur la contre-révolution intérieure et sur les interventionnistes étrangers devint évidente, le Bund déclara qu'il renonçait à lutter contre le pouvoir soviétique. En mars 1921, le Bund se liquida de lui-même, une partie de ses membres entra dans le Parti communiste bolchévik de Russie selon les règles établies. — P. 263.

102. Il s'agit de la brochure de L. Martov : *Le drapeau rouge en Russie*, éditée à l'étranger en octobre 1900. — P. 265.

103. Pour les détails concernant la loi du 2.VI. 1897 voir l'article de Lénine « La nouvelle loi ouvrière » (voir Œuvres, t. 2, pp. 269-320). — P. 268.

104. *Zemstvo*, autonomie administrative locale, sous la direction de la noblesse dans les provinces du centre de la Russie tsariste, instaurée en 1864. La compétence des zemstvos n'allait pas au-delà des questions économiques locales (organisation d'hôpitaux, construction de routes, statistiques, assurances, etc.). L'activité des zemstvos était contrôlée par les gouverneurs et le ministère de l'Intérieur qui pouvaient annuler les décisions jugées indésirables pour le gouvernement. — P. 276.

105. « *Le Social-Démocrate* », recueil (revue politique et littéraire) publié à l'étranger en 1890-1892 par le groupe « Libération du Travail » ; il en parut quatre fascicules.

Les articles de Plékhanov que mentionne Lénine ont paru sous le titre général « N. Tchernychevski » dans les nos 1-3 du recueil pour 1890 et dans le n° 4 de 1892. — P. 279.

106. *Balalaïkine*, personnage de l'œuvre de M. Saltykov-Chtchédrine : *Une idylle contemporaine*; c'est un moulin à paroles libéral, un aventurier et un menteur. — P. 287.

107. « *Moskovskiĕ Viĕdomosti* » [le Courrier de Moscou], journal dont la publication commença en 1756 ; à partir des années 60 du XIXe s., exprima les conceptions des couches monarchistes les plus réactionnaires, des grands propriétaires fonciers et du clergé ; à partir de 1905, l'un des principaux organes de presse des Cent-Noirs. Parut jusqu'à la Révolution d'Octobre 1917. — P. 298.

108. « *Grajdanine* » [le Citoyen], journal réactionnaire, parut à Pétersbourg de 1872 à 1914. A partir des années 80, l'organe des ultra-monarchistes. Existait surtout grâce aux subsides du gouvernement tsariste. A partir de 1906 parut comme une revue hebdomadaire. — P. 298.

109. *Jean de Cronstadt* (I. Serguéïev), prêtre de la cathédrale de Cronstadt. Obscurantiste, se rendit célèbre par ses excitations ultra-chauvines contre les nationalités allogènes. — P. 299.

110. *Les maréchaux de la noblesse*, en Russie tsariste, représentants des nobles de la province ou du district, élus par l'Assemblée compétente de la noblesse. Ils occupaient un poste influent dans l'administration et assuraient la présidence aux assemblées du zemstvo. — P. 313.

111. *Les services des fabriques*, organismes chargés de surveiller les affaires des fabriques, en Russie tsariste.

En règle générale, les Conseils étaient composés du gouverneur, du procureur, du chef de gendarmerie, de l'inspecteur de fabrique et de deux fabricants. — P. 313.

112. L'article « *A propos des grèves* » a été rédigé par Lénine alors en déportation, pour la *Rabotchaïa Gazéta* (voir le présent tome, p. 215, «Lettre au groupe des rédacteurs »). Les archives de l'Institut du marxisme-léninisme ne possèdent que la première partie de l'article. On n'a pas pu établir si les deux autres parties avaient été rédigées. — P. 320.

113. Lénine cite le livre de F. Engels : *La situation des classes laborieuses en Angleterre* (voir K. Marx et F. Engels, Œuvres, 2e édition russe, tome II, p. 449). — P. 326.

114. « *Iskra* » [l'Etincelle], premier journal marxiste illégal destiné à la Russie tout entière, fondé par Lénine en 1900. L'*Iskra* a joué un rôle décisif dans la lutte pour un parti marxiste, dans l'écrasement des « économistes », dans le rassemblement des cercles social-démocrates dispersés, dans la préparation du IIe Congrès du P.O.S.D.R.

Etant donné l'impossibilité de publier un journal révolutionnaire en Russie, à cause des persécutions policières, Lénine avait combiné dans tous ses détails, alors qu'il était encore déporté en Sibérie, un plan pour l'éditer à l'étranger. A la fin de sa déportation, en janvier 1900, il entreprit immédiatement la réalisation de son plan.

Le premier numéro de l'*Iskra* léniniste parut le 11 (24) décembre 1900 à Leipzig ; les numéros suivants parurent à Munich, à partir d'avril 1902 à Londres et à partir du printemps 1903 à Genève.

La rédaction de l'*Iskra* comprenait : V. Lénine, G. Plékhanov, I. Martov, P. Axelrod, A. Potressov et V. Zassoulitch. A partir du printemps 1901, le secrétaire de rédaction fut N. Kroupskaïa. Lénine était en fait le rédacteur en chef et le directeur de l'*Iskra*. Il

a publié des articles sur toutes les questions fondamentales concernant l'édification du Parti et la lutte de classe du prolétariat, et a fait écho à tous les événements les plus importants de la vie internationale.

Dans nombre de villes de Russie (Pétersbourg, Moscou, etc.) furent créés des groupes et des comités du P.O.S.D.R. ayant pour orientation celle de l'*Iskra* de Lénine.

Les organisations iskristes se constituèrent et travaillèrent sous la direction immédiate de révolutionnaires professionnels formés par Lénine (N. Bauman, I. Babouchkine, S. Goussev, M. Kalinine, etc.).

Sur l'initiative de Lénine et avec sa participation directe, la rédaction de l'*Iskra* élabora un projet de programme pour le Parti (qu'elle publia dans son n° 21) et prépara le IIe Congrès du P.O.S.D.R., qui se tint en juillet-août 1903. A la date de la convocation du congrès, la plupart des organisations social-démocrates locales de Russie se joignirent à l'*Iskra*, approuvèrent sa tactique, son programme et son plan d'organisation et la reconnurent comme leur organe dirigeant. Dans une résolution spéciale, le congrès souligna le rôle exceptionnel joué par l'*Iskra* dans la lutte pour le Parti et la déclara Organe central du P.O.S.D.R.

Le IIe Congrès ratifia la composition de la rédaction qui comprenait Lénine, Plékhanov et Martov. Malgré la décision du congrès du Parti, Martov refusa de faire partie de la rédaction, et les numéros 46 à 51 parurent sous la direction de Lénine et de Plékhanov. Par la suite, Plékhanov passa sur les positions du menchévisme et réclama l'incorporation, dans la rédaction de l'*Iskra*, de tous les anciens rédacteurs menchéviks récusés par le congrès. Lénine ne pouvait y consentir et, le 19 octobre (1er novembre) 1903, il quitta la rédaction de l'*Iskra* pour renforcer sa position au Comité central du Parti et, de là, combattre les menchéviks-opportunistes. Le numéro 52 parut sous la rédaction du seul Plékhanov. Le 13 (26) novembre 1903, violant la volonté du congrès, Plékhanov coopta de sa propre autorité à la rédaction de l'*Iskra* les anciens rédacteurs menchéviks de ce journal. A partir du numéro 52, les menchéviks firent de l'*Iskra* leur propre organe.

La vieille *Iskra* léniniste, bolchévique, céda la place à une nouvelle *Iskra*, opportuniste, menchévique. — P 331.

115. « *Zaria* » [l'Aube], revue scientifique et politique marxiste, éditée en 1901-1902 à Stuttgart par la rédaction de l'*Iskra*. La *Zaria* a publié les articles de Lénine : « Notes de circonstance », « Les persécuteurs des zemstvos et les Annibal du libéralisme », les quatre premiers chapitres de l'ouvrage *La question agraire et les « critiques » de Marx* (sous le titre « Messieurs les « critiques » dans la question agraire »), « Chronique intérieure », « Le programme agraire de la social-démocratie russe ». Il parut en tout quatre numéros correspondant à trois fascicules: le n° 1 en avril 1901 (en fait, le n° 1 parut le 23 mars nouveau style), le n° 2-3 en décembre 1901, le n°4 en août 1902. — P. 331.

116. Lénine fait allusion à l'« *Annonce de la reprise des publications du groupe « Libération du Travail »*, publiée au début de 1900 à Genève. Elle fut lancée après la parution de la « Protestation des social-démocrates russes » rédigée par Lénine. Dans l'*Annonce*, le groupe « Libération du Travail » se solidarisait avec l'appel que Lénine lançait dans la *Protestation* pour une lutte résolue contre l'opportunisme dans les rangs de la social-démocratie russe et internationale. — P. 333.

117. Lénine fait allusion aux social-démocrates groupés autour du journal *Ioujny Rabotchi* [l'Ouvrier du Sud], au Bund et à l'« Union des social-démocrates russes à l'étranger » dont la direction était passée à ce moment des mains du groupe « Libération du Travail » à celles des « jeunes », partisans de l'« économisme ». Ces organisations avaient proposé la convocation du IIe congrès du Parti pour le 6 (19) mai 1900 à Smolensk. Il était prévu d'élire au congrès un Comité central et une rédaction pour la *Rabotchaïa Gazéta*, qui reprendrait sa publication en tant qu'organe officiel du Parti. Le représentant du groupe du *Ioujny Rabotchi*, I. Lalaïantz, mena à ce sujet des pourparlers avec Lénine à Moscou en février 1900. Au nom des initiateurs de la convocation du congrès, Lalaïantz proposait à Lénine et à son groupe de se charger de la rédaction collective de la *Rabotchaïa Gazéta*. Lénine fit remarquer à Lalaïantz que le congrès était inopportun et mal préparé. Toutefois, tenant compte de l'éventualité de sa convocation, Lénine rédigea au nom du groupe de la future *Iskra* un rapport pour le congrès, et reçut en même temps du groupe « Libération du Travail » le mandat de le représenter au congrès. Le congrès n'eut pas lieu par suite d'une série de coups de filet de la police. Les conditions dans lesquelles le congrès fut préparé sont racontées par Lénine au chapitre V de son livre *Que faire?* — P. 334.

118. Lénine commença à travailler sur un projet de programme pour le parti social-démocrate alors qu'il se trouvait en prison, en 1895-1896 (voir *Exposé et commentaire du projet de programme du parti social-démocrate*, Œuvres, tome II, pp. 89-117). A la fin de 1899, étant en déportation, Lénine rédigea un second *Projet de programme pour notre Parti* (voir le présent tome, pp. 233-261). Le projet de programme du Parti en vue du IIe Congrès du P.O.S.D.R fut, sur la proposition de Lénine, élaboré par la rédaction de l'*Iskra* et de la *Zaria* et publié dans le n° 21 de l'*Iskra* le 1er juin 1902, puis adopté par le IIe Congrès du P.O.S.D.R. en août 1903. — P. 335.

119. Lénine cite les considérants des *Statuts de l'Association Internationale des Travailleurs* (la Ire Internationale) rédigés par Marx (voir K. Marx et F Engels. *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*. Editions Sociales, Paris 1950, p. 123). — P. 338.

120. Allusion à la scission dans l'« Union des social-démocrates russes à l'étranger », qui se produisit au IIe Congrès de l'Union en avril 1900. Reconnue par le Ier Congrès du P.O.S.D.R. comme la représentante du Parti à l'étranger, l'Union avait adopté dans sa majo-

rité les positions de l'« économisme ». Aussi le groupe « Libération du Travail » et ses partisans avaient-ils quitté le congrès et rompu tout lien d'organisation avec l'Union pour se constituer en organisation autonome à l'étranger sous le nom d'« Organisation révolutionnaire russe « Le Social-Démocrate ». — P. 345.

121. En déclarant qu'en 1895 on lui avait prétendument «ordonné» de « ne pas tirer » sur Strouvé (il faisait allusion ici à A. Potressov), G. Plékhanov tentait de justifier son attitude conciliatrice à l'égard des prises de positions revisionnistes des « marxistes légaux ». Lénine considérait comme injustifiée la conduite de Plékhanov, qui non seulement ne critiquait pas les vues bourgeoises et libérales de Strouvé, mais prenait même ce dernier sous sa protection. — P. 346.

122. Lénine fait allusion à l'article de P. Strouvé « Nouvelles réflexions sur la liberté et la nécessité », paru en 1897 dans le n° 8 de la revue *Novoïé Slovo*. Dans cet article Strouvé prenait ouvertement position contre la doctrine marxiste de la révolution prolétarienne. Lénine écrivait à Potressov le 27 juin (9 juillet) 1899: « Il y a un point que je ne comprends absolument pas : comment Kamenski (Plékhanov. — *N.R.*) *a-t-il pu* laisser sans réponse les articles contre Engels publiés par Strouvé et Boulgakov dans le *Novoïé Slovo* ! Ne pourriez-vous pas me l'expliquer ? »

Novoïé Slovo [la Nouvelle Parole], revue mensuelle littéraire, scientifique et politique, éditée à Pétersbourg à partir de 1894 par les populistes libéraux et, à partir du printemps 1897, par les « marxistes légaux ». Le *Novoïé Slovo* publia deux articles de Lénine : « Pour caractériser le romantisme économique » et « A propos d'un entrefilet » (voir Œuvres, tome II, pp. 125-268 et 321-328). G. Plékhanov et M. Gorki y collaborèrent. En décembre 1897, la revue fut interdite par le gouvernement. — P. 346.

123. Il s'agit du recueil de matériaux et de documents *Vademecum* pour la rédaction du *Rabotchéïé Diélo* (1900), dans lequel G. Plékhanov avait publié en même temps que d'autres documents trois lettres privées du bundiste Z. Kopelson et d'une dirigeante des « économistes », E. Kouskova. — P. 347.

124. « *Notre troisième* » : I. Martov qui, au moment des pourparlers de Lénine et de Potressov avec le groupe « Libération du Travail », se trouvait dans le Sud de la Russie, et qui arriva à l'étranger en mars 1901. — P. 348.

125. «Bobo» : P. Strouvé. — P. 348.

126. *Die Neue Zeit*, revue de la social-démocratie allemande, parut à Stuttgart de 1883 à 1923. Entre 1885 et 1895, *Die Neue Zeit* publia quelques articles de F. Engels. Celui-ci donnait souvent des indications à la rédaction de la revue et la critiquait durement lorsqu'elle s'écartait du marxisme. A partir de 1895, après la mort d'Engels, la revue, qui était le porte-parole de Kautsky, publia sys-

tématiquement les articles des revisionnistes. Pendant la première guerre mondiale (1914-1918), elle prit une position centriste et soutint en fait les social-chauvins. — P. 350.

127. Allusion aux anciens membres de l'« Union des social-démocrates russes à l'étranger » qui, après la scission au IIe congrès de l'Union en avril 1900, avaient rompu avec sa majorité opportuniste pour entrer dans l'organisation « Le Social-Démocrate » fondée par le groupe « Libération du Travail ». — P. 352.

128. *N.*: il s'agit de la ville de Nuremberg, où Lénine fut de passage en se rendant de Genève à Munich après la conférence du groupe de l'« Iskra » avec le groupe « Libération du Travail ». — P. 362.

129. Le *Projet d'accord* entre le groupe léniniste de l'« Iskra » et le groupe plékhanoviste « Le Social-Démocrate » fut rédigé par Lénine au début de septembre 1900 (voir le présent tome, p. 362). Le manuscrit ne porte pas de titre. Celui qui figure ici a été donné par l'Institut du marxisme-léninisme auprès du Comité central du P.C.U.S. — P. 363.

130. L'« *Accord particulier* » a été de toute évidence rédigé plus tard. Les archives de l'Institut du marxisme-léninisme possèdent le document suivant, placé dans une enveloppe avec cette inscription de N. Kroupskaïa : « Documents se rapportant à la toute première période. Accord sur la publication de la *Zaria* et de l'*Iskra* » :

«1. Le recueil *Zaria* et le journal *Iskra* sont édités et rédigés par le groupe des social-démocrates russes avec le concours rédactionnel du groupe « Libération du Travail ».

2. Tous les articles portant sur les principes ou présentant une importance particulière sont communiqués par la rédaction, à moins d'impossibilité d'ordre rédactionnel ou technique, à tous les membres du groupe « Libération du Travail ».

3. Les membres du groupe « Libération du Travail » votent sur toutes les questions concernant la rédaction, personnellement quand ils sont présents à l'endroit où est fixée la rédaction, par correspondance quand on leur communique les articles.

4. En cas de divergence avec le groupe « Libération du Travail », la rédaction s'engage à publier intégralement l'opinion particulière du groupe ou de chacun de ses membres pris à part.

5. Seul le premier point de cet accord sera rendu public.

6 octobre 1900 ».

Ce document est tapé à la machine, sans titre ni signature. — P. 363.

131. A la différence du premier projet de déclaration (voir le présent tome, pp. 331-341), qui exposait en même temps le programme des deux organes, du journal et de la revue, la déclaration publiée par la rédaction de l'*Iskra* ne parlait que de l'*Iskra*. Il avait été décidé de parler des objectifs de la revue *Zaria* séparément, dans le premier numéro de cette revue. — P. 364.

132. Le « *Groupe d'autolibération de la classe ouvrière* » était un petit groupe d'« économistes », qui se forma à Pétersbourg en automne

1898 et ne dura que quelques mois. Ce groupe publia un appel, où il exposait ses objectifs dans la revue *Nakanounié* [A la veille], éditée à Londres, ainsi que ses statuts et quelques proclamations adressées aux ouvriers.

Lénine critiqua les vues de ce groupe dans le chapitre II de son livre *Que faire?* — P. 366.

133. *Rabotchéié Diélo* [la Cause ouvrière], revue des « économistes », organe non périodique de la *Ligue des social-démocrates russes à l'étranger*. La revue parut à Genève d'avril 1899 à février 1902 sous la rédaction de B. Kritchevski, A. Martynov et V. Ivanchine. Il en parut en tout 12 numéros, formant 9 fascicules.

Voir la critique des conceptions du *Rabotchéié Diélo* dans le livre de Lénine *Que faire?* — P. 366.

134. L'article *«Les objectifs immédiats de notre mouvement »* a paru en éditorial dans le n° 1 de l'*Iskra*. — P. 381.

135. Lénine cite les considérants des *Statuts de l'Association internationale des travailleurs* (la Ire Internationale), rédigés par K. Marx. Voir K. Marx et F. Engels. *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*. Editions Sociales, Paris 1950, p. 123. — P. 383.

136. Le *Discours de Piotr Alexéïev*, ouvrier révolutionnaire des années 70 du XIXe siècle, prononcé par lui le 10 (22) mars 1877 devant le tribunal tsariste de Pétersbourg, fut publié pour la première fois en 1877 à Londres dans le recueil *Vpériod!* [En avant !] (revue non périodique). Reproduit depuis lors illégalement à maintes reprises, ce discours était très populaire parmi les ouvriers russes. — P. 386.

137. Il s'agit du soulèvement qui débuta dans l'Inde en 1857. Ce soulèvement présentait un caractère national et libérateur ; il fut écrasé en 1859. — P. 389.

138. La guerre anglo-boer (octobre 1899-mai 1902), à la suite de laquelle les deux républiques sud-africaines du Transvaal et de l'Orange devinrent des colonies de la Grande-Bretagne. — P. 389.

139. Le *Cinquième congrès socialiste international de la IIe Internationale* s'est tenu du 10 au 14 (du 23 au 27) septembre 1900 à Paris. La délégation russe comprenait 23 membres. Entre autres décisions, le congrès résolut d'instituer un Comité socialiste international permanent, composé de représentants des partis socialistes de tous les pays, et dont le secrétariat siégerait à Bruxelles. — P. 394.

140. « *Arséniev* » — A. Potressov, « *Vélika* » — V. Zassoulitch ; « *Le jumeau* » — P. Strouvé ; « *L'épouse* » — N. Strouvé, la femme de P. Strouvé. — P. 395.

141. Le « *camarade et ami* » de P. Strouvé : M. Tougan-Baranovski. — P. 396.

142. Lénine cite l'article de Gleb Ouspenski : « *Féodor Mikhaïlovitch Réchetnikov.* » — P. 418.

143. Les « doublures blanches », nom donné dans la Russie tsariste aux étudiants monarchistes, issus des milieux aristocratiques et bourgeois, opposés aux étudiants démocrates qui soutenaient le mouvement révolutionnaire. Portaient un uniforme à doublure de soie blanche. — P. 432.

144. Lénine cite les paroles du colonel Skalozoub, personnage de la comédie de Griboïédov : *Le malheur d'avoir trop d'esprit.* — P. 432.

145. Le *supplice de la « rue verte »* était un châtiment corporel infligé aux soldats de l'armée russe à l'époque du servage. On menait le condamné attaché à un fusil entre deux rangées de soldats qui le frappaient à coups de bâtons ou de verges de bois vert. Ce châtiment fut très souvent appliqué sous le règne de Nicolas Ier (1825-1855). — P. 433.

146. Le *serment d'Annibal* : expression signifiant une résolution inébranlable de lutter jusqu'au bout. Elle provient du nom du général carthaginois Annibal. — P. 434.

147. L'article *« Le parti ouvrier et la paysannerie »* est l'ébauche du programme agraire du P.O.S.D.R. qui fut publié au nom de la rédaction de l'*Iskra* et de la *Zaria* pendant l'été 1902 et adopté par le IIe Congrès du P.O.S.D.R. — P. 437.

148. Le *quart de lot ou lot de mendiant* était le quart du lot « maximum » ou «d'édit», c'est-à-dire fixé par la loi dans une région donnée lors de la réforme de 1861. Une partie des anciens paysans serfs recevait des propriétaires fonciers ces lots de mendiant à titre gratuit (sans rachat). Aussi donnait-on également à ces quarts de lot le nom de lots « gratuits » et aux paysans bénéficiaires celui de paysans *« dotés gratuitement »*. — P. 437.

149. On appelait *paysans temporairement redevables* ceux des anciens serfs qui, même après l'abolition du servage en 1861, étaient obligés de fournir des prestations (redevances ou corvées) jusqu'au moment où ils commençaient à racheter leur lot au propriétaire foncier.

Après la conclusion du contrat de rachat, les paysans cessaient d'être « temporairement redevables » et passaient dans la catégorie des « paysans-propriétaires ». — P. 438.

150. *Charte réglementaire* : on donnait ce nom à l'acte dressé par les grands propriétaires fonciers lors de l'« émancipation » des paysans par la réforme de 1861. La charte réglementaire spécifiait la quantité de terre dont les paysans avaient la jouissance avant la réforme et désignait les terres et les biens qui restaient aux mains des paysans spoliés lors de leur « émancipation ». Elle énumérait aussi les servitudes antérieurement imposées aux paysans serfs au profit des propriétaires fonciers. C'est sur la base des chartes réglementaires qu'était fixé le montant des indemnités de rachat exigibles des paysans. — P. 438.

LA VIE ET L'ŒUVRE

DE V. LENINE

CHRONOLOGIE

(1898-avril 1901)

1897

Avant le 24 janvier (5 février) — Lénine envoie à Verkholensk (Sibérie) deux lettres adressées à N. Fédosséïev, organisateur et dirigeant des premiers cercles marxistes de Kazan.

Entre le 7 et le 14 (le 19 et le 26) février — Lénine rédige un compte rendu sur le livre de A. Bogdanov : *Cours abrégé de science économique.*

Fin février (début mars)-août — Lénine traduit le tome I du livre de S. & B. Webb : *Théorie et pratique du trade-unionisme anglais.*

Fin mai (début juin) — Voyage de Lénine et de N. Kroupskaïa du village de Chouchenskoïé à Minoussinsk. Ils participent à une réunion de déportés.

10 (22) juillet — Mariage de Lénine et de N. Kroupskaïa.

9 (21) août — Lénine termine le brouillon de son livre : *Le développement du capitalisme en Russie.*

Avant le 26 août (7 septembre) — Lénine rédige l'article « A propos de notre statistique des fabriques et des usines. (Les nouveaux exploits statistiques du professeur Karychev) ».

11-25 septembre (23 septembre-7 octobre) — Voyage de Lénine à Krasnoïarsk, travail à la bibliothèque et rencontres avec les déportés politiques de l'endroit.

9-15 (21-27) octobre — Parution en Russie du premier recueil des œuvres de Lénine : *Etudes et articles économiques*, sous la signature de Vladimir Iline.

Automne — Parution à Genève de la brochure de Lénine *Les tâches des social-démocrates russes.*

24 décembre 1898-2 janvier 1899 (5-14 janvier) — Voyage de Lénine et de N. Kroupskaïa à Minoussinsk. Lénine prend part à une réunion de déportés marxistes venus de différents points du district de Minoussinsk.

1899

30 janvier (11 février) — Lénine achève la mise au net pour l'imprimerie de son livre *Le développement du capitalisme en Russie.*

Janvier — Le n° 1 de la revue *Naoutchnoïé Obozrénié* publie l'article de Lénine « Note sur la théorie des marchés. (A propos de la polémique entre MM. Tougan-Baranovski et Boulgakov.) »

Février — Lénine rédige des comptes rendus sur les livres de R. Gvozdev : *Les koulaks-usuriers, leur importance économique et sociale* et de Parvus : *Le marché mondial et la crise agricole* et sur l'ouvrage : *La Russie commerciale et industrielle.*

Première quinzaine de mars — Lénine rédige un article contre Strouvé « Nouvelles remarques sur la théorie de la réalisation ».

Avant le 21 mars (2 avril) — Lénine rédige un compte rendu sur le livre de Kautsky : *La question agraire.*

24-31 mars (5-12 avril) — Parution du livre de Lénine : *Le développement du capitalisme en Russie. Processus de formation d'un marché intérieur pour la grande industrie*, sous la signature de Vladimir Iline.

4 (16) avril-9 (21) mai — Lénine rédige deux articles sous le titre général « Le capitalisme dans l'agriculture. (A propos d'un livre de Kautsky et d'un article de M. Boulgakov.) »

2(14) mai — Perquisition et interrogatoire de Lénine au village de Chouchenskoïé, la police ayant établi que Lénine entretenait une correspondance avec des social-démocrates déportés.

Mai — Le n° 5 de la revue *Natchalo* publie un compte rendu par Lénine du livre de Hobson : *L'évolution du capitalisme contemporain.*

Avant le 29 mai (avant le 10 juin) — Lénine rédige l'article « Réponse à Monsieur P. Nejdanov », dirigé contre le revisionnisme.

Avant le 22 août (avant le 3 septembre)

Lénine rédige la *Protestation des social-démocrates de Russie* contre le «Credo», manifeste des « économistes ». Lénine organise dans le village d'Ermakovskoïé une conférence de 17 marxistes déportés politiques, au cours de laquelle est adoptée la *Protestation des social-démocrates de Russie* rédigée par lui.

9-15 (21-27) septembre

Parution, dans une traduction de Lénine (Vladimir Iline) du tome I du livre de S. & B. Webb : *Théorie et pratique du trade-unionisme anglais*

10 (22) septembre

Lénine assiste, au village d'Ermakovskoïé, aux obsèques de A. Vanéïev, membre de l'« Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière » de Pétersbourg, mort en déportation, et prononce un discours sur sa tombe.

Début septembre 1899-19(31) janvier 1900

En collaboration avec N. Kroupskaïa, Lénine revise la traduction en russe, envoyée de Pétersbourg, du tome II du livre de S. & B. Webb : *Théorie et pratique du trade-unionisme anglais.*

Pas avant octobre

Lénine accepte de devenir rédacteur de la *Rabotchaïa Gazéta*, reconnue par le Ier Congrès du P.O.S.D.R. comme l'organe officiel du Parti : un peu plus tard, il accepte une autre proposition relative à sa collaboration à ce journal. Il rédige trois articles pour la *Rabotchaïa Gazéta* et une *Lettre au groupe des rédacteurs.*

Fin de l'année

Lénine rédige un compte rendu sur le livre de S. Prokopovitch : *Le mouvement ouvrier en Occident.*

Lénine rédige un compte rendu sur le livre de K. Kautsky : *Bernstein et le programme social-démocrate. Une contre-critique.*

Avec la collaboration de N. Kroupskaïa, Lénine traduit le livre de K.Kautsky : *Bernstein et le programme social-démocrate. Une contre-critique.*

La *Protestation des social-démocrates de Russie*, rédigée par Lénine, paraît à Genève en tiré à part, extraite du n° 4-5 du *Rabotchéïé Diélo.*

Lénine rédige les articles : « Projet de programme pour notre parti», « Un mouvement rétrograde de la social-démocratie russe », « A propos d'une *Profession de foi* », « A propos des conseils de prud'hommes », « A propos des grèves ».

1898-1899 — Lénine entretient une correspondance avec F. Lengnik, qui se trouve alors en déportation (thème principal de la correspondance : examen de questions philosophiques).

1900

29 janvier (10 février) — Fin de la déportation de Lénine.
Lénine et N. Kroupskaïa quittent le village de Chouchenskoïé pour se rendre en Russie d'Europe. Vu l'interdiction qui lui est faite de séjourner dans les capitales, les villes d'Université et les grands centres ouvriers, Lénine élit domicile à Pskov, la ville la mieux placée pour les relations avec Pétersbourg.

Première quinzaine de février — En revenant de Sibérie, Lénine s'arrête à Oufa, où N. Kroupskaïa reste jusqu'à la fin de son temps de déportation. Lénine rencontre des social-démocrates déportés à Oufa (A. Tsiouroupa et d'autres).

Mi-février — Lénine se rend illégalement à Moscou et séjourne chez des parents.

Lénine apprend par le délégué du Comité d'Ekatérinoslav, I. Lalaïantz, que l'on se prépare à convoquer un IIe Congrès du P.O.S.D.R. et reçoit une invitation à y prendre part, ainsi qu'à assurer la rédaction de la *Rabotchaïa Gazéta*.

Avant le 26 février (avant le 10 mars) — Lénine s'arrête illégalement à Pétersbourg, y rencontre V. Zassoulitch retour de l'étranger et mène avec elle des pourparlers sur la participation du groupe « Libération du Travail » à la publication à l'étranger d'un journal marxiste destiné à la Russie tout entière et d'une revue.

26 février (10 mars) — Lénine arrive à Pskov où s'exerce sur lui la surveillance secrète de la police.

Printemps — Lénine entre en contact avec des groupes social-démocrates et des social-démocrates de différentes villes de Russie et mène avec eux des pourparlers au sujet de leur collaboration à la future *Iskra*.

Lénine se rend illégalement à Riga pour établir des contacts avec les social-démocrates locaux. A Pskov, Lénine prend part à une réunion d'intellectuels révolutionnaires et d'opposition de cette ville ; il y fait une intervention où il critique le revisionnisme.

Fin mars-début avril, avant le 4 (17) de ce mois	Lénine élabore un projet de déclaration de la rédaction sur le programme et les objectifs d'un journal politique destiné à la Russie tout entière (l'*Iskra*) et d'une revue politique et scientifique (la *Zaria*).
	Lénine préside une rencontre de marxistes révolutionnaires avec des « marxistes légaux » (P. Strouvé, M. Tougan-Baranovski) à propos de la collaboration de ces derniers à la publication de l'*Iskra* et de la *Zaria* (« Conférence de Pskov »).
Avril-mai	Lénine rédige un rapport au nom du groupe de l'« Iskra » pour le IIe Congrès du P.O.S.D.R. alors en préparation et reçoit un mandat pour le congrès de la part du groupe « Libération du Travail ».
5 (18) mai	Lénine reçoit un passeport pour un voyage en Allemagne.
20 mai (2 juin)	Lénine se rend illégalement à Pétersbourg pour établir des liaisons avec les social-démocrates locaux.
21 mai (3 juin)	Arrestation et interrogatoire de Lénine à Pétersbourg.
31 mai (13 juin)	Lénine est relâché.
Du 1er au 7 (14-20) juin	Lénine vit chez des parents à Podolsk, dans la banlieue de Moscou.
	Arrivée à Podolsk, sur l'invitation de Lénine, de plusieurs social-démocrates (P. Lépéchinski, les Chesternine, etc.), dont il obtient le concours en vue de la publication du journal *Iskra*.
7 (20) juin	Lénine se rend à Oufa auprès de N. Kroupskaïa en passant par Nijni-Novgorod (actuellement Gorki).
8 ou 9 (21 ou 22) juin	Lénine obtient des social-démocrates de Nijni-Novgorod qu'ils soutiennent l'*Iskra*.
Seconde quinzaine de juin	A Oufa, Lénine s'entend avec les social-démocrates déportés dans la localité sur leur concours à la publication de l'*Iskra*
Après le 2 (15) juillet	Lénine quitte Oufa pour Podolsk.
Entre le 2 et le 10 (15-23) juillet	Lénine séjourne à Samara (actuellement Kouïbychev), où il s'entend avec les social-démocrates de la localité pour un soutien de l'*Iskra*.

10 (23) juillet — Lénine revient à Podolsk.

16 (29) juillet — Lénine se rend à l'étranger.

Début août — Lénine passe deux jours à Zürich et s'entretient avec P. Axelrod de la publication de l'*Iskra* et de la *Zaria*.
Pourparlers de Lénine avec G. Plékhanov à Genève sur la publication de l'*Iskra* et de la *Zaria* ; divergences avec Plékhanov au sujet du projet de déclaration « De la part de la rédaction » proposé par Lénine.
A Bellerive (près de Genève) Lénine mène des pourparlers avec N. Bauman et d'autres social-démocrates au sujet de leur participation au travail de l'*Iskra*.

11-15 (24-28) août — A Corsier (près de Genève), Lénine prend part à une conférence avec le groupe « Libération du Travail » à propos de la publication et de la rédaction en commun de l'*Iskra* et de la *Zaria*.

20 août (2 septembre) et plus tard — Lénine couche par écrit les circonstances de ses pourparlers avec Plékhanov (*Comment l'« Iskra » faillit s'éteindre*).

22 ou 23 août (4 ou 5 septembre) — Lénine établit un projet d'accord entre le groupe de l'« Iskra » et le groupe « Libération du Travail » au sujet de la publication de l'*Iskra* et de la *Zaria* et des rapports entre les deux groupes dans la rédaction de ces organes.

Entre le 23 août et le 2 septembre (5-15 septembre) — Dans une correspondance avec un social-démocrate russe inconnu, Lénine refuse catégoriquement toute entente avec la « Ligue des social-démocrates russes à l'étranger », organisation des « économistes ».

24 août (6 septembre) — Lénine part de Nuremberg pour Munich.

Entre le 27 septembre et le 5 octobre (entre le 10 et le 18 octobre) — Parution sous forme de tract de la *Déclaration de la rédaction de l'« Iskra »*, rédigé par Lénine. La déclaration est expédiée en Russie pour être diffusée parmi les organisations et les ouvriers social-démocrates.

18 (26) octobre — Dans une lettre à A. Iakoubova, Lénine rejette résolument au nom du groupe de l'« Iskra » une invitation à collaborer à l'organe des « économistes », la *Rabotchaïa Mysl*.

Début novembre — Lénine écrit une préface pour la brochure : *Les journées de mai à Kharkov.*

Novembre — Lénine rédige et prépare pour l'impression le premier numéro de l'*Iskra.*

Fin novembre (première quinzaine de décembre) — Lénine organise la préparation et la publication du premier numéro de la revue *Zaria* à Stuttgart.

Entre le 1er et le 10 (14-23) décembre — Lénine se rend de Munich à Leipzig pour la mise au point définitive du premier numéro de l'*Iskra* avant sa parution.

11 (24) décembre — Le premier numéro de l'*Iskra* paraît avec les articles de Lénine : « Les objectifs immédiats de notre mouvement » (éditorial), « La guerre de Chine » et « La scission de l'Union des social-démocrates russes à l'étranger ».

Entre le 16 (29) décembre 1900 et la mi-février 1901 — Lénine prend part aux pourparlers de la rédaction de l'*Iskra* et de la *Zaria* avec Strouvé, arrivé à Munich, sur les conditions d'une collaboration de ce dernier à ces organes.
Lénine se prononce catégoriquement contre un accord avec Strouvé.

1901

Janvier-mars — Sous la direction de Lénine, les « groupes de soutien de l'*Iskra* » et les agents de l'*Iskra* en Russie (à Pétersbourg, Moscou, Pskov, Poltava, Samara, dans le Sud de la Russie, etc.) déploient une intense activité.

Première quinzaine de février — Parution du second numéro de l'*Iskra*, qui contient l'article de Lénine : « Enrôlement forcé de 183 étudiants. »

Mi-février — Voyage de Lénine à Prague et à Vienne pour organiser l'arrivée de N. Kroupskaïa à l'étranger.

Fin février-première quinzaine de mars (courant mars) — Lénine mène des pourparlers pour la création en Russie (à Kichinev) d'une imprimerie illégale de l'*Iskra*

10 (23) mars — Parution du premier numéro de la *Zaria* avec trois articles de Lénine réunis sous le titre : « Notes de circonstance. »

12 (25) avril	Lénine expose devant le groupe « Libération du Travail » un plan tendant à unir les organisations social-démocrates révolutionnaires russes à l'étranger groupées autour de l'*Iskra* en une « Ligue de la social-démocratie révolutionnaire russe ».
19 avril (2 mai)	Parution du troisième numéro de l'*Iskra*, contenant l'article de Lénine : « Le parti ouvrier et la paysannerie ».
Entre le 24 avril et le 1er mai (7-14 mai)	Une conférence de la rédaction de l'*Iskra* et de la *Zaria* à Munich examine le plan proposé par Lénine en vue de la création d'une « Ligue de la social-démocratie révolutionnaire russe à l'étranger », ainsi qu'un projet de statuts de cette dernière.

TABLE DES MATIERES

Préface 7

1898

A propos de notre statistique des fabriques et des usines (*Les nouveaux exploits statistiques du professeur Karychev*) 9

Compte rendu. *A. Bogdanov. Cours abrégé de science économique. Moscou 1897. Edité par la librairie A. Mourinova. 290p. Prix : 2 roubles* 45

Note sur la théorie des marchés. (*A propos de la polémique entre MM. Tougan-Baranovski et Boulgakov*) 54

1899

Compte rendu. *Parvus. Le Marché mondial et la crise agricole. Essais économiques. Traduit de l'allemand par L. I. Saint-Pétersbourg 1898. Editions O. Popova (Bibliothèque éducative, série II, n° 2). 142 pages. Prix: 40 copecks* 65

Compte rendu. *R. Gvozdev. Les koulaks-usuriers, leur importance économique et sociale. Saint-Pétersbourg 1899. Editions N. Garine* 67

Compte rendu. *La Russie commerciale et industrielle. Indicateur à l'usage des marchands et des fabricants. Rédigé sous la direction de A. Blaou, directeur de la section de statistique au département du Commerce des Manufactures. Saint-Pétersbourg 1899. Prix : 10 roubles* . . 70

Nouvelles remarques sur la théorie de la réalisation 74

Compte rendu. *Karl Kautsky. Die Agrarfrage. Eine Uebersicht über die Tendenzen der modernen Landwirtschaft und die Agrarpolitik u.s.w.Stuttgart, Dietz 1899* 95

Compte rendu. *Hobson. L'évolution du capitalisme contemporain. Traduit de l'anglais. Saint-Pétersbourg 1898. Editions O. Popova. Prix : 1 r. 50 c.* . 101

Le capitalisme dans l'agriculture. (*A propos d'un livre de Kautsky et d'un article de M. Boulgakov*) 105
Premier article 109
I 110
II 113
III 120
IV 133
V 140
Deuxième article 149
I 149
II 161

Réponse à Monsieur P. Nejdanov 164

Protestation des social-démocrates de Russie 171

Compte rendu. S. *Prokopovitch. Le mouvement ouvrier en Occident* . 187

Compte rendu. *Karl Kautsky. Bernstein und das social-demokratische Programm. Eine Antikritik* 198

Articles pour la *Rabotchaïa Gazéta* 211

Lettre au groupe des rédacteurs 213

Notre programme 216

Notre tâche immédiate 221

Une question urgente 227

Projet de programme pour notre parti 233

Un mouvement rétrograde dans la social-démocratie russe 262

A propos d'une *Profession de foi* 294

A propos des conseils de prud'hommes 306

A propos des grèves 320

1900

Projet de déclaration de la rédaction de l'*Iskra* et de la *Zaria* 331

Comment l'*Iskra* faillit s'éteindre 345

Projet d'accord 363

Déclaration de la rédaction de l'*Iskra* 364

Préface à la brochure *Les journées de mai à Kharkov* 371

Les objectifs immédiats de notre mouvement 381

La guerre de Chine 387

La scission de l'Union des social-démocrates russes à l'étranger 393

Noté le 29 décembre 1900 395

1901

Notes de circonstance 399

I. Cogne, mais sans que mort s'ensuive ! 403
II. A quoi bon hâter la marche du temps ? 419
III. Une statistique objective 425

Enrôlement forcé de 183 étudiants 431

Le parti ouvrier et la paysannerie 437

Notes 447

La vie et l'œuvre de V. Lénine 469

ILLUSTRATIONS

V. Lénine. 1897. 8-9

Couverture de la revue *Jizn* où parut l'article de V. Lénine : « Le capitalisme dans l'agriculture. » 1900. 107

Première page du tiré à part du n° 4-5 du *Rabotchéié Délo* contenant la *Protestation des social-démocrates de Russie.* 1899. 173

Sixième page du manuscrit de V. Lénine : *Compte rendu du livre de S. Prokopovitch.* Fin 1899. 189

Première page du manuscrit de V. Lénine : *Projet de programme pour notre parti.* 1899. 234-235

Première page du manuscrit de V. Lénine : *Comment l'« Iskra » faillit s'éteindre.* » 1900. 343

Première page de la *Déclaration de la rédaction de l'« Iskra ».* 1900. . . 364-365

Couverture de la brochure : *Les journées de mai à Kharkov.* 1901. 373

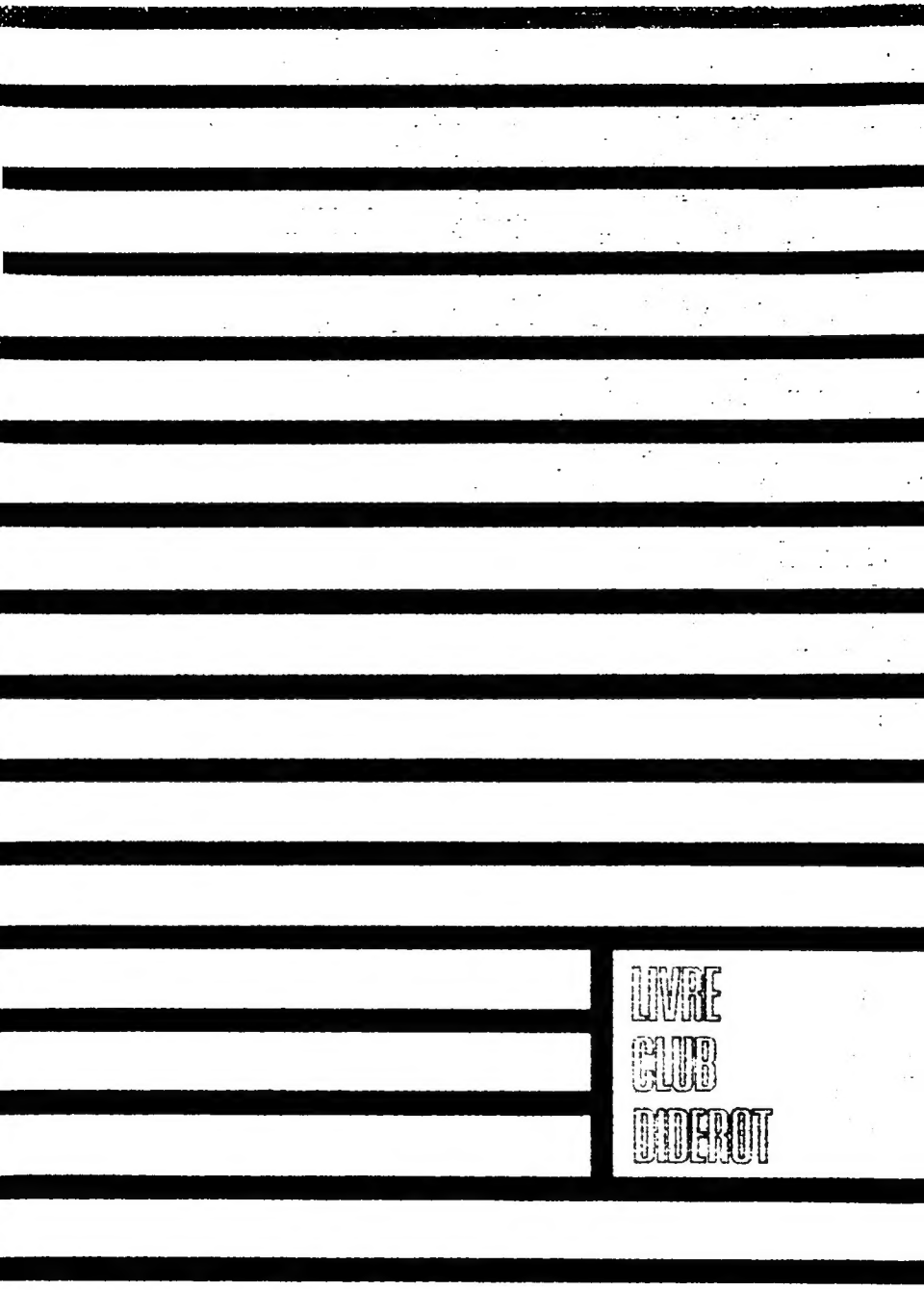
Première page du n°1 du journal *Iskra.* 1900. 380-381

Couverture du n°1 de la revue *Zaria.* Avril 1901. 401

TRADUCTEUR, HENRI PERDRIZET
RÉVISEUR, PAUL KOLODKINE

Achevé d'imprimer en décembre 1959 par les Editions en langues étrangères, Moscou

éditions
sociales paris
*
éditions
du progrès
moscou


LIVRE
CLUB
DIDEROT